

Université de Lausanne

Les Cahiers de l'IEPHI

IEPHI Working Paper Series

Le populisme à l'assaut de l'Europe

Le succès électoral des partis
populistes entre crise de confiance,
globalisation et clivages de valeurs

Gabriel Borduas, Madeleine Braulin, Elahé Goin,
Matteo Gorgoni, Diana Martínez, Antoine Michel,
Élodie Müller, Maud Reveilhac, Charlotte Vidal
Kränzlin, Jan-Erik Refle et Lionel Marquis

Sous la direction de Lionel Marquis

N° 71 (2018)

Editeur responsable

Dr. Lionel Marquis

Université de Lausanne
Institut d'Etudes Politiques, Historiques et Internationales
Bâtiment Géopolis • 1015 Lausanne
CH – Switzerland

Tel +41 21 692 31 30
Fax +41 21 692 31 45
nicole.ferrari@unil.ch
<http://www.unil.ch/iephi>

La collection **Les Cahiers de l'IEPHI** vise à diffuser des travaux de chercheuses et chercheurs rattachés à l'Institut d'Études Politiques, Historiques et Internationales (IEPHI) de l'Université de Lausanne. Il peut s'agir de textes en prépublication, de communications scientifiques ou d'excellents mémoires d'étudiants. Ces travaux sont publiés sur la base d'une évaluation interne par deux membres de l'IEPHI. Les opinions émises n'engagent cependant que la responsabilité de l'auteur•e.

Les Cahiers de l'IEPHI sont accessibles gratuitement sur www.unil.ch/iephi (suivre le lien « Publications »).

The **IEPHI Working Papers Series** is intended to promote the diffusion of work in progress, articles to be published and research findings by researchers of the Institute of Political, Historical and International Studies, University of Lausanne. The papers submitted are refereed by two members of the Institute. The opinions expressed are those of the author(s) only.

The **IEPHI Working Papers** are available free of charge at www.unil.ch/iephi (click on « Publications »).

© Gabriel Borduas, Madeleine Braulin, Elahé Goin, Matteo Gorgoni, Diana Martínez, Antoine Michel, Élodie Müller, Maud Reveilhac, Charlotte Vidal Kränzlin, Jan-Erik Refle et Lionel Marquis

Layout : Nicole Ferrari & Lionel Marquis

Couverture : Unicom, Université de Lausanne

Le populisme à l'assaut de l'Europe

Le succès électoral des partis populistes entre crise de confiance, globalisation et clivages de valeurs

Gabriel Borduas, Madeleine Braulin, Elahé Goin, Matteo Gorgoni, Diana Martínez, Antoine Michel, Élodie Müller, Maud Reveilhac, Charlotte Vidal Kränzlin, Jan-Erik Refle et Lionel Marquis¹

Institut d'Études Politiques, Historiques et Internationales, Université de Lausanne

Résumé

Ce Cahier s'interroge sur le succès électoral des partis populistes en Europe et développe une approche comparative de ce phénomène au niveau individuel, c'est-à-dire du point de vue des électeurs. Après une introduction traçant les contours de l'*offre* populiste, les chapitres suivants se penchent sur la *demande* des partis populistes. En substance, trois types d'explication du vote populiste sont examinées : les variables économiques (telles que les conséquences perçues de la mondialisation et de la crise économique), les valeurs politiques, et la confiance que les électeurs accordent aux autres individus (confiance interpersonnelle) et aux institutions politiques. Pour répondre à ces questions, les études rassemblées dans ce cahier se focalisent principalement sur trois pays européens (Suisse, Pays-Bas et Pologne) et analysent les données issues du *European Social Survey* (2012–2015). Dans l'ensemble, les résultats démontrent que toutes les variables mentionnées ont un certain impact sur le vote populiste. Cependant, cette influence varie suivant les contextes nationaux et reste relativement modeste en comparaison de l'effet déterminant des attitudes à l'égard de l'immigration. La définition « nativiste » et exclusive du « peuple » martelée par les forces populistes (du moins celles qui s'inscrivent dans le courant de la droite radicale) semble donc trouver une véritable résonance auprès des populations européennes, surtout dans le contexte de crise qu'elles traversent depuis une décennie.

Mots-clés : Populisme – Vote – Europe – Mondialisation – Valeurs – Confiance politique – Vote rétrospectif

Abstract

This Working Paper deals with the electoral success of populist parties in Europe and proposes a comparative approach to this phenomenon at the individual level of voters. After an introduction delineating the contours of populist *supply*, the *demand* side is addressed in the next chapters. In the main, we investigate whether populist voting is due to economic factors (such as perceived consequences of globalization and the economic crisis), to political values, and to interpersonal and political trust. To this aim, the studies collected in this working paper focus on three European countries (Switzerland, Netherlands, and Poland) and on data from the European Social Survey (2012–2015). As a whole, results point out that the above-mentioned variables do have some effect on populist voting, but also that this effect varies across national contexts and is decidedly weaker than the effect of anti-immigrant attitudes. The "nativist" and exclusive definition of "the people" by populists (at least in the radical right tradition) does seem to resonate with European voters, especially in a context of crisis.

Keywords: Populism – Vote – Europe – Globalization – Values – Political trust – Retrospective voting

¹ Correspondance à adresser à Lionel Marquis, maître d'enseignement et de recherche, Quartier UNIL-Mouline, Bâtiment Géopolis, CH-1015 Lausanne, Lionel.Marquis@unil.ch

Table des Matières/Contents

RÉSUMÉ	3
ABSTRACT	3
AVANT-PROPOS	7
1. INTRODUCTION : POPULISME ET DÉMOCRATIE	8
1.1. LA « CRISE DE LA DÉMOCRATIE » : UNE IDÉE ANCIENNE	8
1.2. LE POPULISME, FIGURE PARADOXALE DE LA CRISE DÉMOCRATIQUE.....	10
1.2.1. « Malaise dans les définitions ».....	10
1.2.2. Populisme et démocratie : quels rapports ?.....	14
1.2.3. Le populisme : « pathologie ordinaire », phénomène de crise, ou quoi d'autre ?.....	20
1.3. VOX POPULI, VOX DEI — OU VENTRILOQUISME POPULISTE ?	27
1.4. LA QUESTION DU « STYLE POPULISTE »	34
1.4.1. Retracer la trame de l'histoire.....	34
1.4.2. « Dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas ».....	36
1.4.3. Le rejet du politique	39
1.5. UN MODE DE RELATION AMBIVALENT AVEC LES MÉDIAS	43
1.5.1. Connivences.....	44
1.5.2. Convergences d'intérêts.....	45
1.5.3. Affrontements et ostracismes	49
1.5.4. La confusion des registres	51
1.6. CONCLUSION ET PRÉSENTATION DU VOLUME	54
2. LE TERRAIN DE RECHERCHE : PROBLÉMATIQUE, CONCEPTS, CONTEXTES ET MESURES EMPIRIQUES.....	56
2.1. PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE	56
2.2. UNE DÉFINITION OPÉRATIONNELLE DU POPULISME.....	58
2.2.1. La définition « minimale » du populisme	58
2.2.2. Populisme de droite.....	59
2.2.3. Populisme de gauche.....	60
2.3. OPÉRATIONNALISATION DES VARIABLES.....	61
2.3.1. Choix des pays et des partis politiques.....	61
2.3.2. Description des données empiriques : l'enquête ESS	64
2.3.3. Description de la variable dépendante : le vote populiste	66
3. POPULISME DE DROITE ET POPULISME DE GAUCHE : LE POPULISME SÉDUIT-IL LES « PERDANTS DE LA MONDIALISATION » ?	68
3.1. INTRODUCTION.....	68
3.2. CADRE THEORIQUE	69
3.2.1. « Les perdants de la mondialisation »	69
3.2.2. Dimensions de la précarité	71
3.2.3. Perceptions de la crise	73
3.2.4. Hypothèses	74
3.3. METHODOLOGIE	75
3.3.1. Données empiriques.....	75
3.3.2. Opérationnalisation des variables	76
3.4. ANALYSES EMPIRIQUES.....	81
3.4.1. Analyse descriptive	81
3.4.2. Analyse multivariée.....	83
3.4.3. Mise en liens des résultats.....	87
3.5. CONCLUSIONS	89

4. LE VOTE POUR LA DROITE POPULISTE EN EUROPE AU PRISME DES VALEURS POLITIQUES ET PERSONNELLES.....	91
4.1. INTRODUCTION.....	91
4.2. CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL.....	92
4.2.1. <i>Des valeurs au vote populiste.....</i>	92
4.2.2. <i>Les valeurs personnelles et politiques.....</i>	94
4.2.3. <i>Les valeurs du populisme de droite.....</i>	98
4.2.4. <i>Hypothèses.....</i>	98
4.3. MÉTHODOLOGIE.....	99
4.3.1. <i>Données empiriques.....</i>	99
4.3.2. <i>Variable dépendante : le vote pour la droite populiste.....</i>	100
4.3.3. <i>Variables indépendantes : les valeurs politiques.....</i>	101
4.4. ANALYSES EMPIRIQUES.....	105
4.4.1. <i>Explication du vote populiste dans chaque pays.....</i>	105
4.4.2. <i>Analyse comparée des résultats.....</i>	115
4.5. CONCLUSIONS.....	117
5. UNE QUESTION DE CONFIANCE ? LE VOTE POPULISTE AU PRISME DE LA CONFIANCE INSTITUTIONNELLE ET INTERPERSONNELLE.....	118
5.1. INTRODUCTION.....	118
5.2. CADRE THÉORIQUE.....	119
5.2.1. <i>Capital social et confiance interpersonnelle.....</i>	120
5.2.2. <i>Anti-élitisme et confiance politique.....</i>	122
5.2.3. <i>Nativisme.....</i>	123
5.2.4. <i>Autoritarisme.....</i>	124
5.2.5. <i>Hypothèses.....</i>	124
5.3. MÉTHODES D'ANALYSE.....	125
5.3.1. <i>Données empiriques.....</i>	125
5.3.2. <i>Opérationnalisation des variables.....</i>	125
5.4. ANALYSE EMPIRIQUE.....	130
5.4.1. <i>Statistiques générales des modèles.....</i>	130
5.4.2. <i>Capital social et confiance interpersonnelle.....</i>	130
5.4.3. <i>Confiance politique et anti-élitisme.....</i>	132
5.4.4. <i>Nativisme.....</i>	134
5.4.5. <i>Autoritarisme.....</i>	134
5.4.6. <i>Variables de contrôle.....</i>	135
5.5. DISCUSSION GÉNÉRALE ET CONCLUSION.....	136
5.6. ANNEXES.....	138
<i>Annexe 1 : Items de la variable autoritarisme.....</i>	138
<i>Annexe 2 : Items de la variable nativisme.....</i>	138
6. VOTE RETROSPECTIF ET ENJEUX DE PERFORMANCE : LE ROLE DE L'IDENTIFICATION PARTISANE.....	139
6.1. INTRODUCTION.....	139
6.2. CADRE THÉORIQUE.....	140
6.2.1. <i>Identification partisane et vote sur enjeux.....</i>	140
6.2.2. <i>Le vote rétrospectif.....</i>	141
6.2.3. <i>Le vote de performance : satisfaction et attribution de responsabilité.....</i>	144
6.2.4. <i>Hypothèses.....</i>	147
6.3. MÉTHODES.....	149
6.3.1. <i>Données empiriques.....</i>	149
6.3.2. <i>Variable dépendante : les configurations de vote.....</i>	149
6.3.3. <i>Variables indépendantes.....</i>	150
6.3.4. <i>Méthode de Heckman.....</i>	151
6.4. ANALYSES EMPIRIQUES.....	153
6.5. CONCLUSION.....	161

6.6. ANNEXE : DÉFINITION ET MESURE DES CONFIGURATIONS DE VOTE	164
7. CONCLUSION	167
7.1. RAPPEL DES PRINCIPAUX RÉSULTATS	167
7.2. VERS UNE ANALYSE EUROPÉENNE	168
7.3. REMARQUES CONCLUSIVES	175
BIBLIOGRAPHIE	178

Avant-propos

Ce Cahier de l'IEPHI est le second volume d'une « série » entamée voici deux ans avec la première volée d'étudiantEs ayant fréquenté le nouvel Atelier pratique de recherche en enquêtes quantitatives, dispensé au Master en science politique de l'Université de Lausanne. Les différents chapitres de ce volume sont le fruit d'une collaboration longue et patiente entre les neuf étudiantEs de l'année académique 2016–2017, ainsi qu'avec leurs enseignants, Jan-Erik Refle et moi-même. Le projet collectif présenté dans ce volume est ambitieux. Ses contours — aussi bien thématiques que théoriques et empiriques — ont été définis par les participantEs à l'Atelier, lorsqu'à l'automne 2016 ils ont décidé collectivement de s'emparer de la question du *populisme* et des causes de l'essor électoral des partis populistes au cours des dernières années. Il est vrai qu'à l'époque le sujet était plus brûlant que jamais, avec la percée électorale de la droite radicale autrichienne, le vote britannique sur le Brexit, la campagne iconoclaste de Donald Trump pour l'élection présidentielle américaine, les premiers succès régionaux de l'*Alternative für Deutschland*, ou encore la perspective de la présidentielle française qui laissait augurer une progression significative du Front National.

Chacun des groupes formés dans le cadre de l'atelier de recherche a assumé la responsabilité de l'un des chapitres rassemblés dans ce volume. Ce faisant, les différents groupes se sont attelés à une problématique plus spécifique reliée à la question générale du populisme — l'un d'entre eux ayant décidé de se consacrer à une thématique un peu différente. Cependant, la cohérence globale du projet collectif a été grandement facilitée par la collaboration impeccable entre les groupes. Ainsi, ceux-ci se sont entendus sur la mise en place d'une stratégie d'enquête commune, aussi bien pour la définition des concepts que pour leur mesure empirique et pour le choix du terrain empirique (sélection de l'enquête et des pays analysés), dont témoigne le chapitre 2 ci-après, rédigé de manière collective. Cette convergence des objectifs et des moyens confère à ce volume, au-delà de toutes ses imperfections, son unité fondamentale, offrant la possibilité de comparer les enseignements de chaque chapitre et de les placer dans un cadre d'interprétation plus général. Avec le recul, on sait aujourd'hui que le phénomène du populisme est relativement chaotique et imprévisible ; c'est pourquoi l'approche comparative poursuivie dans ce volume est indispensable pour tenter de mieux discerner les causes de son émergence et de ses développements.

Je souhaite remercier ici sincèrement tous les auteurEs ayant contribué à ce cahier. Leur engagement et leur patience dans toutes les étapes du projet collectif a permis de mener celui-ci jusqu'à son terme. « Patience » n'est pas un vain mot, puisque deux années se sont écoulées entre le début de l'atelier et la finalisation du manuscrit. J'en assume d'ailleurs une grande part de responsabilité, ayant été bon dernier à rendre ma copie, sous la forme d'une introduction générale au volume. Un grand merci également à Jan-Erik Refle, qui a souvent mis de côté son opus magnum (son travail de thèse) pour se consacrer à l'encadrement des groupes ainsi qu'à la synthèse des résultats que nous cosignons en conclusion de ce cahier. Au nom de tous les auteurEs, j'espère que la mise en commun de nos efforts aura permis de faire progresser, aussi modestement soit-il, la connaissance du phénomène populiste, et que les lecteurs de ce cahier partageront notre sentiment d'avoir un peu réussi dans cette entreprise.

Lionel Marquis, Lausanne, le 5 septembre 2018

1. Introduction : Populisme et démocratie

LIONEL MARQUIS

« Lorsque la guerre de l'indépendance eut pris fin, et qu'il s'agit d'établir les bases du nouveau gouvernement, la nation se trouva divisée entre deux opinions. Ces opinions étaient aussi anciennes que le monde, et on les retrouve sous différentes formes et revêtues de noms divers dans toutes les sociétés libres. L'une voulait restreindre le pouvoir populaire, l'autre l'étendre indéfiniment » (de Tocqueville 1986[1835] : 268).

1.1. La « crise de la démocratie » : une idée ancienne

La démocratie est en crise. De nos jours, de nombreux observateurs de la vie politique en conviennent. Pas seulement en Europe, où les cris d'alarme retentissent avec une force singulière, mais à l'échelle mondiale, pour ainsi dire partout où ce régime politique s'est imposé depuis les vagues de démocratisation des XIX^e et XX^e siècles. Pour l'essentiel, les allégations d'une crise des régimes démocratiques reposent, à des degrés divers, sur trois aspects (pour une analyse similaire, voir Merkel 2014 ; Taguieff 2015) :

- Tout d'abord, le mécanisme de *représentation* est mis en cause. La classe politique serait devenue une « caste » à part, coupée de la réalité des citoyens ordinaires, et aurait abandonné la défense de l'intérêt général pour se mettre, selon certains, au service d'une oligarchie économique et financière. La chute des indices de confiance envers le personnel politique et les institutions démocratiques témoignerait ainsi de ce clivage grandissant entre gouvernants et gouvernés.
- Ensuite, *l'égalité entre les citoyens* et la solidarité entre les couches sociales seraient mises à mal par des systèmes redistributifs toujours moins efficaces. Le chômage, la misère sociale et la baisse des revenus de l'État, mais aussi parfois une volonté délibérée de démanteler les prestations de l'État social au nom d'un modèle économique néo-libéral, seraient responsables du creusement des inégalités rejetant les plus vulnérables aux marges de la société.
- Finalement, ces mécanismes de dépossession et d'exclusion trouveraient une traduction politique dans le retrait massif du jeu démocratique de catégories sociales toujours plus nombreuses et plus vastes, visible notamment dans la baisse du taux de participation électorale affectant la grande majorité des démocraties. Plus largement, il est ici question de *l'atteinte aux libertés et aux droits* des citoyens des états démocratiques, que ce soit sous l'emprise d'un processus inéluctable de perte de souveraineté populaire (européanisation, mondialisation) ou sous l'influence d'événements extérieurs (crise migratoire, insécurité, etc.). Ces évolutions liberticides signeraient une perte d'influence des citoyens sur leurs gouvernants et sur les politiques mises en œuvre.

Ainsi, des piliers fondamentaux de la démocratie seraient fragilisés. Les citoyens seraient réduits au statut de simples « consommateurs » et de « clients de l'État » (Streeck 2012), jonglant avec les règles des marchés privés et publics pour maintenir ou améliorer leur condition. Mais *comme sujets politiques* ils n'auraient pratiquement plus rien à dire. Pour l'essentiel, le constat n'est pas nouveau. Après tout, l'Europe elle-même peut témoigner de ses heures sombres, où les éclipses de la démocratie coïncidèrent souvent avec la terreur, le totalitarisme, les crises économiques, les tensions inter-ethniques et les bains de sang des deux conflits mondiaux. On oublie parfois à quel point, dans un passé encore récent, les institutions politiques furent honnies, les inégalités béantes, et les libertés foulées au pied. De fait, de tous temps, la démocratie a vécu avec l'idée ou l'expérience concrète de crises menaçant son

existence. Dans l'esprit de plusieurs spécialistes, les crises sont pratiquement consubstantielles à la démocratie (e.g., Merkel 2014 : 11-12). A l'époque athénienne déjà, Platon et d'autres penseurs s'étaient émus du danger que faisait peser sur l'ordre social ce pouvoir des « ignorants » (Held 2006 : 23-27 ; Manin 1996 : chap. 1). La suite serait à l'avenant. Ainsi, la montée des régimes totalitaires dans les années 1920-1930 infligea au système démocratique (avant tout parlementaire) une blessure cuisante, en le bannissant comme une forme d'Ancien Régime décadente et hostile à la Nation (Marcuse 1968 [1934] ; Schmitt 1988 [1926] ; McCormick 1997), et en démontrant a contrario qu'elle ne protégeait pas les peuples de leurs propres pulsions anti-démocratiques.

Dans l'euphorie qui accompagna et suivit la « reconquête » démocratique des années 1940, des voix discordantes s'élevèrent. Non pas tant pour rejeter la démocratie en tant que telle, mais pour tenter de la confiner à son noyau dur libéral et représentatif, dans lequel le rôle des citoyens se limite à la sélection du personnel politique. Cette position, défendue notamment par Schumpeter (2003 [1942]), Lippmann (1955) et par les partisans du paradigme réaliste dominant en relations internationales (e.g., Morgenthau 1956), ne visait rien moins qu'à exclure les citoyens de toute prise de décision importante. Ceux-ci, comme les navigateurs inexpérimentés du vaisseau imaginé par Platon (voir Held 2006 : 24), ne posséderaient pas les compétences et la sagesse requises pour présider aux destinées d'un état moderne évoluant dans un contexte interne et international de plus en plus complexe. La « compulsion malade à se tromper » (Lippmann 1955 : 20-21), caractéristique de l'action politique des peuples et de l'influence délétère de l'opinion publique sur ses dirigeants, serait le cancer rongeur l'ordre démocratique. En s'opposant à la "strong democracy" chère à Barber (1984), cette "thin democracy" viserait donc à protéger les citoyens contre eux-mêmes.

On ne sait si les mises en garde de Schumpeter et Lippmann furent entendues. Toujours est-il que pendant les Trente Glorieuses, et même au-delà, il fut beaucoup question d'un « consensus permissif » (Key 1964 ; Eichenberg & Dalton 1993 ; Hurrelmann 2007 ; Baker et al. 2008 ; Daddow 2012) ou, plus récemment, d'une « démocratie furtive » dans laquelle les technocrates gouverneraient en coulisses au nom du peuple (Hibbing & Theiss-Morse 2002 ; Atkinson et al. 2016). On se mit à croire que les citoyens avaient enfin consenti, de gré ou de force, à se tenir à l'écart de la gestion des affaires publiques, et qu'ils laissaient libre champ aux élites politiques pour prendre les décisions et assumer la défense de l'intérêt général.² En particulier, le processus d'intégration européenne a souvent été décrit comme un projet a-démocratique (sinon anti-démocratique) dont les peuples furent singulièrement exclus et dans lequel les instances de représentation des citoyens furent longtemps anémiques (Mair 2013).

² Cette description des opinions publiques occidentales comme des masses d'individus quiescents, coupées de la dynamique de confrontation du champ politique, ne peut que heurter bon nombre de celles et ceux qui ont en mémoire le climat d'effervescence suscité par l'irruption des nouveaux mouvements sociaux à partir des années 1960. Il est certain que les sociétés démocratiques furent remuées en profondeur par les vagues de mobilisation et de contestation liées à au processus de décolonisation, à la déségrégation raciale, au pacifisme, à l'émancipation des femmes et des minorités sexuelles, à la protection de l'environnement, etc. Mais tandis que certaines revendications portées par ces mouvements ont été progressivement intégrées au répertoire politique des anciens et nouveaux partis, et sont ainsi à l'origine de réformes importantes, pour autant les dispositifs institutionnels de la démocratie n'ont pas connu de changement majeur, et les aspirations à plus de démocratie, quant à elles, ont été largement ignorées. Les ouvrages de cette période évoquant une « crise de la démocratie » (Crozier et al. 1975 ; Bell 1976 ; Habermas 1988 [1973]) tendent à se focaliser sur des enjeux de légitimation et de gouvernabilité, soulignant à la fois un sentiment d'aliénation, d'apathie et d'insatisfaction au sein des masses, la surcharge de l'état pour répondre à l'explosion des demandes sociales, aggravant certaines dérives bureaucratiques et la fragmentation du système de partis, ainsi que sur les problèmes liés à la croissance de l'économie capitaliste. La possibilité d'un changement de paradigme et d'une « révolte des masses » n'est pour ainsi dire jamais envisagée.

L'effondrement de ce consensus dans les années 1990 (Hooghe & Marks 2008) — avec la fin de la Guerre Froide, le processus de démocratisation en Europe centrale et orientale, et le traité de Maastricht — préfigurait déjà la crise plus récente esquissée au début de ce chapitre. Les aspirations nouvelles des peuples, qui avaient pris une part importante dans les changements de régime à l'Est du continent, contribuèrent à déplacer l'attention vers les questions de représentation, d'égalité ou de libertés civiles — au détriment des notions de gouvernabilité et d'efficacité. Ce sont précisément ces « nouvelles » normes qui sont au cœur du débat sur la crise démocratique depuis une décennie.

Ce rapide survol historique du narratif de la « crise démocratique » met en évidence deux motifs bien distincts : le déni (honteux) de démocratie et l'excès (dangereux) de démocratie (voir Haskell 2001). Le mouvement de balancier qui fait osciller les consciences de l'un à l'autre est pour ainsi dire un invariant historique traduisant, avec de rares exceptions, une perpétuelle insatisfaction à l'égard de l'ordre démocratique et la persistance d'un dilemme démocratique fondamental entre participation citoyenne et efficacité de l'action publique (Dahl 1994).

1.2. Le populisme, figure paradoxale de la crise démocratique

Ainsi, la démocratie serait aujourd'hui en crise. Comme toujours pourrait-on dire ; mais jamais, peut-être, on ne vit autant de guérisseurs se presser au chevet de ce grand malade. Comme il convient en pareille circonstance, les avis sont divisés. D'abord sur l'anamnèse — la démocratie est-elle vraiment en crise, et de quoi souffre-t-elle ? Ensuite sur le diagnostic — quelles sont les causes de ses tourments ? Dans ce déluge d'avis contradictoires, inégalement « experts » et « autorisés », dont les médias de masse se font l'écho et dont s'alimentent à leur tour les conversations profanes au sein des groupes sociaux, un terme revient toutefois avec insistance : « **populisme** ».

1.2.1. « Malaise dans les définitions »³

Le mot est lâché. La démocratie serait menacée par le succès grandissant des partis et mouvements populistes — que ce soit en Europe, en Amérique du Nord, ou encore en Amérique Latine. A première vue, cette affirmation a de quoi surprendre. Sur un plan étymologique, pour commencer, démocratie et populisme se réfèrent à la même entité, celle du peuple. En effet, « le peuple n'est-il pas le souverain dont la démocratie tire sa légitimité ? Une chose est sûre : ce que certains nomment populisme, d'autres l'appellent démocratie, et inversement » (Dahrendorf 2003 : 156 ; notre traduction [ci-après **NT**]). D'où vient-il donc que « le concept même de populisme pose problème » et que le « recours au peuple » apparaisse à beaucoup comme un procédé contestable (2003 : 156) ? Selon Cas Mudde, cette connotation clairement péjorative du terme « populisme » ne repose pas réellement sur une analyse sérieuse du phénomène populiste, mais plutôt sur une épistémologie elle-même d'essence populaire :

“In the public debate there are two dominant interpretations of the term populism, both are highly charged and negative. In the first, populism refers to the politics of the *Stammtisch* (the pub), i.e. a highly emotional and simplistic discourse that is directed at the 'gut feelings' of the people. In more prosaic terminology, '(p)opulists aim to crush the Gordian knots of modern politics with the sword of alleged simple solutions.' Though this definition seems to have instinctive value, it is highly problematic to put into operation in empirical studies. When is something 'emotional' rather than 'rational', or

³ Titre repris de Taguieff (2007 : chap. 1) ; il nous paraît toujours d'actualité aujourd'hui.

'simplistic' rather than 'serious'? Moreover, sloganistic politics constitute the core of political campaigning, left, right and centre. In the second meaning, populism is used to describe opportunistic policies with the aim of (quickly) pleasing the people/voters – and so 'buying' their support – rather than looking (rationally) for the 'best option'. Examples are lowering taxes just before elections, or promising financial advantages to all people without any additional costs. But who decides whether policies are 'sound' or 'honest', rather than 'populist' or 'opportunistic'?" (Mudde 2004 : 542-543)

Ces descriptions recouvrent assurément une part essentielle des représentations sociales du populisme, mais également de la réalité concrète de ses modes d'action politique. Chacun y reconnaîtra sans difficulté un responsable ou un parti politique communément qualifiés de populistes. Mais pourquoi ne pas utiliser plutôt les concepts de « démagogie » ou d'« opportunisme » pour qualifier ces évocations ou clichés prétendument populistes, qui pourtant semblent s'appliquer à quantité d'autres partis ou personnalités politiques (Mudde 2004 : 543 ; Stanley 2008 : 101 ; Tamas 2017) ? Les partis populistes et leurs sympathisants eux-mêmes rejettent l'étiquette de « populisme » (Bale et al. 2011 : 114), et refusent le plus souvent de se positionner, notamment sur une dimension gauche-droite, préférant ne s'affirmer « ni de gauche, ni de droite » (Mudde 2017 : 3-4). De fait, le terme de populisme est souvent utilisé comme un vocable offensif (*Kampfbegriff*) et offensant (*Schimpfwort*) pour dénigrer ses adversaires (Decker 2000 : 23-25 ; Musso 2005 ; Ledroit 2007 ; Bale et al. 2011 ; Mudde 2015a). Si certains leaders politiques acceptent d'être affublés de l'épithète « populiste », cette propension semble varier en fonction de l'évolution du sens et des connotations attachées à ce terme dans un contexte particulier, mais aussi en fonction de visées stratégiques. Ainsi, récemment, plusieurs leaders politiques français (et non des moindres) ont fait mine de s'accommoder de cette étiquette, mais en prenant soin de redéfinir son contenu pour mieux le neutraliser (voir Taguieff 1998).⁴

Voici posée l'exigence d'une définition « savante » du populisme, qui en résumerait les traits *distinctifs* tout en évitant les pièges que posent les différents usages du concept dans le discours politique.⁵ Pour certains spécialistes (e.g., Canovan 1984 ; Taguieff 1997, 2007, 2015) une telle synthèse est quasiment impossible car le populisme échappe à toute définition sommaire. En effet, la « famille populiste » est extrêmement hétérogène, partagée notamment entre, d'une part, une tendance « *plébiscitaire* », favorable à un état fort (voire autoritaire), aux mains d'un leader charismatique, et d'autre part un courant désireux de renforcer le pouvoir du peuple par le biais des instruments de démocratie directe. De fait, un thème récurrent dans les approches du populisme est l'absence d'un dénominateur commun clairement identifié qui rassemblerait les différentes composantes de la nébuleuse populiste ; autrement dit, « on ne peut définir des 'constantes' idéologiques ou doctrinales du

⁴ Par exemple, dans sa quête pour l'élection présidentielle de 2017, Emmanuel Macron fut parfois qualifié de populiste (e.g., Saint Clair 2017). En réponse, le futur président affirmait en mars 2017 : « Si être populiste, c'est parler au peuple de manière compréhensible sans passer par le truchement des appareils, je veux bien être populiste. De ce point de vue, le général de Gaulle l'était. Mais il ne faut pas confondre avec la démagogie, qui consiste à flatter le peuple dans ce qu'il a de plus bas. Donc appelez-moi populiste si vous voulez. Mais ne m'appellez pas démagogue car je ne flatte pas le peuple. » (« Macron : 'Appelez-moi populiste si vous voulez' » ; lejdd.fr, 18.03.2017). De la même manière, Alexis Corbière, l'un des leaders de *La France Insoumise*, concède : « Je suis populiste, je n'ai pas de problème à le dire. (...) La racine de ce mot, c'est le mot peuple (...) Je veux faire plaisir au peuple, oui. (...) Et alors, quels sont les candidats qui ne veulent pas faire plaisir au peuple ? Qu'est-ce qu'il veut le peuple ? Il veut l'égalité, la justice, la démocratie, l'honnêteté » (interview pour Public Sénat/Sud Radio, 24.03.2017).

⁵ Cette exigence est devenue un lieu commun de la littérature sur le populisme, qui ne se contente pas de rappeler le caractère controversé du concept, mais souligne également combien cette préoccupation traverse tout le champ d'investigation (Moffitt 2016 : 11 ; plus largement, voir Arditi 2007 : 54-60 ; Taguieff 2007 : chap. 1 ; Taguieff 2015 : 1-28).

populisme » (Taguieff 2015 : 81). Certains parlent d'une « coquille vide pouvant acquérir toutes sortes de significations suivant les éléments dont on la remplit » (Mény & Surel 2002 : 6, NT) ; d'autres proposent de considérer le populisme comme un type de *mobilisation politique* pouvant servir à atteindre des objectifs extrêmement disparates (Jansen 2011 ; Vittori 2017) ; d'autres encore insistent sur le mimétisme du phénomène populisme, qui, à la manière des caméléons, « prend toujours la teinte de l'environnement dans lequel il évolue » (Taggart 2000 : 4, NT). Ainsi, par exemple, le populisme latino-américain s'est développé en trois phases distinctes renvoyant à des sources idéologiques fort différentes.⁶ Ces oscillations suggèrent que l'identité permanente du populisme renvoie à des propriétés de style plutôt que de substance et de tempérament politique : "So-called 'populists' are to be found on the right, left and centre of the political spectrum, and almost any generalization about them can be defeated by a counter-example. (...) [T]he only feature all of them have in common is a rhetorical style which relies heavily upon appeals to the people. Although there are a number of reasons for populism's vagueness of reference (...), part of the explanation lies in the peculiar ambiguities of this key notion, 'people'" (Canovan 1984 : 313 ; voir aussi Taguieff 2015 : 81-85).

Nous reviendrons plus bas sur la question du style populiste. Pour l'heure, il faut sans doute insister sur l'ambiguïté fondamentale du concept de peuple (Sartori 1965 : 17-20).⁷ S'agit-il du « peuple intégral » formant une nation indivisible par les factions politiques, ou alors de « notre peuple » dans un sens ethno-culturel excluant les composantes étrangères immiscées dans le corps national (e.g., immigrés), ou encore des « classes populaires », c'est-à-dire des « gens ordinaires » formant une sorte de majorité silencieuse ignorée par les élites cosmopolites et les minorités agissantes (voir Canovan 1999 ; Mény & Surel 2000 : chap. IV ; Betz 2001 ; Akkerman 2003 ; Taguieff 2007 : 36-41 ; Kriesi 2014 ; Urbinati 2014 : 160-169 ; de la Torre 2016 ; Viviani 2017) ? Pour l'historien Michael Kazin, le populisme apparaît ainsi comme un « mode de persuasion flexible » s'appuyant sur des « expressions, des tropes, des thèmes et des images » (Kazin 1995 : 3) que des forces politiques de tous bords peuvent s'approprier avec succès, en fonction des circonstances politiques.⁸ Paradoxalement, un trait distinctif du phénomène populiste est sa plasticité hors du commun et sa capacité à s'imprégner des symboles, des narratifs et des conditions sociales propres à son environnement.⁹ Il s'agit donc d'une idéologie

⁶ Voir Mudde & Rovira Kaltwasser 2013, 2017 : 28-32 ; Roberts 1995 ; Weyland 1996, 2003 ; Burdick et al. 2009 ; de la Torre 2017a. Ces trois phases correspondent à un populisme « classique », autoritaire et corporatiste, des années 1940 à 1960 (e.g., péronisme en Argentine), au « néo-populisme » d'inspiration néo-libérale dans les années 1980 et 1990 (e.g., García, Menem, Collor, Fujimori), puis au populisme de la gauche radicale ou anti-capitaliste à partir des années 2000 (e.g., Chávez, Morales, Correa).

⁷ Pour Laclau (1996, 2005a, 2005b), par exemple, le populisme peut se concevoir comme une logique politique visant à créer une identité populaire capable de battre en brèche l'hégémonie de l'idéologie libérale bourgeoise ; ce faisant, la division discursive entre un « bloc de pouvoir » et un « bloc populaire » repose sur des « signifiants vides » tels que « le peuple », « les élites » ou « l'establishment ». Autrement dit, "populism is based on an antagonistic division between empty signifiers whose meaning is fully determined by their antagonistic relationship (the people are the antithesis of the elite). This tendency to focus exclusively on the irreconcilable gap between the people and the elite enables populists to neglect internal differences between the members of the category 'the people' and unite different grievances" (Spruyt et al. 2016 : 337).

⁸ Ainsi, aux Etats-Unis, « le populisme commença à migrer de la gauche vers la droite » (Kazin 1995 : 4, NT) à la fin des années 1940, sous l'impulsion de la droite conservatrice, souvent d'inspiration chrétienne et anti-communiste, où des personnalités telles que George Wallace et Ronald Reagan jouèrent un rôle en vue (1995 : chap. 9-11 ; voir aussi Jäger 2016).

⁹ Selon Paul Taggart, "populism is always partially constituted by aspects of the environment in which it finds itself. Another way of saying this is to say that populism has primary and secondary features, and that one of its primary features is that it takes on, as a matter of course, secondary features from its context. All ideologies do this to an extent, but populism constructs narratives, myths and symbols that, because they must resonate with the heartland, draw on the surroundings to a fundamental degree" (2000 : 4).

« mince » (“thin ideology” ; voir Mudde 2004 : 544 ; Stanley 2008 ; Mudde & Rovira Kaltwasser 2017 : 5-6) qui s’allie aisément avec de nombreuses autres traditions idéologiques : “Populism’s ‘thinness’ is a product of the vagueness and plasticity of its core concepts, which allows it to be combined with a variety of ‘thick’ ideologies, such as conservatism or socialism, that add more specific content to it” (Kriesi & Pappas 2015 : 4). Aussi trouve-t-on des exemples du populisme dans toutes les familles de partis, qu’elles appartiennent à la gauche traditionnelle (e.g., socialiste) ou à la nouvelle gauche (e.g., libertarienne, écologiste), à la droite conservatrice ou à la nouvelle droite radicale. Selon Margaret Canovan (1999), la forme particulière épousée par le populisme dans une société donnée dépend du type d’establishment politique contre lequel il s’érige et mobilise ses partisans, c’est-à-dire qu’il est tributaire de la structure du pouvoir, de l’orientation générale de l’action étatique et du discours politique dominant : “Where economic policy is concerned, for example, populists in one country with a hegemonic commitment to high taxation to fund a generous welfare state may embrace an agenda of economic liberalism, while other populists elsewhere are reacting against a free market hegemony by demanding protectionism and more state provision. This does not in itself demonstrate (as is sometimes claimed) that populists are either unprincipled or confused: merely that what makes them populist is their reaction to the structure of power” (Canovan 1999 : 4). C’est ainsi que, depuis la fin de la guerre froide et l’érosion du consensus permissif en faveur de la construction européenne (voir section 1.1), le populisme trouve une pente naturelle dans l’euro-scepticisme croissant des populations du Vieux Continent (Szczerbiak & Taggart 2008).

Si l’idéologie populiste se distingue par son caractère protéiforme, c’est donc parce que son noyau doctrinal se résume pour l’essentiel à l’exaltation du peuple et à l’anti-élitisme. Cas Mudde a progressivement précisé sa description de cette doctrine, dont voici une formulation récente :

“a thin-centred ideology that considers society to be ultimately separated into two homogeneous and antagonistic groups, ‘the pure people’ and ‘the corrupt elite,’ and which argues that politics should be an expression of the volonté générale (general will) of the people” (Mudde & Rovira Kaltwasser 2012 : 8).

Pour l’essentiel, cette définition s’accorde avec la plupart des conceptualisations contemporaines du populisme. Par exemple, Schulz et ses collègues mettent en évidence trois éléments essentiels qui recourent largement ceux avancés plus haut par Mudde : “(1) an anti-elitism approach, with elites seen as corrupt, betraying, and deceiving the people; (2) a belief in unrestricted popular sovereignty that leaves the power to the people; and (3) an understanding of the people as being homogenous and virtuous” (Schulz et al. 2018 : 317 ; voir aussi Bernhard et al. 2015 ; Ernst et al. 2017). Pour Jagers et Walgrave, cependant, seule la référence au peuple est constitutive de la définition *a minima* (“thin”) du populisme ; les autres éléments, à savoir l’anti-élitisme et l’homogénéité supposée du peuple, contribuent à une définition élargie (“thick”) du concept (Jagers & Walgrave 2007 : 322-324 ; voir aussi Cranmer 2011 : 292-294 ; Reinemann et al. 2017).¹⁰ Tandis que certains composants de la définition élargie, par exemple l’anti-élitisme, peuvent s’appliquer à certains acteurs radicaux non proprement populistes, la référence au peuple constitue la condition *sine qua non* pour classer un parti ou un mouvement comme populiste. En même temps, c’est la *combinaison* entre ces trois éléments qui fournit la définition « complète » du populisme — c’est-à-dire la définition « classique » ou « idéal-typique » dont s’inspire implicitement la plupart des travaux sur cette famille politique (Jagers & Walgrave 2007 : 334).

¹⁰ Il s’agit d’une homogénéité *relative* puisqu’elle s’accompagne généralement de l’exclusion de certains segments spécifiques de la population, dont les valeurs et les intérêts sont irréconciliables avec ceux de la majorité (Jagers & Walgrave 2007 : 324). Nous aurons l’occasion de reprendre ce thème par la suite.

A partir de ces composants essentiels, il est évidemment tentant — et peut-être même désirable (Moffitt 2016 : 19-20 ; voir cependant van Kessel 2014) — de chercher à « épaissir » la définition du populisme. Par exemple, pour préciser l'approche populiste du concept organique de « peuple », on pourrait y adjoindre le dogme de « *l'infailibilité populaire* », en vertu duquel « le peuple a toujours raison » (Taguieff 2015 : 81). De fait, une bonne partie des exemples discutés tout au long de ce chapitre ne soulignent rien d'autre que cette croyance inébranlable dans la rectitude du jugement des masses, forgée à contre-courant des évolutions institutionnelles visant à restreindre l'influence du peuple (voir chap. 1.1 *supra*). Nous présenterons en temps voulu d'autres caractéristiques de l'idéologie populiste, comme sa vision particulière de l'histoire et du politique. Pour l'heure, nous nous en tiendrons à la définition du populisme présentée plus haut, qui tire sa force opératoire de son caractère synthétique. Dans le chapitre 2 ci-après, nous verrons que ce dénominateur commun de tous les partis et mouvements populistes tient une place de choix dans la définition du populisme de la droite radicale, mais également dans celle du populisme de gauche (e.g., Parti Socialiste néerlandais, *Podemos* en Espagne). Il sera évidemment nécessaire de lui adjoindre d'autres caractéristiques propres à ces deux variantes plus spécifiques du populisme en Europe — par exemple, les populistes de droite et de gauche s'opposent frontalement sur la question de l'immigration.

1.2.2. *Populisme et démocratie : quels rapports ?*

Si l'on s'en tient cependant à la définition englobante proposée plus haut, la question esquissée au début de ce chapitre reste posée — en quoi le succès grandissant des idées et des partis populistes est-il une menace pour la démocratie ? Nous identifions quatre arguments principaux, que nous présentons ci-après par ordre croissant d'importance dans les débats publics et la littérature scientifique.

En premier lieu, si les partis populistes devaient prendre le pouvoir dans certains états démocratiques, il faudrait redouter la possible restauration d'un état totalitaire sur le modèle de ceux qu'a connus l'Europe des années 1920 à 1940 ; s'ensuivraient alors une période de troubles et une déstabilisation des pays concernés.¹¹ Cette crainte est alimentée notamment par la présence inquiétante de groupuscules néofascistes ou néo-nazis gravitant autour de partis populistes établis (e.g., FN en France), mais aussi par certaines tendances manifestes au sein des partis eux-mêmes (MSI autrefois en Italie, BNP en Grande-Bretagne, Aube Dorée en Grèce). Les inquiétudes naissent également des expériences récentes de la Hongrie et de la Pologne, où les partis populistes parvenus au pouvoir sont accusés d'attenter aux libertés civiles (liberté de la presse, d'association, etc.) et de montrer un profil excessivement autoritaire, notamment dans leur gestion de la crise migratoire depuis 2015 (e.g., Pelinka 2012 ; Thorleifsson 2017). Nous y reviendrons ci-dessous.

Un deuxième argument vient cependant nuancer les affirmations d'une tendance totalitaire et essentiellement « anti-démocratique » des partis populistes. Cet argument s'appuie sur deux remarques préalables : d'une part sur l'idée simple que l'autoritarisme n'est pas un trait distinctif du populisme, et d'autre part sur le constat que la participation au pouvoir des partis populistes n'a que très rarement semblé mettre en danger l'existence même de l'ordre démocratique. De fait, des partis populistes ont été représentés de longue date dans les parlements et même dans les gouvernements de plusieurs pays occidentaux, sans que cela n'entrave durablement le fonctionnement des institutions démocratiques. Malgré les coups d'éclat et l'agitation permanente dont certains partis et leaders populistes sont coutumiers (voir *infra*), il apparaît que leur participation au jeu démocratique n'a qu'une influence

¹¹ Cette politique-fiction du « retour de la bête immonde », populaire dans le discours politique et médiatique, trouve un exemple éloquent dans la bande dessinée *La Présidente* (Durpaire & Boudjellal 2015), qui dépeint les conséquences apocalyptiques de l'avènement au pouvoir de Marine Le Pen lors de l'élection présidentielle française de 2017.

limitée sur leur propre destin électoral (van Spanje & van der Brug 2009 ; Albertazzi & McDonnell 2010 ; Akkerman & de Lange 2012). En revanche, les partis de la *droite radicale* populiste semblent exercer un effet — relativement modeste — de contagion sur les autres partis, en les amenant à se repositionner sur des thèmes chers à la droite populiste tels que l’immigration et les valeurs traditionnelles (Mudde 2004 ; van Spanje 2010 ; Pytlas & Kossack 2015 ; Han 2015 ; voir cependant Akkerman 2012 ; Rooduijn et al. 2014). Autrement dit, dans l’ensemble, le populisme serait « soluble dans la démocratie ». D’une certaine manière, c’est le moins que l’on puisse attendre d’une idéologie revendiquant la primauté de la volonté populaire.

Un troisième argument se situe en quelque sorte à mi-chemin entre les deux précédents. Cet argument consiste à établir un *rapport de contingence* entre l’essor des mouvements populistes et ses conséquences pour l’ordre démocratique. En substance, de nombreux spécialistes estiment que la progression des mouvements populistes peut *soit* représenter une *menace* pour la démocratie, *soit* exercer une *fonction correctrice*. En quoi cette fonction correctrice consiste-t-elle ? En premier lieu, le raisonnement procède d’un invariant de la sociologie politique, à savoir la sous-représentation politique des catégories sociales « défavorisées », c’est-à-dire privées des ressources (en termes de capital économique, culturel ou social) dont elles auraient besoin pour faire valoir leurs intérêts auprès des instances décisionnelles. A cet égard, l’un des rôles essentiels des partis populistes semble être de contraindre les systèmes démocratiques à prendre en compte un certain nombre de demandes et préoccupations légitimes formulées par de nombreux citoyens — demandes qui resteraient largement ignorées sans la pression exercée par les acteurs populistes.¹² Ainsi, que ce soit par l’intervention directe des forces populistes dans les processus décisionnels ou que ce soit par la pression de leur agenda, liée à leur activisme protestataire et à leur visibilité médiatique, les effets positifs d’une participation des acteurs populistes au « jeu politique » se déploient au travers de la mobilisation et de la représentation de certains segments de la population ordinairement marginalisés (Mudde & Rovira Kaltwasser 2012a : 20-21 ; 2017 : 82-87 ; Moffitt 2016 : 142-145 ; Rovira Kaltwasser 2017). Dans une lecture plutôt complaisante à l’égard des forces populistes, celles-ci redonneraient donc une voix à la « majorité silencieuse », « oubliée » par les partis traditionnels et l’ensemble des acteurs (politiques, administratifs, économiques ou culturels) de « l’establishment ».¹³ En sortant de la pénombre les doléances des « sans-voix », les acteurs populistes forcent les autres partis à adapter leurs programmes électoraux et leurs politiques. Par exemple, “populism brings to the fore issues that large parts of the population care about, but that the

¹² On retrouve cet argument, sous des formes sensiblement différentes, chez des auteurs privilégiant aussi bien une approche idéologique, discursive ou fondée sur la logique politique du phénomène populiste (voir notamment Laclau 1996 ; Kobi & Papadopoulos 1997 ; Canovan 1999 ; Arditì 2004 ; Laclau 2005a ; Decker 2006 ; Arditì 2007 ; Taguieff 2007 : 9-19 ; Plattner 2010 : 88-89 ; Rovira Kaltwasser 2012 ; Mudde & Rovira Kaltwasser 2012a, 2012b ; Deegan-Krause 2012 ; de la Torre 2016 ; Moffitt 2016 : chap. 8). En quelque sorte, cette position fait écho aux réflexions de certains penseurs qui, profondément marqués par l’histoire tragique des années 1920-1940, se refusaient pourtant de réduire la trajectoire des régimes totalitaires (passés et à venir) à une « négation radicale de la démocratie ». Puisant ses exemples dans l’histoire récente et ancienne, Franz Neumann avançait que la dictature et les régimes totalitaires ne constituaient pas seulement une forme de « système complètement régressif », mais aussi, selon les circonstances, « un moyen de réaliser la démocratie » ou de « préparer l’avènement de la démocratie » (2001[1954] : 541).

¹³ Cette lecture est complaisante dans la mesure où elle prend pour argent comptant les déclarations des acteurs populistes eux-mêmes. Par exemple, lors d’un meeting de campagne pour l’élection présidentielle de 2012, Marine Le Pen s’adressait en ces termes aux « oubliés » d’une certaine « France périphérique » : « Le pacte sacré entre la droite affairiste et immorale et la gauche boboisée et corrompue vous a laissés au bord du chemin. Agriculteurs, ouvriers, chômeurs, jeunes, artisans, commerçants, employés, fonctionnaires, retraités, habitants des campagnes françaises, vous êtes ces oubliés, vous êtes cette majorité invisible, broyée par un système financier devenu fou. Je veux redonner une voix et un avenir aux oubliés de notre pays, ceux qu’on ne voit pas dans les cours de la bourse » (meeting de Metz, 11.12.2011).

political elites want to avoid discussing; think about immigration for the populist right or austerity for the populist left” (Mudde 2015b; voir aussi Bale et al. 2011 : 115).

Les éventuels effets positifs du populisme ne se limitent toutefois pas à la notion de représentation. Pour Laclau (1996, 2005a), le populisme est tout simplement la raison d’être et la force vitale de la démocratie ; toute démocratie digne de ce nom est donc nécessairement populiste. Sans souscrire à cette thèse, plusieurs spécialistes notent que l’essor des forces populistes permet de (re)mettre la question du peuple et de la souveraineté populaire au centre du débat démocratique (e.g., Gerbaudo & Screti 2017). Dans ce processus, le rôle des populistes est avant tout celui d’un *révélateur* des dysfonctionnements du système démocratique — corruption généralisée en Amérique Latine et en Europe centrale et orientale, ou déficit démocratique dans les instances de l’Union européenne (Scharpf 1999 ; Ivarsflaten 2008 ; Hawkins 2010 ; Mair 2013 ; Taggart 2017 ; Hawkins et al. 2017). Une autre vertu supposée du populisme est celle de rompre avec le langage technocratique des partis traditionnels en adoptant le « parler vrai et simple » de l’homme de la rue (voir chap. 1.4.2 *infra*). En réalité, les conséquences de cette pratique langagière sont pour le moins paradoxales pour la qualité du débat et du fonctionnement des institutions démocratiques (voir notamment Arditi 2005) ; mais elles ont au moins pour mérite de rendre les enjeux politiques plus aisément compréhensibles pour une partie des citoyens et de raviver leur intérêt pour les affaires publiques (Moffitt 2016 : 142-143). Enfin, en mobilisant toutes les catégories sociales pouvant s’identifier au référentiel insaisissable du « peuple », les forces populistes brouillent les lignes de conflit entre les blocs politiques ; elles pourraient donc stimuler la formation de coalitions inédites, et empêcher ainsi la sclérose du système de partis (de Lange & Akkerman 2012 : 40 ; Mudde & Rovira Kaltwasser 2012a ; 2017 : 82-87 ; voir cependant Mudde 2014).

Les possibles effets positifs du populisme ne sauraient évidemment en occulter les effets néfastes. Cependant, la principale question posée ici n’est pas de dresser un bilan comparatif des bienfaits et des méfaits du populisme, mais de déterminer *sous quelles conditions* le populisme peut exercer des effets positifs ou négatifs sur la qualité du fonctionnement démocratique — il s’agit, rappelons-le, du troisième argument portant sur les liens entre populisme et démocratie. A cet égard, Mudde et Rovira Kaltwasser (2012a, 2012b, 2017 : chap. 5 ; Rovira Kaltwasser 2012) plaident en faveur de trois éléments explicatifs. Premièrement, il convient de distinguer les conséquences du populisme sur *différentes dimensions du dispositif démocratique*. D’une part, du point de vue de la *compétition politique*, les populistes manifestent généralement un penchant anti-pluraliste. Lorsqu’ils sont au pouvoir, ils sont enclins à restreindre l’exercice des droits politiques des forces qui leur sont hostiles (voir *infra*) ; dans l’opposition, ils contestent les « privilèges » dont bénéficieraient leurs adversaires (e.g., accès aux médias, financements publics). D’autre part, du point de vue de la *participation politique*, la montée en puissance des acteurs populistes présente un bilan globalement positif, notamment grâce à la mobilisation des catégories sociales qui se détournent ordinairement du jeu politique. De la même manière, la logique antagoniste et de confrontation du discours populiste est de nature à insuffler une passion nouvelle dans un débat politique aseptisé par le langage managérial des « responsables » politiques (Žižek 2006, 2014).

Un deuxième élément d’explication concerne le statut des partis populistes, suivant qu’ils font partie de la coalition au pouvoir ou qu’ils demeurent dans l’opposition. La transition d’un « populisme des rues » à un « populisme de pouvoir » implique un changement fondamental du répertoire d’action et des logiques de mobilisation populaire, comme le montre l’expérience avortée de Collor de Mello à la présidence du Brésil (Panizza 2000 : 190). Aussi longtemps que les populistes restent dans l’opposition, leur influence est relativement limitée et se restreint pour l’essentiel aux fonctions décrites plus haut, à savoir la mise sur l’agenda de certains thèmes et la « représentation » des catégories populaires — fonctions que l’on peut considérer

comme positives.¹⁴ En revanche, les partis populistes installés au pouvoir ont une marge de manœuvre autrement plus étendue, et *peuvent* utiliser les moyens d'action dont ils disposent (au besoin peuvent s'arroger ces moyens par la force) afin de transformer les institutions démocratiques dans un sens autoritaire ou plébiscitaire, et le plus souvent contraire à la conception libérale de la démocratie (voir *infra*).

Finalement, l'influence des acteurs populistes est tributaire d'un troisième facteur explicatif, qui en détermine aussi partiellement l'impact normatif sur la qualité d'un système démocratique. Il s'agit du stade auquel se trouve un système politique dans un *processus général de démocratisation*. Après avoir classifié les différents types de régime politique en quatre catégories (autoritarisme intégral, autoritarisme compétitif, démocratie électorale, démocratie libérale), Mudde et Rovira Kaltwasser (2017 : 86-93) identifient trois principales transitions, chacune pouvant s'effectuer dans le double sens d'une expansion ou d'une réduction des aspects démocratiques d'un système.¹⁵ De manière générale, les acteurs populistes tendent à favoriser le processus de démocratisation dans ses phases « initiales », en revendiquant le principe d'élections libres et équitables. En revanche, le bilan est bien plus mitigé concernant la consolidation des régimes démocratiques vers une forme libérale, notamment parce que les populistes tendent à considérer toutes les instances non-élues comme illégitimes. Or, ce sont précisément celles qui (dans les secteurs judiciaire, administratif, para-étatique ou supra-étatique) sont en premier lieu responsables du respect des droits individuels et de la défense de minorités, c'est-à-dire des missions distinctives de la démocratie libérale.

Ces dernières observations nous amènent naturellement au quatrième argument avancé pour qualifier la relation entre populisme et démocratie. D'une certaine manière, cet argument condense la majeure partie des commentaires (aussi bien médiatiques que scientifiques) cherchant à décrypter et combattre la montée en puissance des partis populistes depuis quelques décennies. Pour de nombreux observateurs, le certificat de bonne conduite démocratique décerné aux partis populistes relèverait d'un certain angélisme. Faut-il rappeler que, dans la plupart des pays dirigés par un parti ou un leader populiste, ceux-ci y ont été « démocratiquement élus » ?¹⁶ Pourtant, cela ne suffit pas à apaiser les doutes sur le caractère authentiquement démocratique des gouvernements (voire des régimes politiques) en place en Hongrie, en Pologne, en Russie, en Turquie, ou encore dans plusieurs pays d'Amérique Latine. Pour mieux comprendre ces inquiétudes, il convient de se pencher plus longuement sur la notion même de démocratie. Réduite à sa plus simple expression, la démocratie constitue une méthode de sélection des élites, c'est-à-dire des représentants du peuple (e.g., Schumpeter 2003 [1942] : 269 ; Sartori 1965 : 124 ; Riker 1982). Cette méthode repose essentiellement sur la tenue d'élections « libres et équitables » et sur la procédure majoritaire.¹⁷ Cependant, cette définition minimaliste de la démocratie, confinée à sa dimension « électorale », ne concerne que le socle sur lequel se sont développées les différentes formes concrètes de démocratie à l'époque contemporaine. Si les procédures électorales garantissent l'exercice de la souveraineté populaire (du moins jusqu'à un certain point ; Lijphart 2008[1991]) et constituent ainsi

¹⁴ A noter cependant que le populisme comme « mode de représentation » du peuple a fait l'objet d'analyses critiques (e.g., Arditì 2005 ; 2007 : 60-74).

¹⁵ Par exemple, le passage d'un régime de démocratie électorale vers un régime de démocratie libérale est qualifié de « consolidation démocratique » ("democratic deepening") tandis que le mouvement inverse est assimilé à une « érosion démocratique ».

¹⁶ Nous éludons ici la question de savoir si les élections ayant porté au pouvoir des partis populistes se sont tenues de manière libre et équitable. En revanche, nous laisserons de côté les régimes qui ne sont pas même nominalement démocratiques, puisque le pluralisme n'y est pas formellement reconnu et les élections qui s'y déroulent sont par conséquent une parodie démocratique (e.g., Chine).

¹⁷ Certains auteurs considèrent que la démocratie comme « méthode » ou « processus » requiert certains critères supplémentaires comme le contrôle populaire de l'agenda politique ou une compréhension suffisamment « éclairée » des enjeux par les citoyens (e.g., Dahl 1989 : chap. 8-9).

un indispensable « instrument de la démocratie » (Powell 2000), elles ne suffisent absolument pas à décrire ce que l'on entend communément, aujourd'hui, par démocratie :

« [L]oin de se réduire à la souveraineté du peuple, qui peut se corrompre en tyrannie de la majorité, la démocratie moderne implique la séparation des pouvoirs, la reconnaissance et la garantie des droits fondamentaux des individus, l'instauration d'un régime constitutionnel fondé sur l'équilibre des pouvoirs, le pluralisme (des croyances, des valeurs, des fins), la pratique de la négociation et de la délibération avant la prise de décision, le respect des minorités, etc. (...) Bref, le pouvoir fondé sur la souveraineté du peuple doit s'accompagner de contre-pouvoirs ; il doit donc être limité pour que les libertés individuelles soient garanties et que ceux qui sont en désaccord avec la majorité ne soient pas exclus à jamais du peuple » (Taguieff 2015 : 14-15).

Cette description ne correspond *pas* à la démocratie « sans adjectif » (Mudde & Rovira Kaltwasser 2017 : 80)¹⁸, mais plus précisément à la *démocratie libérale*, une forme démocratique parmi les plus répandues dans le monde actuel et caractéristique de la plupart des sociétés occidentales (voir Huber & Powell 1994 ; Held 2006 : chap. 3). Depuis son apparition il y a plus d'un siècle, la démocratie libérale s'efforce de maintenir un équilibre entre la souveraineté populaire et le principe majoritaire, d'une part, et la protection des droits individuels et des minorités, ainsi que la séparation des pouvoirs, d'autre part. Parmi d'autres, Plattner a souligné le caractère hybride de la démocratie libérale, dans laquelle « le pouvoir du peuple est tempéré par des dispositifs anti-majoritaires » :

"For while [liberal democracy] seeks to ensure the ultimate sovereignty of the people, at the same time it limits the day-to-day rule of the majority so that it does not infringe upon the rights of individuals or minorities. In other words, it pursues not a single goal that one can seek to maximize but two separate and sometimes competing goals. The solution to the problems of democracy cannot simply be more democracy, because liberal democracy is in tension with itself" (Plattner 2010 : 84).

C'est cette balance fragile qui serait menacée par la montée en puissance des forces populistes en Europe et ailleurs dans le monde (Mény & Surel 2002 ; Plattner 2010 ; Rovira Kaltwasser 2012 ; Mudde & Rovira Kaltwasser 2012, 2017 ; Albertazzi & Mueller 2013 ; pour un avis plus réservé, voir Abts & Rummens 2007 ; Lucardie 2009). En résumé, « le populisme est essentiellement démocratique, mais se trouve en conflit avec la démocratie *libérale*, le modèle dominant dans le monde contemporain. Le populisme considère que rien ne doit entraver 'la volonté du peuple (pur)' et rejette fondamentalement les notions du pluralisme, en particulier les droits des minorités ainsi que les 'garanties institutionnelles' visant à les protéger. Concrètement, les populistes invoquent souvent le principe de la souveraineté populaire pour critiquer les institutions indépendantes servant à la protection des droits fondamentaux inhérents au modèle de la démocratie libérale. Le système judiciaire et les médias comptent parmi les institutions les plus visées » (Mudde & Rovira Kaltwasser 2017 : 81, NT).¹⁹

¹⁸ La « démocratie sans adjectif » renvoie à l'invitation faite par Collier et Levitsky (1997) de *qualifier* le concept de démocratie par le choix d'adjectifs adéquats, afin de mieux saisir la diversité des nouvelles formes de régime politique nées de la vague de démocratisation des années 1990 (voir Doorenspleet 2000 ; Coppedge 2012), mais aussi afin d'éviter l'étirement conceptuel consistant à inclure parmi les démocraties des formes institutionnelles qui s'en distinguent pas certaines caractéristiques essentielles (e.g., l'absence de suffrage universel). Par contraste, le concept de « démocratie sans adjectif » désigne le dénominateur commun à toutes les formes démocratiques, qu'elles soient notamment libérales ou non-libérales.

¹⁹ Ainsi, "both Fidesz and Jarosław Kaczyński's Law and Justice Party (PiS) also immediately moved against the independence of courts. Procedures of existing courts were amended and new judges were appointed. Where a reshaping of the entire system proved difficult, as has been

On pourrait y ajouter les partis politiques, qui sont aussi fréquemment pris pour cible. En effet, les populistes ont su retourner à leur avantage l'apparent paradoxe du « parti anti-partis », en agitant le spectre de la corruption, de l'abus de pouvoir, de la ploutocratie et, pour tout dire, des penchants anti-démocratiques qui rongent le système « partitocratique », en jouant sur le fort sentiment de défiance des citoyens à l'égard des partis pour mieux se profiler en redresseurs de torts (Mudde 1996, 2000).

Ainsi, la conception « illibérale » de la démocratie (Collier & Levitsky 1997 ; Zakaria 1997 ; Pappas 2014) que cherchent à imposer les forces populistes rompt l'équilibre de la démocratie stativée et libérale de deux manières. Premièrement, et de façon quasi tautologique, le populisme vise à renforcer considérablement *l'un* des versants du dispositif démocratique, en plaidant pour une intervention accrue des citoyens dans le processus de décision et pour une meilleure interconnexion entre les élites et les masses populaires (Abts & Rummens 2007).²⁰ Le plus souvent, le projet populiste propose une « définition réductionniste de la démocratie » (Mény & Surel 2002 : 9) ; il s'apparente à un modèle « plébiscitaire », qui se signale par un mode vertical et direct de communication et d'émulation entre le leader providentiel et les masses (Urbinati 2014). Ce faisant, il se montre hostile à toute intermédiation de la part des institutions libérales que sont les médias, les partis, le système judiciaire, les syndicats ou les associations d'intérêt (Kriesi 2014 ; Kriesi & Pappas 2015).²¹ Par contraste, certains mouvements populistes plaident plutôt pour une démocratie directe ou « participative », à l'exemple du Mouvement Cinq Étoiles en Italie (Mosca 2014 ; Franzosi et al. 2015 ; Caruso 2017).²² Bien que cet idéal de démocratie directe soit largement inaccessible et rarement mis en pratique, au niveau institutionnel, là où il ne s'était pas déjà développé pour des raisons historiques (e.g., Suisse), il n'en démontre pas moins le dessein populiste de court-circuiter et de délégitimer les institutions représentatives.

the case in Poland so far, paralysis of the judiciary proved an acceptable second best for the governing party. Media authorities were also immediately captured; the clear signal went out that journalists should not report in ways that violate the interests of the nation (which were of course equated with the interests of the governing party). For Kaczyński, who has long believed that a shadowy "network" is bent on undermining his party, it was also crucial to bring the secret services under control. Whoever criticized any of these measures was vilified as doing the bidding of the old elites (which the populists as proper representatives of the people had finally managed to replace) or as being outright traitors" (Müller 2016 : 45).

²⁰ Pour Abts et Rummens (2007), cependant, nul n'est besoin d'invoquer l'intervention des forces populistes pour mettre en évidence la tension fondamentale, inhérente à toute démocratie constitutionnelle, entre son « pilier libéral » (Etat de droit, protection des droits individuels) et son « pilier démocratique » (souveraineté populaire, mécanismes de participation des citoyens). Le « paradoxe démocratique » (2007 : 409-412) réside précisément dans le fait que *toute* démocratie doit maintenir un équilibre fragile entre les normes en partie contradictoires relevant de ces deux piliers. Ceci étant, l'analyse de Abts et Rummens vise à *dépasser* cette opposition binaire entre lectures libérale et démocratique, en démontrant que ces deux lectures constituent un dévoiement de la « logique originale » de la démocratie, à savoir que l'instance du pouvoir politique est un « lieu vide » qui ne saurait être rempli ni pas la diversité pure et anonyme impliquée par le modèle libéral, ni par la conception unitaire du peuple défendue par le modèle populiste.

²¹ Que l'on songe par exemple aux diatribes répétées de Silvio Berlusconi, empêtré dans les affaires judiciaires tout au long de ses différents mandats, contre la « République des juges » et le pouvoir des « juges rouges » (« La version de Silvio », courrierinternational.com, 30.09.2003 ; « Berlusconi contre 'l'avancée des juges rouges' », franceinter.fr, 05.08.2013), ou plus récemment, au cours de l'été 2017, au violent affrontement entre le président vénézuélien Nicolás Maduro et les juges déterminés à empêcher le renforcement de son pouvoir personnel au travers d'une Assemblée Constituante controversée (« Nicolas Maduro à la recherche des pleins pouvoirs », letemps.ch, 28.07.2017).

²² Dans sa conception la plus radicale, incarnée notamment par le « technopopulisme » du mouvement *Indignados* et du *Partido X* en Espagne, cet idéal de renouveau démocratique prend la forme d'une « démocratie interactive » (ou « Démocratie 2.0 ») dans laquelle le citoyen ordinaire est remplacé par un archétype de « l'utilisateur d'internet » (voir Gerbaudo 2015 ; Deseriis 2017).

Deuxièmement, les attaques contre les institutions intermédiaires s'accompagnent souvent d'une remise en cause du principe de séparation des pouvoirs. Une fois parvenus aux responsabilités, les leaders populistes sont enclins à entraver le fonctionnement des institutions judiciaires et à gouverner par décret, en passant par-dessus la tête du Parlement (Mayorga 2006 ; Albertazzi & Mueller 2013 ; Weyland 2013 ; de la Torre 2017b). De fait, l'anti-parlementarisme — en plus de l'opposition aux partis et au pluralisme — est une dimension saillante de l'idéologie populiste (Carter 2005 ; Urbinati 2014). Hugo Chávez avait ainsi pour coutume de passer ses ordres aux juges et aux députés lors de ses interventions télévisées (programme *Aló Presidente*), allant jusqu'à déclarer en 2008, dans un emprunt audacieux à l'absolutisme royal de Louis XIV : « Je suis la Loi, je suis l'État » (López Maya & Panzarelli 2013 : 258). L'impératif d'une relation directe, quasiment « osmotique », entre le peuple et le parti/leader qui en est l'émanation implique en effet de réduire l'influence des institutions pouvant enrayer l'exécution de la « volonté populaire ». Aussi les gouvernements populistes sont-ils souvent tentés de subvertir les règles du jeu à leur avantage, en premier lieu afin de se maintenir au pouvoir — que ce soit par des manœuvres plus ou moins grossières dans le domaine légal ou constitutionnel, par la mise sous tutelle du pouvoir judiciaire ou parlementaire, par l'intimidation de l'opposition et des médias,²³ ou encore par des procédés plus subtils comme le redécoupage des circonscriptions électorales.²⁴ En fin de compte, ces coups de boutoir contre la démocratie libérale laissent le champ libre aux gouvernements populistes pour s'en prendre aux mesures de protection des minorités, notamment ethniques et religieuses, comme celle des Roms en Europe centrale et orientale, mais également économiques comme celles des sans-logis (Mudde 2007 : chap. 6 ; Rechel 2009 ; Csergö & Deegan-Krause 2011 ; Deegan-Krause 2012 ; Fallend 2012 ; Albertazzi & Mueller 2013 ; Urbinati 2013 ; Pytlas 2016 : chap. 7 ; Mudde & Rovira Kaltwasser 2017 : 84-86 ; Margulies 2018). A cet égard, il est significatif que la mobilisation des masses populaires par les partis populistes se fasse en partie *contre* les minorités. Ainsi, une étude portant sur 108 élections en Europe centrale et orientale durant la période 1990–2012 montre que le succès électoral des partis de la droite populiste est positivement lié à la force électorale des partis représentant les minorités ethniques, a fortiori si ceux-ci sont inclus dans la coalition gouvernementale en place (Koev 2015).

1.2.3. Le populisme : « pathologie ordinaire », phénomène de crise, ou quoi d'autre ?

L'inventaire des penchants illibéraux du populisme présenté ci-dessus a de quoi laisser perplexes celles et ceux qui sont tout simplement attachés aux valeurs de la démocratie — « sans adjectif ». Ne serait-on pas en train de confondre populisme et totalitarisme, au nom d'une certaine bien-pensance libérale ? La répression de toute forme d'opposition et l'écrasement des forces minoritaires ne sont-ils pas les traits distinctifs du totalitarisme (voir Linz 2000 ; Traverso 2001 ; Morin 2005 ; Baehr 2010) plutôt que ceux du populisme ? Il y a plus de cinquante ans, Giovanni Sartori (1965 : chap. 15) avait avancé qu'une démocratie dépouillée de ses attributs proprement libéraux était vouée à devenir une « démocratie totalitaire », c'est-à-dire

²³ A l'instar de plusieurs gouvernements populistes en Amérique Latine, le gouvernement de Hugo Chávez au Venezuela a régulièrement usé de la manière forte pour intimider et sanctionner les journalistes récalcitrants à la cause de la révolution bolivarienne, les accusant d'activités « anti-démocratiques », ainsi que pour empêcher certains candidats de l'opposition de se présenter aux élections (Hawkins 2010 : 65-69 ; Roberts 2012).

²⁴ De tels cas de "gerrymandering" ont été notamment relevés en Croatie, en Slovaquie, en Hongrie et en Australie (Mudde 2007 : 235 ; Overdorf 2014 ; Moffitt 2017 : 123). A relever toutefois que la pratique du "redistricting" est un phénomène très répandu qui, a priori, ne concerne pas davantage les partis populistes que d'autres types de partis. De plus, si cette pratique s'avère parfois discutable du point de vue de l'équité (entre partis, entre sortants et challengers), elle est généralement conforme aux règles en vigueur (Grofman 1990 ; Johnston 2002 ; Cox & Katz 2004).

une démocratie nominale qui nous paraîtrait aussi (peu) authentiquement démocratique que la société athénienne antique si nous devions nous y réveiller un beau matin (1965 : 378).

Il convient toutefois de rappeler que le populisme n'est *pas un type de régime politique* — contrairement aux différentes formes de régimes non-démocratiques de type autoritaire ou totalitaire, distingués notamment par Linz et Stepan (1996 : chap. 3). Il s'agit, suivant les approches, d'une idéologie, d'une forme de discours, d'un style politique, d'une stratégie (Betz 2001), ou encore d'un mode de mobilisation et d'encadrement des masses (Jansen 2011), qui se développent dans des contextes et des régimes politiques très différents. Si le populisme manifeste *parfois* des dispositions autoritaires, voire totalitaires, celles-ci ne font pas partie intégrante de sa définition (voir *supra*). Et si le populisme latino-américain ou est-européen a souvent fait étalage de traits illibéraux, le constat est différent dans d'autres pays comme l'Espagne contemporaine ou, surtout, la Suisse. Dans ce dernier pays, la démocratie directe a été longtemps érigée par les élites en principe absolu de gouvernement (Papadopoulos 2009). Elle se nourrit par conséquent d'un populisme institutionnalisé — un « populisme *intra muros* », selon Silvia Kobi (2000)²⁵ — et s'articule à un imaginaire collectif pré-étatique, voire anti-étatique (Lüthy 1964). Les droits des minorités n'y sont pas un enjeu fondamental pour la principale force populiste (l'UDC), en tous cas en comparaison des questions de souveraineté nationale et si l'on fait exception du statut des minorités issues de l'immigration.²⁶ Paradoxalement, c'est au pays le plus foncièrement populiste au monde que la définition condensée du populisme proposée par Mudde (2015b) s'applique sans doute le moins : "In short, populism is an illiberal democratic response to undemocratic liberalism".

Le cas suisse interpelle à bien des égards. Pour commencer, son architecture institutionnelle « hors norme » justifie sa classification dans des catégories peu fournies, résiduelles ou « hybrides » de la politique comparée (e.g., Lijphart 1999, 2008, 2012 ; voir cependant Vatter 2009). Plus encore que son statut de prototype du

²⁵ Le populisme helvétique est qualifié d'« *intra muros* » parce qu'il est « pratiqué par les acteurs appartenant au noyau décisionnel traditionnel » (Kobi 2000 : 202), en particulier sous la coupole du Parlement fédéral. Il découle dans une certaine mesure de la *structure fédéraliste* de l'Etat suisse : « La forte implantation des organisations politiques sur les plans cantonal et communal, qui contraste avec l'existence plutôt formelle des directions nationales des partis, favorise non seulement un ancrage politique local mais incite également aux frondes populaires contre 'Berne' (...) Des [parlementaires] se retrouvent souvent à la direction d'une section cantonale en dissidence. Dès les débats aux Chambres, et ensuite lors des campagnes référendaires, ces hommes et femmes politiques multiplient les appels au peuple couplés à la critique de l'establishment. Et pour masquer leur propre appartenance à celui-ci, ils recourent à la figure de style de la synecdoque (...) : leurs messages semblent émaner directement du groupe de référence, en l'occurrence le peuple » (2000 : 200).

²⁶ En Suisse, les mesures discriminatoires à l'égard des minorités ethniques et religieuses tendent à revêtir un caractère plutôt symbolique (au-delà de la « violence » qu'elles infligent parfois aux sentiments identitaires des groupes concernés ; e.g., vote sur les minarets en 2009) et sont contrebalancées par d'autres mesures anti-discriminatoires elles aussi de portée plutôt symbolique (e.g., droit de vote des étrangers dans certains cantons, naturalisation facilitée pour les jeunes étrangers de la troisième génération). De manière générale, la démocratie directe en Suisse tend à *empêcher l'expansion* des droits des minorités, plutôt que de les restreindre (Danaci 2012) ; par ailleurs ses effets négatifs touchent avant tout les minorités stigmatisées (*out-groups*), comme les musulmans. En effet, « la démocratie directe ne fonctionne pas, en soi, comme un couperet exécutant les décisions de la majorité ou, au contraire, comme un bouclier indestructible protégeant les minorités ; au lieu de cela, ses effets dépendent fortement du niveau d'intégration sociale de la minorité concernée et du degré auquel elle est perçue comme un groupe étranger à la communauté [nationale] » (Vatter & Danaci 2010 : 205, NT ; voir aussi Vatter 2011 ; Christmann & Danaci 2012). Le rôle ambivalent de la démocratie directe en Suisse fait écho aux résultats de la recherche internationale, en particulier américaine, où le sort réservé à différents types de minorités (e.g., ethniques vs. sexuelles) et l'influence de variables telles que la taille de la population référendaire font l'objet d'un vif débat (e.g., Donovan & Bowler 1998 ; Hajnal et al. 2002 ; Haider-Markel et al. 2007 ; Lewis 2011).

modèle démocratique du consensus, c'est son système de démocratie semi-directe qui distingue la Suisse de la plupart des autres pays. Comme nous l'avons noté plus haut, ce système particulier insufflé une forme de « populisme intra-muros » dans le fonctionnement ordinaire des institutions, auquel est venu s'ajouter plus récemment un populisme partisan et frondeur porté par l'UDC. Ce parti qui représentait autrefois les paysans et les artisans s'est reconverti depuis une trentaine d'années en formation de droite radicale et néo-libérale défendant à la fois des positions anti-establishment, anti-européenne et anti-immigration, et un conservatisme fiscal hostile aux fonctions redistributives de l'État social (Kriesi et al. 2005 ; Mazzoleni [O.] 2008 ; Bornschier 2010 : chap. 6 ; Mazzoleni & Rossini 2016).²⁷ Cependant, l'aspect le plus remarquable de l'essor de l'UDC au cours des six dernières législatures (+17.5 points de pourcentage entre 1991 et 2015 pour les élections au Conseil National) est qu'il s'est déroulé *en l'absence de toute crise majeure*, aussi bien d'un point de vue institutionnel que d'un point de vue économique et social.²⁸ On pourrait en dire autant de l'Autriche et de certains pays scandinaves (Suède, Norvège), qui ont vu la cote des partis populistes monter en flèche sans que les conditions cadres de leur modèle économique et social aient été bouleversées comme elles le furent ailleurs.

Ces observations heurtent une idée centrale, formulée de manière plus ou moins explicite dans la plupart des travaux visant à expliquer les causes du populisme (voir Mudde 2010). Suivant cette idée, il existerait un soutien latent pour les idées populistes, mais celui-ci ne se manifesterait clairement *qu'en temps de crise*. En temps « normal », le soutien aux idées populistes resterait confiné à un petit noyau d'individus professant des valeurs anti-démocratiques et proto-fascistes, semblables à celles (supposément) identifiées dans l'étude classique sur la « personnalité autoritaire » (Adorno et al. 1950). Cette thèse conçoit donc les dispositions au populisme comme une sorte de « pathologie ordinaire » dont il faudrait se méfier, comme on le ferait à l'égard d'une souche virale qu'on ne parvient pas à éradiquer et qui menace de se propager à la moindre occasion. Elle s'exprime dans la position intransigeante de certains auteurs considérant le populisme comme une « pathologie » du gouvernement démocratique, c'est-à-dire une « inversion perverse des idéaux et des procédures démocratiques » (e.g., Rosanvallon 2008 : 265-273), une « maladie infantile de la démocratie » (Touraine 1997 : 240), « la réaction éphémère d'un corps politique malade » (Mény & Surel 2000 : 129) ou un chemin tout tracé vers un « autoritarisme quasi-démocratique » (e.g., Decker 2006 : 28 ; voir aussi Lipset 1959 ; Taggart 2002 ; Puhle 2003 ; Akkerman 2003 ; Urbinati 2014).

Cette position, cependant, a été passablement critiquée depuis quelques années (e.g., Mény & Surel 2000 : 17-21). On peut notamment lui reprocher sa vision manichéenne — celle-là même dont on accuse si souvent les acteurs populistes eux-mêmes (voir *infra*). On peut également se défier d'une analyse centrée presque exclusivement sur la demande politique et ses tendances « pathologiques », et qui ignore largement le

²⁷ Ce croisement entre une position de « laissez-faire » sur l'axe économique (gauche-droite) et une position « autoritaire » sur un axe socio-culturel constitue, pour Herbert Kitschelt, la « formule gagnante » pour les partis de la droite radicale populiste (Kitschelt & McGann 1995, 2003 ; McGann & Kitschelt 2005).

²⁸ En effet, la Suisse a été largement épargnée par la crise économique et financière des années 2008–2013, ne subissant que des effets mineurs au niveau de l'emploi ou de la dette publique. Certes, la libéralisation du marché intérieur à partir des années 1990 et l'intensification des échanges et de la concurrence internationale (mondialisation, accords bilatéraux avec l'UE) suscitent, comme partout ailleurs, des inquiétudes et un ressentiment larvé chez les employés et les indépendants des secteurs les plus directement exposés (Kriesi et al. 2008). De même, la pression migratoire issue de la libre circulation des personnes et de la crise des réfugiés des années 2015–2016 expliquent en partie le renforcement du socle électoral de l'UDC au cours de la période récente (Lutz 2016). En comparaison internationale, toutefois, ces développements sont sans commune mesure avec les bouleversements qu'ont connus de nombreux pays depuis le début des années 1990.

rôle de l'offre populiste.²⁹ Enfin, le caractère délétère du populisme souligné par la thèse de la « pathologie ordinaire » semble si profond et durable qu'on en vient à douter de la causalité sous-tendant cette thèse : le populisme est-il la conséquence des crises, en est-il un simple « symptôme », c'est-à-dire notamment « la manifestation d'une pathologie installée au cœur du système démocratique lui-même » (Mény & Surel 2000 : 21 ; voir aussi Perrineau 1997), ou alors les partis populistes établis cherchent-ils à *instrumentaliser* la crise pour promouvoir leur agenda politique (e.g., Jupskås 2015), ou encore ces partis sont-ils au moins en partie la *cause* des crises affectant les systèmes démocratiques (e.g., Moffitt 2015) ?³⁰ Compte tenu de ces critiques, faut-il pour autant sacrifier le concept de « crise » comme facteur explicatif du succès des forces populistes ? Certainement pas. A condition toutefois de renoncer à une conception organiciste de la crise comme une « maladie » dont le symptôme immédiat serait une « poussée de fièvre populiste » — conception immensément populaire si l'on en juge par les commentaires médiatiques (et académiques) accompagnant chaque nouveau succès électoral d'un parti populiste. Par ailleurs, comme le remarque Alan Knight, le concept de crise est lui-même insuffisamment théorisé, si bien que « la tentative d'explicitier un concept vague [le populisme] à l'aide d'un autre concept vague [la crise] n'est pas une stratégie très prometteuse » (1998 : 227, NT). Dans cette optique, nous pouvons recenser au moins trois approches significatives.

La première approche, celle d'Ernesto Laclau, offre une vision radicale de la crise comme moment de refondation d'une société démocratique et populiste. Pour Laclau (e.g., 2005a : 132, 137, 177-178 ; 2005b : 46), un contexte de crise est une condition nécessaire à l'émergence du populisme. Selon lui, la vocation populiste à « reconstruire la nation autour d'un nouveau noyau populaire » (2005a : 178) s'inscrit avant tout dans une crise de *représentation* — souvent corrélative de crises économiques ou institutionnelles, ou de bouleversements plus sévères encore (e.g., conflits armés ; 2005a : chap. 7 ; voir aussi Roberts 2017). Ce faisant, les populistes ne constituent *pas* une force extérieure à la démocratie ; plutôt, le contexte de crise leur permet de redéfinir, dans un cadre démocratique, une demande disloquée par

²⁹ Cette critique ne vaut pas pour certains auteurs cités plus haut qui, comme Rosanvallon ou Urbinati, se concentrent essentiellement sur l'*idéologie* populiste. Au demeurant, l'attention accordée à l'offre populiste se limite pour l'essentiel au rôle des leaders charismatiques qui l'incarneront ; mais c'est, en général, pour mieux souligner l'aspect « irrationnel » du lien unissant les électeurs à un individu plutôt qu'à une idéologie ou à une identité collective (Mudde 2010 : 1172).

³⁰ Ces nuances apportées au couple crise-populisme suggèrent donc une possible inversion dans les liens de causalité. Par exemple, la crise économique et financière de 2008-2013 en Europe a été largement instrumentalisée par les partis populistes, de droite comme de gauche (voir Kriesi & Pappas 2015) ; or, le renforcement (très inégal d'un pays à l'autre) de ces partis a *généralement révélé et parfois contribué à aggraver* une crise institutionnelle plus ancienne (en termes de représentation et de désaffection des citoyens vis-à-vis des élites en place), par exemple en Autriche ou en Italie. Pour sa part, Knight envisage une inversion plus radicale de la causalité associant populisme et crise : "There is also a tautological tendency to impute populism (or anything else) to 'crisis', as if 'crisis' were a discernible cause, when, in fact, it is often a *loose description of a bundle of phenomena which need to be disaggregated*. Disaggregation sometimes reveals that it was not 'crisis' which generated populism (or mobilisation, rebellion, etc.), but rather populism (or mobilisation, rebellion, etc.) which generated crisis" (1998 : 227; accentuation ajoutée). Moffitt (2015) parvient à une conclusion similaire, en démontrant que le populisme n'est pas seulement une conséquence des crises, mais que les acteurs populistes eux-mêmes cherchent parfois *délibérément* à susciter et à propager une situation de crise politique. A cette fin, ils s'engagent dans une série d'actes performatifs (« ils jouent la crise ») : d'abord en identifiant un dysfonctionnement dans la gestion des affaires publiques, en montant l'affaire en épingle, notamment en reliant ce fait isolé à d'autres faits supposés de même nature, et en instruisant un procès moral contre les « fautifs » ; ensuite en cadrant l'interprétation de l'« affaire » comme un conflit d'intérêt entre des élites cupides et coupables et le peuple victime et vertueux ; enfin, en utilisant les médias pour populariser ce cadre interprétatif, en proposant des solutions simples pour résoudre le problème, et ainsi de suite.

l'affaïssement des partis traditionnels. Acclamée parfois comme l'une des plus abouties, cette approche théorique du populisme n'en a pas moins été critiquée, notamment en ce qui concerne le rôle supposé des crises. En particulier, il est pour le moins paradoxal de considérer le populisme comme *la* force constitutive du politique, capable de régénérer le système démocratique, et de subordonner son rôle à l'occurrence de crises fragilisant l'ordre établi (Arditi 2010 : 493-494).³¹

Sans échapper totalement à certaines critiques formulées plus haut, une deuxième approche propose de revisiter le concept de crise. Elle considère la « crise » dont bénéficient les partis populistes non pas comme un abîme dans lequel sont entraînés les systèmes incapables de répondre à une situation d'urgence, mais plutôt comme le fruit d'un processus plus graduel, se développant à la fois sur un plan socio-économique et sur un plan culturel. Par exemple, Stefan Lehne (2017) distingue entre les *facteurs de long terme* (rejet de la mondialisation ou crise du capitalisme, crise de la démocratie représentative) et les « *catalyseurs* » comme la crise financière et économique de 2008 et la crise migratoire des années 2015–2016. Le substantif de crise s'applique peut-être à tous ces phénomènes, mais les facteurs de long terme ont une importance particulière. D'une part, le processus de mondialisation et de modernisation créerait les conditions d'un clivage entre « gagnants » et « perdants » d'une ouverture accrue aux marchés internationaux (e.g., Betz 1994 ; Mény & Surel 2000 : chap. 3 ; Swank & Betz 2003 ; Kriesi et al. 2008). Les « perdants » éprouveraient un profond ressentiment contre les élites économiques et politiques, coupables de les avoir abandonnés aux forces destructrices d'un grand marché dérégulé n'offrant aucune protection efficace contre la concurrence internationale et l'importation de main d'œuvre à bas prix. D'autre part, en Europe, le processus d'intégration européenne exacerbe les tensions politiques et culturelles liées aux transferts de souveraineté au profit de l'Union européenne, à la libre circulation des personnes et plus largement à l'immigration, perçue comme une menace culturelle davantage qu'économique dans les secteurs professionnels les plus exposés tels que celui des ouvriers et des employés peu qualifiés (Ivarsflaten 2005 ; Oesch 2008, 2013 ; Bornschier 2010). Qui plus est, la crise économique et budgétaire de ces dernières années accentue la pression sur les ressources financières des États (politiques d'austérité, réduction des dépenses sociales) et légitiment les revendications populistes en faveur d'un principe de « préférence nationale » pour l'allocation des prestations sociales.³² Dans l'ensemble, ces circonstances sont particulièrement favorables aux partis populistes *de droite*, mais également, dans leur composante plus spécifiquement économique, aux populismes *de gauche* qui émergent ou se renforcent dans les années 2012-2014 en Grèce ou en Espagne.

Une troisième approche maintient que les crises affectent avant tout *l'offre* politique. En particulier, un contexte de crise donne aux forces populistes l'opportunité de « s'approprier » certains thèmes délaissés par les autres partis — immigration, souveraineté, sécurité, corruption, etc.³³ Certes, une situation de crise affecte nécessairement la manière dont les enjeux sont perçus et hiérarchisés, que ce soit en modifiant directement les conditions de vie des citoyens (baisse du pouvoir d'achat et des prestations sociales, chômage, etc.) ou au travers du traitement médiatique des enjeux. Cependant, contrairement aux approches précédentes, le point de vue est ici que les crises ne bouleversent pas *fondamentalement* la demande politique, dans le sens où elles n'apportent aucun changement *de nature* dans les attitudes populaires à l'égard de la démocratie et des autres grands enjeux de société, mais uniquement un changement *de degré*. Même dans des circonstances « normales », hors crise, les attitudes

³¹ Pour d'autres critiques du concept de populisme chez Laclau, voir Žižek 2006 ; Robinson & Tormey 2008 ; Ardit 2010 ; Moffitt 2016 : 24-25.

³² A propos du débat sur le « chauvinisme de l'État social » ("welfare chauvinism"), voir notamment Rydgren (2006), De Koster et al. (2013) et Rapp (2017).

³³ Pour une revue de la littérature sur la possession partisane des enjeux ("issue ownership"), voir Walgrave et al. 2015 ; van der Brug 2017. Pour une application au cas des partis populistes, voir Smith 2010 ; de Lange & Akkerman 2012 ; Pirro 2015b ; van Kessel 2015.

populaires sont relativement favorables aux thèses des partis populistes en général (e.g., attitudes anti-élites et anti-corruption) et des partis de la droite radicale populiste en particulier (e.g., demandes d'ordre et de sécurité, attitudes anti-immigration, euroscepticisme). En quelque sorte, le phénomène populiste ne suscite qu'une *radicalisation* des valeurs et attitudes ayant cours dans la société — et non pas leur antithèse, ni même des orientations incompatibles avec elles. Mudde (2010) propose ainsi de substituer à la thèse de la « pathologie ordinaire » celle d'une « normalité pathologique » (“pathological normalcy”) :

“The pathological normalcy thesis does not entail that the populist radical right is part of the mainstream of contemporary democratic societies. Rather, it holds that, ideologically and attitudinally, the populist radical right constitutes a *radicalisation of mainstream views*. (...) [Hence], populist radical right attitudes and ideas are not marginal under normal conditions; they are fairly widespread, if often in a more moderate form than expressed by the populist radical right parties” (Mudde 2010 : 1178 ; accentuation ajoutée).

Dans un sens, l'offre populiste ne propose aucune innovation mais se contente « d'enfoncer le clou » sur les sujets « qui fâchent », c'est-à-dire ceux pour lesquels il existe une demande potentielle non prise en compte par les partis traditionnels. Si, pour l'instant, une majorité de citoyens dans la plupart des démocraties européennes ne semble pas prête à suivre les partis populistes dans leur relecture radicale des besoins et des aspirations populaires, il paraît inopportun de leur opposer une grille d'interprétation fondée sur l'irrationalité pathologique des masses.³⁴

En résumé, la littérature examinée dans cette section, certes essentiellement limitée aux démocraties établies d'Europe occidentale, suggère trois conclusions. Premièrement, les crises affectent la demande pour les partis populistes, mais elles stimulent également (et peut-être surtout) l'offre populiste. Deuxièmement, la mobilisation des forces populistes en temps de crise ne vise pas, en tous cas en Europe, un renversement du système démocratique, mais une *appropriation de certains enjeux que le contexte de crise contribue à rendre saillants* (immigration, corruption, précarité, souveraineté, etc.). Sur ces enjeux, les partis populistes cherchent à remodeler la demande dans le sens d'une radicalisation des attitudes populaires qui leur sont *déjà* partiellement favorables (“pathological normalcy thesis”). Troisièmement, comme en atteste l'exemple de la Suisse discuté plus haut, le populisme peut se développer en dehors des périodes de crise (Knight 1998 ; Ivaldi 2014 : 16-21 ; Kriesi & Pappas 2015). A cet égard, toutefois, le cas suisse n'est pas « l'arbre qui cache la forêt », mais un exemple parmi d'autres de pays (Autriche, Norvège, Danemark, Italie, Pays-Bas, Belgique, France, etc.) où des partis populistes (principalement de droite) ont connu un certain succès électoral *avant* l'enchaînement des crises ayant frappé le continent européen depuis une dizaine d'années.

Dans l'ensemble, ces observations suggèrent le rôle clé de l'offre politique dans la dynamique électorale des partis populistes en comparaison internationale. Assurément, l'offre n'est pas le seul facteur explicatif ; il existe une littérature très abondante consacrée aux déterminants du vote populiste, sur laquelle les prochains chapitres reviendront. Nous nous limiterons ici à évoquer deux aspects éclairants pour notre discussion. Premièrement, certains *milieux institutionnels* pourraient être plus propices à l'émergence des forces populistes. Nous avons déjà mentionné le rôle évident de la démocratie directe. De manière plus subtile, les instruments qui contribuent à *diffuser le pouvoir* au sein des institutions (e.g., négociation au sein des gouvernements de coalition) et *entre* les institutions (e.g., principe de subsidiarité dans les systèmes

³⁴ Il existe toutefois un débat à propos de l'approche « équivoque » défendue par Mudde et consorts, consistant à relativiser l'impact du populisme sur les systèmes démocratiques. Certains spécialistes ont fait valoir que cette approche conduit à une neutralisation, voire à un évitement, des questions *normatives* afférentes à l'impact du populisme sur la démocratie (Moffitt 2016 : 138-140).

fédéralistes) tendent par là-même à obscurcir la responsabilité des politiques mises en œuvre. Ainsi, le fédéralisme et le modèle démocratique du « consensus » ont été parfois suspectés de favoriser les ressentiments contre la classe politique et de faire le lit du populisme (Kobi 2000 ; Andeweg & Irwin 2005 : chap. 11 ; Papadopoulos 2005) ; à l'inverse, les systèmes majoritaires mettraient un frein au développement des petits partis, notamment populistes (van Kessel 2015 : chap. 6). De fait, en Europe occidentale, les populistes obtiennent leurs meilleurs scores électoraux dans les démocraties cumulant des aspects fédéralistes et consensuels (Hakhverdian & Koop 2007). Ajoutons que le type de régime politique (e.g., système parlementaire vs. présidentiel) peut affecter le destin des partis populistes lorsque ceux-ci cherchent à se *maintenir* au pouvoir (Taggart & Rovira Kaltwasser 2015 : 10-11).

En second lieu, le succès des partis populistes — avant tout ceux de la droite radicale — ne peut se concevoir indépendamment du destin des autres types de partis. En particulier, l'émergence de la droite radicale populiste en Europe dans les années 1980 a été décrite par Piero Ignazi (1992, 2003 : chap. 12) comme le fruit d'une « *contre-révolution silencieuse* » (voir aussi Kitschelt & McGann 1995). Il s'agit en substance d'un mouvement de réaction aux « nouvelles valeurs » et à la « nouvelle politique » (Inglehart 1971, 1977 ; Müller-Rommel 1985 ; Kitschelt 1994) qui se développent à partir des années 1960 et donneront bientôt naissance aux partis libertariens et écologistes.³⁵ Imperceptiblement au départ, la nouvelle droite va récupérer, sous une forme revitalisée et radicalisée, un ensemble de valeurs et d'enjeux autrefois défendus puis peu à peu délaissés par la droite conservatrice, et représentant l'antithèse des aspirations de la nouvelle gauche : conservatisme moral, nationalisme, opposition à l'Etat-Providence, autoritarisme, hostilité à l'égard de la population immigrée, entre autres (Ignazi 1992 : 21). Ces prises de position, plus ou moins cristallisées dans les années 1980 et 1990, ne sont pas toutefois figées. En témoignent l'intervention, à contre-courant des valeurs conservatrices traditionnelles, de certains partis populistes de droite en faveur des minorités culturelles (e.g., femmes et homosexuels),³⁶ ou la récente tendance « sociale-populiste » du Front National en France qui, dans sa stratégie de conquête des milieux populaires (ouvriers, employés), ne remet désormais plus en cause l'État social et bascule vers des positions dites « de gauche » dans son programme économique (Ivaldi 2015).

Le succès de ces repositionnements de la droite populiste dépend évidemment de la gauche, qui peut notamment lui contester la légitimité et la sincérité de ses accents ouvriéristes et féministes. Mais la lutte pour la possession partisane des enjeux convoités par la droite populiste se fait essentiellement contre la droite traditionnelle, conservatrice ou libérale. Cette dernière dispose de trois stratégies visant à neutraliser son encombrant « allié » : (1) la cooptation des partis populistes dans un gouvernement de « coalition des droites » qui ne leur réserve qu'un rôle mineur mais suffisamment en vue pour ternir leur réputation de force « anti-système » — une

³⁵ Selon Ignazi, "it could be said that the Greens and the ERPs [extreme right parties] are, respectively, the legitimate and the unwanted children of the New Politics; as the Greens come out of the silent revolution, the ERPs derive from a reaction to it, a sort of 'silent counter-revolution'" (1992 : 6). A noter que Ignazi utilise le syntagme « extrême droite » pour qualifier ces nouveaux partis. Il s'agit en l'occurrence d'un concept dont les contours sont imprécis et que l'on confond alors fréquemment, tout comme aujourd'hui, avec ceux de « droite populiste », de « nouvelle droite », ou de « droite radicale » (voir Mammone et al. 2013). Ignazi tranche cette question à sa manière en distinguant, au sein du camp de l'extrême droite, entre « l'ancienne droite », encore chevillée aux idéologies totalitaires des années 1920-1940 (fascisme, nazisme), et « la nouvelle droite » anti-système qui correspond plus ou moins à ce que nous appelons ici le populisme de droite (désigné ailleurs par les labels de « néo-populisme », « droite radicale populiste », ou « national-populisme »).

³⁶ En grande partie, « l'homonationalisme » défendu par certains partis populistes de droite peut se concevoir comme une réaction à la menace (homophobe et misogyne) d'un enracinement de la culture musulmane dans les sociétés occidentales (Puar 2007 ; Zanghellini 2012 ; Birnbaum 2012 ; White 2013). Ainsi, par exemple, le nouveau « nationalisme sexuel » du Front National s'accompagne désormais de velléités « féministes » (Crépon 2015).

stratégie parfois mise en œuvre en Europe centrale et orientale (voir Minkenberg 2015 ; Pytlas 2016) ; (2) l'intégration des enjeux chers à la droite populiste au répertoire de la droite traditionnelle ; (3) une stratégie de « cordon sanitaire » visant à exclure la droite populiste de toute participation au pouvoir, quitte à former des alliances avec les partis du centre et de la gauche. La littérature récente suggère que les deux dernières stratégies, parfois de manière combinée, ont été efficacement utilisées par la droite traditionnelle pour endiguer la progression des forces populistes. Par exemple, le Parti Conservateur britannique a longtemps contenu les assauts du parti « indépendantiste » et eurosceptique UKIP (et du British National Party) en maintenant sa réputation de fermeté sur les enjeux de l'immigration et de l'intégration européenne (van Kessel 2015 : chap. 6). De manière plus ponctuelle, cette stratégie de préemption des thèmes chers au rival populiste a été mise en œuvre par Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle française en 2007, parfois décrite comme une opération de « siphonnage » ou de « rapt électoral » des voix du Front National (Fourquet 2008), mais également lors de ses tentatives infructueuses en 2012 et 2017 (Brustier & Escalona 2015). Une étude récente (van Spanje & de Graff 2018) suggère toutefois que la stratégie de préemption thématique n'a de réel succès que si les challengers populistes sont en même temps « ostracisés » par les partis établis. Ainsi, le « cordon sanitaire » déployé pour isoler les partis populistes aurait prouvé son efficacité, par exemple à l'encontre du Vlaams Belang en Belgique (Pauwels 2011 ; van Haute & Pauwels 2016 ; Lucardie et al. 2016 : 216-219).³⁷

Cependant, ces conclusions sont à prendre avec d'infinies précautions. Les stratégies de marginalisation des forces populistes peuvent produire des effets très différents en fonction du contexte institutionnel et culturel des pays en question, mais aussi en fonction des trajectoires particulières des partis populistes et du « vent de l'histoire ». *L'imprévisible et l'impensable ne sont jamais très loin*. En pleine crise migratoire en 2016, le FPÖ a manqué de peu de conquérir la présidence autrichienne. Ces dernières années, les partis populistes au pouvoir en Pologne, en Hongrie ou en Italie s'y sont maintenus contre vents et marées ou ont réussi à s'y hisser à nouveau ; d'autres n'y parviendront peut-être jamais, mais ont forcé le gouvernement en place à d'énormes concessions (e.g., le Brexit au Royaume-Uni) ; certains partis populistes cooptés dans une coalition gouvernementale ont vu leur étoile pâlir, mais ont parfois réussi un retour en force (e.g., SNS en Slovaquie) ou ont été rapidement remplacés par un concurrent (MIÉP et Jobbik en Hongrie) ; d'autres encore, tenus à distance par un cordon sanitaire, ont été durablement marginalisés (e.g., Vlaams Blok/Belang en Belgique) ou continuent au contraire leur progression (e.g., Front National en France). Ces exemples montrent à quel point il est difficile de généraliser les enseignements de la recherche comparative (conséquences des crises, impact du contexte institutionnel, stratégies des partis traditionnels) pour comprendre le succès ou l'échec électoral des forces populistes. Au-delà des enjeux de la prévision électorale, cependant, les mécanismes et les particularités de l'offre populiste restent à explorer.

1.3. Vox populi, vox dei — ou ventriloquisme populiste ?

Ces dernières observations nous renvoient à une caractéristique du populisme soulignée plus haut : son extraordinaire hétérogénéité et plasticité. Devant la multiplicité des contextes et des formes particulières qu'épouse le discours populiste, un invariant langagier ne laisse cependant pas d'intriguer : *le monopole (auto-proclamé) de la représentation du peuple*. « Je ne suis pas moi-même, je suis le peuple », déclara

³⁷ A noter que la stratégie du cordon sanitaire est en butte à de nombreuses critiques, notamment en France où la notion de « front républicain » s'y substitue progressivement (voir Ecuivillon 2015 : 44-56 ; Brustier & Escalona 2015). La vertu « morale » du cordon sanitaire est d'ailleurs prescrite autant par les partis que par les milieux journalistiques (voir chap. 1.5.3 *infra*).

Hugo Chávez dans un message à l'Assemblée nationale (Zúquete 2008 : 100, NT).³⁸ L'insistance avec laquelle les partis populistes justifient leur fonction de « porte-parole du peuple » semble pour ainsi dire indépendante de leur importance électorale, extrêmement variable d'un pays à l'autre, et donc de leur capacité à mobiliser effectivement les masses populaires. Là où les forces populistes se réfèrent à un modèle de démocratie « agrégative », restreint à l'arène électorale et au suffrage universel direct (Young 2000 : chap. 1 ; Diamond 2008, 2015 ; Coppedge et al. 2011), elles devraient *en principe* se ranger à la conception nominaliste selon laquelle chaque voix en vaut une autre ("one man, one vote"), de telle sorte que la « volonté générale » résulte de l'agrégation des préférences individuelles.³⁹ Mais cette volonté électorale, tout comme les « indices de popularité » des leaders et des partis politiques mesurés par les sondages, renvoient à une conception de la sphère publique d'inspiration libérale qui a été abondamment critiquée par ailleurs⁴⁰ et auquel la plupart des populistes n'adhèrent que de manière exceptionnelle.

Cette réticence se manifeste pourtant de deux manières inédites. Premièrement, les populistes s'accommodent des vents contraires de la « popularité » électorale et sondagière en arrachant la notion de soutien populaire à sa définition libérale et en lui conférant une dimension essentiellement *morale* (Hanley 2012 ; Müller 2016). Cette posture morale, constitutive de la prérogative absolue et soupçonneuse que s'arrogent les populistes à représenter le « vrai peuple », conduit ceux-ci à rejeter « hors du peuple » les éléments qui ne méritent pas d'en faire partie :

"When running for office, populists portray their political competitors as part of the immoral, corrupt elite; when ruling, they refuse to recognize any opposition as legitimate. The populist logic also implies that whoever does not support populist parties might not be a proper part of the people—always defined as righteous and morally pure. Put simply, populists do not claim "We are the 99 percent." What they imply instead is "We are the 100 percent." For populists, this equation always works out: any remainder can be dismissed as immoral and not properly a part of the people at all. That's another way of saying that populism is always a *form of identity politics*" (Müller 2016 : 3).

Ainsi, en août 2014, lors d'un congrès de son parti (AKP) qui le désignera comme candidat à l'élection présidentielle turque, Recep Tayyip Erdogan s'adresse à ses détracteurs en ces termes : « Nous sommes le peuple ! Qui êtes-vous ? » (Müller 2015). De la même manière, lorsque des membres de l'opposition polonaise sollicitent en 2015 les autorités européennes pour enquêter sur les agissements du parti Droit et Justice depuis sa prise du pouvoir, son leader Jarosław Kaczyński en prend ombrage. Sa déclaration illustre alors la volonté des populistes d'essentialiser leurs adversaires sous la forme d'un corps étranger, par nature inassimilable à la nation et au peuple : « En Pologne, il existe une horrible tradition de trahir son pays, de moucharder auprès d'organes étrangers. C'est bien comme cela qu'il faut le dire. Comme si c'était dans leurs gènes, je veux parler des gènes de ces Polonais de la pire espèce » (Foy 2016 ; Müller 2016 : 45, NT). De même, en 2016, le leader du UKIP Nigel Farage ne partage la victoire du Brexit qu'avec « les vrais gens » : "We have fought against the multinationals, we have fought against the big merchant banks, we have fought against big politics, we have fought against lies, corruption and deceit. (...) [This is] a victory for the real people, a victory for the ordinary people, a

³⁸ Cette exclamation fait écho au discours de Jorge Gaitán, leader politique colombien qui déclarait en 1936 : « yo no soy un hombre, soy un pueblo » (Knight 1998 : 227).

³⁹ Il s'agit évidemment ici de la « volonté majoritaire » et non de la volonté générale conçue notamment par Rousseau dans le *Contrat Social* (1762 : Livre II, Chap. III).

⁴⁰ Par exemple, selon Habermas "the democratic arrangement of parliamentary elections continues to count on the liberal fictions of a public sphere in civil society" (1989[1962] : 211). De même, la « popularité » des partis mesurée par les sondages renvoie à la notion d'opinion publique, c'est-à-dire à une fiction du droit constitutionnel servant à légitimer l'État social bourgeois (1989 : chap. 22-25).

victory for the decent people" (Williams 2016). Pour forcer un peu le trait, on dira que les populistes tendent à s'arroger le soutien unanime du « vrai peuple ».⁴¹

En filigrane de ces exemples transparaît un second motif de rejet du principe majoritaire par les forces populistes. Au cœur même de l'idéologie populiste se trouve le principe que le leader populiste « connaît » les aspirations du peuple *avant même* que celles-ci ne s'expriment dans une consultation électorale et *sans même* que celles-ci puissent être invalidées par les urnes. Cette inclinaison au pharisaïsme, c'est-à-dire une « appropriation de la vérité et de la vertu » (Marquis 2006 : 515), est contraire à l'esprit (sinon aux règles) de la démocratie libérale car elle s'articule à « une conception prédéterminée de la volonté populaire ne laissant que peu d'espace au pluralisme et à la délibération » (Kriesi & Pappas 2015 : 5, NT ; voir aussi Manin 1985 ; Kobi 1995).⁴² Suivant cette conception, la volonté populaire prend corps lorsqu'elle se « révèle » au leader ou au parti populiste, dont les pouvoirs de divination dérivent naturellement de la sagesse et de la capacité de discernement dont seul est pourvu le « vrai peuple ». Cette relation fusionnelle (le peuple est compris *dans* le leader/parti populiste, et inversement) relève donc d'une « mystique sociale abolissant fictivement la distance et la division fonctionnelle du travail entre la classe politique et la société » (Kobi 1995 : 39). Nul n'est besoin, dans la vision populiste, de cet interminable et douloureux processus de délibération, d'interaction et de confrontation entre les forces actives dans le champ politique permettant d'atteindre la formation d'un consensus relatif (et toujours provisoire) sur des sujets d'intérêt général. Instinct, pressentiment et connaissance du « pays réel »⁴³ invalident en quelque sorte l'exigence de la constitution d'un public éclairé (c'est-à-dire de la faculté des citoyens à découvrir les options politiques les mieux à même de servir leurs intérêts) dont plusieurs théoriciens (e.g., Dahl 1989 : 111-112) ont fait une condition de l'existence de la démocratie — sans adjectif. Ainsi s'exprimait par exemple le leader de l'UDC Christoph Blocher dans son traditionnel discours de l'Albisgüetli en 2000 :

« Mesdames et Messieurs, nous en venons maintenant au sixième secret de l'UDC, un facteur déterminant. L'UDC comprend la recette du succès de notre pays, la force du 'Sonderfall' suisse ou – pour le dire peut-être plus modestement, qu'elle le devine. Parce que le succès de la Suisse, c'est aussi un secret ! La nature même d'un secret est qu'il se compose d'un mélange de connaissance, de pressentiment et d'impalpable. Les paroles de notre hymne national recèlent un aspect essentiel : 'Notre cœur pressent encore...'. L'UDC a bien souvent osé faire confiance à ses pressentiments. En dépassant tous ceux qui n'étaient même plus capables de pressentir et qui, par conséquent, 'n'avaient pas la moindre idée' ! » (Blocher 2000 : 11).

⁴¹ Il s'agit là du syndrome que Pierre-André Taguieff (2007 ; 2012 : 73-76) nomme « l'illusion populiste », c'est-à-dire « un mélange de démagogie et de pensée magique » (2012 : 74) considérant que la fusion entre le peuple et le leader/mouvement populiste représente la seule voie de rédemption possible.

⁴² Selon Bernard Manin (1985), cette conception « populiste » est déjà présente dans l'œuvre de Rousseau et se retrouve ensuite chez John Rawls, dans son postulat célèbre du « voile d'ignorance » (1971 : chap. 24) dont on trouve précisément une formulation embryonnaire chez Rousseau : « Si, quand le peuple suffisamment informé délibère, les citoyens *n'avaient aucune communication entre eux*, du grand nombre de petites différences résulterait toujours la volonté générale, et la délibération serait toujours bonne » (*Du Contrat Social* [1762 : Livre II, Chap. III] ; accentuation ajoutée). Manin critique ce postulat selon lequel, en théorie, l'ignorance par chacun de ses intérêts particuliers et l'interdiction faite de former des coalitions (Rawls 1971 : 139-140) devrait débarrasser la délibération collective de ses scories utilitaristes, car ce postulat implique en même temps que chacun sait *déjà* ce qu'il veut : « En réalité, ce qu'il faut reprocher à Rawls comme à Rousseau, ce n'est pas leur négligence de la dimension collective, c'est le présupposé que les individus entrant en société ou devant prendre une décision politique ont déjà une volonté formée, qu'ils savent exactement ce qu'ils veulent et n'ont, tout au plus, qu'à appliquer leur critère d'évaluation aux solutions proposées » (Manin 1985 : 83).

⁴³ Sur les origines et le mésusage de l'expression « pays réel », voir Pottier (2016).

De même, lors de la phase d'amorçage de la « nouvelle UDC » suisse, du milieu des années 1980 au début des années 1990, on vit fleurir l'épithète de « non-suisse » (*unschweizerisch*) pour qualifier les projets de politique étrangère du gouvernement, notamment à l'occasion des votes sur l'ONU en 1986 et sur l'EEE en 1992 (Marquis 2006 : 509-526).⁴⁴ Cette confiance indéfectible dans sa connaissance intime de « l'âme suisse » conduit l'UDC à multiplier, depuis une vingtaine d'années, les recours à l'arme référendaire comme moyen de s'opposer aux desseins de la « fausse élite » (Blocher 2002). Cette stratégie lui a permis d'engranger d'importants succès et d'influencer constamment la politique fédérale en matière d'immigration ou d'intégration européenne.

A maints égards, cependant, la Suisse constitue une exception. Dans les pays — de loin les plus nombreux — où les instruments de démocratie directe n'existent pas, les forces populistes s'appuient sur une perception réifiée et ossifiée de la volonté populaire pour justifier au contraire une « fermeture du jeu ». Lorsque les populistes sont au pouvoir, comme nous l'avons vu, ils manœuvrent généralement pour rejeter hors du peuple et réduire au silence toute opposition gênante, ainsi que pour restreindre les droits des minorités. Mais lorsque les populistes échouent dans leur tentative de prendre le pouvoir de manière démocratique et sont condamnés à demeurer dans l'opposition, alors la « tyrannie de la majorité » change subitement de visage. Ainsi s'exprime par exemple Viktor Orbán, l'actuel premier ministre hongrois, lors de sa défaite aux élections législatives en 2002 : « Nous, qui sommes ici aujourd'hui, ne sommes pas et ne serons jamais dans l'opposition. La patrie ne peut pas être dans l'opposition » (Herman 2012 ; Krekó & Mayer 2015 : 188 ; Magyar 2016 : 48, NT). De la même manière, au Mexique, le Parti de la Révolution Démocratique (PRD) et son candidat, le maire de la capitale Andrés Manuel López Obrador, firent campagne pour l'élection présidentielle de 2006 dans un style éminemment populiste, sous le slogan « Pour le bien de tous — Priorité aux pauvres ». Lorsque le PRD échoua (de peu) à emporter une majorité présidentielle, López Obrador refusa de reconnaître la victoire de son adversaire (Felipe Calderón, du Parti de l'Action Nationale) :

“López Obrador sought to overturn the election not on the basis of solid proof of irregularities, but on the basis that the ‘people’ could not have lost an election to the ‘elite.’ As he said a number of times, even before the election, ‘the victory of the right is morally impossible’ (...) Thus, there must have been a conspiracy. His self-titled book about the 2006 election, *The Mafia Stole the Presidency from Us* (2007), suggests as much” (Bruhn 2012 : 96).

Ces exemples suggèrent que les partis populistes appréhendent les scrutins populaires avec une certaine fébrilité. Et pour cause : l'histoire moderne du populisme, depuis une trentaine d'années, n'est pas celle d'une « irrésistible ascension », mais plutôt d'un parcours accidenté où les rapides progressions des forces populistes sont parfois suivies de décrues tout aussi spectaculaires (comme en témoigne par exemple le destin électoral du Vlaams Block/Belang en Belgique ; voir Pauwels 2011). Ainsi, en 2011, le premier ministre hongrois Viktor Orbán fait adopter une nouvelle Constitution par le Parlement, comme l'y autorise la majorité des deux tiers obtenue par sa coalition lors des élections de 2010. Ce texte d'inspiration ultra-nationaliste, consacrant une dérive autoritaire de l'état hongrois, est rédigé par des membres ou proches du parti Fidesz, puis débattu au parlement après un simulacre de consultation populaire par questionnaire (avec un retour d'à peine plus de 10% des « bulletins »). De façon

⁴⁴ Paradoxalement, la culture politique suisse n'ayant jamais connu de tribun populiste d'envergure nationale avant la consécration politique et médiatique de Christoph Blocher vers la fin des années 1980, c'est lui qui apparaît alors comme un « phénomène étranger à la culture suisse [*unschweizerisch*] » — « par son goût pour la confrontation, son rythme, son style direct, son agressivité, la tonalité de son discours, ses prises de position tranchées, sa rupture avec l'esprit de concordance, son intransigeance, ou sa capacité à polariser les débats » (Fredy Gsteiger, cité in Hennecke 2003 : 159, NT).

révélatrice, cependant, Orbán et son parti ne jugent pas nécessaire de faire approuver la nouvelle constitution par référendum (Müller 2014 : 486), bien que celle-ci institue précisément le « référendum national » et octroie notamment au gouvernement la compétence de le demander. De même, en 2004, Hugo Chávez tenta d'empêcher la tenue d'un référendum révocatoire de mi-mandat, qu'il avait lui-même institué un peu plus tôt dans la nouvelle constitution vénézuélienne. Ce passage en force fut confié à des « commandos » du parti chaviste, qui œuvrèrent (en vain) pour faire invalider une part des signatures en faveur du référendum et pour révoquer des députés de l'opposition, puis réussirent à mobiliser l'électorat populaire pour faire échec à la révocation de leur leader (Hellinger 2005 ; Alvarez 2006).

Contrairement à ce que leur idéologie et leur discours laissent entendre, les forces populistes n'ont pas toujours une confiance immodérée dans le soutien populaire à leurs candidats et à leurs propositions politiques. Leurs rapports aux masses populaires oscillent entre une posture consistant à « suivre le peuple » et la tentation de « manœuvrer le peuple », c'est-à-dire de l'instrumentaliser en le « laissant croire » ou en le « faisant croire » aux contre-vérités qui servent leurs desseins (Kobi 1995 ; Kobi 2000 : 178-194 ; Taguieff 2007 : 37-38). En ceci, les populistes ne font que partager l'opportunisme et la démagogie qui règnent dans une large partie du spectre partisan. Mais l'instrumentalisation du peuple à des fins stratégiques est particulièrement problématique pour cette tendance politique supposée incarner sans détour la volonté populaire.

Au demeurant, du fait de son hétérogénéité (voir *supra*), la « famille populiste » ne revendique aucun projet politique précis quant à la manière d'intégrer le peuple dans le dispositif démocratique. Même les forces populistes les plus volontaristes à cet égard, à l'exemple du *Movimento 5 Stelle* (M5S) en Italie ou de *Podemos* en Espagne, éprouvent les pires difficultés à transformer l'élan populaire qui les a propulsées aux responsabilités (au niveau local ou national) en organisation capable de relayer les attentes de leur électorat. L'inexpérience des arcanes du pouvoir, les luttes intestines, la contestation interne de la direction (souvent excessivement centralisée) du parti sont autant de facteurs qui freinent la dynamique des partis populistes, comme le montre bien l'exemple du M5S (Newell 2014 ; Caruso 2017). Même lorsqu'ils deviennent une pièce majeure sur l'échiquier politique, les partis populistes se montrent incapables d'user de leur influence pour faire avancer « la cause du peuple ». Pire : les promesses de référendum et de démocratie participative restent généralement lettre morte lorsque les populistes accèdent au pouvoir, comme nous le verrons plus loin.

En tant que tel, c'est-à-dire comme une « coquille pratiquement vide », le populisme ne propose aucune doctrine du devenir de la démocratie et des sociétés humaines, sauf à embrasser une vision eschatologique comme celle de la « révolution bolivarienne » en Amérique Latine (Mayorga 2006 ; de la Torre 2016). Au contraire, sous sa forme condensée (“thin ideology”), le populisme est une doctrine du présent et du (re)commencement. S'il côtoie parfois le récit de l'embrasement et du *germinal* révolutionnaire, le discours populiste tend plutôt à se fixer sur « l'acte fondateur » où le peuple recouvre sa souveraineté.⁴⁵ Ce moment inchoatif est ainsi perpétué dans le discours et dans la mobilisation permanente du peuple :

⁴⁵ Dans une certaine mesure, le narratif de cet acte fondateur rejoint la symbolique du « renouveau » et de la « renaissance », centrale dans la vision « rédemptrice » de la démocratie chère à Margaret Canovan : “Populist politics is not ordinary, routine politics. It has the revivalist flavour of a movement, powered by the enthusiasm that draws normally unpolitical people into the political arena. This extra emotional ingredient can turn politics into a campaign to save the country or to bring about a great renewal. (...) The notion of popular power lies at the heart of the redemptive vision: the people are the only source of legitimate authority, and salvation is promised as and when they take charge of their own lives” (1999 : 6, 10). De fait, cette vision rédemptrice est fortement présente dans certains partis, à l'exemple du Front National en France (Ecuillon 2015 : 289ff.), et figure parfois jusque dans leur nom (e.g., Front de Salut National

“populism could actually be described as the collective sovereign in a permanent *status nascendi*— this permanent mobilization is the most radical antidote against the crystallization of politics in institutions, and perhaps the most secure guarantee that populism does not subvert democracy. To resume the Roman parallel, thus, for populist politics to exist and persist, the plebs should never become *populus*. Despite the philological origin of the term, populism denotes only the people in the forum, not also the people in the sovereign assemblies in which decisions were made. The process that makes the plebs conscious of its power to shape the totality of society occurs outside the institutionalized space of the republic.” (Urbinati 2014 : 167).⁴⁶

Le projet populiste est ainsi solidement arrimé au temps présent.⁴⁷ Il puise cependant son imaginaire dans un modèle de société plus ou moins fantasmé que Taggart (2000, 2004) appelle le « pays profond » (“the heartland”), à savoir « une construction d’un monde idéal qui, contrairement aux conceptions utopiques, est élaborée rétrospectivement depuis le passé — pour l’essentiel la vision d’un monde perdu projetée sur le présent » (Taggart 2004 : 274, NT). Dans cette conception radicalement *anhistorique* et distincte de l’utopie, “the ‘heartland’ is not an ideal society that can be achieved in the future, but one that existed in the past and can be restored” (Steenvoorden & Hartevelt 2018 : 30). Le discours populiste procède ainsi d’une « naturalisation de l’histoire » qui aboutit à faire coïncider « le pays profond » et « l’âge d’or », thème anti-moderniste cher à l’extrême droite et aux mouvements nationalistes (Mammone et al. 2013 ; Alduy 2015 ; Alduy & Wahnich 2015 : 131-144). Bien que le « pays profond » soit une image floue, susceptible de varier considérablement dans l’espace et le temps, elle épouse généralement la forme d’une communauté homogène, paisible, « caractérisée par la modération, le sens du devoir et la banalité », ainsi que par la simplicité du cadre de vie (Taggart 2004 : 274, 278, NT). En quelque sorte l’image d’Épinal d’un peuple libre et prospère, vaquant tranquillement à ses occupations, et sur lequel ne plane aucune ombre corruptrice.

La mobilisation populiste, qui confine parfois à une forme d’agitation permanente, est le moyen visant à restaurer la fiction d’une société idéale, c’est-à-dire à rejouer symboliquement l’entrée en scène du « vrai peuple » et à conférer au mouvement son caractère quasiment juvénile. Ainsi, « sous Chávez, les Vénézuéliens ont voté

dans les années post-Ceaușescu en Roumanie ; voir Corbu et al. 2017 : 327). Certes, une telle sotériologie est singulièrement absente du discours de nombreux partis populistes, qui dénie à la politique toute dimension sacrale ou mystique et la conçoivent au contraire comme un ensemble de « problèmes profanes » pouvant se régler au moyen de *solutions simples* (voir *infra*). Mais le motif du *commencement* est omniprésent, comme en témoigne le nom de certains partis populistes : *Aube Dorée* en Grèce (bien qu’on puisse considérer ce parti comme un représentant de l’extrême droite néo-nazie plutôt que du populisme en tant que tel ; Ellinas 2013, 2015), et *Aube de la Démocratie Directe* en République Tchèque (renommée plus tard *Aube – Coalition Nationale*). De manière significative, « Affaires Publiques » (*Věci Veřejné*), un autre parti populiste tchèque, fit campagne en 2010 à grand renfort de publicités télévisées et d’affiches spectaculaires essentialisant la classe politique sous la forme de dinosaures, c’est-à-dire d’une clique homogène de politiciens nuisibles, incompetents et incapables de s’adapter au « nouveau monde » incarné par les forces populistes (Havlík 2015 : 204-209).

⁴⁶ Urbinati se réfère ici plus particulièrement à la conception du populisme défendue par Ernesto Laclau (1996 ; 2005a) ; elle ne recouvre pas nécessairement la représentation du peuple au sein des partis populistes dont l’objectif ultime est la conquête du pouvoir et la constitution d’une base électorale stable.

⁴⁷ Hostile à toute « temporisation » (Taguieff 2012 : 74), le discours populiste exige que s’opère *hic et nunc* la fusion des destins — celui du parti/leader populiste et celui du peuple. C’est pourquoi le Front National, par exemple, se plaît à rappeler que la France se trouve « à un tournant de son histoire » et que le vote FN est celui de la « dernière chance » (Ecuvillon 2015 : 289-290). « La France existera-t-elle en l’an 2000 ? » lance Jean-Marie Le Pen en 1988 (Alduy 2015 : 251) ; il signifie ainsi la décadence dans laquelle se trouve entraîné le pays par la faute de ses élites pour mieux souligner, en contrepoint, le chemin d’espérance tracé par le projet frontiste.

dans dix-sept élections entre 1999 et 2013, tandis que les Equatoriens ont participé à neuf élections entre 2006 et 2014 ; toutes ces élections furent des plébiscites en faveur des présidents Chávez et Correa » (de la Torre 2016 : 132, NT). Cette « effervescence démocratique » contraste étrangement avec la frilosité, évoquée plus haut, avec laquelle certains partis populistes conçoivent le rôle du peuple dans le processus démocratique. En cherchant (parfois) à se dérober au verdict populaire, ces partis souscrivent à un modèle démocratique dans lequel le peuple tient un rôle essentiellement passif, plus souvent associé à la démocratie plébiscitaire qu'au populisme en tant que tel.⁴⁸ Par exemple, après avoir renoncé à soumettre au référendum la nouvelle Constitution hongroise en 2011, Viktor Orbán a échoué en octobre 2016 à mobiliser ses concitoyens pour s'opposer, par référendum, au projet de Bruxelles visant à répartir les demandeurs d'asile entre les pays de l'Union européenne selon un système de quotas. En dépit d'une propagande massive et de la victoire écrasante du « oui » (98%), seuls 45% des électeurs (desquels il faut encore retrancher 5% de bulletins blancs et nuls) ont participé au référendum — clairement en-deçà des 50% requis pour valider les résultats du scrutin.⁴⁹ Tirant sans doute les enseignements de cet échec, le président polonais Andrzej Duda (PiS) annonce en juin 2017 un possible référendum sur l'accueil des réfugiés en 2019, mais en prenant soin de le coupler avec les prochaines élections législatives, faisant ainsi de cette consultation populaire un plébiscite pour ou contre le gouvernement.⁵⁰

Ces exemples soulignent à nouveau le caractère hétérogène du populisme, lié à son indétermination idéologique, et mettent à jour une fracture, au sein de la famille populiste, entre une composante « plébiscitaire » et une composante privilégiant des moyens plus institutionnalisés et réguliers de consultation populaire. La tendance plébiscitaire se départit d'une conception procédurale de la démocratie, centrée sur la volonté générale exprimée dans les urnes, au profit d'une conception *symbolique* dans laquelle « la substance », « l'identité » ou « l'esprit du peuple » (*Volksgeist*) prennent forme dans la matrice du parti populiste et deviennent audibles dans la bouche de ses tribuns (Müller 2016 : 29). Cette manière de ventriloquisme peut être considérée, à juste titre, comme un dévoiement de l'idéal de la « vox populi ». Elle apparaît en même temps comme une adaptation rationnelle à l'environnement social, politique et culturel des sociétés contemporaines dans lequel le mouvement populiste évolue. Cet environnement autorise, et même souvent encourage, le tropisme vers un véritable *style populiste* dont la principale fonction est performative. En résumé, le « parler vrai » des populistes — semblable à celui du peuple ! — emporte l'idée, au moins auprès de leurs audiences privilégiées, qu'ils ne s'arrogent pas la fonction de porte-parole du peuple mais parlent *effectivement et naturellement* en son nom.

⁴⁸ Pour Jan-Werner Müller, par exemple, "populists view the people as essentially passive, once the proper popular will aimed at the proper common good has been ascertained; and, in theory and in practice that will can be ascertained without any popular participation whatsoever. Think of Berlusconi's reign in Italy. The ideal was for a Berlusconi supporter to sit comfortably at home, watching TV and leaving matters of state to the Cavaliere, who would successfully govern the country like a very large company. No need to enter the piazza and try to participate" (2014 : 486 ; voir aussi Mudde 2004 : 558-559). A noter que cette description d'une audience captive et passive correspond plus précisément à ce que Nadia Urbinati (2014 : chap. 4) appelle la « démocratie plébiscitaire » ("plebiscitarianism"), c'est-à-dire une forme de démocratie « post-représentative » qui ne recoupe que partiellement le populisme en tant que tel.

⁴⁹ La question posée était la suivante : « Voulez-vous que l'Union européenne décrète une relocalisation coercitive de citoyens non hongrois en Hongrie, sans l'approbation du Parlement hongrois ? ». Un site d'investigation anti-corruption, *atlatszo.hu*, a calculé que la campagne anti-migrants du gouvernement Orbán a coûté proportionnellement 7 fois plus cher que la *totalité* de la campagne sur le Brexit (*Leave* et *Stay* cumulés) en juin 2016 ("The moral and financial cost of the Hungarian hate campaign", *hungarianspectrum.org*, 01.10.2016 ; voir aussi : « Orban affaibli par son référendum anti-migrants », *lemonde.fr*, 03.10.2016).

⁵⁰ Voir « La Pologne veut organiser un référendum sur les réfugiés » (*7sur7.be* ; 08.06.2017) ; "Polish President voices support for referendum on refugees" (*dailymail.co.uk* ; 08.06.2017) ; "Poland mulls refugee referendum" (*neweurope.eu* ; 12.06.2017).

1.4. La question du « style populiste »

Il ne s'agit pas, ici comme avant, de dénoncer une éventuelle imposture « démagogique » du populisme,⁵¹ mais de démontrer comment le discours populiste (anti-élitisme, exaltation du peuple) se nourrit d'un *style* qui lui confère, au moins en apparence, son authenticité et sa légitimité. De fait, pour plusieurs spécialistes, le populisme est *avant tout* un style politique (e.g., Puhle 2003 ; Jagers & Walgrave 2007 ; Taguieff 2007 : 31-36 ; Moffitt 2016 : chap. 3 ; Schoor 2017). Cette perspective conduit à découpler les éléments stylistiques du contenu programmatique (discours, idéologie) et de l'identité des acteurs (partis, leaders) habituellement associés au phénomène populiste. Ainsi, d'une part, le vocable « populisme » ne serait plus assigné à une orientation politique précise (voir *supra*), ni même à une orientation extrémiste.⁵² D'autre part, si le qualificatif « populiste » peut certainement continuer à désigner certains acteurs politiques dont les prises de parole publiques puisent régulièrement dans un répertoire stylistique défini comme populiste, il ne serait pas réservé *a priori* à telle ou telle catégorie d'acteurs. Dans cette optique, Francisco Panizza (2013, 2016, 2017) a élaboré la notion d'*interventions populistes* pour traduire le fait que n'importe quel acteur (ou presque) peut recourir à certains procédés du style populiste en fonction des circonstances et des objectifs visés :

"Political actors employ populism as a flexible mode of persuasion. In other words, populist discourses are one among a variety of appeals available to political actors to set up relations of identification with their publics. That is why I prefer to use the term 'populist interventions' to signify that ultimately populism refers not to an individual (the populist leader) or to a closed ideological totality but to one among other modes of identification that are available for leaders to deploy at a given political conjuncture. In practice we still call some leaders 'populists', although with a few exceptions who they are and why are they populists remains hotly contested. To the extent (...) that the populist mode of identification is central to the leader's identity appeals we can say a leader such as Hugo Chávez *is* a populist" (Panizza 2016 : 197).

Autrement dit, à tout moment les politiciens « peuvent s'emparer et se départir du style populiste », ce qui pose la question de savoir « jusqu'à quel point un politicien bon teint peut 'flirter' avec le style populiste avant d'être catalogué comme 'populiste' » (Moffitt & Tormey 2014 : 393, NT; voir aussi van Kessel 2014). A cet égard, il est probable que le « seuil critique » varie dans le temps et d'un système politique à un autre. Mais si, comme le laissent entendre les travaux les plus récents, les interventions populistes ont tendance à se multiplier depuis quelques années, la question n'est pas tant de savoir si telle ou telle personnalité politique mérite d'être considérée comme populiste, mais plutôt d'évaluer les effets d'un tel « populisme diffus » sur la qualité des politiques mises en place dans un système démocratique. Les réponses à ces différentes questions dépendent évidemment de la manière dont on définit le « style populiste ». Parmi les nombreuses facettes de ce style examinées dans la littérature, nous retiendrons trois éléments : le recours aux mythes, un registre d'expression manichéen et « décomplexé », et le rejet du politique.

1.4.1. Retracer la trame de l'histoire

Le recours aux mythes est une constante du style populiste, bien qu'on le trouve également dans le discours d'autres familles politiques (e.g., néo-communistes, conservateurs, agrariens, régionalistes). Par « mythes », nous entendons ici les narratifs

⁵¹ Pour faire bonne mesure, il faudrait aussi dénoncer les multiples impostures intellectuelles de la gauche social-démocrate et de la droite conservatrice ou libérale. De fait, *tout* engagement politique comporte une dimension stratégique et dramaturgique reposant sur des actes symboliques comparables à ceux dont on affuble le discours populiste (Edelman 1971, 1988).

⁵² Voir l'exemple des partis populistes centristes (Učeň 2004; Stanley 2017).

relatant les grands événements historiques associés le plus souvent aux luttes pour l'indépendance nationale, mais également à « l'âge d'or » ou à la suprématie (culturelle, politique, militaire) d'un état, d'une nation, ou de toute autre entité à laquelle le narratif se réfère (région, continent, cité, civilisation, ethnie, groupe religieux, etc.). Ces épisodes du passé, consignés sous une forme généralement stylisée et idéalisée, imprègnent la mémoire collective ; leur fonction est notamment de donner un sens (une signification et une direction) au récit national. Comme en témoigne l'évocation insistante des mythes par des dirigeants populistes comme Carlos Menem en Argentine (Armony & Armony 2005) ou Hugo Chávez au Venezuela (Zúquete 2008), les symboles de la « grandeur passée » et des « grands noms de l'histoire » sont utilisés pour conjurer les difficultés du temps présent et pour souder les différentes composantes du peuple dans une « communauté de destin ». Les mythes sont ainsi énoncés par les populistes dans leur rapport singulier d'affiliation au peuple — le récit mythique « appartient à tous » et se construit lui aussi dans l'adversité, en particulier dans une opposition et une distanciation à la figure de l'ennemi :

"The history of Venezuela as transmitted by the leader is a dramatic parade of sacred, saintlike figures who have engaged in holy battles to defend the sacred homeland against powerful forces. On every occasion, Chávez invokes this mythologized historical narrative of 'pure' patriots against 'corrupt' enemies, darkness against light, good against evil" (Zúquete 2008 : 107).

Par exemple, depuis sa fondation en 1991, le Parti de la Grande Roumanie (PRM, *Partidul România Mare*) et son leader national-populiste Vadim Tudor prétendent « défendre les intérêts du peuple » en militant pour le rétablissement de l'ancien royaume de Roumanie (avec ses possessions en Moldavie, Bulgarie et Ukraine) et en dénonçant l'influence corruptrice des ennemis qui, à l'instar des minorités hongroises et juives, chercheraient à vendre la Roumanie aux intérêts étrangers (Stoica 2013 ; Corbu et al. 2017). Ce faisant, le discours et l'iconographie du PRM (et des autres populistes roumains) regorgent de personnages historiques symbolisant le long processus d'unification de la nation roumaine — martyrs de la foi orthodoxe, mais aussi révolutionnaires, hommes d'Etat, aristocrates, officiers, et même Vlad l'Empaleur en sa qualité d'adversaire implacable de l'Empire Ottoman.

Dans cette trame historique, le démembrement de la Grande Roumanie en 1940 sert de *récit de la trahison*, auquel les populistes renvoient aujourd'hui toutes les atteintes supposées à l'intégrité de la nation. On retrouve la même fonction des mythes chez les partis populistes hongrois (Fidesz, Jobbik). Le traité de Trianon qui, en 1920, divisa la plus grande partie du territoire du Royaume de Hongrie entre ses voisins (Slovaquie, Roumanie, Croatie), est présenté par ces partis comme un diktat inique et illégitime. Le récit de cette « trahison » du peuple fournit ainsi un cadre interprétatif puissant pour alimenter la fièvre populiste en Hongrie, aboutissant notamment à des mesures restreignant les droits des minorités, alors même que les nationaux-populistes slovaques s'emparent du narratif de la domination culturelle de la minorité slovaque au sein de l'ancien Royaume de Hongrie pour justifier d'autres types de discriminations, notamment la « loi linguistique » de 2009 (Pytlas 2013, 2016). De même, la saillie du leader populiste polonais Jarosław Kaczyński contre les « Polonais de la pire espèce » (voir *supra*) ne peut se comprendre réellement sans la référence implicite aux « nobles du 18^e siècle qui trahirent la Pologne au profit de la Grande Catherine [impératrice de Russie] » (Coppen 2016, NT).⁵³

⁵³ De fait, la référence à la Confédération de Targowica qui précipita le démembrement du royaume polonais à la fin du 18^e siècle au profit des grandes puissances voisines, parfois résumée par l'épithète injurieuse de *targowiczanin*, est utilisée de longue date pour symboliser la trahison et l'esprit anti-patriotique (Dabrowski 2004 : chap. 4). Toutefois, dans le contexte d'une réappropriation des valeurs patriotiques et religieuses polonaises par la droite nationaliste et conservatrice (Pytlas & Kossack 2015 : 121-123), cette épithète connaît un net regain de popularité auprès du parti populiste PiS, au pouvoir depuis 2015, pour stigmatiser toute velléité d'opposition

En réalité, l'évocation dialectique de « l'âge d'or » et de la « décadence », parfois considérée comme une marque de fabrique de la pensée d'extrême droite (Mammone et al. 2013), essaime largement au-delà du cercle des « révolutionnaires » et des « néo-fascistes ». De même, le thème de la trahison et de l'abandon du peuple qui transparaît dans les exemples mentionnés plus haut n'est pas réservé aux démocraties « fragiles » d'Amérique Latine ou d'Europe orientale. Ainsi, lors des votes suisses sur l'ONU (1986) et l'Espace Economique Européen (1992), les publicités diffusées dans la presse par l'UDC et les petits partis nationalistes n'ont de cesse de rappeler au peuple ses vertus de résistance contre l'envahisseur et les « juges étrangers » :

« Les images, symboles et mythes constitutifs de la 'suisstitude' — le serment du Rütli, la rébellion de Guillaume Tell, les sages conseils de Nicolas de Flüe, les luttes pour l'indépendance (Morgarten), etc. — ont été couramment repris à leur compte par les annonceurs opposés aux projets gouvernementaux. Cette 'culture de résistance' emprunte à l'histoire suisse traditionnelle ses symboles de mobilisation, et puise dans les sept siècles d'existence de la Confédération une énergie souvent martiale contre 'l'envahisseur étranger' et ses complices au sein de l'establishment interne » (Marquis 2006 : 533).

En France, le Front National choisit au début des années 1980 de vouer un véritable culte à la figure de Jeanne d'Arc (Davies 1999 : 105-116 ; 2010). Ce choix est évocateur à plusieurs titres. En premier lieu, la geste de cette héroïne populaire semble donner des gages à l'électorat catholique du FN, majoritaire dans la phase initiale d'ascension du parti et attaché à une lecture traditionnelle, voire mystique, du « roman national ». Mais elle se prête également à une interprétation nationaliste et xénophobe, compte tenu des « fortes similarités entre la mission de Jeanne pour expulser les Anglais du territoire français au XV^e siècle et la croisade contemporaine de Le Pen pour débarrasser la France de sa population immigrée » (Davies 1999 : 112, NT). En second lieu, le personnage même de Jeanne, drapé d'innocence (« la pucelle d'Orléans »), d'origine sociale modeste (« la bergère de Domrémy ») mais au courage exceptionnel face à la puissance de l'ennemi, paraît taillé sur mesure pour flatter l'électorat plus récent du FN, concentré dans les milieux populaires anti-mondialistes. Pour le parti, enfin, l'identification à la figure de Jeanne procède d'une communion où les forces de l'esprit se répondent par-delà les époques et les essences du pouvoir (Ecuillon 2015 : 307-312). Tout comme Jeanne « entendait des voix » d'origine divine, le leader populiste (Jean-Marie Le Pen, puis sa fille Marine) entend... la voix du peuple.

1.4.2. « Dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas »

La structure narrative et l'incorporation régulière des mythes dans le discours populiste constituent la principale explication du *manichéisme* de ce type de discours, c'est-à-dire un système d'oppositions binaires destiné à raconter l'histoire sociale comme un duel entre l'ombre et la lumière (Schedler 1996 ; Knight 1998 ; de la Torre 2000 : 12-20 ; Mudde 2004 ; Hawkins 2009, 2010 ; Taguieff 2012 : 25 ; Alduy 2015). Cette opposition recoupe évidemment, et très exactement, la distinction fondamentale du discours populiste entre le peuple vertueux et les élites malfaisantes :

"Populism is a set of fundamental beliefs about the nature of the political world — a worldview or, to use a more rarified term, a 'discourse' — that perceives history as a Manichaeian struggle between Good and Evil, one in which the side of the Good is 'the will of the people,' or the natural, common interest of the citizens once they are allowed to form their own opinions, while the side of Evil is a conspiring elite that has subverted this will" (Hawkins 2010 : 5).

aux mesures et aux discours (anti-européens, anti-élites, antisémites, etc.) formulés par le parti ou certains de ses membres (Coynash 2016 ; Connelly & Koncewicz 2016 ; Connolly 2017).

Ce mode de pensée « dichotomique » est dénoncé par les adversaires du populisme comme une perversion de l'idéal délibératif et pluraliste de la démocratie libérale : « Au final, le populisme appauvrit le débat politique en réduisant la discussion des enjeux à des prises de position binaires du type *pour* ou *contre* » (Taggart 2002 : 77, NT). Au contraire, ses partisans revendiquent ce style dichotomique comme une forme d'authenticité, une manière de « parler vrai » ; en substance, le manichéisme du discours populiste ne serait que le reflet du manichéisme du peuple, ce qui l'exonère de toute visée « politicienne ».⁵⁴

Si le style populiste repose sur un mode de pensée en « blanc-et-noir », il s'exprime également, et plus concrètement, dans une manière générale de « parler simple » et de « parler cru ». Bien qu'on ne saurait en faire un trait distinctif du populisme (Mudde 2004), il existe dans ce courant de pensée une prédilection pour des *solutions simples*, voire simplistes, aux problèmes qui se posent de manière récurrente aux sociétés contemporaines (criminalité, chômage, immigration, etc.). Cette tendance doit beaucoup au style de pensée manichéen et à la critique anti-élitiste. En effet, les populistes se placent au-dessus des luttes idéologiques et dénoncent les arcanes de la politique des partis (e.g., les « petites combines entre amis » et autres « renvois d'ascenseur » pour construire des majorités) comme une mystification de la volonté populaire et comme un écran de fumée empêchant la mise en œuvre de véritables solutions aux problèmes réels dont souffrent les citoyens ordinaires (Canovan 1999 : 5-6 ; Moffitt & Tormey 2014 : 391-392 ; Moffitt 2016 : 45, 126-128). Autrement dit, « les populistes prétendent que toute cette complexité est une escroquerie perpétrée par des professionnels de la politique cupides, et que les solutions aux préoccupations des gens ordinaires sont essentiellement simples » (Canovan 1999 : 6, NT ; voir aussi Meyer 2006 : 82). La simplicité des problèmes et des solutions s'explique d'ailleurs par l'*unicité* supposée du peuple habitant le pays profond (Taggart 2004 : 278). Une nation homogène, dans laquelle les individus partagent les mêmes conditions de vie et par conséquent les mêmes préoccupations, et dans laquelle la seule véritable « division de classe » est celle opposant le peuple aux élites, n'a pas besoin de politiques catégorielles ou clientélistes pour satisfaire une demande unique.⁵⁵ Par ailleurs, le diptyque « problèmes simples/solutions simples » trouve aisément sa place dans un *cadre interprétatif général axé sur la « crise » et la « menace »*, que les forces populistes cherchent à propager à leur profit (Moffitt 2015). La « sortie de crise » devient alors une affaire entendue : « chassez ou éradiquez l'ennemi du 'peuple' et la crise sera soit évitée, soit résolue » (Moffitt 2015 : 206, NT).

La lecture du problème de l'immigration par le leader populiste néerlandais Geert Wilders (PVV) offre un exemple de simplification extrême :

“Problem: Moroccans throw stones at the Dutch police. Solution: Arrest them, prosecute them and deport them... Problem: This government is breaking

⁵⁴ Depuis les années 1950, les recherches empiriques suggèrent que les simples citoyens — mais aussi parfois les élites en charge de dossiers politiques de la plus haute importance — tiennent des raisonnements peu articulés sur le monde social et politique. Les différentes mesures proposées en psychologie sociale et politique (« aversion à l'ambiguïté », « need for cognitive closure », « niveau de conceptualisation politique », « complexité intégrative/cognitive », etc.) ont démontré par ailleurs que les dispositions « manichéennes » consistant à opérer des classifications et des interprétations simplistes du monde social présentent un lien privilégié avec les tendances à l'autoritarisme, à l'extrémisme politique, ou au conservatisme de droite (e.g., Levitt 1953 ; Tetlock 1983 ; Webster & Kruglanski 1994 ; Jost et al. 2003 ; Stenner 2005 : chap. 7). Récemment, une étude (Schulz et al. 2018) démontre que l'opposition manichéenne entre peuple et élites prend une part significative dans la mesure des attitudes populistes au sein de la population suisse (e.g., « The differences between ordinary people and the ruling elite are much greater than the differences between ordinary people », « The people, not the politicians, should make our most important policy decisions » [online appendix] ; voir aussi Akkerman et al. 2014 ; Spruyt et al. 2016 ; Wirth et al. 2016).

⁵⁵ On se réfère ici à la définition ethno-culturelle du « Peuple » excluant les composantes étrangères (e.g., immigrés ; voir *supra* chap. 1.2.1).

record after record in the area of mass immigration. *Solution*: Don't allow in any more Eastern Europeans and shut the borders to immigrants from Muslim countries. Now!... *Problem*: Rotterdam, the second largest city in the Netherlands, will have an immigrant majority by 2012. *Solution*: Repatriation, repatriation, repatriation. What comes in can also come out." (Moffitt 2016 : 127, d'après H. de Bruijn, 2011)

De la même manière, les recettes économiques du régime chaviste au Venezuela (slogan : expropriations et nationalisons les entreprises privées) et du *Tea Party* aux États-Unis (slogan : privatisons les institutions publiques), bien que diamétralement opposées, fournissent une conception pareillement simplificatrice des enjeux économiques où se dessine également une vision réductrice de l'ennemi — identifié comme « socialiste » ou « capitaliste-impérialiste » (Savage 2014 : 529).

Finalement, le style populiste tend à associer le « parler vrai » à diverses formes de « parler cru », c'est-à-dire à l'utilisation d'un langage familier, parfois vulgaire, et à l'étalage de « mauvaises manières » (Moffitt & Tormey 2014 : 392-394 ; Moffitt 2016 : 44, 60-62 ; Curato 2017 ; Ostiguy 2017). Ainsi, « pour le dire crûment, le populisme est toujours une manière de faire un 'doigt d'honneur'. C'est le cas du 'vaffanculo!' lancé par Beppe Grillo et du 'ALCA, ial carajo!' chez Chávez. En d'autres termes, le populisme est intentionnellement et par définition 'in your face' » (Ostiguy 2017 : 98, NT). D'une certaine manière, la vérité sortant de la bouche du peuple, il n'est pas étonnant que le style populiste en imite les accents « populaires » — à condition toutefois de concevoir le peuple comme la partie « plébéienne » de la nation (Urbinati 2014), exclue à la fois du jeu politique et des parcours éducatifs cultivant « l'art de la distinction » bourgeoise. Compte tenu de l'ambivalence de la notion de « peuple » (voir *supra*), certains spécialistes sont tout de même réticents à considérer les mauvaises manières comme un trait distinctif du style populiste, et même à réduire le populisme à une question de style (e.g., van Kessel 2015 : 14 ; Müller 2016 : 40). Mais la question du « style populaire » ne peut être écartée aussi facilement. D'une part, la sociologie du *vote populiste* met en évidence l'ancrage de cette tendance politique dans les milieux populaires (voir chapitres 3-5 *infra*). D'autre part, seul un petit nombre de *leaders* (et plus largement des élites) des partis populistes est d'origine modeste, et la plupart siègent depuis longtemps dans diverses enceintes politiques. Il s'ensuit que le recours à un langage cru, aux phrases provocantes et aux « mauvaises manières » peut se concevoir comme un moyen de revendiquer une appartenance au peuple : "Bad manners are displayed so that leaders – who often enough come from privileged backgrounds, or have actually had long involvement with elites – can appear to be of the people, and against the mannered elites" (Wilson 2016). Ainsi, des leaders populistes comme Donald Trump, Rodrigo Duterte, Silvio Berlusconi, ou Gigi Becali (le « Berlusconi roumain ») signalent par leur rejet ostentatoire de la bienséance et du « politiquement correct » leur rejet des élites et leur identification (plus ou moins opportuniste) au « peuple » (Inglehart & Norris 2016 ; O'Connor 2016 ; Priester 2013 ; Stoica 2013 : 195-199).

A l'exemple de l'Italie au début des années 1990, la transition vers un langage populaire (sinon populiste) accompagne souvent des changements majeurs dans les institutions.⁵⁶ De même, l'adoption d'un idiome populiste est sans doute facilitée dans

⁵⁶ Avec l'avènement de la « Seconde République » italienne (1992), le langage des élites politiques a connu une évolution singulière. L'idiome cryptique et « politicard » (*politichese*) de la Première République, destiné aux initiés du microcosme politique et indéchiffrable pour l'homme de la rue, a rapidement cédé la place à un langage plus « ordinaire » et de « bon sens » (*gentese*), adopté par l'ensemble de la classe politique désireuse de rompre avec les manières d'appareil et la bureaucratie d'ancien régime (Croci 2001). Cependant, la transition vers le « nouveau langage » de la politique italienne n'aurait probablement pas été aussi rapide sans le rôle joué par la Ligue du Nord/Ligue Lombarde puis, plus tard, par Berlusconi et son parti *Forza Italia*, qui donnèrent au lexique *gentese* son intonation plus particulièrement populiste (Croci 2001).

les sociétés où les différences entre « élites dominantes » et « peuple dominé » reposent sur des marqueurs culturels forts :

"Populist identification is strengthened by the leader's adoption of cultural elements that are considered marks of inferiority by the dominant culture. (...) In a region such as Latin America, where cultural exclusion reinforces socioeconomic inequalities, being culturally at one with "the plebs" carries a particularly potent political message: The leader does not so much speak for the people or to the people but *converse with the people* because he or she is one of them." (Panizza 2013 : 92-94)

Grâces soient rendues à Silvio Berlusconi d'avoir exprimé de manière aussi concise et limpide ce qui relie le *style* et le *contenu idéologique* du populisme : « Je ne suis pas un politicien, je me fiche de la critique. Je dis ce que pensent les gens » (*in* Priester 2013 : 31, NT). « Se moquer de la critique » renvoie bien sûr à l'anti-élitisme, c'est-à-dire à la récusation des prescripteurs d'opinion que sont les élites politiques, médiatiques et culturelles. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la dénégation du rôle de politicien. Mais cette dénégation renvoie également à *l'univocité et à la transparence de la volonté populaire*. Sur le ton de l'évidence, on présuppose ici que tous « les gens » pensent la même chose et que le leader populiste, en son for intérieur, sait parfaitement « ce que pensent les gens » (*voir supra*). Or, quand « le peuple » se trouve ainsi essentialisé comme « une entité cohérente et distincte, homogène et bien structurée, clairement délimitée vis-à-vis de l'extérieur, et dont les membres partagent une destinée commune »,⁵⁷ toute nuance interne s'efface au profit de la seule distinction externe, celle qui oppose le peuple aux élites, souvent désignées elles aussi comme *un* groupe au singulier — l'élite, « la casta », l'oligarchie, l'establishment, le système, « la bande des quatre »,⁵⁸ etc.

1.4.3. Le rejet du politique

A notre avis, le procédé discursif consistant à réduire la diversité sociale à deux groupes que tout oppose est moins révélateur de l'existence d'un « clivage populiste » (Schedler 1996 ; Kobi 2000 ; Bustikova & Zechmeister 2017) que d'une volonté plus ou moins consciente de *nier le politique en tant que tel*. Francisco Panizza (2000) a décrit le populisme de Collor au Brésil — du moins celui affiché pendant sa campagne électorale — comme une sorte de « politique de l'anti-politique ». C'est aussi le point de vue de Taguieff, lorsqu'il souligne que le populisme « se réduit à un mélange de démagogie et de pensée magique, récusant en principe les médiations et la temporisation, centré sur l'impossible coïncidence du peuple-un et de ses dirigeants ou de son leader suprême, impliquant un imaginaire de la fusion comme voie de la rédemption. Ce qui présuppose un rejet du conflit intra-national, donc *un déni du politique* » (2012 : 74 ; accentuation ajoutée). Parallèlement, le conflit politique disparaît, dans l'imaginaire populiste, avec la suppression du « temps politique » nécessaire au fonctionnement des institutions intermédiaires (partis, syndicats, système judiciaire, organisations internationales, etc.) dont la légitimité est contestée. Si ces institutions pouvaient être démisées de leurs fonctions, la volonté populaire s'exprimant directement au travers du « gouvernement du peuple » suspendrait ce temps politique de la démocratie libérale, ce qui revient pour certains à « éclipser le

⁵⁷ Hogg & Reid (2006 : 10, NT) ; cette définition est précisément celle d'une propriété des groupes sociaux à laquelle les psychologues ont donné le doux nom de « entitativité » (e.g., Lickel et al. 2000 ; Yzerbit et al. 2004 ; Crump et al. 2010). Les recherches dans ce domaine montrent notamment que plus un groupe se définit comme une entité homogène et hermétique, plus il tend à se comporter de manière discriminatoire à l'égard des groupes situés à l'extérieur de ses frontières (Rubini et al. 2007 ; Newheiser et al. 2012 ; Moscatelli & Rubini 2013).

⁵⁸ Dans le langage du Front National, cette bande était composée, au cours des années 1980 et 1990, du Parti communiste, du PS, de l'UDF et du RPR. La même idée sera reprise plus tard dans le slogan « UMPS ».

temps et la politique » (Jamin 2009 : 112-115 ; Hermet 2012 : 72-74).⁵⁹ Le *principe d'immédiateté* qui découle de cette vision — pas d'intermédiaire, pas de décalage temporel entre la cristallisation d'une volonté populaire et sa mise en œuvre politique — se heurte cependant à une série de difficultés, inhérentes à la conception populiste de la *représentation* du peuple. Tout en revendiquant la fonction de simple « porte-parole » du peuple, les populistes n'en agissent pas moins concrètement comme ses *représentants* légitimes. Ceci soulève plusieurs questions : comment définir le peuple (qui en fait partie et qui en est exclu), comment la volonté populaire s'exprime-t-elle, et comment les acteurs populistes peuvent-ils *re-présenter* le peuple, c'est-à-dire le « rendre présent » dans un processus itératif qui ne se limite pas à la répétition du même — questions auxquelles les acteurs populistes eux-mêmes fournissent des réponses délibérément vagues (Arditi 2007 : 60-74 ; Tormey 2015). Ce faisant, l'évacuation du politique est aussi la traduction populiste d'un thème plus général, à savoir l'idée d'une subordination du politique au pouvoir économique :

“populists defend a post-class world, often arguing that class divisions are artificially created to undermine ‘the people’ and keep ‘the elite’ in power. (...) [They] relate the ultimate struggle between the people and the elite to economic power, arguing that the political elite are in cahoots with the economic elite, and putting ‘special interests’ above the ‘general interests’ of the people. (...) Linking the elite to economic power is particularly useful for populists in power, as it allows them to ‘explain’ their lack of political success; i.e., they are sabotaged by the elite, who might have lost political power but who continue to hold economic power” (Mudde & Rovira Kaltwasser 2017 : 13).

Il est intéressant de noter que ce rejet du politique comme « champ » où s'affrontent les intérêts sectoriels des groupes sociaux (classes, groupes religieux, etc.) s'exprime par un rejet concomitant et général de l'étiquette de « politicien » (Tormey 2015 : 22-23, 62). Aux Etats-Unis, par exemple, bon nombre de politicien(ne)s proches du *Tea Party* se défendent, contre toute évidence, d'appartenir à la « classe politique » pour mieux se fondre dans la masse du peuple.⁶⁰ Mais l'escamotage de la fonction politicienne est lié à cette autre illusion : une fois débarrassées des pesanteurs et des compromissions des institutions politiques traditionnelles, les « affaires du peuple » deviendront plus simples. Cette tendance à la simplification des problèmes, que nous avons présentée plus haut comme un élément stylistique lié à l'univocité supposée de la « demande populaire », s'incarne donc aussi dans le rejet de l'identité politicienne. “I’m not a politician, I’m a problem solver” affirme Herman Cain en 2011 au début de sa campagne pour les élections primaires du Parti Républicain (Moffitt 2015 : 205). Quant à lui, le président philippin Rodrigo Duterte s'est fait connaître

⁵⁹ De manière intéressante, Chantal Mouffe (1993, 2005) fait une analyse diamétralement inverse du phénomène populiste, celui-ci marquant le « retour du politique » dans un environnement politique libéral devenu ultra-consensuel et profondément anti-politique.

⁶⁰ C'est le cas notamment de Herman Cain, Michele Bachmann, Ron Johnson, ou encore Ben Carson — “I’m not a politician. I am a real person”, “I’m not a politician, I’m an accountant and a manufacturer”, “I am not a politician, I’m a problem solver”, etc. (Moffitt 2015 : 205 ; Raban 2010 ; Terris 2016). On retrouve le même motif chez « l'homme de la rue » Umberto Bossi (Lega Nord) en Italie, ou chez les « simples femmes au foyer » Pia Kjaersgaard (Parti Populaire Danois) et Sarah Palin (Priester 2012 : 5). La palme de cette dépolitisation de la représentation populaire revient à Donald Trump, outsider auto-proclamé, que Sarah Palin adoubera en janvier 2016 en ces termes : “He is from the private sector, not a politician – can I get a ‘Hallelujah!’ Where, in the private sector, you actually have to balance budgets in order to prioritize, to keep the main thing, the main thing, and he knows the main thing: a president is to keep us safe economically and militarily. He knows the main thing, and he knows how to lead the charge. So troops, hang in there, because help’s on the way because he, better than anyone, isn’t he known for being able to command, fire!” (Schilling 2016). On retrouve le même profil chez Pauline Hanson, leader du parti populiste australien One Nation, qui refuse elle aussi l'étiquette politicienne (Kingston 1999 : 184) et insiste sur son expérience de propriétaire d'un restaurant de fast food pour expliquer son rapport privilégié avec les « Australiens ordinaires » (Moffitt 2016 : 57).

du public international pour son langage fleuri (en particulier pour ses diatribes injurieuses envers Barack Obama ou le pape François), mais avant tout pour la justice expéditive qu'il a ordonnée, dès son arrivée au pouvoir, à l'encontre des narcotrafiquants.⁶¹ On parlera ici de *populisme pénal*, c'est-à-dire d'une « situation où le langage de la fermeté, du contrôle et de la gratification immédiate l'emporte sur la stratégie de long terme, fastidieuse, consistant à construire un système judiciaire efficace » (Curato 2017 : 150, NT ; voir aussi Roberts et al. 2003 ; Pratt 2007). Le goût immodéré de Duterte (et d'autres dirigeants populistes) pour l'action immédiate, fût-elle contraire aux droits fondamentaux des individus, témoigne tout à la fois d'une conception illibérale de la démocratie,⁶² d'une négation du politique et d'une mise à distance de la fonction politicienne.⁶³

De prime abord, le rejet de l'étiquette politicienne a de quoi surprendre. S'il est vrai qu'une partie des leaders populistes n'appartient pas au « sérail politique » — entrepreneurs, militaires, universitaires, etc. (voir Mudde & Rovira Kaltwasser 2017 : chap. 4) — la plupart d'entre eux ont bel et bien effectué l'essentiel de leur carrière au sein des institutions politiques traditionnelles. L'adhésion au peuple de ces politiciens de carrière, souvent issus de milieux favorisés, revêt alors l'apparence d'un *acte de foi*. Pour Marine Le Pen, par exemple, l'appartenance symbolique au peuple invalide les objections quant à ses origines « bourgeoises ». Peu importe le niveau d'études ou la carrière professionnelle ; ce qui compte avant tout est le sentiment de proximité avec le peuple, la capacité d'empathie à l'égard de ses souffrances et l'allégeance au dogme de l'infaillibilité de la volonté populaire :

« Vous comprenez, quand des gens viennent vous dire que le peuple a tort, moi j'ai envie de leur poser la question : qui a raison contre lui ? qui a raison contre lui ? (...) Oui, le peuple a toujours raison (...) et personne n'a raison contre lui, ni Monsieur Juncker, ni Madame Merkel, ni les artistes, ni le Medef, ni les syndicats, ni l'UOIF, ni les églises, ni personne ! (...) Je fais partie du peuple, oui, je me sens du peuple, je suis au milieu de lui, et surtout je veux le défendre (...) Eh bien moi, je ne peux pas être heureuse si mon peuple est malheureux, c'est aussi simple que ça » (interview de Marine Le Pen sur France 2, Journal de 20h, 30.04.2017).

En se plaçant « à hauteur d'homme (de la rue) », le style populiste fait l'éloge de la simplicité, de la frugalité et surtout de la *sagesse* des masses populaires, auxquelles nul ne peut s'opposer sans renier l'essence même du principe démocratique.⁶⁴ Certes,

⁶¹ Duterte lui-même avait promis pendant sa campagne de 2016 que 50'000 dealers seraient tués dans la guerre contre la drogue (Curato 2017 : 142) ; les statistiques recensées par la chaîne de télévision philippine ABS-CBN font état de plus de 4000 meurtres liés à la « guerre anti-drogue » entre mai 2016 et novembre 2017 (voir : <http://news.abs-cbn.com/specials/map-charts-the-death-toll-of-the-war-on-drugs> ; consulté en novembre 2017).

⁶² Duterte a alterné les affirmations contradictoires sur son rôle de « dictateur » et sur sa vision de l'Etat de droit (la loi martiale a été décrétée à Mindanao en 2017), mais il a clairement évoqué, à plusieurs reprises, sa volonté de « fermer le Congrès » s'il était menacé par une procédure de destitution (Ressa 2015).

⁶³ Certes, Duterte est membre de longue date du parti PDP-Laban (centre-gauche) et il a été maire de la grande ville de Davao pendant plus de vingt ans. Cependant, par sa carrière politique et sa vie hors norme, il a tout fait pour ne pas être identifié à un « politicard » (« trapo » dans le langage populaire philippin). Connu pour ses liaisons extra-conjugales, ses blagues salaces et misogynes, il insiste pour endosser le costume de justicier — il se vante d'avoir tué des criminels de ses propres mains — plutôt que celui de politicien, ce qu'il lui vaut le soutien indéfectible d'une partie de la population en colère contre le monopole du pouvoir exercé par les élites traditionnelles (Curato 2016).

⁶⁴ Cette conception renvoie tout spécialement à l'œuvre de Rousseau, qui peut être considéré comme le père fondateur de la doctrine « populiste » de la démocratie. Selon Rousseau, *l'opinion majoritaire* peut se tromper en raison de l'interférence des intérêts particuliers, tandis que la *volonté générale*, elle, est toujours droite et permet aux citoyens, en s'y soumettant, de conquérir la liberté « civile » qu'ils se sont eux-mêmes prescrite par le contrat social en échange

pour certains partis populistes comme le Front National, cette attitude est aussi la traduction d'un repositionnement stratégique « social-populiste » donnant des gages à un électorat populaire demandeur de protection sociale et d'un interventionnisme étatique en faveur des plus démunis (Ivaldi 2015). Cependant, bien que l'appel aux masses populaires et l'incantation de la souveraineté du peuple soient souvent corrélés dans le style populiste, on aurait tort de les confondre (Wirth et al. 2016 : 40-41). La question de la rectitude des choix populaires renvoie à un débat très ancien. En résumé, le point de vue populiste est que le peuple est le *souverain*, c'est-à-dire le fondement ultime de tout pouvoir politique ; lorsqu'il s'est exprimé, la question est tranchée et rien ne peut se mettre en travers de l'exécution de la volonté populaire. Par contraste, les partisans d'une démocratie libérale admettent l'existence de certaines limites à la mise en œuvre de cette volonté (Rovira Kaltwasser 2012 : 195), par exemple si elle s'avère contraire à la Constitution ou aux normes édictées au niveau supranational (conventions, traités internationaux, chartes, etc.).⁶⁵

La dualité des normes issues des interprétations populiste et libérale de la démocratie constitue donc une source de conflits potentiels, comme on l'a vu récemment en Suisse avec le casse-tête posé par la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse. Dans ce pays, contester le verdict d'un vote populaire est un acte singulier et rare, qui suscite des réactions généralement indignées. En 1994, par exemple, le conseiller fédéral Delamuraz provoqua un tollé lorsqu'il reprocha à la majorité qui venait d'approuver « l'initiative des Alpes » (transfert du transport routier vers le rail) un « style d'ayatollah » : « Un quotidien le rappela immédiatement à l'ordre — 'Monsieur Delamuraz, voulez-vous un autre peuple ?' —, tandis qu'un député avisait que 'le peuple a toujours raison' » (Marquis 2006 : 78). Plus récemment, lors des discussions enflammées qui suivirent l'acceptation de l'initiative contre la construction de nouveaux minarets en 2009, Daniel Cohn-Bendit suggéra lors d'un débat télévisé de faire revoter le peuple suisse, mettant en cause la légitimité de la décision. Il s'attira les foudres d'Oskar Freysinger, l'un des leaders de l'UDC, qui reçut la proposition comme une « insulte » pour le peuple suisse, révélatrice du simulacre de démocratie piloté par l'Union européenne : « Vous les élites européennes êtes déconnectées de la base de votre population et vous leur avez enlevé les instruments pour démocratiquement s'opposer à vous, alors qu'en Suisse le peuple a encore ses instruments, et je vous demande de respecter le peuple suisse, c'est tout ! ». ⁶⁶

Ces exemples suggèrent que le populisme *intra muros* helvétique ne repose pas seulement sur les instruments de la démocratie directe, mais aussi sur une *culture politique* qui garantit l'exécution des décisions populaires. Cette culture exerce un effet multiplicateur puissant sur la vitalité et la légitimité du populisme institutionnel *stricto sensu*.⁶⁷ Mais l'expérience suisse fournit également un cadre de référence tangible pour alimenter, au-delà des frontières helvétiques, le discours de dénonciation des élites consubstantiel au style populiste. De Marine Le Pen à Geert Wilders en passant par Nigel Farage, les leaders populistes ne tarissent pas d'éloges pour la Suisse et son système de démocratie directe.⁶⁸ Cependant, il y a lieu de suspecter une part

de leur liberté « naturelle » (*Du Contrat Social*, 1762, livre I, chap. 8). Cependant, même dans la version ultra-libérale de la démocratie, chère à Hayek et Schumpeter, la critique des errements des masses est tempérée par le fait que la démocratie est considérée comme le meilleur moyen de gouvernement à *long terme* (e.g., Hayek 2011[1960] : 174).

⁶⁵ Voir notamment le débat sur l'initiative de l'UDC sur l'auto-détermination, qui sera soumise au vote du peuple suisse en novembre 2018.

⁶⁶ Emission *Infrarouge*, RTS (Télévision Suisse Romande), 01.12.2009.

⁶⁷ On vote davantage en Suisse que dans n'importe quel autre pays au monde : à elle seule, la Suisse a accueilli la moitié des référendums et des initiatives populaires organisés depuis leurs origines, et le quart de ceux-ci au cours des dernières décennies (1984-2009 ; Altman 2011 : Appendix 1 ; Serdült 2014 : 66).

⁶⁸ « Le FN veut s'inspirer des extrémistes suisses de l'UDC » (lefigaro.fr, 01.02.2011) ; « Freysinger trouve que je ne suis pas assez radicale contre l'Islam » (lematin.ch, 21.02.2012) ; « Marine Le Pen : 'Je m'inspire du système politique suisse' » (L'Illustré, 08.03.2011) ; « Marine

d'opportunisme dans ces prises de position. D'une part, comme nous l'avons relevé plus haut, les populistes regardent les instruments de démocratie directe avec un mélange de fascination et de défiance ; lorsqu'ils parviennent au pouvoir, ils tendent à en faire un usage parcimonieux, dans un but principalement plébiscitaire, et non pas pour ouvrir le processus décisionnel aux revendications de la société civile. D'autre part, les louanges adressées au système de démocratie directe visent sans doute aussi à capter un mécontentement à l'égard des procédures démocratiques qui débordent largement de l'électorat traditionnel des partis populistes. En particulier, les votes populaires sur l'avenir de l'Union européenne, organisés dans certains pays membres dans les années 2001–2009 (traité de Nice, traité sur la Constitution Européenne, traité de Lisbonne) ont laissé un goût amer à ceux qui, à juste titre, estimèrent que la volonté populaire sortie des urnes avait été bafouée par les élites nationales et européennes favorables au projet de libéralisation de l'espace européen.⁶⁹ Ce « passage en force » a relancé le débat sur le « déficit démocratique » de l'Union européenne (voir Stefanova 2006 ; Follesdal & Hix 2006 ; Mair 2013 ; Startin & Krouwel 2013 ; Jerzak 2014 ; Streeck 2017) et ouvert une voie royale aux partis contestataires prenant fait et cause pour la souveraineté du peuple et surfant sur la « crise de représentation » (voir *supra*).

1.5. Un mode de relation ambivalent avec les médias

La dernière caractéristique du populisme examinée ici est en quelque sorte un prolongement de son style « anti-politique » et peut se décrire comme un mode de relations *soutenu et conflictuel* avec les médias. D'une part, les médias de masse offrent souvent une *caisse de résonance* providentielle au discours populiste ; selon Benjamin Moffitt, « on admet généralement que le populisme et les médias entretiennent des rapports intimes » (2016 : 70, NT). En résumé, *certain*s médias ont pour habitude de prêter une attention particulière (voire totalement disproportionnée) aux discours, aux faits et gestes, ainsi qu'aux « images » des leaders et des partis populistes. Comme nous le verrons, toutefois, cette attention peut procéder d'une logique politique et idéologique, ou alors d'une logique purement commerciale. D'autre part, en tant que membres d'une élite culturelle qui, suivant les pays et les positions au sein du système médiatique, tend à se montrer réfractaire ou violemment hostile aux idées populistes, les *journalistes* adoptent souvent une position « anti-populiste » plus ou moins explicite et militante. Celle-ci peut se manifester soit dans une attitude de confrontation et de démythification du discours populiste, soit dans une attitude de mise à l'écart et d'ostracisme — le choix de l'une ou l'autre stratégie faisant parfois l'objet d'un débat dans l'espace public ou dans la sphère médiatique elle-même (e.g., Le Bohec 2004a ; Copsey & Macklin 2011 : 99-100 ; Picard 2016 ; Patten 2017 ; Gaston & Harrison-Evans 2018).

Dans une large mesure, les différents types de rapports qu'entretiennent les acteurs populistes avec les médias renvoient aux variations dans la « structure des opportunités » médiatiques et discursives (Cammaerts 2012 ; Esser et al. 2017), c'est-à-dire à la configuration politico-médiatique propre à chaque contexte. Cette dernière est liée à la fois aux résultats de processus structurels (e.g., privatisation et commercia-

Le Pen : 'La Suisse a fait ce dont nous rêvons' » (lematin.ch, 18.12.2014) ; "Geert Wilders : 'Die Schweiz ist ein Vorbild'" (blick.ch, 12.03.2017) ; "Nigel Farage wants to give voters a greater voice by extending referendums" (theguardian.com; 24.06.2014) ; "UKIP backs direct democracy and use of referendums" (bbc.com; 23.06.2014).

⁶⁹ Pour mémoire, les électeurs français et néerlandais s'opposèrent par référendum à la Constitution Européenne (2005), mais la « mini-Constitution » contenue dans le traité de Lisbonne fut ensuite adoptée par la voie parlementaire, contournant ainsi — et contredisant — le scrutin populaire. Quant à eux, les électeurs irlandais furent invités à revoter sur les traités de Nice (2002) et de Lisbonne (2009) et les approuvèrent après les avoir refusés l'année précédente.

lisation du secteur médiatique, baisse de l'audience et des revenus publicitaires), à la culture et aux normes journalistiques dominantes, ainsi qu'à la présence éventuelle d'« alliés » objectifs des partis populistes au sein même du secteur médiatique. Ainsi, en fonction de cette structure d'opportunités, la médiation et la diffusion du discours populiste peut emprunter trois chemins différents : (1) le populisme *par* les médias — les organisations médiatiques participent activement à l'élaboration d'un message populiste de leur propre cru ; (2) le populisme *au travers* des médias — ceux-ci offrent une tribune aux acteurs populistes ; et (3) le journalisme « populiste-citoyen » ("populist citizen journalism") — les médias donnent la parole à leur audience (lettres de lecteurs, sondages en ligne, commentaires sur les sites web, etc.) et relaient sans filtre leurs messages populistes (voir Rooduijn 2014 ; Esser et al. 2017 : 367-371). Compte tenu de cette diversité dans les formes de médiation du discours populiste, il serait réducteur de définir le *style* populiste comme une sorte de « tapage médiatique incessant ». En effet, les acteurs populistes adaptent leurs prises de parole à l'*écosystème* de la communication politique auquel ils appartiennent, et dans lequel les agendas des élites politiques et médiatiques sont étroitement interdépendants, tout comme leurs intérêts sont largement convergents (Mazzoleni [G.] 2008 : 62 ; Manucci 2017 : 477-480 ; Reinemann et al. 2017). Dans l'ensemble, il nous paraît possible de repérer quatre registres principaux d'interaction entre les acteurs populistes et les médias : *la connivence, la convergence d'intérêts, la confrontation et l'ostracisme*.⁷⁰

1.5.1. Connivences

Premièrement, le registre de la *connivence* désigne les relations symbiotiques, mutuellement bénéficiaires, associant les acteurs populistes à certains médias, qui leur offrent leur soutien pour des raisons essentiellement idéologiques.⁷¹ Un exemple paradigmatique est celui du FPÖ en Autriche, dont l'ascension électorale au début des années 1990 doit beaucoup au populisme virulent de Jörg Haider qui en avait pris la tête en 1986. Témoin de ces évolutions, le politiste autrichien Fritz Plasser (1993) estime alors que les médias de masse offrent une chambre de résonance au discours populiste du FPÖ, qu'ils se chargent d'amplifier et de diffuser vers un large public. Dans le cas autrichien, l'hypothèse selon laquelle le courant populiste bénéficierait d'une forme de « complicité » de la part de certains médias n'est pas dénuée de fondement. En particulier, on a souvent souligné la position pour le moins très complaisante de la (*Neue*) *Kronen Zeitung*, un tabloïd de très grande audience consulté quotidiennement par plus de 40% de la population autrichienne adulte. Lorsque le FPÖ, sous la férule de Haider, prend un tournant résolument populiste au milieu des années 1980, la *Kronen Zeitung* lui emboîte le pas (notamment dans sa vision historique consistant à minimiser le passé nazi de l'Autriche) et lui accorde une visibilité médiatique sans égale, supérieure aux autres partis et au chancelier social-démocrate Vranitzky lui-même (Plasser & Ulram 2003 ; Art 2007 : 343-345 ; Ellinas 2010 : chap. 3 ; Art 2011 : 135). Trente années plus tard, l'allégeance de la *Kronen Zeitung* au courant populiste ne se dément pas. Au moment de la crise migratoire en 2015, le quotidien apporte son soutien à la ligne dure (anti-immigration) du FPÖ (Bachmair 2015 ; Bogner 2017), avant de s'engager en faveur de ses candidats pour les élections présidentielle et législatives de 2016 et 2017.

⁷⁰ Nous laissons ici de côté la question des *effets des médias* sur les attitudes et les comportements des citoyens — que ce soient les attitudes à l'égard des partis/leaders populistes, le vote en leur faveur, ou les attitudes à l'égard des enjeux caractéristiques de l'agenda populiste (e.g., Bos et al. 2011, 2017 ; Sheets et al. 2016 ; Hameleers et al. 2017).

⁷¹ Nous omettons ici le cas des démocraties illibérales ou des régimes autoritaires dirigés par un parti populiste, dans lesquels les journalistes ont une autonomie réelle très limitée et conçoivent souvent leur rôle comme celui d'un « partenaire du gouvernement » (Hanitzsch 2011 ; voir l'exemple des médias dans la Russie de Poutine : White et al. 2012 ; Gel'man 2015 ; Vartanova 2015).

Le couple FPÖ–Krone illustre donc la fusion d'un populisme *par* les médias et d'un populisme *au travers* des médias. Paradoxalement, ce "newsroom populism" (Plasser & Ulram 2003), dont on trouve des exemples similaires dans d'autres pays (Italie, République Tchèque, Suisse, Pologne, ou Royaume-Uni),⁷² n'implique pas nécessairement une connivence *active* et *délibérée* entre médias et partis populistes, comme nous tentons de le démontrer ci-après.

1.5.2. Convergences d'intérêts

Le registre de la *convergence d'intérêts* entre partis populistes et médias se réfère avant tout à l'idée selon laquelle la transformation du secteur des médias tend à s'effectuer au bénéfice des idées et du style populistes pour des raisons essentiellement *économiques*. En substance, la libéralisation du secteur médiatique entamée dans le dernier quart du XX^e siècle (dérégulation, privatisation des médias de service public, concentration des entreprises au sein d'empires commerciaux, etc.) tend à faire des médias des « entreprises comme les autres », soumises aux mêmes pressions de rentabilité à l'égard de leurs actionnaires et annonceurs publicitaires (Doyle 2002 ; Baker 2007 ; Papathanassopoulos 2011). A cela s'ajoute l'érosion accélérée du « parallélisme politique » entre système partisan et système médiatique (Hallin & Mancini 2004) — les médias clairement affiliés à un parti font aujourd'hui figure d'exception. C'est pourquoi la *quête de l'audience* répond à la fois au souci de rentabilité des entreprises médiatiques, soumises à une concurrence toujours plus acharnée, et aux impératifs des formations politiques confrontées à la saignée de leurs membres et de leurs sympathisants, à la multiplication du nombre de partis et à l'intensification de la compétition électorale, ainsi qu'à une volatilité électorale accrue, source d'incertitude et d'inquiétude (Dalton 2013 ; Mair 2013). En d'autres termes, les pressions conjuguées sur les deux secteurs (médiatique et politique) opèrent un rapprochement de leurs objectifs : "The goals of media and political elites are quite similar: they both need to attract an audience, in one case in order to generate advertising and in the other to obtain electoral support" (Manucci 2017 : 478).

En soi, la concurrence que se livrent en parallèle les médias et les partis n'est pas un phénomène nouveau. Mais la « logique médiatique » (Altheide 2004 ; Strömbäck & Esser 2014) qui imprègne désormais l'ensemble du spectre partisan confère un avantage aux acteurs populistes :

"It is a truism that *the media simply cannot ignore what is newsworthy*, and clearly newsworthy are the politicians who defy the existing order, with their abrasive language, public protests, and emotive issues. The coverage of all this may amount to unintentional yet concrete support for populist actions, for the media eventually provide a nationwide stage for those political actors, make them 'popular', spread their message, and assure them a '*mediatic legitimization*' that is a precious political resource for the domestic political struggle" (Mazzoleni 2003 : 6-7 ; accentuation ajoutée).

Ainsi, le style de communication populiste s'accommode parfaitement des règles de sélection et de présentation qui ont *déjà* été adoptées de longue date par les médias de masse modernes (Meyer 2006). D'une part, ces règles informelles dirigent l'attention des médias sur des événements ou des enjeux possédant une forte « valeur médiatique » ("news value") liée notamment à leur caractère inattendu, à leur charge

⁷² Voir Mazzoleni (2014 : 49-53), Esser et al. (2017 : 372-373). On songe ici au « télépopulisme » (Taguieff 2007 : 211-216) incarné par Berlusconi, autrefois propriétaire de plusieurs chaînes de télévision privées dont l'influence électorale a souvent été soulignée (e.g., Statham 1996 ; voir cependant Musso 2005), mais également au cas de l'UDC suisse, qui entretient des liens privilégiés avec les magazines *Weltwoche* et *Schweizerzeit*, dont les rédacteurs en chef sont (ou ont été) des parlementaires du parti.

polémique ou émotionnelle, à leur personnalisation ou à la gravité de leurs conséquences (voir Eilders 1997 ; Brighton & Foy 2007). D'autre part, les informations sélectionnées sont généralement présentées sous un *angle narratif quasi-théâtral* favorisant la dramatisation, la personnification, la stéréotypisation des rôles sociaux ou le divertissement. Selon Meyer (2006), les élites politiques se sont adaptées, de gré ou de force, aux règles de mise en scène inhérentes à la « logique médiatique » (voir aussi Manin 1996 ; Meyen et al. 2014 ; Manucci 2017). Elles ont ainsi contribué à leur tour à légitimer un modèle de « démocratie médiatique » ("Mediokratie") qui, par sa nature même, tend à favoriser une certaine forme de « populisme structurel » (Meyer 2006 : 86-88 ; Arditi 2007 : 67-74). Dans un tel contexte médiatique valorisant la mise en scène de l'inattendu et du transgressif, ou plus simplement de tout ce qui attire l'attention, le style souvent corrosif et outrancier des leaders populistes est leur meilleur atout : « [Le leader populiste] sait instinctivement que les déclarations programmatiques, les descriptions factuelles de la situation ou les propositions éclairées pour tenter de résoudre les problèmes ne seront relayées, au mieux, que dans un compte-rendu de trois lignes dans la presse (...) Le gladiateur sait ce qu'on attend de lui ; il sait qu'il peut tout se permettre sauf une chose : ennuyer son public » (Plasser 1993 : 196, NT). Par ailleurs, le compactage croissant des messages médiatiques (repérable notamment dans la durée toujours plus courte des *soundbites* octroyés aux personnalités politiques dans les médias audiovisuels)⁷³ fait la part belle aux formules incisives, aux « phrases chocs » dont les leaders politiques sont coutumiers afin de simplifier et de renforcer leur discours.⁷⁴

Ainsi, même lorsqu'ils sont relégués au rôle de parias, couverts de l'opprobre des élites politiques et culturelles, les leaders populistes sont un « phénomène médiatique » (Le Bohec 2005 : 24-26 ; Dézé 2015b : 485-488). Depuis la fin des années 1980, les apparitions médiatiques des leaders populistes, en particulier à la télévision, sont la promesse de déclarations fracassantes et d'audiences records. Par le passé, Jean-Marie Le Pen (notamment lors de ses débats musclés en 1989 et 1994 avec Bernard Tapie, autre « tribun populiste »), Silvio Berlusconi, Jörg Haider ou Christoph Blocher ont rarement déçu les attentes des journalistes qui les avaient invités pour une interview ou un débat. Cependant, les interventions télévisées des leaders populistes constituent vraisemblablement le moment paroxystique du populisme dans les médias, et la focalisation rituelle sur ce genre ne reflète pas nécessairement la manière dont le discours populiste imprègne la sphère médiatique dans son ensemble. Ainsi, par exemple, l'analyse des débats relatifs à deux projets de loi sur l'immigration et l'asile (finalement soumis au vote du peuple suisse en 2006) montre que l'UDC ne tient pas un discours plus populiste que les autres partis, sauf dans un contexte bien précis — celui de l'émission *Arena*, talk-show à grande audience de la télévision suisse alémanique (Cranmer 2011).⁷⁵ Aux Pays-Bas, les publicités télévisées de campagne (produites par les partis eux-mêmes) et les émissions

⁷³ Par *soundbite*, il faut comprendre « une séquence filmée, insérée dans un sujet d'actualité [news story], montrant une personne s'exprimer sans interruption » (Esser 2008 : 402, NT). S'agissant des principaux candidats aux élections, la durée moyenne des *soundbites* a considérablement diminué au cours des dernières décennies, aux Etats-Unis comme en Europe (e.g., Hallin 1992 ; Schulz & Zeh 2005 ; Sülflow & Esser 2014).

⁷⁴ Ces « petites phrases », dont les populistes n'ont pas l'exclusivité (que l'on songe aux formules célèbres de Churchill ou de Gaulle...), ont précisément pour avantage d'être courtes, aisément reproductibles sous une grande variété de formes, ce qui leur garantit un effet de reprise dans les médias. Diffusées en boucle et répandues dans les moindres interstices des contenus d'information, ces petites phrases finissent par acquérir une forme d'omniprésence. La « viralité » d'internet et des réseaux sociaux ne fait qu'accentuer ce phénomène. Paradoxalement, en s'adaptant au temps d'expression limité dont ils disposent par un usage accru des « petites phrases », les politicien(ne)s contribuent probablement à leur propre « dé-authentification » dans l'espace public. Mais cette évolution est la moins dommageable pour les populistes, dont les propositions concrètes se réduisent souvent à de simples slogans (voir *supra*).

⁷⁵ Les deux autres contextes analysés étaient les débats (non publics) au sein des commissions parlementaires et les débats publics au Parlement.

de talk-show sont de loin les genres médiatiques où s'expriment le plus volontiers le style et les idées populistes — en comparaison des nouvelles télévisées et des articles de journaux (Bos & Brants 2014). Par leur oralité et leur esthétique visuelle, par leur dynamisme et leur interactivité (réelle ou virtuelle), les publicités et les talk-shows proposent un format narratif où certaines facettes du style populiste (confrontation, simplification, langage cru, etc.) peuvent s'exprimer avec une grande efficacité.

Partant du constat d'une affinité entre le populisme et les variétés les plus racoleuses de l'information médiatique ("infotainment"), certains observateurs sont tentés d'effacer la distinction entre les registres de la connivence et de la convergence d'intérêts, faisant du populisme et de ses ressorts psychologiques intimes le moteur premier de la dérive des systèmes démocratiques vers des formes quasi orwelliennes de pouvoir démagogique et/ou autoritaire — « médiocratie » (Meyer 2006), « vidéocratie » (Mazzoleni 1995 ; Campani 2017), « médiarchie » (Citton 2017), « télécratie » (Stiegler 2006), etc. Ainsi, le populisme *par* les médias ne serait plus réellement distinct du populisme *au travers* des médias, puisque les médias seraient eux-mêmes au service d'un pouvoir plus ou moins occulte qui flatterait, pour gouverner en son nom, le « populisme invétéré du peuple » — son opposition aux élites intermédiaires (partis, parlement, juges), son appétence pour un pouvoir fort incarné par un chef charismatique, ou son grégairisme l'incitant à se fondre dans une communauté homogène. En bonne partie inspirée par l'expérience du « télépopulisme » allégué de Silvio Berlusconi en Italie, cette vision dystopique pose cependant de nombreux problèmes. Au flou des définitions (qu'est-ce qu'au juste une « vidéocratie » ?) s'ajoute une certaine confusion entre le populisme, dont nous venons de décrire les frontières mouvantes tout au long de ce chapitre, et l'extrême droite ou la droite radicale (voir Wirth et al. 2016).⁷⁶

Aussi certains spécialistes ont-ils proposé d'aborder la question des liens entre populisme et « pouvoir des médias » en des termes plus opérationnels. Par exemple, Hawkins (2010) examine l'hypothèse de la *société de masse*, selon laquelle l'émergence des mouvements populistes reposerait sur les conditions de vie des citoyens, dont découle leur vulnérabilité à la démagogie véhiculée par les médias : "It essentially emphasizes the ignorance and susceptibility of average citizens to demagoguery and propaganda, especially in countries that combine a modern, urban context and sophisticated media technologies with a poorly educated citizenry" (Hawkins 2010:

⁷⁶ L'une des facettes supposées de la « vidéocratie » est une production médiatique dédiée au *divertissement des foules*, dans laquelle transpire également une vision de la société peu conforme aux valeurs de la démocratie libérale fondées sur l'équilibre des pouvoirs et le respect des minorités. Par exemple, le film documentaire d'Erik Gandini sur l'Italie des années Berlusconi (*Videocracy – Basta apparire* ; 2009) illustre le concept de vidéocratie en montrant notamment l'émergence du phénomène des *veline*, potiches affriolantes des plateaux TV, dont certaines seront propulsées par Berlusconi comme candidates aux élections européennes de 2009 et l'une d'entre elles, Mara Carfagna, sera nommée Ministre de l'Égalité des Chances (hommes-femmes) en 2008 (Azzarello 2011 : 84). En creux, cette représentation de la « femme objet » ou de la « femme alibi » renvoie à une exaltation de la « masculinité » et de la domination masculine qui puise ses racines dans l'histoire et l'idéologie fasciste (pour une analyse critique, voir Azzarello 2011 ; Vullo 2011 ; Hipkins 2011). À noter que le terme *velina* lui-même fait allusion aux feuillets que le Ministère de la Culture Populaire du régime fasciste faisait parvenir aux journaux pour contrôler leur information (Eco 2012 : 126). Par contraste, certains auteurs font du phénomène Berlusconi une analyse différente, qui met à distance la notion de vidéocratie et ses relents extrémistes ou fascistes. Mais tandis que le « sarkoberlusconisme » analysé par Musso (2008) insiste sur l'hyperpersonnalisation du pouvoir et sur le « bonapartisme régressif » incarné par certains leaders faussement qualifiés de populistes, Taguieff (2007 : 211-216) anticipe une tendance inverse, à savoir la transformation du « télépopulisme » berlusconien en une forme de « cyberpopulisme » dans lequel des instruments comme le référendum électronique promettent de bâtir une « hyperdémocratie » correspondant au stade le plus achevé (et peut-être le plus dangereux) de la « démocratie du public » annoncée par Manin (1996). On voit donc que la dimension « médiocratique » du populisme fait l'objet d'analyses extrêmement divergentes, rendant impossible pour l'instant tout consensus sur cette notion.

137). Au niveau agrégé, cette hypothèse n'est pas vérifiée : le populisme ne prospère pas davantage parmi les populations à la fois peu éduquées et fortement exposées à la télévision que dans d'autres types de milieux (2010 : 137-141).⁷⁷

Une version plus modérée de l'hypothèse de la société de masse est celle de la *tabloïdisation*. En substance, cette hypothèse prédit que le succès des partis populistes est tributaire des formats et des contenus d'information spécifiques aux médias dits « tabloids ». De fait, le populisme a depuis longtemps été décrit comme un « phénomène tabloid », notamment parce qu'il partagerait avec la « presse de boulevard » et la « télé poubelle » leur approche simpliste et émotionnelle des problèmes socio-politiques, leurs tendances conspirationnistes, leur focalisation sur certaines thématiques (e.g., immigration, sécurité) ou leur cadrage du fossé entre peuple et élites (Klein 1998 : 86-87 ; Canovan 1999 : 5-6 ; Mazzoleni [G.] 2003, 2008, 2014 ; Art 2007 ; Udris 2012 ; Krämer 2014).⁷⁸ L'exemple autrichien décrit plus haut pourrait accréditer cette hypothèse, dans la mesure où le principal soutien médiatique du FPÖ, la *Kronen Zeitung*, appartient à la presse de boulevard ; mais la saillance des motivations *idéologiques* de ce quotidien recommande plutôt d'en faire un cas de connivence active. Par ailleurs, les études comparant le contenu des médias mainstream et tabloid semblent trancher le débat sur l'hypothèse de tabloïdisation en démontrant que sa principale *prémisse* n'est pas vérifiée. En effet, les tabloids — en tous cas en Europe — n'ont généralement *pas* une orientation plus populiste (i.e., plus anti-establishment, plus centrée sur les « gens ordinaires » ou sur les partis de la mouvance populiste, etc.) que les médias mainstream (Bos et al. 2010 ; Bale et al. 2011 ; Akkerman 2011 ; Udris 2012 ; Rooduijn 2014 ; Bos & Brants 2014 ; Deacon & Wring 2016 ; Esser et al. 2017 : 373-374). L'une des raisons de cette similitude entre médias « populaires » et « de qualité » est tout simplement que *les deux* types de médias sont très largement aux mains de propriétaires et d'actionnaires issus de la grande bourgeoisie, des milieux d'affaires et industriels, voire liés à l'Etat (Noam 2016) — autant d'agents qui sont traditionnellement hostiles aux forces populistes et peuvent faire pression pour empêcher une « dérive populiste » dans la ligne éditoriale des médias qu'ils contrôlent.⁷⁹ Il est ainsi impossible d'affirmer, sur la base de la littérature existante, que la logique de sélection et de cadrage de l'information propre aux médias tabloid favorise l'essor des partis populistes.⁸⁰

⁷⁷ A noter cependant que cette analyse se base sur 35 pays, principalement en Amérique latine et en Europe orientale, au tournant des années 2000 ; par ailleurs, le degré de populisme est mesuré uniquement pour le chef de l'exécutif au pouvoir dans chaque pays. Autrement dit, les conclusions de l'étude de Hawkins doivent être interprétées avec précaution.

⁷⁸ Une objection légitime à la causalité sous-jacente à cette hypothèse est que l'audience des médias tabloid recoupe assez largement l'électorat des partis populistes, notamment dans les couches les moins éduquées de la population (Klein 1998 ; Art 2007 : 336-337) ; cependant, il pourrait s'agir avant tout d'une conséquence fortuite de la logique de *commercialisation* du secteur médiatique plutôt que d'une volonté délibérée de flatter les sentiments populistes de cette audience (Mazzoleni [G.] 2008 : 62). A notre connaissance, cette éventualité n'a pas été suffisamment prise en compte dans les travaux relatifs à l'hypothèse de tabloïdisation.

⁷⁹ On notera par exemple que le groupe allemand Axel Springer publie à la fois le plus grand quotidien tabloid (*Bild*) et l'un des plus grands quotidiens de qualité (*Die Welt*), tandis qu'au Royaume-Uni le tabloid *The Sun* et le journal de référence *The Times* sont tous deux propriété de Rupert Murdoch.

⁸⁰ Une manière alternative de spécifier (et peut-être de « sauver ») l'hypothèse de la tabloïdisation passe par une modification sémantique. On peut comprendre par « tabloïdisation » le fait que les règles et pratiques des médias tabloid *se sont diffusées vers l'ensemble des médias* en réponse à la commercialisation croissante affectant l'ensemble du secteur (voir *supra*). De fait, certaines études (e.g., Rooduijn 2014) — mais pas d'autres (e.g., Bos & Brants 2014) — ont observé une augmentation *générale* du populisme dans les médias au cours du temps. Il est donc possible que le succès relatif des médias tabloid ait entraîné un phénomène de « surenchère populiste » parmi les médias traditionnels (Mazzoleni 2014 : 51). On manque toutefois cruellement d'études empiriques permettant de documenter cet effet complexe de « contagion populiste » au sein du secteur médiatique.

1.5.3. Affrontements et ostracismes

Un lieu commun du débat contemporain sur le populisme est que, si les médias parlent autant des acteurs populistes, c'est pour mieux les discréditer et exposer les failles de leurs idées et de leurs propositions — un registre d'*affrontement*. Pour examiner la validité de cette thèse, il ne suffit pas d'observer dans quelle mesure et sous quelles conditions les journalistes parlent des forces populistes ; il faut également évaluer *comment* ils en parlent. Par exemple, selon une étude portant sur les années 2007–2008, la presse britannique fait un usage fréquent des termes « populisme » et « populiste » (Bale et al. 2011). Ceux-ci sont utilisés pour désigner des enjeux ou des acteurs politiques extrêmement variés ; ainsi, l'aspect le plus frappant de ces « identifiants populistes » est leur manque d'articulation et de cohérence, puisqu'ils semblent s'appliquer presque indifféremment aux enjeux et aux personnalités communément reconnus comme « populistes » et à ceux qui n'ont pas une telle réputation.⁸¹ En réalité, l'*adjectif* « populiste » apparaît quasiment comme un synonyme de « populaire »,⁸² et il est utilisé nettement plus souvent que le *substantif* « populisme », suggérant que les références au populisme sont un moyen commode de (dis)qualifier un problème ou un acteur politique plutôt que d'évoquer un phénomène ou un concept (Bale et al. 2011 : 117 ; voir aussi Martinez 2013). De fait, quand les identifiants populistes ne sont pas utilisés de manière neutre, ils recouvrent alors une connotation tendanciellement négative et péjorative. Par exemple, en marge des élections européennes de 2014, le parti UKIP fait l'objet d'une couverture médiatique négative, tout particulièrement dans les quotidiens tabloïd qui se délectent des gaffes et des problèmes internes rencontrés par le parti, ainsi que des saillies « racistes » de son leader Nigel Farage (Deacon & Wring 2016). De manière similaire, dans le contexte des élections parlementaires en Suède, en Norvège, au Danemark et en Finlande au début des années 2010, la presse (« de qualité » et « populaire ») se montre critique à l'égard des partis populistes (Herkman 2016). Les programmes, les candidats ou la dynamique de ces partis (en l'occurrence de la *droite* populiste) sont le plus souvent présentés suivant des cadres d'interprétation axés sur le nationalisme, le nativisme et l'inanité supposée de la rhétorique populiste ; beaucoup plus rares sont les descriptions de ces partis comme représentants des aspirations populaires (la fameuse « voix du peuple ») ou plus simplement comme un mouvement politique singulier.⁸³

A peu près partout où les partis populistes sont dans l'opposition et se profilent comme une menace pour les partis traditionnels qui se partagent le pouvoir, les médias ont tendance à faire bloc pour conjurer cette menace. Si certains médias n'hésitent pas à sortir du rang (voir section 1.5.1 *supra*), il existe malgré tout une hostilité diffuse, qui participe à créer une structure des opportunités médiatiques défavorable à ces partis. Toutefois, au lieu d'*affronter* les forces populistes, les

⁸¹ Ainsi, aux enjeux typiques du répertoire de la droite populiste (e.g., immigration, sécurité, terrorisme) s'ajoute une quantité d'enjeux socio-économiques associés aux partis traditionnels de gauche ou de droite (e.g., éducation, santé, fiscalité), tandis que les figures habituelles du populisme (e.g., Jacob Zuma, Hugo Chávez, Jörg Haider, Christoph Blocher) côtoient des références plus inhabituelles (e.g., Gordon Brown, David Cameron, Barack Obama, John McCain).

⁸² Ainsi, son utilisation devient plus probable à mesure que l'attention médiatique accordée à une personnalité augmente. Selon cette variante de la loi de Godwin (le label « populiste » remplaçant ici celui de « Nazi »), "the most important reason why particular actors are associated with populism simply seems to be the amount of media attention that is spent on a particular topic in a given period of time. Thus, it seems that any political actor who is in the news frequently for a substantial amount of time probably runs the risk of being labelled 'populist' sooner or later" (Bale et al. 2011 : 121).

⁸³ Il existe certaines différences occasionnelles entre la presse de qualité et la presse populaire — par exemple, en Finlande cette dernière propose plus souvent des cadres d'interprétation neutres ou positifs (« mouvement politique », « voix du peuple » ; Herkman 2016 : 154, 159). Mais pour l'ensemble de la presse populaire dans les quatre pays, ces cadres ne représentent guère qu'un quart des interprétations fournies.

médias peuvent également, suivant les circonstances, choisir de les *ignorer*. La différence entre les registres de l'affrontement et de l'ostracisme rejoint à peu près la distinction entre les stratégies de « confinement actif » et de « confinement passif », dont Deacon et Wring (2006 : 170-172) suggèrent qu'elles peuvent se succéder et alterner avec une forme de « coopération » (i.e., une convergence d'intérêts dans notre propre typologie) *en fonction du stade de développement du mouvement populiste* dans un contexte donné. Ainsi, jusqu'au début des années 2000, la publicité donnée par les médias aux thèmes de campagne des partis de la droite radicale a été quasiment inexistante aux Pays-Bas, en Allemagne et en Grande-Bretagne (Bornschiefer 2010 : 173-177 ; Ellinas 2010 : chap. 4). Mais les partis populistes ne connaissaient alors dans ces pays (contrairement à d'autres pays comme la Suisse, l'Autriche ou la France) qu'un succès confidentiel.

Les médias allemands, par exemple, ont longtemps occulté toute information relative à la droite nationaliste et populiste (NPD, DVU, Republikaner), tout en s'accommodant de manière critique de la gauche populiste née de la réunification allemande (PDS, puis *Die Linke*), dont le succès relatif dès le début des années 1990 (avant tout dans les territoires de l'ancienne RDA) rend alors impossible une opération de mise à l'index. Le « mal absolu » incarné par la droite radicale, avec ses relents autoritaires et/ou néo-nazis, est donc nié et frappé d'ostracisme, tandis que le « mal nécessaire » de la gauche populiste, reliquat supposé de l'ancien monde communiste, est traité par une stratégie d'affrontement plus ou moins actif.⁸⁴ De manière intéressante, la percée inattendue des *Republikaner* aux élections locales de Berlin en janvier 1989 éveilla un intérêt inhabituel auprès des journalistes (Kitschelt & McGann 1995 : 219-220). Toutefois, « bien que la publicité donnée au parti fût négative — son leader [Franz Schönhuber] étant brocardé par les médias mainstream comme un nouveau *Führer* —, elle suffit à convaincre 7% des électeurs (2 millions d'individus) à voter pour les *Republikaner* aux élections européennes du mois de juin. Probablement secoués par les effets involontaires de cette publicité négative, les médias allemands ont choisi d'éviter à tout prix de donner une tribune à l'extrême droite, même après ses progrès les plus remarquables au niveau local » (Ellinas 2010 : 206-207, NT). Cette doctrine informelle a recueilli un très large consensus dans les médias (écrits et télévisuels) allemands, conduisant la grande majorité des journalistes à pratiquer une forme d'auto-censure à l'égard de la droite radicale, comme en convient un journaliste chevronné du *Tagesspiegel* en 2004 :

"In other countries you will see such people [far right activists] on your evening news. In Germany, you will not... As far as I am concerned, I try my best not to give right-wing extremists a forum in the *Tagesspiegel*. They often come to me telling me they want to reveal something. I sit and listen to them. But I write nothing." (cité in Ellinas 2010 : 113)

Cependant, ce consensus de façade se fissure une première fois en 2010 avec la publication du brûlot anti-Islam de Thilo Sarrazin (membre du SPD et du directoire de la *Deutsche Bundesbank*), qui suscite une énorme controverse dans l'espace public et contribue à décrier le débat sur l'intégration des étrangers.⁸⁵ Puis le consensus vole littéralement en éclat à partir de 2014 avec les premiers signes de la crise migratoire, l'irruption du mouvement anti-Islam et anti-réfugiés *Pegida* et l'essor rapide de l'*Alternative für Deutschland* (AfD), qui obtient 7% des voix aux élections européennes de mai 2014 seulement seize mois après sa fondation (Abadi et al. 2016a, 2016b ; Abadi 2017 : chap. 6). Ces événements, conjugués à la politique migratoire

⁸⁴ C'est du moins la perception des représentants de *La Gauche* (*Die Linke*), qui s'estiment systématiquement dénigrés par la « presse bourgeoise » (Meisner 2009 ; Reinbold 2014).

⁸⁵ Quelques années plus tard, le ministre de l'Intérieur Thomas de Maizière reconnaissait que l'ouvrage de Sarrazin avait agi comme un « catalyseur » pour décomplexer le débat sur l'intégration des étrangers (Tretbar & Sirleschtov 2014) ; Angela Merkel allait encore plus loin en admettant l'échec du modèle allemand du multiculturalisme (Abadi et al. 2016b : 38).

décriée de la chancelière Merkel, ont entraîné un bouleversement sans précédent et durable de la structure des opportunités médiatiques pour les forces populistes en Allemagne. Cependant, les responsables politiques et médiatiques tardent à réagir ; lorsque s’amorce le débat sur les réponses à apporter aux avancées de l’AfD (Niggemeier 2016a ; Neuerer 2016 ; Drepper 2017 ; Niggermeier & Skóra 2018), la déferlante médiatique a déjà atteint un point de non-retour et la mise à l’index de l’AfD n’est plus une option envisageable. Dès le mois de février 2016, 40% des Allemands interrogés dans une enquête sont d’avis que les médias accordent trop d’importance à l’AfD.⁸⁶ De fait, certains médias comme *Der Spiegel* seront accusés de faire le jeu de la droite populiste en multipliant les unes et les articles tapageurs, notamment en marge des élections nationales de septembre 2017 où l’AfD remporte plus de 12% des voix.⁸⁷

1.5.4. La confusion des registres

L’exemple allemand suggère que la configuration des liens entre médias et acteurs populistes est mouvante. En quelques années, voire en quelques mois, le registre de l’ostracisme peut s’effacer devant une combinaison équivoque d’affrontement et de convergence, y compris dans les systèmes où de tels renversements sont a priori les plus improbables — le contexte institutionnel allemand est taillé sur mesure pour exclure les forces disruptives et empêcher leur développement. Pour reprendre la distinction esquissée plus haut, la logique politique n’est pas entièrement subordonnée à la logique médiatique (e.g., van Aelst et al. 2014 ; Manucci 2017) ; autrement dit, les agendas politique et médiatique sont largement interdépendants. Il s’ensuit que le cloisonnement entre le registre de la convergence d’intérêts et ceux de l’ostracisme ou de l’affrontement, qui revient implicitement à attribuer au premier une logique médiatique et aux deux suivants une logique politique, est sans doute une simplification excessive. En réalité, les *trois* types de registre se superposent jusqu’à un certain degré, et aucun d’entre eux ne peut suffire à décrire les modes de relations entre médias et acteurs populistes dans un contexte donné. Nous évoquons ici brièvement quelques raisons expliquant cette confusion.

Premièrement, l’unicité supposée du registre de la convergence d’intérêt, de l’ostracisme ou de l’affrontement est difficilement compatible avec la *diversité des valeurs des journalistes*. Plusieurs études ont documenté la manière dont les journalistes conçoivent et pratiquent leur rôle politique, mettant à jour des différences nettes entre les pays, mais aussi entre les types de médias.⁸⁸ D’après l’étude de Hanitzsch (2011), les journalistes dans les démocraties libérales considèrent que leur métier consiste avant tout à surveiller de manière assidue et impartiale l’action des élites politiques et économiques (“detached watchdog”) ou alors à satisfaire la demande de leur audience en lui fournissant des informations attractives et intéressantes (“populist disseminator”). On trouvera déjà dans cette présentation simplifiée de la

⁸⁶ “40 Prozent der Deutschen beklagen Überpräsenz der AfD in den Medien” (spiegel.de, 18.02.2016) ; voir aussi Niggemeier 2016b.

⁸⁷ Accusation proférée y compris dans les milieux journalistiques (e.g., Engert 2017 ; Becker 2017a, 2017b). En réalité, il existe une *corrélation* statistique entre la couverture médiatique consacrée à l’AfD et l’évolution des intentions de vote en sa faveur (Hegelich 2017 ; Engert 2017). Cependant, la *causalité* entre les deux phénomènes a été contestée (e.g., Klein 2017), tout comme la thèse suivant laquelle il existerait un biais favorable à l’AfD dans les médias traditionnels (voir Kurz & Beyer 2017).

⁸⁸ On relèvera notamment les différences entre presse et télévision ; entre journaux « de qualité » et tabloids ; ou entre médias de service public et médias privés. Ces études ont notamment examiné dans quelle mesure les journalistes mettent en avant leur propre point de vue ou celui des acteurs politiques, s’ils laissent leurs interlocuteurs s’exprimer directement ou filtrent leurs interventions, s’ils favorisent une fonction d’information ou de divertissement, etc. (e.g., Donsbach & Patterson 2004 ; Patterson 2008 ; Esser 2008 ; van Dalen et al. 2012).

typologie de Hanitzsch⁸⁹ des normes professionnelles susceptibles de conduire aussi bien à une surveillance critique et à un affrontement des acteurs populistes qu'à une stratégie d'accommodation dans laquelle, sous couvert de portraits au vitriol, les partis populistes sont en réalité considérés comme de « bons clients » et l'accès à ses personnalités les plus « truculentes » (*newsworthy*) est constamment recherché et entretenu. En résumé, aussitôt que les partis populistes se signalent à l'attention du grand public par leurs succès électoraux et deviennent *ipso facto* un sujet légitime de l'attention médiatique, il est hautement improbable qu'un « consensus à l'allemande » puisse empêcher la diversité des normes journalistiques propre à un contexte donné de se matérialiser dans différents registres.

Deuxièmement, la couverture médiatique hostile dont les partis populistes font l'objet suscite de leur part des réactions qui — par la violence et la forme souvent outrancière que prend leur dénonciation indignée de la « caste médiatique » — possèdent en elles-mêmes une forte valeur médiatique. Pour le *British National Party*, les journalistes sont une clique de menteurs sans vergogne, responsables du « génocide culturel » du peuple britannique, et les médias sont tout simplement « l'ennemi public numéro 1 » (Copsey & Macklin 2011).⁹⁰ En France, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon cultivent soigneusement leur image « anti-système » en multipliant les attaques vindicatives contre les médias, désignés comme des valets au service d'une élite de pouvoir corrompue (Esser et al. 2017 : 375-376). Or, ces vitupérations augmentent leur surface médiatique en déclenchant régulièrement des « cycles d'attention » (reprise en boucle des déclarations fracassantes, commentaires sur la véracité des accusations proférées, etc.). Peu importe que tous les médias ne partagent pas la même hostilité à l'encontre des forces populistes ; l'attaque en règle contre les médias dans leur ensemble garantit paradoxalement aux populistes le meilleur accès à la caisse de résonance médiatique.

Troisièmement, on a déjà souligné plus haut que de nombreux médias partagent avec les populistes certaines facettes de leur discours (e.g., anti-élitisme), mais qu'ils n'adhèrent pas pour autant à leur cause (Mudde & Rovira Kaltwasser 2017 : 115). Dans une certaine mesure, cette opposition entre « discours » et « combat » est en trompe-l'œil. Plus d'un titre de presse hostile aux *acteurs* populistes ne se prive pas pour autant de traiter abondamment des *thématiques* chères à ceux-ci. En 2004, *The Sun*, l'un des principaux tabloids britanniques, s'en prenait violemment au *British National Party* en titrant sur sa première page : «BNP: Bloody Nasty People», poursuivant que le parti était « un ramassis de voyous imbéciles et pleins de haine (...) et de criminels qu'on devrait enfermer » (cité in Copsey & Macklin 2011 : 85, NT). Cependant, ce quotidien — comme la plupart des autres médias britanniques — a probablement joué un rôle significatif dans la médiatisation des enjeux (immigration, sécurité, euroscepticisme) qui ont porté le succès (modeste) du BNP puis celui, plus éclatant, des indépendantistes du UKIP.⁹¹ Ainsi, même lorsqu'ils sont formellement opposés aux forces populistes, les médias (en particulier la presse tabloid) peuvent

⁸⁹ Dans les démocraties illibérales et les régimes autoritaires (e.g., Russie, Chine), les journalistes sont nettement plus nombreux à concevoir leur rôle comme celui d'un « agent du changement » destiné à influencer activement l'opinion publique ou comme celui d'un « partenaire du gouvernement ». A noter également que le label «populist disseminator» fait référence aux attentes du « peuple » conçu ici comme l'audience générale des médias et n'implique nullement une disposition particulière à favoriser *a priori* les partis et mouvements populistes.

⁹⁰ En Grande-Bretagne, le BNP est presque unanimement considéré comme un parti d'extrême droite, si bien que leurs prises de position sont rarement relayées par les médias. Cela se comprend d'autant mieux par la virulence des attaques du parti contre les médias (voir Copsey & Macklin 2011 : 81).

⁹¹ A propos du rôle des médias dans l'essor du BNP, voir Eatwell (2004), John et al. (2006), Ford & Goodwin (2010) et Copsey & Macklin (2011) ; à propos du UKIP, voir Ford et al. (2012) et Startin (2015). Un argument similaire, à savoir la pression d'un agenda médiatique hyper-sécuritaire, a été formulé en France pour expliquer le succès de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle de 2002 (Mercier 2003 ; Cautrès 2003).

contribuer à la banalisation (*mainstreaming*) des thèmes populistes (Daddow 2012 ; Startin 2015) et à l'interpénétration des registres de la convergence d'intérêts, de l'affrontement, voire de la connivence.

Finalement, le redéploiement croissant de la communication populiste sur internet (sites web, blogs, réseaux sociaux) peut être considéré comme une réponse stratégique à la difficulté rencontrée par les partis populistes pour atteindre leurs électeurs potentiels sans que leurs messages soient filtrés, déformés et réinterprétés par les médias (voir Boyadjian 2015 ; Engesser et al. 2017 ; Ernst et al. 2017). En d'autres termes, « les populistes pourraient se tourner vers les médias sociaux afin de court-circuiter les institutions médiatiques et la sélection des informations par les journalistes » (Engesser et al. 2017 : 1113, NT). Mais la communication en ligne des acteurs populistes pourrait également être destinée à *servir de source d'information pour les médias traditionnels*. On sait aujourd'hui que les différents types de médias traditionnels alimentent mutuellement leurs contenus respectifs, par exemple lorsque la presse écrite contribue à définir l'agenda des chaînes de télévision ("intermedia agenda-setting" ; voir Boyle 2001 ; Vliegenthart & Walgrave 2008). Un modèle similaire d'imitation et d'influence mutuelle a été examiné dans le cadre des relations entre médias traditionnels et médias numériques (e.g., Sweetser et al. 2008 ; Sayre et al. 2010 ; Ragas & Kiousis 2010 ; Meraz 2011 ; Parmelee 2014 ; Joa 2017). Dans l'ensemble, les résultats de ces travaux suggèrent que les médias sociaux (dans un sens large incluant les sites web et les blogs) occupent une place toujours plus centrale dans l'écosystème de la communication politique, et qu'ils exercent une certaine influence sur le contenu des médias traditionnels. On peut donc supposer que l'activité en ligne des acteurs populistes (via leurs sites web, leurs comptes YouTube, Twitter ou Facebook, leurs blogs, etc.) ont la capacité d'influencer non seulement les électeurs, mais également la couverture médiatique qui leur est dévolue dans les médias traditionnels. La communication populiste en ligne, à portée de clic et accessible à tous, source régulière de polémique et de buzz sur internet, est sans doute une aubaine pour les journalistes désireux de suivre « l'actualité » des acteurs populistes, tout en leur évitant de se « compromettre » en leur accordant une interview ou en s'invitant dans une réunion publique. Ce faisant, néanmoins, la distinction entre les registres de l'affrontement et de la convergence d'intérêts tend à s'effacer encore un peu plus.

En conclusion, notre analyse des relations entre acteurs populistes et médias souligne une **double ambivalence**. La première se réfère au « double jeu » des populistes qui, tout à la fois, expriment une forte animosité teintée de mépris pour la « caste médiatique » et saisissent pourtant la moindre occasion de prendre la parole dans les médias ou d'attirer leur attention. En 2002, Jean-Marie Le Pen confie : « Peu importe qu'on parle du FN en bien ou en mal, l'important c'est qu'on en parle » (cité in Le Bohec 2005 : 25). Dix ans plus tôt, un tract distribué lors d'une manifestation du Front National donne une consigne plus radicale : « Si tu rencontres un journaliste, gifle-le. Si tu ne sais pas pourquoi, lui le sait ! » (Le Bohec 2004b : 8). La contradiction entre ces deux « éléments de langage » est révélatrice de la vision populiste de l'ordre social, dans laquelle les médias sont un obstacle dans la relation directe et osmotique entre « le » peuple et les leaders populistes et, *en même temps*, un moyen de communication de masse indispensable pour la mobilisation populiste. Mais cette contradiction n'est peut-être qu'apparente si, à la logique « politique » qui vient d'être proposée, on substitue la logique plus proprement médiatique suivant laquelle « gifler un journaliste » est le meilleur moyen de capter son attention.

Car la seconde ambivalence esquissée dans ce chapitre est celle *des journalistes eux-mêmes*. Certes, les journalistes ne forment pas un corps unitaire et homogène ; ils sont soumis à des pressions contradictoires (éditeurs, annonceurs, audience), qu'ils doivent concilier avec leurs propres valeurs et normes professionnelles. Ainsi, dans leurs relations avec les acteurs populistes, les journalistes oscillent entre plusieurs registres d'interaction. Dans un même écosystème, la connivence peut côtoyer l'ostracisme, et l'affrontement peut refluer devant la convergence d'intérêts. Pour ces

raisons, le meilleur résumé du mode de relations des acteurs populistes aux médias est peut-être celui d'un *opportunisme de rigueur*, traduisant la nécessité de s'adapter aux fenêtres d'opportunité incertaines et changeantes d'un système médiatique dans lequel les journalistes soufflent le chaud et le froid, et auquel les populistes répondent en maniant tantôt le bâton, tantôt l'arme de la séduction.

1.6. Conclusion et présentation du volume

Le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni, l'élection surprise de Donald Trump aux Etats-Unis, ainsi que toute une série d'élections en Europe — de l'Autriche à la France, en passant plus récemment par la Hongrie, la Turquie ou l'Italie — ont démontré que la popularité des partis populistes ne se dément ni dans les urnes, ni dans les médias et dans les innombrables contributions scientifiques consacrées à ce sujet. En France, par exemple, plus de deux cents ouvrages ont été consacrés à ce jour au phénomène du Front National (Dézé 2017 : 241). Le rythme de publication s'est emballé ces dernières années, mais la grande majorité de ces ouvrages est antérieure à la prise de pouvoir de Marine Le Pen et au déclenchement de la crise financière et économique des années 2007–2008 (2017 : 257). Ainsi, bien que l'intérêt pour le sujet du populisme soit ancien, il se renforce à chaque « poussée de fièvre » populiste, pour reprendre la symptomatologie esquissée plus haut (voir chap. 1.2.3).

Dans les chapitres qui suivent, notre ambition est de contribuer au débat déjà très nourri sur le populisme en prenant le point de vue de la *demande* populiste. L'originalité de notre démarche réside, nous l'espérons, dans le fort *pluralisme des approches théoriques* poursuivies dans les différents chapitres, qui permet d'examiner la question du vote populiste sous des angles complémentaires. Cette diversité théorique est combinée à une *unité empirique et méthodologique*. Ainsi, les différentes analyses partagent les mêmes données empiriques, en partie les mêmes terrains d'enquête (trois des pays examinés se retrouvent dans tous les chapitres), les mêmes méthodes pour l'analyse descriptive et multivariée, et une approche commune du phénomène à expliquer (définition conceptuelle du populisme, choix des partis populistes). Cette unité facilitera la comparaison et l'intégration des résultats obtenus dans les différentes études (voir notamment chap. 7 *infra*).

La suite de ce volume se compose de six chapitres, que nous décrivons ici brièvement. Pour commencer, le **chapitre 2**, rédigé de manière collective, définit la problématique générale du volume, propose une définition opérationnelle du populisme (de droite et de gauche) et décrit la base empirique utilisée par la suite.

Dans le **chapitre 3**, Elahé Goin et Diana Martínez proposent une approche *économique* du vote populiste, qui s'inspire de l'idée d'un clivage entre gagnants et perdants de la mondialisation. Leur modèle explicatif inclut différents aspects relatifs au niveau de précarité des individus et à leurs perceptions de l'impact de la crise économique sur leur situation personnelle. Les auteures montrent que l'effet des variables économiques est moins important qu'on pourrait le supposer, notamment en comparaison des dispositions constitutives du populisme comme l'opposition à l'immigration, l'insatisfaction à l'égard du gouvernement ou l'euroscpticisme. Par ailleurs, leur analyse met en évidence certaines différences significatives dans les mécanismes du vote populiste de droite et de gauche — par exemple en ce qui concerne les effets de l'euroscpticisme et de l'ouverture culturelle.

Dans le **chapitre 4**, Madeleine Braulin et Matteo Gorgoni s'avancent sur un terrain très différent, à savoir celui des *valeurs politiques*. A partir d'un modèle conceptuel, les auteurs dérivent cinq valeurs susceptibles d'éclairer le vote populiste (rapport à l'immigration, moralité traditionnelle, souveraineté, loi et ordre, et égalité). Sur un plan empirique, l'impact électoral des valeurs est très contrasté ; tandis que le rapport à l'immigration apparaît comme un prédicteur très robuste du vote populiste de

droite, la valeur « loi et ordre » n'exerce aucun effet significatif dans les cinq pays examinés. Dans les autres cas, les résultats suggèrent un processus d'*activation des valeurs* en fonction de leur saillance relative dans chaque contexte national ; par exemple, les particularités de la société polonaise semblent favoriser l'impact des valeurs traditionnelles.

Dans le **chapitre 5**, Gabriel Borduas, Antoine Michel et Élodie Müller adoptent une approche du populisme basée sur les rapports sociaux et politiques, d'une part, et sur les dimensions constitutives du populisme de droite, d'autre part. Leur modèle explicatif inclut notamment le capital social, la confiance interpersonnelle, la confiance envers les institutions politiques, ainsi que les attitudes « nativistes » et « autoritaristes ». Les attitudes nativistes (liées aux opinions sur l'immigration) tiennent une place prépondérante dans l'explication du vote populiste, tandis que l'autoritarisme joue un rôle beaucoup plus effacé. L'effet de la confiance dans les institutions suggère que le vote populiste repose, dans certains pays, sur une forme d'antiparlementarisme ; en revanche, de manière inattendue, la confiance dans les partis *augmente* la probabilité d'un vote populiste.

Dans le **chapitre 6**, Maud Reveilhac et Charlotte Vidal Kränzlin se penchent sur une problématique différente de celles des autres chapitres, à savoir la question du *vote rétrospectif* et des *enjeux de performance* dans le contexte européen. Leur modèle explicatif se concentre sur les citoyens exprimant une affinité partisane, et cherche à rendre compte des différences entre trois types de comportement : le vote conforme (i.e., fidèle à l'affinité partisane), le vote dissident, et l'abstention. Leur analyse empirique montre que le vote conforme est plus répandu parmi les personnes qui s'identifient à un parti de gouvernement. Cependant, la satisfaction à l'égard de l'action gouvernementale joue également un rôle, puisque le vote tend à suivre une logique de récompense et de sanction. En revanche, les évaluations relatives à des enjeux particuliers (éducation, santé, etc.) ont une influence nettement plus réduite.

Enfin, le **chapitre 7** fait un retour sur la question du populisme. Une synthèse des résultats, appuyée par une analyse complémentaire reprenant les principaux facteurs explicatifs identifiés dans les chapitres précédents, démontre que le vote populiste est tributaire des attitudes *anti-élites* (europhobie, insatisfaction envers l'action gouvernementale, défiance à l'égard du parlement), et davantage encore des attitudes *anti-immigration*. Ainsi, la division populiste du monde entre « nous » et « eux » s'articule à une double opposition : d'une part entre le peuple et les élites dirigeantes, et d'autre part entre les natifs et les étrangers. Par ailleurs, l'analyse confirme que les électeurs des partis populistes tendent à avoir un moindre niveau d'éducation, mais qu'ils n'ont pas nécessairement des dispositions plus « autoritaires ». L'exemple de l'autoritarisme (qui n'est lié au vote populiste que dans un seul pays) suggère que l'effet de certaines variables est soumis à des influences contextuelles.

2. Le terrain de recherche : problématique, concepts, contextes et mesures empiriques

GABRIEL BORDUAS, MADELEINE BRAULIN, ELAHÉ GOIN,
MATTEO GORGONI, DIANA MARTÍNEZ, ANTOINE MICHEL,
ÉLODIE MÜLLER & LIONEL MARQUIS

2.1. Problématique générale

Les chapitres de ce volume poursuivent un objectif commun : *élucider les mécanismes du vote populiste*.⁹² À cet effet, les modèles explicatifs proposés et les hypothèses élaborées pour saisir la substance du vote populiste varient d'un chapitre à l'autre, suivant les approches théoriques adoptées par leurs auteur.e.s. Centrées tantôt sur les variables socio-économiques (chap. 3), tantôt sur les valeurs politiques (chap. 4), ou encore sur les rapports de confiance (chap. 5), les études présentées ici permettent de couvrir un large spectre de questions, posées aussi bien dans le débat public que dans la recherche académique, à propos du succès des partis populistes européens depuis près de trente ans.

Cependant, toutes les études rassemblées dans ce volume se rejoignent sur deux points essentiels. En premier lieu, elles partagent le présupposé fondamental de **l'individualisme méthodologique**, selon lequel l'unité d'analyse pertinente pour comprendre les phénomènes sociaux est celle de *l'individu* (e.g., Boudon 2002 ; Kincaid 2004 ; Zwirn 2007). Dans la perspective de ce volume, cela revient à dire qu'une attention particulière est prêtée aux électrices et électeurs, c'est-à-dire à la *demande politique*, et que le « vote populiste » est la conséquence de l'agrégation de votes singuliers issus de circonstances et de motivations individuelles. Certes, pris au pied de la lettre, l'individualisme méthodologique menace de tomber dans le piège de l'atomisme, qui considère que « l'individu est métaphysiquement indépendant de la société » (Taylor 1985 : 8, NT) et ne laisse ainsi aucune place aux *relations sociales*. Il est facile de voir pourquoi un tel réductionnisme forcené est une impasse ; si tout phénomène « social » est en réalité réductible aux dispositions des individus et aux relations strictement interindividuelles, abstraction faite de toute référence au contexte social (culture, institutions, groupes sociaux, etc.), il devient pour ainsi dire impossible de rendre compte de certains phénomènes empiriquement observables (Kincaid 1986 ; 2004 : 306, 312). Comment expliquer, notamment, que la *même* caractéristique individuelle puisse influencer le vote populiste dans un pays et rester sans effet dans un autre pays ?

Que l'on se rassure par rapport aux dangers d'une telle illusion atomiste. En effet, le deuxième point de jonction entre les différents chapitres réside dans **une prise en compte systématique du contexte** dans lequel les caractéristiques individuelles des électeurs sont supposées influencer le vote pour un parti populiste. Chaque étude présentée dans ce volume se concentre sur cinq pays européens ayant participé à la sixième ou la septième vague du *European Social Survey* (ESS). Parmi ces cinq pays, trois d'entre eux — Suisse, Pays-Bas et Pologne — ont été retenus dans toutes les analyses. La connaissance de ces différents contextes nationaux permet de donner une profondeur indispensable à l'interprétation des effets des variables individuelles, et cela dans trois domaines au moins. Premièrement, l'idéologie et le discours des partis populistes varient en fonction des pays. La nature de *l'offre* populiste examinée en général dans l'introduction du volume (chap. 1 *supra*) doit donc être précisée pour

⁹² Comme nous l'avons indiqué plus haut, le chapitre 6 traite d'un sujet différent — le rôle de l'identification partisane dans le vote rétrospectif « de compétence » — qui ne se réfère que très indirectement à la problématique du vote populiste.

chaque contexte national, car l'effet d'une caractéristique individuelle s'exprimera d'autant plus facilement qu'il correspond à une dimension de l'offre mise en avant par les partis populistes dans un contexte donné. Que l'on songe par exemple à l'accroissement du vote ouvrier en faveur du Front National en France suite au revirement « social-populiste » de son programme économique (voir chap. 1.4.3 *supra*). Par ailleurs, la nécessité de spécifier le contenu de l'offre politique est d'autant plus cruciale dans le cas des pays, comme l'Espagne ou les Pays-Bas, où des partis populistes *de gauche* présentent une offre concurrente à celle de la droite populiste ou de la droite traditionnelle (voir chap. 3 *infra*).

Une deuxième raison plaidant pour une approche comparative du vote populiste est liée à l'impact du *système politique* propre à chaque pays. Sous cet aspect très général, on inclura les institutions politiques (formelles et informelles), la configuration du système de partis, l'histoire et la culture politique du pays, son rapport particulier au processus d'intégration européenne, et ainsi de suite. Bien que la mesure du vote adoptée par l'ESS se base systématiquement sur le parti choisi « lors des dernières élections nationales », il est peu vraisemblable que ces élections possèdent la même importance et la même signification pour les électeurs des différents pays. La disponibilité des instruments de démocratie directe et la voie en solitaire hors de l'Union européenne (dans le cas de la Suisse), l'expérience post-soviétique et le poids de la tradition religieuse (dans le cas de la Pologne), ou la forte polarisation du système de partis et l'empreinte des politiques multiculturalistes (dans le cas des Pays-Bas) sont autant de « morceaux choisis » du contexte national susceptibles de conditionner l'acte de vote individuel.

Enfin, l'importance du contexte se manifeste au travers des variations temporelles et spatiales dans l'*information* que les citoyens reçoivent à propos des enjeux sociaux et politiques. Ces informations, qui reposent avant tout sur la couverture médiatique des événements nationaux et internationaux — davantage que sur les expériences personnelles ou les conversations interpersonnelles (Shehata & Strömbäck 2014) — façonnent les *attitudes* et les *opinions* des citoyens. Ainsi, de manière indirecte et souvent imperceptible, les informations peuvent influencer le vote des électeurs. Dans leur approche du vote populiste, les chapitres suivants prêteront attention aux conséquences potentielles de l'information sur la perception des enjeux tels que la crise économique des années 2008–2013, la crise migratoire qui se renforce brusquement en 2014, ou les questions sécuritaires liées aux perceptions de la criminalité à l'échelle locale ou nationale, aux conflits armés à l'étranger ou aux signes avant-coureurs du terrorisme sur le territoire européen. De fait, les différents pays européens ont été exposés à des degrés divers à ces problématiques, ce qui peut expliquer en partie le succès variable des partis populistes d'un pays à l'autre. Mais une telle explication « mécaniste » n'est pas entièrement satisfaisante. Une thèse alternative considère que la saillance des problèmes économiques, migratoires ou sécuritaires a pour conséquence principale d'*activer* certaines dispositions (valeurs, attitudes) intériorisées par les individus (voir notamment chap. 4 *infra*).

En résumé, les études réunies dans ce volume s'accordent sur deux points essentiels. Premièrement, l'explication du vote procède *au niveau individuel* ; dans cette perspective, les citoyens constituent l'unité d'analyse pertinente, et les variables explicatives du vote populiste renvoient aux caractéristiques individuelles des votants (leurs positions sociales, leurs valeurs et attitudes, etc.). Deuxièmement, le contexte est supposé réguler les relations causales entre les caractéristiques individuelles et les décisions de vote en faveur des partis populistes ; dans la mesure où l'offre populiste, la nature du système politique et l'information sur les enjeux socio-politiques varient d'un pays à l'autre, nous anticipons des nuances significatives dans l'explication du vote résultant de modèles testés dans différents pays. Il convient à présent d'ajouter un troisième point commun, afférant à la *définition conceptuelle du populisme* et aux méthodes choisies pour mesurer concrètement la distinction entre partis populistes et non-populistes.

2.2. Une définition opérationnelle du populisme

2.2.1. La définition « minimale » du populisme

Le populisme est un terme au statut épistémologique controversé, dont les multiples définitions regroupent un corpus large d'analyses empiriques et théoriques (e.g., Laclau 2005a ; Rovira Kaltwasser 2015). Cette difficulté de conceptualisation est notamment due à la diversité des acteurs désignés comme « populistes », souvent à titre d'insulte ou de délégitimation politique (voir chap. 1.2.1 *supra*). En général, le populisme regroupe des partis ou des mouvements allant de l'extrême gauche à la droite radicale et dont les orientations économiques peuvent être plus ou moins libérales. L'une des théorisations les plus abouties de la notion de populisme au sens large a été fournie par Ernesto Laclau. Dans une perspective discursive, celui-ci décrit le populisme comme un langage performateur qui, par le recours à des catégories linguistiques générales et englobantes, tâche de dépasser une vision plurielle et conflictuelle de l'univers social et ainsi de faire advenir le référent de « l'unité du peuple » (Grossmann 2008 : 4). Dans une perspective similaire, Chantal Mouffe (interviewée *in* Confavreux 2016) souligne que le populisme n'est certes pas dépourvu de conflictualité en soi, mais qu'il cherche à dépasser la dichotomie politique traditionnelle gauche-droite en la substituant par un nouveau cadrage opposant cette fois-ci le peuple à l'élite.

À cet égard, il est important de souligner que le clivage *socio-économique*, centré sur les enjeux traditionnellement associés à l'opposition classique entre gauche et droite (intervention de l'État vs. libre entreprise, redistribution des ressources, etc.), n'est plus le seul clivage structurant l'espace politique en Europe. Les partis populistes de la droite radicale ont eux-mêmes contribué à faire émerger un nouveau clivage articulé sur des enjeux *socioculturels*, liés notamment aux valeurs traditionnelles et aux questions identitaires, à la souveraineté, ou encore à l'immigration (Kitschelt & McGann 1995 ; Hooghe et al. 2002 ; Hooghe & Marks 2018). Or, ce clivage socioculturel — parfois défini comme une dimension « libertaire-autoritaire » — est largement indépendant du clivage gauche-droite. Dans certains pays, les partis populistes ont acquis une certaine importance en occupant une position auparavant vacante dans l'espace politique défini par la combinaison des axes gauche/droite et libertaire/autoritaire. D'un pays à l'autre, en fonction de l'offre politique déjà existante, les partis populistes peuvent se situer à différentes positions de l'espace bi-dimensionnel, ce qui explique en partie l'existence de partis populistes de droite et, plus rarement, de partis populistes de gauche.

Ivaldi et Zaslove (2015) ont affiné ces considérations générales en proposant une synthèse des éléments énoncés par Laclau et Mouffe :

« Le populisme y est décrit comme la référence au peuple ; il oppose un peuple 'pur' à des 'élites corrompues' ; cette opposition est manichéenne, en ce sens qu'elle décrit essentiellement une lutte entre le bien et le mal ; enfin, le focus est mis sur l'expression de la volonté populaire » (Ivaldi & Zaslove 2015 : 124).

La construction discursive d'une communauté homogène de « gens ordinaires », dépositaire vertueux du pouvoir souverain, se fait ainsi en opposition à une élite arrogante et corrompue, qui détournerait la volonté populaire. Selon Jansen (2011), l'anti-élitisme est le moteur du phénomène de « mobilisation populiste » — concept qu'il préfère à ceux d'idéologie ou de discours populiste. Le populisme peut ainsi être décrit comme un « projet politique de mobilisation populaire » soutenu par une rhétorique populiste, c'est-à-dire comme « un projet soutenu à large échelle et qui mobilise des secteurs sociaux traditionnellement marginalisés vers une action politique publiquement visible et controversée, tout en articulant une rhétorique anti-élite et nationaliste valorisant les gens ordinaires » (2011 : 84, NT). Selon cette définition,

une mobilisation peut être définie comme populiste lorsque les deux éléments suivants sont réunis : le déclenchement d'une mobilisation populaire et un discours anti-élitiste et nationaliste tendant à renforcer l'homogénéité du groupe des gens ordinaires, tout en appuyant les différences avec celles et ceux qui en sont exclus.

Cette définition met l'accent sur la *forme* du populisme, plutôt que sur son contenu, et sur les liens existant entre l'offre et la demande populistes. Par ailleurs, tout comme la définition « minimale » proposée plus haut, elle est suffisamment large pour permettre de réintégrer la dichotomie gauche-droite, souvent évacuée dans la définition du populisme. En effet, bien que la référence au peuple soit un dénominateur commun et que les partis populistes de droite comme de gauche entendent dépasser cette dichotomie, des différences se manifestent, notamment dans la manière dont ces derniers conçoivent les enjeux économiques, sociaux et culturels.

2.2.2. Populisme de droite

Le populisme de droite dont il sera ici question est plus précisément celui de la droite *radicale*. Bien que le populisme puisse se marier avec une idéologie de droite d'inspiration conservatrice ou libérale (à l'exemple du « néo-populisme » latino-américain des années 1980 et 1990 ; voir chap. 1.2.1 *supra*), la locution « droite populiste » désignera ici, dans un souci de simplification, la droite *radicale* populiste, c'est-à-dire la famille populiste ayant enregistré la plus grande progression électorale en Europe depuis une trentaine d'années. Le populisme de droite ainsi défini se caractérise par une vision « culturellement exclusive » concernant les enjeux économiques et sociaux, le multiculturalisme étant perçu comme une menace pour l'intégrité culturelle et les valeurs de la nation. Ainsi, « l'opposition à l'immigration, nourrie de la perception d'une menace culturelle et de la crainte d'une compétition économique immigrée, demeure sans l'ombre d'un doute l'enjeu déterminant du vote de droite radicale populiste » (Ivaldi & Zaslove 2015 : 124). La perception de cette menace culturelle justifie en particulier l'opposition à l'eupéanisation et à la globalisation.

Cette attitude peut être rattachée au *nativisme*, l'un des trois éléments apportés par Mudde (2007) pour décrire le populisme de droite, dont le discours se définit par la combinaison d'éléments nativistes, autoritaristes et populistes (voir aussi chap. 5.2 *infra*). Le nativisme est compris comme une idéologie ayant pour principe que « les États devraient être habités par les membres du groupe indigène ('la nation') et que les éléments non-indigènes (les personnes comme les idées) menacent fondamentalement l'homogénéité de l'État-nation » (Mudde 2007 : 19, NT). La détermination de ce qui est idoine ou authentiquement endogène est évidemment subjective et peut recouper aussi bien des paramètres ethniques que religieux ou culturels. Le nativisme exprime ainsi des principes xénophobes et nationalistes, dont la manifestation la plus actuelle est sans aucun doute l'hostilité de la droite populiste envers l'Islam. Toutefois, cette hostilité peut aussi s'exprimer à l'égard des citoyens européens dont le bagage culturel et les valeurs peuvent être perçus comme différents.

L'*autoritarisme* est un deuxième élément important du discours de la droite populiste. Dans ce cadre, l'État est perçu comme dépositaire de la sécurité et du maintien de l'ordre général (Mudde 2007 : 145). De plus, l'autoritarisme se caractérise par « la croyance en une société ordonnée de manière stricte, où les actes de transgression contre l'autorité devraient être punis sévèrement » (Mudde 2007 : 23, NT). Ces tendances font ainsi de l'autoritarisme une caractéristique du populisme de droite (Ivaldi & Zaslove 2015 : 127).

Enfin, selon Mudde (2007), le *populisme* constitue évidemment le troisième élément caractéristique de la droite populiste ; cet élément renvoie au discours analysé plus haut et dans l'introduction de ce volume (voir chap. 1.2.1 *supra*). Dans le cas de la droite populiste européenne, l'argument populiste est dirigé en grande partie contre les institutions politiques européennes, perçues comme dangereuses car gouvernées par des élites politiques déconnectées de la volonté populaire. L'euro-scepticisme,

voire l'europhobie, deviennent ainsi partie intégrante et fondatrice du discours des partis populistes de la droite radicale. L'insatisfaction générale envers l'Union européenne est dès lors un enjeu que les partis populistes se sont approprié, associant la menace que représenteraient globalement l'Europe et l'immigration pour les valeurs et les cultures nationales au spectre d'une « mauvaise gestion politique » par les élites néolibérales en qui le peuple aurait de moins en moins confiance.

2.2.3. Populisme de gauche

La référence au peuple, l'attitude anti-establishment et un discours eurosceptique sont des points communs aux partis populistes de gauche et de droite (Ivaldi & Zaslove 2015). En revanche, des divergences apparaissent sur les plans économique et culturel. Au niveau culturel, nous avons observé que la plupart des partis populistes de droite basent leur discours sur le nativisme, l'autoritarisme et le conservatisme moral (voir chap. 2.2.2 *supra*). En revanche, les partis populistes de gauche se basent surtout sur des valeurs libertaires, post-matérialistes, égalitaristes, féministes et écologistes. Le cas du PVV (Parti pour la Liberté) aux Pays-Bas serait une exception assez intéressante : tout en étant un parti populiste de droite, il mobilise certaines valeurs propres au populisme de gauche, comme la défense de l'homosexualité et le féminisme (voir chap. 4 et 5 *infra*).

Pour ce qui est de l'immigration, les partis populistes de droite s'y opposent fondamentalement parce qu'ils la perçoivent comme une menace culturelle et, dans une moindre mesure, comme une compétition économique. De même, cette perception d'une menace culturelle justifierait aussi en grande partie leur opposition à l'euro-péanisation et à la globalisation. De leur côté, les partis populistes de gauche s'opposent aussi à l'euro-péanisation et à la mondialisation, mais ils ont un discours culturellement inclusif (Mudde & Rovira Kaltwasser 2013). En effet, chez les partis populistes de gauche, le rejet de l'unification européenne se base principalement sur des enjeux *économiques* : ils se positionnent contre le néolibéralisme et insistent sur l'importance de la régulation économique et de la redistribution des richesses (Kriesi et al. 2006 ; Ivaldi & Zaslove 2015). Cependant, bien que l'électorat des partis populistes de gauche soutienne un discours culturellement tolérant, il est tout de même envisageable qu'il perçoive l'immigration comme une menace concurrentielle sur le marché du travail, surtout après la crise économique (Ivaldi & Zaslove 2015). Cette position sceptique par rapport à l'immigration chez les populistes de gauche s'expliquerait donc par les enjeux économiques et l'insécurité que ce phénomène suscite chez les électeurs de ces partis (March 2007), et non par un discours culturellement exclusif.

Ces éléments renvoient au débat évoqué plus haut sur la transformation des clivages politiques. Kriesi et al. (2006) parlent d'un processus de « dénationalisation » qui articule l'euro-péanisation, l'immigration et la globalisation économique. Le nouvel axe de conflit structurel — indépendant du clivage traditionnel gauche-droite — divise essentiellement les « gagnants » et « perdants » de la mondialisation et s'intègre dans la structure bidimensionnelle de l'espace politique. On verrait donc apparaître aux côtés de l'axe gauche-droite (ou interventionnisme-libéralisme) un axe libertaire-autoritaire résumant le conflit *culturel* au sein des populations européennes. Jusqu'à présent, cet axe de conflit avait été principalement mobilisé par les partis de la droite populiste. Néanmoins il semblerait que dans le contexte qui suit la crise économique de 2008, cet axe peut aussi être mobilisé par de nouveaux acteurs populistes de gauche, qui interpréteraient les enjeux de la mondialisation sur un registre plus socio-économique que culturel. Le populisme de droite serait plus protectionniste sur un plan culturel, tandis que le populisme de gauche serait plus protectionniste d'un point de vue économique. Cette différence sous-tendrait une nouvelle opposition entre le populisme de gauche, post-matérialiste et interventionniste, et le populisme de droite, autoritaire et économiquement libéral (Mayer 2012).

2.3. Opérationnalisation des variables

2.3.1. Choix des pays et des partis politiques

Le vote populiste sera analysé dans sept pays : l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne et la Suisse (voir Tableau 2.1). Ces pays, extrêmement diversifiés du point de vue des institutions politiques, de la structure sociale et économique, de la culture ou de l'histoire, ont cependant pour point commun l'existence d'au moins un parti populiste de droite important — à l'exception de l'Espagne, qui se distingue au contraire par l'avènement récent d'un parti populiste de gauche. Ces partis populistes revêtent des formes différentes et ne rencontrent pas tous le même succès ; mais ils correspondent tous à la définition « minimale » du populisme donnée ci-dessus. Plus précisément, même si cette tâche comporte une part d'arbitraire, tous les partis présents dans les sept pays ont pu être classifiés en trois catégories : partis de la droite radicale populiste, partis de la gauche populiste, et partis non populistes.

En **Finlande**, le seul parti pouvant être catégorisé comme parti populiste de droite est le parti *Vrais Finlandais* (en finnois *Perussuomalaiset*, ci-après PS). Son programme politique allie préférence nationale dans le domaine des politiques sociales, rigueur budgétaire (avec toutefois une exigence d'accroissement des dépenses militaires), méfiance à l'égard de la bureaucratie étatique, xénophobie et euroscepticisme (Perussuomalaiset 2015). Issu d'un parti agrarien, le PS prend son nom actuel en 1995, au moment de l'adhésion du pays à l'UE. Le parti devient une formation politique d'envergure en obtenant 19% des voix aux élections générales de 2011, faisant de lui la troisième force politique au parlement, derrière les conservateurs et les sociaux-démocrates (Arter 2013 : 100).

En **France**, le Front National (FN) est un parti populiste de la droite radicale fondé en 1972 et dirigé par Jean-Marie Le Pen jusqu'en 2011, lorsque sa fille Marine Le Pen reprend la présidence. De 2007 à 2011, le FN connaît une baisse électorale importante ; ainsi, au moment où Marine Le Pen est élue à la tête du parti, peu avant les élections présidentielles de 2012, elle incarne le nouveau visage du FN (Albertini & Doucet 2014), redonnant espoir à de nombreux électeurs attirés par ses discours. Dans ceux-ci on retrouve un fort euroscepticisme, une opposition à l'immigration de masse, une demande de sécurité adressée à l'État, ainsi qu'une posture anti-élites alimentée à l'époque par plusieurs scandales (e.g., l'affaire de mœurs impliquant D. Strauss-Kahn) qui accentuent dans la population le sentiment de ressentiment envers les élites politiques françaises (Le Goff 2011).

En **Italie**, on considère généralement la Ligue du Nord (*Lega Nord*, LN) comme un parti populiste de droite (Dematteo 2001). Fondée dans les années 1990, la LN était initialement engagée pour l'indépendance de la « Padanie » — région du Nord de l'Italie, la plus développée du pays sur le plan économique, mais qui ne correspond à aucune entité administrative ou politique ayant existé, et qui se présente comme une tentative de la LN « d'inventer » une nouvelle identité politique et ethnicisante (Giordano 2000). Depuis 2008, cependant, la LN a changé sa position face à l'UE, manifestant une position vivement anti-européenne ; ainsi, fondée comme un parti à vocation régionaliste, la LN est devenue un parti nationaliste eurosceptique (Morelato 2013), qui accède en 2008 au gouvernement dirigé par Silvio Berlusconi. En 2011, lors de la démission de Berlusconi, la nomination (par le président de la République, en dehors de toute élection démocratique) du technocrate Mario Monti comme nouveau chef du gouvernement est appuyée par tous les partis gouvernementaux à l'exception de la Ligue du Nord (Astié et al. 2012). Depuis lors, la LN n'a cessé de critiquer la politique d'austérité imposée par Monti, la jugeant trop libérale et « technocratique ». Ainsi, d'après Trincia (2012), le mécontentement général à l'égard de la politique italienne et européenne fait écho au discours de la *Lega Nord* en faveur d'une reconquête de la souveraineté populaire, d'une extension de la démocratie

directe et d'un assainissement de la classe politique corrompue. Il apparaît donc que la *Lega Nord* appartient incontestablement à la famille du populisme de droite. De manière pragmatique, cependant, il s'est avéré nécessaire d'inclure d'autres partis dans cette famille, car le contingent des électeurs de la LN dans l'enquête ESS (N=8) était beaucoup trop faible pour pouvoir procéder à une analyse quantitative. C'est pourquoi, en élargissant quelque peu notre concept de droite populiste, nous avons également pris en compte le petit parti de la droite radicale populiste *Fratelli d'Italia* (issu d'une scission du PDL, et se situant dans le sillage de l'Alliance Nationale et du MSI), et surtout le *Popolo della Libertà* (PDL), fondé en 2009 par Berlusconi et dissout en 2013,⁹³ qui peut être classé parmi les partis populistes sans pour autant appartenir au camp de la droite radicale (voir chap. 4).

Aux **Pays-Bas**, la droite radicale populiste est représentée par le Parti pour la Liberté (*Partij voor de Vrijheid*, PVV), fondé en 2006 et qui devient, lors des élections parlementaires de 2010, la troisième force politique néerlandaise. Le PVV est parvenu à s'imposer dans le paysage politique néerlandais en opposition au modèle de société multiculturelle, en dépit de la tradition de liberté et de tolérance envers les étrangers dont le pays s'est longtemps enorgueilli. Le parti est présidé par la figure charismatique de Geert Wilders, dont les positions traduisent une attitude très hostile à l'égard de la communauté musulmane et de l'Islam, vus comme une menace pour les valeurs néerlandaises (Betz 2007), mais également une posture très critique envers la classe dirigeante nationale, jugée anti-démocratique (Brinks & Paroissien 2010). En même temps, ce parti manifeste aussi des préoccupations post-matérialistes et sociales, comme le féminisme et la défense de l'homosexualité (voir chap. 5.4.5 *infra*). Par ailleurs, les Pays-Bas se distinguent par la co-existence, au cours de la période 2012-2015, d'un parti populiste de droite et d'un parti populiste de gauche, à savoir le Parti Socialiste (*Socialistische Partij*, SP). Ce dernier, fondé en 1972, était initialement de tendance maoïste ; depuis lors, il est devenu un parti anti-establishment s'opposant à l'intégration européenne, à laquelle il reproche son évolution néo-libérale et les menaces qu'elle fait peser sur l'État providence et l'autonomie du parlement néerlandais (De Vries & Edwards 2009). Il s'agit ainsi d'un parti populiste de gauche qui mobilise les craintes économiques des électeurs contre la gouvernance européenne.

Pour la **Pologne**, nous prenons en considération le parti *Droit et Justice* (PiS), le *Congrès de la Nouvelle Droite* (KNP) et *La Pologne d'abord* (PjN). Il existe un débat dans la littérature quant à l'opportunité de considérer *Droit et Justice* comme un parti populiste ; cependant, compte tenu de la définition proposée dans ce volume, il nous apparaît que ce parti remplit les critères permettant de le classer comme un cas de populisme de droite radicale. Il s'agit en effet d'un parti arc-bouté sur les valeurs d'ordre et de tradition (notamment religieuse), critique à l'égard des élites politiques, et fortement hostile à l'immigration.⁹⁴ Fondé en 2001, *Droit et Justice* a participé au gouvernement polonais comme principal partenaire de coalition de 2005 à 2007, avant de passer huit années dans l'opposition jusqu'à son retour au pouvoir en 2015. Fondé en 2010, le KNP est clairement eurosceptique, voire europhobe. Quant au PjN, fondé lui aussi en 2010 suite à sa scission de *Droit et Justice*, c'est également un parti eurosceptique et conservateur, bien que moins radical que ce dernier.

En **Suisse**, la droite populiste est composée de quatre partis : l'Union Démocratique du Centre (UDC), l'Union Démocratique Fédérale (UDF), les Démocrates Suisses (DS) et le Mouvement Citoyens Genevois (MCG). Principal représentant de cette famille, l'UDC était initialement un parti agrarien, fondé pour défendre les intérêts des paysans suisses. Intégrée au gouvernement suisse depuis les années 1930 dans une grande coalition avec les libéraux, les démocrates-chrétiens, puis bientôt les sociaux-démocrates, l'UDC a commencé sa mue politique au milieu des années 1980 sous l'impulsion de Christoph Blocher, en s'orientant vers une politique anti-migratoire et anti-européenne (Kriesi et al. 2005 ; Skenderovic 2017). Longtemps confinée à un

⁹³ Voir : <http://www.treccani.it/enciclopedia/popolo-della-liberta/> (consulté en mars 2017).

⁹⁴ Voir le site officiel du PiS : <http://pis.org.pl/> (consulté en février 2017).

rôle politique relativement marginal (avec 10–12% des voix lors des élections législatives de 1971 à 1991), l'UDC remporte une première victoire avec le refus du peuple suisse d'adhérer à l'Espace économique européen en 1992. Dès lors, elle augmente rapidement sa députation à l'Assemblée fédérale, devenant dès 1999 le premier parti suisse, sur un programme politique désormais clairement populiste. En jouant un double jeu de participation au pouvoir (le parti ayant même obtenu un deuxième poste de conseiller fédéral en 2016) et d'opposition permanente au moyen des instruments de démocratie directe (utilisés pour torpiller la politique migratoire et européenne du Conseil fédéral ; voir chap. 4.4.1 *infra*), l'UDC a contribué à une nette polarisation de la politique suisse depuis plus de vingt ans.

Une autre conséquence de l'essor de l'UDC est le déclin simultané et inexorable de toutes les anciennes petites formations de la droite radicale populiste.⁹⁵ Seuls résistent pendant quelque temps l'UDF (fondée en 1975, conservatrice et anti-européenne) et les Démocrates Suisses (parti fondé en 1961 sous le nom d'Action Nationale, à tendance eurosceptique et xénophobe), qui finissent par disparaître du Parlement suisse respectivement en 2011 et en 2007.⁹⁶ Dans ce contexte, les seules formations populistes de droite à tirer leur épingle du jeu sont des partis *régionalistes et anti-frontaliers*, à savoir le MCG dans le canton de Genève et la *Lega dei Ticinesi* dans le canton du Tessin. Le MCG, fondé en 2005, ne se revendique « ni de gauche ni de droite », mais son hostilité à l'égard des travailleurs frontaliers, combinée à un fort euroscepticisme et à une posture populiste (Bernhard 2017), lui valent d'être considéré comme un parti populiste de droite — et de conquérir un siège au Parlement suisse en 2011.⁹⁷ Quant à la *Lega dei Ticinesi*, elle siège sans interruption à l'Assemblée fédérale depuis 1991 et a donc été épargnée elle aussi par la montée de l'UDC (Mazzoleni [O.] 2008). Bien que son influence sur la politique cantonale tessinoise ne se démente pas, ce parti n'est malheureusement pas mentionné dans les votes déclarés par les répondants suisses à l'enquête ESS — ce qui soulève au passage quelques doutes sur la représentativité de cette enquête dans le cas suisse. Ainsi, le vote populiste de droite en Suisse se résume presque entièrement au vote en faveur de l'UDC.

L'Espagne a été durement touchée par la crise économique de 2008 — explosion de la bulle immobilière, crise bancaire en 2010, multiplication par deux du taux de chômage (de 11% à plus de 20%) sur la seule année 2008⁹⁸. L'économie espagnole peine à retrouver la stabilité qui avait précédé cette crise, particulièrement au niveau du marché de l'emploi, et les cas de corruption politique sont devenus de plus en plus visibles. La crise ne se limita donc pas à l'économie, et elle s'étendit très vite aux terrains institutionnel, politique et social. Cette situation suscita l'émergence de plusieurs mouvements sociaux exigeant une transformation du système économique et un renouvellement de la démocratie. *Podemos* s'inscrit dans cette dynamique. Il s'agit d'un parti populiste de gauche qui apparaît en janvier 2014 et participe aux élections européennes de mai 2014, remportant 8% des votes. *Podemos* devient ainsi la quatrième force politique en Espagne, et bientôt la troisième en termes d'adhérents⁹⁹. Au regard de ses futurs résultats électoraux (plus de 20% des voix lors des élections générales de 2015), le « météorite Podemos » (Delwit 2016 : 591) semble donc avoir trouvé un écho immédiat auprès de la population espagnole, en focalisant son programme sur un *discours de dénonciation* — de l'Europe, de la crise économique, du néo-libéralisme et de ses politiques inégalitaires, et surtout de la classe politique corrompue (« la casta »).

⁹⁵ L'exemple le plus frappant est celui du Parti Suisse de la Liberté, autrefois connu sous le nom de Parti des Automobilistes, dont la plupart des responsables rejoignent l'UDC dès la fin des années 1990 et qui ne détient plus aucun mandat fédéral ou cantonal depuis 2010.

⁹⁶ <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17409.php> (consulté en mars 2017).

⁹⁷ Site officiel du MCG : <http://mcge.ch/presentation-du-mcg/> (consulté en février 2017).

⁹⁸ <http://www.elmundo.es/grafico/economia/2014/10/24/544a3a98268e3ece028b456d.html> (consulté en mai 2017).

⁹⁹ <http://www.publico.es/politica/ya-tercera-fuerza-afiliados-100.html> (consulté en mai 2017).

Le Tableau 2.1 donne un aperçu des partis retenus dans les analyses du vote populiste réalisées dans les prochains chapitres. Pour mémoire, il ne s’agit pas d’une liste exhaustive de *tous* les partis populistes présents dans les sept pays choisis, mais de ceux qui peuvent être classifiés selon des critères idéologiques (ou pragmatiques, dans le cas du PDL) dans le camp de la droite *radicale* populiste ou de la gauche populiste. Par ailleurs, cette liste ne comprend que les partis pour lesquels les répondants à l’enquête ESS affirment avoir accordé leur vote lors de la dernière élection *nationale* en date. Ceci peut conduire à l’éviction de petits partis ayant réalisé des scores « confidentiels » lors des élections nationales, mais garantit que tous les partis ayant pu avoir la moindre influence sur les rapports de force effectifs au sein des systèmes de partis concernés sont représentés dans les analyses du vote.

Tableau 2.1 : Partis populistes par pays

Pays	Partis populistes (* : parti populiste de gauche)
Espagne	• Podemos*
Finlande	• Vrais Finlandais (Perussuomalaiset, PS)
France	• Front National (FN)
Italie	• Ligue du Nord (Lega Nord, LN) • Peuple de la Liberté (Popolo della Libertà, PDL) • Fratelli d’Italia / Fratelli d’Italia–Alleanza Nazionale (FI)
Pays-Bas	• Parti pour la Liberté (Partij voor de Vrijheid, PVV) • Parti Socialiste (Socialistische Partij, SP)*
Pologne	• Droit et Justice (Prawo i Sprawiedliwość, PiS) • Congrès de la Nouvelle Droite (Kongres Nowej Prawicy, KNP) • La Pologne d’abord (Polska jest Najważniejsza, PjN)
Suisse	• Union Démocratique du Centre (UDC) • Union Démocratique Fédérale (UDF) • Démocrates Suisses (DS) • Mouvement Citoyens Genevois (MCG)

2.3.2. Description des données empiriques : l’enquête ESS

Les données analysées dans ce volume proviennent de l’enquête *European Social Survey* (ESS). Cette enquête est réalisée tous les deux ans depuis 2002, auprès des résidents d’une vingtaine de pays européens (une trentaine dans les années 2008–2012). Le nombre de pays participant à l’enquête varie d’une vague à l’autre, pour des raisons liées avant tout au financement de la recherche scientifique (Marquis 2016 : 13, note 8). Par exemple, compte tenu de la politique d’austérité budgétaire imposée à la Grèce depuis 2010 (voir Karakioulafis 2015), ce pays n’a pas participé à l’ESS au cours des années 2012–2016, alors qu’il avait participé à quatre des cinq précédentes vagues. Pour des raisons qui seront présentées en temps voulu, les analyses réalisées dans les différents chapitres se basent soit sur la vague 6 de l’ESS (2012–2013), soit sur la vague 7 (2014–2015).¹⁰⁰

L’ESS a été initiée au milieu des années 1990 par Roger Jowell et Max Kaase, deux spécialistes des attitudes et des comportements politiques. Dix ans après sa première réalisation en 2002–2003 (vague 1), l’ESS accède au statut de recherche intégrée au

¹⁰⁰ La vague 8 (2016–2017) n’était pas encore disponible au début de nos investigations.

European Research Infrastructure Consortium (ERIC) dépendant directement de la Commission européenne. Les objectifs de l'ESS rejoignent ainsi en partie les préoccupations des dirigeants européens et nationaux. Plus précisément, cette enquête vise trois objectifs principaux :

"[F]irstly, to monitor and interpret changing public attitudes and values within Europe and to investigate how they interact with Europe's changing institutions; secondly, to advance and consolidate improved methods of cross-national survey measurement in Europe and beyond; and thirdly, to develop a series of European social indicators, including attitudinal indicators" (ESS 2014 : 6).

L'enquête ESS mesure un grand nombre de caractéristiques permettant de définir les individus selon leurs attributs objectifs (âge, sexe, éducation, profession, etc.), mais aussi selon leurs attitudes et perceptions dans divers domaines tels que la politique, le rapport aux institutions, l'économie, l'immigration, le genre, les valeurs, la religion, etc. L'enquête ESS a donc été choisie pour sa dimension comparative et pour la richesse des données recueillies afin de mesurer les variables explicatives du vote populiste. Le choix de l'une ou l'autre vague de l'enquête procède de la spécificité des questions posées et de leur adéquation avec les modèles théoriques proposés dans les différents chapitres de ce volume. En 2012 (vague 6), l'ESS s'est penchée notamment sur les valeurs politiques, tandis qu'en 2014 (vague 7) une attention particulière a été accordée à la question des inégalités sociales, notamment en ce qui concerne les comportements face aux immigrants.

Sur un plan méthodologique, l'ESS utilise une *méthode d'échantillonnage aléatoire simple ou stratifié*, avec un taux de réponse minimal de 70%.¹⁰¹ La passation du questionnaire se fait par des interviews *en face à face*, d'une durée approximative d'une heure. Ce mode de passation garantit une meilleure qualité et comparabilité des données que d'autres modes (notamment par téléphone ou par Internet). Malgré tout, il est nécessaire de *pondérer les données* afin de corriger les *biais de sélection* (i.e., tous les individus n'ont pas exactement la même probabilité d'être inclus dans l'échantillon en fonction de leur appartenance aux groupes ou régions utilisés dans la procédure d'échantillonnage) et d'autres distorsions potentielles telles que l'erreur systématique d'échantillonnage (*sampling error*) et les biais de non-réponse.¹⁰² Les données analysées dans les différents chapitres de ce volume ont été systématiquement redressées suivant un indice « post-stratification » [pspwght], qui permet d'ajuster le poids de chaque observation à sa probabilité réelle d'inclusion dans l'échantillon ; autrement dit, cet indice permet de reconstituer autant que possible une procédure de sélection parfaitement aléatoire.

La population mère de l'enquête ESS est constituée de *toutes les personnes de 15 ans ou plus qui résident sur le territoire d'un pays*, « indépendamment de leur nationalité, de leur citoyenneté, de leur langue ou de leur statut légal » (ESS 2014 : 6, NT). Cela signifie notamment qu'un certain pourcentage des individus interrogés (4 à 5% sur l'ensemble des vagues 6 et 7) ne dispose pas du droit de vote en raison de sa nationalité et sera écarté de l'explication du vote populiste.¹⁰³

¹⁰¹ Voir ESS (2014 : 6). Les taux de réponse sont en réalité largement en deçà de cet objectif ; le taux moyen pour les pays participant à la 6^e vague est de 62% environ, et de 56% environ pour la 7^e vague. Sur les 50 enquêtes nationales réalisées pour ces deux vagues, seules 9 ont atteint l'objectif fixé ; certains pays comme l'Allemagne sont même beaucoup plus proches du taux de 30% que du taux fixé de 70% (voir ESS 2012, 2014, 2016).

¹⁰² Pour plus de détails, voir ESS (2014b). Par ailleurs, on notera que la pondération inter-état (permettant d'ajuster le nombre de données recueillies dans un pays à sa juste proportion dans la population européenne totale) n'a pas été utilisée, car aucune des analyses dans ce volume n'agrège les données à l'échelle supranationale.

¹⁰³ Ce pourcentage varie cependant d'un pays à l'autre : 0% en Pologne, 2% en Finlande, 3% aux Pays-Bas, 4% en Italie, 5% en France, 7% en Espagne, et jusqu'à 18% en Suisse (moyennes des vagues 6 et 7 ; vague 6 uniquement pour l'Italie).

2.3.3. Description de la variable dépendante : le vote populiste

La variable dépendante dans les chapitres 3 à 5 est mesurée à partir de la question rétrospective sur le dernier choix de vote : « Pour quel parti avez-vous voté lors des dernières élections nationales ? » Les Tableaux 2.2 et 2.3 indiquent les fréquences du vote populiste mesurées dans l'enquête ESS lors des vagues 6 et 7. Ces fréquences correspondent à l'ensemble des votes accordés aux différents partis populistes définis comme tels dans les sections précédentes (voir Tableau 2.1).

Tableau 2.2 : Fréquence du vote populiste (ESS vague 6, 2012–2013)

Pays	Nom ESS	Type de populisme	% de vote en faveur d'un parti populiste (N)	% de vote en faveur d'un parti non populiste (N)	Total des réponses valides (%)
Italie	[prvtvbit] ^a	Droite	18.6% (96)	81.4% (420)	515 (53.7)
France	[prvtvcfr]	Droite	12.6% (142)	87.4% (990)	1132 (57.5)
Pays-Bas	[prvtvenl]	Droite	6.9% (95)	93.1% (1281)	1376 (74.6)
Pologne	[prvtvcpl]	Droite	33.5% (357)	66.5% (709)	1066 (56.2)
Suisse	[prvtvdch]	Droite	19.1% (131)	80.9% (556)	687 (46.0)

Notes : ^a : Bien que la vague étudiée corresponde à l'année 2012, en Italie la récolte de données a été effectuée entre juin et décembre 2013 (ESS 2012 : 118). Par conséquent, la question relative au dernier parti choisi ne correspond pas aux élections législatives antérieures à 2012, mais aux élections du 23-24 février 2013.

Tableau 2.3 : Fréquence du vote populiste (ESS vague 7, 2014–2015)

Pays	Nom ESS	Type de populisme	% de vote en faveur d'un parti populiste (N)	% de vote en faveur d'un parti non populiste (N)	Total des réponses valides (%)
Espagne	[prtcldes] ^a	Gauche	19.6% (192)	80.4% (791)	983 (51.1)
Finlande	[prvtvcfi]	Droite	14.3% (183)	85.7% (1092)	1275 (61.1)
France	[prvtvcfr]	Droite	12.8% (121)	87.2% (821)	942 (49.2)
Pays-Bas	[prvtvfnl]	Droite Gauche	11.7% (111) 14.3% (136)	74.0% (703) ^b	950 (49.5)
Pologne	[prvtvcpl]	Droite	34.9% (267)	65.1% (498)	765 (47.3)
Suisse	[prvtvtech]	Droite	21.4% (136)	78.6% (495)	638 (41.6)

Notes : ^a : Comme Podemos n'existait pas encore lors des dernières élections nationales antérieures à l'enquête ESS 2014, la variable de la proximité partisane a été utilisée en remplacement du vote effectif (voir chap. 3.3.2 *infra*). ^b : Pourcentage de répondants n'ayant voté ni pour un parti populiste de droite, ni pour un parti populiste de gauche.

Les tableaux ci-dessus appellent trois remarques. Premièrement, on notera que les noms de variables utilisés dans l'enquête ESS sont indiqués entre crochets — [prtvtbit], [prtvtcfr], etc. Il s'agit d'une convention d'écriture que nous utiliserons tout au long de ce volume, afin de faciliter la compréhension (et la reproductibilité) des mesures employées. Deuxièmement, il faut souligner que les effectifs (N) sur lesquels se base le contraste entre vote « populiste » et « non populiste » sont relativement réduits — parfois inférieurs à 50% de l'échantillon total, notamment dans le cas de la Suisse. Cette faible base empirique s'explique, d'une part, par le fait que certains répondants (notamment les non-nationaux ; voir section précédente) n'ont pas le droit de vote, et d'autre part en raison du grand nombre d'abstentionnistes, mais aussi de répondants qui ne souhaitent pas indiquer leur vote ou ne s'en rappellent pas. Troisièmement, les proportions du vote populiste indiquées dans les tableaux ne correspondent pas toujours au vote *effectif* en faveur des partis populistes, établi sur la base des relevés officiels. En effet, le vote en faveur des partis qualifiés de populistes est généralement soumis à un biais de désirabilité sociale important (voir chap. 5.1 *infra*), de sorte que le vote populiste est presque toujours sous-représenté dans les enquêtes standardisées.

3. Populisme de droite et populisme de gauche : Le populisme séduit-il les « perdants de la mondialisation » ?

ELAHÉ GOIN & DIANA MARTÍNEZ

3.1. Introduction

Le phénomène qui nous intéresse dans cette étude est celui de l'essor du populisme en Europe à partir de la crise économique de 2008. En effet, nous pensons que le vote populiste est une façon de *remettre en question l'ordre établi* dans le domaine des politiques économiques, mais aussi, plus globalement, dans le fonctionnement des institutions démocratiques (voir chap. 1 *supra*). Nous allons nous pencher sur le cas de cinq pays : l'Espagne, la Finlande, la Suisse, la Pologne et les Pays-Bas. Ce choix nous permettra d'analyser des pays avec des situations de crise différentes et avec des partis populistes aussi bien de droite que de gauche.

Notre objet de recherche porte sur les effets politiques de la crise économique de 2008 dans un contexte de fragilisation de la démocratie en Europe. Plus précisément, nous nous intéressons à l'impact que cette crise économique a pu exercer sur l'essor du vote populiste sur le continent européen. La question posée dans cette étude est la suivante : *Peut-on établir un lien entre les perceptions de la crise économique chez les électeurs après 2008 et l'essor du vote pour les partis populistes, qu'ils soient de droite ou de gauche ?* Dans cette perspective, la littérature suggère que le vote en faveur des partis populistes pourrait être essentiellement tributaire des perceptions *subjectives* de la conjoncture économique. Le contexte objectif de la crise économique et ses conséquences pour le bien-être matériel des individus ne joueraient qu'un rôle relativement secondaire pour expliquer le succès des partis populistes (e.g., Kriesi & Lachat 2004 ; Kriesi et al. 2006 ; Bornschier 2005 ; Swyngedouw & Depickere 2007 ; Teney et al. 2014). Bien entendu, l'appréciation subjective de la situation économique repose en partie sur des éléments tangibles touchant aux conditions matérielles d'existence des individus. Il ne s'agit donc pas d'opposer les variables économiques subjectives et objectives, mais d'observer leur contribution relative à l'explication du vote populiste. A cet égard, notre hypothèse générale nous conduit à supposer que les perceptions économiques exercent un effet plus soutenu qu'on ne le pense généralement.

Dans cette étude, nous nous focalisons uniquement sur la *demande* populiste, c'est-à-dire sur les facteurs explicatifs du vote effectué par les individus, sans prétendre expliquer le phénomène de l'offre proposée par les partis populistes (à ce sujet, voir chap. 1 *supra*). De plus, nous avons décidé de cibler notre approche théorique sur les aspects économiques. Nous sommes pleinement conscientes que, dans les schémas explicatifs du vote élaborés depuis plus de vingt ans, une dimension culturelle s'ajoute à la dimension économique, et que les enjeux culturels polarisent également le débat politique (voir chap. 2.2 *supra*). Cependant, même si ces enjeux dits culturels sont aussi importants pour expliquer le vote populiste, il n'en demeure pas moins que l'un des points communs entre les électeurs des partis populistes *de gauche et de droite* est justement un mécontentement économique et une demande de protection contre les aléas de la mondialisation et de la financiarisation de l'économie. Comme nous cherchons à comprendre le vote pour des partis populistes aussi bien de gauche que de droite, il apparaît judicieux de se focaliser sur l'insatisfaction économique, qu'ils semblent tous partager. A contrario, au niveau culturel (e.g., immigration, valeurs religieuses, sécurité), les partis populistes de droite et de gauche adoptent des positions clairement distinctes (Mayer 2014 ; Ivaldi & Zaslove 2015).

3.2. Cadre théorique

3.2.1. « Les perdants de la mondialisation »

La pierre angulaire de notre approche est le concept des « perdants et gagnants de la mondialisation », formulé par Hanspeter Kriesi et ses collègues (2006, 2008 ; Kriesi & Lachat 2004) dans leurs travaux sur les nouveaux mouvements sociaux et la transformation de l'espace politique national en réponse au phénomène de globalisation. D'après cette approche conceptuelle, le vote en faveur des partis populistes (en l'occurrence ceux de la droite radicale) ne peut s'expliquer complètement ni par les caractéristiques socio-démographiques, ni par la situation économique objective des électeurs. Ce sont plutôt les appréciations subjectives des électeurs sur la situation économique qui jouent un rôle déterminant. Ainsi, les électeurs qui se sentent démunis et qui évaluent négativement leur situation économique personnelle et leur situation dans la société seraient plus enclins à voter pour des partis populistes (Swyngedouw & Depickere 2007). Cette théorie défend donc l'existence d'un lien entre le vote populiste et les mutations socio-économiques survenues pendant les dernières décennies dans les pays industrialisés dans le cadre du processus de *mondialisation*. Celui-ci peut être défini, au sens large, comme un agrandissement spatial et un accroissement des interactions économiques et culturelles globales, qui converge avec une accélération du passage du secteur secondaire au secteur tertiaire et à la sous-traitance (Betz 1993). La globalisation est une transformation des relations sociales et des transactions reposant sur l'élargissement, l'intensification et l'accélération de l'interdépendance globale (Held et al. 1999). Les frontières entre les affaires de politique nationale et internationale seraient de plus en plus floues. Ceci se produirait au niveau des activités sociales, politiques et économiques, mais aussi de la migration, de la diffusion d'idées et d'informations, et ainsi de suite.

La mondialisation entraîne une intensification de la concurrence sur le marché du travail dans les pays industrialisés, surtout pour les employés peu qualifiés (Bornschieer 2005). Il s'ensuit une dégradation du marché du travail (Labbé et al. 2007) qui est à l'origine d'un double processus de précarisation. D'une part, on observe une montée du chômage et une régression des contrats à durée indéterminée à temps complet. D'une autre part, on assiste au développement de formes particulières d'emplois précaires — emplois temporaires ou intérimaires, contrats à durée déterminée, emplois à temps partiel (Rigaudiat 2005). Les écarts de revenus ont commencé à se creuser et la récession déclenchée par la crise financière de 2008 a encore amplifié ce phénomène : entre 2007 et 2010, les inégalités de revenus ont augmenté davantage qu'au cours des douze années précédentes (Braconnier & Mayer 2015 : 16). Auparavant, plusieurs spécialistes avaient indiqué que la mondialisation économique et une concurrence internationale accrue étaient susceptibles d'intensifier les nouvelles divisions sociales au sein des pays développés (Betz 1993 ; Kitschelt & McGann 1995). Ainsi, il semblerait que nous assistons à la création d'une société duale, opposant les individus qui ont un emploi stable à ceux dont l'emploi est précaire ou qui sont au chômage (Standing 2009, 2011 ; Mayer 2014).

Kriesi et al. (2006, 2008) proposent de considérer la mondialisation comme un processus de « dénationalisation » qui, en Europe, se manifeste principalement dans l'intégration européenne, dont les conséquences sont une restriction de la souveraineté des états, une globalisation des marchés et une recrudescence de l'immigration. Cette mondialisation/dénationalisation ferait apparaître de nouvelles inégalités et de nouveaux conflits et aboutirait à la naissance d'un clivage entre « perdants et gagnants de la mondialisation », dans la mesure où les conséquences de la mondialisation ne sont pas les mêmes pour tous les individus. Il s'agirait d'un processus qui provoque de nouveaux conflits opposant des « gagnants » et des « perdants » suite à l'ouverture des marchés nationaux et à l'augmentation des flux culturels transnationaux (Bornschieer 2005).

Betz (1993), l'un des premiers à mettre en lien la montée des droites populistes en Europe et les transformations de l'économie mondiale, définit de façon plus concrète les deux catégories qui structurent le nouvel espace social des sociétés post-industrielles. D'une part, il y aurait les employeurs, une nouvelle classe moyenne d'employés et de professionnels diplômés, et des nouveaux cols bleus polyvalents ; ouvert aux échanges internationaux, ce groupe serait celui des « gagnants » de la mondialisation. D'autre part, on trouverait un secteur de plus en plus marginalisé, composé de travailleurs semi- ou sous-qualifiés, de jeunes sans diplômes et d'une masse grandissante de chômeurs ; cette deuxième catégorie représente ce qu'il conviendrait d'appeler les « perdants » de la mondialisation, qui rencontrent une difficulté croissante à rester concurrentiels sur le marché du travail et à faire face à un déclin relatif de leur revenu réel. Pour sa part, Nouriel Roubini (2016) précise que certaines tendances de la mondialisation telles que le libre-échange ou l'immigration économique ont engendré, dans les pays riches en capitaux, une baisse prononcée du salaire chez les travailleurs peu qualifiés. Ainsi, les perdants de la mondialisation — ou ceux qui se considèrent comme tels — seraient les individus dont les « perspectives de vie » (Weber 1978 [1922] : 926ff.), c'est-à-dire les possibilités d'accéder aux ressources nécessaires à la satisfaction de leurs besoins et à l'amélioration de leur qualité de vie, étaient autrefois garanties par les frontières nationales (Kriesi & Lachat 2004). Pour eux, la disparition des frontières causée par la mondialisation est une menace pour leurs statuts et leurs possibilités de vie. Les gagnants, en revanche, sont ceux qui bénéficient des nouvelles possibilités qu'offre la mondialisation.

D'après Kriesi et Lachat (2004), il y a trois mécanismes principaux qui contribuent à l'apparition du clivage gagnants-perdants de la mondialisation. Le premier mécanisme est l'augmentation de la concurrence économique qui s'ensuit du processus de mondialisation et l'immigration massive qu'elle entraîne. Cette menace serait particulièrement aiguë pour les individus travaillant dans des secteurs autrefois protégés par des mesures protectionnistes au niveau national, aussi bien que pour toutes les personnes peu ou pas qualifiées, qui rejoindraient donc le camp des « perdants » de la mondialisation. Par contraste, les « gagnants » seraient les individus qualifiés travaillant dans des secteurs traditionnellement ouverts à la concurrence internationale. Le deuxième mécanisme est la concurrence *culturelle* engendrée par les mouvements migratoires. Dans cette optique, les gagnants de la mondialisation seraient ceux que Kriesi et Lachat (2004) appellent les « citoyens cosmopolites », tandis que les perdants seraient les individus qui s'identifient fortement à leur communauté nationale. Le troisième mécanisme relève de la concurrence *politique* entre les États-nations et les acteurs supranationaux, que la mondialisation exacerbe (Kriesi et al. 2006, 2008). En Europe, l'acteur supranational par excellence est l'Union européenne (UE). Avec l'avancée de l'unification européenne et le contrôle qu'elle exerce sur l'organisation des marchés, l'UE apparaît de plus en plus comme *l'agent* principal de la mondialisation en Europe et non plus comme une réponse européenne commune à la globalisation (Streeck 2017). De plus, l'UE est accusée de porter atteinte à la souveraineté nationale des pays membres, qu'elle priverait de leur autonomie, de leur identité et de leur autorité politique. Dans cette perspective, les perdants de la mondialisation adhèrent à un modèle protectionniste, replié sur l'espace et la souveraineté nationale, tandis que les gagnants voient dans le processus d'intégration une opportunité.

Mais quel est exactement le lien qui s'établit entre la mondialisation et ses effets et le vote populiste en Europe ? Pour de nombreux spécialistes, la réponse à cette question est relativement évidente : les partis populistes sont ceux qui savent le mieux mobiliser les craintes de déclassement économique et de perte de statut social chez les électeurs, en particulier ceux qui sont déjà fragilisés par les bouleversements de la structure économique causés par la mondialisation (Kriesi 2005 ; Bornschier 2005 ; Mayer 2012). Selon Kriesi (2005), les études du vote populiste de droite¹⁰⁴ se basent

¹⁰⁴ A l'époque, le populisme de gauche n'avait pas encore réussi à percer sur la scène politique européenne, et l'analyse du vote populiste de gauche était encore embryonnaire.

généralement sur des modèles socio-structurels ou protestataires du vote. Les premiers expliquent le soutien à ce type de partis « par les changements rapides de la société moderne dans le contexte de la modernisation (mondialisation) accrue des relations économiques, culturelles et politiques » (Kriesi 2005 : 407). Suivant cette approche, les « perdants » de la mondialisation, menacés par ces changements, auraient tendance à exprimer leur mécontentement en votant pour des partis populistes. De leur côté, les modèles protestataires expliquent la montée des mouvements populistes « par le mécontentement vis-à-vis du système politique en général et par le rejet des partis politiques établis que le vote protestataire souhaiterait sanctionner » (idem). On le voit, ces deux types de modèles partagent l'idée que les partis populistes remplissent, en quelque sorte, une fonction d'exutoire au mécontentement des électeurs et permettent de canaliser dans une certaine mesure les sentiments de frustration et, parfois, de désespoir qui s'expriment au travers du vote populiste. Pour ce qui est du vote populiste de droite, la théorie indique que les perdants de la globalisation votent pour ce genre de partis dans le but d'obtenir (ou de faire pression en vue d'obtenir) des mesures protectionnistes sur le plan culturel et au niveau de l'économie internationale. Le vote populiste de *gauche* viserait aussi la mise en place de politiques protectionnistes, mais uniquement sur un plan économique (Mudde & Rovira Kaltwasser 2013 ; Ivaldi & Zaslove 2015). Les gagnants de la mondialisation, en revanche, bénéficient de l'ouverture économique et culturelle du processus de mondialisation ; ils seraient donc favorables à des mesures qui estompent les frontières nationales et stimulent l'intégration internationale (ou européenne) et n'auraient pas tendance à voter pour ce genre de partis (Kriesi & Lachat 2004).

Selon Bornschier (2005), la mondialisation n'est pas à l'origine du développement des partis populistes, mais elle contribue au potentiel politique mobilisé par ces partis suivant deux mécanismes. Le premier, lié à la mondialisation culturelle et très présent dans le populisme de droite, est *culturel-identitaire*, c'est-à-dire axé sur les valeurs autoritaires et sur la nécessité de préserver une communauté nationale culturellement homogène. Le second mécanisme, qui est celui qui nous intéresse le plus dans ce travail, est de nature *économique* : les partis populistes réussissent à mobiliser les individus qui sentent que leurs possibilités dans la vie sont menacées par le processus de mondialisation économique. Les partis populistes tireraient donc avantage de la peur des catégories sociales menacées par la globalisation et inquiètes sur leur situation, mais qui ne sont pas encore dans des situations de grande précarité (Mastropaolo 2001). Leur succès dépendrait de leur capacité de mobiliser le mécontentement et la frustration économique, sociale et culturelle des individus déçus par leurs perspectives de vie personnelle et par le système politique (Betz 1993).

Néanmoins, il est difficile de déterminer a priori quelle est la part relative des motifs économiques et culturels-identitaires dans l'explication du vote populiste. Nous avons décidé de nous limiter dans cette étude à analyser la logique *économique* du vote populiste, surtout parce que nous pensons qu'il s'agit d'un *point commun entre les populismes de gauche et de droite* — tous deux partagent un discours de protection économique face aux effets de la globalisation. En revanche, ils ne partagent absolument pas le même discours culturel ; le populisme de droite valorise une attitude nativiste et xénophobe absente de l'idéologie populiste de gauche (March 2007 ; Mudde & Rovira Kaltwasser 2013 ; Ivaldi & Zaslove 2015).

3.2.2. Dimensions de la précarité

Compte tenu de l'importance que nous accordons aux enjeux économiques et à la distinction entre gagnants et perdants de la mondialisation, le concept de précarité est fondamental pour notre étude. En effet, si l'électorat des partis populistes se concentre principalement parmi les laissés-pour-compte de la modernisation économique, il convient de mieux comprendre en quoi consiste la précarité — ou le danger perçu de précarisation — dont souffrent ces individus. Il est donc nécessaire pour notre analyse de cibler ce que nous entendons par précarité. Une définition claire de

ce concept est proposée par Wresinski (1987 : 6), pour qui la précarité est un état d'instabilité sociale caractérisé par « l'absence d'une ou plusieurs des sécurités, notamment celle de l'emploi, permettant aux personnes d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales, et de jouir de leurs droits fondamentaux ». A son tour, la précarité peut déboucher sur la grande pauvreté lorsque les circonstances ou le manque de ressources personnelles (en termes de capital culturel, économique ou social) ne peuvent empêcher « des enchaînements et cumuls de précarités dans l'existence des intéressés » (Wresinski 1987 : 7).

La précarité semble comporter plusieurs dimensions, si bien que sa mesure n'est pas chose aisée. En effet, il existe des indicateurs objectifs utilisés habituellement pour détecter la précarité (le revenu, le patrimoine, l'emploi, le niveau d'études, la catégorie socioprofessionnelle, le type de contrat, le capital social, etc.). Mais il faut aussi prendre en considération des éléments de nature subjective (le sentiment de dégradation ou d'amélioration des perspectives de vie, la perception subjective de la position sociale, le statut social, etc. ; voir Standing 2011). Pour notre étude, nous nous intéresserons tout particulièrement à quatre indicateurs *objectifs* de la précarité : la classe économique, le type de contrat, le niveau d'études et le capital social.

Pour ce qui est de la **classe économique**, nous nous baserons sur l'approche de Daniel Oesch (2006, 2008), qui propose de substituer à l'analyse traditionnelle des classes sociales un schéma conceptuel centré sur la notion de « classe économique ». Oesch soutient en effet que le schéma classique des classes sociales employé dans la sociologie européenne est basé sur le modèle prédominant en Europe jusqu'aux années 1970, dans le cadre d'un système économique encore essentiellement industriel. Néanmoins, beaucoup de changements ont eu lieu au cours des dernières décennies et ont transformé la structure de l'emploi en Europe — essor du secteur des services et de l'emploi féminin, désindustrialisation massive dans certains secteurs, apparition de nouvelles formes de production, développement des technologies (e.g., robotisation, informatique) et complexification des processus industriels etc. Ces changements ont conduit à une diminution du nombre de travailleurs actifs dans l'industrie et à une hausse de leur niveau de qualification, tandis que la distinction entre ouvriers et employés devenait de moins en moins claire. Grâce au perfectionnement du système éducatif, la classe moyenne salariée est devenue de plus en plus importante tandis que le nombre de travailleurs non qualifiés a diminué considérablement.

Oesch (2006) propose donc un schéma qui se veut plus fidèle à la réalité actuelle de l'emploi, qui est de plus en plus hétérogène. Au lieu de se focaliser sur les frontières hiérarchiques entre classes sociales, il souligne les clivages *horizontaux* en insistant sur les différentes *logiques de travail* de chaque groupe d'occupation. Son schéma comporte deux axes : l'axe vertical sépare les classes suivant les compétences attachées à l'occupation (e.g., managériales vs. opérationnelles), ce qui permet d'en appréhender les avantages concurrentiels dans les relations d'emploi ; tandis que l'axe horizontal sépare les différentes logiques de travail (*independent, technical, organizational* ou *interpersonal work logic*). Ceci produit un schéma de 16 catégories différentes, qui s'éloigne de l'idée de classes sociales dans le sens wébérien de groupes partageant une identité et une organisation communes. En effet, le schéma d'Oesch est plus proche d'une conception de la classe économique basée sur la catégorie d'occupation et sur la position sociale. Dans cette optique, les individus peuvent avoir des intérêts communs du fait qu'ils ont une même position économique sans toutefois partager davantage de traits. Or, d'après la théorie des « perdants et gagnants de la mondialisation », certaines classes économiques sont plus touchées par la précarité et l'insécurité de l'emploi corrélatives de la mondialisation. La classe économique détermine donc si l'individu appartient à une catégorie d'occupation dont les compétences sont valorisées ou au contraire dévalorisées dans un marché de l'emploi globalisé, et dont les conditions d'existence sont favorisées ou menacées par la mondialisation.

Tout comme la classe économique, le **type de contrat** constitue aussi un indicateur essentiel de la précarité. Nous avons vu que la mondialisation conduit à une dégradation et une précarisation du marché du travail. Ainsi, la norme que constituaient les contrats illimités a été remplacée par des formes d'emploi précaires, avec des contrats limités ou même inexistantes (Labbé et al. 2007). Ces formes de travail (emplois peu qualifiés, mal rémunérés, à durée déterminée) dites « atypiques » (Braconnier & Mayer 2015 : 21) sont en plein essor, et c'est dans ces catégories d'emploi précaire que le potentiel électoral en faveur des partis populistes pourrait être particulièrement développé.

L'**éducation** et le **capital social** font aussi partie des dimensions essentielles de la précarité caractérisant les « perdants » de la mondialisation. En effet, les situations de précarité ne reposent pas seulement sur des critères économiques (instabilité de l'emploi, classe économique défavorisée, type de contrat), mais aussi sur une faiblesse relative du capital culturel et social (Labbé et al. 2007). D'après Kitschelt et McGann (1995), *l'éducation* est un atout crucial pour le monde du travail, dans la mesure où elle façonne des compétences permettant d'améliorer les perspectives d'emploi. Ainsi, les individus avec un faible niveau d'éducation sont plus exposés à la précarité et à l'insécurité de l'emploi. En ce qui concerne le *capital social*, nous nous référons à la théorie de Pierre Bourdieu (1980), qui le considère comme aussi important pour l'individu que son capital économique ou culturel. Bourdieu définit le capital social comme « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents (...) unis par des liaisons permanentes et utiles » (1980 : 2). Le capital social dépend donc de l'étendue du réseau de l'individu et de sa capacité à le mobiliser, mais aussi des capitaux (économique, social et culturel) dont disposent les autres individus faisant partie de ce réseau de liaisons, qui doit être entretenu constamment. L'isolement, c'est-à-dire un capital social faible, est un indicateur déterminant de précarité (Labbé et al. 2007 ; Braconnier & Mayer, 2015).

3.2.3. *Perceptions de la crise*

Kriesi et al. (2006, 2008) soutiennent que le vote populiste ne peut s'expliquer entièrement ni par les caractéristiques socio-démographiques des électeurs, ni par les situations économiques objectives. C'est aussi un présupposé central de notre étude que les *perceptions*, nécessairement *subjectives*, de la situation économique et sociale constituent un élément primordial dans l'explication du vote populiste. Selon Teney et al. (2014), par exemple, on ne peut ignorer l'importance des perceptions subjectives pour expliquer les dispositions des électeurs en matière d'intégration européenne et d'immigration. Ainsi, le fait de se définir soi-même comme gagnant ou comme perdant de la mondialisation est déterminant pour expliquer certaines positions, quand bien même cette auto-catégorisation ne correspond pas nécessairement à la réalité objective. Plus largement, les perceptions individuelles de la situation économique ne sont pas toujours fidèles à la réalité. D'après certains spécialistes, ces perceptions auraient plus d'impact sur le choix électoral que la situation économique objective (e.g., Mau 2005).

En lien avec le concept de gagnants/perdants de la mondialisation, il se peut que les *perceptions* de la situation économique, dans la période de récession suivant la crise financière de 2008, explique aussi bien (ou mieux) le vote populiste que le contexte objectif de crise. Ainsi, l'essor du populisme en Europe se baserait davantage sur les évaluations et les anticipations du contexte économique que sur les impacts réels de la crise sur le bien-être économique des électeurs. La crainte du déclassement et de la précarisation — davantage encore que l'expérience même de la précarité — inciteraient les électeurs à un vote populiste pour exprimer leur mécontentement et une demande de protection contre les effets néfastes de la mondialisation. Dans ce sens,

les électeurs qui évaluent négativement leur situation économique personnelle et sont insatisfaits de leur position dans la société — c'est-à-dire ayant le sentiment d'être des « perdants » — seraient plus enclins à voter en faveur des partis populistes (Swyngedouw & Depickere 2007 ; Teney et al. 2014).

Sur la base de ces considérations, notre analyse empirique du vote populiste prendra en compte deux indicateurs de **satisfaction économique subjective** : une mesure de satisfaction par rapport à la situation de l'économie nationale, et une mesure de satisfaction par rapport à son revenu (ou « revenu subjectif »). Nous y ajouterons un indicateur de *satisfaction par rapport à sa vie personnelle* qui, tout en débordant du cadre strictement économique, devrait nous aider à comprendre comment les individus conçoivent leurs perspectives de vie (Swyngedouw & Depickere 2007 ; Teney et al. 2014) et devrait être corrélé négativement au sentiment de précarité et à la probabilité d'un vote populiste.

3.2.4. Hypothèses

En nous inscrivant dans le cadre de la théorie des « perdants de la mondialisation », notre hypothèse générale est la suivante : la crise économique a un effet sur le vote populiste (qu'il soit de droite ou de gauche), mais avant tout au travers des *perceptions de la crise* et au travers de la position économique *subjective* des électeurs. Les électeurs qui sont insatisfaits de leurs conditions matérielles d'existence et de leurs perspectives de vie (i.e., les « perdants » de la mondialisation) ont plus de chances de voter pour des partis populistes, de gauche ou de droite suivant l'offre disponible dans chaque pays. Dans le cas des Pays-Bas, où les électeurs ont le choix entre un parti populiste de droite (PVV) et de gauche (SP), leur décision devrait dépendre de leurs positions sur les enjeux culturels qui, comme nous l'avons vu, constituent le principal sujet de différence entre ces deux tendances populistes.

Nous ne négligeons pas pour autant les caractéristiques économiques *objectives* (liées notamment à la classe économique et aux autres dimensions du degré de précarité des individus), qui devraient également contribuer à l'explication du vote populiste. Enfin, notre modèle explicatif serait pour le moins incomplet s'il n'incluait pas les principales **tendances attitudinales** généralement associées au vote populiste. Aussi bien l'examen de l'offre politique des partis populistes (voir chap. 1 *supra*) que les recherches menées pour identifier le profil de leurs électeurs (voir chap. 2.2 *supra*) ont permis de mettre en évidence trois éléments communs aux forces populistes de droite et de gauche : l'euroscpticisme, la critique des élites, et la vision protectionniste de l'économie par rapport à la concurrence perçue de la main d'œuvre immigrée. Nous ne reviendrons pas ici sur ces éléments ayant fait l'objet d'une discussion détaillée dans le chapitre précédent. Leur inclusion dans notre modèle explicatif permettra de tester l'interprétation « standard » du vote populiste, centrée sur les attitudes et dont la capacité explicative est vraisemblablement forte, ce qui en fera une véritable « épreuve de vérité » pour l'estimation simultanée des effets de variables économiques.

Le premier ensemble d'hypothèses que nous avançons concerne précisément l'effet des attitudes traditionnellement reliées au vote populiste :

Hypothèse 1 : Les individus qui considèrent que l'intégration européenne est déjà allée trop loin votent davantage pour des partis populistes que ceux qui considèrent que l'intégration européenne devrait continuer.

Hypothèse 2 : Les individus qui considèrent que l'immigration a un impact négatif sur l'économie nationale votent davantage pour des partis populistes que les individus estimant que l'immigration a un impact positif sur l'économie nationale.

Hypothèse 3 : Les individus qui se déclarent insatisfaits de l'action du gouvernement votent davantage pour des partis populistes que les individus qui s'en disent satisfaits.

Une deuxième série d'hypothèses concerne la *précarité des individus*. Partant de l'idée que les partis populistes rassemblent les perdants de la modernisation (ou ceux qui se considèrent comme tels), nous postulons que plus la situation d'un individu est précaire, plus il aura tendance à voter pour un parti populiste. Comme nous l'avons vu, une situation de précarité se définit par des caractéristiques économiques fondamentalement liées à l'emploi, mais aussi par d'autres aspects comme le niveau d'études et le capital social :

Hypothèse 4 : Les individus qui se trouvent au chômage votent davantage pour des partis populistes que ceux qui ont un travail.

Hypothèse 5 : Les individus sans contrat de travail ou ne disposant que d'un contrat limité votent davantage pour des partis populistes que ceux ayant un contrat illimité.

Hypothèse 6 : Les individus appartenant à des classes économiques « inférieures » votent davantage pour des partis populistes que ceux qui appartiennent à des classes économiques « supérieures ».

Hypothèse 7 : Les individus ayant un faible capital social votent davantage pour des partis populistes que ceux qui ont un fort capital social.

Hypothèse 8 : Les individus ayant un faible niveau d'éducation votent davantage pour des partis populistes que ceux ayant un niveau d'éducation élevé.

La troisième série d'hypothèses est axée sur les perceptions de crise des électeurs. Il s'agit d'éléments d'appréciation subjectifs sur la situation économique du pays, sur la situation économique personnelle des électeurs, et sur leur satisfaction par rapport à leur vie personnelle. Plus les individus ont des perceptions négatives à ce sujet, plus ils sont susceptibles de voter pour des partis populistes :

Hypothèse 9 : Les individus qui se déclarent insatisfaits de l'état de l'économie nationale votent davantage pour des partis populistes que ceux qui s'en disent satisfaits.

Hypothèse 10 : Les individus jugeant leur situation personnelle *en général* comme peu satisfaisante votent davantage pour des partis populistes que ceux qui la jugent satisfaisante.

Hypothèse 11 : Les individus considérant leur revenu comme insuffisant pour faire face aux besoins de la vie courante votent davantage pour des partis populistes que ceux jugeant leur revenu suffisant ou confortable.

3.3. Méthodologie

3.3.1. Données empiriques

Nos données sont issues de la septième vague de l'ESS, réalisée entre 2014 et 2015 dans 22 pays.¹⁰⁵ Le questionnaire comprenait un module spécifique à cette vague, portant essentiellement sur l'immigration et la santé. Il s'agissait donc d'une base de données idéalement adaptée à notre sujet de recherche. Les échantillons nationaux comprennent approximativement 1500 à 2000 observations valables, avec des taux de réponse compris entre 59% (Pays-Bas) et 68% (Espagne). Pour le reste, la description des données de l'ESS réalisée plus haut (voir chap. 2.3.2 *supra*) s'applique aux données analysées dans ce chapitre.

¹⁰⁵ Cette vague de l'ESS s'est déroulée à des périodes différentes suivant les pays. En Suisse, elle a eu lieu entre août 2014 et février 2015 ; en Espagne, entre janvier et juin 2015 ; en Finlande, entre septembre 2014 et février 2015 ; en Pologne, entre avril et septembre 2015 ; et aux Pays-Bas, entre septembre 2014 et janvier 2015.

3.3.2. Opérationnalisation des variables

Nous allons nous focaliser uniquement sur le vote populiste dans cinq des 22 pays qui apparaissent dans cette septième vague de l'ESS : la Finlande et le vote pour les *Vrais Finlandais* ; la Suisse et le vote pour l'*Union Démocratique du Centre* et d'autres partis populistes de droite ; la Pologne, avec le vote pour le parti *Droit et Justice* et ses alliés populistes de droite (KNP, PjN) ; l'Espagne et la proximité partisane (plutôt que le vote ; voir ci-après) en faveur du parti populiste de gauche *Podemos* ; et pour finir, le cas particulier des Pays-Bas, qui compte deux partis populistes, un de gauche (Parti Socialiste) et un de droite (Parti pour la Liberté). Nous renvoyons le lecteur au chapitre 2.3.1 ci-dessus pour le détail des partis considérés comme populistes dans chaque pays.

Ces cinq pays nous donnent l'occasion d'étudier des contextes très différents, aussi bien au niveau de leurs trajectoires historiques que de leurs situations politiques et économiques. Tout d'abord, la **Finlande** se distingue par une social-démocratie fortement ancrée dans la culture politique du pays. En 2014, le pays était gouverné depuis trois ans par une coalition assez large dirigée par le parti Kok (libéral-conservateur), incluant le parti social-démocrate. La crise de 2008 avait touché le pays en freinant sa croissance économique, causant ainsi une récession et une chute du PIB, mais sans provoquer une explosion du chômage et sans menacer durablement la stabilité de l'économie finlandaise. La **Pologne** était dirigée, au moment de l'enquête ESS en 2015, par une coalition de centre droite, libérale-conservatrice et européiste. La Pologne est parfois qualifiée de « petit miracle économique », dans la mesure où elle n'a été que peu touchée par la récession de 2008-2013, en grande partie grâce à sa souveraineté monétaire.¹⁰⁶ Il s'agit par ailleurs d'un pays dans lequel la droite populiste (le parti *Droit et Justice*) avait déjà occupé le pouvoir entre 2005 et 2007, même si elle se trouvait à nouveau dans l'opposition au moment de l'enquête ESS. Quant à la **Suisse**, elle constitue un cas particulier dans l'histoire du populisme de droite, puisque l'UDC fait partie du gouvernement de coalition depuis longtemps et se trouve ainsi, de fait, profondément intégrée au système politique. Par ailleurs, malgré la situation critique d'une partie de son secteur bancaire en 2008 (nécessitant l'intervention de l'Etat pour renflouer la grande banque UBS), la Suisse n'a été affectée que superficiellement par la crise économique, ne subissant au passage qu'une récession limitée au cours des années 2008-2012. Le cas de l'**Espagne** est bien différent. Lorsque la droite traditionnelle (*Partido Popular*) reprend les rênes du pouvoir en remportant une majorité absolue aux élections de novembre 2011, elle accède aux responsabilités d'un pays qui avait plongé rapidement, dès 2008, dans une crise économique profonde après des années de croissance continue. Au moment de l'enquête ESS en 2015, l'Espagne est toujours en proie à un taux de chômage colossal (supérieur à 20%), à un endettement public très élevé (100% du PIB), ainsi qu'à une grave crise de confiance envers les institutions politiques (Marquis 2016 : 9-15). Enfin, le cas des **Pays-Bas** est particulièrement intéressant puisqu'il nous permettra de comparer, dans un même pays, les facteurs du vote pour un parti populiste de droite (PVV) et de gauche (SP). En 2014, les Pays-Bas avaient un gouvernement de coalition réunissant la droite libérale (VVD) et le Parti du Travail. Sur un plan économique, le pays n'a pas été épargné par la crise de 2008 : rétrécissement de la production et du volume des exportations, éclatement de la bulle immobilière, etc. Néanmoins, la situation économique néerlandaise avait commencé à s'améliorer peu avant le début de l'enquête ESS.

Aux fins de notre analyse du vote populiste, le choix de l'enquête ESS doit beaucoup aux raisons générales évoquées plus haut (voir chap. 2 *supra*). Plus précisément, le choix de la septième vague de cette enquête (2014-2015) s'explique par le fait qu'il s'agissait des données les plus récentes disponibles au moment de commencer notre

¹⁰⁶ N'ayant pas intégré la zone euro, la Pologne a pu utiliser l'outil de dévaluation de sa monnaie pour rester compétitive, notamment dans le secteur des exportations (Twarowska 2015).

recherche. Mais il faut mentionner également *une raison pragmatique* : l'année 2014 correspond au moment d'apparition du populisme en Espagne avec la naissance de *Podemos*, un parti populiste de gauche qui a fait couler beaucoup d'encre. De fait, les élections européennes de mai 2014 constituent le premier « test électoral » du mouvement *Podemos* fondé seulement quelques mois plus tôt, en janvier 2014 (test « réussi » avec près de 8% des voix en sa faveur). Ainsi, au moment où l'enquête ESS est réalisée en Espagne (janvier–juin 2015), *Podemos* ne s'était encore jamais présenté à aucune élection nationale. Par conséquent, la question servant à mesurer le vote populiste dans tous les autres pays — « Pour quel parti avez-vous voté lors des dernières élections nationales » (voir chap. 2.3.3 *supra*) — ne peut être utilisée dans le cas de l'Espagne, puisque les dernières élections nationales remontaient à 2011, bien avant la création de *Podemos*. À défaut du vote effectif, nous avons donc été contraintes de nous baser sur une mesure de *proximité partisane* pour évaluer le soutien à *Podemos* — “Is there a particular political party you feel closer to than all the other parties” [prtcldes]. Comme le parti s'était déjà présenté aux élections européennes de mai 2014, il figurait donc dans la liste des partis soumise aux enquêtes pour cette question de proximité partisane. Le fait que près de 20% des répondants espagnols affirment se sentir proches de *Podemos* (plus du double des voix obtenues aux élections européennes quelques mois plus tôt) traduit bien la dynamique positive dont le parti bénéficie à cette période.

Avec cette nuance importante dans le cas espagnol, notre **variable dépendante** est le **vote en faveur des partis populistes**. À cet effet, nous avons construit trois variables *dummy* : le vote pour un parti populiste de droite (présent dans tous les pays à l'exception de l'Espagne), le vote pour un parti populiste de gauche (présent uniquement en Espagne et aux Pays-Bas), et le vote pour un parti non populiste (présent, bien sûr, dans tous les pays). Le vote en faveur des partis non populistes servira de catégorie de référence dans les analyses multivariées. À noter que les abstentionnistes sont exclus de notre analyse ; celle-ci, en effet, ne porte pas sur les mécanismes de la participation mais seulement sur l'orientation du vote.

Pour ce qui est des variables explicatives, nous les avons regroupées en trois blocs : les dimensions du populisme, la précarité et les perceptions de la crise.

1) Le premier bloc de variables est celui des **dimensions du populisme**. Conformément à l'analyse menée plus haut (voir chap. 2.2 *supra*), on peut distinguer trois attitudes centrales dans la disposition au vote populiste :

- La position pour ou contre l'intégration européenne [eufff] traduit une attitude que nous avons nommée **europophilie** (par opposition à l'eurosepticisme). La question posée dans le questionnaire de l'ESS était la suivante : “Now thinking about the European Union, some say European unification should go further. Others say it has already gone too far. Using this card, what number on the scale best describes your position?”. Cette variable mesure à quel point le répondant est favorable à l'intégration européenne, sur un échelle allant d'un eurosepticisme extrême (valeur 0) à l'europophilie la plus enthousiaste (valeur 10).
- La position par rapport à l'impact économique de l'immigration [imbgeco] sera considérée ici comme un indicateur de **ouverture économique**. Dans le questionnaire, la question posée était la suivante : “Would you say it is generally bad or good for [our country]'s economy that people come to live here from other countries?”. Cette variable mesure à quel point le répondant considère l'immigration une menace économique (valeur 0 sur l'échelle de réponse) ou au contraire comme un bienfait (valeur 10). Sachant que l'immigration peut être jugée également d'un point de vue *culturel*, cette dimension sera prise en compte par l'une de nos variables de contrôle (voir *infra*).
- La **satisfaction envers le gouvernement** [stfgov] est mesurée dans le questionnaire de l'ESS par la question suivante : “Now thinking about the [country] government, how satisfied are you with the way it is doing its job?”. L'échelle de satisfaction propo-

sée distingue les individus très critiques de la performance du gouvernement national (valeur 0) de ceux qui s'en disent très satisfaits (valeur 10).

Pour opérationnaliser ces trois variables, les mesures ordinales échelonnées entre 0 et 10 ont été conservées telles quelles, sans recodage.

2) Le deuxième bloc de variables explicatives concerne les mesures de la précarité. Nous prenons comme point de départ la définition donnée par Wresinski (1987), en nous inspirant également, dans la mesure du possible, des procédures proposées par Labbé et al. (2007) et Braconnier et Mayer (2015). Nous avons essayé de prendre en compte aussi bien les dimensions sociales que les dimensions économiques de la précarité, mais en nous focalisant ici sur les aspects *objectifs* de la précarité. (Les aspects plus *subjectifs* seront pris en compte dans le bloc suivant, relatif aux perceptions de crise.) Malheureusement, nous avons dû renoncer à certaines variables potentiellement intéressantes, en raison de la faible qualité des mesures (à l'exemple de la question du revenu réel, à laquelle beaucoup de gens refusent de répondre). En fin de compte, ce bloc est constitué des cinq variables suivantes :

- La variable de l'**occupation** vise à analyser la situation d'emploi des individus à partir de leur activité principale [mnactic]. La question posée était : "Which of these descriptions best describes your situation (in the last seven days)?" ; les répondants sont donc catégorisés selon leur activité principale pendant les 7 derniers jours. Il s'agit d'une variable comportant neuf modalités de réponse. Nous l'avons recodée pour réduire les modalités à six variables *dummy*. La première, que nous avons appelée « travail », est celle qui correspond aux individus ayant un travail payé ; elle servira de catégorie de référence dans les analyses multivariées. La deuxième variable *dummy* comprend les personnes au chômage (qu'ils soient à la recherche d'un emploi ou non). La troisième variable regroupe les retraités et les personnes handicapées — deux catégories d'individus qui sont (sauf exceptions, et en principe définitivement) à l'écart du monde du travail. La quatrième variable, dénommée « études », est celle qui correspond aux individus en cours de formation. La cinquième est celle des individus qui ont comme activité principale le travail ménager, la garde d'enfants ou la prise en charge d'autres personnes ; nous l'avons appelée « travail ménager ». Et la dernière variable que nous avons construite est celle des « autres », qui englobe toutes les possibilités qui ne sont pas comprises dans les modalités précédentes.
- La variable du **type de contrat** [wrkctra] nous renseigne sur le degré de précarité des individus. Dans le questionnaire de l'ESS, la question posée était : "Do/did you have a work contract of unlimited duration or limited duration or do/did you have no contract?". Les modalités de réponses (« contrat illimité », « contrat limité » et « sans contrat ») ont été transformées en variables *dummy*. La modalité « contrat illimité » sera utilisée comme catégorie de référence dans les analyses multivariées.¹⁰⁷
- La **classe économique** est une variable que nous avons construite sur la base des catégories professionnelles définies par le système de classification des professions promulgué par l'Organisation Internationale du Travail [isco08]. Dans l'enquête ESS, la question posée était : "What is/was the name or title of your main job?". Le recodage des nombreuses catégories de réponse (plus de 550 dans l'ESS vague 7) en un nombre restreint de classes économiques se base sur l'approche de Daniel Oesch (2006, 2008) et sur la syntaxe qu'il a élaborée et mise à disposition sur son site internet¹⁰⁸. Cette

¹⁰⁷ A noter que la question du type de contrat de travail a été posée uniquement aux individus ayant précédemment indiqué exercer une activité professionnelle. Ainsi, pour éviter que tous les « non-actifs » soient relégués en données manquantes, ceux-ci ont été recodés dans la catégorie de référence avec les individus au bénéfice d'un contrat illimité. Cette combinaison n'est certes pas idéale, mais notre principal objectif était de différencier les personnes identifiées comme « précaires » (i.e., avec un contrat limité ou sans contrat) du reste de la population.

¹⁰⁸ http://people.unil.ch/danieloesch/files/2014/05/Oesch_class_schema_ESS2012_SPSS.txt [consulté en juin 2017]

approche s'appuie en partie sur des analyses de classe d'inspiration marxienne et wébérienne, en reconnaissant notamment une certaine hiérarchie dans la structure des relations de classe et l'importance des compétences « monnayables » sur le marché de l'emploi ("marketable skills"). En même temps, l'approche de Oesch part du constat d'une hétérogénéité croissante dans la structure de classe des sociétés post-industrielles, et substitue à la distinction obsolète entre professions manuelles et non-manuelles (blue collar/white collar) un critère de différenciation horizontale entre les professions qui se fonde sur la « logique de travail » (« indépendante », « technique », « organisationnelle » ou « interpersonnelle »). Sur la base de ces considérations, Oesch propose tout d'abord un schéma de regroupement des professions comportant 16 catégories, qui peut s'agréger dans un schéma de 8 catégories ou de 5 catégories. Le choix du schéma analytique dépend fondamentalement de la question de recherche et du nombre d'observations dont on dispose. Dans notre cas, nous avons opté pour le schéma en 5 catégories, car nous n'avons pas suffisamment de cas dans certaines catégories créées suivant les schémas plus désagrégés. Le schéma synthétique se compose des cinq catégories suivantes : « classe des services supérieure », « classe des services inférieure », « petits propriétaires d'entreprise », « employés qualifiés » et « employés non qualifiés ». Ces cinq classes ont été converties en autant de variables *dummy* ; celle de la classe des services supérieure, correspondant aux individus dont l'emploi est le moins « précaire », servira de catégorie de référence pour nos analyses multivariées. A noter que, dans le cas des Pays-Bas, nous avons dû regrouper la classe des petits propriétaires et la classe des services inférieure.¹⁰⁹

- Le **niveau d'éducation** [eisced] est un autre indicateur possible de la précarité. La question posée dans le questionnaire était : "What is the highest level of education you have successfully completed?" Cette variable n'a pas été modifiée pour notre analyse : il s'agit d'une mesure ordinale qui s'échelonne entre le niveau d'éducation le plus bas (1) et le niveau le plus élevé (7).
- L'une des dimensions principales du **capital social** peut se mesurer par le *degré de sociabilité des individus* (Bourdieu 1986 ; Putnam 2000). Pour ce faire, nous avons utilisé la variable mesurant la fréquence à laquelle le répondant rencontre des amis, des membres de sa famille ou des collègues [sclmeet]. La question posée dans le questionnaire ESS était : "How often do you meet socially with friends, relatives or work colleagues?". Les sept modalités de réponse ont été regroupées en trois catégories et converties en variables *dummy* : (1) *capital social élevé* (modalités de réponse « plusieurs fois par semaine » et « chaque jour ») ; (2) *capital social moyen* (modalités de réponse « une fois par mois », « plusieurs fois par mois » et « une fois par semaine ») ; (3) *capital social faible* (modalités de réponse « jamais » et « moins d'une fois par mois »). La variable regroupant les individus avec un capital social élevé sera utilisée comme catégorie de référence dans les analyses explicatives du vote.

3) Le troisième bloc de variables indépendantes est celui qui constitue ce que nous avons nommé les **perceptions de la crise**. Il s'agit de construire des variables qui mesurent les sentiments *subjectifs* de privation ou d'insatisfaction économique, à la différence des variables relatives à la précarité fondées sur des indicateurs objectifs. Parmi les « perdants de la mondialisation », les difficultés économiques, aussi bien au niveau national que sur un plan personnel, sont vécus comme un fléau légué par la mondialisation et par la crise (économique, sociale, migratoire, etc.) déclenchée par l'incurie et l'égoïsme des élites. Autrement dit, l'adversité économique est perçue comme une fatalité imposée « d'en haut », dont on ne peut s'extraire que par un changement radical, c'est-à-dire notamment par un vote pour des partis « anti-

¹⁰⁹ Cela s'est avéré nécessaire en raison d'un problème de séparation complète dans le modèle explicatif du vote pour ce pays. En effet, dans notre échantillon, les petits propriétaires ne votent jamais pour le parti populiste de gauche (Parti Socialiste), ce qui entraîne des difficultés pour l'estimation des coefficients de régression.

système ». Ainsi, notre hypothèse avance que plus les répondants ont des perceptions négatives au sujet de la situation économique du pays et de leur situation personnelle, plus ils sont susceptibles de voter pour un parti populiste. Ces perceptions sont mesurées par trois variables :

- La **satisfaction envers l'économie nationale** consiste en une évaluation de la situation économique du pays [stfgov]. La question posée dans l'enquête ESS est la suivante : "How satisfied are you with the present state of the economy in [country]?". Il s'agit d'une mesure ordinaire échelonnée entre 0 (insatisfaction totale) et 10 (satisfaction totale), que nous avons conservée telle quelle.
- La **satisfaction générale à l'égard de sa vie personnelle** [stflife] est une évaluation qui n'est pas centrée exclusivement sur les besoins économiques, mais qui saisit de manière complémentaire les sentiments de frustration et de privation relative associés aux perceptions de crise chez les répondants. La question posée dans le questionnaire est la suivante : "How satisfied are you with your life as a whole nowadays?" Il s'agit également d'une variable ordinaire échelonnée entre 0 (insatisfaction totale) et 10 (satisfaction totale) ne nécessitant pas non plus de recodage.
- Le **revenu subjectif** renvoie à la satisfaction du répondant par rapport à son revenu [hincfel]. Cette perception est mesurée par la question suivante : "How do you feel about your household's income nowadays?". Les quatre modalités de réponse ont été recodées en trois variables *dummy* : (1) revenu confortable ("living comfortably on present income") ; (2) revenu suffisant ("coping on present income") ; (3) revenu insuffisant ("finding it difficult on present income" et "finding it very difficult on present income").¹¹⁰ La catégorie de revenu confortable servira de catégorie de référence dans les analyses explicatives du vote.

4) Le dernier bloc est celui des **variables de contrôle**, que nous ajoutons aux variables explicatives afin de valider leur impact sur le vote populiste. Les variables de contrôle ont été choisies par emprunt à des travaux comparables au nôtre (e.g., Swyngedouw & Depickere 2007) et, plus largement, pour leur capacité reconnue d'influencer le vote en général, et le vote populiste en particulier.

- Le **sexe** [gndr] est une variable considérée comme importante pour expliquer le vote populiste. En effet, il semblerait que les femmes votent moins pour ce type de partis que les hommes (Mayer 2014). Il s'agit d'une variable nominale (1 : sexe masculin ; 2 : sexe féminin).
- L'**âge** [agea] figure dans la plupart des modèles explicatifs du vote populiste. Il semble en effet que les jeunes votent davantage en faveur des partis populistes que les personnes plus âgées, et que cet écart entre générations aurait tendance à se creuser (Mayer 2014). La distribution de l'âge varie très légèrement d'un pays à l'autre (voir Tableau 3.1).
- Finalement, nous définissons l'**ouverture culturelle** des individus comme l'attitude (favorable ou défavorable) qu'ils adoptent par rapport à l'impact de l'immigration sur la culture nationale [imueclt]. Il s'agit d'une variable de contrôle importante. En effet, même si l'objectif principal de notre travail consiste à éclairer les déterminants *économiques* du vote populiste, on ne saurait négliger l'importance des enjeux *culturels* pour expliquer cette orientation dans le vote des individus (voir chap. 4 *infra*). En d'autres termes, nous ne réduisons pas le vote populiste à des motifs purement économiques. Comme nous l'avons vu (e.g., Kriesi & Lachat 2004 ; Ivaldi & Zaslove 2015), la position culturelle des électeurs peut expliquer leur choix pour un parti populiste de gauche (position inclusive) ou de droite (position d'exclusion). Nous avons donc décidé de

¹¹⁰ En moyenne, seuls 3.4% des répondants dans les cinq pays concernés affirment qu'il est « très difficile » de vivre avec leur revenu ; nous avons donc regroupé cette catégorie avec celle des revenus ne permettant que « difficilement » de faire face aux besoins de la vie courante.

prendre en compte cette variable pour nous assurer que les différences de positionnement dans la stratification économique ne se réduisent pas aux différences de position dans l'espace des valeurs culturelles, exemplifiées ici par l'enjeu moteur de l'immigration. La question posée dans l'enquête ESS était : "Would you say that [our country]'s cultural life is generally undermined or enriched by people coming to live here from other countries?" Les réponses fournies constituent une variable ordinale échelonnée entre 0 (pour les personnes les plus protectionnistes au niveau culturel) et 10 (pour les personnes les plus ouvertes d'un point de vue culturel).

3.4. Analyses empiriques

3.4.1. Analyse descriptive

La variable *dépendante* de notre modèle est le vote en faveur d'un parti populiste lors de la dernière élection nationale¹¹¹. Cette variable est dichotomique (0=vote non populiste ; 1=vote populiste), à l'exception des Pays-Bas où co-existent un parti populiste de gauche (Parti Socialiste) et un parti populiste de droite (Parti pour la Liberté), et où les votes pour ces deux tendances ont été codés séparément. Le pourcentage de votes obtenus par les partis populistes varie entre 14% en Finlande et 35% en Pologne (voir Tableau 2.3 *supra*).

Les principales caractéristiques des variables *indépendantes* sont présentées dans le Tableau 3.1. On peut repérer certains points communs entre les cinq pays. Le profil-type des électeurs est celui d'individus qui travaillent, qui ont des contrats illimités et qui appartiennent à la classe économique des employés qualifiés. Leur niveau d'études tend à correspondre à un enseignement secondaire de deuxième cycle, et leur âge moyen avoisine 50 ans ; par ailleurs, leur satisfaction par rapport à leur vie personnelle est relativement élevée (se situant autour de 7 à 8 sur une échelle de 0 à 10).¹¹² On observe toutefois certaines différences notables entre les pays. Par exemple, seuls les Suisses et les Néerlandais tendent à considérer leur revenu comme confortable. Les répondants suisses se montrent nettement plus satisfaits de leur gouvernement (score médian de 7 sur une échelle de 0-10) que les Espagnols ou les Polonais (scores de 2 et 3 respectivement). A propos du capital social, la Pologne se situe en retrait des quatre autres pays, où il est sensiblement plus élevé. La satisfaction par rapport à la situation économique est particulièrement importante en Suisse, tout comme l'ouverture culturelle en Finlande.

¹¹¹ Dans le cas de l'Espagne, rappelons que la *proximité partisane* a été utilisée en remplacement du vote effectif (voir chap. 3.3.2 *supra*).

¹¹² Cette relative homogénéité est peut-être en partie le résultat d'un biais de désirabilité sociale, dans le sens où certains individus hésitent à dire, par exemple, qu'ils n'ont pas de contrat illimité, qu'ils n'ont pas une vie sociale bien remplie, ou qu'ils ne sont pas satisfaits de leur vie. Dans la mesure où ces biais reposent sur des attentes normatives et des modes de vie communs au différents pays (voir Straus 2004), il pourrait s'ensuivre une convergence artificielle dans les réponses fournies.

Tableau 3.1 : Description des variables utilisées dans l'analyse multivariée

	Description	Nom ESS	Étendue (modalités)	Suisse				Espagne				Finlande				Pays-Bas				Pologne			
				M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)
Dimensions du populisme	Europhilie	<i>eufft</i>	0 (euroscepticisme) - 10 (europhilie) ^b	4.6	5	2.5	1464 (95.6)	5.8	6	2.5	1701 (88.4)	4.4	5	2.2	2033 (97.4)	5.1	5	2.3	1919 (100)	5.5	5	2.6	1440 (89.2)
	Ouverture économique	<i>imbgeco</i>	0 (négatif) - 10 (positif)	6.1	6	2.1	1514 (98)	5.0	5	2.4	1824 (94.8)	5.3	5	2.2	2056 (98.5)	4.9	5	2.0	1877 (97.8)	4.9	5	2.4	1500 (92.9)
	Satisfaction envers le gouvernement	<i>stfgov</i>	0 (insatisfaction) - 10 (satisfaction)	6.4	7	1.9	1467 (95.8)	2.8	2	2.4	1875 (97.4)	4.4	4	2.2	2047 (98.1)	5.1	5	1.9	1900 (99)	3.1	3	2.2	1553 (96.2)
Précarité	Occupation	<i>mnactic</i>	1.Travail ; 2. Chômage ; 3. Retraite/handicap ; 4. Études ; 5. Travail ménager ; 6. Autres	En % : 1: 56.1. 2: 3.3. 3: 22.7. 4: 9.2. 5: 6.9. 6: 1.8.			1530 (99.9)	En % : 1: 45.6. 2: 11.9. 3: 19.6. 4: 10.1. 5: 11.8. 6: 0.9.			1922 (99.8)	En % : 1: 46.9. 2: 4.9. 3: 34.1. 4: 9.9. 5: 2.6. 6: 1.5.			2086 (100)	En % : 1: 47.2. 2: 5.7. 3: 29.3. 4: 7.3. 5: 9.0. 6: 1.3.			1912 (99.6)	En % : 1: 48.6. 2: 5.5. 3: 29.4. 4: 9.0. 5: 7.4. 6: 0.5.			1615 (100)
	Contrat	<i>wrkctra</i>	1. Illimité ; 2. Limité ; 3. Sans contrat	En % : 1: 82.8. 2: 11.8. 3: 5.4.			1523 (99.4)	En % : 1: 63.2. 2: 29.3. 3: 7.5.			1910 (99.2)	En % : 1: 72.8. 2: 25.4. 3: 1.8.			2086 (100)	En % : 1: 72.0 2: 19.5. 3: 8.4.			1898 (98.9)	En % : 1: 66.0. 2: 20.7. 3: 13.4.			1596 (98.8)
	Classe économique		1. Classe services supérieure ; 2. Classe services inférieure ; 3. Petits entrepreneurs ; 4. Employés qualifiés ; 5. Employés non qualifiés	En % : 1: 23.5. 2: 21.2. 3: 12.0. 4: 31.7. 5: 11.6			1418 (92.6)	En % : 1: 13.5. 2: 15.0. 3: 16.2. 4: 29.0 5: 26.3.			1677 (87.1)	En % : 1: 19.6. 2: 18.3. 3: 11.8. 4: 32.8. 5: 17.4.			2029 (97.2)	En % : 1: 18.7. 2: 22.8. 3: 11.0. 4: 27.6. 5: 19.9.			1826 (95.2)	En % : 1: 14.5. 2: 17.5. 3: 16.7. 4: 31.7. 5: 19.6.			1457 (90.2)
	Capital social	<i>sclmeet</i>	1. Elevé ; 2. Moyen ; 3. Faible	En % : 1: 50.0 2: 45.7. 3: 4.3.			1531 (99.9)	En % : 1: 50.6. 2: 42.2. 3: 7.2.			1921 (99.8)	En % : 1: 43.5. 2: 51.1. 3: 5.4.			2085 (99.9)	En % : 1: 59.3. 2: 37.9. 3: 2.8.			1919 (100)	En % : 1: 23.4. 2: 58.4. 3: 18.2.			1598 (98.9)
	Niveau d'éducation	<i>eisced</i>	1 (niveau plus bas) - 7 (niveau plus haut)	3.8	3	1.7	1529 (99.8)	3.1	2	2.1	1921 (99.8)	4.2	4	2.2	2085 (99.9)	4.1	3	4.5	1917 (99.9)	3.5	3	1.8	1614 (99.9)
Perceptions de la crise	Satisfaction à l'égard de la situation écon. du pays	<i>stfeco</i>	0 (insatisfaction)-10 (satisfaction)	7.1	7	1.7	1507 (98.4)	2.9	3	2.2	1906 (99.1)	4.9	5	2.0	2069 (99.1)	5.3	6	1.8	1898 (98.9)	4.1	4	2.2	1567 (97)
	Satisfaction à l'égard de sa vie personnelle	<i>stflife</i>	0 (insatisfaction)-10 (satisfaction)	8.1	8	1.7	1532 (100)	7.0	7	2.2	1922 (99.8)	7.9	8	1.6	2085 (99.9)	7.6	8	1.5	1918 (99.9)	6.9	7	2.3	1607 (99.5)
	Revenu subjectif	<i>hincfel</i>	1. Confortable ; 2. Suffisant ; 3. Insuffisant	En % : 1: 57.3. 2: 31.9. 3: 10.8.			1519 (99.5)	En % : 1: 29.8. 2: 44.6. 3: 25.6.			1915 (99.5)	En % : 1: 24.8. 2: 61.8. 3: 13.3.			2078 (99.6)	En % : 1: 47.3. 2: 38.6. 3: 14.0.			1901 (99.1)	En % : 1: 9.6. 2: 64.9. 3: 25.5.			1602 (99.2)
Variables de contrôle	Âge	<i>agea</i>	16-96	47.4	48	18.8	1531 (99.9)	48.5	47	18.6	1925 (100)	51.3	53	19.1	2087 (100)	50.7	52	18.3	1916 (99.8)	47.3	47	18.8	1615 (100)
	Sexe	<i>gndr</i>	1. Homme ; 2. Femme ^c	—			1532 (100)	—			1925 (100)	—			2087 (100)	—			1919 (100)	—			1615 (100)
	Ouverture culturelle	<i>imueclt</i>	0(négatif) - 10(positif)	6.0	6	2.3	1516 (99)	6.0	6	2.4	1826 (94.9)	6.9	7	2.1	2058 (98.6)	6.0	6	2.0	1884 (98.2)	6.0	6	2.3	1488 (92.1)

Notes : a : M=moyenne ; Md=médiane ; SD=écart-type. b : Pour cinq pays (Suisse, Espagne, Finlande, Pays-Bas et Pologne). c : Pour l'ensemble des pays, la proportion d'hommes est comprise entre 44.8% et 55.2%.

3.4.2. Analyse multivariée

Notre modèle théorique a été testé au moyen de régressions logistiques binomiales (multinomiales dans le cas des Pays-Bas), dont les résultats sont présentés dans le Tableau 3.2. Celui-ci met en évidence les liens existant entre le vote populiste et les variables explicatives relevant des trois principaux « blocs théoriques » présentés plus haut (dimensions du populisme, précarité, perception de la crise), auxquels s'ajoutent les variables de contrôle. Nous avons testé deux modèles de régression, le premier comprenant uniquement les variables explicatives et le second incluant les variables de contrôle. Par souci de parcimonie, le Tableau 3.2. se contente de présenter les résultats du second modèle ; nous ferons cependant référence au premier modèle lorsque les résultats s'avèrent significativement différents, mettant ainsi en lumière le rôle des variables de contrôle.¹¹³ Dans un premier temps, nous procéderons à une analyse des résultats pour chaque pays, avant de les intégrer dans une analyse comparée (voir chapitre 3.4.3 *infra*)

Pour commencer par la **Suisse**, les résultats du modèle empirique soulignent tout d'abord l'importance de trois variables dont l'impact sur le vote populiste est très significatif ($p < .01$) : l'europhilie, le niveau d'éducation et l'ouverture culturelle. Nous observons que plus les Suisses sont favorables à l'unification européenne, moins ils ont tendance à voter pour un parti populiste. Ceci confirme ainsi notre hypothèse 1. La direction des relations observées pour les deux autres variables est la même : plus le niveau d'éducation et l'ouverture culturels sont élevés, moins on a tendance à voter pour un parti populiste. La direction de la relation entre la variable de l'éducation et la variable dépendante confirme notre hypothèse 8 : les Suisses ayant un faible niveau d'éducation ont plus tendance à voter pour des partis populistes que ceux qui ont un niveau d'éducation élevé.

Deux autres variables ont un effet significatif ($p < .05$) sur le choix électoral : la satisfaction par rapport au gouvernement national et le fait d'appartenir à la classe des services inférieure. Plus les individus se montrent satisfaits à l'égard de leur gouvernement, moins ils ont tendance à voter populiste. Ceci confirme notre hypothèse 3. Quant aux Suisses appartenant à la classe des services inférieure, nous observons qu'ils ont plus tendance à voter populiste que ceux qui appartiennent à la catégorie de référence (classe des services supérieure). Par ailleurs, en comparant ces résultats au modèle n'incluant pas les variables de contrôle (modèle 1), on constate que l'une des variables significatives ($p < .05$) dans le modèle 1 est l'ouverture économique : plus on a tendance à manifester une ouverture économique, moins on a tendance à voter populiste. Mais l'effet de cette variable disparaît complètement dans le modèle 2. Il semble ainsi, dans le cas de la Suisse, que l'effet de l'ouverture économique est « annulé » par l'effet de l'ouverture culturelle. En d'autres termes, les réactions d'hostilité à l'égard de l'immigration favorisent le vote populiste, mais seulement dans la mesure où l'immigration est perçue comme une menace culturelle, et non comme une menace économique (Oesch 2008)

Le pseudo- R^2 pour la Suisse indique un bon ajustement de notre modèle — environ 40% de la variation du vote populiste peut s'expliquer par l'ensemble des variables explicatives. Il faut cependant souligner que, dans le cas de la Suisse, aucune des variables économiques subjectives (bloc « perception de la crise ») n'est significative pour expliquer le vote populiste. Vraisemblablement, cela s'explique à la fois par la faible amplitude de la crise économique en Suisse et par le fait que l'UDC, le principal parti populiste, n'a que peu mobilisé sur l'impact *économique* de la crise (chômage, pouvoir d'achat, précarité), préférant focaliser son discours sur les aspects *culturels* de la mondialisation (immigration, Europe).

¹¹³ Les résultats du premier modèle sont disponibles sur demande auprès des auteurs.

Tableau 3.2 : Facteurs explicatifs du vote populiste ; modèles de régression logistique (CH, E, FIN, PL) et multinomiale (NL)

Bloc	Variables	Suisse			Espagne			Finlande			Pays-Bas ^f						Pologne		
		B	E.S	Sig.	B	E.S	Sig.	B	E.S	Sig.	Pop. de droite			Pop. de gauche			B	E.S	Sig.
Dimensions du populisme	Europhilie	-.24	.06	<.001	.03	.04	.43	-.18	.05	<.001	-.20	.06	<.001	-.08	.04	.08	-.09	.04	.02
	Ouverture économique	.01	.07	.92	.15	.06	.012	-.17	.05	.001	-.23	.08	.002	-.01	.06	.93	.01	.05	.86
	Satisfaction envers le gouvernement	-.21	.07	.003	-.57	.08	<.001	-.23	.06	<.001	-.23	.08	.002	-.23	.06	<.001	-.45	.07	<.001
Précarité	Occupation : chômage ^a	.21	1.00	.83	.56	.33	.09	.63	.42	.13	.43	.56	.44	.93	.37	.01	.38	.51	.46
	Occupation : retraite/handicap ^a	.39	.40	.32	-.28	.42	.50	.28	.29	.34	-.13	.39	.73	.03	.29	.91	-.08	.30	.79
	Occupation : études ^a	.25	.74	.73	.62	.55	.26	.24	.54	.65	-.54	.75	.47	-.61	.68	.36	.53	.90	.56
	Occupation : travail ménager ^a	-.09	.52	.86	-1.09	.61	.08	-.49	.79	.53	.62	.42	.14	.08	.35	.83	-.06	.37	.87
	Occupation : autres ^a	-.90	1.44	.53	.03	1.42	.98	.21	1.09	.85	1.07	.82	.19	.10	.72	.89	-.12	1.39	.93
	Contrat : limité ^b	-.94	.72	.18	-.27	.28	.34	-.15	.29	.61	-.09	.37	.80	.20	.27	.45	-.31	.28	.28
	Contrat : sans contrat ^b	.21	.62	.73	.61	.63	.34	.75	.65	.25	.51	.42	.22	-.48	.48	.32	.47	.58	.42
	Classe écon.: classe services inférieure ^c	-.94	.42	.03	.50	.37	.18	.62	.32	.05	.26	.41	.54	.31	.26	.23	-.07	.32	.83
	Classe écon.: petits entrepreneurs ^c	-.49	.45	.28	-.11	.47	.81	.44	.37	.24	g			g			-.43	.37	.25
	Classe écon.: employés qualifiés ^c	-.52	.39	.18	-.11	.39	.77	.66	.31	.03	.32	.36	.38	.33	.28	.23	.02	.33	.96
	Classe écon.: employés non qualifiés ^c	-.20	.52	.69	.44	.42	.30	.74	.36	.04	1.01	.39	.009	.81	.31	.009	-.02	.40	.96
	Capital social : moyen ^d	-.31	.27	.23	.27	.23	.24	.16	.19	.40	-.31	.26	.23	.13	.20	.51	.35	.27	.19
	Capital social : faible ^d	.64	.64	.31	-.42	.58	.48	-.10	.40	.80	-1.65	1.18	.16	.92	.56	.10	.92	.34	.007
Niveau d'éducation	-.40	.11	<.001	-.05	.07	.48	.00	.05	.99	-.47	.10	<.001	.01	.02	.65	-.21	.07	.002	
Perception de la crise	Satisfaction vie personnelle	.10	.09	.31	.01	.06	.79	.02	.06	.79	-.11	.09	.21	.04	.08	.59	.18	.05	<.001
	Satisfaction situation économique pays	-.03	.28	.72	-.01	.07	.84	.02	.06	.71	-.08	.09	.35	-.16	.07	.02	.08	.07	.24
	Revenu subjectif : suffisant ^e	-.07	.10	.81	.22	.27	.42	.02	.23	.95	-.14	.28	.62	.26	.21	.22	.47	.39	.23
	Revenu subjectif : insuffisant ^e	.41	.51	.41	.15	.33	.65	.01	.35	.97	-.46	.43	.28	.01	.34	.99	.54	.45	.22
Variables de contrôle	Âge	-.01	.01	.18	-.03	.01	.01	-.01	.01	.30	-.02	.01	.03	-.002	.01	.82	-.01	.01	.37
	Sexe (femme)	-.28	.28	.31	-.60	.25	.02	-.81	.19	<.001	-.37	.26	.16	.37	.20	.07	-.06	.21	.79
	Ouverture culturelle	-.30	.07	<.001	.04	.06	.51	-.06	.05	.23	-.14	.07	.04	.15	.06	.01	-.15	.05	.004
Chi ² (N)		175.30*** (1532)			197.20*** (1925)			190.66*** (2087)			298.95*** (1919)						154.71*** (1615)		
Pseudo-R ² (Nagelkerke)		0.398			0.365			0.246			0.298						0.299		

Notes : Catégories de référence : ^a : Travail ; ^b : Contrat illimité ; ^c : Classe services supérieure ; ^d : Capital social élevé ; ^e : Économie subjective : bonne situation ; ^f : Vote pour un parti non populiste. ^g : petits entrepreneurs regroupés avec la classe des services inférieure en raison d'un problème de séparation quasi complète (voir texte). *** : p<.001.

Comme nous l'avons déjà dit, le cas du vote populiste en **Espagne** est particulier. *Podemos*, le parti populiste de gauche, apparaît au début de l'année 2014. Comme il ne s'était pas présenté aux dernières élections nationales, nous avons dû nous contenter d'une mesure *indirecte*, à savoir la proximité partisane. Il faut donc prendre en compte le fait qu'il s'agit ici d'un parti qui venait de naître au moment de la récolte des données de cette vague 7 de l'ESS et qui n'était donc pas complètement installé sur la scène politique espagnole. Le modèle empirique présenté dans le Tableau 3.2 suggère que la proximité partisane avec *Podemos* est largement tributaire de la *satisfaction à l'égard du gouvernement* ($p < .01$) : plus les individus se sentent satisfaits du gouvernement espagnol, moins ils ont tendance à se sentir proches de *Podemos*. Ceci confirme notre hypothèse 3.

La variable de l'ouverture économique est aussi significative ($p < .05$) pour expliquer la proximité partisane à *Podemos*. Plus les individus sont ouverts sur le plan économique, plus ils se sentent proches de *Podemos*. Cette direction dans la relation entre ouverture économique et proximité partisane infirme notre hypothèse 2, qui soutenait que plus les individus ont une perception négative de l'immigration sur un plan économique, plus ils ont tendance à voter pour des partis populistes. En d'autres termes, *Podemos* ne suit pas le schéma proposé par la théorie sur le vote populiste de gauche, qui avance que ces partis se caractérisent par une position d'exclusion fondée sur des arguments économiques (Ivaldi & Zaslove 2015). Nous observons aussi que plus les individus sont âgés, moins ils ont tendance à s'identifier à *Podemos*. De leur côté, les femmes ont aussi moins tendance à s'identifier à ce parti que les hommes.

Dans le cas de l'Espagne, notre modèle empirique possède une bonne capacité explicative (R^2 de Nagelkerke = 0.36). Cependant, aussi bien les variables relatives aux perceptions de la crise que les indicateurs mesurant le niveau de précarité des individus apparaissent totalement déconnectés du vote populiste. De fait, la capacité explicative du modèle repose essentiellement sur les dimensions constitutives du populisme (ouverture économique, insatisfaction à l'égard du gouvernement), ainsi que sur deux variables de contrôle (âge et sexe). Ainsi, au moment où *Podemos* émerge sur la scène nationale espagnole, la sympathie envers ce parti porte la signature des perceptions et des préférences *politiques* (i.e., attitudes), mais ne possède pas (ou pas encore) de véritable ancrage dans la réalité sociale des électeurs.

Avant de décrire le modèle explicatif pour la **Finlande**, rappelons que ce pays se distingue par la relative faiblesse du mouvement populiste — incarnée par le parti des *Vrais Finlandais*, cette tendance politique enregistre le score le plus faible des cinq pays étudiés ici (14%). Le modèle empirique pour la Finlande suggère l'importance de trois variables, dont les effets sur le vote populiste sont hautement significatifs ($p < .01$). Il s'agit de l'europhilie, de la satisfaction à l'égard du gouvernement national et du genre. Il s'avère en effet que le vote populiste est plus répandu parmi les électeurs eurosceptiques, hostiles à l'immigration pour des raisons économiques, insatisfaits de l'action gouvernementale, et parmi les hommes. Ces résultats nous permettent de confirmer nos hypothèses 1 et 3.

Deux autres variables expliquent également le vote populiste ($p < .05$) : l'ouverture économique et la position de classe. Nous pouvons constater que plus les Finlandais se montrent ouverts sur le plan économique, moins ils ont tendance à voter populiste. Ceci nous confirme notre hypothèse 2. D'autre part, les individus exerçant des professions répertoriées comme « employés qualifiés », « employés non qualifiés », ou « classe des services inférieure » ont plus tendance à voter en faveur des *Vrais Finlandais* que les individus appartenant à la classe des services supérieure ; ceci confirme notre hypothèse 6. De manière intéressante, l'effet de l'ouverture économique est hautement significatif dans le modèle 1 (i.e., sans variables de contrôle) ; ceci suggère que la prise en compte de l'ouverture culturelle absorbe une part de l'explication du vote attribuée initialement à l'ouverture économique.

Parmi les variables liées au vote populiste en Finlande, les trois variables relatives aux dimensions du populisme ont un impact particulièrement important, conforme aux théories élaborées pour expliquer le vote en faveur de la droite radicale populiste (voir chap. 3.2.1 *supra*). Ainsi, l'euroscpticisme, le protectionnisme économique et l'insatisfaction envers les élites au pouvoir sont des déterminants importants du vote populiste en Finlande. En revanche, l'ouverture culturelle n'est pas liée au vote populiste dans ce pays ; de même, aucune des variables qui constituent notre catégorie « perception de la crise » n'est significative dans le cas finlandais. Au total, la capacité explicative du modèle (R^2 de Nagelkerke = 0.25) est la plus faible parmi les cinq pays étudiés ici.

À l'opposé de la Finlande, la **Pologne** est le pays où le vote populiste est le plus répandu (36% des répondants). Notre modèle de régression pour ce pays suggère l'importance cruciale de deux variables explicatives ($p < .001$) : la satisfaction des électeurs à l'égard du gouvernement et la satisfaction à l'égard de leur vie personnelle. Plus les Polonais sont satisfaits de leur gouvernement, moins ils ont tendance à voter pour des partis populistes, ce qui confirme notre hypothèse 3. De même, plus ils sont satisfaits de leur vie personnelle, *plus* ils ont tendance à voter pour un parti populiste, ce qui va à l'encontre de notre hypothèse 10 et des résultats de travaux antérieurs (e.g., Swyngedouw & Depickere 2007). Par ailleurs, le degré d'europhilie (ou d'euroscpticisme) explique également le vote populiste en Pologne ($p < .05$) : plus les électeurs sont favorables à l'unification européenne, moins ils ont tendance à voter pour des partis populistes, ce qui confirme notre hypothèse 1.

Le fait d'avoir un faible capital social s'avère aussi significatif ($p < .05$) pour expliquer le vote populiste : les Polonais ayant un faible capital social ont plus tendance à voter populiste que ceux qui ont un fort capital social. Ce résultat confirme notre hypothèse 7. L'éducation est aussi une variable significative ($p < .05$) dans le cas polonais : plus le niveau d'éducation est élevé, moins les individus votent populiste, confirmant notre hypothèse 9. Parmi les variables de contrôle, il convient de noter l'effet de l'ouverture culturelle ($p < .05$) : plus les Polonais sont ouverts culturellement, moins ils ont tendance à voter populiste. Ce résultat confirme les théories que nous avons vues sur le populisme de droite et les positions culturelles à ce sujet.

Dans l'ensemble, le vote populiste en Pologne peut s'expliquer par des variables appartenant à plusieurs catégories (dimensions du populisme, précarité, perception de crise et variables de contrôle). La capacité explicative du modèle (R^2 de Nagelkerke = 0.30) est inférieure à celle observée en Suisse et en Espagne, mais supérieure à celle obtenue pour la Finlande.

Enfin, pour analyser le vote populiste aux **Pays-Bas**, un modèle de régression logistique multinomiale permet de contraster les effets des variables sur le vote populiste de gauche (*Socialistische Partij*) et de droite (*Partij voor de Vrijheid*) avec leurs effets sur le vote non populiste. Nous allons analyser tour à tour les résultats pour le populisme de droite et de gauche, avant de procéder à une brève comparaison entre les deux.

Dans le cas du vote pour le *Partij voor de Vrijheid* (PVV), deux variables jouent un rôle très significatif ($p < .01$) : l'europhilie et le niveau d'éducation. Premièrement, moins les Néerlandais sont favorables à l'unification européenne, et plus ils votent en faveur du PVV, ce qui va dans le sens de notre hypothèse 1 et des théories sur l'euroscpticisme présentées précédemment (voir chap. 3.2.1 *supra*). Deuxièmement, plus les Néerlandais ont un niveau d'éducation élevé, moins ils ont tendance à voter pour le PVV. Par ailleurs, on relève cinq autres variables exerçant un effet significatif ($p < .05$) sur le vote populiste de droite aux Pays-Bas. En premier lieu, l'ouverture économique joue un rôle : plus les Néerlandais sont protectionnistes, plus ils ont tendance à voter pour le PVV, ce qui est conforme à notre hypothèse 2. En second lieu, plus les Néerlandais se montrent satisfaits de leur gouvernement, moins ils votent

pour ce parti, ce qui confirme notre hypothèse 3. En troisième lieu, en accord avec notre hypothèse 6, on remarque que les électeurs appartenant à la classe des employés non qualifiés votent davantage pour le PVV que ceux de la classe des services supérieure. Ensuite, l'âge est également un déterminant du vote : plus les individus sont âgés, moins ils ont tendance à voter pour le parti populiste de droite. Finalement, on voit que l'ouverture culturelle est aussi importante : plus les Néerlandais sont protectionnistes au niveau culturel, plus ils ont tendance à voter pour le PVV.

Si nous nous intéressons maintenant au populisme de gauche et au vote pour le *Socialistische Partij* (PS), le déterminant le plus significatif du vote ($p < .01$) est l'insatisfaction des électeurs à l'égard du gouvernement national. Cela confirme, comme dans le cas du vote populiste de droite, notre hypothèse 3. Par ailleurs, quatre autres variables sont liées ($p > .05$) au vote pour le PS : le fait de se trouver au chômage, l'appartenance à la catégorie des employés non qualifiés, l'insatisfaction envers la situation de l'économie nationale, et l'ouverture culturelle. Les hypothèses 3, 4, 6 et 9 sont ainsi confirmées. En effet, nous observons que les Néerlandais au chômage votent plus pour le PS que ceux qui ont un travail comme occupation principale (H4). D'un autre côté, nous observons aussi que plus les électeurs sont insatisfaits de l'économie nationale, plus ils votent pour ce parti (H9). De même, les employés non qualifiés votent plus pour le PS que les individus appartenant à la classe des services supérieure (H6). Et les Néerlandais insatisfaits de leur gouvernement ont également plus tendance à voter pour le PS que ceux d'entre eux qui en sont satisfaits (H3).

Au total, le modèle empirique pour les Pays-Bas possède une capacité explicative semblable à celle du modèle pour la Pologne (R^2 de Nagelkerke = 0.30). En comparant les variables dont l'effet est significatif, on observe que seules deux d'entre elles ont le même impact sur le vote populiste de gauche et de droite, à savoir l'insatisfaction à l'égard du gouvernement et le statut professionnel d'employé non qualifié. Cette convergence rappelle que le socle commun à *tous* les partis populistes est leur orientation *anti-système* (voir chap. 1.2 et 2.2 *supra*), combinant à des degrés divers une hostilité à l'égard des élites politiques et une opposition à « l'économie sans frontières » revendiquée avant tout par les « perdants de la mondialisation » incarnés ici par les employés non qualifiés. En revanche, il convient de noter que *l'ouverture culturelle* exerce des effets diamétralement opposés sur le vote en faveur du PVV et du PS. Tandis que les partisans du populisme de droite perçoivent l'immigration comme une menace culturelle, les partisans du populisme de gauche la considèrent au contraire comme un enrichissement pour la culture nationale.

3.4.3. Mise en liens des résultats

Pour compléter notre analyse, nous allons maintenant mettre en lien les résultats de nos modèles empiriques. A cette fin, nous dressons un bilan général de la validité de nos hypothèses en comparant les résultats des tests effectués pour les différents pays.

En premier lieu, notre hypothèse 1 (euroscepticisme) est confirmée dans le cas de la Suisse, de la Finlande, de la Pologne, ainsi que du vote populiste de droite aux Pays-Bas. Les votes en faveur du PS aux Pays-Bas et en faveur de *Podemos* en Espagne représentent des exceptions à cet égard. Dans le cas du PS, on note tout de même un effet marginalement significatif ($p = .08$) allant dans le sens de notre hypothèse et des descriptions de ce parti comme fondamentalement eurosceptique (e.g., March 2011 ; Meijers 2017). Dans le cas de *Podemos*, il convient de noter que, au moment où l'enquête ESS est réalisée en 2014, ce parti était encore presque inconnu sur la scène politique espagnole et que ses positions par rapport à l'Union européenne n'étaient pas encore très claires.

Notre hypothèse 2, axée sur le lien entre l'ouverture économique et le vote populiste, est confirmée dans le cas de la Finlande et dans le cas du vote populiste de droite aux Pays-Bas. L'idée que l'immigration entraîne des conséquences économiques néfastes n'est donc pas déterminante pour tous les électeurs des partis populistes, notamment en Suisse, en Pologne et en Espagne (dans le cas des sympathisants de *Podemos*, c'est même une appréciation positive de l'immigration qui se dessine). En Suisse et en Pologne, cependant, les perceptions des conséquences *culturelles* de l'immigration ont une forte influence sur le vote populiste. Si besoin était, ce résultat nous rappelle que les attitudes à l'égard de l'immigration sont multidimensionnelles, et que les partis populistes peuvent mobiliser leurs électeurs sur deux tableaux — économique et culturel-identitaire.

Notre hypothèse 3 se réfère à l'un des éléments clés de la définition du populisme, à savoir l'insatisfaction à l'égard des élites politiques au pouvoir. De fait, il s'agit de la seule hypothèse qui est confirmée dans tous les pays. Il semble donc que la position anti-élites du populisme est présente, aussi bien chez les sympathisants de nouveaux partis comme *Podemos* que chez ceux de partis déjà institutionnalisés comme l'UDC en Suisse ou *Droit et Justice* en Pologne.

Notre quatrième hypothèse, qui relie le vote populiste à l'expérience personnelle du chômage, n'est confirmée que dans le vote populiste de gauche aux Pays-Bas (et de façon marginalement significative en Espagne). L'absence de points de comparaison avec des partis populistes de gauche disposant d'un soutien électoral important dans d'autres pays est ici un obstacle majeur aux interprétations qu'il nous est possible de fournir.¹¹⁴

Les hypothèses 5 et 11 ne sont confirmées dans aucun des cinq pays analysés. Le type (ou l'absence) de contrat de travail et le revenu subjectif n'ajoutent donc rien à l'explication du vote populiste fournie par les autres indicateurs de précarité. En revanche, notre sixième hypothèse, qui relie le vote populiste à l'appartenance aux classes économiques inférieures, est confirmée dans le cas de la Finlande et des Pays-Bas. En particulier, les employés non qualifiés — considérés comme les grands « perdants de la mondialisation » — ont une probabilité significativement plus élevée de voter pour un parti populiste que les membres de la classe des services supérieure. La situation particulière des partis populistes en Suisse et en Pologne (notamment par leur forte assise électorale et leur expérience gouvernementale) leur a permis de gagner la confiance des classes supérieures et explique au moins en partie l'absence d'un véritable clivage de classe dans ces deux pays. En Pologne, c'est d'ailleurs cette adhésion des classes favorisées au parti *Droit et Justice* qui permettrait d'expliquer pourquoi les électeurs plus satisfaits de leur vie personnelle ont davantage tendance à voter pour ce parti — en contradiction totale avec notre hypothèse 10 (qui n'est vérifiée dans aucun autre pays).

¹¹⁴ La comparaison avec *Podemos* n'est pas très éclairante dans la mesure où nous ne disposons pas d'une véritable mesure du vote pour ce parti, et surtout parce que *Podemos* représente une nouvelle forme du populisme de gauche, assez éloignée de celle incarnée par le PS. S'il fallait toutefois avancer une explication, nous serions tentés de penser qu'il existe, dans une société riche comme celle des Pays-Bas, une certaine césure *au sein même des* « milieux populaires » entre, d'une part, les individus les plus défavorisés et les plus durement touchés par les contractions du marché du travail (notamment les chômeurs), qui considèrent que la situation économique du pays est *déjà* accablante, et d'autre part les individus qui occupent des emplois précaires, mal rémunérés, et qui se sentent menacés de déclassement social. Tandis que le premier groupe se distinguerait avant tout par une abstention électorale massive, ses éléments les plus politisés pourraient être séduits par un discours classiste radical, axé sur la lutte contre le « monde capitaliste » des élites financières européennes responsables de la désindustrialisation et de la délocalisation des emplois. Par contraste, le second groupe, que Guy Standing (2009, 2011) assimile à la « classe en devenir du précariat », pourrait être plus soucieux de *préserver son statut* contre la concurrence culturelle et économique des immigrés stigmatisée par les populistes de la droite radicale.

La septième hypothèse, relative à l'effet du capital social, n'est confirmée que dans le cas de la Pologne — précisément dans le pays où cette forme de capital est la moins répandue. Notre hypothèse 8, concernant l'éducation, se confirme dans le cas de la Suisse, de la Pologne et des Pays-Bas. Dans les trois cas, il s'agit du vote en faveur de partis populistes de droite, dont les électeurs ont ainsi des niveaux d'éducation moins élevés que les électeurs d'autres partis. Finalement, notre neuvième hypothèse, qui porte sur l'évaluation de l'économie nationale, n'est vérifiée que dans le cas du vote populiste de gauche aux Pays-Bas.

3.5. Conclusions

Nos modèles empiriques révèlent que, dans la plupart des pays étudiés, les variables relatives aux perceptions de la crise n'ont que peu d'importance pour expliquer le vote populiste. De fait, ce type de vote semble nettement plus tributaire des variables qui sont au cœur même de la définition du phénomène populiste : en premier lieu l'insatisfaction à l'égard du gouvernement, puis, dans une moindre mesure, l'opposition à la construction européenne, et enfin l'attitude de fermeture économique dans le domaine de l'immigration. Ainsi, la seule variable dont l'effet est significatif dans tous les cas (i.e., dans les cinq pays, et pour les six partis populistes considérés) est celle qui concerne la satisfaction par rapport au gouvernement. Ce résultat sans équivoque accrédite donc la thèse selon laquelle le populisme est avant tout une manifestation de mécontentement envers les élites et les institutions, entretenue par une *offre* populiste axée sur un discours anti-establishment.

Quant aux variables mesurant le degré de précarité des individus, elles possèdent une certaine capacité explicative, mais tout de même moins importante que celle des dimensions du populisme, et plus variable d'un pays à l'autre. Par exemple, en Finlande, toutes les classes économiques (à l'exception des petits entrepreneurs) se tournent davantage vers les *Vrais Finlandais* que la classe des services supérieure. Mais dans un pays comme la Suisse, où la principale force populiste (UDC), tout en tenant un discours anti-système (contre les élites, l'Europe et l'immigration), est néanmoins un parti institutionnalisé et intégré au système politique depuis bien longtemps (Mayer 2012), le vote populiste n'est pas seulement le premier choix des électeurs précarisés par la mondialisation. Il est toutefois, comme dans d'autres pays (Pays-Bas, Pologne), le choix préférentiel des électeurs moins éduqués. Certes, dans le contexte d'un marché du travail toujours plus ouvert à la concurrence interne et internationale, un faible niveau de diplôme peut être considéré comme un indicateur de précarité subjective. Mais l'éducation est aussi liée plus directement aux aspects centraux de la vision du monde populiste (e.g., manichéisme, anti-élitisme ; Hawkins et al. 2012). On peut ainsi penser que la *simplification des problèmes* sociaux et politiques opérée par le discours populiste (voir chap. 1.4.2 *supra*) rencontre un écho particulier auprès des individus moins éduqués.

Ces différents éléments relativisent quelque peu la vision largement répandue du populisme comme un « phénomène de crise » (voir chap. 1.2.3 *supra*). Notre modèle fait surtout apparaître l'influence de variables politiques liées à la *confiance* que les citoyens accordent à leurs élites — insatisfaction à l'égard des politiques gouvernementales, euroscepticisme, etc. Autrement dit, s'il est certain que la crise économique des années 2008-2013 a contribué à l'essor des partis populistes, c'est avant tout *en aggravant la crise de confiance* qui sévissait déjà de longue date au sein des populations européennes. Par ailleurs, un autre aspect intéressant de notre modèle est que la prise en compte des variables de contrôle ne modifie pas réellement les effets attribués aux variables explicatives liées aux dimensions du populisme et à la précarité ressentie par les électeurs. Bien que l'introduction des variables de contrôle

(en particulier celle de l'ouverture culturelle) permette incontestablement d'affiner la prédiction du vote populiste, entre 20% et 30% de la variation du vote (suivant les pays) peut s'expliquer uniquement par nos trois blocs de variables indépendantes, ce qui atteste de la validité empirique de notre modèle.

Concernant le cas particulier du populisme de gauche, le bilan du test de nos hypothèses est mitigé. D'une part, certaines variables clés pour l'explication du vote populiste de droite, comme l'euroscpticisme ou le niveau d'éducation, sont dépourvues de toute pertinence explicative pour prédire le vote populiste de gauche en Espagne et aux Pays-Bas. D'autre part, en revanche, l'insatisfaction à l'égard du gouvernement et, dans une moindre mesure, le fait d'être au chômage sont des variables qui revêtent une certaine importance pour le vote en faveur de ces partis. Il ne faudrait cependant pas oublier qu'il s'agit de deux partis très différents l'un de l'autre, aussi bien dans leurs parcours historiques que dans leur discours par rapport à l'immigration. Par exemple, l'irruption très récente de *Podemos* sur la scène politique espagnole et ses liens avec le mouvement *Indignados* (Eklundh 2018) se traduit par une nette surreprésentation des jeunes parmi les sympathisants de ce parti, ce qui n'est pas le cas du PS néerlandais.

Il nous semble important de souligner quelques limites de notre travail. En premier lieu, nous voudrions souligner que l'instrument de mesure de l'ESS est imparfait, et que nous n'avons pas toujours pu exploiter les données comme nous l'aurions souhaité. Malheureusement, la Grèce ne faisait pas partie des pays de la vague ESS 2014 : cela aurait été un cas extrêmement intéressant pour tester nos hypothèses en lien avec les indicateurs objectifs et les perceptions subjectives de précarité et de crise. Plusieurs variables nous semblaient pertinentes pour notre modèle, mais nous avons été contraintes d'y renoncer (notamment à cause d'un nombre trop important de données manquantes, comme dans le cas du revenu objectif) ou de les remplacer, faute de mieux, par des variables « proxy » (comme dans le cas de la proximité partisane pour l'Espagne). Le problème de la désirabilité sociale a peut-être aussi eu un impact sur certains éléments, par exemple ceux relatifs à la précarité comme le contrat ou le revenu subjectif. Il est donc fondamental de reconnaître les limites des données disponibles ; nous avons dû nous adapter aux données existantes, qui ne mesuraient pas toujours exactement ce que nous cherchions à mesurer. C'est pourquoi certains concepts théoriques pertinents pour l'explication du vote populiste (notamment en rapport avec les effets de la précarité) se sont révélés extrêmement difficiles à opérationnaliser au moyen des indicateurs de l'ESS.

Il convient également de reconnaître une lacune importante de notre modèle explicatif, à savoir un manque d'attention pour les trajectoires historiques et les héritages du passé qui pourraient contribuer à expliquer l'offre populiste dans chacun des pays choisis. En effet, afin de mieux comprendre les dynamiques du vote populiste, il faudrait compléter cette analyse quantitative au niveau individuel par une étude approfondie des aspects historiques et, plus généralement, des différents contextes nationaux. C'est à ce prix que le « météorite *Podemos* » ou le « rouleau compresseur *Droit et Justice* », par exemple, pourront trouver leur place dans une théorie générale du vote populiste. La définition « étroite » du populisme adoptée dans ce volume (et dans bien d'autres contributions) n'est en soi qu'un point de départ, qui nous invite à analyser les différentes expériences du vote populiste pour en comprendre la diversité et les invariants.

4. Le vote pour la droite populiste en Europe au prisme des valeurs politiques et personnelles

MADELEINE BRAULIN & MATTEO GORGONI

4.1. Introduction

Les dynamiques du contexte socio-politique contemporain mettent constamment à l'épreuve nos approches interprétatives des processus politiques. Au moment où nous écrivons, le contexte occidental et plus spécifiquement européen est caractérisé par de fortes pressions dues à la crise généralisée qui le secoue depuis quelques années déjà : crise économique à partir de 2008, dont nous serions en passe de sortir actuellement ; crise migratoire dans la Méditerranée et dans le couloir des Balkans depuis 2014, conséquence de la déstabilisation socio-politique et de la précarisation alarmante du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ; crise sécuritaire en raison des attentats perpétrés par l'Etat islamique au cœur de l'Europe et dont la menace continue de persister malgré la débandade territoriale de ce dernier ; crise identitaire enfin, provoquée par les mouvements culturels favorisés dans un contexte de globalisation. Un terrain explosif qui, bien entendu, a progressivement éveillé et alimenté de profondes tensions sociales dans le Vieux continent.

Mais le contexte n'est pas seulement un terrain affecté par des bouleversements de cette nature. Il est également un espace *producteur* de phénomènes sociaux et politiques qui nous intéresseront tout particulièrement dans ce chapitre. L'espace que nous observons est en effet un terrain sur lequel vivent des citoyens qui, en régime démocratique, se rassemblent autour d'idées, de valeurs et de sentiments communs, au sein de groupes sociaux et politique relativement bien délimités. Dans le cadre de cette recherche, les citoyens seront considérés avant tout comme des *électeurs* votant pour des partis représentant les valeurs et les idées auxquelles ils sont attachés.

Or, dans le contexte de crise que nous venons de mentionner, les regards se tournent avec insistance vers un nouveau concurrent sur la scène électorale. Acteur redouté par les partis plus « traditionnels », modérés ou européistes, la *droite populiste* progresse, à des degrés divers, dans la plupart des pays européens concernés par les tensions que nous avons évoquées. Qu'il s'agisse du Front National en France, de la Ligue du Nord en Italie, de l'UDC en Suisse, du UKIP en Grande-Bretagne, de Fidesz en Hongrie ou de l'AfD en Allemagne,¹¹⁵ l'ensemble de ces formations politiques présente un lien de parenté qui justifie leur regroupement au sein de la famille de la droite populiste. Si le mouvement semble s'enclencher dès les années 1980 et 1990, le succès des partis populistes de droite — dans l'opinion publique et dans les urnes — connaît une récente accélération. Certains d'entre eux ont même frappé les esprits en remportant des victoires politiques marquantes, à l'instar du « Brexit » soutenu par l'UKIP en Grande-Bretagne (2016), du vote suisse contre « l'immigration de masse » arraché par l'UDC (2014), ou de la présence de Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle française (2017).

Quel rapport peut-on établir entre le succès de la droite populiste et le thème central de cet ouvrage collectif, celui de la « crise de la démocratie » en Europe ? La démocratie, au sens large, n'est pas la seule à être affectée par ce nouvel acteur politique et idéologique. Il s'agit, de manière encore plus générale, de la volonté de réaliser une certaine vision de la société, organisée sur le « pouvoir par le peuple ». Au-delà

¹¹⁵ L'équivalent nord-américain de ce phénomène est sans aucun doute exemplifié par l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis.

de l'europhobie, de l'euroscepticisme, du nationalisme ou de la xénophobie, la droite populiste énonce aussi, et avant tout, une lourde critique envers l'élite politique, la démocratie représentative et les institutions libérales qui ne viseraient plus l'intérêt du peuple et se seraient aventurés trop loin dans la globalisation. Les droites populistes veulent dès lors jouer « bande à part », briser le « système » et opérer des changements radicaux dans les démocraties européennes. Bref, une formule dont le succès potentiel aurait des conséquences considérables. Comment peut-on dès lors expliquer l'essor du vote de la droite populiste en Europe ? Nous faisons l'hypothèse que celui-ci n'est pas seulement le résultat de l'impact économique de la globalisation mais également celui des *valeurs politiques et personnelles* activées par un contexte européen en pleine mutation. Afin d'étayer cette hypothèse fondamentale, nous commencerons par parcourir la littérature sur les valeurs, leur rapport avec le comportement électoral avant de passer à l'opérationnalisation des variables, aux modèles quantitatifs mobilisés et aux interprétations des résultats. Nos observations seront circonscrites à cinq pays européens caractérisés par la présence de partis de la droite populiste — Suisse, France, Italie, Pays-Bas, Pologne — pour l'année 2012.

4.2. Cadre théorique et conceptuel

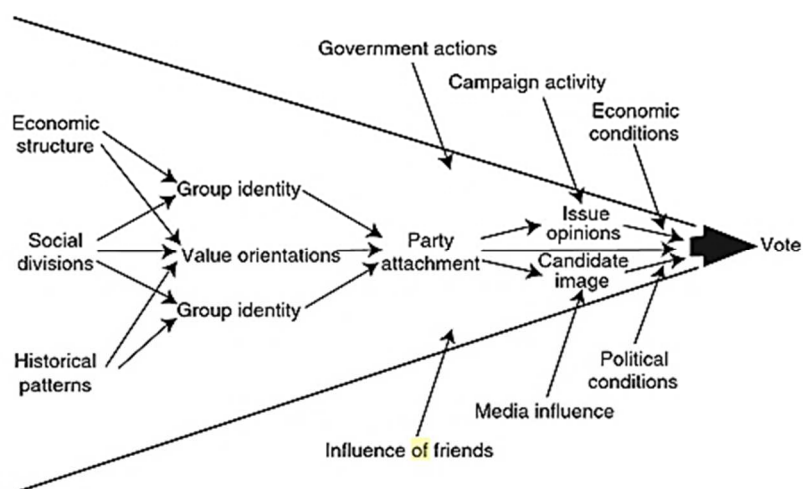
Dans cette partie théorique nous exposerons nos concepts et expliciterons notre modèle théorique reliant causalement les valeurs politiques et personnelles au comportement électoral. Nous poursuivrons en définissant ce que nous entendons par les concepts de *valeur personnelle* et de *valeur politique*. Enfin, étant donné que le concept de populisme traverse l'ensemble des chapitres de cet ouvrage, nous invitons le lecteur à se référer au chapitre 2 pour une définition plus détaillée de ce concept.

4.2.1. Des valeurs au vote populiste

Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, notre question de recherche vise à déterminer si les valeurs influencent le vote pour les partis populistes de la droite radicale. Toutefois, avant d'aborder une théorisation des valeurs, il nous faut définir comment celles-ci sont reliées au comportement électoral. A cet égard, nous reprenons comme schéma explicatif « l'entonnoir de causalité » (*funnel of causality*) élaboré par l'École de Michigan (Campbell et al. 1960 : 24-32 ; Miller & Shanks 1996 ; Dalton 2014). Ce schéma permet de définir le caractère processuel de la formation des décisions de vote en incluant une diversité de facteurs explicatifs plus ou moins directement pertinents dans l'explication du comportement électoral. Dans un deuxième temps, nous avons décidé de compléter ce schéma d'analyse par le concept de *l'amorçage des valeurs*, tel qu'il a été formulé notamment par Schwartz (2006). Cela nous permet enfin de mieux cerner le rôle du contexte dans l'explication de l'essor électoral du populisme de la droite radicale.

L'entonnoir de causalité vise à compléter les explications sociologisantes du vote par des catégories *psychologiques*, dont l'influence sur les choix de vote individuels s'effectue à court et moyen terme. Ainsi, comme l'illustre la Figure 4.1 ci-après, l'entonnoir de causalité a pour ambition de « reconstituer le processus de décision de l'électeur, en incluant tous les éléments susceptibles de l'influencer, depuis le jour de sa naissance jusqu'à celui de l'élection. (...) A son entrée [dans l'entonnoir] il y a les structures économiques, sociales et partisans qui composent l'environnement politique familial des électeurs depuis l'enfance. Au bout le plus étroit il y a les caractéristiques propres à l'élection considérée telles que la nature du scrutin, la configuration des candidatures, la conjoncture économique et politique dans laquelle elle se déroule et les problèmes abordés durant la campagne » (Mayer 2014 : 87).

Figure 4.1 : L'entonnoir de causalité



Source : Dalton 2014 : 184 (Figure 9.1)

Selon ce schéma d'analyse, une explication englobante du vote ne peut se contenter des seuls critères sociologiques et sociodémographiques, mais nécessite un positionnement au plus près du contexte économique, social et politique dans lequel le choix de vote est effectué. Raison pour laquelle nous mobilisons dans un deuxième temps la notion d'*activation des valeurs*, c'est-à-dire le mécanisme par lequel les valeurs personnelles et politiques sont activées dans le court et moyen terme par des facteurs contextuels (Schwartz 2006 : 953-954). Pour Schwartz, en effet, une personne possède à peu près le même ensemble de valeurs que toute autre personne, mais celles-ci sont *hiérarchisées*, en termes d'importance, d'une manière qui est absolument propre à cette personne à un moment donné. En fonction de sa conjoncture, le contexte active dès lors certaines valeurs latentes qui, par conséquent, deviennent hautement accessibles en mémoire et immédiatement pertinentes pour les décisions et les comportements des individus (Roccas et al. 2017), y compris pour leurs choix électoraux. Sur cette base, il convient de positionner les valeurs entre la phase initiale (structure économique, divisions sociales et aspects historiques) et l'attachement à un parti politique (voir Figure 4.1). Nous estimons que le vote populiste se trouve, dans cette phase, « en puissance » et que sa concrétisation éventuelle découle à partir de là d'un processus de détermination qui aboutit au vote populiste « en acte » à la sortie de l'entonnoir.

Dans cette étude, nous centrons notre attention sur les valeurs politiques et personnelles, qui constituent donc nos principales variables indépendantes. Compte tenu de cette focale, nous considérerons la crise économique et migratoire comme un ensemble de *facteurs exogènes*. L'exposition à ces facteurs peut varier en fonction des pays, de leur histoire nationale, de leur conjoncture économique, de leur situation géopolitique ou encore des divisions sociales. Autant d'éléments qui peuvent dès lors expliquer certaines différences entre les résultats obtenus dans les cinq pays retenus. Mais les différences entre les contextes nationaux offrent surtout l'opportunité de mettre à l'épreuve le concept d'activation des valeurs. En effet, « les situations qui ont un sens au regard de certaines valeurs les activent » (Schwartz 2006 : 954). Or, la *saillance du contexte de crise* varie probablement d'un pays à l'autre, en fonction de la gravité des problèmes sociaux (chômage, ralentissement économique, explosion de la dette publique, austérité budgétaire, réduction des prestations sociales, etc.) que la crise a entraînés dans chaque pays. Ces variations devraient nous permettre de comprendre pourquoi certaines valeurs ont une influence sur le vote dans

certains pays et pas dans d'autres. Par exemple, l'expérience du chômage pourrait activer la valeur de *réussite*, tandis qu'un accroissement de la précarité pourrait rendre saillante la valeur de *sécurité* (voir *infra* pour une discussion des différentes valeurs). Cependant, le rôle des partis dans l'articulation des différentes valeurs est également à prendre en compte. Dans la mesure où les partis dans un système donné mettent en avant les mêmes valeurs ou cherchent à estomper leurs différences sur ce plan, les décisions de vote ne peuvent que difficilement reposer sur des oppositions de valeurs (Barnea & Schwartz 1998 : 35-36).

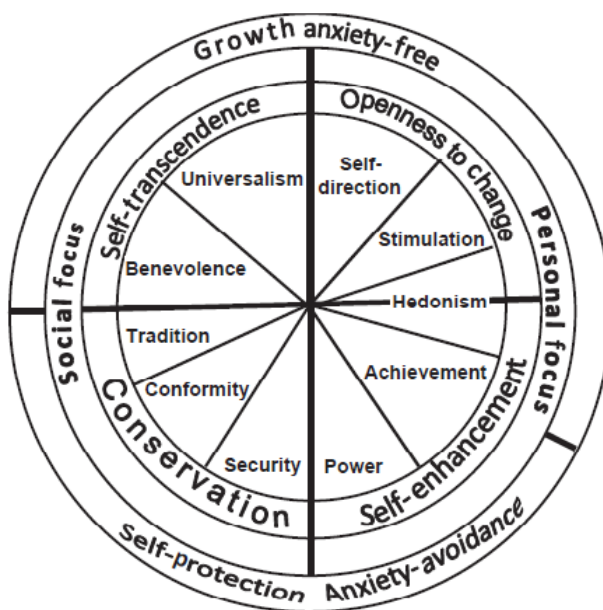
4.2.2. Les valeurs personnelles et politiques

Après avoir défini le concept de populisme et le schéma analytique mobilisé dans le cadre de notre recherche, nous allons à présent définir ce que nous entendons par « *valeur personnelle* » et « *valeur politique* », en suivant l'approche conceptuelle et empirique de Schwartz. Avant d'aborder cette partie, nous proposons dans l'immédiat une définition personnelle du concept général de *valeur*. En effet, d'après nous et au terme d'une revue de la littérature sur le sujet, les valeurs peuvent être définies comme des catégories renvoyant à un système de sens par lequel les individus structurent leur vision du monde, orientant par conséquent leurs actions, leurs aspirations ou leurs répulsions. Les valeurs sont, en ce sens, les vecteurs par lesquels les individus opèrent un cadrage des événements, influençant par conséquent leurs propres attitudes. Ainsi, les valeurs ne doivent pas être confondues avec les attitudes, en ce que les valeurs se situent en amont du processus qui les génère (voir Figure 4.1).

Le concept de *valeur*, malgré un usage diffus dans la recherche comme dans le langage quotidien, souffre d'un manque de consensus conceptuel tant sur le versant « personnel » que « politique », raison pour laquelle des visions très différentes de cet objet d'étude existent dans la littérature. La dimension des valeurs fait ainsi l'objet de débat dans les recherches en psychologie, en sociologie et, non des moindres, en science politique. Nous avons décidé de retenir la conceptualisation élaborée depuis plus de 25 ans par le socio-psychologue Shalom Schwartz (e.g., 1992, 2006, 2017), en raison de la rigueur descriptive du schéma des valeurs énoncé dans sa *théorie des valeurs humaines de base*, que nous allons maintenant présenter brièvement avant de passer à une définition des valeurs politiques.

Dans son approche, qui est à la fois conceptuelle et empirique, Schwartz cherche à établir un groupe de **valeurs personnelles** de base et présentes dans toutes les sociétés humaines, indépendamment de la culture ou du contexte socio-historique. Son modèle contient dix catégories de valeurs générales, qu'il ne se contente pas d'énumérer mais qu'il met également en relation les unes avec les autres. En effet, Schwartz dispose sa typologie des valeurs en une structure dans laquelle celles-ci peuvent avoir un rapport d'opposition ou d'affinité. D'après le schéma conceptuel (voir Figure 4.2), les valeurs de base sont réparties à l'intérieur d'un cercle et disposées les unes par rapport aux autres suivant des relations de proximité ou d'antagonisme. Ainsi, pour faire un exemple, la valeur de la tradition est compatible avec celle de la conformité, mais en opposition directe avec celle de la stimulation. À leur tour, ces quartiers de valeurs s'agrègent autour de principes plus transcendants que sont la conservation (ou continuité de l'ordre actuel), l'ouverture au changement, le dépassement de soi et l'affirmation de soi, également structurés suivant des relations d'opposition (Borsenberger & Dickes 2011 : 16-27). Il s'agit dès lors de penser une organisation universelle des motivations humaines où les valeurs reflètent la structure de ces motivations et des relations qu'elles entretiennent (Cieciuch et al. 2015 : 43).

Figure 4.2 : Schéma explicatif des valeurs personnelles (Schwartz)



Source : Cieciuch et al. 2015 : 43 (Figure 1)

Dans cette structure des valeurs, celles-ci sont hiérarchisées selon un ordre d'importance, qui varie bien sûr en fonction des individus et des groupes sociaux. Mais à quoi renvoient ces valeurs et quelle est leur pertinence dans le cadre de cette analyse ? Nous commençons par présenter les catégories de valeurs avancées par les travaux de Schwartz (2006 : 932-935 ; Cieciuch et al. 2015) :

- **Pouvoir :** Pouvoir social, contrôle des ressources et domination des personnes, leadership et autorité, importance du statut social et du prestige social
- **Réussite :** Succès personnel, tendance à l'ambition et à la concurrence dans la réussite individuelle
- **Hédonisme :** plaisir et enjouement dans la vie personnelle
- **Stimulation :** Tendance à embrasser la nouveauté et les défis, conduite de vie alternative
- **Autonomie :** Indépendance de pensée et d'action, choisir, créer, explorer, tendance à la créativité, la liberté, l'indépendance, l'habileté et la sagesse
- **Universalisme :** Capacité de compréhension, d'appréciation, de tolérance, volonté de protection des personnes et de l'environnement, tendance à l'honnêteté, l'ouverture d'esprit et à donner un sens à la vie
- **Bienveillance :** Préservation et développement du bien-être des personnes qui composent notre entourage, tendance à aider autrui, au pardon et à la justice sociale
- **Tradition :** Valeur du respect, engagement, acceptation des usages et des idées codifiés par la culture et la religion traditionnelle d'une communauté, tendance au dévouement, au respect des traditions, à l'humilité, à la spiritualité
- **Conformité :** Restriction des actions, des inclinations et des pulsions dangereuses envers autrui et pour les normes sociales, tendance à l'autodiscipline, la politesse, le respect des parents et des anciens, l'obéissance
- **Sécurité :** Recherche de l'harmonie, de la sécurité et de la stabilité d'une société, dans les relations ainsi qu'envers soi-même, tendance à la sécurité familiale, la sécurité nationale et l'ordre social

La particularité des valeurs personnelles de base se situe ainsi dans leur faculté à diriger l'action, les jugements et les attitudes des individus de manière inconsciente et dans leur caractère désancré vis-à-vis de la réalité de ces dernières catégories. Les individus ne savent donc généralement pas que leurs agissements et leurs prises de position sont motivés par une série de valeurs abstraites qu'ils ont préalablement intériorisées et hiérarchisées :

"Although many factors typically influence any specific behavior, values are often an important contributing factor. For values to be linked to behavior, they must be experienced as relevant. Because basic values are abstract, their relevance in particular situations is oftent not obvious. [...] He [Maio (2010)] proposed that people's abstract values relate more consistently to their behavior when they have 'concrete instantiations' of those values, that is, when they have thought specific ways in which a value is or can be expressed in real-life situations." (Cieciuch et al. 2015 : 45).

Le concept de **valeur politique** repose également sur une littérature abondante. Les rapports entre valeurs politiques et outputs politiques ont été notamment analysés par Feldman et Steenbergen (2001). Ces auteurs soutiennent que l'opinion publique est le vecteur qui relie les valeurs politiques aux outputs d'un système politique. Leur étude sur le développement de l'État social aux Etats-Unis suggère que de nombreuses politiques sociales peuvent être reconduites aux types de valeurs politiques véhiculées dans l'opinion publique américaine. Ils concluent ainsi que des valeurs comme l'humanitarisme et l'égalitarisme impliquent des conceptions diverses de l'État social, du système capitaliste, du rapport que le gouvernement doit entretenir avec l'économie ou de la relation avec la personne aidée. Ainsi, selon eux, de telles catégories sociopolitiques ont un impact large et concret sur les outputs d'un système politique. Enfin, même si leurs observations se fondent sur le cas particulier nord-américain, la logique de fond de ce processus nouant les valeurs sociopolitiques aux outputs décisionnels est également applicable à d'autres terrains empiriques.

Quelques années plus tard, Jacoby (2006) constate que deux positions existent dans la littérature socio-psychologique sur le rapport entre valeurs et attitudes politiques : le lien causal et l'absence de corrélation. Dans son étude, Jacoby teste la structure hiérarchique des valeurs (concept dont la parenté revient à Milton Rokeach) chez les individus en la confrontant avec les préférences électorales de ces derniers. En effet, l'auteur relève empiriquement qu'une partie des individus, contrairement à d'autres, est capable d'opérer — inconsciemment — une hiérarchisation des valeurs, telles que la liberté, l'égalité, la sécurité économique ou encore l'ordre social. En outre, les individus qui s'engagent dans cette tâche de structuration manifestent une cohérence plus forte entre leurs valeurs et leurs choix de vote. Or, la tendance à hiérarchiser les valeurs — c'est-à-dire à construire une structure de sens — et à agir en fonction de celles-ci semble dépendre du niveau de compétence politique. Ainsi, plus une personne est politisée, plus elle aura tendance à hiérarchiser et à sélectionner les valeurs, plus son vote sera explicable et cohérent. En dernière analyse, la compétence politique (et corrélativement le niveau de formation) permet la transformation des valeurs en attitudes politiques.

Quant à eux, Gunther et Hsin-chi (2007) ont défini les valeurs comme des forces structurantes du conflit politique et comme des vecteurs potentiels de changement social. Les conflits de valeurs (e.g., libertés civiles vs. maintien de l'ordre) peuvent se perpétuer sous la forme d'*idéologies* (e.g., libéralisme, conservatisme), mais à condition d'être intégrés au répertoire discursif et comportemental d'acteurs politiques tels que les partis, qui les adoptent dans le cadre de leurs confrontations. De telles valeurs permettent donc de fournir une lecture des conflits politiques et sont diffusées par ces acteurs au cours du temps. Cette approche théorique s'oppose ainsi à l'idée d'une conscientisation *individuelle* des valeurs dans un contexte donné —

comme le suggère la théorie de l'activation des valeurs. De fait, Gunther et Hsin-chi (2007 : 261-263) regrettent la faiblesse des travaux empiriques sur la relation entre clivages de valeurs et préférences partisans. Ils proposent donc un modèle explicatif de l'impact électoral des valeurs dans lequel le regroupement des valeurs en idéologies et leur articulation par les partis jouent un rôle crucial d'intermédiation entre la formation individuelle des valeurs et leur cristallisation en préférences partisans.

Ces différentes approches conceptuelles de valeurs ont chacune leurs mérites et leurs angles morts. En fin de compte, cependant, notre approche des valeurs dans cette étude est déterminée par des considérations essentiellement méthodologiques. En effet, compte tenu de la difficulté de mesurer et d'objectiver les valeurs personnelles au moyen d'un questionnaire standardisé, ainsi qu'en raison de la disponibilité limitée des données dans l'enquête ESS, nous avons décidé de ne retenir comme variables indépendantes que les valeurs *politiques*. Malheureusement, aucune vague récente de l'ESS ne comprend à la fois des mesures des valeurs personnelles et des mesures des valeurs politiques. Cependant, dans la perspective de l'entonnoir de la causalité, il apparaît que les valeurs politiques découlent en large partie des valeurs personnelles et que l'effet de ces dernières sur le vote s'exerce essentiellement *au travers* des valeurs politiques. Shalom Schwartz (e.g., Schwartz et al. 2010, 2014 ; voir aussi Leimgruber 2011) propose un modèle théorique dans lequel les valeurs personnelles sont en effet regroupables en une série de valeurs politiques cardinales, plus directement tangibles pour les individus que leurs valeurs personnelles, et plus faciles à appréhender pour la recherche sur le comportement électoral. Alors que les valeurs personnelles se présentent comme des entités discriminant le désirable du non-désirable et applicables dans n'importe quel contexte de la vie sociale, les valeurs politiques ont la particularité de permettre aux individus de se représenter ce que devrait être le fonctionnement idéal d'une société, les axes prioritaires d'un « bon gouvernement » ou le profil souhaitable d'un « bon citoyen ». Schwartz présente ainsi les valeurs politiques comme une catégorie de valeurs jouant un rôle d'intermédiaire entre les valeurs personnelles et le comportement électoral. Malgré la nouveauté de ce modèle en cours d'élaboration et une absence de rigueur quant aux valeurs politiques retenues comme fondamentales, une typologie récente (Cieciuch et al. 2015 : 13-14) permet toutefois de relier les valeurs politiques aux valeurs personnelles sous-jacentes suivant une relation d'affinité (positif) ou d'opposition (négatif) :

- **Moralité traditionnelle** : tradition, conformité, sécurité (positif) / hédonisme, stimulation, autonomie, universalisme (négatif)
- **Patriotisme aveugle** : sécurité, conformité, tradition, pouvoir (positif) / universalisme, autonomie, stimulation, hédonisme (négatif)
- **Loi et ordre** : sécurité, conformité, tradition (positif) / autonomie, universalisme, stimulation, hédonisme (négatif)
- **Intervention militaire à l'étranger** : sécurité, conformité, tradition, pouvoir (positif) / universalisme, bienveillance (négatif)
- **Liberté d'entreprise** : réalisation de soi, pouvoir (positif) / universalisme, bienveillance (négatif)
- **Egalité** : universalisme, bienveillance (positif) / pouvoir, réalisation de soi (négatif)
- **Libertés civiles** : universalisme, autonomie (positif) / pouvoir, sécurité, tradition (négatif)
- **Acceptation des immigrants** : universalisme, bienveillance, autonomie, stimulation (positif) / sécurité, tradition, conformité (négatif)

Toutefois, une critique peut être adressée à ce modèle au niveau de deux catégories difficilement concevables, selon nous, comme des valeurs politiques. En effet, nous estimons que les catégories « intervention militaire à l'étranger » et « liberté

d'entreprise » ne sont pas cohérentes avec notre définition du concept de valeur, ni pertinentes dans le cadre de notre analyse. Nous justifions cette position dans la section suivante. En outre, nous ne pourrions pas prendre en compte la valeur politique *libertés civiles*, faute de données disponibles. Nous rendons enfin le lecteur attentif au fait que nous avons décidé de modifier le libellé de la valeur « patriotisme aveugle » en « souveraineté » pour des raisons de clarté conceptuelle.

4.2.3. Les valeurs du populisme de droite

Dans cette partie nous nous proposons de parcourir brièvement la littérature concernant la place et la nature des valeurs politiques dans l'explication du vote pour les partis du populisme de la droite radicale. Ceci nous permettra de revenir non seulement sur les récentes conclusions de la recherche en la matière mais également d'identifier les débats ouverts sur le sujet. Comme nous le verrons, la plupart des éléments identifiés dans la littérature ne sont pas immédiatement définissables par le concept de *valeur* mais plutôt comme relevant des *attitudes*. Pour cette raison il nous faudra les relier aux valeurs politiques avec lesquelles les attitudes entretiennent une relation d'affinité ou d'opposition.

Plusieurs auteurs ont identifié les catégories d'attitudes et de valeurs qui joueraient un rôle dans la détermination du vote pour la famille de la droite populiste. Teun Pauwels (2011 : 65) soutient ainsi que le vote pour la droite populiste est explicable à la fois par des facteurs socio-économiques mais également par des principes idéologiques et politiques, au sein desquels l'auteur délimite les éléments que nous pourrions par la suite reconduire aux valeurs politiques elles-mêmes. Pauwels identifie ainsi l'opposition à une « élite corrompue » (anti-élitisme), la critique sur la qualité de la démocratie et la demande corrélée de démocratie directe, l'euroscepticisme (en lien avec une critique de l'élite jugée comme illégitime et une atteinte à la souveraineté nationale), l'anti-immigration, la tendance à des attitudes autoritaires et, enfin, la préférence pour des leaders charismatiques (Pauwels 2011 : 65-66). De son côté Mudde (2007 : 145-159) ajoute aux éléments précédents la préférence pour les principes de la loi et de l'ordre, la critique de l'Etat de droit, la propension à la conformité, au respect, à la répression du crime et la demande accrue de sécurité. Enfin, Andrea Pirro (2015a : 197) souligne l'importance du cléricisme et de la moralité traditionnelle (opposés aux valeurs libérales) comme autant de facteurs explicatifs du vote pour le populisme de droite.

Ceci étant, une revue de la littérature suggère que les facteurs psychologiques (valeurs, attitudes) sont en concurrence avec les facteurs socio-économiques pour expliquer le vote en faveur des partis de la droite populiste. Par exemple, une analyse comparative (De Vries & Hoffmann 2016) suggère que le vote populiste est moins tributaire des valeurs politiques que des craintes à l'égard de la globalisation, soutenues notamment par un faible niveau d'éducation et de revenu. Quand bien même cette étude prête le flanc à la critique (notamment quant à l'opérationnalisation des valeurs, réduites aux « valeurs traditionnelles »), elle nous rappelle la nécessité de *contrôler* l'effet des valeurs politiques par des indicateurs socio-démographiques usuellement associés au vote populiste — capital scolaire, revenu, sexe, âge, etc.

4.2.4. Hypothèses

Suite aux questionnements que nous venons d'exposer, il convient à présent d'y apporter certaines réponses sous la forme d'hypothèses de recherche. Comme nous l'avons précédemment définie, notre hypothèse générale nous conduit à affirmer que les valeurs (variables indépendantes) ont un impact sur le vote pour un parti populiste de droite (variable dépendante). L'impact des valeurs est par ailleurs conditionné par les variables exogènes que sont le contexte de crise politique, économique et

sociale. Nous avons dès lors formulé nos hypothèses en les regroupant selon cinq valeurs politiques établies précédemment et qui sont susceptibles de déterminer le vote pour les partis de la droite populiste.

Rapport à l'immigration

H1 : plus une personne est hostile à l'immigration, plus elle aura tendance à voter pour un parti de la droite populiste.

H2 : plus une personne perçoit un impact négatif de l'immigration sur l'économie et la culture du pays, plus elle aura tendance à voter pour un parti de la droite populiste.

Moralité traditionnelle

H3 : plus une personne prône des valeurs traditionnelles, plus elle aura tendance à voter pour un parti de la droite populiste.

Souveraineté

H4 : plus une personne s'oppose à l'Union européenne, plus elle aura tendance à voter pour un parti populiste de la droite radicale.

H5 : plus une personne perçoit un déficit démocratique, plus elle aura tendance à voter pour un parti de la droite populiste.

Loi et ordre

H6 : plus une personne estime important de garantir la sécurité des citoyens, plus elle aura tendance à voter pour un parti de la droite populiste.

H7 : plus une personne se conforme aux principes d'obéissance et d'autorité, plus elle aura tendance à voter pour un parti de la droite populiste.

Egalité

H8 : plus une personne accepte les inégalités de traitement et des chances, plus elle aura tendance à voter pour un parti de la droite populiste.

Afin de tester ces hypothèses, nous avons besoin d'indicateurs nous permettant d'opérationnaliser les variables énoncées. Dans la prochaine section, nous allons exposer la manière dont nos variables indépendantes (valeurs politiques) et notre variable dépendante (vote pour un parti de la droite populiste) ont été mesurées.

4.3. Méthodologie

4.3.1. Données empiriques

Afin de mesurer nos principales variables indépendantes, les valeurs politiques, nous avons dû nous résoudre à utiliser les données d'une vague plus ancienne de l'enquête ESS que celle utilisée dans les autres chapitres de ce volume. En effet, la vague 7 (2014–2015) ne contient pas de mesures des valeurs politiques ; en revanche, la vague 6 (2012–2013) propose des indicateurs pour les cinq principaux domaines normatifs couverts par nos hypothèses (voir chap. 4.3.3 *infra*). Pour le reste, les variables recueillies dans la vague 6 sont équivalentes à celles de la vague 7.

Il est important de relever qu'en 2008 une crise d'abord financière, ensuite économique, s'abat sur toute l'Europe, à quelques exceptions près. Il s'agit d'une crise exogène, causées par les marchés financiers internationaux, qui touche l'Europe dès 2008. A cela s'ajoute une crise migratoire qui met les pays européens en alerte durant

cette période (Marquis 2016). Les partis populistes s’emparent de ces enjeux économique et migratoire pour critiquer davantage le système européen ainsi que les élites dirigeantes nationales (Mazzoleni [O.] 2003). Il y a tout lieu de penser que, dans la période d’enquête 2012–2013, les effets de la crise économique et de la crise migratoire (même si cette dernière n’avait pas encore atteint l’ampleur paroxystique des années 2014–2016) étaient au centre de l’attention dans les cinq pays retenus pour notre analyse (Suisse, France, Italie, Pays-Bas et Pologne).

4.3.2. Variable dépendante : le vote pour la droite populiste

Notre variable dépendante est basée sur le vote effectué lors de la dernière élection législative dans les cinq pays choisis. Les partis auxquels les répondants déclarent avoir accordé leur vote ont été répartis en deux catégories — partis populistes et partis non-populistes — suivant les critères définis dans le chapitre 2.3.¹¹⁶ En moyenne, les partis de la droite populiste ont reçu un peu moins de 18% des voix dans les cinq échantillons nationaux (N total=4866). Le Tableau 4.1 détaille le vote en faveur des partis populistes dans chaque pays, à la fois du point de vue des résultats officiels et du point de vue des réponses fournies par les enquêtés.

Tableau 4.1 : Partis de la droite populiste par pays

Pays (Année des dernières élections)	Partis populistes de droite	Résultats électoraux officiels (%)	% ESS
Italie ¹¹⁷ (2013)	Lega Nord (LG)	4.1	1.6
	Popolo della Libertà (PDL)	21.6	16.6
	Fratelli d’Italia (FI)	1.9	0.4
		<i>Total = 27.6</i>	<i>Total = 18.6 (N=515)</i>
France (2012)	Front National (FN)	18.5	12.1 (N=1172)
Pays-Bas (2012)	Parti pour la Liberté (PVV)	10.1	6.8 (N=1385)
Pologne (2012)	Droit et Justice (PiS)	39.2	32.1
	Congrès de la Nouvelle Droite (KNP)	1.1	1.2
	La Pologne d’abord (PjN)	2.2	0.2
		<i>Total = 42.5</i>	<i>Total = 33.5 (N=1066)</i>
Suisse (2011)	Union Démocratique Centre (UDC)	26.6	16.8
	Union Démocratique Fédérale (UDF)	1.3	1.0
	Démocrates Suisses (DS)	0.2	0.2
	Mouvement Citoyen Genevois (MCG)	0.4	0.1
		<i>Total=28.5</i>	<i>Total = 17.3 (n=728)</i>

Sources : <http://www.parties-and-elections.eu/index.html> (consulté en mai 2017) ; ESS vague 6.

Nous observons que la sous-représentation du vote populiste de droite est générale dans notre échantillon. Il est vraisemblable qu’un certain nombre d’enquêtés n’ont pas voulu dévoiler leur vote réel en raison de l’indésirabilité sociale du vote populiste

¹¹⁶ Les abstentionnistes (i.e., les répondants déclarant n’avoir pas participé aux dernières élections nationales) ont été assignés aux données manquantes pour notre analyse.

¹¹⁷ En Italie, la récolte de données pour la vague 6 de l’ESS a été effectuée du 1^{er} juin 2013 au 20 décembre 2013 (ESS 2012 : 118). Par conséquent, la question relative au dernier parti voté ne correspond pas aux élections législatives antérieures à 2012, mais aux élections du 23-24 février 2013.

(Butori & Parguel 2010 : 4). En Italie, les partis de la droite populiste reconnus comme tels, *Lega Nord* et *Fratelli d'Italia*, ne constituent ensemble que le 2% des votes indiqués par les enquêtés (6% selon les résultats officiels). C'est pourquoi nous avons décidé d'inclure dans notre définition des partis populiste le *Popolo della Libertà* de Silvio Berlusconi. Bien que cette classification du *parti* en tant que tel puisse se discuter, il est certain que son *leader* incarne à lui seul un discours, un style et des moyens de mobilisation éminemment populistes (voir chap. 1 *supra*).¹¹⁸

4.3.3. Variables indépendantes : les valeurs politiques

Comme nous l'avons expliqué plus haut, les valeurs politiques des citoyens européens sont susceptibles d'éclairer leur choix électoral en faveur de la droite populiste. Lors de la formulation de nos hypothèses, nous avons distingué cinq configurations de valeurs : *le rapport à l'immigration, la moralité traditionnelle, la souveraineté, la loi et l'ordre et l'égalité*. Le Tableau 4.2 détaille l'opérationnalisation de chacune de ces valeurs politiques. En nous basant sur la littérature discutée précédemment, nous présentons les valeurs selon un ordre hypothétique d'importance, dans lequel les valeurs les plus déterminantes pour le vote populiste précèdent les valeurs supposées moins essentielles. Notamment, dans un contexte de crise économique, institutionnelle et migratoire, le mécanisme d'*activation des valeurs* implique que les valeurs liées au rapport à l'immigration ou à la souveraineté deviennent plus saillantes et prioritaires.

On notera également que, pour quatre hypothèses (H3, H6, H7 et H8), les indicateurs retenus [imprad, ipstrgv, ipfrule, ipeqopt] mesurent les valeurs correspondantes en termes d'« importance ». Ces indicateurs sont issus du *Questionnaire des Valeurs par Portraits* élaboré par Schwartz, dont l'objectif est de rendre la mesure des valeurs universellement applicable, y compris auprès de populations peu rompues aux jugements abstraits sollicités par les questionnaires traditionnels (voir Schwartz 2006 : 939-941).¹¹⁹ Dans le questionnaire par portraits, on demande aux répondants de se *comparer* à une personne dont une brève description renvoie à une valeur de base. Par exemple, la valeur « tendance à l'obéissance et à l'autorité » (H7) est incarnée par la personne suivante : "He/She believes that people should do what they're told. He/She thinks people should follow rules at all times, even when no-one is watching". Pour chaque portrait, les interviewés doivent répondre à la question suivante : « Jusqu'à quel point cette personne est-elle comme vous ? ». Les six modalités de réponse s'échelonnent entre « tout à fait comme moi » et « pas du tout comme moi ». Ainsi, « [o]n déduit l'importance d'une valeur donnée pour un individu du degré de ressemblance qu'il a déclaré entre le portrait qui fait référence implicitement à cette valeur particulière et lui-même » (Schwartz 2006 : 940).

¹¹⁸ Par ailleurs, la faible taille de l'échantillon en Italie est peut-être due à des difficultés pour financer la partie italienne de l'enquête ESS, notamment dans un moment de crise et de politique d'austérité réduisant les ressources dont peuvent bénéficier les instituts publics, les fonds de recherche ou encore les projets européens.

¹¹⁹ L'ESS propose une version condensée du questionnaire par portraits, composée de 21 items, permettant de « mesurer les dix valeurs de base chez les enfants de 11 ans et plus, chez les personnes âgées, ou encore chez des personnes n'ayant pas reçu une éducation occidentale qui valorise la pensée abstraite, indépendante des contextes particuliers. On a en effet constaté que le premier instrument de mesure, le SVS [Schwartz Value Survey], ne convenait pas à de telles populations. Cet instrument de mesure alternatif permet, en outre, de déterminer si la théorie des valeurs est valide indépendamment de la méthode de mesure utilisée » (Schwartz 2006 : 939-940).

Tableau 4.2 : Opérationnalisation des valeurs politiques

Valeurs politiques	Dimensions (hypothèses)	Indicateurs (<i>labels dans ESS 2012</i>)
Rapport à l'immigration	1. Hostilité envers l'immigration	Acceptation des immigrants : forte (0) – faible (5). Echelle additive créée par nos soins sur la base de trois items : 1. <i>imsmetn</i> (Allow many/few immigrants of same race/ethnic group as majority) ; 2. <i>imdfetn</i> (Allow many/few immigrants of different race/ethnic group from majority) ; 3. <i>impcntr</i> (Allow many/few immigrants from poorer countries outside Europe).
	2. Impact négatif de l'immigration	Effets perçus de l'immigration : positifs (0) – négatifs (5) Echelle additive créée par nos soins sur la base de trois items : 1. <i>imbgeco</i> (Immigration bad or good for country's economy) ; 2. <i>imueclt</i> (Country's cultural life undermined or enriched by immigrants) ; 3. <i>imwbcnt</i> (Immigrants make country worse or better place to live)
Moralité traditionnelle	3. Importance des valeurs traditionnelles	Importance de suivre les traditions et les coutumes [<i>imptrad</i>] : pas important (0) – très important (5)
Souveraineté	4. Opposition à l'Union européenne	Intégration européenne [<i>eufft</i>] : l'unification européenne doit se poursuivre (0) – l'unification est allée trop loin (5)
	5. Perception d'un déficit démocratique	Satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie au niveau national [<i>stfdem</i>] : très satisfait (0) – peu satisfait (5)
Loi et ordre	6. Demande de sécurité	Importance d'un Etat puissant pour garantir la sécurité des citoyens [<i>ipstrgv</i>] : pas important (0) – très important (5)
	7. Tendance à l'obéissance et à l'autorité	Importance de l'obéissance et du respect des règles [<i>ipfrule</i>] : pas important (0) – très important (5)
Egalité	8. Assentiment aux inégalités	Importance de l'égalité de traitement et des chances [<i>ipeqopt</i>] : très important (0) – pas important (5)

Note : La numérotation des dimensions correspond à la numérotation des hypothèses ; la graduation des échelles a été standardisée (voir *infra*).

Comme indiqué dans le Tableau 4.2, notre conceptualisation du *rapport à l'immigration* distingue deux dimensions mesurées sous la forme d'échelles additives. La première dimension (*hostilité envers l'immigration*) consiste à évaluer combien une personne est opposée ou favorable à l'immigration (H1). Cette variable a été créée en calculant la moyenne individuelle de trois indicateurs ; la cohérence interne de cette échelle est très élevée ($\alpha \geq .84$) pour tous les pays (voir Tableau 4.3). La deuxième dimension (*impact négatif de l'immigration*) nous sert à mesurer la perception (positive ou négative) de l'impact de l'immigration d'un point de vue économique et culturel (H2). Cette variable a également été créée à partir de trois indicateurs ; l'échelle présente une cohérence légèrement inférieure à la précédente ($\alpha \geq .77$) mais tout de même largement satisfaisante.

Les valeurs de la *moralité traditionnelle* (H3) et de l'*égalité* (H8) sont mesurés par des indicateurs uniques (importance des valeurs traditionnelles et assentiment aux inégalités). La valeur de *souveraineté* se décline en deux dimensions : l'*opposition à l'intégration européenne* permet d'apprécier l'effet de l'euroscpticisme sur le vote populiste (H4), tandis que la *perception d'un déficit démocratique* vise à déterminer

si le vote populiste repose sur un manque de confiance dans le fonctionnement de la démocratie à l'échelle nationale (H5). Enfin, la valorisation de *la loi et de l'ordre* est également analysée sous deux aspects spécifiques : d'une part, la *demande de sécurité* adressée à l'Etat est supposée plus forte parmi les électeurs de la droite populiste (H6) ; d'autre part, la *tendance à l'obéissance et à l'autorité* s'inscrit dans le système de valeurs autoritaire caractéristique des partisans de la droite radicale (H7), documenté notamment par Altemeyer (1981, 1996).

Tableau 4.3 : Tests de fiabilité pour les deux échelles relatives à l'immigration (alpha de Cronbach)

Pays	Hostilité envers l'immigration [imsmetn, imdfetn, impcntr]	Impact négatif de l'immigration [imbgeco, imueclt, imwbcnt]
Suisse	0.84	0.77
France	0.87	0.87
Italie	0.93	0.87
Pays-Bas	0.92	0.78
Pologne	0.91	0.81

Etant donné que les différents indicateurs des valeurs politiques sont des échelles avec des graduations différentes, celles-ci ont été standardisées sur une étendue de 0 à 5 afin de faciliter la lisibilité et l'interprétation de nos résultats. Pour les mêmes raisons, la polarité de certaines échelles a été inversée, de sorte que les scores les plus élevés sur toutes les échelles correspondent aux positions supposées des électeurs de la droite populiste. Ainsi, les coefficients associés aux valeurs politiques devraient être systématiquement *positifs* dans les analyses multivariées estimant l'effet de ces valeurs sur le vote populiste.

Le Tableau 4.4 présente une **analyse descriptive** des valeurs politiques, ainsi que des variables de contrôle retenues pour prédire le vote populiste de droite (âge, sexe, éducation et revenu subjectif).¹²⁰ Parmi les huit indicateurs des valeurs, trois d'entre eux montrent une faible variation entre pays : les deux indicateurs du rapport à l'immigration (dont les moyennes avoisinent le milieu de l'échelle) et l'assentiment aux inégalités (dont les valeurs très faibles signalent un attachement général à *l'égalité* des chances entre citoyens). Deux autres indicateurs manifestent une variation plus grande, à savoir l'opposition à l'UE (particulièrement forte en Suisse et en France) et la demande de sécurité (plus développée en Italie et en Pologne). Enfin, les indicateurs relatifs aux valeurs traditionnelles, à la perception d'un déficit démocratique et à la soumission à l'autorité suggèrent une disparité importante entre les répondants italiens et polonais, pour lesquels ces valeurs revêtent plus d'importance, et les répondants des autres pays (notamment de France pour les valeurs traditionnelles et l'obéissance, mais aussi de Suisse et des Pays-Bas concernant le déficit démocratique), pour lesquels ces valeurs associées à la droite populiste ont une moindre saillance.

¹²⁰ Voir la description et le recodage du revenu subjectif dans le chapitre 3.3.2.

Tableau 4.4 : Analyse descriptive des variables indépendantes

Description	Nom ESS vague 6	Etendue (modalités)	Suisse				France				Italie				Pays-Bas				Pologne			
			M ^a	Méd ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Méd ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Méd ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Méd ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Méd ^a	SD ^a	N (% valide)
Hostilité envers l'immigration	<i>Echelle additive</i>	0 (beaucoup) – 5 (aucun) ^b	2.5	2.3	0.9	1473 (98.7)	2.7	2.3	1.0	1956 (99.4)	2.6	2.3	1.2	943 (98.2)	2.7	2.3	1.0	1831 (99.3)	2.4	2.3	1.0	1853 (97.6)
Impact négatif de l'immigration	<i>Echelle additive</i>	0 (positif) – 5 (négatif)	2.1	2.0	0.9	1490 (99.8)	2.6	2.5	1.1	1966 (99.9)	2.6	2.5	1.2	956 (99.6)	2.2	2.2	0.8	1842 (99.8)	2.1	2.0	1.1	1864 (98.2)
Importance des valeurs traditionnelles	<i>imptrad</i>	0 (pas important) – 5 (très important)	3.3	4	1.3	1488 (99.7)	2.6	3	1.6	1957 (99.5)	3.8	4	1.3	915 (95.3)	3.1	3	1.3	1821 (98.7)	3.9	4	1.0	1883 (99.2)
Opposition à l'Union européenne	<i>eufft</i>	0 (pas opposé) – 5 (très opposé)	2.7	2.5	1.2	1427 (95.6)	2.5	2.5	1.3	1927 (97.9)	2.1	2	1.5	903 (94.0)	2.4	2.5	1.2	1807 (98)	2.2	2	1.3	1701 (89.6)
Perception d'un déficit démocratique	<i>stfdem</i>	0 (très satisfait) – 5 (insatisfait)	1.3	1	0.8	1464 (98.)	2.4	2.5	1.2	1937 (98.4)	3.0	3	1.2	935 (97.4)	1.8	1.5	0.8	1813 (98.3)	2.6	2.5	1.2	1800 (94.8)
Demande de sécurité	<i>ipstrgv</i>	0 (pas important) – 5 (très important)	3.7	4	1.1	1465 (98.1)	3.6	4	1.2	1955 (99.3)	4.2	5	0.9	911 (94.9)	3.4	4	1.0	1818 (98.5)	4.0	4	1.0	1877 (98.9)
Tendance à l'obéissance	<i>ipfrule</i>	0 (pas important) – 5 (très important)	2.6	3	1.4	1472 (98.6)	2.1	2	1.4	1953 (99.2)	3.3	4	1.4	904 (94.2)	3.1	3	1.2	1825 (98.9)	3.6	4	1.1	1871 (98.6)
Assentiment aux inégalités	<i>ipeqopt</i>	0 (très important) – 5 (pas important)	0.9	1	1.0	1493 (99.5)	0.9	1	1.0	1962 (99.7)	0.8	1	1.0	923 (96.1)	1.0	1	0.9	1826 (99)	0.9	1	0.9	1886 (99.4)
Âge	<i>agea</i>	15-101	46.5	46	19.4	1493 (100)	47.6	47	19.3	1968 (100)	48.8	49	18.8	939 (97.8)	46.6	47	18.2	1845 (100)	46.1	46	18.8	1898 (100)
Education	<i>eisced</i>	1 (école oblig.) – 7 (master université)	3.9	3	1.7	1490 (99.8)	3.6	3	2.1	1968 (100)	3.1	2	1.8	943 (98.2)	3.8	3	2.0	1833 (99.4)	3.5	3	1.8	1891 (99.6)
Revenu subjectif	<i>hincfel</i>	1 : confortable ; 2 : suffisant ; 3 : insuffisant	1 : 55.4% ; 2 : 33.0% ; 3 : 11.6%			1486 (99.5)	1 : 32.2% ; 2 : 51.3% ; 3 : 16.4%			1963 (99.7)	1 : 19.7% ; 2 : 51.0% ; 3 : 29.3%			928 (96.6)	1 : 51.0% ; 2 : 38.6% ; 3 : 10.4%			1814 (98.3)	1 : 7.9% ; 2 : 60.6% ; 3 : 31.5%			1880 (99)
Sexe	<i>gndr</i>	1 (homme) – 2 (femme) ^c	-	-	-	1493 (100)	-	-	-	1968 (100)	-	-	-	947 (98.6)	-	-	-	1845 (100)	-	-	-	1898 (100)

Notes : **a** : M=moyenne ; Méd=médiane ; SD=écart-type. **b** : Pour trois pays (Suisse, Italie et Pays-Bas), le minimum empirique n'est pas de 0, mais de 0.45. **c** : Pour l'ensemble des pays, la proportion d'hommes est comprise entre 48% et 49%.

4.4. Analyses empiriques

4.4.1. Explication du vote populiste dans chaque pays

Nous allons maintenant passer à la présentation des résultats d'un modèle de régression logistique testé séparément pour chaque pays afin d'en apprécier les variations contextuelles. Le choix de cet instrument quantitatif s'explique par le caractère dichotomique de notre variable dépendante, qui ne comporte que deux modalités possibles : vote pour un parti de la droite populiste (1) ou vote pour un parti non populiste (0). Le Modèle 1 regroupe toutes les valeurs politiques (bloc 1) dont nous testons ainsi la pertinence dans la détermination du vote pour les partis de la droite populiste. Dans le Modèle 2 nous ajoutons les variables de contrôle (bloc 2), à savoir l'âge, le sexe, le revenu subjectif, ainsi que le niveau d'éducation. Ces variables nous permettront d'apprécier plus finement la pertinence explicative des valeurs politiques pour la motivation des citoyens à voter en faveur des partis de la droite populiste. En effet, la capacité explicative de certaines variables dans le Modèle 1 peut dépendre non pas seulement de l'effet des indicateurs en question, mais aussi de l'influence des facteurs sociodémographiques auxquels les valeurs sont corrélées. En ce sens, nous nous attendons à ce que les variables de contrôle introduites dans le Modèle 2 absorbent une part des effets mis en évidence dans le modèle précédent, réduisant ou supprimant la capacité explicative de certaines valeurs. Ensuite, l'activation des valeurs et l'influence des différents contextes nationaux nous conduit à anticiper une variabilité de la capacité explicative de notre modèle selon les différents pays. Enfin, au vu de la littérature sur le sujet, nous nous attendons à ce que chacune des relations entre les valeurs politiques et le vote pour la droite populiste soit pertinente dans au moins un des échantillons nationaux. Les Tableaux 4.5 à 4.9 présentent ainsi les résultats des régressions logistiques effectuées pour chacun des pays.

Tableau 4.5 : Modèle explicatif du vote en Suisse (régression logistique)

		Modèle 1			Modèle 2		
Bloc	Variables	Coeff.	E.S.	Exp(B)	Coeff.	E.S.	Exp(B)
1	Hostilité envers l'immigration	.728***	.174	2.072	.698***	.180	2.010
	Impact négatif de l'immigration	.356*	.173	1.428	.254	.183	1.290
	Importance des valeurs traditionnelles	.143	.102	1.153	.164	.105	1.178
	Opposition à l'Union européenne	.329**	.113	1.390	.345**	.117	1.411
	Perception d'un déficit démocratique	.077	.141	1.080	.103	.147	1.109
	Demande de sécurité	.212	.127	1.237	.203	.130	1.226
	Tendance à l'obéissance	.087	.084	1.091	.177	.087	1.124
	Assentiment aux inégalités	.358**	.114	1.431	.386***	.116	1.471
2	Âge				-.012	.006	.988
	Sexe : femme				-.120	.239	.887
	Revenu : suffisant ^a				-.191	.265	.826
	Revenu : insuffisant ^a				-.313	.464	.731
	Education				-.306***	.089	.737
N		644			644		
Pseudo-R ² (Nagelkerke)		.293			.325		
Chi ² modèle		130.578***			146.425***		

Notes : ^a : catégorie de référence = revenu confortable. *** : p<.001 ; ** : p<.01 ; * : p<.05

Tableau 4.6 : Modèle explicatif du vote en France (régression logistique)

Bloc	Variables	Modèle 1			Modèle 2		
		Coeff.	E.S.	Exp(B)	Coeff.	E.S.	Exp(B)
1	Hostilité envers l'immigration	.308**	.144	1.361	.286	.149	1.331
	Impact négatif de l'immigration	.674***	.144	1.962	.665***	.154	1.944
	Importance des valeurs traditionnelles	-.202**	.070	.817	-.182*	.074	.834
	Opposition à l'Union européenne	.162	.085	1.176	.133	.088	1.143
	Perception d'un déficit démocratique	.198*	.098	1.219	.089	.102	1.093
	Demande de sécurité	.080	.097	1.084	.109	.103	1.115
	Tendance à l'obéissance	-.060	.073	.942	-.053	.077	.948
	Assentiment aux inégalités	.316***	.094	1.372	.384***	.099	1.467
2	Âge				-.034***	.008	.966
	Sexe : femme				-.436*	.217	.646
	Revenu : suffisant ^a				.443	.302	1.558
	Revenu : insuffisant ^a				1.132**	.367	3.103
	Education				-.230***	.072	.794
N		1122			1122		
Pseudo-R ² (Nagelkerke)		.270			.330		
Chi ² modèle		166.708***			207.186***		

Notes : ^a : catégorie de référence = revenu confortable. *** : p<.001 ; ** : p<.01 ; * : p<.05

Tableau 4.7 : Modèle explicatif du vote en Italie (régression logistique)

Bloc	Variables	Modèle 1			Modèle 2		
		Coeff.	E.S.	Exp(B)	Coeff.	E.S.	Exp(B)
1	Hostilité envers l'immigration	.349*	.141	1.418	.359*	.146	1.432
	Impact négatif de l'immigration	.552***	.160	1.737	.561***	.162	1.753
	Importance des valeurs traditionnelles	.091	.120	1.095	.023	.129	1.023
	Opposition à l'Union européenne	.059	.103	1.061	.072	.106	1.075
	Perception d'un déficit démocratique	-.565***	.135	.568	-.562***	.139	.570
	Demande de sécurité	.015	.160	1.015	.078	.163	1.081
	Tendance à l'obéissance	.101	.108	1.106	.056	.109	1.058
	Assentiment aux inégalités	-.045	.138	.956	-.069	.141	.933
2	Âge				.025**	.009	1.025
	Sexe : femme				-.199	.277	.819
	Revenu : suffisant ^a				.139	.352	1.149
	Revenu : insuffisant ^a				.320	.425	1.377
	Education				.125	.092	1.133
N		436			436		
Pseudo-R ² (Nagelkerke)		.192			.221		
Chi ² modèle		56.476***			65.686***		

Notes : ^a : catégorie de référence = revenu confortable. *** : p<.001 ; ** : p<.01 ; * : p<.05

Tableau 4.8 : Modèle explicatif du vote aux Pays-Bas (régression logistique)

Bloc	Variables	Modèle 1			Modèle 2		
		Coeff.	E.S.	Exp(B)	Coeff.	E.S.	Exp(B)
1	Hostilité envers l'immigration	.441**	.143	1.555	.464**	.152	1.590
	Impact négatif de l'immigration	.659***	.195	1.933	.579**	.202	1.785
	Importance des valeurs traditionnelles	-.019	.104	.981	.003	.108	1.004
	Opposition à l'Union européenne	.475***	.124	1.608	.435***	.125	1.545
	Perception d'un déficit démocratique	.319**	.144	1.375	.318*	.154	1.374
	Demande de sécurité	.117	.141	1.125	.103	.143	1.108
	Tendance à l'obéissance	-.002	.110	.998	-.019	.113	.981
	Assentiment aux inégalités	.056	.128	1.058	-.011	.135	.989
2	Âge				-.010	.008	.990
	Sexe : femme				-.740**	.271	.477
	Revenu : suffisant ^a				.515*	.289	1.674
	Revenu : insuffisant ^a				-.301	.452	.740
	Education				-.268**	.090	.765
N		1300			1300		
Pseudo-R ² (Nagelkerke)		.296			.343		
Chi ² modèle		155.256***			181.191***		

Notes : ^a : catégorie de référence = revenu confortable. *** : p<.001 ; ** : p<.01 ; * : p<.05

Tableau 4.9 : Modèle explicatif du vote en Pologne (régression logistique)

Bloc	Variables	Modèle 1			Modèle 2		
		Coeff.	E.S.	Exp(B)	Coeff.	E.S.	Exp(B)
1	Hostilité envers l'immigration	.018	.085	1.018	-.033	.088	.967
	Impact négatif de l'immigration	.209*	.088	1.233	.212*	.089	1.236
	Importance des valeurs traditionnelles	.473***	.095	1.604	.465***	.098	1.591
	Opposition à l'Union européenne	.140*	.060	1.151	.155*	.061	1.168
	Perception d'un déficit démocratique	.446***	.071	1.562	.416***	.072	1.516
	Demande de sécurité	.018	.085	1.018	.004	.085	1.004
	Tendance à l'obéissance	-0.41	.075	.960	-.029	.076	.971
	Assentiment aux inégalités	.014	.096	1.014	.077	.097	1.007
2	Âge				-.006	.005	.994
	Sexe : femme				-.134	.155	.875
	Revenu : suffisant ^a				.113	.310	1.119
	Revenu : insuffisant ^a				.263	.333	1.301
	Education				-.165***	.046	.848
N		963			963		
Pseudo-R ² (Nagelkerke)		.183			.206		
Chi ² modèle		134.589***			153.179***		

Notes : ^a : catégorie de référence = revenu confortable. *** : p<.001 ; ** : p<.01 ; * : p<.05

Il s'agit à présent d'interpréter les résultats obtenus au moyen de nos modèles de régression logistique (Tableaux 4.5–4.9). A cet égard, nous tâcherons de reconduire la pertinence explicative — ou l'absence de pertinence — des différentes variables à des critères d'ordre historique, économique, social, politique ou culturel qui structurent l'environnement de l'électorat dans les différents pays. Nous procéderons dans

l'ordre des tableaux de présentation des résultats. En dernier lieu, nous apporterons une brève description des résultats en comparant les pays.

Selon notre modèle explicatif pour la **Suisse**, le vote pour le populisme de la droite radicale est tributaire de trois valeurs politiques : l'hostilité envers l'immigration, l'opposition à l'Union européenne (UE) et l'assentiment aux inégalités. Les coefficients positifs pour ces trois indicateurs indiquent une validation de nos hypothèses. En l'occurrence, conformément à H1, plus un individu s'oppose à l'accueil des immigrés dans son pays, plus il aura tendance à voter pour la droite populiste. Bien que la crise migratoire ne soit officiellement reconnue par la communauté internationale qu'à partir de 2014, les flux migratoires ont, dans la période considérée, déjà considérablement évolué. Aussi, bien qu'elle ne soit pas aux avant-postes des courants migratoires, la Suisse voit croître le nombre de migrants, notamment ceux provenant clandestinement ou non depuis la Syrie. A ceux-ci s'ajoute l'arrivée toujours plus nombreuse d'immigrés de provenance européenne, qu'ils soient issus des pays touchés par la crise économique ou qu'ils viennent de pays en bonne santé économique, comme l'Allemagne, pour occuper en Suisse des emplois qualifiés dans le cadre des accords de libre circulation des personnes conclus avec l'UE. Il se peut, ainsi, qu'une partie des citoyens suisses aient anticipé la persistance et le développement de ces flux migratoires et que, parmi eux, beaucoup considèrent cette évolution comme délétère. Or, cette peur d'une arrivée « massive » de migrants a été depuis longtemps instrumentalisée à des fins politiques et électorales par l'UDC, principal parti de la droite populiste dans le pays et porte-parole de l'anti-immigration dans les circuits décisionnels. L'UDC parvient même, le 9 février 2014, à faire adopter une initiative populaire prévoyant la mise en place de contingents aux frontières afin de contenir « l'immigration de masse ». Si cette décision intervient *après* la période d'enquête de l'ESS (i.e., 2012–2013), elle témoigne néanmoins de la problématique générale de l'immigration en Suisse et de la colère qui couve dans une partie de la population helvétique ces dernières années.

L'acceptation de l'initiative de l'UDC a entraîné pour la Suisse une détérioration de ses rapports avec l'UE, le vote en question ayant remis en cause le respect des paramètres de l'espace Schengen dont la Suisse fait partie malgré son statut de non-membre de l'UE. De fait, dans un contexte où les flux migratoires commencent à prendre une tournure dramatique et où les déplacements de populations s'accroissent sur le territoire européen, le respect de la libre circulation des personnes peut avoir renforcé auprès d'une partie de la population suisse un sentiment d'aversion envers ce système politique sur lequel le citoyen suisse n'a par ailleurs aucun pouvoir, ni décisionnel, ni légitimant. Pour le reste, l'euroscepticisme suisse est un état de fait manifeste depuis son refus par référendum, le 6 décembre 1992, d'adhérer à l'Espace Économique Européen (EEE). Ce cadre général peut donc expliquer que la tendance à s'opposer à l'intégration européenne puisse déterminer le vote pour les partis populistes de la droite radicale (H4).

Enfin, la pertinence explicative de l'indicateur lié à la valeur d'égalité (H8) peut être reconduite, selon nous, à la matrice culturelle dominante dans la société suisse. Bien qu'une large majorité de citoyens suisses soit fermement attachée au principe de l'égalité des chances (voir Tableau 4.4.), il existe cependant un système de normes culturelles, lié au mode institutionnel d'acquisition de la nationalité suisse et particulièrement répandu dans les milieux conservateurs et populaires (voir Weldon 2006), qui tend à justifier une inégalité de traitement par l'Etat entre étrangers et Suisses « de souche ». Mais la légitimation d'une inégalité fondamentale entre « eux » et « nous » (ou, si l'on préfère, de la notion de « préférence nationale » ; voir *infra*) est articulée avant tout par la droite populiste. S'y ajoutent certainement l'influence du

discours de l'UDC sur les thèmes de la responsabilité individuelle et du rôle limité de l'Etat (voir chap. 1.2.3), voire certains facteurs liés aux identités religieuses.¹²¹

Enfin, l'effet d'une faible éducation est bien connu dans un contexte où la gauche et, plus globalement, les partis prônant la tolérance et l'égalité courtisent les électeurs ayant suivi une formation supérieure notamment dans le domaine socio-culturel. Les partis de la droite populiste ont donc en général tendance à recueillir, en Suisse comme ailleurs (à l'exception de l'Italie dans notre échantillon), les classes populaires apeurées par la globalisation (voir chap. 3 *supra*), qui étaient autrefois affiliées aux partis de gauche.

En **France**, le succès de la droite populiste (et plus spécifiquement du Front National) semble redevable aux électeurs mettant en cause *l'impact négatif de l'immigration* (H2) et le bien-fondé de *l'égalité des chances* (H8). Dans une moindre mesure, l'importance des valeurs traditionnelles joue également un rôle, sur lequel nous revenons plus bas. En revanche, la valeur d'hostilité envers l'immigration n'a pas d'impact significatif, raison pour laquelle nous rejetons notre Hypothèse 1 pour la France. Ainsi, pour les votants du Front National, comme pour ceux de la droite populiste en Suisse et en Pologne, seule une des deux dimensions de la valeur *rapport à l'immigration* joue un rôle important dans la détermination de leur choix de vote.

Le rejet de H1 peut paraître surprenant, étant donné le discours résolument anti-immigrés du Front National (FN). Il est probable que cela résulte du contexte spécifique français et de sa société pluriethnique. En effet, le discours du FN est axé sur la question des étrangers, notamment par l'argument du droit du sol et par la revendication de la « priorité nationale ».¹²² Certes, ces arguments ne sont pas nouveaux, puisqu'ils étaient déjà présents durant les années de présidence de Jean-Marie Le Pen sous la forme de l'exigence d'une « préférence nationale » (Le Gallou 1985). Le FN revendique que la priorité soit accordée aux Français, au niveau du marché du travail, du logement et du système social (Charreyron 2015). En France, par le droit du sol, les enfants d'immigrés nés dans le pays obtiennent d'office la nationalité française. C'est un droit qui s'applique encore aujourd'hui aux nouvelles vagues d'immigration, et il semble que le discours contre l'immigration tenu par le FN soit avant tout destiné à ces personnes d'origine étrangère nées en France. En effet, dans une période de crise économique, les immigrés et les enfants d'immigrés devenus Français par le droit du sol sont stigmatisés comme la source des problèmes économiques et sociaux dont souffrent les Français. Ainsi, le contexte spécifique de la France, par son passé colonial et par le droit du sol, expliquerait la perception d'un impact négatif de l'immigration sur la société d'un point de vue culturel et économique car elle est vécue comme fléau par un certain nombre de Français. Cela nous permettrait également de comprendre l'insignifiance de *l'hostilité envers l'immigration*. Il se peut l'enjeu prioritaire, aux yeux des électeurs du FN, soit l'impact négatif de l'immigration, car les étrangers sont perçus comme déjà insérés dans le tissu social français, en raison du droit du sol. Mais « insertion » ne signifie pas « intégration » (et encore moins « assimilation »). Cette nuance implique que les Français d'origine étrangère ne sont pas toujours considérés comme des personnes intégrées, d'un point de vue culturel et économique. En effet, bien souvent cette catégorie de citoyens est perçue comme nuisible pour l'économie française ; notamment, elle profiterait de la protection d'un système social très développé qu'elle ne mériterait pas. Cette attitude que l'on retrouve communément parmi les électeurs de la droite populiste, a été désignée

¹²¹ Pendant longtemps, le socle électoral de l'UDC était restreint aux régions de confession et de culture protestantes, dont l'emphase sur les principes de l'individualisme et de la méritocratie ont été parfois contrastées avec celle de la culture catholique, axée davantage sur la primauté de la communauté et des relations sociales. Cependant, le phénomène de nationalisation du vote s'accompagne, depuis plusieurs législatures, d'un déclin de l'impact électoral du clivage religieux (Lutz 2012 ; Bochsler et al. 2016 ; Goldberg 2017).

¹²² Site officiel du Front National : www.frontnational.com (consulté en juin 2017).

sous le terme de « chauvinisme de l'État social » (e.g., Ivaldi 2013). Cette vision est soutenue par le discours du Front National, qui conçoit un État social fort, mais destiné uniquement aux Français. De fait, d'après nos résultats, le vote populiste en France (contrairement aux autres pays) s'appuie largement sur les classes populaires, c'est-à-dire les personnes qui jugent leur revenu comme insuffisant pour subvenir à leurs besoins. La même grille de lecture, fondée sur l'expérience de la précarité économique et identitaire, permet de mieux comprendre l'acceptation de H2 — plus une personne perçoit un impact négatif de l'immigration sur l'économie ou la culture de son pays, plus elle vote pour la droite populiste.

Le vote en faveur du FN se distingue également du vote pour les autres partis de la droite populiste en Europe du point de vue de l'effet des *valeurs traditionnelles*. En France, l'indicateur des valeurs traditionnelles a un impact *négatif* sur le vote populiste ; autrement dit, moins une personne considère ces valeurs comme importantes et plus elle aura tendance à voter pour la droite populiste, ce qui infirme clairement notre Hypothèse 3. Ce résultat peut s'interpréter au regard du discours du FN et de sa résonance auprès de catégories particulières de la population. Tout d'abord, on peut observer que le FN trouve un écho plus favorable parmi les électeurs jeunes ; il pourrait donc s'avérer que le vote pour ce parti résulte d'une forme d'opposition au conservatisme incarné par certains partis et certaines religions. Il y a en effet, parmi les votants du FN, beaucoup de jeunes mais également des homosexuels qui se reconnaissent particulièrement dans le discours anti-islamique de Marine Le Pen (Birnbaum 2012) ; à cet égard, certains auteurs évoquent un « homonationalisme » ou un nationalisme sexuel (Falquet 2014 ; Jaunait et al. 2013). Ainsi, en accord avec la tradition politique laïque et républicaine de la France, Marine Le Pen condamne la religion de l'Islam pour sa rigidité culturelle et sa vision arriérée des rapports hommes-femmes. Cela pourrait expliquer en partie pourquoi les votants du FN ont tendance à s'opposer aux valeurs traditionnelles, et revendiquent un accord de principe à la liberté de jugement, d'expression, de mariage ou encore de religion. Ce résultat nous laisse aussi penser que les personnes qui attachent de l'importance aux valeurs traditionnelles ont tendance à voter pour la droite *traditionnelle* (UMP, LR).

L'*assentiment aux inégalités* a également un impact significatif sur le vote populiste, ce qui nous permet d'accepter l'Hypothèse 8. Les personnes qui ont tendance à voter pour la droite populiste, en France, sont favorables à une *inégalité* de traitement. Il se peut qu'une partie de l'électorat du FN ressente une forme de « discrimination inversée »¹²³ et considère que la justice et l'État social favorisent d'abord les immigrés, ou les Français d'origine étrangère. Ainsi, on pourrait interpréter l'assentiment aux inégalités dans le sens où les électeurs de la droite populiste soutiendraient le système social en place mais voudraient que la priorité y soit accordée aux Français par rapport aux étrangers — ce qui nous renvoie à la notion de *chauvinisme de l'État social* mentionnée plus haut.

L'introduction des variables de contrôle dans le Modèle 2 montre que l'électorat du FN est composé tendanciellement de personnes jeunes, de sexe masculin, issues des classes populaires et possédant un moindre niveau d'éducation. Les résultats démontrent également que la plupart de nos hypothèses ne sont *pas* vérifiées. En France, l'opposition à l'intégration européenne et la perception d'un déficit démocratique n'ont pas d'effet significatif sur le choix de vote pour un parti de la droite populiste ; ainsi nous rejetons les deux hypothèses relatives à la valeur de la *souveraineté* (H4 et H5).¹²⁴ La valeur « loi et ordre » ne joue pas non plus un rôle significatif. Les

¹²³ Il s'agit en l'occurrence d'un motif récurrent du discours frontiste (voir Taguieff 1986 ; Alduy & Wahnich 2015 : 93-94 ; Espagno & François 2015), corrélatif de l'argument du chauvinisme de l'État social évoqué plus haut.

¹²⁴ Pour comprendre l'absence de tout effet imputable à la valeur de souveraineté, la *proximité temporelle de l'élection présidentielle d'avril-mai 2012*, qui intervient peu avant la période d'enquête de l'ESS (février-juin 2013), est un élément à prendre en considération. D'une part,

personnes qui votent pour la droite populiste ne demandent pas plus de sécurité et ne manifestent pas plus de soumission à l'autorité que les électeurs des autres partis, ce qui nous conduit à rejeter les Hypothèses 6 et 7.

Pour l'**Italie**, la capacité explicative des deux indicateurs du rapport à l'immigration n'est guère surprenante. L'opposition à l'immigration (H1) et la perception d'un impact négatif des populations migrantes sur le territoire (H2) renforcent la probabilité de voter pour un parti de la droite populiste. L'Italie occupe en effet une place géopolitique particulière au sein de notre échantillon. Située aux avant-postes des flux migratoires dans la Méditerranée, liée par ailleurs aux accords de Dublin qui structurent les actuelles politiques européennes en matière d'asile et de responsabilité d'accueil, l'Italie présente un environnement fortement propice à l'essor de l'intolérance envers les populations migrantes. L'impact perçu de l'immigration est ainsi étroitement corrélé au développement des flux migratoires qui frappent directement la Péninsule. A ceci s'ajoute le fait que le pays connaît déjà, à l'époque de l'enquête, une forte crise économique, un ralentissement de la production, une contraction du marché de l'emploi, ainsi qu'une augmentation consécutive du chômage. Le soupçon que les migrants puissent être favorisés sur le marché du travail au détriment des citoyens italiens (notamment par le recours au travail au noir) pourrait être un facteur explicatif de la perception des immigrés aussi bien comme une menace culturelle que comme une concurrence sur le marché du travail. En outre, l'État italien dépense beaucoup pour le contrôle des frontières (en tant que frontière externe de l'UE), pour la gestion des flux migratoires ainsi que pour l'accueil de migrants sur le territoire. Dans une situation de crise affectant gravement la population « indigène », ces dépenses sont considérées comme injustes par une partie de la population italienne et engendrent une réaction de chauvinisme vis-à-vis du fonctionnement de l'État social, comparable à celle décrite en France. Autant de sentiments de menace et d'injustice qui sont exploités adroitement par la *Legha Nord* et le *Popolo della Libertà* (PDL) pour mobiliser les électeurs à voter pour « le peuple italien ».

Ensuite, notre modèle démontre que l'indicateur mesurant la perception d'un déficit démocratique est lié *négativement* au vote populiste. En d'autres termes, plus les citoyens sont *satisfaits* du fonctionnement de la démocratie en Italie, plus ils ont tendance à accorder leur suffrage aux partis populistes — ce qui nous amène à *rejeter* l'Hypothèse 5. Ce résultat peut paraître surprenant au regard de la littérature sur le populisme, qui accorde une place importante à l'anti-élitisme et à la critique envers la démocratie représentative. Nous pensons toutefois que les « déçus de la démocratie italienne » ont été principalement captés par le *Mouvement 5 Étoiles* (M5E), parti populiste ne se déclarant ni de gauche ni de droite, qui recueille plus de 25% des voix lors des élections de 2013. Le M5E est parvenu à mobiliser les électeurs sur le thème de l'anti-élitisme, par ses virulentes critiques de la légitimité des institutions politiques et par ses propositions en faveur d'un développement de la démocratie directe. La droite populiste, en revanche, semble avoir mobilisé plus efficacement sur d'autres types d'enjeux comme la problématique migratoire. A cet égard, il faut mentionner que les trois partis populistes de droite considérés pour ce pays ont entretenu et continuent d'entretenir des rapports de voisinage idéologique et politique. La *Legha Nord* et *Fratelli d'Italia* gravitent ainsi autour du PDL, le principal parti de la droite italienne fondé et dirigé par Silvio Berlusconi dont le personnage constitue dans l'imaginaire social des citoyens italiens un des symboles emblématiques de la déchéance

l'élection présidentielle est « l'élection reine », celle qui donne aux citoyens français le plus de pouvoir pour déterminer l'avenir politique du pays. D'autre part, l'élection de 2012 a été analysée comme un « vote normal » (Perrineau 2013), dans lequel les facteurs de court terme comme les enjeux politiques ont joué un rôle marginal. Par ailleurs, aucun autre scrutin lié aux enjeux internationaux n'était présent sur l'agenda politique — la campagne pour les élections européennes de 2014 était encore loin d'avoir débuté. Ainsi, le contexte français au moment de l'enquête ESS était sans doute peu susceptible d'*activer* l'euroscepticisme et le déficit démocratique liés à la valeur de souveraineté.

de la démocratie et de l'abus de pouvoir dans le pays. A l'occasion des élections de 2013 (antérieures à l'enquête ESS en Italie), les trois partis politiques en question constituent la quasi-totalité de la coalition de la droite italienne. Cependant, même battue par la coalition de centre-gauche en 2013, la coalition des droites populistes est alors largement dominée par le PDL de Berlusconi, c'est-à-dire un parti de l'establishment italien ayant exercé le pouvoir en alternance depuis le milieu des années 1990. C'est pourquoi les électeurs critiques du fonctionnement de la démocratie se détournent du PDL. Contrairement à ce que l'on observe en Suisse et en Pologne, l'exercice du pouvoir par la droite populiste en Italie serait donc sanctionné par les électeurs désireux de réformer les institutions démocratiques.

Les valeurs traditionnelles et les valeurs de type "law and order" n'exercent aucun effet sur le vote populiste en Italie, ce qui rejoint les résultats obtenus pour les autres pays d'Europe occidentale (exception faite des valeurs traditionnelles en France). L'absence de lien entre le vote populiste et le rejet du principe d'égalité diffère toutefois du cas de la Suisse et de la France. A cet égard, nous pouvons faire l'hypothèse que, dans les conceptions sociales de nombreux Italien(ne)s, la question de l'égalité ne se focalise pas sur l'égalité de traitement entre autochtones et étrangers, mais se fixe sur *d'autres enjeux* qui ne présentent que peu d'affinités avec les thématiques développées par la droite populiste : par exemple, les inégalités entre hommes et femmes, entre les régions du Nord et le Mezzogiorno, entre classes sociales, etc.¹²⁵ Ainsi, l'assentiment aux inégalités entre Italiens et étrangers serait entièrement saisi par la valeur du rapport à l'immigration, tandis que les autres types d'inégalités seraient sans importance pour le vote populiste.

Enfin, le fait que les personnes plus âgées tendent à voter pour la droite populiste vient renforcer notre interprétation du rôle des valeurs liées à la perception d'un déficit démocratique. En effet, si d'un côté le M5E parvient à convaincre une population relativement jeune, socialisée pendant le *ventennio* berlusconien, la majeure partie de l'électorat des partis de la droite populiste italienne a vécu en revanche les différentes phases historiques par lesquelles la démocratie italienne s'est — malgré sa persistante faiblesse — progressivement réformée et améliorée.

Dans notre modèle explicatif pour les **Pays-Bas**, il s'avère que la valeur du *rapport à l'immigration* est déterminante pour le vote en faveur de la droite populiste. En effet, les deux indicateurs relatifs à cette valeur (l'hostilité envers l'immigration et la perception d'un impact négatif de l'immigration) ont un impact significatif sur le choix du vote pour un parti de la droite populiste aux Pays-Bas, ce qui nous conduit à accepter les Hypothèses 1 et 2. Autrement dit, les personnes qui votent pour le Parti pour la Liberté (PVV) ont tendance à rejeter les immigrés et à considérer l'immigration comme un phénomène négatif pour leur pays, d'un point de vue culturel et économique. A cet égard, on relèvera que les Pays-Bas ont été pendant longtemps un modèle de société multiculturelle. Cette politique sociétale autorise les minorités à vivre à l'intérieur du pays selon leur culture et leurs coutumes. Cependant, ayant

¹²⁵ L'indicateur mesurant l'assentiment aux inégalités est issu du Questionnaire des Valeurs par Portraits élaboré par Schwartz (voir chap. 4.3.3) : "He thinks it is important that every person in the world should be treated equally. He believes everyone should have equal opportunities in life". On voit que la *définition de l'égalité est entièrement laissée à l'appréciation des répondants*. Ainsi, par exemple, l'un des vecteurs d'inégalités les plus saillants en Italie est le fossé séculaire qui sépare le Nord et le Sud du pays — du point de vue du développement économique et industriel, de l'importance de l'économie souterraine, de la criminalité, du capital social, ou encore de normes collectives et de rapport à l'État (Putnam 1993 ; Leonardi 1995). En dépit des aides massives de l'État central italien et de l'UE, les habitants du Mezzogiorno, restent encore largement défavorisés, en termes de revenu, par rapport aux populations vivant plus au nord (Streeck 2017 : 135-138). Ce type de clivage géographique n'a probablement pas d'équivalent dans les autres pays analysés dans ce chapitre.

subi une forte immigration depuis 2008, le pays connaît des tensions entre Néerlandais et immigrés, notamment ceux de confession musulmane. Cette minorité apparaît comme renfermée sur elle-même, causant une intégration problématique dans le pays. De plus, les immigrés de religion musulmane se retrouvent marginalisés également d'un point de vue économique, et ils sont souvent stigmatisés comme la source de violence et de désordre social à l'intérieur du pays — en particulier depuis l'assassinat du leader du premier parti populiste de droite néerlandais, Pim Fortuyn, homosexuel et notoirement islamophobe (Brinks & Paroissien 2010). La perception de menace culturelle n'a cessé d'augmenter à partir de cet événement qui a profondément marqué la société néerlandaise. Dans cette lignée, Geert Wilders, le leader du PVV, reprend ce discours sur la religion musulmane (Betz 2007). Ce climat peut expliquer en partie pourquoi les personnes qui ont un rapport négatif à l'immigration votent plus souvent pour le PVV. On peut supposer que l'hostilité à l'immigration vise principalement la religion musulmane, qui représente une importante minorité étrangère dans le pays ; l'immigration en provenance des pays musulmans n'est pas souhaitée par les électeurs du PVV, qui la perçoivent comme une menace pour les valeurs et la démocratie néerlandaises.

L'opposition à l'intégration européenne exerce également un effet significatif sur le vote en faveur du PVV. Nous acceptons ainsi l'Hypothèse 4, fondée sur le premier indicateur de la valeur *souveraineté*. On peut penser que cette opposition recouvre en partie une opposition à la politique migratoire de l'UE, dénoncée par le PVV comme un fléau conduisant à la transformation de l'Europe en « Eurabie » (Brinks & Paroissien 2010 : 901). De manière similaire, le deuxième indicateur de la souveraineté, à savoir la perception d'un déficit démocratique, est lié au vote pour la droite populiste. Bien que, d'un point de vue statistique, cette relation soit moins significative que la précédente, nous pouvons accepter l'Hypothèse 5. De fait, la critique adressée à l'élite politique néerlandaise, responsable des travers de la société multiculturelle et sourde à la volonté populaire, occupe une place importante dans le discours du PVV et résonne vraisemblablement avec les valeurs de leurs électeurs.

Les autres valeurs — *valeurs traditionnelles, loi et ordre, assentiment aux inégalités* — n'ont pas d'impact significatif sur le vote populiste dans notre modèle empirique. Ainsi, les Hypothèses 3, 6, 7 et 8 doivent être rejetées. Cela est globalement conforme aux tendances observées dans les trois autres pays d'Europe occidentale, à l'exception de l'assentiment aux inégalités (H8), qui structure les choix électoraux en Suisse et en France, mais pas aux Pays-Bas et en Italie. Compte tenu du discours virulent du PVV contre l'Islam, qui tend à faire des résidents néerlandais de foi musulmane des citoyens de « seconde zone », le rejet de H8 peut paraître étonnant. Mais il convient de noter que l'inégalité religieuse promue par le PVV est couplée à un discours féministe et homophile, proche de l'homonationalisme évoqué précédemment pour le cas français (Uitermark et al. 2013). Ainsi, pour reprendre l'argument avancé pour le cas italien, la « compétition des (in)égalités » pourrait aboutir à ce que les conceptions égalitaires (dans le domaine sexuel) et les conceptions inégalitaires (dans le domaine religieux) se neutralisent mutuellement dans leurs effets agrégés sur le vote populiste. Finalement, on notera que les électeurs du PVV se recrutent tendanciellement parmi les hommes faiblement éduqués de la classe moyenne (i.e., ceux estimant leur revenu « suffisant »).

En **Pologne**, le vote en faveur du PiS (*Droit et Justice*) et des autres (petits) partis de la droite conservatrice populiste est associé à trois valeurs politiques : le rapport à l'immigration, la moralité traditionnelle et la souveraineté. Pour commencer, le vote populiste est tributaire des perceptions négatives des effets l'immigration, ce qui nous amène à valider l'Hypothèse 2. En revanche, en contradiction avec H1, on n'observe aucun effet de l'hostilité à l'égard de l'immigration en tant que telle. A ce propos, il est bon de rappeler que la Pologne est, parmi les cinq pays analysés dans ce chapitre, le seul à avoir vécu la Guerre Froide « de l'autre côté du rideau de fer ».

En effet, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale jusqu'en 1989, la Pologne est restée assujettie à la domination de l'URSS. Pendant cette période, et plus généralement tout au long du XX^e siècle, le pays est alors essentiellement un territoire d'*émigration*. Après la chute du Mur de Berlin, la Pologne entame un processus de démocratisation et de croissance économique, accélérés par l'adhésion du pays à l'UE en 2004. Dans ce contexte, le nombre d'immigrés (notamment ukrainiens) a considérablement augmenté en Pologne ; cependant, jusqu'à aujourd'hui, le taux migratoire net est demeuré négatif, ce qui signifie que davantage de personnes quittent la Pologne qu'il n'en arrive en provenance d'autres pays (Statistics Poland 2018). Compte tenu du passé migratoire du pays et de son homogénéité (culturelle, religieuse et ethnique), l'immigration n'était pas un enjeu saillant en Pologne, y compris pour la droite populiste, du moins jusqu'au début de la crise migratoire en 2014 (Minkenberg 2015 : 39-41 ; van Kessel 2015 : 141).

Cependant, une enquête internationale réalisée en 2008–2009 (Zick et al. 2011) met en évidence un véritable *paradoxe polonais*. Tandis que seuls 27% des Polonais interrogés considèrent qu'il y a « trop d'immigrés dans leur pays » (nettement moins, par exemple, que les répondants français, italiens ou néerlandais), ils sont plus nombreux que leurs homologues d'Europe occidentale à exprimer des préjugés antisémites, « racistes » et anti-Islam. Par exemple, près d'un Polonais sur deux estime qu'il y a « trop de Musulmans » dans le pays (Zick et al. 2011 : 70) — alors qu'environ 0.1% de la population polonaise est de confession musulmane. Ainsi, le *phénomène* de la migration semble bien intégré à la mémoire collective polonaise, mais la *figure du migrant*, surtout d'origine extra-européenne, est assez largement perçue comme une menace culturelle pour un pays fortement attaché à ses valeurs traditionnelles, ses coutumes et son identité nationale. Autrement dit, ces inquiétudes larvées au sein de la population polonaise fournissent à la droite populiste un potentiel électoral important, d'autant plus facile à mobiliser qu'il s'articule aussi bien au rapport à l'immigration (et plus largement au rapport à « l'autre ») qu'à la défense des valeurs traditionnelles. En Pologne, comme dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale, la mobilisation de la droite radicale contre *tous* les groupes minoritaires a conduit à une *diffusion de l'hostilité* autrefois réservée aux minorités ethniques (individus d'autres « races », immigrés, Juifs, Roms, etc.) vers des minorités « sociales » (minorités religieuses et linguistiques, couples non mariés) dont la définition semble s'étendre à d'autres catégories comme les homosexuels ou les personnes séropositives (Bustikova 2015 : 74-77 ; Narkowicz & Pedziwiatr 2016).

Dès lors, on ne s'étonnera guère du fait que la Pologne soit le seul pays dans lequel l'importance des valeurs traditionnelles exerce un effet positif (en l'occurrence considérable) sur le vote populiste, confirmant ainsi l'Hypothèse 3. On rappellera aussi que la Pologne, profondément chrétienne, a été réprimée dans ses valeurs et dans ses coutumes traditionnelles tout au long de la domination soviétique, sous l'emprise d'une culture communiste marquée par une laïcité d'inspiration athée. Avec la fin de la Guerre Froide, le pays se réapproprie donc pleinement ses valeurs et son modèle culturel. Ainsi, l'attachement des Polonais à leur héritage culturel (religion, famille, patrie, mythes historiques) est adroitement exploité par la droite populiste (voir chap. 1.4.1 *supra*), qui oppose cet héritage à la volonté à peine déguisée des « élites » de le dissoudre dans le creuset européen, c'est-à-dire dans un ordre culturel mondialisé, libéral et libertaire dans lequel la culture polonaise perd (et menace de perdre encore davantage) son identité et son âme. Dans le cas de la Pologne, l'un des versants de la question des valeurs traditionnelles est donc occupé par l'enjeu de la *souveraineté*. Selon notre modèle empirique, en effet, aussi bien l'opposition à l'intégration européenne (H4) que la perception d'un déficit démocratique (H5) sont liées au vote pour les partis de la droite radicale populiste. Le poids de l'histoire et de la mémoire collective sont ici à nouveau déterminants. La volonté de la Pologne de rejoindre l'UE (exprimée par 78% des votants lors du référendum de 2003) s'explique par le besoin d'assurer au pays une place au sein de la communauté internationale, de faciliter sa

démocratisation et de stimuler sa croissance économique. Toutefois, de nombreux Polonais conçoivent une certaine amertume d'être passé aussi rapidement d'un « système de domination » à un autre — de l'Union Soviétique à l'Union européenne, ou des « maîtres » de Moscou à ceux de Bruxelles (Marquis 2016 : 29). L'importance électorale des indicateurs liés à la souveraineté signale donc une résistance, attisée par la droite populiste, à un modèle culturel en décalage avec l'identité polonaise. Les électeurs les plus rétifs à la *nomenklatura* bruxelloise et son empiètement sur la souveraineté du pays — dans le domaine économique, sociétal, ou plus récemment migratoire — sont donc particulièrement sensibles aux promesses populistes d'une restauration de la grandeur de la nation polonaise.

4.4.2. Analyse comparée des résultats

Afin de synthétiser les résultats de nos analyses et de faciliter leur comparaison entre les cinq pays, le Tableau 4.10 dresse un bilan de la validation de nos hypothèses. Sur un total de 40 hypothèses, seules 15 ont été dûment validées par nos modèles explicatifs. De manière générale, on peut constater que les indicateurs relatifs à la valeur « loi et ordre » ne sont jamais associés au vote populiste dans le cadre d'une analyse multivariée ; par conséquent, les Hypothèses 6 et 7 doivent être résolument rejetées. Cela peut sembler surprenant, si l'on songe que l'autoritarisme fait partie intégrante de la définition même de la droite populiste (voir chap. 2.2.2 *supra*). Il est toutefois possible qu'en cherchant à former *un front de refus* contre la bureaucratie européenne, le capitalisme financier et « l'emprise étrangère » (flux migratoires, « ennemis de l'intérieur », etc.), les partis de la droite populiste ont eux-mêmes contribué à créer un climat protestataire (Jansen 2011) qui érode le lien entre populisme et les valeurs d'obéissance et de remise de soi à la puissance publique.

Tableau 4.10 : Comparaison des résultats entre pays

Pays	Suisse	France	Italie	NL ^a	Pologne
H1 : Hostilité envers l'immigration	***		*	**	
H2 : Impact négatif de l'immigration		***	***	**	*
H3 : Importance des valeurs traditionnelles		* (-)			***
H4 : Opposition à l'Union européenne	**			***	*
H5 : Perception d'un déficit démocratique			*** (-)	*	***
H6 : Demande de sécurité					
H7 : Tendance à l'obéissance					
H8 : Assentiment aux inégalités	***	***			
Pseudo-R ² (Modèle 1 sans var. de contrôle)	.29	.27	.19	.30	.18

Notes : *** : p<.001 ; ** : p<.01 ; * : p<.05. ^a : Pays-Bas. Par défaut, les relations significatives sont positives et conformes à nos hypothèses ; (-) : relation négative.

En revanche, la valeur politique du *rapport à l'immigration* (H1/H2) apparaît comme un élément-clé dans la détermination du vote populiste pour l'ensemble des pays. Cette valeur est celle qui permet de prédire le plus systématiquement le vote populiste, même si, le plus souvent, les deux indicateurs retenus (hostilité envers l'immigration et impact négatif de l'immigration) n'exercent pas simultanément un effet significatif sur le vote, pour les raisons contextuelles évoquées plus haut. En Italie et aux Pays-Bas, cependant, le vote populiste dépend à la fois de l'hostilité aux immigrants et d'une perception négative de l'impact migratoire, d'un point de vue culturel

et économique. Il est tout à fait concevable que, dans un contexte de crise économique et migratoire, la valeur du rapport à l'immigration aura tendance à être activée en priorité. Or, si l'on se réfère à l'idée d'une *hiérarchie des valeurs* (Schwartz 2006), les valeurs récemment (ré-)activées acquièrent davantage d'importance par rapport à celles qui ne le sont pas.

La valeur politique de la *souveraineté* (H4/H5) joue également un rôle de premier plan aux Pays-Bas et en Pologne, où la probabilité d'un vote populiste est liée aux deux indicateurs retenus (opposition à l'intégration européenne et perception d'un déficit démocratique), et dans une moindre mesure en Suisse, où l'euroscepticisme profite à l'UDC. En revanche, la souveraineté n'exerce aucun impact sur le vote populiste en France, alors qu'en Italie son effet se trouve même en contradiction totale avec notre Hypothèse 5 — probablement pour des raisons liées à l'exercice du pouvoir par Berlusconi, les individus votant pour le PDL et ses alliés se disent *plus* satisfaits de la qualité de la démocratie que leurs concitoyens votant pour d'autres partis.

La valeur de *l'assentiment aux inégalités* (H8), quant à elle, exerce un effet irréfutable sur le vote populiste, mais *uniquement* en Suisse et en France. Ainsi, les Français et les Suisses qui consentent aux inégalités de traitement et des chances ont davantage tendance à voter pour un parti de la droite populiste. La question de l'ESS ne définissant pas quelles sont les personnes ou les groupes auxquels l'égalité de traitement devrait être garantie, l'activation de cette valeur peut se produire selon des modalités très différentes, spécifiques à chaque pays. En France, l'égalité est l'une des valeurs cardinales des institutions républicaines, et les débats politiques s'y réfèrent régulièrement, de sorte que cette valeur devrait rester saillante (et hautement accessible en mémoire) au cours du temps. En Suisse, l'enjeu de l'égalité ne possède pas une importance aussi chronique, mais les aléas de l'agenda politique, et notamment de la démocratie directe, sont susceptibles de rehausser périodiquement la saillance de cette valeur (par exemple, la votation populaire sur les « rémunérations abusives » des grands patrons s'est tenue au cours de la période d'enquête de l'ESS). Dans les autres pays, on peut supposer que cette valeur n'était pas saillante au moment de l'enquête, ou alors que son pouvoir explicatif a été absorbé par celui de valeurs connexes (e.g., rapport à l'immigration). Enfin, la valorisation de la *moralité traditionnelle* (H3) est favorable au vote populiste en Pologne (en raison du contexte culturel et historique particulier de ce pays), mais pas dans les autres pays. L'effet *néгатif* de cette valeur en France suggère que le Front National est un parti anti-traditionnaliste sur certains aspects (homosexualité, laïcité, etc.).

Finalement, nous observons que nos modèles explicatifs sont très significatifs (avant et après l'ajout des variables de contrôle) dans l'ensemble des pays. La part de variation du vote expliquée par nos modèles (Pseudo-R²) est relativement élevée (comprise entre 18% et 30%). Il apparaît toutefois que nos modèles sont un peu moins bien ajustés pour expliquer le vote populiste en Pologne et en Italie. L'une des raisons pour ces différences entre pays réside probablement dans la définition de la variable dépendante, c'est-à-dire dans *le choix des partis* considérés comme représentant la droite populiste.¹²⁶ Ainsi, la nature des partis définis comme populistes en Italie et en Pologne est sans doute un peu différente de celle des partis populistes en Suisse, en France et aux Pays-Bas, de sorte que notre grille d'analyse centrée sur les valeurs produit des résultats légèrement différents dans les deux premiers pays.

¹²⁶ Comme nous l'avons évoqué, les partis de la droite populiste reconnus en tant que tels en Italie (*Lega Nord* et *Fratelli d'Italia*) ne représentaient qu'une fraction infime du total des votes indiqués par les enquêtés, ce qui nous a incité à prendre en compte aussi le PDL (*Popolo della Libertà*), bien que ce parti ne soit pas entièrement conforme à la définition du populisme de droite adoptée dans ce volume. Concernant la Pologne, nous pouvons émettre une réserve similaire, dans la mesure où le principal parti dans cette catégorie, *Droit et Justice*, fait l'objet d'un débat quant à l'opportunité de le classer comme parti de la droite populiste.

4.5. Conclusions

Le phénomène du vote populiste et sa progression dans la plupart des démocraties européennes ont fait l'objet de multiples tentatives d'explication. Parmi celles-ci, le processus de globalisation et de précarisation des classes moyennes et populaires, ainsi que la crise de confiance qui affaiblit les institutions démocratiques, fournissent des réponses précieuses à cette question (voir les chapitres 3 et 5 dans ce volume). Ce chapitre complète l'explication du vote populiste de droite en démontrant que les *valeurs politiques* jouent également un rôle déterminant.

Globalement, nos attentes quant à la pertinence des valeurs politiques pour comprendre ce type de vote ont été confirmées par nos modèles explicatifs, qui ont mis en évidence de multiples relations empiriques entre valeurs et vote populiste. Toutefois, à l'exception possible du rapport à l'immigration, ces valeurs n'ont pas de relation systématique avec le vote d'un pays à l'autre. A cet égard, il est possible de faire intervenir des considérations contextuelles (politiques, culturelles, sociales ou économiques) pour rendre compte de ces variations géographiques. En effet, les effets de valeurs s'inscrivent toujours dans un contexte particulier, dont les évolutions peuvent être retracées à la fois dans le temps court et dans le temps long (au contraire des modèles du « vote sur enjeux », qui se concentrent davantage sur le moment de la campagne électorale et du vote). Dans le cas des valeurs, la variabilité de leur impact électoral d'un contexte à un autre a été théorisé comme le résultat d'une *activation* différentielle.

Dans une certaine mesure, nos analyses empiriques accréditent le concept de l'*activation des valeurs*. A titre d'exemple, le contexte de crise économique et migratoire en Europe a sans doute largement contribué à *activer* la valeur relative au *rapport à l'immigration* — la plus importante pour prédire le vote populiste, d'après nos analyses. Il est vrai que la relation privilégiée entre cette valeur et le vote était en partie prévisible, dans la mesure où le rapport à l'immigration correspond à la dimension « nativiste » au cœur de la *définition* du populisme de droite (voir chap. 2.2.2). Toutefois, il en va de même de la valeur « loi et ordre », qui saisit la dimension autoritaire de la droite populiste selon la définition adoptée, mais qui apparaît totalement déconnectée du vote dans nos modèles empiriques. Au moment de l'enquête ESS, en 2012–2013, les regards étaient tournés vers l'économie, la question de la dette, ou le problème migratoire ; en revanche, les événements susceptibles d'activer la valeur « loi et ordre » étaient peu nombreux, et les questions de sécurité étaient reléguées à l'arrière-plan de l'attention médiatique et publique (Marquis 2016 : 23). Selon notre approche, cependant, la demande de sécurité et la tendance à l'obéissance devraient voir leur importance et leur impact électoral progresser significativement dans le contexte des attentats terroristes ayant ensanglanté l'Europe dans les années 2015–2016. Ici se dessine donc une piste prometteuse pour prolonger et enrichir notre analyse. La multiplication, dans le temps et dans l'espace, des contextes dans lesquels opèrent les valeurs politiques devrait permettre une meilleure estimation de leur impact électoral (sur le vote populiste comme sur d'autres types de vote) et une mise à l'épreuve plus robuste du mécanisme d'activation des valeurs.

Une autre piste réside dans la prise en compte des valeurs *personnelles*. Comme nous l'avons expliqué plus haut, nous avons dû renoncer à mesurer les valeurs personnelles dans le cadre de cette étude, de sorte que leur rôle dans la genèse des valeurs politiques et leur impact électoral demeure ici purement théorique. Mais il est certain que l'explication du vote populiste par les valeurs aurait tout à gagner d'une approche combinant leurs aspects personnels et plus proprement politiques.¹²⁷

¹²⁷ Par exemple, la faible capacité prédictive de la valeur « loi et ordre » pourrait aussi s'expliquer par sa forte proximité avec les valeurs personnelles de sécurité et de conformisme (Schwartz et al. 2014), qui sont elles-mêmes comparativement *peu prédictives* des comportements auxquels elles sont susceptibles de s'appliquer plus directement (Bardi & Schwartz 2003).

5. Une question de confiance ? Le vote populiste au prisme de la confiance institutionnelle et interpersonnelle

GABRIEL BORDUAS, ANTOINE MICHEL & ÉLODIE MÜLLER

5.1. Introduction

Qu'ils soient de gauche ou de droite, et au-delà de toutes les distinctions propres à leur mouvement politique, les politiciens qualifiés de populistes ont pour dénominateur commun de se poser en adversaires d'une élite politique qui serait sclérosée par les mandats consécutifs et déconnectée de la réalité vécue au quotidien par les citoyennes et citoyens (Mudde 2007 ; Albertazzi & McDonnell 2008 ; Ivaldi & Zaslove 2015 ; Ziller & Schübel 2015). Mobiliser l'idée d'une classe dirigeante corrompue permet d'autant plus facilement de se porter en sauveur d'un pays dont la décadence est accélérée, sinon causée, par celles et ceux qui en sont à la tête (Taggart 2004).

Il serait cependant partiel d'expliquer la montée des partis qualifiés de populistes ces dernières années, tant en Europe qu'en Amérique (Rydgren 2005 ; Mudde & Rovira Kaltwasser 2012a) du seul point de vue de l'offre populiste. Une telle transformation des équilibres politiques qui se sont construits depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale n'a pu se produire qu'en raison de l'écho rencontré par les discours populistes. S'appuyant sur une base disparate et difficile à cerner¹²⁸, les problématiques soulevées par les politiciens populistes rencontrent, au moins dans une certaine mesure, les préoccupations de celles et ceux qui votent pour eux (Jansen 2011). S'interroger sur ces préoccupations et essayer de les identifier pourrait permettre de mieux comprendre la montée en puissance des mouvements populistes. Si les opinions de celles et ceux qui votent pour les partis populistes sont en partie construites et radicalisées par les discours de ces derniers, leur adhésion *initiale* à un argumentaire populiste peut obéir à plusieurs raisons. Parmi celles-ci, la *défiance* vis-à-vis des institutions existantes ou de l'élite politique que les mouvements populistes critiquent pourrait conduire au vote populiste (Fieschi & Heywood 2004).

Il est utile de s'interroger sur la perception qu'ont les individus de leurs institutions lorsqu'ils votent populiste : ont-ils suffisamment confiance en leurs élites politiques ou en la capacité du système politique à répondre aux revendications citoyennes, ou considèrent-ils le système démocratique comme obsolète ? La relation qu'entretiennent le vote populiste et la confiance envers les institutions politiques peut être ramenée à la question des attitudes envers les institutions lors du choix électoral. Si la confiance est définie comme un jugement évaluatif guidant l'action politique, et notamment le choix électoral (Levi & Stoker 2000), la *confiance politique*, ou son absence, peut se traduire par un changement dans les habitudes électorales (Citrin 1974) et produire une recomposition des équilibres politiques en introduisant comme forces politiques de nouveaux mouvements et partis, populistes par exemple.

En plus de la confiance envers les institutions, la confiance *interpersonnelle*, telle qu'elle est définie par Robert Putnam dans ses travaux sur le capital social, pourrait jouer un rôle dans le vote populiste. Selon ce dernier, la confiance entre individus

¹²⁸ De nombreuses études (e.g., Durand et al. 2004 ; Hooghe & Reeskens 2007 ; Gougou 2015) ont souligné que le vote (ou la sympathie) en faveur des partis populistes est sous-estimé par les enquêtes d'opinion, notamment en raison d'un biais de désirabilité sociale, c'est-à-dire de la stigmatisation sociale sanctionnant ce type de préférence politique (pour un argument contraire, voir cependant Vehrkamp & Wratil 2017).

dérive de l'intégration des individus dans des réseaux d'interrelations (Putnam 2000). S'il est relativement aisé d'imaginer le lien entre le vote populiste et les attitudes envers les institutions politiques, il n'est au premier abord pas intuitif d'associer la question de la confiance interpersonnelle à celle du vote populiste. Cette dernière relation a été peu explorée dans la littérature, mais il serait intéressant de vérifier l'hypothèse selon laquelle un individu qui se méfie de ses pairs (et notamment des pairs qui ne font pas partie de son réseau proche) est davantage disposé à voter populiste — ou si la relation inverse se révèle empiriquement.

En lien avec la question générale de la « crise de la démocratie » exposée dans le chapitre introductif de ce volume, il s'agira dans notre étude de déterminer dans quelle mesure le vote populiste est lié à une « crise de confiance » affectant aussi bien le fonctionnement des institutions politiques que les relations interindividuelles. Dans un premier temps, nous exposerons notre cadre théorique et nos hypothèses (chap. 5.2) ; nous y préciserons la définition du populisme entreprise dans le chapitre 2 afin de mieux distinguer ses différentes dimensions, tandis que la confiance interpersonnelle sera examinée à partir de la théorie du capital social de Putnam. Ensuite, nous présenterons l'opérationnalisation des concepts développés sur la base de la littérature et mesurés au moyen des données de la vague 7 de l'ESS (2014–2015), ainsi qu'une analyse descriptive de l'ensemble de nos indicateurs (chap. 5.3). Suivra la présentation des résultats de notre modèle explicatif des déterminants du vote populiste, dans laquelle la validité de nos différentes hypothèses sera discutée (chap. 5.4) puis intégrée dans une synthèse générale de nos résultats (chap. 5.5).

5.2. Cadre théorique

Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre 2, le populisme est un terme au statut épistémologique controversé dans les sciences sociales, et dont les multiples définitions regroupent un corpus large d'analyses empiriques et théoriques. Si des scientifiques, à l'instar de Margaret Canovan (1981), ont essayé de dresser une typologie du populisme, d'autres ont essayé de déterminer les caractéristiques principales et communes aux divers types de mouvements populistes. La distinction entre populisme de droite et de gauche est ainsi essentielle pour la compréhension du contenu de l'offre et de la rhétorique des partis populistes. Il est ainsi capital de préciser que cette étude ne porte que sur le **populisme de droite**. A cet égard, nous adoptons la définition de Mudde (2007), qui considère le populisme de droite comme une *idéologie* relativement restreinte (bien que plus étendue que le populisme au sens large ; voir chap. 1.2.1), caractérisée par la combinaison d'éléments nativistes, autoritaristes et populistes. Le *nativisme* est compris comme une idéologie dont le postulat fondamental est que le territoire national n'a pas pour vocation d'accueillir des personnes étrangères menaçant l'homogénéité de la « nation », ce qui renvoie donc à des attitudes xénophobes et nationalistes. L'*autoritarisme* est caractérisé par l'adhésion à l'idée qu'une société doit être régie de manière stricte et que ses membres doivent respecter l'autorité établie. Enfin, la rhétorique *populiste* correspond à une idéologie qui sépare la société en deux groupes, le peuple souverain pur, et les élites corrompues (Mudde 2007). Pour plus de précisions sur ces trois éléments, nous renvoyons le lecteur au chapitre 2.2.2.

La littérature sur le populisme a récemment opéré une réorientation analytique : au-delà de la classification des mouvements populistes, plusieurs spécialistes se sont intéressés aux déterminants de l'acte de vote populiste, afin de déterminer dans quelle mesure les électorales et les électeurs des partis populistes adhèrent au contenu idéologique proposé par ces derniers. En s'attachant à retracer le point de vue des électeurs, il est possible de mettre en lumière certains facteurs du vote populiste. Comme mentionné dans le chapitre 2, le vote populiste est tributaire d'un sentiment

profond de mécontentement à l'égard du fonctionnement de la démocratie et de la société, plus répandu au sein des groupes défavorisés dont l'identité sociale est peu valorisée (Jansen 2011 ; Spruyt et al. 2016). Plus largement, les attitudes et les normes subjectives jouent un rôle important dans les comportements de vote (Krosnick 1988). Dans notre analyse, plusieurs attitudes seront retenues comme facteurs explicatifs du vote populiste. En premier lieu, la *confiance interpersonnelle*, souvent examinée comme facteur de la participation électorale mais peu étudiée en regard de ses liens avec le populisme, et la *confiance politique*, liée à l'antiélitisme, constituent deux attitudes potentiellement associées au vote populiste de droite. En plus, conformément à notre approche conceptuelle du populisme de droite, une *attitude nativiste* et une *attitude autoritariste* seront également retenues. La mise en commun de ces facteurs permet d'opérer une convergence analytique entre, d'une part, l'idéologie des partis populistes de droite et, de l'autre, les attitudes de leurs électrices et électeurs.

5.2.1. Capital social et confiance interpersonnelle

Le concept de **capital social** est compris ici selon la définition qu'en donne Robert Putnam (2000). Dans cette perspective, le capital social est déterminé par l'intégration d'un individu dans un réseau de relations avec ses pairs, et permet d'appréhender son niveau de *sociabilité*. Le capital social peut être mesuré par trois indicateurs : la participation à des associations de tout ordre, les contacts approfondis avec d'autres personnes, et la confiance interpersonnelle, c'est-à-dire la confiance que l'on place dans les autres individus (Mayer 2002). Le concept de confiance interpersonnelle est compris ici dans la perspective des théories sociétales de la confiance sociale (e.g., Delhey & Newton 2003). Ces théories postulent que la confiance sociale dérive de l'expérience d'un individu au sein de la société. Selon Putnam, « la théorie du capital social présume que, de manière générale, plus nous nous connectons avec d'autres personnes, plus nous leur faisons confiance, et vice versa » (1995 : 665, NT). Plus précisément, l'investissement social et la confiance d'un individu se construisent en interdépendance avec les agencements institutionnels. En effet, le rapport d'un individu à des institutions sociales ou politiques est déterminé par la perception qu'il a de leur fonctionnement et de leur rôle ; une attitude de confiance peut influencer positivement la participation d'un individu à leur développement, renforçant ainsi la culture de confiance dont il bénéficiait en premier lieu (Delhey & Newton 2003). Ajoutons que, dans la littérature, la confiance interpersonnelle est comprise comme *généralisée*, en ce sens qu'elle ne se réfère pas à certains individus spécifiques avec lesquels une personne interagit, mais plutôt à tous les membres de la société (Hall 1999). De plus, « un manque de confiance généralisée renvoie à notre perception que se fier à des groupes d'individus qui ne sont pas personnellement connus, ou à des institutions, ne fait guère de sens et nous place dans une position dans laquelle notre vulnérabilité pourrait être exploitée, ou ne pas être prise en compte » (Fieschi & Heywood 2004 : 293, NT).

Le capital social contribue à la formation des attitudes politiques et au choix d'un parti lors d'une élection. Selon la théorie du capital social, confiances sociale et politique sont en effet associées de manière proche et s'influencent mutuellement (Zmerli & Newton 2008). Sur ce point, les études empiriques sont contradictoires ; certaines démontrent que confiance sociale et confiance politique sont peu corrélées, tandis que d'autres trouvent une association robuste entre les deux éléments (Zmerli & Newton 2008). Mais la confiance sociale peut jouer un rôle dans la constitution du rapport au système politique, de la confiance dans les institutions politiques et de la satisfaction avec la démocratie. En effet, elle participe à « maintenir un climat social coopératif, à faciliter les comportements collectifs et à encourager un respect pour l'intérêt public. La confiance entre citoyens rend plus facile, moins risqué et plus stimulant de participer à la communauté et aux affaires civiques, et aide à construire

les institutions sociales et la société civile » (Zmerli & Newton 2008 : 706, NT). Un plus grand capital social augmente notamment la probabilité de participer sur un plan politique (Bäck & Christensen 2016).

Les trois dimensions du capital social (l'appartenance à des associations, les relations régulières avec des pairs et la confiance interpersonnelle) peuvent donc être mises en lien avec les comportements politiques. En général, l'engagement dans des associations tend à décourager le vote pour un parti populiste de droite, mais dans certains cas, comme en Suisse, il peut également stimuler le vote populiste (Rydgren 2009). Les associations semblent ainsi jouer un rôle de transmission de valeurs et d'idées politiques, mais ce rôle demeure incertain et contingent, variant notamment en fonction du type d'association et du contexte national. La confiance interpersonnelle peut également être utilisée comme facteur prédictif de comportements sociaux et politiques. Par exemple, une étude consacrée au vote en faveur de la Ligue du Nord en Italie, du FPÖ en Autriche et du Parti Populaire Danois observe que les électeurs de ces partis présentent un taux plutôt bas de confiance interpersonnelle ; cependant, les effets de la confiance sur le vote varient d'un pays à l'autre — par exemple, le lien n'est pas significatif dans le cas du FPÖ (Meret 2010).

La pertinence du capital social pour comprendre les mécanismes du vote populiste reste à préciser. Les partis populistes de droite proposent en effet un discours sur le déclin présumé des traditions et de la communauté nationale, qu'ils lient en partie à l'action supposée délétère « d'autres », tels que les étrangers ou les politiciens. Ces discours peuvent trouver un écho auprès des individus manquant de confiance en autrui. En particulier, la distinction opérée par les partis populistes de droite entre les groupes auxquels il est possible ou non de faire confiance répond à l'attitude de méfiance que peuvent entretenir certains électeurs et électrices à l'égard de groupes spécifiques. Il est ici utile de faire appel à la *théorie de l'identité sociale* développée par Tajfel (1978), selon laquelle un individu s'identifie à un groupe lorsqu'il se trouve confronté à d'autres groupes. À travers un processus de catégorisation sociale, un individu classifie des groupes et des personnes en accentuant les différences intergroupes et les ressemblances intragroupes. La théorie de l'identité sociale s'est penchée sur des enjeux divers, tels que « le conflit entre groupes, la conformité aux normes du groupe, les effets d'un faible statut assigné au groupe et les conditions sous lesquelles il peut engendrer une action collective, ainsi que les facteurs qui favorisent la catégorisation de soi et des autres dans des groupes spécifiques » (Huddy 2001 : 128, NT). Cette théorie permet donc d'intégrer les identités politiques dans l'explication des comportements politiques. En effet, l'identification à un groupe justifiant l'idée d'une homogénéité nationale ou culturelle, c'est-à-dire excluant en premier lieu les immigrés, va potentiellement accroître la confiance accordée aux membres du groupe, mais décroître la confiance envers les membres des « outgroups ». Les électeurs populistes identifieraient donc les leaders des partis populistes comme faisant partie de leur groupe, et leur accorderaient leur confiance en même temps que leur vote (Fieschi & Heywood 2004), tandis qu'ils n'auraient aucune confiance envers les personnes perçues comme hors de leur groupe.

De même, la perception d'une menace culturelle — consistant à considérer que l'identité et l'intégrité culturelle du pays sont mises en péril par l'immigration — peut renforcer la méfiance envers les personnes qui ne sont pas membres de son groupe et ne respecteraient pas ses comportements et ses valeurs (Mughan & Paxton 2006). S'inscrivant dans l'approche de l'identité sociale, la théorie de la menace intergroupe (*integrated group theory*) présuppose que l'identification à un groupe peut générer des conflits et des attitudes négatives entre les différents groupes (Hjerm 2007). Dans cette culture de méfiance intergroupe, la perception d'une menace venant des autres peut alimenter le manque de confiance interpersonnelle (Curseu et al. 2007).

Les partis populistes, en appuyant l'idée d'une société en perte de valeurs, répondraient à (ou construiraient en partie) la perception d'un ordre social menacé par l'arrivée de nouveaux groupes.

5.2.2. *Anti-élitisme et confiance politique*

La *méfiance envers les élites politiques* est un élément essentiel du populisme (Mudde 2007 ; Albertazzi & McDonnell 2008 ; Ivaldi & Zaslove 2015). Supposée ou avérée, la corruption des élites politiques, qui seraient détachées de la réalité vécue au quotidien par les citoyennes et citoyens ordinaires, est un élément fondamental dans le discours populiste. Il faut donc déterminer quel rapport les élites et électeurs populistes entretiennent envers les institutions politiques, afin de savoir s'ils adhèrent à un tel discours. À cette fin, deux concepts sont utilisés pour décrire et qualifier ce rapport : la confiance politique et l'efficacité politique. Ces deux concepts sont considérés comme « des indicateurs-clés de la santé générale d'un système démocratique » (Craig et al. 1990 : 289, NT) et sont très largement utilisés dans les enquêtes pour mesurer les attitudes politiques générales.

L'**efficacité politique** a tout d'abord été décrite comme « le sentiment que l'action politique individuelle a, ou peut avoir, un impact sur le processus politique » (Campbell et al. 1954, cités *in* Craig et al. 1990 : 290, NT). Le concept a ensuite été affiné par la prise en compte de deux dimensions distinctes, interne et externe. L'efficacité politique *interne* « se réfère à la croyance en sa propre compétence à comprendre, juger et exprimer ses choix politiques de manière effective » (Sulitzeanu-Kenan & Halperin 2013 : 299, NT). L'efficacité politique *externe* se réfère quant à elle à « la croyance en la réactivité des autorités et institutions gouvernementales aux demandes des citoyens » (idem : 299, NT). Dans leur recherche, Sulitzeanu-Kenan et Halperin (2013) démontrent que les deux types d'efficacité politique ont une influence similaire et cumulative sur les préférences politiques, en l'occurrence en renforçant l'impact de l'idéologie sur les opinions à l'égard de certaines politiques publiques. Par ailleurs, une absence d'efficacité politique externe, c'est-à-dire l'impression que les élites politiques ne prennent pas en compte les préoccupations et les revendications des citoyens, est un facteur prédictif fort du vote populiste (Spruyt et al. 2016).

La **confiance politique** est un autre concept souvent utilisé pour examiner les attitudes politiques générales. Miller (1974) a défini la confiance politique sur la base des échanges entre les autorités politiques et les citoyens : les élites politiques mettent en place des politiques publiques, en échange desquelles elles peuvent soit recevoir la confiance des citoyens satisfaits de ces politiques, soit engendrer un « cynisme » auprès des citoyens insatisfaits. Ainsi, même si l'orientation idéologique ou les préférences pour des politiques particulières restent importantes, la performance des élites politiques (telle qu'elle est ressentie par les électeurs) a un impact sur leur légitimité, c'est-à-dire sur la confiance que les citoyens leur accordent (Citrin 1974). Par ailleurs, la confiance consiste en des jugements évaluatifs pouvant guider l'action, le choix électoral par exemple, parce qu'ils « déterminent si les citoyens approuvent ou rejettent les autorités existantes, leurs politiques publiques ou les réformes institutionnelles » (Levi & Stoker 2000 : 491, NT).

Si la critique des élites politiques est un élément-clé de l'argumentaire des partis populistes, l'efficacité politique et la confiance politique sont des concepts qui mettent en exergue la perception qu'ont les individus de leur système politique. Dans cette veine, plusieurs travaux marquent une préférence pour l'analyse du vote populiste du point de vue des élites et des électeurs, plutôt que du point de vue des partis. Plusieurs facteurs sont mis en lumière pour comprendre de manière plus précise par quels mécanismes un mécontentement envers les institutions, processus et acteurs politiques peut conduire à un vote populiste. Spruyt et al. (2016) focalisent leur attention sur le mécontentement à l'égard de la politique et du fonctionnement de la

société, et pointent du doigt certaines tendances socioéconomiques et politiques en Europe de l'Ouest qui auraient créé les conditions pour une adhésion aux idées populistes. En effet, « les personnes qui se sentent (économiquement, culturellement, etc.) vulnérables sont susceptibles de manifester un soutien accru au populisme » (Spruyt et al. 2016 : 337, NT). Il est important de noter que « ce n'est pas la vulnérabilité objective (richesse matérielle, niveau d'éducation ou efficacité politique interne), mais la vulnérabilité *perçue et subjective* (pauvreté ressentie, anomie, perception d'un manque d'efficacité politique) » (idem : 344, NT) qui façonne les préférences pour les partis populistes.

Selon Kemmers et al. (2015), la dénonciation des élites par les citoyens ordinaires peut prendre trois formes distinctes : l'État incompetent, l'État aliéné et l'État corrompu. Le premier type de discours revêt la forme d'un engagement citoyen critique, qui dénonce l'incapacité des élites à procéder aux réformes nécessaires du système politique. Dans le discours de l'État aliéné, les élites sont perçues comme coupées de la réalité des citoyens, retranchées derrière un appareil bureaucratique impénétrable et inadapté. Enfin, dans le discours sur l'État corrompu, la cause des dysfonctionnements politiques est attribuée à l'action des élites politiques, qui se servent de manière intentionnelle de leurs positions de pouvoir dans leur propre intérêt. Il est apparent que ces différentes modalités discursives du mécontentement vis-à-vis du système correspondent étroitement aux attitudes anti-élitistes propres à l'idéologie du populisme de droite ; elles illustrent ainsi la confluence de l'offre et de la demande populiste et suggèrent que l'anti-élitisme des citoyens ordinaires trouve aisément une « réponse » dans l'anti-élitisme des partis populistes.

5.2.3. *Nativisme*

Le nativisme est une dimension importante dans l'idéologie des partis populistes de droite, pouvant être mise en lien avec le *nationalisme*. Selon Michael Freeden, il faut considérer le nationalisme comme une idéologie "thin-centered", c'est-à-dire reposant sur un petit nombre d'idées-forces, dont on soulignera ici l'importance des trois premières :

« Premièrement, la priorisation d'un groupe particulier — la nation — en tant que cadre constituant et identifiant pour les êtres humains et leurs pratiques. (...) Deuxièmement, une valorisation positive est assignée à sa propre nation, lui accordant des droits spécifiques sur la conduite de ses membres. Troisièmement, le désir de donner aux deux premiers concepts centraux une expression politico-institutionnelle » (Freeden 1998 : 751-752, NT).

Ainsi, cette définition « étroite » implique la possibilité d'une combinaison entre le nationalisme et d'autres idéologies telles que le populisme. Ainsi, le nationalisme est incorporé par Mudde (2007) dans le populisme de droite sous le terme de *nativisme*. En effet, la dimension xénophobe du nationalisme renvoie à une hostilité envers les personnes non-natives sur le territoire national. Les nativistes ont tendance à désigner les non-natifs comme une menace, mais ils peuvent les tolérer à condition d'une soumission à la culture et aux institutions nationales. Ainsi, le nationalisme nativiste a pour postulat que les fondateurs historiques sont les véritables dépositaires de l'essence d'un Etat et qu'ils doivent en cette qualité avoir le contrôle politique et culturel de la société (Helly 2009). Puisque le nativisme ainsi décrit est une part intégrante du discours et des programmes des partis populistes de droite, et puisque ces idées sont susceptibles de coïncider avec celles de leurs électeurs, il est probable que le vote en faveur d'un parti populiste de droite soit tributaire du degré d'importance des attitudes nativistes chez les votant.e.s.

5.2.4. Autoritarisme

Le terme d'autoritarisme de droite a été formalisé par Bob Altemeyer (1981, 1996), qui a développé une échelle pour mesurer la propension d'un individu à reconnaître l'importance d'un gouvernement fort et d'une société unifiée par les mêmes valeurs. L'échelle RWA (*Right-Wing Authoritarianism Scale*) inclut trois aspects : la soumission à l'autorité, l'hostilité autoritaire et le conservatisme, qui forment ensemble une dimension attitudinale fortement unitaire (Zakrisson 2005). La soumission à l'autorité se réfère à la propension d'un individu à respecter l'ordre et à se soumettre à une autorité forte. L'hostilité autoritaire renvoie aux sentiments d'animosité à l'égard des personnes qui ne se soumettent pas à l'autorité et face auxquels l'individu autoritaire est prêt à employer la coercition pour faire respecter l'ordre social. Quant au conservatisme, il s'agit d'une attitude traditionaliste envers les conventions et normes sociales. Si la validité conceptuelle de l'échelle RWA est débattue parmi les socio-psychologues (Zakrisson 2005 ; Mavor et al. 2010), la covariation *empirique* des trois aspects de l'autoritarisme définis par Altemeyer est attestée et permet de créer une dimension attitudinale solide. Ainsi, « il a été démontré que l'autoritarisme de droite est un prédicteur important des attitudes sociales et politiques, et représente une mesure de conservatisme politique focalisée sur la résistance au changement » (Mavor et al. 2010 : 28, NT).

5.2.5. Hypothèses

Les mouvements et partis populistes de droite mobilisent un discours contre les élites et contre les personnes non-nationales, c'est-à-dire contre des catégories d'individus qui ne sont *pas dignes de confiance*. Ce jugement devrait être partagé par les électeurs de ces partis. Le but de ce travail est ainsi de déterminer si la confiance des citoyens est un critère jouant un rôle significatif dans le vote pour un parti populiste. De plus, celles et ceux adhérant aux discours nativistes et anti-élites devraient être attirés par l'offre populiste de droite, de même que les personnes présentant un faible capital social. Nos hypothèses de travail sont donc les suivantes :

Capital social et confiance interpersonnelle

H1 : un capital social élevé diminue la probabilité de voter pour un *parti populiste de droite* (ci-après PPD).

H1.1 : être membre d'une ou plusieurs associations diminue la probabilité de voter pour un PPD.

H1.2 : des contacts sociaux plus fréquents diminuent la probabilité de voter pour un PPD.

H1.3 : avoir confiance envers ses pairs diminue la probabilité de voter pour un PPD.

Confiance politique et anti-élitisme

H2 : une faible confiance politique augmente la probabilité de voter pour un PPD.

H2.1 : une faible confiance envers les élites politiques augmente la probabilité de voter pour un PPD.

H2.2 : une faible confiance envers les institutions politiques augmente la probabilité de voter pour un PPD.

H2.3 : une faible confiance envers les institutions légales augmente la probabilité de voter pour un PPD.

H2.4 : une faible efficacité politique externe augmente la probabilité de voter pour un PPD.

Nativisme

H3 : un niveau élevé de nativisme augmente la probabilité de voter pour un PPD.

Autoritarisme

H4 : un niveau élevé d'autoritarisme augmente la probabilité de voter pour un PPD.

5.3. Méthodes d'analyse

Pour tester nos hypothèses et notre modèle des déterminants du vote populiste, une analyse multivariée a été effectuée au moyen d'une régression logistique. Ce type de régression est pertinent pour analyser l'impact de différentes variables sur une variable dichotomique. En l'occurrence, l'objectif de notre modèle est d'examiner les déterminants du vote populiste de droite, de sorte que notre variable dépendante est binaire (1=vote populiste ; 0=vote non-populiste). Pour mieux mettre en évidence le rôle de la confiance parmi les effets des différentes variables indépendantes, *trois blocs de variables* seront introduits de manière successive. Le premier bloc contient les variables liées à la confiance ; le deuxième bloc se compose des variables liées aux autres modes d'explication du vote populiste (nativisme, autoritarisme et capital social) ; enfin, le troisième bloc inclut des variables de contrôle de type sociodémographique. Il faut noter que notre modèle explicatif sera testé séparément pour chacun des cinq pays retenus dans cette analyse, nous permettant ainsi d'interpréter nos résultats en fonction des particularités de chaque pays.

5.3.1. Données empiriques

L'ensemble de nos variables est issu de la septième vague de l'ESS (*European Social Survey*), réalisée en 2014–2015. Notre modèle explicatif est de portée générale, mais nos analyses *empiriques* porteront exclusivement sur **cinq pays** inclus dans l'enquête ESS : Suisse, Finlande, France, Pays-Bas et Pologne. Si les pays choisis pour tester notre modèle explicatif ont tous, dans leur spectre partisan, un parti populiste de droite institutionnalisé, le contenu idéologique de ces partis et les configurations partisans sont particuliers à chaque pays. Afin de distinguer les partis populistes et non-populistes dans chaque pays, notre classification est inspirée des travaux de Mudde (2007) sur les partis de la droite radicale (pour plus de détails, voir chap. 2.3.1 *supra*). Précisons également que, dans le cadre de nos analyses empiriques, la pondération des données « post-stratification » a été appliquée à l'ensemble des pays afin de corriger certains biais de sélection.

5.3.2. Opérationnalisation des variables

Notre modèle explicatif cherche à éclairer comment les attitudes influencent les décisions électorales. Nous avons souligné plus haut la nécessité de distinguer théoriquement l'offre populiste de la demande populiste. L'unité d'analyse de l'ESS étant l'individu, le vote sera analysé du point de vue des électrices et des électeurs afin de rendre compte de l'importance des attitudes dans la décision du vote. Les variations individuelles dans les déterminants supposés du vote populiste de droite — attitudes face à l'immigration, à l'autorité, aux institutions et aux élites politiques, etc. — devraient donc entraîner des variations dans la propension à adhérer aux discours des partis populistes et à voter pour ceux-ci.

La **variable dépendante** représente le fait d'avoir voté pour un parti populiste ou non. Le « vote populiste » est une variable dichotomique, où la valeur 1 indique que l'individu a effectivement voté pour un parti populiste lors des dernières élections nationales et où la valeur 0 indique que l'individu n'a pas voté pour un parti populiste, mais qu'il a voté pour un autre parti. Les individus qui se sont abstenus de voter ont

été assignés aux données manquantes. Cette variable a été créée à partir des différentes variables liées à l'élection présentes dans l'ESS. Le chapitre 2 de cet ouvrage présente la liste complète des partis, par pays, qui peuvent être considérés comme populistes. Le Tableau 5.1 présente la variable dépendante pour les cinq pays retenus dans notre analyse.

Tableau 5.1 : Description de la variable du vote populiste

Pays	% de vote en faveur d'un parti populiste	% de vote en faveur d'un parti non populiste	N (% de réponses valides)
Suisse	21.4	78.6	638 (41.6)
Finlande	14.3	85.7	1275 (61.1)
France	12.8	87.2	942 (49.2)
Pays-Bas	11.7	88.3	950 (49.5)
Pologne	34.9	65.1	765 (47.3)

Pour la qualité de l'analyse, il est important que le nombre d'individus ayant voté pour un parti populiste soit suffisamment élevé dans chaque pays, ce qui augmente les chances d'obtenir des résultats significatifs. Les effectifs disponibles pour nos analyses sont directement liés au taux de participation électorale dans chaque pays, ainsi qu'à la taille totale de l'échantillon, qui varie également d'un pays à l'autre. Le nombre d'observations (N) pour le vote est donc relativement réduit par rapport aux effectifs disponibles pour les autres variables (oscillant entre 1400 et 2000 suivant les variables et les pays), ce qui s'explique par le grand nombre de données manquantes correspondant aux abstentionnistes. Malgré tout, les effectifs restent tout à fait suffisants pour procéder à une analyse multivariée ($N \geq 638$; voir Tableau 5.1).

Nous allons à présent décrire la construction de l'ensemble des variables indépendantes et des variables de contrôle ; en complément, une analyse descriptive de la distribution de toutes les variables est résumée dans le Tableau 5.2.

En ce qui concerne le premier bloc de variables indépendantes, à savoir celles relatives à la **confiance interpersonnelle** et à la **confiance envers les institutions**, aucune transformation n'a été effectuée.¹²⁹ En effet, toutes ces variables sont mesurées sur une échelle graduée de 0 à 10, ce qui est idoine pour une régression logistique.

Le deuxième bloc de variables contient l'ensemble des variables liées à des attitudes qui pourraient compléter l'explication du vote populiste. Celles-ci peuvent être divisées en quatre groupes : autoritarisme, nativisme, rapport au système politique et capital social. Pour commencer, la variable en lien avec l'**autoritarisme** a été créée sur la base de cinq items pertinents à ce sujet (voir leur description dans l'Annexe 1, chap. 5.6 *infra*). Ces items permettent en effet de capturer deux des trois dimensions de l'autoritarisme, à savoir la soumission à l'autorité et le conservatisme — aucun indicateur relatif à l'hostilité autoritaire n'étant disponible dans la base de données de l'ESS. Il nous a donc été possible de créer une variable dichotomique distinguant les individus avec une tendance autoritaire et ceux présentant une moindre tendance

¹²⁹ Bien que la création d'échelles additives ou l'extraction de facteurs aurait été possible, une analyse des variables individuellement est préférable pour deux raisons. D'une part, la structure des facteurs ou la cohérence des échelles variaient substantiellement entre les pays sélectionnés et d'autre part, comme la confiance est au centre de la présente recherche, l'analyse gagne en finesse et en nuance lorsqu'on analyse les variables individuellement.

autoritaire. Pour obtenir cette variable, il a été nécessaire d'effectuer deux transformations. Premièrement, les différents indicateurs ont été recodés de sorte que la valeur maximale soit toujours liée à une tendance peu autoritaire et que la valeur minimale soit liée à une tendance plus autoritaire. Ensuite, puisque différents tests de fiabilité ont indiqué qu'il était impossible de construire une échelle additive, il a semblé justifié de créer une variable dichotomique conditionnelle. Les individus pour lesquels au moins trois des cinq indicateurs indiquaient une position autoritaire (i.e., scores de 1 ou 2 sur les échelles de 1 à 6) ont été attribués à la catégorie 1 (attitude autoritaire), tandis que tous les autres répondants ont été assignés à la catégorie 0 (attitude non-autoritaire).¹³⁰

Le deuxième groupe comprend les variables liées au *nationalisme/nativisme*. La variable « **nativisme** » est une échelle additive incorporant neuf items liés essentiellement au thème de l'immigration (voir Annexe 2, chap. 5.6 *infra*).¹³¹ L'alpha de Cronbach obtenu pour cette échelle additive oscille entre 0.68 et 0.74 pour les cinq pays sélectionnés. La variable permettant de mesurer le **patriotisme** n'a pas été intégrée à l'échelle additive puisque celle-ci diminuait fortement la qualité de l'échelle. Il a toutefois semblé pertinent de la conserver isolément afin de mieux comprendre le rôle du patriotisme dans la décision de voter populiste ou non et parce qu'il est difficile, d'un point de vue conceptuel, de différencier une attitude *nativiste* d'une attitude *patriotique*.

Le troisième groupe de variables permet de rendre compte du *rapport au système politique* des individus. Deux des trois variables permettent d'évaluer **l'efficacité politique externe** : elles mesurent la tendance à penser, d'une part, que les politiciens prennent en compte ce que pensent les citoyens, et d'autre part que le système politique permet aux citoyens d'avoir une influence sur la politique. La troisième mesure l'attitude relative à **l'efficacité politique interne**, c'est-à-dire la tendance à se sentir capable de participer à la politique. Ces trois variables n'ont pas été recodées et sont mesurées sur une échelle allant de 0 à 10, où 0 renvoie à une efficacité minimale et 10 à une très grande efficacité.

Le dernier groupe de variables du troisième bloc comprend les variables liées au **capital social**. Les trois variables prises en compte permettent d'évaluer l'implication des individus dans différents types d'organisation (politique ou autre), mais aussi la fréquence de leurs rapports sociaux. Alors que les deux variables permettant d'évaluer l'implication dans des associations sont dichotomiques, la variable concernant la fréquence des rapports sociaux est mesurée sur une échelle de 1 à 7. Ces variables ont simplement été inversées (de sorte qu'une valeur plus élevée indique un capital social plus élevé) afin de faciliter l'analyse.

Le troisième bloc de variables contient l'ensemble des **variables de contrôle** qui seront introduites dans notre modèle afin de contrôler l'effet de certains facteurs sociodémographiques et vérifier ainsi la robustesse des relations entre les variables présentées précédemment et la variable dépendante du vote populiste. Il est à noter que les quatre premières variables sociodémographiques n'ont pas été recodées. La variable concernant le revenu subjectif a été recodée en trois catégories, afin d'obtenir dans un second temps trois variables *dummy*. La première identifie les individus qui considèrent avoir un revenu suffisant (classes moyennes), la deuxième identifie ceux qui considèrent avoir un revenu insuffisant (classes populaires), et la troisième identifie ceux qui estiment avoir un revenu confortable. La catégorie de référence dans le cadre de l'analyse multivariée est le revenu confortable.

¹³⁰ A noter que les individus ayant fourni deux réponses non valides (ou davantage) sur les 5 indicateurs n'ont pas de score valide sur l'indicateur final d'autoritarisme.

¹³¹ Certains de ces items ont dû être recodés afin d'obtenir des échelles d'entendue comparable (0-10) et faire en sorte que la valeur maximale corresponde à une attitude nativiste (0 : moins nativiste ; 10 : plus nativiste).

Tableau 5.2 : Analyse descriptive des variables indépendantes et des variables de contrôle (continue sur page suivante)

Variable	Nom ESS vague 7 (libellé)	Etendue (modalités)	Suisse				Finlande				France				Pays-Bas				Pologne			
			M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)
Confiance interpersonnelle	<i>ppltrst</i> (Most people can be trusted or you can't be too careful)	0 (aucune confiance) – 10 (entière conf.)	5.7	6	2.2	1532 (100)	6.7	7	1.9	2084 (99.9)	4.6	5	2.2	1916 (100)	6.0	6	1.8	1917 (99.9)	3.9	4	2.5	1612 (99.8)
Confiance dans le Parlement Européen	<i>trstep</i>	0 (aucune confiance) – 10 (entière conf.)	4.5	5	2.3	1421 (92.7)	4.7	5	2.3	2018 (96.7)	4.0	4	2.4	1849 (96.4)	4.5	5	2.2	1824 (95.1)	3.7	4	2.5	1464 (90.6)
Confiance dans les Nations Unies	<i>trstun</i>	0 (aucune confiance) – 10 (entière conf.)	5.4	5	2.3	1435 (93.7)	6.2	7	2.2	2011 (96.4)	5.1	5	2.4	1842 (96.1)	5.5	6	2.1	1848 (96.3)	4.6	5	2.7	1405 (87)
Confiance dans le système légal	<i>trstlgl</i>	0 (aucune confiance) – 10 (entière conf.)	6.6	7	2.1	1502 (98)	6.7	7	2.1	2064 (98.9)	5.2	5	2.5	1908 (99.5)	6.0	6	2.1	1900 (99)	3.5	3	2.4	1557 (96.4)
Confiance dans la police	<i>trstplc</i>	0 (aucune confiance) – 10 (entière conf.)	7.2	8	2.0	1528 (99.7)	7.9	8	1.8	2084 (99.9)	6.2	7	2.2	1913 (99.8)	6.4	7	1.8	1912 (99.6)	5.1	5	2.6	1582 (97.9)
Confiance en les politiciens	<i>trstplt</i>	0 (aucune confiance) – 10 (entière conf.)	5.3	5	2.0	1498 (97.8)	4.6	5	2.2	2066 (99)	2.8	3	2.2	1907 (99.5)	4.9	5	2.0	1908 (99.4)	2.0	2	2.0	1576 (97.6)
Confiance dans le parlement national	<i>trstprl</i>	0 (aucune confiance) – 10 (entière conf.)	6.2	6	2.0	1489 (97.2)	5.5	6	2.3	2072 (99.3)	4.0	4	2.5	1879 (98)	5.3	6	2.1	1900 (99)	2.8	2	2.3	1569 (97.2)
Confiance dans les partis politiques	<i>trstprt</i>	0 (aucune confiance) – 10 (entière conf.)	5.1	5	2.0	1475 (96.3)	4.6	5	2.2	2053 (98.4)	2.8	3	2.1	1903 (99.3)	4.9	5	2.0	1902 (99.1)	2.0	2	2.0	1579 (97.8)
Attitude autoritariste	Echelle conditionnelle dichotomique créée à partir de 5 items (voir chap. 5.6., annexe 1)	0 (attitude non autoritaire) – 1 (attitude autoritaire)	0 : 79.9% ; 1 : 20.1%			1532 (100)	0 : 79.4% ; 1 : 20.6%			2076 (99.5)	0 : 83.3% ; 1 : 16.7%			1915 (99.9)	0 : 84.2% ; 1 : 15.8%			1919 (100)	0 : 48.8% ; 1 : 51.2%			1610 (99.7)
Attitude nativiste	Echelle additive créée à partir de 9 items (voir chap. 5.6., annexe 2)	0 (pas du tout) – 10 (totalemment)	5.1	5.0	1.3	1532 (100)	5.0	4.9	1.4	2084 (99.9)	5.1	5.0	1.5	1916 (100)	5.1	5.1	1.3	1919 (100)	5.0	4.9	1.5	1613 (99.9)
Attitude patriotique (proximité ressentie avec son pays)	<i>fcfcntr</i> (Feel close to country)	1. Très proche ; 2. Proche ; 3. Pas très proche ; 4. Pas du tout proche	1 : 55.7% ; 2 : 40.3% ; 3 : 3.6% ; 4 : 0.3%			1531 (99.9)	1 : 63.6% ; 2 : 31.8% ; 3 : 4.2% ; 4 : 0.4%			2081 (99.7)	1 : 50.8% ; 2 : 42.8% ; 3 : 5.7% ; 4 : 0.8%			1913 (99.8)	1 : 38.9% ; 2 : 52.6% ; 3 : 7.5% ; 4 : 0.9%			1915 (99.8)	1 : 56.3% ; 2 : 39.7% ; 3 : 3.8% ; 4 : 0.3%			1600 (99.1)

Tableau 5.2 (suite)

Variable	Nom ESS vague 7 (libellé)	Etendue (modalités)	Suisse				Finlande				France				Pays-Bas				Pologne			
			M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)
Efficacité politique interne	<i>cptppol</i> (Confident in own ability to participate in politics)	0 (aucune) – 10 (entière)	5.3	6	2.7	1504 (98.2)	4.5	5	2.7	2064 (98.9)	3.9	4	2.6	1898 (99)	3.8	4	2.7	1907 (99.4)	2.8	2	2.6	1567 (97)
Efficacité politique externe (politiciens)	<i>ptcpplt</i> (Politicians care what people think)	0 (pas du tout) – 10 (totalemment)	4.7	5	2.3	1496 (97.7)	4.4	4	2.3	2062 (98.8)	2.7	3	2.2	1903 (99.3)	4.5	5	2.2	1895 (98.7)	2.1	2	2.1	1570 (97.2)
Efficacité politique externe (système politique)	<i>psppiplt</i> (Political system allows people to have influence on politics)	0 (pas du tout) – 10 (totalemment)	5.3	6	2.7	1493 (97.4)	4.2	4	2.2	2060 (98.7)	3.0	3	2.2	1887 (98.4)	4.3	5	2.3	1887 (98.3)	2.7	2	2.4	1553 (96.2)
Capital social (organisation politique)	<i>wrkprty</i> (Worked in political party or action group last 12 months)	0. Non ; 1. Oui	0 : 94.4% ; 1 : 5.6%			1530 (99.9)	0 : 95.7% ; 1 : 4.3%			2086 (100)	0 : 95.9% ; 1 : 4.1%			1914 (99.8)	0 : 96.3% ; 1 : 3.7%			1919 (100)	0 : 97.7% ; 1 : 2.3%			1611 (99.7)
Capital social (autre association)	<i>wrkorg</i> (Worked in another organisation or assoc. last 12 months)	0. Non ; 1. Oui	0 : 83.2% ; 1 : 16.8%			1529 (99.8)	0 : 60.5% ; 1 : 39.5%			2087 (100)	0 : 83.0% ; 1 : 17.0%			1916 (99.9)	0 : 67.3% ; 1 : 32.7%			1916 (99.8)	0 : 93.8% ; 1 : 6.2%			1611 (99.8)
Capital social (fréquence des contacts sociaux)	<i>sclmeet</i> (How often socially meet with friends, relatives or colleagues)	1 (jamais) – 7 (tous les jours)	–	6	–	1531 (99.9)	–	5	–	2085 (99.9)	–	5	–	1916 (100)	–	6	–	1919 (100)	–	4	–	1598 (98.9)
Sexe	<i>gndr</i>	1. Homme ; 2. Femme	1 : 49.0% ; 2 : 51.0%			1532 (100)	1 : 48.6% ; 2 : 51.4%			2087 (100)	1 : 47.8% ; 2 : 52.2%			1917 (100)	1 : 49.2% ; 2 : 50.8%			1919 (100)	1 : 47.9% ; 2 : 52.1%			1615 (100)
Age	<i>agea</i>	14-100 ^b	47.0	47	18.9	1531 (99.9)	48.7	49	19.6	2087 (100)	47.5	46	18.9	1913 (99.8)	46.8	48	18.4	1917 (99.9)	46.3	45	18.6	1615 (100)
Niveau d'éducation	<i>eisced</i>	1 (moins que secondaire) – 7 (MA et +)	–	3	–	1529 (99.8)	–	4	–	2084 (99.9)	–	3	–	1915 (99.9)	–	3	–	1895 (98.8)	–	3	–	1614 (99.9)
Niveau de religiosité	<i>rlgdgr</i> (How religious are you)	0 (pas du tout relig.) – 10 (très religieux)	5.0	5	3.0	1524 (99.5)	4.7	5	2.9	2082 (99.8)	4.7	5	3.5	1913 (99.8)	4.1	4	3.2	1917 (99.9)	6.3	7	2.6	1587 (98.3)
Revenu subjectif (perception du revenu familial)	<i>hincfel</i> (Feeling about household's income nowadays) ; recodage en trois catégories	1. Revenu confortable ; 2. Revenu suffisant ; 3. Revenu insuffisant (difficile/très difficile)	1 : 57.0% ; 2 : 32.0% ; 3 : 11.0%			1518 (99.1)	1 : 24.4% ; 2 : 61.0% ; 3 : 14.5%			2076 (99.5)	1 : 31.5% ; 2 : 49.0% ; 3 : 19.6%			1909 (99.6)	1 : 48.6% ; 2 : 38.4% ; 3 : 12.9%			1894 (98.7)	1 : 10.1% ; 2 : 64.9% ; 3 : 25.1%			1601 (99.1)

Notes : a : M=moyenne ; Md=médiane ; SD=écart-type. b : L'étendue empirique de l'âge varie entre les différents pays : Suisse : 16–92 ; Finlande : 15–100 ; France : 15–99 ; Pays-Bas : 14–95 ; Pologne : 16–90.

5.4. Analyse empirique

Le test empirique de notre modèle explicatif procède en trois étapes, avec l'intégration successive des trois blocs de variables décrits dans le chapitre précédent (voir Tableau 5.3). Le premier modèle examine le rôle joué par les différents types de confiances ; le second y ajoute les attitudes nativistes et autoritaristes, le rapport au système politique et le capital social ; enfin, le troisième modèle inclut les variables de contrôle. Cette structure permet d'évaluer en priorité le rôle joué par les différents types de confiance, concepts cardinaux de notre recherche. Bien que l'analyse multivariée ait été organisée selon ces trois blocs successifs, la structure des analyses suivra celle des hypothèses, sur la base des concepts développés dans la partie théorique.

5.4.1. Statistiques générales des modèles

Les modèles présentent une bonne qualité statistique. D'après les tests du χ^2 , dont les valeurs décroissent de bloc en bloc et sont hautement significatives, l'ajustement global des modèles indique que, de manière générale, les modèles fournissent une explication satisfaisante de la variable dépendante. Pour le premier modèle, les pseudo- R^2 (Nagelkerke) par pays varient entre .14 (Pologne) et .29 (Pays-Bas), ce qui suggère que la confiance est bel et bien un facteur influençant le vote. Le deuxième modèle possède également une capacité explicative élevée, avec des R^2 allant de .24 (Finlande) à .45 (Pays-Bas). Finalement, le troisième modèle, qui inclut les variables de contrôle, présente la meilleure qualité explicative, les R^2 allant de .27 (Finlande) à .50 (Pays-Bas). Les résultats de notre modèle pour les Pays-Bas sont remarquables, puisque les trois modèles, et surtout le troisième, contribuent largement à l'explication de la variation du vote. On remarque que, globalement, pour tous les pays, l'inclusion des variables des blocs 2 et 3 double approximativement la capacité explicative par rapport au premier bloc.

5.4.2. Capital social et confiance interpersonnelle

Il existe très peu d'éléments tangibles nous permettant de confirmer l'hypothèse d'un accroissement des chances de voter pour un parti populiste de droite en cas de faible capital social et de confiance interpersonnelle limitée (H1). En effet, les coefficients et leur significativité ne présentent pas de tendance homogène. Ce n'est qu'en Finlande que la relation entre *confiance interpersonnelle* et vote pour un parti populiste de droite est négative et significative. Dans ce pays, faire confiance à autrui induit à ne pas soutenir un parti qui rejette certaines catégories de personnes. Par contre, il est difficile de tirer la même conclusion pour les autres pays. La même relation est significative pour la Suisse et la France dans le Modèle 1, mais cette relation disparaît dans les modèles suivants qui prennent en compte d'autres variables. Si en Pologne, dans les Modèles 2 et 3, la confiance en autrui a une relation positive avec le vote populiste, il est possible que le spectre de cette variable soit plus limité qu'ailleurs et n'inclue pas tous les autres individus, mais plutôt la communauté « proche » des semblables. En effet, on peut envisager une acception particulière au contexte culturel polonais de la formule « confiance dans les gens », c'est-à-dire de la définition des groupes sociaux auxquels s'étend la confiance. Ainsi, dans le cas polonais, la variable de la confiance interpersonnelle pourrait se limiter aux semblables et exclurait les non-nationaux. C'est pourquoi avoir confiance dans les autres, ceux qui seraient intégrés dans la culture nationale, serait le signe d'un attachement patriotique. En l'absence de données et d'analyses supplémentaires, ceci reste cependant une hypothèse à confirmer.

Tableau 5.3 : Modèle explicatif du vote populiste (coefficients de régression logistique)

Bloc	Variable	Suisse			Finlande			France			Pays-Bas			Pologne		
		Mod. 1	Mod. 2	Mod. 3	Mod. 1	Mod. 2	Mod. 3	Mod. 1	Mod. 2	Mod. 3	Mod. 1	Mod. 2	Mod. 3	Mod. 1	Mod. 2	Mod. 3
1	Confiance interpersonnelle	-.16**	-.09	-.08	-.16***	-.10*	-.10*	-.13*	-.10	-.03	-.04	.02	.07	.08	.10*	.10*
	Confiance -> Parlement Européen	-.26***	-.21**	-.23**	-.22***	-.16**	-.14*	-.12	-.14	-.16	-.24**	-.16	-.16	-.19***	-.19***	-.15*
	Confiance -> Nations Unies	-.05	-.05	-.07	.08	.08	.07	-.07	-.04	-.06	.13	.14	.13	-.05	-.02	-.04
	Confiance -> système légal	-.11	-.01	-.03	-.02	.00	-.01	-.12*	-.04	-.10	-.26***	-.16	-.16	-.12*	-.08	-.10
	Confiance -> police	.01	.03	.03	.12	.11	.12*	.14*	.08	.14	-.12	-.08	-.10	.04	.02	-.00
	Confiance -> politiciens	.11	.08	.08	-.02	-.00	-.01	-.15	-.10	.06	-.17	-.11	-.09	-.11	-.07	-.08
	Confiance -> parlement national	-.24**	-.19*	-.16	-.20***	-.14*	-.16**	-.25***	-.20**	-.18*	-.10	.02	.05	-.13*	-.11	-.11
	Confiance -> partis politiques	.30***	.31***	.27**	.02	.01	.03	.31***	.26**	.18	.08	-.01	-.01	.35***	.35***	.35**
2	Attitude autoritariste		.24	.13		.22	.29		.29	.73*		-1.10**	-.85*		.64***	.42
	Attitude nativiste		.62***	.62***		.46***	.43***		.53***	.61***		.98***	.92***		.31***	.25***
	Attitude patriotique		.10	.12		.39*	.28		.44*	.19		.33	.09		-.13	-.02
	Efficacité politique interne		-.09	-.08		.06	.03		-.01	.00		.06	.10		.02	.03
	Efficacité pol. externe (politiciens)		-.07	-.08		-.01	.01		-.11	-.14		-.11	-.15		-.11	-.15*
	Efficacité pol. externe (système pol.)		-.05	-.02		-.09	-.11		.13	.15*		-.02	-.03		-.04	-.04
	Capital social (organisation politique)		-.42	-.25		-.37	-.42		.20	.38		-1.04	-.61		-1.13	-.80
	Capital social (association autre)		-.59	-.50		-.59**	-.53**		-.44	-.57		-.48	-.47		-.02	.02
Capital social (contacts sociaux)		.04	-.00		.02	.04		.23*	.26**		.30**	.28*		-.14*	-.19*	
3	Sexe (femme)			-.21			-.91***			-.38			-.17			-.33
	Age			-.02*			-.01			-.05***			-.03**			-.03***
	Niveau d'éducation			-.32***			-.02			-.30***			-.42***			-.19**
	Niveau de religiosité			.06			.00			-.07			-.16**			.28***
	Revenu subjectif : suffisant ^a			-.27			.21			.27			.07			.76
	Revenu subjectif : insuffisant ^a			-.13			.40			.57			-.70			.76
Chi² par bloc	68.9***	62.6***	17.3**	109.1***	66.5***	27.4***	90.5***	57.4***	49.8***	137.0***	87.7***	31.5***	65.3***	54.4***	66.7***	
Chi² modèle final (M3)	148.8***			203.1***			197.8***			256.3***			186.4***			
Pseudo-R² (Nagelkerke)	.18	.32	.36	.15	.24	.27	.19	.30	.38	.29	.45	.50	.14	.24	.36	
N (% de l'échantillon total)	582 (37.99%)			1282 (61.43%)			969 (50.55%)			947 (49.35%)			624 (38.64%)			

Notes : *** : p≤.001 ; ** : p≤.01 ; * : p≤.05. ^a : Catégorie de référence : revenu confortable.

La participation à des associations n'est nullement significative en ce qui concerne les organisations *politiques*. Cette composante du capital social n'a pas de lien avec le vote pour un parti populiste. Cela peut s'expliquer par le fait que les individus qui participent à une forme d'activité politique peuvent le faire dans toute l'étendue du spectre politique, de sorte que les effets particuliers de différents types d'engagement politique tendront à se neutraliser au niveau agrégé. En revanche, un engagement dans des associations *autres que politiques* (capital social associatif) est, dans le cas de la Finlande, un facteur dissuasif pour le vote populiste de droite — la relation est en effet significative dans les deux modèles pour ce pays. Il est possible qu'en Finlande l'engagement associatif prenne des formes intégratives et participatives allant à l'encontre du modèle de société proposé par le parti populiste *Les Vrais Finlandais*. On peut également faire l'hypothèse d'un mode particulier de mobilisation partisane dans ce pays, les partis populistes recrutant une base électorale importante dans des associations spécifiques.

Si, dans ces quelques cas, l'hypothèse de départ semble se confirmer, l'effet de la *sociabilité* va en sens inverse de notre hypothèse H1.2 en France et aux Pays-Bas. Dans ces deux pays en effet, des contacts sociaux plus fréquents *augmentent* la probabilité de voter pour un parti populiste. Il est possible que des rapports sociaux plus *fréquents* n'impliquent pas pour autant des rapports plus *étendus* et plus diversifiés (e.g., Mutz & Martin 2001). Ainsi, les contacts avec les autres se feraient tendanciellement au sein de groupes partageant les mêmes opinions politiques, renforcées par la construction d'une identité intragroupe. En France particulièrement, il est possible de mettre en lien cette observation avec la variable de l'âge qui est un autre facteur prédictif du vote populiste, en l'occurrence négatif (-.05, $p < .001$). Dès lors, le profil du votant populiste de droite est celui d'un individu tendanciellement jeune et sociable, ce qui tend à remettre en question l'idée selon laquelle l'électeur ou l'électrice du Front National est une personne plutôt âgée et marginalisée. La fréquence des rapports sociaux est tout de même liée au vote de manière conforme à notre hypothèse dans le cas de la Pologne. Cependant, la relation est positive concernant la confiance interpersonnelle, de sorte que le profil de l'électeur populiste en Pologne est plutôt atypique : il a confiance en les autres sans pour autant beaucoup les fréquenter.

Aucune conclusion catégorique ne peut être tirée en ce qui concerne le capital social, et surtout sa sous-dimension de la confiance interpersonnelle. Le succès des partis populistes de droite ne repose apparemment pas forcément sur des individus isolés et méfiants à l'égard des autres. Il est possible que ces partis, après avoir opéré pour certains un réajustement de leurs contenus idéologiques (comme c'est le cas pour le Front national par exemple ; voir Dézé 2015a), soient parvenus à atténuer la stigmatisation sociale généralement associée au fait de voter pour un parti populiste de droite. Devenus une offre politique considérée plus acceptable, ces partis auraient ainsi élargi leur base électorale.

5.4.3. *Confiance politique et anti-élitisme*

Les effets de la confiance dans les *parlements nationaux* respectifs et dans le *Parlement Européen* sont les plus nets. Dans tous les pays, sauf les Pays-Bas et la Pologne, la relation entre confiance dans le parlement national et vote populiste est négative et significative. Dans le cas de la confiance dans le Parlement Européen, la relation est négative et significative, sauf pour la France et les Pays-Bas. Ainsi, l'hypothèse H2.2 selon laquelle un manque de confiance dans le parlement national augmente les chances de voter populiste est confirmée. Le parlement pourrait ainsi incarner une élite politique détachée du peuple que l'électeur ou l'électrice votant populiste associerait à un système corrompu. Dans le cas du Parlement Européen, le manque d'adhésion à une identité européenne et la perception d'une identité nationale

menacée par l'intégration européenne (Carey 2002) peuvent expliquer ce résultat. Il faut noter qu'à l'exception du Modèle 1, il n'y a aucune relation significative entre la confiance envers les institutions politiques et le vote populiste aux Pays-Bas. Le populisme dans ce pays ne semble donc pas obéir à des caractéristiques traditionnelles telles qu'une défiance généralisée envers les institutions politiques.

Si les résultats concernant plusieurs pays vont généralement dans le sens étayé par la littérature, c'est-à-dire une méfiance des électeurs populistes envers les élites politiques incarnées par les parlementaires nationaux et européens, ceux concernant la *confiance dans les politiciens* sont bien plus surprenants. En effet, la relation entre cette dernière et le vote populiste n'est significative pour aucun des pays. Ces résultats contredisent l'hypothèse H2.1 selon laquelle le rejet des élites politiques traditionnelles peut conduire à voter populiste. C'est d'autant plus surprenant que le rejet de la classe politique est généralement considéré comme un des dénominateurs les plus forts communs à tous les partis qualifiés de populistes. Ceci étant, il conviendrait de déterminer à quoi correspond le terme « politicien » pour les personnes ayant participé à l'enquête ESS. En effet, dans le cas où, selon la conception implicite de notre hypothèse, ce terme désigne un « autre » lointain et déconnecté du peuple (à l'instar des représentations des parlements national et européen), une association avec le vote populiste devrait se dessiner. Mais si par politiciens on entend des personnes actives au niveau local, plus faciles à contacter et donc perçues par les enquêtés comme connectées à leur réseau, le sentiment de césure entre l'élite et le peuple, constitutif de l'anti-élitisme, pourrait être atténué. Cela pourrait rejoindre les analyses de Steffens et al. (2014) selon lesquelles une identité sociale partagée est la base pour une relation « spéciale » liant les votants au leader. Ainsi, les électrices et électeurs ayant voté populiste ne rejettent pas forcément la classe politique dans son intégralité puisqu'ils s'identifient à un leader représentant le groupe auquel ils s'identifient socialement.

Plus que les politiciens, l'effet de la confiance dans les *partis politiques* est assez significatif en Suisse, en Pologne et en France (même si l'effet disparaît dans le Modèle 3 pour la France). Cependant, de manière assez peu intuitive, avoir confiance dans les partis *augmente* les chances de voter populiste dans ces pays, ce qui contredit à nouveau notre hypothèse H2.1 à propos du lien entre rejet des élites politiques traditionnelles et vote populiste. Il est possible que la défiance, en tant que facteur favorable au vote populiste, se concentre surtout sur l'antiparlementarisme au niveau national et supranational. Une explication pourrait résider dans le fait que les arènes parlementaires, davantage que les partis ou les politiciens, sont perçues comme des systèmes fermés propices aux collusions et aux conflits d'intérêt.

Quant à la confiance dans le système légal, son impact sur le vote est significatif (et négatif) seulement dans le Modèle 1 (France, Pays-Bas et Pologne). Le rapport aux institutions légales semble donc ne pas jouer de rôle dans le vote populiste. Dans le Modèle 3, l'effet de la confiance dans la police n'est significatif qu'en Finlande : la relation positive suggère qu'une plus grande confiance dans les forces de l'ordre augmente les chances de voter populiste. Il est possible que la police représente une garantie d'ordre et de sécurité répondant à une forme d'attitude autoritaire pour les électeurs finlandais. Concernant les Nations-Unies, la relation n'est significative pour aucun des pays, le rapport à cette institution n'étant peut-être pas suffisamment saillant pour évaluer l'offre politique nationale.

Concernant les variables introduites dans le deuxième bloc de variables, on notera tout d'abord que le sentiment d'efficacité politique externe relatif aux *politiciens* (qui mesure à quel point les politiciens paraissent prendre en compte les opinions des citoyens ordinaires) n'exerce aucune influence sur le vote, à l'exception de la Pologne où son effet négatif tend à confirmer notre hypothèse H2.4. De même, le sentiment d'efficacité politique externe appliqué cette fois-ci au *système politique* (c'est-à-dire le degré perçu de réactivité du système aux demandes citoyennes) ne permet pas de

prédire le vote populiste. La France constitue cependant une exception, puisque, de manière peu intuitive, les électeurs qui se fient au système pour répondre aux demandes sociales sont *plus* enclins à voter pour le Front National que ceux qui considèrent le système comme sourd à leurs préoccupations. La variable du rapport au système politique présente en effet un coefficient positif : une plus grande propension à croire que le système politique est organisé de sorte à permettre aux gens d'avoir une influence sur la politique *augmente* les chances de voter populiste. Ce résultat semble contredire l'idée selon laquelle la perception d'un Etat insensible aux revendications citoyennes tend à induire une modification des comportements politiques au profit d'un vote populiste (Kemmers et al. 2015). Dans le cas de la France, il est possible que les électeurs, tout en rejetant les élites parlementaires (cf. la variable relative à la confiance dans le Parlement national), adhèrent à l'idéal républicain selon lequel l'Etat gouverne au nom des citoyennes et des citoyens. Ainsi, le vote populiste pourrait témoigner d'une croyance dans l'efficacité du système politique, dont le principe essentiel d'intégration des citoyens aux décisions politiques serait détourné par les élites parlementaires.

Ces résultats concernant l'efficacité politique externe nuancent ceux de Spruyt et al. (2016), selon lesquels un manque d'efficacité externe est le prédicteur le plus fort pour le vote populiste. Dans l'ensemble, l'efficacité politique externe n'apparaît pas comme un facteur prédictif important dans notre modèle. Il en va de même de l'efficacité politique *interne*, c'est-à-dire la croyance en sa propre capacité de comprendre et de peser sur le fonctionnement du système politique, dont les effets sur le vote populiste ne sont significatifs dans aucun des cinq pays.

5.4.4. Nativisme

L'attitude nativiste s'affirme comme une variable absolument centrale pour expliquer le vote populiste. L'hypothèse 3, selon laquelle un individu adhérant aux idées nativistes est plus disposé à voter pour un parti populiste de droite, est confirmée sans équivoque, dans tous les pays et dans les deux modèles qui incluent cette variable. Ceci confirme les résultats obtenus dans les analyses des chapitres précédents, au-delà des différences dans les approches théoriques et les terrains empiriques choisis (voir chap. 3 et 4 *supra*). L'influence primordiale du nativisme dans nos modèles explicatifs suggère que, malgré leurs différences programmatiques, les partis populistes de droite se démarquent de la droite traditionnelle en mettant en avant une rhétorique nativiste, c'est-à-dire nationaliste et xénophobe. Les individus partageant leurs préoccupations idéologiques nativistes sont ceux qui ont le plus de chance de leur accorder leur vote. Une posture nativiste, dans les pays européens analysés et potentiellement dans d'autres pays, est essentielle pour comprendre le succès des partis populistes de droite. Ainsi, la croyance selon laquelle les nationaux devraient être favorisés sur le territoire national est au cœur du lien qui unit les partis populistes de droite et leur électorat. La relation la plus forte s'observe aux Pays-Bas, ce qui pourrait s'expliquer par le fait que le parti de Geert Wilders se distingue clairement par sa ligne anti-islamique. C'est ainsi cette orientation nativiste radicale qui semble fédérer les électrices et les électeurs les plus farouchement opposés à l'immigration, en particulier extra-européenne.

5.4.5. Autoritarisme

Bien que la variable mesurant l'autoritarisme n'exerce pas d'effet significatif sur le vote populiste en Suisse et en Finlande (et pas non plus en Pologne après l'introduction des variables de contrôle), elle semble jouer un rôle en France et aux Pays-Bas. Cependant, tandis qu'en France la relation prend la forme anticipée dans notre Hypothèse 4 (i.e., les électeurs plus « autoritaires » se signalent par une probabilité accrue de voter en faveur du Front National), il en va tout autrement de la relation

observée aux Pays-Bas. Dans ce pays, en effet, une tendance *moins* autoritaire augmente la probabilité de voter pour le Parti pour la Liberté (PVV). Cela pourrait être lié au contenu idéologique du PVV, que l'on peut définir comme « un populisme 'identitaire et libéral', philosémite, féministe et défenseur de l'homosexualité, mais violemment hostile à l'islam présenté comme un nouveau fascisme » (D. Reynié, cité in Mayer 2012 : 142). Certains partis de la droite populiste en Europe auraient ainsi opéré une mue « à contre-pied du populisme classique, en se présentant comme les défenseurs des libertés, des minorités sexuelles, des droits des femmes » (Mayer 2012 : 142). Ainsi, l'autoritarisme ne serait plus un trait saillant réunissant l'ensemble des partis populistes. La notion d'*homonationalisme* (Puar 2013) va dans le même sens, en affirmant que le clivage traditionnel entre la droite conservatrice et la gauche progressiste sur les droits des homosexuels (ou plus largement de la « communauté LGBTQ+ ») a été remplacé par un nouveau clivage opposant un islam perçu comme rétrograde et obscurantiste aux valeurs libérales des sociétés occidentales. Les défenseuses et défenseurs des droits des LGBTQ+ se tourneraient ainsi vers la droite anti-immigration, la gauche pouvant être considérée comme trop islamophile.

En résumé, l'Hypothèse 4 n'est confirmée que dans le cas de la France. Ailleurs, la relation entre autoritarisme et vote populiste est tout simplement inexistante (Suisse, Finlande), contraire à notre hypothèse (Pays-Bas), ou encore réductible à des facteurs socio-démographiques tels que l'âge, l'éducation ou la religiosité (Pologne).

5.4.6. Variables de contrôle

L'inclusion des variables de contrôle dans le Modèle 3 suggère que l'âge est un facteur explicatif du vote populiste dans tous les pays à l'exception de la Finlande. La relation négative démontre que l'électorat des partis populistes de droite est composé tendanciellement de personnes jeunes. La Finlande se distingue en étant le seul pays où l'âge n'est pas lié au vote populiste, mais aussi le seul où le sexe joue un rôle significatif et très important, dans la mesure où les femmes votent nettement moins que les hommes pour le parti *Les Vrais Finlandais*. Alors que la littérature considère généralement le genre comme un facteur prédictif important, notre modèle tend à nuancer cette affirmation. Ainsi, « il se pourrait que les femmes qui présentent plus de dispositions nativistes et anti-immigrants soient moins enclines que les hommes à dire qu'elles pensent voter pour un parti PRR [populist radical-right], mais votent autant que les hommes pour les partis PRR », ou que « la traduction de la propension à voter PRR en un vote PRR effectif » constitue un phénomène genré (Spierings & Zaslove 2015 : 157, NT).

Le niveau d'éducation est aussi un bon facteur prédictif du vote populiste, sauf dans le cas de la Finlande. Ces résultats montrent que les individus moins diplômés ont tendance à répondre plus favorablement à l'offre populiste. L'exception finlandaise peut s'expliquer par la qualité unanimement reconnue de son système éducatif, qui tendrait à réduire les différences entre les niveaux de diplôme et produirait une homogénéisation des connaissances. En revanche, le revenu subjectif n'apparaît pas comme une variable déterminante ; ainsi, sous contrôle des autres variables, la perception de sa propre vulnérabilité économique ne serait pas un facteur décisif du vote populiste, ce qui tend à confirmer les résultats obtenus dans les chapitres précédents. Finalement, la religiosité est déterminante en Pologne, pays de tradition catholique forte, où les personnes plus pratiquantes ont une probabilité accrue de voter en faveur de Droit et Justice (PiS) et des autres partis de la droite populiste polonaise — qui prétendent défendre les valeurs traditionnelles du pays, notamment face à l'Islam perçu comme un danger pour les valeurs chrétiennes. A cet égard, la comparaison entre les Modèles 2 et 3 suggère que l'effet de la pratique religieuse est partiellement redondant avec celui de l'autoritarisme, de sorte qu'une partie de l'explication du vote initialement attribuée à l'autoritarisme est en réalité mieux saisie par la pratique

religieuse (et peut-être aussi par un faible niveau d'éducation et par une appartenance aux jeunes générations). La configuration des relations est fort différente aux Pays-Bas, où ce sont au contraire les personnes les *moins* religieuses qui ont la plus forte propension à voter populiste. Cette relation est surprenante de prime abord, mais elle pourrait signaler — tout comme l'association négative entre autoritarisme et vote populiste — une transformation de l'argumentaire populiste entreprise par le PVV, incitant les personnes peu religieuses à adhérer à un discours politique revendiquant la laïcité comme la meilleure défense contre « l'islamo-fascisme ».¹³²

5.5. Discussion générale et conclusion

Notre étude avait pour objectif principal d'étudier les liens entre la confiance politique, la confiance interpersonnelle et le vote populiste. En articulant la littérature sur l'offre des partis populistes de droite avec la recherche empirique prenant le point de vue des électrices et des électeurs, c'est-à-dire *la demande politique* en faveur de ces partis, nous avons proposé un modèle explicatif du vote au niveau individuel. Ce modèle a été testé au moyen des données récoltées dans le cadre de la septième vague du *European Social Survey* (ESS, 2014–2015). Ces données nous ont permis de mesurer diverses composantes de la confiance politique et interpersonnelle, ainsi que certaines dimensions associées à la définition du populisme (e.g., autoritarisme, nativisme), afin de déterminer leur influence sur le vote en faveur des partis populistes de droite dans cinq pays européens (Suisse, Finlande, France, Pays-Bas et Pologne). Dans cette conclusion, nous résumons les principaux résultats de notre analyse empirique ; nous proposons également certains éléments de réflexion pour situer les limites de notre démarche et esquissons quelques pistes pour prolonger l'analyse de notre objet de recherche.

Concernant l'hypothèse selon laquelle un capital social bas augmente la probabilité de voter pour un parti populiste de droite, il est impossible de tirer une conclusion catégorique, surtout pour la dimension de la confiance interpersonnelle. Cette dernière n'a pas d'effet significatif sur le vote dans trois pays sur cinq ; le cas particulier de la Pologne suggère que la confiance accordée aux « autres » peut même, selon les circonstances, *renforcer* la probabilité d'un vote populiste. Dans l'ensemble, il convient donc d'infirmier l'hypothèse selon laquelle un manque de confiance envers autrui mène fatalement à un vote populiste. Toutefois, afin d'affiner le test de cette hypothèse, il serait utile de disposer de mesures plus spécifiques de la confiance interpersonnelle, permettant notamment de distinguer les « autres » faisant partie du même groupe social que l'individu de ceux qui en sont exclus.

Les variables mesurant le rapport au système politique présentent certaines relations inattendues avec le vote populiste. En premier lieu, on observe que le vote populiste ne dépend nullement d'un manque de confiance dans les politiciens, pas plus que d'un manque perçu d'écoute des politiciens pour les préoccupations des citoyens (i.e., efficacité politique externe), la Pologne constituant ici une exception. De même, la confiance dans les partis politiques est soit déconnectée du vote populiste (France, Finlande, Pays-Bas), soit liée *positivement* à celui-ci (Suisse, Pologne). Autrement dit, il faut chercher ailleurs que dans la mise en cause de la fonction des partis ou des politiciens une éventuelle validation par les électeurs de la thèse populiste d'un clivage entre « peuple » et « élites ». Il apparaît immédiatement que l'effet d'un manque de confiance sur le vote populiste se concentre très fortement sur les arènes *parlementaires*, aussi bien nationales qu'européennes. Ainsi, l'*antiparlementarisme*

¹³² « Geert Wilders : 'L'idéologie islamique est fasciste' » (lefigaro.fr, 07.03.2008). Sur le concept critiqué d'islamo-fascisme, voir Schulze (2012).

est une cause très vraisemblable du vote populiste, contrairement au rejet des politiciens et des partis. Il est peut-être plus facile d'identifier des politiciens et de mettre un visage sur une action politique spécifique, tandis que le parlement pourrait être perçu comme une entité lointaine et aux prérogatives politiques mal définies. On peut également relever que les partis et les leaders populistes appartiennent eux-mêmes, bon gré mal gré, aux catégories (« partis politiques », « politiciens ») soumises aux évaluations des répondants. De la sorte, si une partie des électrices et électeurs des partis populistes traduisent dans leurs réponses la confiance qu'ils éprouvent à l'égard de « leurs » leaders ou partis, l'effet de la confiance à l'égard des *autres* partis ou politiciens peut s'en trouver artificiellement atténuée. Quoi qu'il en soit, nos résultats permettent de nuancer considérablement l'effet supposé du « clivage populiste », en identifiant l'institution parlementaire comme la principale cible du ressentiment anti-élites. Afin d'approfondir cette question, il serait intéressant de déterminer si la confiance varie en fonction des niveaux de pouvoir, et de vérifier notamment si les parlements nationaux, institutions plus éloignées des citoyens ordinaires, génèrent plus de méfiance que les parlements régionaux (par exemple dans les systèmes fédéraux) et locaux (e.g., conseils municipaux).

L'attitude nativiste se démarque comme une variable fondamentale pour comprendre la nature du vote pour un parti populiste. De fait, son impact sur le vote est extrêmement fort et significatif dans tous les pays. C'est donc une composante essentielle, non seulement de l'idéologie et du discours des partis populistes, mais aussi des motivations individuelles du vote pour ces partis. L'effet du nativisme peut être mis en parallèle avec celui de la confiance, dans la mesure où le nativisme repose sans doute en partie sur une très forte méfiance envers les étrangers, selon l'idée que ces derniers représentent une menace culturelle, politique et sécuritaire. D'après notre modèle empirique, le rejet des étrangers est un facteur clé du vote populiste dans tous les pays. Quant à l'autoritarisme, son effet est nettement plus marginal et ne s'affirme qu'en France et aux Pays-Bas. De manière intéressante, l'association *néga-tive* observée aux Pays-Bas démontre que les électeurs les *moins* autoritaires ont tendance à voter en faveur du PVV et suggère une transformation du discours populiste dans ce pays — d'une forme classique, autoritaire et conservatrice, vers une forme libérale et identitaire (féministe, homophile et violemment anti-musulmans).

Cette étude présente plusieurs limites ; à cet égard, nous proposons quelques pistes permettant d'y remédier dans le cadre de futures recherches. Comme mentionné ci-dessus, la confiance pourrait être mieux définie, et surtout mesurée de manière plus fine. Par exemple, s'agissant de la confiance interpersonnelle, il conviendrait de distinguer entre la confiance sociale généralisée (telle que mesurée dans l'ESS) et la confiance envers différents types d'individus ne faisant pas partie de son groupe social auquel appartient le répondant. Il serait également intéressant d'analyser dans quelle mesure un manque de confiance peut conduire à l'*abstention* (voir Bäck & Christensen 2016). En effet, l'adhésion à un discours populiste ne se traduit pas nécessairement par un vote, mais peut être le révélateur d'un désengagement progressif vis-à-vis du système politique et constituer un frein à la participation politique conventionnelle. Enfin, alors que les partis populistes ont renforcé leur présence à différents échelons du système politique ces dernières années, il serait intéressant de mener une analyse diachronique pour comparer l'importance des facteurs du vote populiste au cours du temps. En effet, non seulement la confiance politique et interpersonnelle est un jugement fluctuant à moyen et long terme, mais en outre l'occurrence de certains événements relativement proches de l'échéance électorale peut influencer la manière dont la confiance affecte le vote populiste.

5.6. Annexes

Annexe 1 : Items de la variable autoritarisme

Nom (libellé) ESS vague 7	Étendue (modalités)	Moyenne	Médiane	Ecart-type
<i>impfree</i> (Important to make own decisions and be free)	1 (très important) – 6 (pas du tout important)	2.16	2	1.10
<i>freehms</i> (Gays and lesbians free to live life as they wish)	1 (tout à fait d'accord) – 5 (pas du tout d'accord)	1.92	2	1.14
<i>ipstrgv</i> (Important that government is strong and ensures safety)	1 (très important) – 6 (pas du tout important)	2.43	2	1.20
<i>ipfrule</i> (Important to do what is told and follow rules)	1 (très important) – 6 (pas du tout important)	3.15	3	1.42
<i>imptrad</i> (Important to follow traditions and customs)	1 (très important) – 6 (pas du tout important)	2.88	3	1.41

Note : Pour une description des items issus du Questionnaire des Valeurs par Portraits (*impfree*, *ipstrgv*, *ipfrule*, *imptrad*), voir chap. 4.3.2 *supra*.

Annexe 2 : Items de la variable nativisme (α de Cronbach=0.71)

Nom (libellé) ESS vague 7	Étendue (modalités)	Moyenne	Médiane	Ecart-type	α de Cronbach en cas de suppression*
<i>imtcjob</i> (Immigrants take jobs away in country or create new jobs)	0 (take jobs away) – 10 (create new jobs)	4.94	5	2.13	0.69
<i>qfimcmt</i> (Qualification for immigration: committed to way of life in country)	0 (extremely unimportant) – 10 (extremely important)	7.36	8	2.37	0.69
<i>imbleco</i> (Taxes and services: immigrants take out more than they put in or less)	0 (generally take out more) – 10 (generally put in more)	4.52	5	2.07	0.69
<i>imwbcrm</i> (Immigrants make country's crime problems worse or better)	0 (crime problems made worse) – 10 (crime problems made better)	3.86	4	1.97	0.70
<i>imdetbs</i> (Immigrant different race/ethnic group majority: your boss)	0 (not mind at all) – 10 (mind a lot)	2.43	2	2.74	0.67
<i>imdetmr</i> (Immigrant different race/ethnic group majority: married close relative)	0 (not mind at all) – 10 (mind a lot)	2.49	1	2.88	0.67
<i>gvrfgap</i> (Government should be generous judging applications for refugee status)	1 (agree strongly) – 5 (disagree strongly)	2.72	3	1.11	0.69
<i>qfimlng</i> (Qualification for immigration: speak country's official language)	0 (extremely unimportant) – 10 (extremely important)	6.66	7	2.66	0.70
<i>pplstrd</i> (Better for a country if almost everyone shares customs and traditions)	1 (agree strongly) – 5 (disagree strongly)	2.78	3	1.12	0.69

Note : * : coefficient calculé une fois les items transformés (inversés ou reportés sur une échelle de 0 à 10) pour tous les pays combinés.

6. Vote rétrospectif et enjeux de performance : Le rôle de l'identification partisane

MAUD REVEILHAC & CHARLOTTE VIDAL KRÄNZLIN

6.1. Introduction

Les résultats des élections sont quelquefois surprenants. Cautrès et Mayer (2004) qualifient de « désordre électoral » le premier tour des présidentielles françaises de 2002, dans laquelle non seulement la défaite de Jospin face à Le Pen était inattendue, mais également le nombre record d'abstentions. Tout se passe comme si les électeurs créditaient ou infligeaient un blâme à certains candidats, sans tenir entièrement compte des politiques publiques et sociales ayant pu affecter la conjoncture précédant l'élection (Campbell et al. 2010). Ainsi, lors de l'élection présidentielle américaine de 2000, la perception d'une économie en bonne santé a été non seulement bénéfique pour l'évaluation de la performance de Clinton, mais a permis au candidat démocrate Al Gore de profiter du soutien de l'électorat satisfait (2010 : 1092).¹³³ En 2004, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) remportait les élections générales face au Parti Populaire (PP), au pouvoir et donné comme largement favori. Le revirement de situation s'était produit trois jours avant l'élection, au moment des attentats du 11 mars, à la suite desquels l'opinion publique accusa le chef du gouvernement José María Aznar de mettre en cause l'ETA (plutôt qu'Al Qaïda, le véritable commanditaire) afin de favoriser le maintien au pouvoir du PP (Martín 2004).

L'intérêt de ces exemples est de montrer que l'appréciation de la performance du parti ou de la coalition au pouvoir représente un facteur-clé de l'attribution des responsabilités, essentielle pour cerner la formation de l'opinion en situation électorale. En ce sens, notre étude s'intéresse davantage aux formes plutôt qu'aux raisons des comportements électoraux. Il ne s'agit donc pas de déterminer si les mesures prises par le gouvernement en exercice reflètent les promesses faites pendant la campagne électorale ou les préférences des citoyens, mais plutôt de se focaliser sur l'évaluation par ces derniers de la gestion d'enjeux tels que l'économie, la santé, ou l'éducation. Le modèle sous-jacent à cette approche est celui du **vote rétrospectif**, que l'on peut décrire comme un processus en plusieurs étapes (Healy & Malhotra 2013 : 289). Tout d'abord, les électeurs et électrices sont témoins des conditions socio-économiques ou d'événements particuliers, s'en font une idée plus précise par le biais de diverses sources d'information, puis observent les mesures ou les engagements pris par les différents partis politiques. Sur cette base, ils peuvent ensuite attribuer la responsabilité des événements aux partis, afin d'évaluer la performance du gouvernement et de l'opposition et, finalement, de motiver leur décision de vote. Dans cette conception de la formation du choix électoral, les préférences politiques des électeurs reposent avant tout sur la prise en considération de différents *enjeux*. L'importance attribuée à certains enjeux influence le lien entre l'évaluation de la performance des partis et le choix de vote, et ceci de manière partiellement indépendante de l'attachement partisan (Fournier et al. 2003). Ainsi, il importe non seulement de savoir comment les électeurs évaluent la position des différents partis par rapport à leurs propres préférences politiques, mais aussi de déterminer à partir de quels critères et dans quelles circonstances ils motivent un choix de vote plutôt qu'un autre.

¹³³ Malgré sa défaite au décompte des « grands électeurs », Gore remporta le vote populaire (48.4%, contre 47.9% pour son adversaire Républicain Bush), et le résultat du vote fut vivement contesté, l'écart entre les deux candidats étant historiquement faible.

Quels sont les choix de vote envisageables pour les citoyens exprimant une affinité partisane ? Pour y répondre, ce travail s'appuie essentiellement sur deux considérations. La première est que « les électeurs ne sont pas des imbéciles » (Key 1966 : 7, NT) ; ils forgent leur opinion de vote avec des préférences allant au-delà de leur seule identification partisane. La seconde est que, selon Fiorina (1981 : 84), l'identification partisane peut être décrite comme le résultat cumulé d'évaluations, aussi bien positives que négatives, qu'une personne établit tout au long d'un mandat gouvernemental sur la performance des différents partis politiques (*running tally*). Dans cette optique, l'identification partisane est plus malléable en comparaison du concept original proposé par les auteurs de Michigan (Campbell et al. 1960), pour qui le vote est essentiellement une question d'attachement durable et de sentiment d'allégeance à un parti (Berglund et al. 2005 : 105-106 ; Johnston 2006 ; Lehingue 2011 : 163-167). S'il est indéniable que l'attachement partisan influence les opinions par rapport à certains enjeux ou candidats, jusqu'au point de parler du vote de soutien au parti auquel on s'identifie comme d'un vote « normal » (Campbell et al. 1966), le modèle du vote rétrospectif permet d'envisager d'autres choix. Notre étude considère *le vote dissident* (c'est-à-dire un vote pour un autre parti que celui dont on se sent le plus proche) ainsi que *l'abstention* comme des choix de vote rationnels, compte tenu de la possibilité que les préférences partisans évoluent en fonction de l'appréciation de la performance des partis dans le traitement de certains enjeux.

6.2. Cadre théorique

6.2.1. Identification partisane et vote sur enjeux

Les modèles du comportement de vote considérant la stabilité électorale comme une composante essentielle ont pour point commun d'appréhender l'identification partisane comme relativement stable, puisque acquise au cours du processus de socialisation politique, et durable, puisque reproductible lors d'élections successives (Kuhn 2009). En effet, alors que l'École de Columbia (Lazarsfeld et al. 1948) et la théorie des clivages (Lipset & Rokkan 1967) attribuent cette stabilité à l'influence des caractéristiques socio-structurelles liant des groupes d'électeurs aux différents partis politiques, l'École de Michigan considère l'identification partisane comme déterminante dans le lien entre électeurs et partis politiques. Dans *The American Voter* (Campbell et al. 1960), les chercheurs de Michigan concluent que l'électorat a de faibles connaissances à la fois sur les questions politiques et sur le positionnement des partis par rapport à différents enjeux. Cette conceptualisation sera fortement remise en question lors de l'essor de l'approche du choix rationnel. Par exemple, *The Changing American Voter* (Nie et al. 1976) conclut à une forte progression du vote sur enjeux et de la volatilité électorale aux États-Unis, en soulignant l'existence d'un lien entre le déclin des identifications partisanses et la multiplication des « électeurs rationnels sur enjeux ». Cette embellie de la « rationalité » serait due notamment à une « mobilisation cognitive » — reposant sur l'augmentation du niveau d'éducation et sur la généralisation de l'accès à l'information — qui permettrait aux citoyens d'être mieux à même de développer des compétences et des ressources politiques, tout en diminuant leur dépendance à l'égard des partis (Dalton 1984).

Reprenant l'idée centrale du modèle spatial de Downs (1957 : chap. 8), le modèle du vote sur enjeux dits « de proximité » (*proximity model*) dispose que chaque électeur et électrice et chaque parti (ou candidat.e) peut être représenté dans un espace constitué d'autant de dimensions qu'il y a d'enjeux saillants durant la campagne électorale. Sur chaque dimension, c'est la proximité entre électeur et parti qui détermine l'utilité du vote pour chaque parti (Rabinowitz & Macdonald 1989 : 95). En fin de compte,

l'électeur devrait accorder son vote au parti qui maximise son utilité (i.e., qui minimise la « distance euclidienne ») sur l'ensemble des dimensions. Dans un tel modèle, le vote ne peut être que prospectif¹³⁴, puisqu'il n'y a pas d'évaluation des actions passées mais plutôt des positions politiques défendues ou, si l'on préfère, des promesses électorales. Tout en restant dans le cadre des théories du vote sur enjeux, le modèle *directionnel* offre quant à lui une perspective différente du modèle de proximité. Ce modèle postule que les électrices et électeurs ne distinguent pas clairement les positions des différents partis politiques (ou des candidats) sur une série d'enjeux (Rabinowitz & Macdonald 1989 : 94 ; Evans 2004 : 105-107). Pour déterminer leur choix de vote, ils examinent la position générale de chaque parti ou candidat sur chaque enjeu considéré comme saillant, en se demandant si le parti ou candidat est « du même bord » qu'eux par rapport à un point neutre distinguant par exemple les positions progressistes des positions conservatrices. Le parti ou candidat choisi sera celui qui, dans l'ensemble, se trouve le plus souvent « du bon côté » — c'est-à-dire celui de l'électeur. L'extrémité des positions est donc « payante » selon le modèle directionnel, alors que la convergence vers « l'électeur médian » apparaît plus rationnelle dans la perspective du modèle de proximité (Merrill & Grofman 1999 : 23).

6.2.2. Le vote rétrospectif

L'approche du choix rationnel a fait l'objet de nombreuses critiques, notamment en raison de son incapacité à expliquer le paradoxe du vote.¹³⁵ Cette approche a également stimulé un débat important sur le *cadre temporel* du vote sur enjeux, mettant aux prises les partisans d'un **vote prospectif** (i.e., les citoyens se focalisent sur les programmes et les promesses électorales) aux partisans d'un **vote rétrospectif** (i.e., les citoyens se basent sur les politiques mises en œuvre dans le passé).¹³⁶ Pour Downs (1957 : 38-45), il est rationnel pour les citoyens de « regarder en arrière », dans la mesure où les actions passées d'un gouvernement sont l'un des meilleurs moyens dont ils disposent pour anticiper ses politiques futures. Dans l'ensemble, toutefois, l'orientation du vote est prospective, notamment parce qu'il est difficile de prendre en compte la performance des partis d'opposition, ceux-ci n'ayant guère pu mettre en œuvre de mesures concrètes sur lesquelles les électeurs puissent fonder leur choix de vote (Clarke et al. 2009 : 48). Par contraste, V.O. Key (1966) développe un modèle de vote rétrospectif, dans lequel les électrices et électeurs sont capables d'ajuster leur choix partisan en fonction de leur évaluation de l'action du parti au pouvoir dans les différents domaines. L'identification partisane reste un critère de choix important, mais son effet est tempéré par les évaluations rétrospectives. En d'autres termes,

¹³⁴ Un vote prospectif implique un choix de vote basé sur la consultation des programmes des partis en lice et, par conséquent, sur l'appréciation des promesses électorales par rapport à l'utilité maximale attendue par l'électeur (Evans 2004 : 135). Nous y reviendrons plus bas.

¹³⁵ Le paradoxe du vote repose sur le constat que les citoyens participent aux élections dans des proportions généralement importantes, alors que, d'un point de vue rationnel, ils devraient le plus souvent s'abstenir puisque les coûts (en termes de ressources variées) sont plus élevés que les bénéfices escomptés (voir Tadzaït & Nessah 2013).

¹³⁶ La question du "time frame" du vote sur enjeux alimente depuis une cinquantaine d'années un débat très nourri qu'il serait vain de restituer ici. On notera tout de même que la stylisation de ce débat comme un affrontement entre les positions de Key (1966) et Downs (1957) — dont nous retiendrons ici les grandes lignes — est largement exagérée, comme en témoigne l'analyse beaucoup plus nuancée fournie par Fiorina (1981). Par ailleurs, certains travaux empiriques (e.g., Lockerbie 1992 ; Norpoth 1996) démontrent que les évaluations prospectives et rétrospectives sont en partie interdépendantes et exercent toutes deux des effets directs et/ou indirects sur le vote. En particulier, dans la mesure où les évaluations prospectives sont tributaires des évaluations rétrospectives (voir *infra*), la distinction classique entre vote prospectif et vote rétrospectif s'estompe en grande partie (Lewis-Beck et al. 2008 : 378).

"[A]n administration seems to lose the votes of its erstwhile supporters who dissent from actions it has taken. The [results] seem to verify the journalistic superstition that *the people only vote against; never, for.* (...) Standpatters stay by the party even though they agree with the opposition party. But those who agree with their party are most inclined to stay with it. *Policy preference reinforces party loyalty.* Those whose policy preference conflicts with their party voting record are most likely to defect" (Key 1966 : 60, 150; accentuation ajoutée).

L'approche de Key marque une double opposition. D'une part, cette approche prend ses distances avec la rationalité downsienne, fondée sur le concept de « différentiel d'utilité », et lui substitue le concept d'électeur « responsable », dont la motivation première n'est pas de choisir le « meilleur gouvernement possible » (Downs 1957 : 240) mais d'évincer du pouvoir les partis dont la performance n'a pas été à la hauteur de leurs attentes. D'autre part, Key s'oppose à l'école de Michigan dans la mesure où il récuse le concept d'identification partisane comme un attachement indéfectible et comme un « filtre perceptif » empêchant quasiment toute remise en cause des choix électoraux antérieurs. Bien que certains électeurs restent fidèles à leur parti « quoi qu'il arrive » ("standpatters"), d'autres se résoudront à sanctionner leur parti de prédilection s'ils estiment que sa gestion des affaires n'a pas été conforme à ce qu'ils en espéraient (voir l'exemple du *New Deal* : Key 1966 : 43-52).

Dans ce contexte, les préférences sur les enjeux *économiques* semblent jouer un rôle primordial pour le vote rétrospectif — cette primauté de l'économie a d'ailleurs favorisé, au sein de l'approche du vote sur enjeux, l'émergence d'une approche particulière dévolue au « vote économique ». A cet égard, Fiorina (1981) indique que les citoyens peuvent voter de manière rétrospective sans avoir nécessairement beaucoup d'information sur la situation politique, mais en se basant uniquement sur quelques évaluations générales de la performance économique du gouvernement en place. A leur tour les évaluations économiques sont tributaires, entre autres, des perceptions de l'état de l'économie nationale et de la *situation financière personnelle des votants* — plus celle-ci s'est (subjectivement) améliorée, plus le parti ou candidat sortant en sera récompensé ; plus elle s'est péjorée, plus grande sera la sanction contre le sortant (1981 : 108-121 ; voir aussi Lewis-Beck et al. 2008 : chap. 13). D'une certaine manière, le vote rétrospectif esquissé par Key est donc un *référendum sur l'état de l'économie nationale et domestique*. Achen et Bartels (2016) observent que le modèle rétrospectif est fondamentalement différent du vote sur enjeux basé sur la proximité (ou la compatibilité) des positionnements entre partis et électeurs dans un espace complexe de préférences politiques :

"These 'retrospective' voters have no policy preferences representable as 'ideal points' in multidimensional space. They may know little or nothing about the policies any government has actually enacted. They only know whether things have gone well or badly under the incumbents, and they vote on the basis of that retrospective evaluation" (2016 : 114-115).

Les évaluations de performance agissent ainsi comme des heuristiques pour juger de la compétence générale du gouvernement et des partis politiques (Lupia 1994). À ce propos, il convient de se référer aux travaux de psychologie sociale selon lesquels les citoyens tendent à accorder davantage de poids aux *outputs* négatifs des politiques publiques et, par conséquent, à développer un biais négatif à l'égard du gouvernement en charge de leur application, plutôt qu'à reconnaître les mérites des actions gouvernementales (Weaver 1986 ; Green & Jennings 2017 : 182ff.). Dans les termes du vote rétrospectif, la logique de sanction prendrait ainsi le dessus sur la logique de récompense. Il est donc important de comprendre comment la responsabilité des problèmes économiques et politiques est attribuée aux partis ou aux candidats, et comment cette attribution est liée à la qualité de leur performance. A cet égard, une étude sur

l'élection américaine de 2008 suggère que Barack Obama a tiré le plus grand profit de la perception généralisée d'une crise économique émergente, qui s'est révélée au contraire fatale à son adversaire Républicain John McCain, héritier du bilan du président sortant Bush ; cependant, ce vote rétrospectif s'avère beaucoup plus important parmi les votants qui pensent que le président — plutôt que le Congrès ou les chefs d'entreprise — est aux commandes de l'économie (Lewis-Beck & Nadeau 2009).

Dans la même perspective, plusieurs auteurs montrent que la *clarté* avec laquelle la responsabilité des enjeux peut être attribuée à l'action gouvernementale varie en fonction du contexte politique (*clarity of responsibility hypothesis*). Par exemple, les systèmes « pluralistes » ou « consensuels », qui « répartissent le pouvoir entre partis rivaux » (Tillman 2008 : 1294, NT ; Hellwig 2011), ou les gouvernements caractérisés par une faible cohésion et une forte hétérogénéité (Hobolt et al. 2013), tendent à obscurcir la chaîne de responsabilité pour le traitement des enjeux et à restreindre la magnitude du vote rétrospectif. Dans ce contexte, le soutien à un parti de gouvernement varie en fonction de l'évolution perçue de la situation économique nationale : il est plus fort lorsque les votants perçoivent une amélioration au cours de l'année écoulée (vote de récompense), et moins fort lorsqu'ils perçoivent une stabilité ou, plus encore, une dégradation de la situation (vote de sanction). Dans le même temps, le vote en faveur d'un parti de l'opposition et l'abstention varient en sens inverse du vote pour un parti sortant, puisqu'ils tendent à augmenter à mesure que les perceptions deviennent plus négatives (Tillman 2008). Par ailleurs, ces relations sont modérées par l'identification partisane des électeurs. Ainsi, le vote de récompense est plus fort parmi les citoyens qui s'identifient à un parti de gouvernement (vs. d'opposition) ; et les citoyens qui ne s'identifient à aucun parti sont les plus susceptibles d'opérer alternativement selon les *deux* logiques (récompense et sanction). Finalement, toutes ces relations s'observent avant tout dans les contextes institutionnels et partisans favorisant une identification claire des responsabilités ; en revanche elles disparaissent presque entièrement dans les systèmes où les attributions de responsabilité sont plus floues. De manière intéressante, cet effet contextuel affecte moins le comportement électoral des individus sans identification partisane, pour lesquels une dégradation perçue des conditions économiques conduit toujours à l'abstention et à un vote de sanction contre les partis de gouvernement (Tillman 2008 : 1302). Par ailleurs, l'hypothèse de la clarté de responsabilité ne se limite pas à l'économie, mais se vérifie pour d'autres enjeux comme le système de santé (Hobolt et al. 2013).

De cette présentation succincte des travaux sur le vote rétrospectif nous retenons trois points importants pour la suite de notre analyse. Premièrement, au même titre que le vote de sanction ou le vote de récompense, *l'abstention* est une conséquence possible de l'évaluation des enjeux, même si elle est souvent négligée dans l'analyse du vote rétrospectif. En second lieu, une telle analyse se doit de prendre en compte le *contexte* dans lequel les évaluations des enjeux sont produites, notamment parce que la simple possibilité d'attribuer clairement à un acteur particulier (chef d'état ou de gouvernement, parti, coalition, etc.) la responsabilité de la gestion des problèmes socio-politiques varie considérablement d'un pays à l'autre. Il s'ensuit la nécessité d'étudier le vote rétrospectif dans une perspective comparative, afin de mieux identifier l'impact du contexte sur les mécanismes sous-jacents à ce type de comportement. Finalement, si l'analyse du vote rétrospectif s'est longtemps cantonnée à la dimension économique, l'attention s'est progressivement étendue à d'autres enjeux tels que les affaires étrangères, l'éducation ou la santé (e.g., Lockerbie 1992 ; Healy & Malhotra 2013 ; Hobolt et al. 2013). A vrai dire, il n'existe aucune raison particulière pour limiter le champ d'application du vote rétrospectif au domaine économique ; Key (1966) lui-même n'hésitait pas à examiner les effets rétrospectifs des évaluations sur les questions institutionnelles ou internationales. En revanche, comme nous le verrons ci-après, il existe des raisons pour restreindre le vote rétrospectif aux enjeux « de valence » ou « de performance » (e.g. Dalton 2002 : chap. 10).

6.2.3. Le vote de performance : satisfaction et attribution de responsabilité

Afin de mieux cerner la nature du vote rétrospectif, il faut ajouter que l'évaluation de la performance des partis est également tributaire de l'agenda politique et de la réputation de chaque parti. La théorie de l'appropriation des enjeux (*issue ownership*) implique que les partis politiques développent une réputation dans le traitement de certains enjeux (Bélanger & Meguid 2008). La compétence reconnue de certains partis à prendre en charge ces enjeux devrait alors augmenter leur probabilité d'être soutenus lors d'une élection durant laquelle ces enjeux apparaissent comme saillants. Ceci d'autant plus s'il s'agit d'**enjeux « de valence »**, c'est-à-dire d'enjeux sur lesquels les partis ne peuvent se différencier les uns des autres en raison d'un consensus général sur les *buts* à atteindre (Butler & Stokes 1969 ; Green & Hobolt 2008). Par exemple, rares sont les partis (et les citoyens) à ne *pas* souhaiter un taux de chômage bas, une faible criminalité, un environnement naturel préservé, ou un système de santé de bonne qualité ; en revanche, la plupart des partis sont en désaccord sur les *moyens* de parvenir à ces résultats hautement désirables. Les enjeux de valence, parfois nommés « enjeux de performance » (e.g., Petrocik 1996 ; Dalton 2002), sont peut-être de plus en plus emblématiques de la politique contemporaine, marquée par un déclin des oppositions polaires telles que le clivage gauche-droite (Green 2007). En tous cas, ils se distinguent des **enjeux de position**, sur lesquels les partis se positionnent de manière clairement contrastée, de part et d'autre d'un continuum de jugement bipolaire, souvent de nature idéologique — par exemple, libéral versus conservateur, pro- versus anti-européen, etc. (Stokes 1992).

Le « **vote de performance** » est donc basé sur la compétence perçue des partis à gérer certains enjeux — ce qui en fait une forme particulière de « vote de compétence » (*competence voting*) appliquée aux enjeux. Le vote de performance doit être absolument différencié d'autres modèles de vote sur enjeux, à savoir les modèles de proximité et les modèles directionnels présentés plus haut, qui reposent sur des enjeux de position. L'approche du vote basée sur les enjeux de valence implique que les électrices et électeurs jugent les partis à l'aune de leur performance passée sur un nombre limité d'enjeux, qui ne reflètent pas nécessairement les enjeux soulevés lors de la campagne électorale (Clarke et al. 2009 : 46). Ces enjeux varient donc d'un individu à l'autre ; de sorte qu'un test empirique du vote de performance nécessiterait, idéalement, de connaître la saillance relative des différents enjeux de performance pour chaque individu. Cette mesure n'existe malheureusement pas dans les données empiriques que nous utiliserons (voir chap. 6.3 *infra*). Notre approche du vote de performance se réduit ainsi aux effets combinés de trois variables explicatives : l'identification partisane, l'évaluation des enjeux, et l'évaluation générale de l'action gouvernementale. Ces variables seront utilisées pour prédire trois types de comportement électoral : le vote conforme (i.e., vote de soutien au parti préféré) ; le vote dissident (i.e., vote pour un autre parti que le favori de l'électeur) ; et l'abstention.

Dans le cadre de cette étude, nous nous limiterons aux individus qui s'identifient à un parti politique. On peut donc diviser cet électorat entre les citoyens qui s'identifient à un parti gouvernemental et ceux qui s'identifient à un parti d'opposition. En ce sens, la conceptualisation de l'**identification partisane** comme un attitude partisane malléable ("*running tally*" ; Fiorina 1981) suggère que les individus s'identifiant à un parti au gouvernement devraient suivre une logique de récompense lors de l'élection, c'est-à-dire qu'ils devraient réélire ce parti (ou ses candidats), plutôt que de le sanctionner en votant pour un autre parti ou en s'abstenant. En effet, dans l'hypothèse où les électeurs d'un parti de gouvernement sont fortement déçus de l'action de ce dernier dans un ou plusieurs domaines importants, ils ne devraient plus s'identifier à ce parti. Toutefois, il faut toujours compter sur l'existence d'un électorat « loyaliste » — les "*standpatters*" décrits par Key (1966) — qui vote toujours pour « son » parti « quoi qu'il arrive ». Cette éventualité s'impose tout d'abord si l'on conçoit l'identification partisane comme un attachement personnel, affectif et durable

(Michigan) ; mais il faut également prendre en considération la manière dont l'identification partisane *biaise la perception* des faits et des enjeux politiques. Bartels (2002) a bien montré le biais partisan très fort qui prévaut dans la perception des conditions économiques aux Etats-Unis : les personnes qui s'identifient fortement au Parti Républicain sont cinq fois plus nombreuses que leurs homologues Démocrates à considérer que la situation du pays sur le plan du chômage et de l'inflation était « bien meilleure » à la fin des années 1980 qu'au début de la décennie, c'est-à-dire — et ce n'est pas un hasard — après la présidence du Républicain Reagan. On retrouve de telles perceptions faussées par le filtre de l'identification partisane par rapport à d'autres faits « objectifs » comme la présence d'armes de destruction massive en Irak ou l'affiliation religieuse de Barack Obama (Hollander 2010 ; Nyhan & Reifler 2010). Pour ces différentes raisons, et *toutes choses égales par ailleurs*, on peut s'attendre à une prédominance du vote conforme sur les autres formes de comportement.

Dans cette étude, l'évaluation de la performance des partis sera mesurée, à défaut de mieux, par la **satisfaction des citoyens envers quatre enjeux de valence**. Ainsi, plus les individus se déclarent satisfaits de la situation de leur pays dans le domaine de l'économie, de l'éducation, de la santé ou du fonctionnement de la démocratie, plus ils devraient — *ceteris paribus* — mettre cette satisfaction au crédit du parti (ou de la coalition de partis) au pouvoir. En effet, selon le modèle esquissé plus haut, les citoyens ne s'appréhendent de tels enjeux de valence suivant une logique de performance et dans une optique rétrospective, débouchant sur un vote de récompense ou de sanction. De la même manière, la **satisfaction à l'égard de l'action gouvernementale** devrait profiter à ce dernier ; à l'inverse, les partis d'opposition devraient engranger les bénéfices d'une insatisfaction vis-à-vis de la performance du gouvernement en place. Compte tenu de notre conceptualisation du vote en trois catégories renvoyant à la loyauté, à la dissidence et à l'abstention, on s'aperçoit aisément qu'une augmentation de la satisfaction à l'égard des enjeux de valence et à l'égard de la performance gouvernementale ont des conséquences diamétralement opposées pour les citoyens s'identifiant à un parti de gouvernement et pour ceux s'identifiant à un parti d'opposition. En effet, une satisfaction plus élevée tendra à renforcer le vote conforme parmi les personnes s'identifiant à un parti de gouvernement, mais elle tendra à renforcer le vote dissident et l'abstention parmi les personnes se sentant proches d'un parti d'opposition. Formellement, cela revient à postuler une *interaction* entre, d'une part, le type de parti auquel l'individu s'identifie, et d'autre part les différentes mesures de satisfaction.

Cependant, il y a lieu de considérer l'influence *combinée* de la satisfaction à l'égard de l'action gouvernementale et des **évaluations sectorielles** (nous utiliserons désormais ce terme pour désigner les évaluations à l'égard des différents enjeux de valence). D'une part, il est tout à fait possible qu'une personne s'identifiant à un parti d'opposition évalue de manière positive l'action gouvernementale, tout en se déclarant insatisfait, par exemple, de l'état du système de santé ; alternativement, un sympathisant d'un parti au pouvoir, bien que globalement satisfait de l'action gouvernementale, peut émettre des réserves sur la situation de son pays dans le domaine de l'éducation, par exemple. Ce type d'ambivalence n'est sans doute pas rare, mais il met en jeu de multiples cas de figure dont l'analyse dépasserait largement le cadre du vote sur enjeux et l'ambition de notre étude. Ceci étant, la multiplication des enjeux de valence au cours des dernières décennies (Green 2007) implique la possibilité d'une dissociation toujours plus grande entre les évaluations sectorielles et la satisfaction générale à l'égard du gouvernement et nous invite à revenir au cœur du mécanisme du vote rétrospectif.

A cet égard, la recherche empirique suggère que *l'attribution des responsabilités* pour la gestion des problèmes économiques et sociaux joue un rôle significatif dans la dynamique du vote rétrospectif (e.g., Rudolph 2003 ; Tillman 2008 ; Söderlund 2008 ;

Duch & Stevenson 2008 ; Healy & Malhotra 2013). En effet, si le gouvernement en place n'est pas jugé suffisamment compétent pour traiter les enjeux qui se posent à une société, alors les citoyens ne se sentiront pas redevables du bon fonctionnement de leur pays dans tel ou tel domaine — après tout, la bonne marche de l'économie et d'autres secteurs est tributaire de facteurs échappant à l'action gouvernementale. À l'inverse, si les conditions économiques et sociales d'un pays sont stables ou s'améliorent, le gouvernement en percevra les dividendes (Fiorina 1981 ; Gomez & Wilson 2001 ; Achen & Bartels 2016). Cet argument repose sur l'idée qu'une conjoncture économique favorable aura tendance à renforcer la réputation de compétence du gouvernement. Même si les bons résultats économiques échappent eux aussi, pour partie, à l'action gouvernementale, de nombreux individus sont convaincus que l'on « ne change pas une équipe qui gagne » et accordent le bénéfice du doute au gouvernement en place. À vrai dire, la satisfaction à l'égard du gouvernement présente certaines ressemblances avec le concept de « compétence généralisée » développé par Green et Jennings (2012, 2017) ; comme celui-ci, la satisfaction à l'égard du gouvernement rassemble probablement, dans un cocktail largement indéfinissable, de la confiance, de la popularité et de la sympathie. C'est pourquoi le jugement de satisfaction à l'égard du gouvernement est vulnérable aux « chocs exogènes » affectant la popularité de tout exécutif (scandales, crises internationales, etc.), mais il est sans doute modérément corrélatif du degré auquel les individus considèrent le gouvernement comme compétent et responsable pour la résolution des problèmes économiques et sociaux.

Toutefois, la compétence *générale* attribuée à un gouvernement ne l'exonère pas de sa responsabilité pour la gestion de problèmes *particuliers*. Au contraire, un gouvernement jugé globalement compétent, par exemple pour sa bonne gestion de l'économie, est supposé disposer des capacités et des moyens d'action nécessaires à la gestion d'autres enjeux — notamment sous la forme de meilleures recettes fiscales permettant de financer les systèmes sociaux tels que l'éducation ou la santé. C'est pourquoi un gouvernement perçu comme compétent sera plus directement tenu pour responsable des éventuelles défaillances de son action dans tel ou tel domaine. Formellement, cela revient à postuler que l'élasticité du vote par rapport aux évaluations sectorielles varie en fonction de l'évaluation de compétence du gouvernement. Lorsque la compétence est perçue comme faible, le vote en faveur du gouvernement sera réduit, mais surtout il ne variera que peu en fonction des évaluations sectorielles ; inversement, lorsque la compétence perçue est élevée, le vote en faveur du gouvernement sera renforcé, et il tendra à varier en fonction des évaluations sectorielles. En d'autres termes, l'évaluation générale du gouvernement *modère* l'effet des évaluations sectorielles sur le vote. Comme la probabilité d'un vote conforme, dissident ou de l'abstention dépend également du type de parti (de gouvernement ou d'opposition) auquel l'individu s'identifie, nous postulons une *interaction triple* entre le type de parti d'identification, la satisfaction générale à l'égard du gouvernement et les différentes évaluations sectorielles.

Pris dans son ensemble, le modèle développé plus haut permet de formuler des prédictions non triviales, en particulier concernant la probabilité d'un vote dissident. Sous réserve qu'un enjeu sectoriel, par exemple l'éducation, soit saillant pour une personne, celle-ci aura tendance à abandonner son parti de préférence lorsqu'elle juge le gouvernement en place comme compétent *et qu'en même temps* elle évalue son action comme positive dans le domaine éducatif. Toutefois, si l'action gouvernementale est évaluée de manière globalement négative, *ou autrement* si la situation du système éducatif est jugée comme préoccupante, alors la probabilité d'un vote dissident sera plus limitée. En revanche, notre modèle ne spécifie pas sous quelles conditions l'abstention peut s'imposer au votant rétrospectif comme un choix alternatif au vote dissident. L'abstention peut signaler une désaffection générale à l'égard du système politique — une forme de « sortie du jeu » qui se substitue en partie au vote dissident

(Söderlund 2008 ; Dassonneville et al. 2015). Toutefois, l'abstention peut également être considérée comme une option stratégique dont disposent les sympathisants d'un parti d'opposition satisfaits de la performance du gouvernement en place pour ne pas contrecarrer sa réélection sans pour autant « trahir » véritablement leur parti. Cette deuxième vision de l'abstention peut être conçue plus généralement comme une forme de résignation dans laquelle le désamour à l'égard du parti de préférence ne suffit pas à allumer le feu de la dissidence.

De fait, une étude menée dans plusieurs pays scandinaves suggère que le degré d'insatisfaction à l'égard du parti pour lequel les individus ont voté lors de l'élection précédente est lié de manière très similaire aux probabilités d'un vote dissident et d'une abstention (Söderlund 2008). Par contraste, une autre étude conduite sur une base empirique plus étendue (36 élections dans 22 pays) démontre que, par rapport au vote dissident, l'abstention est plus largement motivée par l'insatisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie, mais également *moins* tributaire de l'image (négative ou positive) du parti qu'ils ont choisi lors de l'élection précédente (Dassonneville et al. 2015). Ce constat est donc compatible avec les *deux* motivations de l'abstention énoncées plus haut : un retrait du jeu et une volonté de prendre ses distances vis-à-vis de son parti sans pour autant le « trahir » par un vote dissident — les citoyens exaspérés par leur parti choisiront beaucoup plus fréquemment un vote dissident que l'absent. Dans l'ensemble, pourtant, la recherche empirique est quasiment muette sur les rapports entre vote dissident et abstention ; c'est pourquoi nos hypothèses se focalisent sur la distinction entre vote conforme et vote « non conforme », comprenant à la fois le vote dissident et l'abstention.

6.2.4. Hypothèses

Les données à notre disposition sont des données secondaires (voir chap. 6.3 *infra*) ; autrement dit, elles n'ont pas été collectées dans le but de tester un modèle du vote rétrospectif. Par conséquent, certains indicateurs nécessaires à un test rigoureux de ce modèle ne figurent pas dans notre base de données, nous contraignant à utiliser des indicateurs "proxy" pour mesurer certaines variables du modèle. Il convient donc de préciser la nature de ces approximations, dans la mesure où celles-ci modifient légèrement la spécification du modèle et la formulation de nos hypothèses. En premier lieu, l'attribution de compétence et de responsabilité pour la gestion des enjeux sociaux sera mesurée par une échelle de satisfaction à l'égard de l'action gouvernementale. Comme discuté précédemment, nous faisons ici l'inférence raisonnable qu'un exécutif dont l'action est jugée positivement devrait se voir attribuer une plus grande compétence pour la résolution des problèmes. En second lieu, les évaluations sectorielles seront mesurées elles aussi par des échelles de satisfaction à l'égard de l'état de l'économie, de la démocratie, de l'éducation et de la santé. Ces échelles diffèrent des mesures plus spécifiques utilisées parfois dans la recherche sur le vote rétrospectif, telles que l'évaluation de la performance du chef de l'exécutif, de son parti, de son gouvernement, des partis d'opposition, du Parlement, ou encore des autorités locales (e.g., Arceneaux 2006). Néanmoins, nous partons du principe que la principale responsabilité pour la gestion des enjeux sociaux est généralement attribuée au gouvernement (Gomez & Wilson 2001, 2003 ; voir cependant Lewis-Beck & Nadeau 2009). Par conséquent, la satisfaction à l'égard des enjeux équivaut pratiquement à une évaluation rétrospective de l'action gouvernementale dans chaque domaine. Par ailleurs, ainsi que nous l'avons précisé plus haut, nos hypothèses de recherche se restreignent à comparer le vote conforme au vote dissident et à l'abstention, laissant la distinction entre ces deux dernières configurations sous forme de questionnement à tester empiriquement lors des analyses.

Pour les variables explicatives prises *séparément*, aucune hypothèse n'est formulée au sujet des effets de la satisfaction envers le gouvernement et des évaluations

sectorielles (économie, démocratie, éducation et santé), puisque l'influence de ces variables doit *de facto* être interprétée en interaction avec l'identification partisane. En revanche, l'effet du type de parti auquel les individus s'identifient (gouvernement vs. opposition) possède une signification substantielle évidente : il s'agit d'une forme particulière de la « prime au sortant » (*incumbency effect* ; voir Stonecash 2008 ; Moore et al. 2017). Cet effet désigne l'avantage structurel dont bénéficie le plus souvent un candidat ou un parti sortant par rapport à son ou ses challengers. La recherche empirique suggère que cette asymétrie entre sortants et challengers se maintient sous contrôle de l'effet des évaluations rétrospectives sur le vote (e.g., Lohmann et al. 1997). A notre connaissance, toutefois, l'étude de Söderlund (2008) est la seule à examiner l'effet résiduel de l'avantage au sortant sur les trois formes de choix électoral prises en compte ici : vote conforme, vote dissident et abstention. Toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire sous contrôle de l'évaluation de la performance du parti préféré (ainsi que de nombreuses autres variables politiques et socio-démographiques), l'étude démontre que les sympathisants d'un parti au pouvoir sont moins enclins à voter de manière dissidente ou de s'abstenir que les sympathisants d'un parti d'opposition.

Notre première hypothèse porte précisément sur cet effet de prime au sortant. Les deux hypothèses suivantes (H2 et H3) spécifient comment la satisfaction à l'égard de l'action du gouvernement et les évaluations sectorielles sont susceptibles de produire des effets opposés sur le vote des citoyens s'identifiant à un parti de gouvernement et ceux s'identifiant à un parti d'opposition. Enfin, notre dernière hypothèse (H4) exprime l'idée que l'effet des évaluations sectorielles sur les choix électoraux est plus fort parmi les individus qui tiennent le gouvernement pour responsable de la gestion des enjeux, c'est-à-dire (par inférence) parmi ceux qui sont satisfaits de sa performance.

H1 : Les personnes s'identifiant à un parti au gouvernement ont une moindre probabilité de voter dissident ou de s'abstenir, par rapport aux personnes s'identifiant à un parti d'opposition.

H2 : La satisfaction à l'égard du gouvernement diminue la probabilité d'un vote dissident et d'une abstention parmi les individus qui s'identifient à un parti au gouvernement, mais augmente cette probabilité parmi ceux qui s'identifient à un parti d'opposition.

H3 : Plus l'évaluation des enjeux est positive, plus la probabilité d'un vote dissident ou d'une abstention est faible parmi les personnes s'identifiant à un parti au gouvernement. À l'inverse, plus l'évaluation des enjeux est positive, plus la probabilité d'un vote dissident ou d'une abstention est forte parmi les personnes s'identifiant à un parti d'opposition.

H4 : L'effet d'une évaluation positive des enjeux est plus favorable au gouvernement parmi les individus plus satisfaits de sa performance. Cela augmente la probabilité d'un vote dissident ou d'une abstention parmi les individus qui s'identifient à un parti d'opposition et diminue cette probabilité parmi ceux qui s'identifient à un parti au gouvernement. L'effet d'une évaluation négative des enjeux est diamétralement opposé : il est plus défavorable au gouvernement parmi ceux qui sont les plus satisfaits de sa performance, avec des conséquences inverses pour les sympathisants des partis de gouvernement et pour les sympathisants des partis d'opposition.

Formellement, H2 et H3 seront testées par des interactions entre, d'une part, le type de sympathisant (gouvernement vs. opposition), et d'autre part les évaluations de performance du gouvernement ou les évaluations sectorielles. H4 sera testée par une interaction triple entre toutes ces variables. Comme les évaluations sectorielles sont au nombre de quatre (économie, démocratie, éducation, santé), H3 et H4 seront testées au moyen de quatre interactions doubles et quatre interaction triples, respectivement.

6.3. Méthodes

6.3.1. Données empiriques

Pour répondre à nos questions de recherche, nous avons utilisé les données de la vague 6 (2012–2013) de l'enquête ESS (voir chap. 2.3.2 *supra*). La sixième vague de l'ESS a été choisie car elle incluait, dans le module « compréhension de la démocratie », les variables nécessaires à l'opérationnalisation des concepts théoriques présentés plus haut. Notre analyse empirique portera sur cinq pays européens (Suisse, France, Espagne, Pologne et Pays-Bas) offrant une grande variété de contextes institutionnels et partisans. Dans le cadre de notre modèle, un élément crucial du contexte est la facilité plus ou moins grande avec laquelle les électeurs peuvent attribuer la responsabilité de la gestion des enjeux politiques à un parti politique plutôt qu'à un autre. Cette responsabilité apparaît relativement claire dans le cas des gouvernements unitaires ou quasi-unitaires (France, Espagne, Pologne), mais probablement plus diluée dans le cas des gouvernements de coalition (Pays-Bas et Suisse). Il est donc possible que certaines hypothèses (en particulier H2) soient vérifiées plus aisément dans les pays dirigés par un gouvernement unitaire.

6.3.2. Variable dépendante : les configurations de vote

Le Tableau 6.1 présente la répartition des configurations de vote par pays. Les configurations relatives aux individus qui affichent une préférence partisane sont détaillées en « vote conforme », « vote dissident » et « abstention », tandis que les individus sans préférence partisane sont regroupés dans la catégorie résiduelle « sans attachement partisan », qui ne sera pas prise en compte dans notre analyse du vote rétrospectif. Sur l'ensemble des pays, les configurations les plus fréquentes se répartissent comme suit : sans attachement partisan (46%), vote conforme (37%), vote dissident (11%), et enfin abstention avec proximité partisane (6%). Autrement dit, notre analyse portera sur les 4887 répondants (54% de l'échantillon total) qui ont exprimé une préférence partisane. L'Espagne et la Pologne suivent l'ordre de la distribution générale, avec une majorité de répondants sans attachement partisan ; par contraste, le nombre de votes conformes l'emporte sur le nombre de non-partisans en Suisse, en France et aux Pays-Bas.

Tableau 6.1 : Répartition des configurations de vote par pays (%)

Pays	Configurations de vote				Total
	Vote conforme	Vote dissident	Abstention avec proximité partisane	Sans attachement partisan	
Suisse	42.3%	16.1%	10.1%	31.4%	100.0% (N=1493)
France	38.9%	15.2%	6.8%	39.0%	100.0% (N=1968)
Espagne	32.8%	8.5%	5.6%	53.1%	100.0% (N=1867)
Pologne	25.9%	3.6%	3.4%	67.0%	100.0% (N=1893)
Pays-Bas	47.3%	10.4%	5.4%	36.9%	100.0% (N=1845)
Total	37.2%	10.6%	6.1%	46.1%	100.0% (N=9066)

6.3.3. Variables indépendantes

Notre modèle empirique mobilise les variables indépendantes suivantes :

- Une variable dichotomique [**idpgov**] indiquant **si l'individu s'identifie à l'un des partis au gouvernement** (modalité 1) ou à l'un des partis dans l'opposition (modalité 0). Cette variable est recodée, séparément pour chaque pays, à partir de la variable originale [prtcl_] codant les différents partis mentionnés en réponse à la question : "Is there a particular political party you feel closer to than all the other parties?"
- Une échelle comprise entre 0 et 10 exprimant le **degré de satisfaction à l'égard de l'action du gouvernement** [**stfgov**]. La question posée dans l'enquête ESS était la suivante : "Now thinking about [our country's] government, how satisfied are you with the way it is doing its job?"
- Quatre échelles, comprises entre 0 et 10, mesurant le **degré de satisfaction envers certains enjeux** (ou « évaluations sectorielles »), à savoir :
 - **l'état de l'économie nationale** [**stfec**] : "On the whole how satisfied are you with the present state of the economy in [country]?"
 - **le fonctionnement de la démocratie** [**stfde**] : "And on the whole, how satisfied are you with the way democracy works in [country]?"
 - **l'état du système éducatif** [**stfedu**] : "Now (...) please say what you think overall about the state of education in [country] nowadays?"
 - **l'état des services de santé** [**stfhth**] : "Please say what you think overall about the state of health services in [country] nowadays?"

Les variables relatives à la satisfaction gouvernementale et aux évaluations sectorielles ont été centrées-réduites (assignation de Z-scores avec une moyenne de 0 et un écart-type de 1), afin de rendre les unités comparables d'une variable à l'autre et de faciliter l'interprétation des termes d'interaction construits entre les différents indicateurs, conformément aux Hypothèses 2 à 4.¹³⁷

Les **variables de contrôle**, sélectionnées suivant leur capacité présumée de prédire les comportements électoraux, sont les suivantes :

- le degré d'intérêt pour la politique [polintr], échelonné de 1 (très intéressé) à 4 (pas du tout intéressé)
- le degré d'engagement politique, une échelle de 0 à 3 construite à partir de plusieurs indicateurs de la participation politique¹³⁸
- la perception d'une offre partisane large [dfprtalc], une échelle de 0 à 10 basée sur les réponses à la question suivante : "Please tell me how important you think it is for democracy in general that different political parties offer clear alternatives to one another?"
- l'impression que, dans le pays concerné, les partis qui font un mauvais travail sont punis aux élections [gtpelcc] ; il s'agit ici d'une échelle de 0 à 10 basée sur la question suivante : "Governing parties in [country] are punished in elections when they have done a bad job" (0=does not apply at all; 10=applies completely)

¹³⁷ En effet, pour toute paire de variables explicatives A et B dont les effets directs sont estimés simultanément à leur effet d'interaction (A×B), l'effet de A correspond à son effet estimé lorsque B est à son niveau moyen, c'est-à-dire 0, puisque dans ce cas le terme d'interaction est lui aussi nul (A×0=0). Le même raisonnement s'applique inversement à l'effet direct de B (qui correspond à l'effet de B lorsque A est à son niveau moyen), et par extension aux interactions triples.

¹³⁸ Les indicateurs retenus sont [wrkprty] (Worked in political party or action group last 12 months), [wrkorg] (Worked in another organisation or association last 12 months) et [sgnptit] (Signed petition last 12 months). Notre échelle comptabilise le nombre d'activités (de 0 à 3) mentionnées par les répondants.

- la classe économique, basée sur l'approche de Daniel Oesch (2006, 2008), auquel nous empruntons le schéma de classification agrégé en cinq catégories (voir chap. 3.3.2 *supra*) ; nous nous limitons ici au contraste entre les ouvriers (skilled/unskilled workers, modalité 1) et les autres classes (modalité 0)
- l'âge [agea], avec une étendue maximale de 18 à 103 ans, suivant les pays
- le sexe (1=masculin, 2=féminin)

Les modalités de réponse pour chaque variable et leurs fréquences relatives sont indiquées dans le Tableau 6.2. Cette analyse descriptive montre que la majorité des électrices et électeurs s'identifient à un parti dans l'opposition plutôt qu'à un parti au gouvernement, excepté en Suisse. Les variables mesurant les degrés de satisfaction à l'égard de l'action gouvernementale ainsi qu'à l'égard des enjeux montrent que la satisfaction est plus élevée en Suisse, suivie par les Pays-Bas, la France, la Pologne, puis l'Espagne. Le degré de satisfaction à l'égard de l'état de l'économie est le plus bas parmi les quatre enjeux étudiés, même s'il reste relativement élevé aux Pays-Bas et surtout en Suisse ; en revanche, les services de santé bénéficient généralement d'évaluations assez positives, sauf en Pologne.

6.3.4. Méthode de Heckman

Cette étude se penche exclusivement sur le vote rétrospectif des électrices et électeurs *qui s'identifient à un parti politique*. La définition de notre variable dépendante procède donc d'une **sélection en deux étapes** : (1) l'existence ou non d'une préférence partisane ; (2) le choix de vote (vote conforme vs. vote dissident vs. abstention). Or, cette focalisation sur une seule partie de la population (et de l'échantillon) peut s'avérer problématique dans la mesure où certaines variables explicatives de l'identification partisane (e.g., l'intérêt pour la politique) peuvent être également impliquées dans l'explication du comportement électoral. Cette configuration particulière requiert l'utilisation d'un modèle de sélection en deux étapes, puisque les techniques de régression standard ne permettent pas de rendre compte de la formation d'un échantillon non-aléatoire mêlé à des facteurs (ou conditions) non-observés *a priori*. En ce sens, le présent travail de recherche s'inspire de l'étude de Sciarini et Goldberg (2016), qui suggère que la participation à une enquête concernant la politique et la sur-déclaration ("overreporting"), dans une telle enquête, de certains comportements comme la participation électorale sont deux phénomènes découlant de facteurs *identiques*, tels que le niveau d'engagement politique. Dans ce cas, la sur-représentation des répondants politiquement engagés peut mener à des biais dans l'estimation des effets de facteurs corrélatifs de l'engagement politique. Afin de résoudre ce problème, les auteurs recourent à un instrument de correction, appelé *modèle de Heckman*, avec lequel ils analysent le lien entre la propension à participer à l'enquête et la fiabilité des réponses concernant la participation politique. Le biais de participation est appréhendé comme un processus en deux étapes : participer ou non à l'enquête (première variable dépendante), puis faire des déclarations erronées ou non concernant la participation électorale (deuxième variable dépendante). En conséquence, la deuxième variable dépendante n'est analysée que pour un sous-ensemble d'individus, mais avec un facteur correctif permettant de prendre en compte l'impact résiduel des variables qui influencent la sélection au cours de la première étape (i.e., la participation à l'enquête). Dans le cadre de notre étude, le processus de sélection par lequel les individus sont divisés entre votants et abstentionnistes n'est pas indépendant du processus par lequel les individus acquièrent (ou non) une identification partisane. Il perturbe l'estimation d'autres relations, engendrant une corrélation entre les termes d'erreur des équations. C'est pourquoi le modèle prédictif des différentes configurations de vote est produit au travers d'un modèle de Heckman. Des explications supplémentaires sur ce modèle sont fournis dans l'annexe en fin de chapitre (voir chap. 6.6 *infra*).

Tableau 6.2 : Description des variables indépendantes utilisées dans l'analyse multivariée

Description	Nom ESS vague 6	Etendue (modalités)	Suisse				France				Espagne				Pologne				Pays-Bas			
			M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)	M ^a	Md ^a	SD ^a	N (% valide)
Identification à un parti gouvernemental	<i>prtcl_</i> (recodage)	0 : Non ; 1 : Oui	0 : 21.4% ; 1 : 78.6%.		807 (78.9)	0 : 59.4% ; 1 : 40.6%.		1000 (84.3)	0 : 67.8% ; 1 : 32.2%.		702 (80.2)	0 : 55.6% ; 1 : 44.4%.		483 (77.4)	0 : 56.6% ; 1 : 43.4%.		1091 (93.7)					
Satisfaction à l'égard du gouvernement	<i>stfgov</i>	0 (très insatisfait) – 10 (très satisfait)	6.7	7	2.2	996 (97.4)	3.8	4	2.2	1181 (98.5)	2.8	2	2.7	858 (98.1)	3.7	4	2.5	611 (97.9)	5.2	6	1.9	1145 (98.4)
Satisfaction envers le système économique	<i>stfeco</i>	0 (très insatisfait) – 10 (très satisfait)	7.1	7	1.7	1004 (98.1)	3.3	4	1.9	1187 (99.0)	2.4	2	2.1	872 (99.7)	4.5	5	2.3	606 (97.1)	5.4	6	1.8	1158 (99.5)
Satisfaction envers le système démocratique	<i>stfdem</i>	0 (très insatisfait) – 10 (très satisfait)	7.4	8	1.6	1005 (98.2)	5.5	6	2.3	1184 (98.7)	4.4	5	2.4	854 (97.6)	5.3	5	2.4	599 (96.0)	6.4	7	1.7	1146 (98.5)
Satisfaction envers le système éducatif	<i>stfedu</i>	0 (très insatisfait) – 10 (très satisfait)	7.0	7	1.8	967 (94.5)	5.4	6	2.1	1192 (99.4)	4.7	5	2.3	863 (98.6)	5.0	5	2.4	609 (97.6)	6.2	7	1.6	1105 (94.9)
Satisfaction envers le système de santé	<i>stfhlth</i>	0 (très insatisfait) – 10 (très satisfait)	7.1	8	1.8	1014 (99.1)	6.6	7	2.0	1196 (99.7)	5.6	6	2.6	870 (99.4)	3.7	4	2.5	618 (99.0)	6.6	7	1.8	1160 (99.7)
Intérêt pour la politique	<i>polintr</i>	1 (très intéressé) – 4 (pas du tout int.)	2.0	2	0.7	1023 (100)	2.4	2	0.9	1199 (100)	2.6	3	1.0	873 (99.8)	2.4	2	0.8	619 (99.2)	2.1	2	0.8	1163 (99.9)
Engagement politique	Recodage ^c	0 (aucun) – 3 (élevé)	0.6	0	0.8	1001 (97.8)	0.5	0	0.7	1176 (98.1)	0.7	0	1.0	854 (97.6)	0.3	0	0.6	610 (97.8)	0.6	0	0.7	1149 (98.7)
Perception d'une offre partisane large	<i>dfprtalc</i>	0 (pas du tout) – 10 (tout à fait)	6.7	7	1.9	953 (93.2)	5.4	5	2.2	1179 (98.3)	5.5	6	2.5	834 (95.3)	6.3	7	2.6	598 (95.8)	6.6	7	1.8	1143 (98.2)
Punition électorale si mauvaise performance	<i>gptpelcc</i>	0 (pas du tout) – 10 (tout à fait)	7.1	8	2.1	931 (91.0)	6.2	7	2.6	1176 (98.1)	5.6	6	3.0	838 (95.8)	5.6	6	2.9	587 (94.1)	7.0	7	2.0	1145 (98.4)
Classe économique	Recodage ^d	0 : Autres classes ; 1 : Ouvriers	0 : 59.8% ; 1 : 40.2%.		957 (93.5)	0 : 52.0% ; 1 : 48.0%.		1100 (91.7)	0 : 49.9% ; 1 : 50.1%.		686 (78.4)	0 : 57.5% ; 1 : 42.5%.		520 (83.3)	0 : 55.1% ; 1 : 44.9%.		1103 (94.8)					
Âge	<i>agea</i>	18–103	49.5	49	18.1	1023 (100)	52.1	53	18.9	1199 (100)	49.1	48	18.8	874 (99.9)	46.7	50	20.7	624 (100)	52.1	53	18.0	1164 (100)
Sexe	<i>gndr</i>	1 : Masculin ; 2 : Féminin	1 : 51.3% ; 2 : 47.8%.		1023 (100)	1 : 47.8% ; 2 : 52.2%.		1199 (100)	1 : 53.6% ; 2 : 46.4%.		875 (100)	1 : 54.0% ; 2 : 46.0%.		624 (100)	1 : 48.3% ; 2 : 51.7%.		1164 (100)					
Enquêté vit en couple ^b	<i>icpart1</i>	1 : Oui ; 2 : Non	1 : 66.0% ; 2 : 34.0%.		1020 (99.7)	1 : 55.8% ; 2 : 44.2%.		1199 (100)	1 : 63.9% ; 2 : 36.1%.		873 (99.8)	1 : 57.1% ; 2 : 42.9%.		622 (99.7)	1 : 56.6% ; 2 : 43.4%.		1164 (100)					

Notes : **a** : M=moyenne ; Md=médiane ; SD=écart-type. Pondération avec *post-stratification weight* ; **b** : variable supplémentaire pour créer la deuxième étape du modèle de Heckman. **c** : Recodage à partir des variables *wrkprty*, *wrkorg*, *sgnptit*. **d** : Recodage à partir de *classe5_r* (D. Oesch).

6.4. Analyses empiriques¹³⁹

La probabilité de choix des différentes configurations de vote (vote conforme vs. vote dissident vs. abstention) est analysée au moyen d'un modèle de régression logistique multinomiale dans lequel la catégorie de référence est le vote conforme (voir Tableau 6.3). Autrement dit, un coefficient positif dans le tableau signale que la caractéristique en question tend à favoriser la probabilité d'un vote dissident et/ou d'une abstention au détriment du vote conforme. Le modèle explicatif inclut l'identification partisane (gouvernement vs. opposition), la satisfaction à l'égard du gouvernement, les quatre évaluations sectorielles, ainsi que les interactions entre ces variables correspondant aux Hypothèses 2, 3 et 4.

Avant de procéder à l'analyse des résultats présentés dans le Tableau 6.3, il convient de rappeler que *seuls les individus qui s'identifient à un parti sont compris dans notre modèle explicatif*. Ainsi, dans la mesure où cette « auto-sélection » des répondants qui se sentent proches d'un parti n'est pas indépendante de leur classification dans l'une des trois modalités de notre variable dépendante, la méthode de Heckman a été utilisée pour prendre en compte l'effet des variables impliquées à la fois dans le mécanisme d'identification et dans celui de la participation électorale (voire dans la distinction entre votes « loyal » et « dissident »). Cependant, si la procédure choisie ici permet de corriger l'estimation des coefficients de régression, elle tend malgré tout à *sous-estimer les erreurs standard* de ces coefficients (pour plus de précisions, voir l'Annexe dans le chap. 6.6 *infra*). C'est pourquoi une certaine prudence est de mise dans l'interprétation des effets dont le niveau de signification statistique est proche des seuils conventionnels.¹⁴⁰

L'**hypothèse 1**, selon laquelle les personnes s'identifiant à un parti au gouvernement ont une moindre probabilité de voter dissident ou de s'abstenir, est partiellement confirmée. Les coefficients négatifs pour la France, l'Espagne, la Pologne et les Pays-Bas indiquent que les sympathisants des partis de gouvernement ont une moindre tendance à effectuer un vote dissident que les sympathisants des partis d'opposition. En revanche, l'identification à un parti de gouvernement ne permet pas de prédire de différence entre vote conforme et abstention ; toutes choses égales par ailleurs, supporters du gouvernement et de l'opposition participent donc dans des proportions équivalentes.

L'**hypothèse 2** fait intervenir la satisfaction à l'égard de l'action gouvernementale, supposée augmenter la probabilité d'un vote conforme parmi les sympathisants des partis de gouvernement et diminuer celle-ci parmi les sympathisants des partis d'opposition. Cette hypothèse est partiellement confirmée en France, en Pologne et en Espagne. En France, les personnes s'identifiant à un parti au gouvernement ont d'autant moins tendance à exprimer un vote dissident (plutôt que conforme) que leur satisfaction à l'égard du gouvernement augmente ; la tendance inverse parmi les sympathisants d'un parti d'opposition n'est toutefois que marginalement significative. En Pologne, on observe que la satisfaction envers le gouvernement renforce, comme prévu, la probabilité d'un vote dissident parmi les personnes qui s'identifient à un parti d'opposition ; cependant, la tendance complémentaire, à savoir la consolidation du vote conforme parmi les sympathisants d'un parti de gouvernement, n'est pas

¹³⁹ Des analyses bivariées ont été menées en préambule de l'analyse multivariée, afin de vérifier notamment l'existence éventuelle de relations non-linéaires ; à cet égard, aucune tendance particulière n'est à signaler.

¹⁴⁰ Par ailleurs, une analyse complémentaire permet de démontrer que le modèle ne présente pas de problème de multicollinéarité excessive : toutes les variables explicatives ont un indice de tolérance (i.e., la part de variance propre qui n'est pas explicable par les autres variables indépendantes dans le modèle) strictement supérieur à 0.10.

statistiquement significative. En Espagne, c'est avant tout la différence entre le vote conforme et *l'abstention* qui est saisie par notre modèle explicatif. Dans ce pays, l'abstention des sympathisants du gouvernement tend à diminuer (au profit du vote conforme) à mesure que leur satisfaction à l'égard du gouvernement augmente ; en revanche, l'augmentation du vote dissident et de l'abstention parmi les personnes proches des partis d'opposition n'est que marginalement significative. Au total, bien que le soutien à notre hypothèse soit parcellaire, les effets enregistrés vont toujours dans la direction postulée. Par ailleurs, on notera que les effets de la satisfaction à l'égard du gouvernement se concentrent dans les trois pays — France, Pologne, Espagne — dans lesquels la responsabilité des enjeux peut être attribuée de manière plus claire à l'action gouvernementale.

L'**hypothèse 3** postule que les évaluations sectorielles (dans le domaine de l'économie, de la démocratie, de l'éducation et de la santé) ont des conséquences différentes en fonction du type de parti auquel les individus s'identifient — plus l'évaluation d'un enjeu est positive, plus la probabilité d'un vote dissident ou d'une abstention est faible (respectivement forte) parmi les personnes qui s'identifient à un parti au gouvernement (respectivement à un parti d'opposition). Notre modèle met en évidence trois effets conformes à cette hypothèse. Premièrement, en Suisse, une évaluation positive du système de santé tend à dissuader les individus s'identifiant à un parti au gouvernement de voter de manière dissidente, en comparaison des sympathisants d'un parti d'opposition ; deuxièmement, en France, on observe le même mécanisme à propos de l'évaluation du système éducatif. Troisièmement, aux Pays-Bas, la satisfaction à l'égard des services de santé conduit très clairement les individus qui s'identifient à un parti d'opposition à un vote dissident. En revanche, deux autres effets prennent le contrepied de cette hypothèse. D'une part, les évaluations positives à l'égard du système de santé en France tendent à encourager l'abstention parmi les partisans du gouvernement (au détriment du vote conforme). D'autre part, une évaluation plus positive du système éducatif aux Pays-Bas tend à renforcer la probabilité d'un vote dissident parmi les partisans du gouvernement. Ces deux résultats sont difficiles à interpréter, car dépourvus de lien apparent avec l'évolution de l'agenda et des équilibres politiques dans les pays concernés. A cela s'ajoute que, dans leur immense majorité, les interactions entre l'identification partisane et les évaluations sectorielles ne sont pas statistiquement différentes de zéro. Dans l'ensemble, l'hypothèse 3 n'est donc pas étayée par les données empiriques de l'ESS.

Enfin, le test de l'**hypothèse 4** est le moins concluant pour notre modèle. Certes, les effets de certaines interactions tendent à accréditer cette hypothèse. Par exemple, en Suisse, la satisfaction envers le gouvernement tend à renforcer l'effet des évaluations de la situation économique sur le vote des sympathisants du gouvernement (log odds = $-.70$, $p < .01$), soit dans le sens d'une incitation au vote conforme (en cas d'évaluations positives), soit dans le sens d'une incitation au vote dissident (en cas d'évaluations négatives). L'effet contraire se manifeste sur le comportement des sympathisants des partis d'opposition, mais il n'est que marginalement significatif (log odds = $.37$, $p < .10$). En revanche, les interactions entre la satisfaction à l'égard de l'action gouvernementale et les évaluations du système de santé en Suisse ou celles du système éducatif aux Pays-Bas produisent des effets contraires à notre hypothèse. Combinés à l'effet de la satisfaction à l'égard du gouvernement, les effets de ces évaluations sectorielles consistent à renforcer la probabilité d'un vote dissident lorsqu'un renforcement du vote conforme était attendu, et inversement. Par ailleurs, aucun effet n'est à signaler en ce qui concerne le comportement d'abstention. Plus généralement, aucun effet ne peut être constaté dans la quasi-totalité des situations examinées par notre modèle empirique. Dans l'ensemble, H4 n'est donc pas confirmée par nos analyses.

Tableau 6.3 : Modèle explicatif des configurations de vote (régression logistique multinomiale, log odds)

	Vote dissident (vs. vote conforme)					Abstention (vs. vote conforme)				
	Suisse	France	Espagne	Pologne	Pays-Bas	Suisse	France	Espagne	Pologne	Pays-Bas
Constante	-1.851	-.629	-2.452	-1.545	-.016	-3.282*	-1.900	.613	-2.068	.555
H1 : Identification à un parti au gouvernement [idpgov] ^a	-.216	-.499*	-1.544*	-2.624**	-1.210***	.355	-.276	-.828†	-.181	-.381
H2 : Satisfaction à l'égard du gouvernement [stfgov]	-.111	.280†	.373†	.925*	-.041	.055	.217	.450†	-.466	-.329
H2 : [idpgov] x [stfgov]	.222	-.921**	-.113	-1.170	-.237	.030	-.586	-1.896**	.877	.192
H3a : Satisfaction envers l'économie [stfeco]	.348	-.183	-.158	-.198	-.189	-.201	-.029	-.183	-.023	-.314
H3b : Satisfaction envers la démocratie [stfдем]	.185	-.031	.220	-.019	-.158	.439	.404	-.128	-.524	.081
H3c : Satisfaction envers le système éducatif [stfedu]	-.032	.014	-.341†	-.448	-.160	-.106	-.258	.369	.405	.240
H3d : Satisfaction envers le système de santé [stfhlth]	.451	.135	.175	-.233	.554***	-.503	-.103	.063	-.092	.236
H3a : [idpgov] x [stfeco]	-.324	.547†	.713	-.180	-.167	.320	.198	.447	-.526	.320
H3b : [idpgov] x [stfдем]	.186	.267	-.751	-.343	.507	-.385	.042	.581	.955	-.226
H3c : [idpgov] x [stfedu]	.260	-.610*	.454	.454	.708*	.173	-.418	.246	.146	-.109
H3d : [idpgov] x [stfhlth]	-.875**	.424†	-.198	.853	-.467	.376	.786**	.512	-.526	-.299
H4a : [stfgov] x [stfeco]	.368†	.054	.187	-.103	-.173	-.267	.152	.130	-.124	-.025
H4b : [stfgov] x [stfдем]	-.173	.070	.168	-.291	-.082	.270	-.006	.098	-.476	-.017
H4c : [stfgov] x [stfedu]	.456†	-.092	-.196	.099	-.037	.224	-.249	-.391	-.057	.244
H4d : [stfgov] x [stfhlth]	-.786*	-.048	-.077	.064	.263†	-.188	-.220	.124	-.097	-.029
H4a : [idpgov] x [stfgov] x [stfeco]	-.698**	-.130	-.707	.257	.107	.339	-.246	-.434	.249	.260
H4b : [idpgov] x [stfgov] x [stfдем]	.478†	.017	-1.594†	1.016	-.165	-.277	-.012	-.016	-.043	.259
H4c : [idpgov] x [stfgov] x [stfedu]	-.437	.427	.088	-1.089†	.521*	-.396	.568†	.923	-.510	-.235
H4d : [idpgov] x [stfgov] x [stfhlth]	.680†	.158	1.106†	-.301	-.394	.135	.026	-.436	.644	.018
Intérêt politique	-.518	.010	-1.088*	-.232	.463	.107	-.332	.185	-.332	2.034**
Engagement politique	.271	-.004	.497	-.234	-.126	.166	-.173	-.276	-1.759*	-.719*
Perception de l'offre partisane	.040	.048	.135*	.012	-.099	-.014	-.008	.001	.030	-.179
Punition électorale si mauvaise performance	-.112*	-.050	-.021	-.052	-.010	-.001	.013	-.070	.065	-.006
Classe économique : ouvriers ^b	-.101	-.023	.148	-.761	.354†	.305	.453†	.284	.780*	.978***
Age	.011	-.010	.020	-.010	-.012	-.010	-.014	-.027	-.012	-.049***
Sexe (femme)	-.090	.206	-1.028†	.146	.182	-.322	-.013	-.405	.024	-.089
Lambda (voir chap. 6.6)	3.823*	.424	4.001	1.500	-2.258	3.859†	2.848	-.274	1.018	-6.707*
Chi²	147.1***	123.7***	130.2***	108.9***	150.5***					
Pseudo-R² (Nagelkerke)	.228	.163	.261	.323	.191					
N	676	862	579	406	963					

Notes : *** : p<.001 ; ** : p<.01 ; * : p<.05 ; † : p<.10. **a** : Catégorie de référence = identification à un parti au gouvernement. **b** : Catégorie de référence = autres classes.

Le modèle empirique présenté dans le Tableau 6.3 est particulièrement complexe, en raison de la double comparaison nécessaire pour l'explication de la variable dépendante et du grand nombre d'interactions testées. Afin de mieux illustrer les implications concrètes du modèle, les Figures 6.1 et 6.2 représentent les prédictions obtenues pour les effets de deux évaluations sectorielles en Suisse, en interaction avec le type d'identification partisane et le degré de satisfaction à l'égard de l'action gouvernementale. A cet effet, l'équation du modèle exprimée dans le Tableau 6.3 au moyen des coefficients de régression (log odds) a été transformée en *probabilités* d'occurrence d'un vote conforme, d'un vote dissident, ou alors d'une abstention. Les probabilités prédites par le modèle sont calculées en fonction des différents degrés de satisfaction à l'égard de l'état de l'économie nationale (Figure 6.1) et du système de santé (Figure 6.2), et ceci dans quatre situations : lorsque le répondant s'identifie à un parti d'opposition et se déclare totalement insatisfait du gouvernement (panel A) ou totalement satisfait de celui-ci (panel B) ; et lorsque le répondant s'identifie à un parti de gouvernement et se déclare totalement insatisfait (panel C) ou totalement satisfait de l'action du gouvernement (panel D).¹⁴¹ Par ailleurs, ces probabilités sont calculées pour un « individu type », c'est-à-dire pour une répondante âgée de 47 ans, non ouvrière, présentant des valeurs moyennes pour les autres variables de contrôle et pour toutes les évaluations sectorielles non prises en compte dans chaque figure. Il convient aussi de noter que, pour la Suisse, plus de 80% des observations se répartissent sur les degrés les plus élevés de satisfaction envers les enjeux (scores 6–10), de sorte que les probabilités relatives aux niveaux de satisfaction moins élevés ont a priori une moindre qualité prédictive.

La Figure 6.1 suggère que l'évaluation de l'état de l'économie a des effets inverses sur les sympathisants des partis d'opposition et de gouvernement. Parmi les individus ayant une bonne opinion de l'action du gouvernement, une augmentation de la satisfaction à l'égard de la situation économique du pays entraîne une progression du vote dissident parmi les sympathisants de l'opposition et un accroissement du vote conforme parmi les sympathisants d'un parti gouvernemental. En revanche, lorsque les sympathisants d'un parti d'opposition sont insatisfaits du gouvernement, une évaluation plus positive de la situation économique du pays va de pair avec une plus forte probabilité d'effectuer un vote conforme. Il est assez logique que les personnes insatisfaites du gouvernement se refusent à lui reconnaître le mérite de la bonne santé économique du pays ; or, si la vitalité de l'économie est due à d'autres facteurs que l'action gouvernementale (e.g., la conjoncture économique au niveau mondial), il devient tentant de donner leur chance aux petits partis d'opposition auxquels ces personnes s'identifient.¹⁴² Dans l'ensemble, ces observations s'accordent bien avec les présupposés théoriques sous-jacents à notre hypothèse 4.

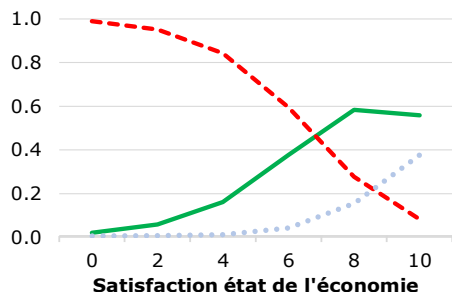
Par contraste, les effets des évaluations du système de santé illustrés dans la Figure 6.2 sont difficiles à saisir autrement que sur une base *ad hoc*. Seul le comportement des personnes identifiées à un parti au pouvoir et hautement satisfaites de l'action gouvernementale (panel D) semble suivre la logique de sanction et de récompense décrite dans notre discussion théorique du vote rétrospectif. Dans les autres situations (panels A, B et C), cette logique ne semble guère applicable aux effets « inattendus » (pour ne pas dire « aberrants ») que l'on peut attribuer aux variations dans l'évaluation du système de santé.

¹⁴¹ Les individus « totalement insatisfaits » et « totalement satisfaits » correspondent aux valeurs minimale et maximale sur l'échelle de satisfaction (respectivement 0 et 10).

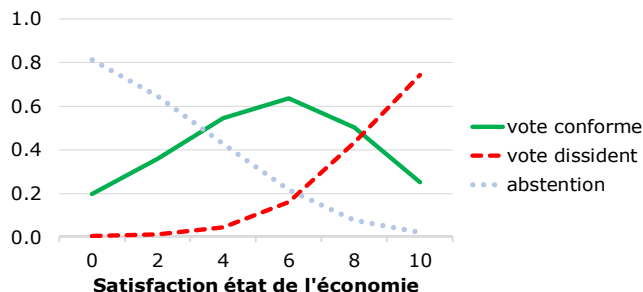
¹⁴² Nous laissons ici de côté les résultats présentés dans le panel C de la figure, dans la mesure où la conjonction d'une identification pro-gouvernementale et d'une évaluation de l'économie totalement défavorable au gouvernement repose sur un très petit nombre d'observations.

Figure 6.1 : Probabilités prédites pour les trois configurations de vote ; satisfaction envers l'état de l'économie en Suisse

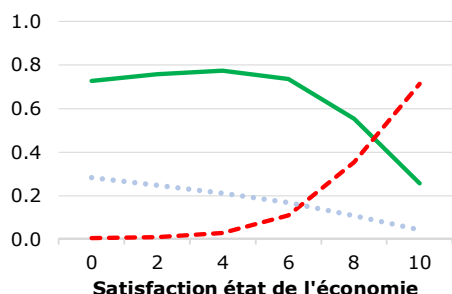
A. *Sympathisants de l'opposition, faible satisfaction de l'action gouv.*



B. *Sympathisants de l'opposition, forte satisfaction de l'action gouvernementale*



C. *Sympathisants du gouvernement, faible satisfaction de l'action gouv.*



D. *Sympathisants du gouvernement, forte satisfaction de l'action gouvernementale*

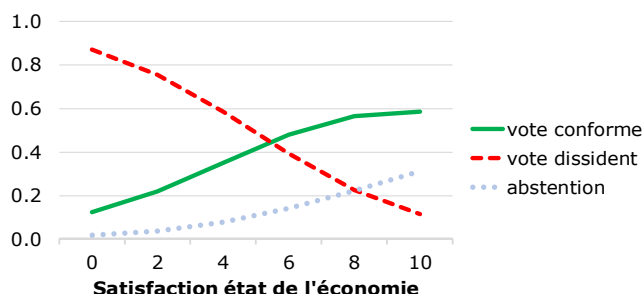
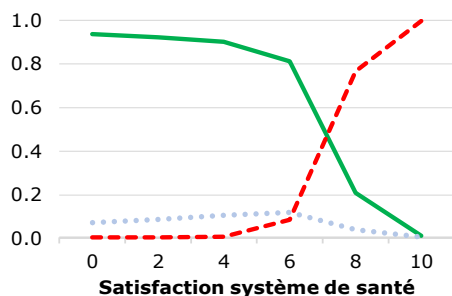
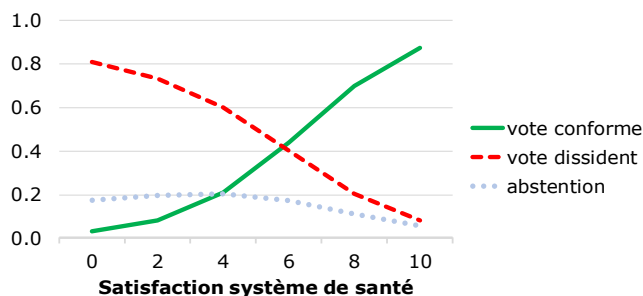


Figure 6.2 : Probabilités prédites pour les trois configurations de vote ; satisfaction envers le système de santé en Suisse

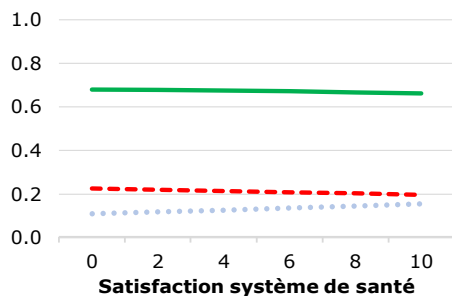
A. *Sympathisants de l'opposition, faible satisfaction de l'action gouv.*



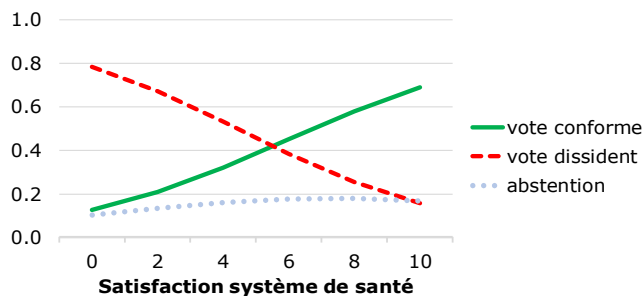
B. *Sympathisants de l'opposition, forte satisfaction de l'action gouvernementale*



C. *Sympathisants du gouvernement, faible satisfaction de l'action gouv.*



D. *Sympathisants du gouvernement, forte satisfaction de l'action gouvernementale*



D'après la Figure 6.2, une appréciation plus positive du système de santé en Suisse entraîne apparemment une augmentation du vote dissident parmi les opposants au gouvernement lorsque ceux-ci sont pourtant hautement insatisfaits de l'action gouvernementale (panel A). De manière encore plus insolite, une meilleure évaluation des services de santé semble conduire à un *accroissement* du vote conforme parmi les opposants au gouvernement qui sont toutefois totalement satisfaits de son action (panel B ; log odds = $-.79$, $p < .05$, voir Tableau 6.3).

Au regard de ces relations peu intelligibles, on rappellera que les effets sous-jacents sont souvent fragiles. La plupart des coefficients estimés par notre modèle ne sont pas (ou seulement marginalement) significatifs d'un point de vue statistique. D'un point de vue *technique*, il se peut que les « incohérences » soulignées par la Figure 6.2 résultent de la difficulté d'ajuster un modèle dont la structure est extrêmement rigide, notamment par la prise en compte de nombreuses interactions de second et troisième ordre. Dans la mesure où les données empiriques ne reflètent pas nécessairement la logique parfaitement symétrique des comportements proposée par nos hypothèses (les sympathisants des partis d'opposition renvoyant toujours l'image inversée de celle des partisans du gouvernement), les méthodes d'estimation d'un tel modèle touchent probablement à leurs propres limites. Plus généralement, la faible capacité explicative de notre modèle réside sans doute aussi dans sa *portée très large* ; en cherchant à éclairer les principes généraux du vote rétrospectif, ce modèle ignore les circonstances particulières de chaque pays dans des domaines aussi divers que l'économie, la démocratie ou l'éducation. En d'autres termes, notre modèle n'est pas idéalement adapté aux spécificités de chaque situation empirique.

Dans cette perspective, on peut s'interroger sur la signification que revêtent le vote conforme et, surtout, le vote dissident dans différents contextes. Prenons l'exemple de la Suisse. De manière implicite, nous avons supposé jusqu'ici que le vote dissident représente *le passage d'un « bloc » à un autre*, c'est-à-dire un abandon des partis d'opposition au profit des partis de gouvernement, et inversement. Compte tenu de la diversité des partis représentés au Conseil fédéral en 2012–2013 (cinq partis, dont quatre partis de droite), il existe en effet un spectre politique assez large pour permettre aux sympathisants des partis d'opposition d'effectuer un vote de récompense sans pour autant renier leur identité politique fondamentale. Inversement, la richesse de l'offre politique alternative (c'est-à-dire la diversité des partis non-gouvernementaux, dont la survie électorale est favorisée par le scrutin proportionnel) accroît la probabilité d'un vote de sanction. Par exemple, un sympathisant socialiste déçu de la dérive droitière du gouvernement auquel son parti participe pourrait choisir de voter pour les Verts ou un petit parti d'extrême gauche. Cependant, il est facile de voir que le passage d'un bloc à un autre n'épuise pas les possibilités qui s'offrent aux électeurs, en Suisse surtout, mais aussi dans d'autres pays. En effet, les sympathisants d'un parti au pouvoir peuvent voter pour un autre parti partageant le pouvoir avec leur favori — exception faite des pays dirigés par un gouvernement unitaire, aux mains d'un seul parti (e.g., Espagne). Et dans tous les cas les sympathisants d'un parti d'opposition peuvent voter pour un autre parti d'opposition. La question est donc de savoir si les électeurs délaissent leur parti de prédilection en faveur d'un parti appartenant au même « bloc » ou en faveur d'un parti compris dans un autre « bloc » — les deux blocs en question étant composé, respectivement, de l'ensemble des partis de gouvernement et de l'ensemble des partis d'opposition.

Sur la base de ces considérations, on peut donc distinguer entre *deux types de vote dissident*. On parlera de vote dissident *externe* lorsque celui-ci profite à parti appartenant à un autre bloc que celui dont est issu le parti auquel la personne s'identifie. Un exemple de vote dissident externe serait celui d'un Polonais votant en faveur de la Plateforme Civique (PO), à la tête de l'exécutif, mais qui s'identifie à l'opposition, par exemple à l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) — le désistement inverse, du PO au profit du SLD, relèverait de la même logique. Par contraste, le vote dissident

interne se réfère à un vote de soutien pour le bloc auquel appartient le parti préféré par l'individu, mais revenant à un autre parti au sein de ce bloc. Par exemple, une Suisseuse qui voterait pour le Parti Démocrate-Chrétien (PDC) tout en s'identifiant au Parti Bourgeois-Démocratique (PBD) effectuerait un vote dissident interne (les deux partis étant au gouvernement), tout comme une Française identifiée au Parti Communiste (PCF) qui voterait en faveur du Front National — deux partis d'opposition. Afin d'examiner la différence entre ces deux types de vote dissident, il convient au préalable de classer tous les partis en deux blocs (gouvernement vs. opposition) et d'appliquer cette dichotomie à la fois au parti auquel l'individu s'identifie et au parti pour lequel il vote.¹⁴³ Il est alors possible de distinguer les personnes dont l'identification partisane et le vote, bien que différents, se rapportent à des partis appartenant au même bloc (vote dissident interne) et les personnes dont l'identification et le vote se rapportent à des partis issus de blocs différents (vote dissident externe).

L'importance relative de ces deux types de vote dissident pourrait permettre d'expliquer certains aspects inattendus de notre analyse de régression. En effet, s'il s'avérait que l'abandon du parti préféré se fait avant tout au profit d'un parti assumant essentiellement la même fonction d'exercice ou de contestation du pouvoir, autrement dit si le vote dissident interne était plus répandu que le vote dissident externe, la logique de sanction et de récompense au cœur de l'approche du vote rétrospectif serait en partie vidée de son sens. Nos mesures empiriques contredisent cette hypothèse. En effet, le vote dissident interne ne représente qu'un très faible pourcentage des configurations du vote, nettement inférieur à celui du vote dissident externe.¹⁴⁴ Le rapport entre les deux types de vote dissident est particulièrement déséquilibré parmi les personnes qui s'identifient à un parti de gouvernement en Espagne, en Pologne et aux Pays-Bas, où le vote dissident interne varie entre 0% et 1%.¹⁴⁵ En même temps, de nombreux sympathisants de l'opposition reportent leurs voix au bénéfice du gouvernement, en particulier en Suisse (27%) et en France (25%). Ce résultat permet ainsi de qualifier notre Hypothèse 1 : si les partisans de l'opposition sont plus enclins au vote dissident, c'est avant tout en reportant leur voix sur les partis de gouvernement. Le seul cas de figure où le vote dissident interne (14%) l'emporte sur le vote dissident externe (11%) est celui des citoyens espagnols qui s'identifient à un parti d'opposition. Cette « exception espagnole » peut s'expliquer par l'imbrication d'une offre politique *locale* (partis régionalistes) et d'une offre *nationale* (grands partis d'envergure nationale comme le PP, le PSOE ou *Izquierda Unida* — *Podemos* et *Ciudadanos*, issu précisément d'un parti régionaliste, ne seront créés ou ne réussiront leur percée électorale que plus tard). La superposition de ces deux offres, conjuguée à l'essor des mouvements autonomistes (e.g., Catalogne), explique sans doute la fréquence accrue du vote dissident interne en Espagne.

¹⁴³ Dans le cadre de cette analyse, tout parti représenté au gouvernement (dans un exécutif unitaire ou dans une coalition de partis) est inclus dans le bloc gouvernemental.

¹⁴⁴ Parmi les personnes s'identifiant à un parti d'opposition, les pourcentages de vote dissident interne (respectivement externe) sont les suivants : Suisse : 6% (27%) ; France : 6% (25%) ; Espagne : 14% (11%) ; Pologne : 4% (12%) ; Pays-Bas : 7% (16%). Parmi les personnes qui s'identifient à un parti de gouvernement, on obtient les fréquences suivantes : Suisse : 7% (20%) ; France : 7% (14%) ; Espagne : 0% (6%) ; Pologne : 0% (2.5%) ; Pays-Bas : 1% (8%).

¹⁴⁵ Chez les personnes s'identifiant à un parti de gouvernement, le vote dissident interne est inexistant en Espagne (car le gouvernement se compose uniquement du PP), de 0.5% en Pologne, et de 1% aux Pays-Bas. En Pologne, par exemple, les deux partis gouvernementaux Plateforme civique (PO) et Parti polonais des paysans (PSL) avaient en 2012-2013 des positions politiques similaires, d'où le manque d'incitation pour les personnes s'identifiant à un parti au gouvernement d'émettre un vote dissident interne. Aux Pays-Bas, on peut également mettre en évidence un manque d'incitation à effectuer un vote dissident interne au sein du bloc gouvernemental, puisque, malgré leur différences idéologiques, le Parti travailliste (PvdA) et le Parti pour la liberté et la démocratie (VVD) coopéraient étroitement, tandis que les partis d'opposition ne manquaient pas de cultiver leurs différences politiques.

Au total, la distinction entre vote dissident interne et externe n'est pas d'un grand secours pour tenter d'expliquer les résultats mitigés du test de notre modèle du vote rétrospectif. La prédominance empirique du vote dissident externe permet de conclure que les « anomalies » repérées dans le Tableau 6.3 ne peuvent pas s'expliquer par un phénomène de dissidence interne. Dans la mesure où le vote dissident exprime, la plupart du temps, une « envie d'aller voir ailleurs », il est étonnant que cet abandon du parti préféré ne trouve guère de traduction au niveau des évaluations sectorielles. Il existe, certes, quelques exemples où l'insatisfaction à l'égard d'un enjeu, parfois couplée à l'insatisfaction envers l'action gouvernementale, semble motiver un vote dissident parmi les sympathisants du gouvernement ; toutefois, les contre-exemples sont tout aussi nombreux. Le cas des Pays-Bas illustre ce paradoxe : le vote dissident est *favorisé* par une évaluation plus positive du système éducatif parmi les sympathisants des partis de gouvernement, et cet effet est *renforcé* par une plus grande satisfaction à l'égard de l'action gouvernementale. Or, si les Pays-Bas sont l'un des pays où le vote dissident est le moins répandu parmi les sympathisants du gouvernement (9% au total), le vote dissident *interne* y est également des plus insignifiants (à peine 1%). On ne saurait ainsi expliquer l'effet des évaluations sectorielles par un report des voix sur un partenaire de coalition auquel les électeurs feraient crédit de la bonne gestion de l'enjeu éducatif. Cet exemple, ajouté à l'absence générale d'effets imputables aux évaluations sectorielles, suggère la nécessité d'adjoindre d'autres perspectives explicatives à la logique de performance rétrospective développée dans cette étude ; nous y reviendrons en conclusion, notamment avec la prise en compte du vote stratégique.

Finalement, nous commenterons brièvement les effets des variables de contrôle introduites dans notre modèle (voir le dernier bloc de variable du Tableau 6.3). En Suisse, l'impression que les partis gouvernementaux sont sanctionnés par les électeurs en cas de mauvaise performance est liée à une propension à voter de manière conforme plutôt que dissidente. En Espagne, un plus grand intérêt pour la politique, ainsi que la perception d'une offre partisane large, incitent à voter dissident plutôt que conforme. Alors que les deux grands partis espagnols (PSOE et PP) se partagent le pouvoir depuis le retour à la démocratie dans les années 1970, il est possible que le dépassement du vote « habituel » et/ou la prise en compte d'une offre politique à la marge de ce système quasi bipartite nécessitent un certain investissement affectif et cognitif vis-à-vis de l'univers politique. De manière prévisible, c'est plutôt la tendance inverse qui se dessine pour expliquer les différences entre vote conforme et abstention, dans le sens où ce sont les individus les moins intégrés au système politique qui tendent à s'abstenir plus fréquemment. Ainsi, en Pologne, un plus faible engagement politique se traduit par une tendance accrue à s'abstenir au lieu de voter de manière conforme, tandis que les ouvriers ont une plus grande propension à l'abstention, en comparaison des autres classes sociales. Il en va de même aux Pays-Bas, où l'on observe également un effet de l'intérêt pour la politique et de l'âge — les citoyens moins intéressés et plus jeunes sont plus susceptibles de choisir l'abstention au détriment du vote conforme. Dans l'ensemble, les facteurs explicatifs de l'abstention ont un poids incomparablement plus faible que dans les recherches usuelles sur la participation politique. En effet, l'abstention n'est ici contrastée qu'avec l'une des formes possibles de la participation (i.e., le vote conforme) et ne concerne, rappelons-le, que les personnes qui s'identifient à un parti politique. Par ailleurs, il convient de considérer l'abstention non pas seulement comme le signe d'un déficit (par exemple un manque d'attachement au système politique), mais aussi comme l'expression d'un mécontentement ou d'une indifférence à l'égard de l'offre politique (Muxel 2007 : 48-50). Or, lorsqu'elle se manifeste non pas « hors du jeu », mais « *dans* le jeu politique » (idem : 48), ce qui est plus vraisemblablement le cas des personnes identifiées à un parti, l'abstention se distingue plus difficilement du vote et partage sans doute une partie de ses déterminants.

6.5. Conclusion

L'objectif de cette étude était de mettre à l'épreuve un modèle du vote rétrospectif dans le cadre des élections qui se sont déroulées dans plusieurs pays européens au début des années 2010. L'idée fondamentale du vote rétrospectif est que « le seul instrument efficace de contrôle populaire dans un régime démocratique est la capacité de l'électorat d'écartier un parti du pouvoir » (Key 1966 : 76, NT). Mais sur quels critères les citoyens ordinaires se basent-ils pour déterminer si un parti devrait être évincé du pouvoir ? Notre modèle du vote rétrospectif est en réalité un *modèle hybride* combinant à la fois des éléments de la « politique symbolique » (Sears et al. 1980 ; Sears 1993), développée notamment par les écoles de Columbia et Michigan, et des éléments du « vote de performance » issu progressivement des travaux entrepris dès la fin des années 1950 pour démontrer l'emprise des enjeux et de l'intérêt personnel sur le vote (e.g., Downs 1957 ; Key 1966 ; Nie et al. 1976 ; Fiorina 1981 ; Petrocik 1996). Ce modèle composite a été appliqué au comportement de vote des électrices et électeurs *qui s'identifient à un parti*, en distinguant à cet effet trois « configurations de vote » : le vote conforme, le vote dissident, et l'absention.

Sur le plan de la politique symbolique, notre modèle met en avant le rôle des *identifications partisans*. Certes, depuis les années 1960–1970, la plupart des démocraties occidentales ont connu un phénomène de désalignement partisan — de moins en moins d'individus s'identifient à un parti, quel qu'il soit. Par ailleurs, l'identification partisane n'est probablement pas immuable ; elle peut se modifier au gré des perceptions (positives et négatives) que les individus accumulent à propos des partis (Fiorina 1981). Malgré tout, l'attachement affectif à un parti demeure un critère essentiel du vote. En comparaison d'une personne qui s'identifie à un parti dans l'opposition, une personne qui s'identifie à un parti au pouvoir aura moins tendance à voter de manière dissidente — ce qui reviendrait, en l'occurrence, à œuvrer pour lui faire perdre sa place au gouvernement. Cette première hypothèse est globalement confirmée par notre analyse empirique du vote dans cinq pays européens au début des années 2010. Ainsi, à l'exception de la Suisse, les électeurs s'identifiant à un parti de gouvernement ont davantage tendance à voter de manière conforme que les électeurs qui s'identifient à un parti d'opposition. Ce résultat contribue par conséquent à nuancer les attentes des théories purement instrumentales du vote.

La seconde — et principale — source théorique de notre modèle s'inscrit précisément dans une approche instrumentale du vote. À ce titre, l'approche du vote de performance (et plus largement celle du vote sur enjeux) part du principe d'un affaiblissement des identifications partisans au profit d'une plus grande préoccupation individuelle pour les enjeux. Parmi ceux-ci, les enjeux « de valence » (ou « de performance ») sont supposés prendre une place grandissante dans la politique des démocraties occidentales. La finalité de la compétition partisane ne concernerait plus tant les grands enjeux idéologiques, de type gauche-droite, sur lesquels les partis occupent des positions fondamentalement antagonistes (justice sociale, rôle de l'Etat, etc.), mais se focaliserait davantage sur des enjeux plus consensuels, sur lesquels la *compétence* et la *performance* relative des différents partis seraient devenues les vertus cardinales. Or, sur ce type d'enjeux, les électeurs ne jugent pas les partis sur la base de leurs promesses ou de leurs programmes — en effet, *tous* les partis s'engagent, par exemple, en faveur d'une économie plus florissante et d'une société plus démocratique — mais sur la base de leurs *bilans*. Autrement dit, les électeurs votent de manière *rétrospective*, en fonction de leur évaluation de l'action du gouvernement et de l'opposition dans différents domaines. Compte tenu des données disponibles dans l'enquête ESS, notre analyse s'est donc penchée sur l'effet de cinq variables : la satisfaction à l'égard du gouvernement, et la satisfaction à l'égard de quatre enjeux de valence : l'état de l'économie, le fonctionnement de la démocratie, le système éducatif et le système de santé.

Dans notre modèle explicatif, ces variables ont été ajoutées et *combinées* à l'identification partisane. En effet, les évaluations du gouvernement et des politiques sectorielles (économie, santé, etc.) sont supposées exercer des effets *asymétriques* sur les personnes s'identifiant à un parti de gouvernement et sur celles s'identifiant à un parti d'opposition. De fait, suivant la logique de sanction et de récompense inhérente à l'approche du vote rétrospectif, une évaluation plus positive du gouvernement devrait favoriser le vote conforme parmi les partisans du gouvernement, mais elle devrait favoriser le vote dissident parmi les partisans de l'opposition (Hypothèse 2). Le même raisonnement s'applique aux effets des évaluations sectorielles (Hypothèse 3). Enfin, ces deux effets devraient se renforcer mutuellement, selon un principe d'*attribution des responsabilités* (Hypothèse 4). Par exemple, les électeurs satisfaits de l'état de l'économie n'auront tendance à faire crédit au gouvernement que s'ils considèrent que son action en général a été positive, auquel cas la probabilité d'un vote conforme devrait augmenter parmi les partisans du gouvernement mais décroître parmi ceux de l'opposition.

Notre seconde hypothèse a été partiellement confirmée, dans trois pays sur cinq. La satisfaction à l'égard de l'action gouvernementale tend à creuser l'écart entre vote conforme et vote dissident parmi les sympathisants du gouvernement et ceux de l'opposition en France et en Pologne, tandis qu'en Espagne c'est l'écart entre vote conforme et abstention qui s'agrandit entre les deux groupes de sympathisants. Il semble donc que la logique de récompense/sanction s'applique, au moins en partie, à l'évaluation rétrospective de l'action gouvernementale. En revanche, les Hypothèses 3 et 4 incluant les effets des évaluations sectorielles ne trouvent quasiment aucune confirmation empirique. Nous ne reviendrons pas ici sur les rares exemples (et les nombreux contre-exemples) permettant de qualifier la validité empirique de ces deux hypothèses. En revanche, il convient d'explorer certaines pistes alternatives permettant d'expliquer, au moins partiellement, la faible capacité de notre modèle à intégrer les effets des évaluations sectorielles.

En tout premier lieu, il faut considérer le fait que certains électeurs votent de manière *stratégique* plutôt que « sincère ». Un vote peut être considéré comme stratégique à partir du moment où l'électeur vote pour un parti autre que celui qui a sa préférence, cette décision se basant sur les anticipations du résultat probable de l'élection (e.g., Cox 1997 ; Blais 2004). En effet, certains électeurs veulent éviter de « gaspiller » leur voix en votant pour un parti ou un candidat qui n'a vraisemblablement aucune chance de l'emporter, en particulier dans un scrutin majoritaire. Mais les systèmes proportionnels ne sont pas non plus « à l'abri » du vote stratégique, car les sympathisants de certains grands partis peuvent choisir de « prêter » leur vote à un partenaire de coalition en difficulté (Gschwend 2007) ou de voter de manière « compensatoire », c'est-à-dire, pour un sympathisant d'un parti modéré, de voter pour un parti extrémiste dans l'espoir de déplacer le « centre de gravité » de la politique nationale dans le sens souhaité (Kedar 2009). Sans rentrer dans les détails de la littérature sur le vote stratégique, il est facile d'entrevoir que ce type de vote peut enrayer la mécanique du vote rétrospectif proposée dans notre modèle, et ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la simple possibilité d'un vote stratégique met en doute le fait que le vote dissident soit a priori « sincère » ; ainsi, dans un souci tactique d'éviter le pire, un électeur peut voter pour un parti dont les positions et la « performance » sur les enjeux ne sont pas toujours jugées satisfaisantes. De la même manière, un électeur peut délaissier un parti dont l'action au gouvernement est jugée satisfaisante, si cela peut permettre la formation d'une coalition qu'il juge plus favorable à ses intérêts ou faire obstacle à un parti aux portes du pouvoir dont il ne veut absolument pas.

On l'aura compris, l'irruption du vote stratégique dans le « calcul du vote » des électrices et électeurs est susceptible de « brouiller » la logique du vote rétrospectif. Dans ce contexte, il convient de rappeler que cette étude s'intéresse uniquement aux configurations du vote des personnes qui s'identifient à un parti. Ainsi, le simple fait de

voter pour « son » parti procure aux partisans un supplément d'*utilité*, par la rétribution symbolique d'un choix qui vient confirmer un attachement souvent ancien à un parti — même si cette utilité n'est pas celle que conçoivent Downs et ses continuateurs. L'identification partisane pourrait donc agir un frein contre le vote dissident émanant soit de la logique de performance (vote rétrospectif), soit de la logique de viabilité électorale et d'efficacité (vote stratégique). Toutefois, dans la mesure où la force de l'attachement partisan diminue, l'utilité du vote conforme diminue d'autant et pourrait conduire à une probabilité accrue de voter de manière stratégique (Cain 1978 ; Gschwend 2007). Il n'était malheureusement pas possible de se prononcer sur cette hypothèse dans le cadre de cette étude, les mesures disponibles portant sur l'identification à un parti, mais pas sur le degré d'attachement partisan.

Il est également difficile de tirer un bilan de l'abstention. En effet, à de très rares exceptions, ni la distinction entre les partisans du gouvernement ou de l'opposition, ni aucune interaction impliquant la satisfaction à l'égard des enjeux ou de l'action gouvernementale, ne semblent en mesure d'expliquer les différences entre vote conforme et abstention. Il s'agit sans doute, en partie, d'un biais inhérent à notre focalisation sur les personnes identifiées à un parti, pour lesquelles le choix entre abstention et vote découle moins des circonstances de l'agenda politique et de l'offre partisane sur les enjeux que de facteurs de *long terme* d'ordre psychologique (intérêt et engagement politique) ou socio-démographique (classe sociale, âge). En tous cas, les effets enregistrés en Pologne et aux Pays-Bas correspondent aux résultats fréquemment observés dans les analyses sociologiques du comportement électoral (e.g., Evans 2004 : 151-156).

A notre avis, le modèle du vote rétrospectif proposé dans cette étude mériterait d'être testé sur une base empirique plus large, c'est-à-dire étendue à d'autres pays, d'autres « moments électoraux », et d'autres enjeux. La diversification des systèmes politiques pris en compte permettrait de confirmer l'intuition que le vote rétrospectif s'applique plus particulièrement aux systèmes politiques reposant sur une coalition gouvernementale, davantage qu'à ceux dirigés par un gouvernement unitaire. Par ailleurs, dans la mesure où seuls les enjeux considérés comme importants par les électeurs peuvent véritablement influencer leurs choix électoraux (Campbell et al. 1960 ; Bélangier & Meguid 2008), il conviendrait d'inclure dans notre modèle la satisfaction à l'égard des « enjeux du moment » — il est vrai que les enjeux liés à la démocratie, à l'éducation et à la santé n'étaient peut-être pas les plus saillants au moment de l'enquête ESS de 2012–2013.

En outre, il faut tenir compte du fait que l'identification partisane mesurée dans l'ESS reflète uniquement la préférence des répondants au moment de l'enquête. Il n'est donc pas possible de déterminer dans quelle mesure l'identification partisane des individus traduit une adhésion partisane durable (e.g., Campbell et al. 1960) ou une préférence momentanée liée aux perceptions de l'action des partis (e.g., Fiorina 1981) — pour trancher entre ces deux interprétations de l'identification partisane, des données longitudinales seraient nécessaires. À ce titre, il convient de mentionner l'étude de Dassonneville (2012), qui s'est penchée sur le phénomène de désaffection à l'égard du gouvernement aussi bien lors de la campagne électorale qu'entre les différentes périodes électorales. Les résultats obtenus par l'auteur montrent que les électrices et électeurs changeant de choix partisan se caractérisent par un manque de confiance dans leur capacité à influencer les affaires gouvernementales par le biais de leur vote (voir aussi Van der Meer et al. 2013).

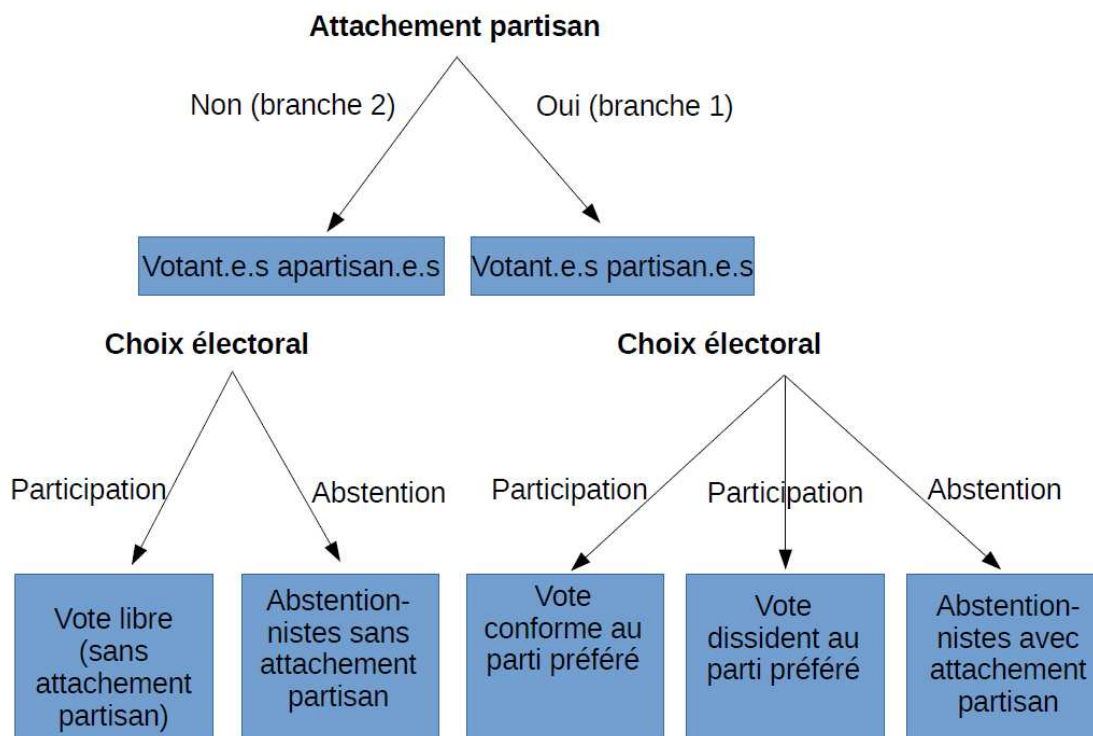
Ainsi, de futurs travaux devraient tenir compte d'autres facteurs influençant le choix de vote, tels que le degré de familiarité avec un ou plusieurs problèmes spécifiques liés aux enjeux, la confiance dans les institutions, la compétence politique, ainsi que la perception d'un conflit au sein de l'opinion publique. En effet, si l'importance attribuée à certains enjeux dépend des attitudes et des connaissances de l'électorat, celles-ci fournissent également un moyen de différencier les partis et d'évaluer leurs

compétences vis-à-vis d'enjeux considérés comme importants (Fournier et al. 2003 : 52). Enfin, il faut rappeler que le modèle présenté ici s'applique avant tout aux enjeux de valence (ou « de performance »). Cette focalisation est parfois considérée comme peu problématique, car la politique serait devenue *de fait* un champ dans lequel les partis sont jugés de manière pragmatique sur leur compétence à résoudre des problèmes dont l'existence est consensuellement reconnue, et non plus comme un lieu d'affrontement entre des visions antagonistes de l'homme et de la société, longtemps résumées par le clivage gauche-droite (Green 2007). Cependant, le retour en force récente des *enjeux de position* (immigration, mondialisation et capitalisme, intégration européenne et souveraineté, etc.) plaide pour une prise en compte d'une gamme plus complète d'enjeux. Compte tenu de la saillance actuelle d'enjeux de position comme celui de l'immigration, il serait somme toute très étonnant que les phénomènes de loyauté et de dissidence ne dépendent pas aussi de ces enjeux qui divisent profondément les sociétés occidentales.

6.6. Annexe : Définition et mesure des configurations de vote

Les configurations de vote peuvent être exprimées comme suit : en cas d'expression d'une préférence partisane (branche 1), l'individu peut choisir de voter conformément à son parti préféré (vote conforme), de voter pour un autre parti (vote dissident), ou de s'abstenir. En cas d'absence d'identification partisane (branche 2), l'individu peut choisir de voter « librement », c'est-à-dire notamment sur la base des enjeux, ou alors de s'abstenir. Il en résulte un total de cinq configurations de vote, représentées dans la Figure 6.2.

Figure 6.2 : Répartition des configurations de vote



Les estimations pour les configurations de vote de la branche 1 de l'arborescence sont produites au travers du modèle de Heckman. Comme nous l'avons expliqué plus haut (voir chap. 6.3.4 *supra*), il s'agit d'un modèle estimatif procédant *en deux étapes*, dont l'utilité est avérée lorsque la prédiction d'une variable dépendante s'applique uniquement à un segment particulier d'un échantillon, et que la « sélection » dans ce sous-échantillon est susceptible d'être liée aux modalités de la variable dépendante. Dans notre cas, certaines variables pouvant expliquer le fait de s'identifier à un parti (branche 1 dans la Figure 6.2) — par exemple l'intérêt pour la politique — pourraient être également impliquées dans l'explication du comportement électoral, c'est-à-dire dans la propension à effectuer un vote conforme, un vote dissident, ou à s'abstenir. A cet égard, il faut noter qu'aucune procédure pour le modèle de Heckman n'est disponible dans SPSS. Cependant, une procédure élaborée par Smits (2003) permet de construire un *facteur de contrôle du biais de sélection* intervenant à la première étape du modèle.

La première étape de la procédure de Heckman étudie le processus responsable des problèmes de biais de sélection et nécessite de comparer les configurations via un modèle *probit* : la variation résiduelle dans la variable dépendante ne peut alors résulter que de l'influence de facteurs inconnus. Dans la suite de la procédure, les résidus de l'équation de sélection liée au fait de s'identifier ou non à un parti politique sont utilisés pour construire un facteur de contrôle de sélection *lambda* (*inverse Mills ratio*) — un prérequis pour utiliser ce modèle étant la distribution normale du terme d'erreur. Le facteur *lambda* reflète les effets de toutes les caractéristiques non-mesurées sur le fait de s'identifier ou non à un parti politique. La valeur de ce facteur pour chaque répondant est sauvegardée puis ajoutée au fichier de données en tant que variable supplémentaire. Dans la deuxième étape de la procédure de Heckman, les effets des variables indépendantes sur la variable regroupant les configurations de vote sont analysés à l'aide d'une régression logistique multinomiale. Lors de cette étape, le facteur de contrôle *lambda* est utilisé en tant que variable indépendante supplémentaire. Si les effets de variables indépendantes lors de la deuxième étape sont en principe non biaisés, il n'existe en revanche pas de méthode éprouvée pour corriger les *erreurs standard* des coefficients d'une régression multinomiale avec la procédure proposée par Smits (2003). Ces erreurs standard seront tendanciellement sous-estimées ; c'est pourquoi le niveau de signification statistique des variables dans les analyses de régression est à prendre avec précaution.

En d'autres termes, il s'agit d'analyser les configurations de vote (branche 1) sous condition d'avoir ou non une identification partisane (variable dépendante de l'équation de sélection). Comme la variable dépendante de second niveau est une variable catégorielle, il faut nécessairement appliquer une régression multinomiale. L'équation de sélection se focalisant sur le fait de posséder ou non une identification partisane peut être écrite comme suit :

$$y_{1i}^* = \alpha_0 + \alpha_1(\text{Satisfaction à l'égard des enjeux}) + \alpha_2(\text{Perception de l'offre partisane}) + \alpha_3(\text{Variables de contrôle}) + \alpha_4(\text{Variable supplémentaire}) + v_i$$

où y_{1i}^* est une variable latente mesurant la propension sous-jacente à exprimer une identification partisane. Les coefficients pour les variables indépendantes sont notés avec α , le terme d'erreur est v_i . Cette équation de sélection est estimée comme un modèle *probit* avec le résultat binaire suivant : y_{1i} vaut 1 si y_{1i}^* est supérieur ou égal à 0 et y_{1i} vaut 0 si y_{1i}^* est inférieur à 0. Ainsi, y_{1i} est la variable dépendante observée de l'équation de sélection (expression ou non d'une identification partisane). Il faut encore préciser que la « variable supplémentaire » sert à générer des estimations, le modèle de Heckman exigeant que l'équation de sélection comprenne au moins un facteur explicatif qui n'apparaît pas dans l'équation de résultat. La variable choisie représente le fait de vivre en couple ou pas. Bien que cette variable puisse influencer

la participation, il n'y a aucune raison de supposer qu'elle puisse affecter fortement le choix de l'une des configurations de vote.

La régression multinomiale de la variable dépendante regroupant les configurations de vote afférant à la branche 1 est alors calculée uniquement pour les personnes qui ont exprimé une identification partisane ($y_{1i} = 1$):

$$y_{2i}^* = \beta_0 + \beta_1(\text{Identification à un parti de gvt.}) + \beta_2(\text{Satisfaction à l'égard du gvt.}) \\ + \beta_3(\text{Satisfaction à l'égard des enjeux}) + \gamma Z(\text{Variables d'interaction}) \\ + \beta_4(\text{Var. de contrôle}) + \varepsilon_i$$

où y_{2i}^* est la variable dépendante latente de la deuxième étape. Il existe plusieurs y_{2i}^* puisque la variable dépendante est catégorielle. Il faut également noter que les variables relatives à l'identification à un parti gouvernemental, les variables d'interaction entre cette dernière et la satisfaction à l'égard du gouvernement ainsi que des enjeux ne sont ajoutées qu'à ce stade du modèle. Les coefficients pour les variables indépendantes sont notés avec β et le terme d'erreur est ε_i . Dans un tel modèle de sélection, l'équation de résultat estime, par exemple, la probabilité de voter conforme sous condition d'exprimer une identification partisane. En procédant ainsi, il devient possible de comparer les configurations de vote de la branche 1.

7. Conclusion

JAN-ERIK REFLE & LIONEL MARQUIS

Le point de départ de notre réflexion dans ce volume est l'idée, largement répandue depuis plusieurs années, d'une crise de la démocratie en Europe. Dans ce contexte, la présence persistante — et souvent grandissante — des partis populistes dans la majeure partie des pays européens nous a amenés à nous interroger sur les facteurs explicatifs du succès de ces partis. Du côté de l'*offre* populiste, l'anti-élitisme et la dénonciation d'une faillite morale de la classe politique traditionnelle sont bel et bien au cœur du discours de ces partis (voir chap. 1 *supra*). En revanche, les « récits de crise » renvoyant l'émergence des partis populistes à un délitement de la structure économique et sociale des pays européens semblent procéder d'une analyse quelque peu superficielle de la situation — plusieurs partis populistes ont rencontré un certain succès bien *avant* le début de la crise économique et migratoire qui a frappé l'Europe depuis une dizaine d'années. Du côté de la *demande* politique, les analyses menées dans les différents chapitres de ce volume tendent à démontrer une spécificité du profil des électrices et électeurs votant pour les partis populistes. Dans l'ensemble, ces analyses suggèrent que les propriétés objectives jouent un rôle moins important pour prédire le vote populiste que les caractéristiques subjectives. Ainsi, quand bien même les électeurs des partis populistes sont plus souvent issus des couches les plus défavorisées de la société (e.g., personnes moins éduquées, ou plus exposées à la précarité et à la mondialisation), *c'est avant tout par leurs valeurs et leurs attitudes qu'ils se distinguent des électeurs des autres partis* — opposition à l'immigration et à l'intégration européenne, assentiment aux inégalités, insatisfaction à l'égard du gouvernement, méfiance dans les institutions, etc.

Dans la conclusion de ce volume, nous poursuivons deux objectifs. En premier lieu, nous faisons une synthèse des principaux résultats obtenus dans les différents chapitres. Dans un deuxième temps, nous reprenons les principales variables dont l'impact sur le vote populiste a été démontré dans les contributions à ce volume et nous les intégrons dans un modèle synthétique d'explication du vote centré sur les différences entre quatre pays. Nous tenterons ainsi de déterminer s'il existe, globalement, un modèle d'explication « européen », ou si les différences entre pays empêchent toute réduction du vote populiste à un ensemble commun de facteurs explicatifs.

7.1. Rappel des principaux résultats

Avec un dessin de recherche comparant les formes de populisme de droite et de gauche, Goin et Martínez (chap. 3) montrent que certains facteurs économiques peuvent influencer le vote pour un parti populiste de droite mais aussi de gauche. Par contre, ni le niveau d'éducation, ni la critique de l'Union européenne ne semblent en mesure d'expliquer le vote pour un parti populiste de gauche, contrairement au vote populiste de droite. Parmi les effets significatifs en ce qui concerne le vote populiste de droite, on mentionnera notamment les attitudes à l'égard de l'intégration européenne et la satisfaction envers le gouvernement. Ainsi, l'étude de Goin et Martinez tend à confirmer les résultats de la littérature existante, selon laquelle le vote pour la droite populiste s'explique principalement par une opposition aux élites nationales et européennes. En l'occurrence, cette opposition se traduit par des attitudes eurosceptiques et anti-gouvernementales, mais aussi par la perception d'une menace culturelle liée à l'immigration.

En examinant la question des valeurs politiques, Braulin et Gorgoni (chap. 4) montrent que le rapport (hostile ou favorable) à l'immigration structure systématiquement le vote en faveur des partis populistes de droite. D'autres valeurs, comme l'opposition à l'intégration européenne ou l'assentiment aux inégalités, jouent également un certain rôle dans certains pays, mais pas dans d'autres. Enfin, la perception d'un déficit démocratique renforce également le vote populiste dans les cas de la Pologne et des Pays-Bas, mais exerce un effet inverse en Italie. Ces résultats suggèrent que le contexte national — par l'attention spécifique qu'il dirige sur différents types d'enjeux — remplit une *fonction d'activation des valeurs*, voire détermine la manière dont les valeurs sont *appliquées* à l'évaluation des partis populistes. Par ailleurs, bien que l'éducation constitue une simple variable de contrôle dans le modèle testé par Braulin et Gorgoni, son impact mérite d'être relevé : dans tous les pays (à l'exception de l'Italie), ce sont les personnes avec un moindre niveau de formation qui tendent à voter en faveur des partis populistes de droite.

Dans leur analyse centrée sur les attitudes politiques et le capital social, Borduas, Michel et Müller (chap. 5) soulignent avant tout le rôle joué par la confiance politique. Alors que la confiance interpersonnelle n'influence guère le choix de vote, un manque de confiance dans certaines *institutions politiques comme le parlement* (national ou européen) augmente significativement la probabilité de voter en faveur d'un parti populiste de droite. En revanche, contrairement aux attentes théoriques, la confiance dans les politiciens n'est pas un facteur prépondérant dans l'explication du vote populiste de droite. Les auteur(e)s montrent par ailleurs que le degré de « nativisme » (renvoyant à une attitude nationaliste d'hostilité envers les personnes non-natives sur le territoire national) est une variable centrale pour expliquer le vote populiste. En comparaison, le vote populiste est nettement moins tributaire des dispositions « autoritaires » des individus, de leurs sentiments d'efficacité politique ou de l'étendue de leur capital social — à noter que, contrairement aux attentes, le vote populiste dans certains pays est *plus* répandu parmi les individus mieux insérés dans les réseaux de relations sociales.

Enfin, Reveilhac et Vidal Kränzlin (chap. 6) s'intéressent aux « configurations de vote », c'est-à-dire aux différences entre vote conforme, vote dissident et abstention qui se dessinent parmi les personnes qui s'identifient à un parti politique. Ces différences sont examinées au moyen d'un modèle de *vote rétrospectif* centré à la fois sur la satisfaction des électeurs à l'égard de l'action gouvernementale et sur leur évaluation des « enjeux de performance » tels que l'économie, la démocratie, la santé, ou l'éducation. Le test de ce modèle dans cinq pays européens suggère tout d'abord que les sympathisants d'un parti au gouvernement ont une moindre probabilité de s'abstenir ou de voter dissident (i.e., de voter pour un parti autre que celui auquel ils s'identifient). Par ailleurs, la satisfaction à l'égard de l'action gouvernementale tend à renforcer la probabilité d'un vote conforme à l'identification partisane parmi les sympathisants des partis de gouvernement et à diminuer une telle probabilité parmi les sympathisants des partis d'opposition — en tous cas dans certains pays.

7.2. Vers une analyse européenne

Le discours populiste repose sur une idéologie « antisystème », dont la définition minimale (voir chap. 1.2.1) se réduit essentiellement à la mise en opposition entre une élite corrompue et un « peuple pur », et dont la mission principale est de « rendre la parole au peuple » (Mudde 2007 : 151). Dans le prolongement de cette définition restreinte, la majeure partie des contributions dans ce volume se sont penchées plus spécifiquement sur le populisme *de la droite radicale*. Comme nous l'avons vu dans le chapitre introductif, c'est avant tout ce type de populisme qui, aujourd'hui,

représente un défi à la conception *libérale* de la démocratie. En effet, le populisme de la droite radicale ajoute à la définition étroite du populisme — son anti-élitisme — au moins *deux autres caractéristiques*, à savoir le nativisme (une forme de nationalisme) et l'autoritarisme (voir chap. 2.2.2). Or, ces dimensions idéologiques alimentent une tension manifeste avec les principes fondamentaux de l'Etat de droit libéral (protection des droits individuels, protection des minorités, séparation des pouvoirs, etc.) :

“Although the populist radical right is not antidemocratic in a procedural sense, (...) core tenets of its ideology stand in fundamental tension with *liberal* democracy. (...) To understand the nature and scope of this tension, we must examine the societal and systemic consequences of the three key features of the populist radical right: nativism, authoritarianism and populism” (Mudde 2007 : 138).

A partir de ces considérations, une question naturelle consiste à se demander si le contenu idéologique du discours de la droite populiste trouve une traduction empirique auprès de la *demande* de ces partis. Autrement dit, les électeurs des partis populistes de droite possèdent-ils effectivement des traits plus anti-élitistes, plus nativistes et plus autoritaires que les électeurs d'autres partis ? La pertinence de cette question n'a pas échappé aux auteur(e)s des précédents chapitres, qui ont proposé différentes manières de mesurer les attitudes à l'égard des axiomes du populisme de droite.¹⁴⁶ Cependant, le choix et l'orientation précise de ces mesures varient évidemment en fonction des problématiques spécifiques à chaque groupe d'auteur(e)s, ce qui rend difficile la comparaison et l'intégration des différents résultats. Par ailleurs, la base empirique varie également d'une analyse à l'autre, suivant la vague d'enquête ESS et les pays sélectionnés, ce qui complique encore davantage la mise en perspective des résultats.

Afin de remédier à ces difficultés, nous proposons de tester un modèle synthétique du vote populiste de droite rassemblant les principales variables explicatives identifiées dans les chapitres précédents. A cet effet, nous utilisons un échantillon issu des données les plus récentes de l'ESS (vague 7, 2014–2015) et composé de quatre pays analysés ci-avant (Suisse, France, Pologne et Pays-Bas), qui se caractérisent tous par la présence d'une droite populiste forte. L'objectif de ce test empirique est double. D'une part, il s'agit d'identifier les facteurs explicatifs les plus saillants. D'autre part, l'objectif est de déterminer s'il existe un ensemble de facteurs communs aux différents pays ; autrement dit, *existe-t-il un vote populiste européen*, dans le sens où le vote pour ce type de partis reposerait sur les mêmes mécanismes dans différents pays européens ? La réponse à cette question n'est pas évidente ; les chapitres précédents ont montré des convergences, mais aussi parfois des différences importantes entre les pays. Comme nous l'expliquions en préambule (voir chap. 2.1 *supra*), chaque contexte national est singulier, aussi bien du point de vue du discours spécifique des partis populistes qu'au niveau des institutions politiques et de la saillance particulière des enjeux. Ces éléments du contexte sont susceptibles de rehausser ou de restreindre l'effet des perceptions, attitudes et autres dispositions intériorisées par les individus sur leur comportement de vote.

Au niveau de la *variable dépendante*, notre dispositif de mesure procède de manière identique aux chapitres précédents. Il s'agit d'une variable *dummy* où la valeur 1

¹⁴⁶ Par exemple, Goin et Martínez (chap. 3) ont inclus dans leur modèle l'europhilie/euroscpticisme, la satisfaction envers le gouvernement, ainsi que les perceptions de l'impact économique et culturel de l'immigration. Dans une perspective similaire, Borduas, Michel et Müller (chap. 5) ont pris en compte l'anti-élitisme (notamment sous la forme de la confiance dans les institutions), le nativisme et l'autoritarisme. Enfin, les trois dimensions du populisme de droite recourent assez largement les valeurs politiques (rapport à l'immigration, souveraineté, loi et l'ordre) analysées par Braulin et Gorgoni (chap. 4).

exprime le vote pour un parti populiste de droite et la valeur 0 indique un vote pour tout autre type de partis (nous renvoyons au chap. 2.3.1 *supra* pour la classification des partis dans ces deux catégories). Au niveau des *variables indépendantes*, les variables retenues sont les suivantes :

- Soutien à l'intégration européenne (euroscepticisme/europhilie) [euutf]
- Satisfaction à l'égard de l'action gouvernementale [stfgov]
- Ouverture culturelle, i.e., impact perçu de l'immigration pour la culture du pays [imueclt]
- Nativisme (échelle additive construite sur la base de 9 items ; voir chap. 5.3.2)
- Autoritarisme (variable dichotomique construite sur la base de 5 items ; voir chap. 5.3.2)
- Confiance dans le parlement national [trstprl], dans le parlement européen [trstep] et dans les partis [trstprt]
- Variables socio-démographiques : âge, sexe, éducation

Ces indicateurs reprennent les dimensions constitutives du populisme de droite (anti-élitisme, nativisme, autoritarisme) et y ajoutent trois variables socio-démographiques — âge, sexe et éducation. Souvent prises en compte comme variables de contrôle (voir chap. 3 à 5), ces caractéristiques ont toutefois une influence robuste sur le vote populiste. A de très rares exceptions, le vote populiste de droite est soit indépendant de l'âge, du sexe et de l'éducation, soit plus répandu parmi les personnes plus jeunes, parmi les hommes, et parmi les personnes avec un moindre niveau d'éducation.¹⁴⁷

Afin d'évaluer de manière systématique les variations entre les différents contextes nationaux, nous procédons en deux étapes. Tout d'abord, nous testons le modèle séparément dans chaque pays. Ensuite, afin de mesurer les différences entre pays, nous ajoutons des termes d'interaction entre chaque pays (variables *dummy*) et chaque variable explicative. Les résultats relatifs à ce deuxième bloc de variables ne sont pas reportés *in extenso* dans le Tableau 7.1, mais sous la forme de contrastes entre pays (dernières colonnes). A noter que, avec seulement 11 variables explicatives et quatre pays, pas moins de 36 variables sont nécessaires pour tester un modèle d'interactions.¹⁴⁸ C'est pourquoi notre modèle se focalise sur un petit nombre de prédicteurs, identifiés comme importants sur un plan théorique et/ou empirique. En contrepartie, les termes d'interaction permettent d'apprécier la variation ou la stabilité des effets entre les différents pays. Si la thèse d'un « vote populiste européen » possède quelque validité, nous devrions observer des effets significatifs, mais pas (ou peu) de contrastes entre les contextes nationaux. Si au contraire le vote populiste de droite ne peut s'interpréter en dehors du contexte dans lequel ce vote est produit, les contrastes devraient s'avérer nettement plus nombreux et plus importants. Le Tableau 7.1 présente les résultats de notre modèle empirique.

¹⁴⁷ Malheureusement, en se focalisant sur les données les plus récentes de l'ESS (i.e., vague 7), notre test empirique ne peut pas prendre en compte la plupart des *valeurs politiques* analysées dans le chapitre 4. Cependant, nous avons déjà souligné que les trois dimensions centrales du discours populiste se confondent quasiment avec certaines valeurs politiques examinées dans ce chapitre.

¹⁴⁸ Les variables *dummy* servent à coder le pays de résidence du répondant ; trois d'entre elles sont incluses dans le modèle. Nous créons ensuite des termes d'interaction entre chacune des dummies et chacune des variables explicatives (i.e., pays × variable explicative). Avec quatre pays (N=4) et 11 variables explicatives (K=11), le total des termes d'interaction est de 33 (N-1 × K = 33). Chaque interaction dont l'effet est statistiquement significatif indique que la variable explicative en question exerce un effet différent dans le pays concerné, par rapport à l'effet enregistré dans le pays qui constitue la catégorie de référence. Pour notre test, nous choisissons *tour à tour chaque pays comme catégorie de référence* — en réalité, trois pays de référence suffisent, le quatrième étant redondant. Ces trois modèles sont strictement équivalents, mais permettent d'évaluer tous les contrastes entre pays, reportés dans les dernières colonnes du Tableau 7.1.

Tableau 7.1 : Modèle explicatif du vote populiste de droite (coefficients de régression logistique)

	Suisse (CH)		France (F)		Pays-Bas (NL)		Pologne (PL)		Contrastes entre pays					
	B	Exp(B)	B	Exp(B)	B	Exp(B)	B	Exp(B)	CH / F	CH / NL	CH / PL	F / NL	F / PL	NL / PL
Constante	1.72	5.61	2.40*	11.04	-1.16	.31	1.71*	5.55		†		*		*
Soutien à l'intégration européenne	-.21***	0.81	-.03	0.97	-.07	.94	-.11**	0.89	*	†				
Satisfaction avec le gouvernement	-.21**	0.81	-.05	0.95	-.24**	.79	-.34***	0.71				†	**	
Confiance dans le Parlement national	-.12	0.89	-.26***	0.77	-.12	.88	-.03	0.97					*	
Confiance dans le Parlement Européen	-.10	0.90	-.07	0.93	-.09	.92	-.13*	0.88						
Confiance dans les partis	.28**	1.32	.30**	1.34	.04	1.04	.32***	1.37		†		†		*
Ouverture culturelle (immigration)	-.22**	0.80	-.36***	0.70	-.01	.99	-.08	0.92		*		***	***	
Nativisme	.30*	1.35	.28**	1.32	.69***	2.00	.18*	1.20		*		**		***
Autoritarisme	-.08	0.92	.37	1.44	-.64†	.53	.65**	1.91			*	*		***
Age	-.01	0.99	-.05***	0.95	-.03***	.97	-.01*	0.99	***	†		†	**	
Sexe (femme)	-.09	0.92	-.39	0.68	-.15	.86	-.11	0.89						
Niveau d'éducation	-.33***	0.72	-.19*	0.82	-.40***	.67	-.18**	0.83						†
N	598		974		1275		651							
Pseudo-R ² (Nagelkerke)	.399		.408		.369		.293							
-2LL	423.6		454.0		514.8		648.4							
Chi ²	171.0***		210.0***		220.2***		147.5***							

Notes : *** : p<.001 ; ** : p<.01 ; * : p<.05 ; † : p<.10. Données pondérées selon l'indice « post-stratification » [pspwght].

Le Tableau 7.1 confirme pour l'essentiel les résultats obtenus dans les chapitres précédents, tout en apportant certaines nuances. Pour commencer, les deux premiers indicateurs liés à la dimension de l'anti-élitisme, à savoir l'euroscepticisme et l'insatisfaction à l'égard de l'action gouvernementale, sont de puissants prédicteurs du vote populiste en Suisse et en Pologne. Ils le sont un peu moins aux Pays-Bas (où l'euroscepticisme n'est pas une attitude pertinente pour expliquer le vote en faveur du PVV) et pas du tout en France. Par contraste, la confiance dans le parlement national ou européen n'est que marginalement liée au vote. Bien que tous les effets soient négatifs, seuls deux d'entre eux sont statistiquement significatifs, à savoir la méfiance dans le parlement national en France (qui profite au Front National) et la méfiance dans le Parlement Européen en Pologne (qui profite au PiS et à ses alliés). Enfin, l'effet de la confiance dans les partis est pour l'essentiel le même en Suisse, en France et en Pologne ; dans ces pays, une confiance accrue dans les partis *augmente* la probabilité d'un vote populiste, tandis que cet effet est inexistant aux Pays-Bas. Par ailleurs, un examen des contrastes (dernières colonnes du Tableau 7.1) suggère que les résultats liés à la dimension de l'anti-élitisme ne varient que modestement entre les pays. On note tout de même deux tendances significatives. D'une part, l'effet de l'euroscepticisme est plus fort en Suisse qu'en France et aux Pays-Bas ; ce résultat n'est guère étonnant au vu de la campagne permanente de l'UDC contre toute forme d'intégration européenne s'écartant de la stricte voie bilatérale. D'autre part, la Pologne figure dans la plupart des contrastes significatifs, car c'est le pays où les indicateurs des attitudes anti-élites ont le plus fort impact, à l'exception de la confiance dans le parlement national.¹⁴⁹

Dans l'ensemble, les résultats relatifs à la confiance dans les institutions politiques confirment l'analyse de Borduas et al. (chap. 5 *supra*). Cependant, du fait des différences entre les bases empiriques et dans la spécification des modèles testés, on ne saurait affirmer ici que l'anti-élitisme qui se manifeste dans les effets de la confiance politique se réduit à une forme d'*antiparlementarisme*.¹⁵⁰ En revanche, le vote populiste de droite semble effectivement tributaire d'une *confiance générale* envers les partis politiques — et non pas d'une méfiance à leur égard, comme on le suppose généralement. Peut-être cette relation est-elle déterminée par le « paradoxe du parti anti-partis » (voir chap. 1.2.2 *supra*), c'est-à-dire par le crédit que les électeurs populistes accordent à *leur* parti pour corriger les erreurs imputées aux autres partis.¹⁵¹ Au-delà de ces conjectures, un aspect fascinant de la relation entre la confiance dans les partis et le vote populiste tient au fait que cette relation est *négative* au niveau bivarié (et ceci de manière significative en France et aux Pays-Bas, $p < .05$). Toutefois, cette relation s'inverse aussitôt que la confiance dans les institutions parlementaires et/ou la satisfaction dans le gouvernement sont introduites dans le modèle (et plus nettement encore lorsque les autres variables sont également incluses). Ceci suggère que, dans chaque strate de confiance à l'égard du pouvoir (exécutif ou législatif) en

¹⁴⁹ On notera que les contrastes reportés dans les dernières colonnes du Tableau 7.1 ne correspondent pas toujours à ce que l'on pourrait « déduire » d'une lecture superficielle des effets estimés. Contrairement à ce que l'on suppose parfois, les différences entre un effet statistiquement significatif et un effet non significatif peuvent être elles-mêmes non significatives (Gelman & Stern 2006).

¹⁵⁰ Compte tenu du nombre limité de pays examinés ici, on ne saurait non plus affirmer le contraire ; il est possible que la défiance à l'égard des institutions parlementaires se manifeste plus clairement dans d'autres pays européens (voir par l'exemple le cas de la Finlande analysé dans le Tableau 5.3 *supra*).

¹⁵¹ Aux Pays-Bas, cette relation pourrait être neutralisée en raison des perceptions que le PVV (ou n'importe quel autre parti) ne peut parvenir au pouvoir et y exercer une véritable influence par ses propres forces ; ainsi, l'interdépendance entre partis pour la formation de coalitions gouvernementales et la dimension stratégique du vote sont susceptibles d'expliquer pourquoi la confiance (et « l'espoir ») placé dans son parti ou dans les partis en général ne suffisent pas à motiver le vote populiste.

charge de la politique nationale, y compris parmi les individus manifestant un degré de défiance prononcé, le crédit accordé aux partis ouvre la voie à un vote populiste. Le « jeu partisan » n'est donc pas totalement indexé au « jeu du pouvoir ». Bien que malmenés comme toutes les autres institutions politiques, les partis semblent donc investis par certains électeurs populistes de la capacité de « changer la donne ».

S'agissant à présent des variables relatives au nativisme, à savoir l'ouverture culturelle et l'échelle additive résumant les perceptions de l'immigration, celles-ci ont un impact important sur la probabilité d'un vote populiste. En Suisse et en France, les deux variables ont un effet déterminant sur ce type de vote ; aux Pays-Bas et en Pologne, c'est uniquement le nativisme qui explique le vote en faveur du PVV et du PiS. Ces résultats renforcent la conviction acquise à la lecture des chapitres précédents : les attitudes nationalistes et anti-immigration constituent la principale clé d'interprétation du succès des partis populistes de droite en Europe. Cependant, les contrastes entre pays démontrent des *variations de degré* dans la pertinence de cette explication du vote. D'une part, la Suisse et la France sont les seuls pays où la question de l'ouverture culturelle apporte une contribution distincte de celle du nativisme en général ; les électeurs des partis populistes de ces deux pays semblent donc motivés à empêcher une détérioration (supposée) du cadre de vie culturel par l'arrivée d'immigrés sur le territoire national. D'autre part, les attitudes nativistes ont un impact plus fort sur le vote populiste aux Pays-Bas que dans tous les autres pays. De fait, le PVV est un parti essentiellement anti-immigration, et les positions du parti et de son leader Geert Wilders sur la question de l'assimilation de la population étrangère sont extrêmement radicales, même en comparaison d'autres partis de la droite populiste comme le Front National ou le Vlaams Belang (Akkerman 2015 : 60). Ainsi, le PVV s'attire la grande majorité des voix xénophobes, mais son potentiel de progression au-delà de ce cercle d'électeurs paraît pour l'instant limité.

L'effet des attitudes autoritaires sur le vote populiste semble relativement modeste. En Pologne, certes, les penchants autoritaires du PiS et de ses alliés populistes sont largement partagés par leurs électeurs. Mais tel n'est pas le cas en Suisse et en France, et encore moins aux Pays-Bas, où les électeurs avec des traits plus autoritaires sont *moins* susceptibles de voter en faveur du PVV (voir chap. 5.4.5 *supra* pour une interprétation de cet effet, qui n'est toutefois que marginalement significatif ; $p < .06$). Les contrastes entre pays confirment que les électeurs populistes en Pologne et aux Pays-Bas occupent des positions opposées sur la question de l'autoritarisme.

Finalement, l'influence des caractéristiques socio-démographiques peut se résumer assez simplement. En premier lieu, le vote en faveur des partis populistes tend à diminuer en fonction de l'âge. Même si les jeunes sont sous-représentés parmi les électeurs en raison de leur faible participation, ils tendent à être *sur*-représentés parmi les électeurs des partis populistes (à l'exception notable de la Suisse, où cette relation n'est pas significative). Par ailleurs, les contrastes estimés suggèrent que la relation entre âge et vote populiste est particulièrement forte en France. Au total, l'effet de l'âge est difficile à interpréter car il traduit probablement des influences multiples liées soit à la position dans le cycle de vie, soit à l'appartenance à différentes générations. A niveau de formation équivalent, les jeunes ont un revenu inférieur à leurs aînés, une situation professionnelle plus précaire, et/ou une moindre intégration sociale. Les jeunes pourraient ainsi se sentir plus exposés aux méfaits de la mondialisation décriés par les partis populistes, en particulier à la concurrence supposée de la population d'origine immigrée pour l'accès aux postes de travail et aux prestations sociales (Arzheimer & Carter 2006). A cela s'ajoute que les jeunes manifestent un moindre attachement partisan, ce qui pourrait faciliter le ralliement à des formations populistes stigmatisées par l'ensemble de leurs adversaires (Betz 1994 : 147-148). A ces effets de cycle de vie se superposent probablement des effets de génération. Les cohortes socialisées pendant ou peu après la période trouble des années 1930-1940 ont appris à se défier des positions extrémistes et nationalistes,

ainsi que des incitations à la discrimination ethnique, raciale ou religieuse. Toutefois, à mesure que la période de socialisation des générations suivantes s'éloigne des années de guerre, les impératifs et interdits moraux liés à ce contexte historique tendent à s'estomper (Perrineau 1997 : 101-105).

En second lieu, l'effet de l'éducation est très robuste et homogène. Dans les quatre pays examinés, ce sont bien les personnes avec un moindre niveau de formation qui votent le plus fréquemment en faveur des partis populistes — à cet égard, aucune différence notable ne peut être observée entre les pays. L'influence de l'éducation peut s'expliquer de différentes manières — par son implication dans les situations de précarité sociale et professionnelle (voir chap. 3 *supra*), par ses liens avec les préjugés et les attitudes xénophobes (Wagner & Zick 1995 ; Zick et al. 2011) ou avec la tolérance politique (Nunn et al. 1978 : chap. 4 ; Sullivan et al. 1982 : 114-123), ou encore par son rôle dans la formation de certaines valeurs personnelles comme la sécurité, la tradition, la conformité ou l'autonomie (Schwartz 2006).¹⁵² Dans les grandes lignes, ces interprétations rejoignent l'idée d'un « modèle de l'éclaircissement »¹⁵³ attribuant à l'éducation la capacité de favoriser la tolérance, le renoncement à la violence et la compréhension (voire l'empathie) à l'égard des individus et des groupes désavantagés. Dans les années 1950, le socio-psychologue Gordon Allport, l'un des pionniers de l'étude des préjugés, avait déjà résumé cet impact de l'éducation :

"Education has a marked effect [on tolerance]. Perhaps it is because higher education lessens feelings of insecurity and anxiety. Or perhaps education enables the individual to see the social scene as a whole, and to comprehend that the welfare of one group is linked to the welfare of all groups" (Allport 1979[1954] : 433).

Comme l'âge, l'éducation pourrait donc exercer une influence sur le vote populiste au travers des valeurs et des attitudes politiques. Cependant, l'influence de ces variables ne semble pas se réduire aux attitudes (confiance, nativisme, autoritarisme, etc.) mesurées dans le modèle du Tableau 7.1, car elle pourrait s'exprimer au travers d'autres dispositions (e.g., tolérance, égalité, sécurité, perceptions du contexte économique, etc.). C'est aussi le rôle généralement dévolu aux différences entre hommes et femmes. Toutefois, sous contrôle des autres variables dans le modèle, notre analyse ne démontre absolument aucun effet du sexe sur le vote populiste.¹⁵⁴ Cette

¹⁵² Un autre type d'explication se rapporte au *style populiste* (voir chap. 1.4 *supra*) : ce seraient en premier lieu la simplicité des idées et les « mauvaises manières » des leaders populistes, voire la tonalité émotionnelle et les incohérences de leur argumentation, qui faciliteraient la compréhension du discours et l'identification aux leaders auprès des individus moins éduqués, ou qui au contraire empêcheraient les individus plus éduqués d'adhérer à ce type d'idées et de style personnel. Malgré son attrait intuitif, une telle explication n'a jamais été testée empiriquement à notre connaissance.

¹⁵³ Traduction approximative du "enlightenment model" proposé, non sans quelque réticence, par Gamson et Modigliani (1966) pour analyser les opinions du public américain à l'égard de la politique étrangère. Ce modèle est relativement mal défini et non dépourvu de connotations normatives, puisque la « lumière » semble jaillir nécessairement de la vision et des normes des élites dominantes. Cette lecture prête évidemment le flanc à une critique gramscienne de l'hégémonie culturelle, dont se sont emparés les théoriciens qui, comme Laclau, tentent de redéfinir la notion même du populisme (voir chap. 1.2 *supra*).

¹⁵⁴ Bien que l'effet du sexe sur le vote populiste ait été souvent mis en évidence au niveau bivarié, les femmes votant moins pour ce type de partis que les hommes (e.g., Betz 1994 : 142-146), une telle relation peut être totalement exclue pour les pays examinés ici. Des analyses bivariées (tableaux croisés et régressions logistiques) ne montrent absolument aucune relation. Par ailleurs, contrairement à l'âge et à l'éducation, le sexe n'est que très rarement relié aux attitudes figurant dans le modèle (nativisme, europhilie, etc.), à l'exception de la confiance dans le Parlement Européen (pour lequel les femmes manifestent plus de confiance que les hommes en Suisse, en France et aux Pays-Bas). Par conséquent, l'absence de tout effet imputable au sexe ne peut s'expliquer par le fait que l'influence du sexe serait entièrement médiatisée par les attitudes.

disparition supposée du critère de sexe pourrait être liée à un nivellement progressif des statuts et des rôles sociaux des hommes et des femmes — notamment au travers d'un affaiblissement des stéréotypes de genre (Papuchon 2017), de la féminisation du monde du travail et de l'exposition des femmes à de nouvelles formes de risques sociaux (Bonoli 2006). Alternativement, la *féminisation du personnel politique* des partis populistes (candidats, leaders) pourrait également œuvrer en faveur d'un rapprochement entre hommes et femmes. Les exemples de Marine Le Pen en France et de Beata Szydło en Pologne (membre du PiS et cheffe du gouvernement polonais entre 2015 et 2017) semblent aller dans ce sens. Même l'UDC, parti autrefois exclusivement représenté par des hommes, a progressivement comblé son retard sur les autres partis de droite en termes de députation féminine, même si celle-ci reste encore largement inférieure à celle des partis de gauche (Pilotti 2017 : 195-197). Il deviendrait ainsi plus facile pour les femmes de s'identifier à des partis dont les idées et les valeurs ont été longtemps considérées comme « masculines ».

7.3. Remarques conclusives

Les questions posées dans ce volume s'inscrivent dans un débat scientifique, mais aussi politique et normatif, sur le rôle et la place du populisme dans les démocraties européennes. Nous ne reviendrons pas, dans cette note conclusive, sur la controverse entre défenseurs et détracteurs du populisme. Nous examinerons plutôt les points d'articulation entre les études de *l'offre* populiste (idéologie, discours, styles, stratégies, etc.) et celles qui, à l'exemple de ce volume, adoptent le point de vue de la *demande* populiste. Afin de simplifier cette discussion, nous nous focaliserons sur le cas du populisme *de la droite radicale*.

Du côté de **l'offre politique**, la plupart des spécialistes des partis populistes s'accordent à les décrire comme des partis anti-système autoritaires, nationalistes, souvent europhobes et xénophobes, qui flatteraient « les plus bas instincts » des classes populaires en dénonçant l'incompétence et la corruption de la « classe politique ». Ces partis alimenteraient aussi les craintes d'une mondialisation sauvage apportant précarité et déclin social, en agitant le spectre d'une immigration prétendument devenue incontrôlable, néfaste pour l'emploi et l'accès aux prestations sociales des nationaux, et de plus en plus menaçante pour les « valeurs occidentales ». Plus inquiétantes encore pour les institutions démocratiques seraient les tendances autoritaires et « illibérales » des partis populistes parvenus au pouvoir dans certains pays européens comme la Hongrie ou la Pologne. Elles le sont sans aucun doute.

Du point de vue de **la demande politique**, cependant, le « désaveu » attendu de la classe politique et des institutions démocratiques ne se concrétise que rarement. Certes, le vote populiste sanctionne souvent une insatisfaction envers l'action gouvernementale et envers certains projets politiques majeurs comme l'intégration européenne. Mais, dans une logique de vote rétrospectif (voir chap. 6 *supra*) qui ne déroge nullement aux normes démocratiques, comment reprocher à des citoyens mécontents de choisir « d'aller voir ailleurs » et de se comporter, en fin de compte, en électeurs « responsables » (Key 1966) ? On pourra alors souligner que certaines valeurs auxquelles adhèrent les électeurs populistes (e.g., assentiment aux inégalités en Suisse et en France ; voir chap. 4 *supra*) sont moralement douteuses ; mais ce n'est certainement pas le lieu ici d'ouvrir un débat aussi tortueux que celui des « jugements de valeur sur les valeurs » (voir Ogien 2013). On fera d'ailleurs remarquer que la perception d'un déficit démocratique et les traits autoritaires ne sont reliés que mollement au vote populiste (à l'exception de la Pologne ; voir chap. 4 et 5 *supra*), tout comme les indicateurs objectifs et subjectifs mesurant le degré de précarité des individus et leurs perceptions de la crise économique et sociale (voir chap.

3 *supra*). De même, les indicateurs de confiance à l'égard des institutions politiques ne dégagent qu'une tendance timide, chez les électeurs populistes, vers une forme d'antiparlementarisme (voir chap. 5 et 7.2 *supra*). A contrario, il faut souligner que le vote populiste n'est *pas* tributaire d'une méfiance envers les partis, bien au contraire. Dans les pays européens où l'arrivée (respectivement la participation) au pouvoir d'un parti populiste n'est pas une chimère, l'institution partisane, bien que largement discréditée, semble toujours perçue comme le vecteur d'un possible changement — en tous cas parmi les citoyens qui usent encore de leur droit de vote.

A ces particularités d'ordre psychologique s'ajoutent des caractéristiques socio-démographiques. Dans l'ensemble, les électeurs populistes ont un niveau de formation clairement inférieur (mais pas nécessairement un moindre niveau de revenu) et sont tendanciellement plus jeunes que les électeurs d'autres partis. Mis bout à bout, ces éléments permettent de construire un profil distinct de l'électorat populiste, qui apparaît comme plus « populaire » et plus « contestataire » que d'autres. Mais cet électorat n'est pas une armée en marche pour renverser le système et l'establishment politique. Comme les analyses rassemblées dans ce volume l'ont démontré de manière incontestable, *le principal moteur du vote populiste est le rejet de l'immigration*, considéré comme un phénomène néfaste aussi bien d'un point de vue économique que dans une perspective culturelle. La crise migratoire de ces dernières années n'a fait qu'accentuer les crispations et l'exaspération de nombreux citoyens européens à l'égard de la libre circulation des personnes dans l'espace européen (dumping salarial, travailleurs détachés, etc.) et de l'accueil de réfugiés « économiques » ou « politiques » d'origine extra-européenne — enjeux brûlants auxquels se superposent les craintes liées au terrorisme et la montée de l'islamophobie (voir Marquis 2016). Les récents succès de l'UDC en Suisse, du Front National en France, de l'AfD en Allemagne ou de la *Lega* en Italie, sont autant de signes témoignant de la cristallisation de l'enjeu migratoire dans l'esprit de nombreux citoyens européens. De fait, parmi les électeurs populistes, nombreux sont ceux qui pensent (à tort ou à raison) que les élites nationales et européennes n'ont pas de véritable volonté de résoudre les problèmes posés par l'immigration, voire ont un intérêt « caché » à faciliter l'importation de main d'œuvre étrangère pour maintenir des coûts de production aussi bas que possible, au détriment de la main d'œuvre locale.¹⁵⁵

Au vu des désaccords permanents entre les états membres de l'UE sur la question de l'immigration, la principale source de mécontentement qui alimente le vote populiste en Europe ne semble pas près de s'épuiser. Non plus que les interrogations au sujet des mécanismes du vote populiste. Dans le cadre des études menées dans ce volume, plusieurs questions restent en suspens. La première est relative aux indicateurs utilisés pour mesurer les causes du vote populiste. Comme nous l'avons souligné, l'ESS n'est pas à proprement parler une enquête électorale, et encore moins une enquête consacrée à la thématique du populisme. Par rapport aux principales dimensions du populisme, la qualité des indicateurs utilisés est inégale. Si la dimension du « nativisme » bénéficie d'un nombre suffisant de questions sur l'immigration, tel n'est pas le cas des autres dimensions, pour lesquels les auteur(e)s des différents chapitres ont souvent dû se contenter de variables « proxy ». Pour mesurer l'anti-élitisme, par exemple, des variables comme la satisfaction à l'égard du gouvernement ne sont pas idéales. Par ailleurs, il serait intéressant d'y adjoindre d'autres variables comme l'importance attribuée au respect de la souveraineté populaire ou les attitudes à l'égard de la démocratie directe (voir chap. 1.2.1 *supra*).

De même, *l'autoritarisme* des partis populistes identifié dans les analyses de l'offre politique n'a pas de véritable équivalent au niveau des questions posées dans

¹⁵⁵ Cette thèse a été notamment défendue au regard de la décision prise en 2015 par Angela Merkel d'accueillir des centaines de milliers de réfugiés syriens, prétendument sur les recommandations du patronat allemand (voir Marquis 2016 : 19).

l'enquête ESS. C'est pourquoi la faible capacité explicative de l'autoritarisme dans les modèles du vote populiste testés dans cette contribution est équivoque. D'une part, on ne peut écarter la possibilité d'un décalage entre l'offre et la demande sur la question de l'autorité ; le respect de l'ordre, de la discipline et de l'autorité aurait ainsi plus d'importance pour les partis et politiciens populistes que pour leurs électeurs. D'autre part, il est envisageable que la question de l'autorité soit devenue moins saillante ou moins « porteuse » pour les partis populistes eux-mêmes. Dans la mesure où l'autoritarisme est fréquemment associé aux positions radicales et extrémistes qui furent celles de régimes autoritaires à certaines périodes historiques, les acteurs populistes ont parfois cherché à se débarrasser de cette étiquette sulfureuse, comme en témoigne la stratégie de « dédramatisation » du Front National en France (Dézé 2015a). Alternativement, la médiocrité des liens entre traits autoritaires et vote populiste pourrait reposer entièrement sur la mauvaise qualité (validité, reproductibilité, etc.) des données et des procédures empiriques utilisées. Quoi qu'il en soit, il est légitime de se demander si le triptyque « populisme / nativisme / autoritarisme » (Mudde 2007 ; Ivaldi & Zaslove 2015) est en adéquation avec l'état actuel de l'offre et de la demande populiste de droite, ou si au contraire les dispositions anti-élites et surtout anti-immigration ont rempli l'espace de contestation dévolu à cette famille de partis politique.

Une autre question qui mériterait d'être abordée dans de futures recherches porte sur la signification et le rôle électoral de la confiance envers les partis politiques. Nous avons émis l'hypothèse que l'effet *positif* de la confiance dans les partis sur le vote populiste (sous contrôle notamment des autres mesures de confiance) pouvait se concevoir comme un « effet d'assimilation » — la question de la confiance dans les partis étant comprise (inconsciemment ou délibérément) comme une question concernant le parti choisi. Des tests supplémentaires, et probablement d'autres données empiriques, seraient nécessaires pour établir la validité de cette interprétation et pour démêler l'écheveau de la confiance politique. Dans cette perspective, il conviendrait de vérifier si la confiance inspirée par les leaders et les partis populistes exerce une « fonction correctrice » sur le fonctionnement de la démocratie (voir chap. 1.2.2 *supra*), dans le sens où elle attirerait aux urnes des citoyen(ne)s qui se détourneraient autrement de l'acte rituel et politique du vote. La présence d'une offre populiste conduit-elle à une meilleure représentation des segments de la population qui s'excluent ordinairement du jeu politique ? En rompant avec le discours technocratique des partis traditionnels au profit d'un langage plus ordinaire et « authentique », les partis populistes n'ont-ils pas le mérite de « désacraliser » la politique, c'est-à-dire de la rendre moins indéchiffrable, plus accessible, et donc plus intéressante pour les profanes, et en fin de compte de rendre la parole au peuple en mettant la démocratie « à hauteur d'homme » plutôt que l'inverse ? Il y a plus de cinquante ans, le politiste américain Schattschneider nous avisait de cette question :

“Democracy was made for the people, not the people for democracy. Democracy is something for ordinary people, a political system designed to be sensitive to the needs of ordinary people regardless of whether or not the pedants approve of them” (Schattschneider 1960 : 135).

Le rôle de l'offre et de la demande populistes dans les mécanismes de la participation et de l'abstention ne faisait pas partie des ambitions de ce volume ; mais cette question devrait sans doute être associée plus étroitement à l'étude du populisme. A quelques exceptions près (e.g., Hawkins 2010), les recherches existantes se concentrent en effet sur les différences entre vote populiste et vote pour d'autres familles politiques. Si le populisme a souvent été décrié pour ses penchants « illibéraux », il est légitime d'examiner comment il peut également contribuer à une revitalisation des espaces politiques.

Bibliographie

- Abadi, David (2017). *Negotiating Group Identities in Multicultural Germany. The Role of Mainstream Media, Discourse Relations, and Political Alliances*. Lanham: Lexington Books.
- Abadi, David, Leen d'Haenens & Joyce Koeman (2016b). "Recent trends in German integration discourse: From the Sarrazin controversies to the decline of political correctness", in Stefan Mertens & Hedwig de Smaele (eds.), *Representations of Islam in the News: A Cross-Cultural Analysis*. Lanham: Lexington Books: 37-58.
- Abadi, David, Leen d'Haenens, Keith Roe & Joyce Koeman (2016a). "Leitkultur and discourse hegemonies: German mainstream media coverage on the integration debate between 2009 and 2014", *International Communication Gazette* 78(6): 557-584.
- Abts, Koen & Stefan Rummens (2007). "Populism versus democracy", *Political Studies* 55: 405-424.
- Achen, Christopher H. & Larry M. Bartels (2016). *Democracy for Realists: Why Elections Do Not Produce Responsive Government*. Princeton: Princeton University Press.
- Adorno, Theodor W., Else Frenkel-Brunswik, Daniel J. Levinson & R. Nevitt Sanford (1950). *The Authoritarian Personality (Studies in Prejudice Series, Volume 1)*. New York: Harper and Row.
- Akkerman, Agnes, Cas Mudde & Andrej Zaslove (2014). "How populist are the people? Measuring populist attitudes in voters", *Comparative Political Studies* 47(9): 1324-1353.
- Akkerman, Tjitske (2003). "Populism and democracy: Challenge or pathology?", *Acta Politica* 38: 147-159.
- Akkerman, Tjitske (2011). "Friend or foe? Right-wing populism and the popular press in Britain and the Netherlands", *Journalism* 12(8): 931-945.
- Akkerman, Tjitske (2012). "Comparing radical right parties in government: Immigration and integration policies in nine countries (1996-2010)", *West European Politics* 35(3): 511-529.
- Akkerman, Tjitske (2015). "Immigration policy and electoral competition in Western Europe: A fine-grained analysis of party positions over the past two decades", *Party Politics* 21(1): 54-67.
- Akkerman, Tjitske & Sarah L. de Lange (2012). "Radical right parties in office: Incumbency records and the electoral cost of governing", *Government and Opposition* 47(4): 574-596.
- Albertazzi, Daniele & Duncan McDonnell (2008; eds.). *Twenty-First Century Populism: The Spectre of Western European Democracy*. New York: Palgrave Macmillan.
- Albertazzi, Daniele & Duncan McDonnell (2010). "The Lega Nord back in government", *West European Politics* 33(6): 1318-1340.
- Albertazzi, Daniele & Sean Mueller (2013). "Populism and liberal democracy: Populists in government in Austria, Italy, Poland and Switzerland", *Government and Opposition* 48(03): 343-371.
- Albertini, Dominique & David Doucet (2014). *Histoire du Front National*. Paris : Tallandier.
- Alduy, Cécile (2015). "Mots, mythes, médias : Mutations et invariants du discours frontiste", in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé & Nonna Mayer (eds.), *Les Faux-Semblants du Front National. Sociologie d'un Parti Politique*. Paris : Presses de Sciences Po : 247-268.
- Alduy, Cécile & Stéphane Wahnich (2015). *Marine Le Pen Prise aux Mots. Décryptage du Nouveau Discours Frontiste*. Paris : Seuil.
- Allport, Gordon W. (1979[1954]). *The Nature of Prejudice [Unabridged, 25th Anniversary Edition]*. Reading: Addison-Wesley.
- Altemeyer, Bob (1981). *Right-Wing Authoritarianism*. Winnipeg: University of Manitoba Press.

- Altemeyer, Bob (1996). *The Authoritarian Specter*. Cambridge (MA): Harvard University Press.
- Altheide, David L. (2004). "Media logic and political communication", *Political Communication* 21(3): 293-296.
- Altman, David (2011). *Direct Democracy Worldwide*. New York: Cambridge University Press.
- Alvarez, Angel E. (2006). "Social cleavages, political polarization and democratic breakdown in Venezuela", *Stockholm Review of Latin American Studies* 1: 18-28.
- Andeweg, Rudy B. & Galen A. Irwin (2005). *Governance and Politics of the Netherlands (2nd ed.)*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Arceneaux, Kevin (2006). "The federal face of voting: Are elected officials held accountable for the functions relevant to their office?", *Political Psychology* 27(5): 731-754.
- Arditi, Benjamín (2004). "Populism as a spectre of democracy: A response to Canovan", *Political Studies* 52: 135-143.
- Arditi, Benjamín (2005). "Populism as an internal periphery of democratic politics", in Francisco Panizza (ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*. London: Verso: 72-98.
- Arditi, Benjamín (2007). *Politics on the Edges of Liberalism. Difference, Populism, Revolution, Agitation*. Edinburgh: Edinburgh University Press.
- Arditi, Benjamín (2010). "Politics is hegemony is politics? On Ernesto Laclau's *On Populist Reason*", *Constellations* 17(3): 488-497.
- Armony, Ariel C. & Victor Armony (2005). "Indictments, myths, and citizen mobilization in Argentina: A discourse analysis", *Latin American Politics and Society* 47(4): 27-54.
- Art, David (2007). "Reacting to the radical right: Lessons from Germany and Austria", *Party Politics* 13(3): 331-349.
- Art, David (2011). *Inside the Radical Right. The Development of Anti-Immigrant Parties in Western Europe*. New York: Cambridge University Press.
- Arter, David (2013). "The 'hows', not the 'whys' or the 'wherefores': The role of intra-party competition in the 2011 breakthrough of the True Finns", *Scandinavian Political Studies* 36: 99-120.
- Arzheimer, Kai & Elisabeth Carter (2006). "Political opportunity structures and right-wing extremist party success", *European Journal of Political Research* 45: 419-443.
- Astié, Pierre, Dominique Breillat & Céline Lageot (2012). "Repères étrangers (1^{er} octobre - 31 décembre 2011)", *Pouvoirs* 141 : 157-170.
- Atkinson, Michael M., Stephen White, Loleen Berdahl & David McGrane (2016). "Are Canadians stealth democrats? An American idea comes north", *American Review of Canadian Studies* 46(1): 55-73.
- Azzarello, Stefania (2011). *"Populist Masculinities": Power and Sexuality in the Italian Populist Imaginary*. MA thesis, University of Utrecht.
- Bachmair, Udo (2015). "'Krone' als FPÖ-Organ", *Vereinigung für Medien Kultur*, 12.07.2015. Disponible sur : <http://www.medienkultur.at/neu/?p=2107> [consulté en août 2018].
- Bäck, Maria & Henrik Serup Christensen (2016). "When trust matters — a multilevel analysis of the effect of generalized trust on political participation in 25 European democracies", *Journal of Civil Society* 12: 178-197.
- Baehr, Peter (2010). *Hannah Arendt, Totalitarianism, and the Social Sciences*. Stanford: Stanford University Press.
- Baker, C. Edwin (2007). *Media Concentration and Democracy: Why Ownership Matters*. New York: Cambridge University Press.
- Baker, David, Andrew Gamble, Nick Randall & David Seawright (2008). "Euroscepticism in the British party system: 'A source of fascination, perplexity, and sometimes frustration'", in Aleks Szczerbiak & Paul Taggart (eds.), *Opposing Europe? The Comparative*

- Party Politics of Euroscepticism (Vol. 1, Case Studies and Country Surveys)*. Oxford: Oxford University Press: 93-116.
- Bale, Tim, Stijn van Kessel & Paul Taggart (2011). "Thrown around with abandon? Popular understandings of populism as conveyed by the print media: A UK case study", *Acta Politica* 46: 111-131.
- Barber, Benjamin R. (1984). *Strong Democracy. Participatory Politics for a New Age*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press.
- Bardi, Anat & Shalom H. Schwartz (2003). "Values and behavior: strength and structure of relations", *Personality and Social Psychology Bulletin* 29(10): 1207-1220.
- Barnea, Marina F. & Shalom H. Schwartz (1998). "Values and voting", *Political Psychology* 19(1): 17-40.
- Bartels, Larry M. (2002). "Beyond the running tally: Partisan bias in political perceptions", *Political Behavior* 24(2): 117-150.
- Becker, Alexander (2017a). "Cover-Debatte: 'Warum macht der Spiegel einen Titel, der als Poster in AFD-Büros hängen kann?'", *MEEDIA*, 26.09.2017. Disponible sur : <https://meedia.de/2017/09/26/cover-debatte-warum-macht-der-spiegel-einen-titel-der-als-poster-in-afd-bueros-haengen-kann/> [consulté en mai 2018].
- Becker, Alexander (2017b). "'Sie sind da' vs. 'Der mächtigste Mann Deutschlands': So unterschiedlich titeln Spiegel und Focus zur Wahl", *MEEDIA*, 25.09.2017. Disponible sur : <https://meedia.de/2017/09/25/sie-sind-da-vs-der-maechtigste-mann-deutschland-so-unterschiedlich-titeln-spiegel-und-focus-zur-wahl/> [consulté en mai 2018].
- Bélanger, Eric & Bonnie Meguid (2008). "Issue salience, issue ownership, and issue-based vote choice", *Electoral Studies* 27(3): 477-491.
- Bell, Daniel (1976). *The Cultural Contradictions of Capitalism*. New York: Basic Books.
- Berglund, Frode, Sören Holmberg, Hermann Schmitt & Jacques Thomassen (2005). "Party identification and party choice", in Jacques Thomassen (ed.), *The European Voter: A Comparative Study of Modern Democracies*. Oxford: Oxford University Press: 106-124.
- Bernhard, Laurent (2017). "Three faces of populism in current Switzerland: Comparing the populist communication of the Swiss People's Party, the Ticino League, and the Geneva Citizens' Movement", *Swiss Political Science Review* 23(4): 509-525.
- Bernhard, Laurent, Hanspeter Kriesi & Edward Weber (2015). "The populist discourse of the Swiss People's Party", in Hanspeter Kriesi & Takis S. Pappas (eds.), *European Populism in the Shadow of the Great Recession*. Colchester: ECPR Press: 125-139.
- Betz, Hans-Georg (1993). "The new politics of resentment: Radical right-wing populist parties in Western Europe", *Comparative Politics* 25(4): 413-427.
- Betz, Hans-Georg (1994). *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*. Basingstoke: Macmillan.
- Betz, Hans-Georg (2001). "Exclusionary populism in Austria, Italy, and Switzerland", *International Journal* 56(3): 393-420.
- Betz, Hans-Georg (2007). "Against the 'Green Totalitarianism': Anti-Islamic Nativism in Contemporary Radical Right-Wing Populism in Western Europe", in Christina Schori Liang (ed.), *Europe for the Europeans. The Foreign and Security Policy of the Populist Radical Right*. Aldershot: Ashgate: 33-54.
- Birnbaum, Jean (2012). "Le nouveau nationalisme est-il gay ?", *Le Monde*, 28.06.2012. Disponible sur : http://www.lemonde.fr/culture/article/2012/06/28/le-nouveau-nationalisme-est-il-gay_1726290_3246.html [consulté en juin 2017].
- Blais, André (2004). "Y a-t-il un vote stratégique en France ?", in Bruno Cautrès & Nonna Mayer (eds.), *Le nouveau désordre électoral*. Paris : Presses de Sciences Po : 279-301.
- Blocher, Christoph (2000). *Les Sept Secrets de l'UDC (Strictement Confidentiel)*. Discours de l'Albisgüetli, 21.01.2000.
- Blocher, Christoph (2002). *Chumm Bueb und lueg dis Ländli aa! Von wahren und falschen*

- Eliten*. Discours de l'Albisgüetli, 18.01.2002.
- Bochsler, Daniel, Sean Mueller & Julian Bernauer (2016). "An ever closer union? The nationalisation of political parties in Switzerland, 1991–2015", *Swiss Political Science Review* 22(1): 29-40.
- Bogner, Verena (2017). "Was zur Hölle geht eigentlich mit der 'Kronen Zeitung'?", *vice.com*, 11.08.2017. Disponible sur : https://www.vice.com/de_at/article/jpnbq4/was-zur-holle-geht-eigentlich-mit-der-kronen-zeitung [consulté en juin 2018].
- Bonoli, Giuliano (2006). "New social risks and the politics of post-industrial social policies", in Klaus Armingeon and Giuliano Bonoli (eds.), *The Politics of Post-Industrial Welfare States: Adapting Post-War Social Policies to New Social Risks*. London & New York: Routledge: 3-26.
- Bornschieer, Simon (2005). "Unis contre la mondialisation ?", *Revue Internationale de Politique Comparée* 12(4) : 415-432.
- Bornschieer, Simon (2010). *Cleavage Politics and the Populist Right. The New Cultural Conflict in Western Europe*. Philadelphia: Temple University Press.
- Borsenberger Monique & Paul Dickes (2011). "Valeurs de base et cohésion. Enquête EVS Luxembourg 2008", *LISER Working Paper Series* 2011-18. Disponible sur : https://www.liser.lu/publi_viewer.cfm?tmp=2787 [consulté en août 2018].
- Bos, Linda & Kees Brants (2014). "Populist rhetoric in politics and media: A longitudinal study of the Netherlands", *European Journal of Communication* 29(6): 703-719.
- Bos, Linda, Jonas M. Lefevère, Roos Thijssen & Penelope Sheets (2017). "The impact of mediated party issue strategies on electoral support", *Party Politics* 23(6): 760-771.
- Bos, Linda, Wouter van der Brug & Claes de Vreese (2010). "Media coverage of right-wing populist leaders", *Communications* 35: 141-163.
- Bos, Linda, Wouter van der Brug & Claes de Vreese (2011). "How the media shape perceptions of right-wing populist leaders", *Political Communication* 28(2): 182-206.
- Boudon, Raymond (2002). "Théorie du choix rationnel ou individualisme méthodologique ?", *Sociologie et Sociétés* 34(1) : 9-34.
- Bourdieu, Pierre (1980). "Le capital social : Notes provisoires", *Actes de la recherche en sciences sociales* 31(1) : 2-3.
- Bourdieu, Pierre (1986). "The forms of capital", in A. H. Halsey, Hugh Lauder, Phillip Brown & Amy Stuart Wells (eds.), *Education: Culture, Economy and Society*. Oxford: Oxford University Press: 46-58.
- Boyardjian, Julien (2015). "Les usages frontistes du web", in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé & Nonna Mayer (eds.), *Les Faux-Semblants du Front National. Sociologie d'un Parti Politique*. Paris : Presses de Sciences Po : 141-159.
- Boyle, Thomas P. (2001). "Intermedia agenda setting in the 1996 presidential election", *Journalism and Mass Communication Quarterly* 78(1): 26-44.
- Braconnier, Céline & Nonna Mayer (2015). "Introduction : Ecouter ceux qu'on n'entend plus", in Céline Braconnier & Nonna Mayer (eds.), *Les Inaudibles. Sociologie Politique des Précaires*. Paris : Presses de Sciences Po : 15-32.
- Brighton, Paul & Dennis Foy (2007). *News Values*. Los Angeles, etc.: SAGE.
- Brinks, Jan Herman & Elsa Paroissien (2010). "Fragilités du pacte démocratique aux Pays-Bas : Geert Wilders et l'islam", *Politique étrangère* 4(Hiver) : 899-911.
- Bruhn, Kathleen (2012). "To hell with your corrupt institutions!': AMLO and populism in Mexico", in Mudde, Cas & Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.), *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?* Cambridge: Cambridge University Press: 88-112.
- Brustier, Gaël & Fabien Escalona (2015). "La gauche et la droite face au Front National", in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé & Nonna Mayer (eds.), *Les Faux-Semblants du Front National. Sociologie d'un Parti Politique*. Paris : Presses de Sciences Po : 505-527.

- Burdick, John, Philip Oxhorn & Kenneth M. Roberts (2009). *Beyond Neoliberalism in Latin America? Societies and Politics at the Crossroads*. New York: Palgrave Macmillan.
- Bustikova, Lenka (2015). "The democratization of hostility: Minorities and radical right actors after the fall of communism", in Michael Minkenberg (ed.), *Transforming the Transformation? The East European Radical Right in the Political Process*. London: Routledge: 59-79.
- Bustikova, Lenka & Elizabeth Zechmeister (2017). "Voting in new(er) democracies", in Kai Arzheimer, Jocelyn Evans & Michael S. Lewis-Beck (eds.), *The SAGE Handbook of Electoral Behaviour*. Los Angeles, etc.: SAGE: 92-133.
- Butler, David & Donald Stokes (1969). *Political Change in Britain: Forces Shaping Electoral Choice*. New York: St. Martin's Press.
- Butori, Raphaëlle & Béatrice Parguel (2010). "Les biais de réponse – Impact du mode de collecte des données et de l'attractivité de l'enquêteur", *AFM, France*. Disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00636228> [consulté en juin 2017].
- Cain, Bruce E. (1978). "Strategic Voting in Britain", *American Journal of Political Science* 22(3): 639-655.
- Cammaerts, Bart (2012). "Protest logics and the mediation opportunity structure", *European Journal of Communication* 27(2): 117-134.
- Campani, Giovanna (2017). "Media, web, and democracy: populist and post-populist Europe in the mirror of the Italian experience", *International Affairs Forum* 2(1): 64-72.
- Campbell, Angus, Philip E. Converse, Warren E. Miller & Donald E. Stokes (1960). *The American Voter*. New York: John Wiley.
- Campbell, Angus, Philip E. Converse, Warren E. Miller & Donald E. Stokes (1966). *Elections and the Political Order*. New York: Wiley & Sons.
- Campbell, James E., Bryan J. Dettrey & Hongxing Yin (2010). "The theory of conditional retrospective voting: Does the presidential record matter less in open-seat elections?", *Journal of Politics* 72(4): 1083-1095.
- Canovan, Margaret (1981). *Populism*. New York: Harcourt Brace.
- Canovan, Margaret (1984). "People', politicians and populism", *Government and Opposition* 19(3): 312-327.
- Canovan, Margaret (1999). "Trust the people! Populism and the two faces of democracy", *Political Studies* 47: 2-16.
- Carey, Sean (2002). "Undivided loyalties: Is national identity an obstacle to European integration?", *European Union Politics* 3(4): 387-413.
- Carter, Elisabeth (2005). *The Extreme Right in Western Europe. Success or Failure?* Manchester: Manchester University Press.
- Caruso, Loris (2017). "Digital capitalism and the end of politics: The case of the Italian Five Star Movement", *Politics & Society* 45(4): 585-609.
- Cautrès, Bruno (2003). "Les raisons politiques du choix", in Pascal Perrineau & Colette Ysmal (eds.), *Le Vote de Tous les Refus. Les Élections Présidentielle et Législatives de 2002*. Paris : Presses de Sciences Po : 101-124.
- Cautrès, Bruno & Nonna Mayer (2004). "Introduction", in Bruno Cautrès & Nonna Mayer (eds.), *Le Nouveau Désordre Électoral : Les Leçons du 21 Avril 2002*. Paris : Presses de Science Po : 17-20.
- Charreyron, Gilles (2015). "Le front national en Auvergne : à la recherche d'un enracinement ? Approche territoriale du vote", *Siècles* 41. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/siecles/2683> [consulté en juin 2018].
- Christmann, Anna & Deniz Danaci (2012). "Direct democracy and minority rights: Direct and indirect effects on religious minorities in Switzerland", *Politics and Religion* 5: 133-160.
- Cieciuch, Jan, Shalom H. Schwartz & Eldad Davidov (2015). "The Social Psychology of

Values”, in James D. Wright (ed.), *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences, 2nd edition*. Oxford: Elsevier: 41-46.

Citrin, Jack (1974). “Comment: the political relevance of trust in government”, *American Political Science Review* 68(3): 973-988.

Citton, Yves (2017). *Médiarchie*. Paris : Seuil.

Clarke, Harold, David Sanders, Marianne C. Stewart & Paul F. Whiteley (2009). *Performance Politics and the British Voter*. Cambridge: Cambridge University Press.

Collier, David & Steven Levitsky (1997). “Democracy with adjectives: Conceptual innovation in comparative research”, *World Politics* 49(3): 430-451.

Conelly, John & Tomasz T. Koncewicz (2016). “Who are today’s Polish traitors? Of politics of paranoia and resentment and missed lessons from the past”, *VerfBlog*, 15.11.2016. Disponible sur : <https://verfassungsblog.de/who-are-todays-polish-traitors-of-politics-of-paranoia-and-resentment-and-missed-lessons-from-the-past/> [consulté en juin 2018].

Confavreux, Joseph (2016). “Chantal Mouffe : ‘Il est nécessaire d’élaborer un populisme de gauche’”. Disponible sur : <https://www.mediapart.fr/journal/international/080416/chantal-mouffe-il-est-necessaire-d-elaborer-un-populisme-de-gauche?onglet=full> [consulté en mars 2017].

Connolly, Kate (2017). “Agnieszka Holland: Pokot reflects divided nature of Polish society”, *The Guardian* online, 16.02.2017. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/film/2017/feb/16/agnieszka-holland-pokot-reflects-divided-nature-of-polish-society> [consulté en juin 2018].

Coppedge, Michael (2012). *Democratization and Research Methods*. New York: Cambridge University Press.

Coppedge, Michael, John Gerring, David Altman, Michael Bernhard, Steven Fish et al. (2011). “Conceptualizing and measuring democracy: A new approach”, *Perspectives on Politics* 9(2): 247-267.

Coppen, Luke (2016). “Sorry, Bono, but ‘hyper-nationalists’ aren’t running Poland”, *The Spectator*, 21.05.2016. Disponible sur : <https://www.spectator.co.uk/2016/05/sorry-bono-but-hyper-nationalists-arent-running-poland/> [consulté en juin 2018].

Copsey, Nigel & Graham Macklin (2011). “‘The media = lies, lies, lies!’ The BNP and the media in contemporary Britain”, in Nigel Copsey & Graham Macklin (eds.), *The British National Party: Contemporary Perspectives*. Abingdon: Routledge: 81-102.

Corbu, Nicoleta, Delia Balaban-Bălaș & Elena Negrea-Busuioc (2017). “Romania: Populist ideology without teeth”, in Toril Aalberg, Frank Esser, Carsten Reinemann, Jesper Strömbäck & Claes H. de Vreese (eds.), *Populist Political Communication in Europe*. New York: Routledge: 326-338.

Cox, Gary W. (1997). *Making Votes Count. Strategic Coordination in the World’s Electoral Systems*. New York: Cambridge University Press.

Cox, Gary W. & Jonathan N. Katz (2004). *Elbridge Gerry’s Salamander. The Electoral Consequences of the Reapportionment Revolution*. Cambridge: Cambridge University Press.

Coynash, Halya (2016). “Facebook bans activist for criticising anti-Semitic — or anti opposition — hate speech”, *Kharkiv Human Rights Protection Group*, 11.01.2016. Disponible sur : <http://khpg.org/en/index.php?id=1452462758> [consulté en mars 2018].

Craig, Stephen C., Richard G. Niemi & Glenn E. Silver (1990). “Political efficacy and trust: A report on the NES pilot study items”, *Political Behavior* 12(3): 289-314.

Cranmer, Mirjam (2011). “Populist communication and publicity: An empirical study of contextual differences in Switzerland”, *Swiss Political Science Review* 17(3): 286-307.

Crépon, Sylvain (2015). “La politique des mœurs au Front National”, in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé & Nonna Mayer (eds.), *Les Faux-Semblants du Front National. Sociologie d’un Parti Politique*. Paris : Presses de Sciences Po : 185-205.

- Croci, Osvaldo (2001). "Berlusconi's Triumph. Language and politics in Italy: From Moro to Berlusconi", *Journal of Modern Italian Studies* 6(3): 348-370.
- Crozier, Michel, Samuel P. Huntington & Joji Watanuki (1975). *The Crisis of Democracy. Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission*. New York: New York University Press.
- Crump, Sara A., David L. Hamilton, Steven J. Sherman, Brian Lickel & Vinita Thakkar (2010). "Group entitativity and similarity: Their differing patterns in perceptions of groups", *European Journal of Social Psychology* 40: 1212-1230.
- Csergő, Zsuzsa & Kevin Deegan-Krause (2011). "Liberalism and cultural claims in Central and Eastern Europe: toward a pluralist balance", *Nations and Nationalism* 17(1): 85-107.
- Curato, Nicole (2016). "Politics of anxiety, politics of hope: Penal populism and Duterte's rise to power", *Journal of Current Southeast Asian Affairs* 35(3): 91-109.
- Curato, Nicole (2017). "Flirting with authoritarian fantasies? Rodrigo Duterte and the new terms of Philippine populism", *Journal of Contemporary Asia* 47(1): 142-153.
- Curşeu, Petru Lucian, Ron Stoop & René Schalk (2007). "Prejudice toward immigrant workers among Dutch employees: Integrated threat theory revisited", *European Journal of Social Psychology* 37(1): 125-140.
- Dabrowski, Patrice M. (2004). *Commemorations and the Shaping of Modern Poland*. Bloomington & Indianapolis: Indiana University Press.
- Daddow, Oliver (2012). "The UK media and 'Europe': From permissive consensus to destructive dissent", *International Affairs* 88(6): 1219-1236.
- Dahl, Robert A. (1989). *Democracy and Its Critics*. New Haven: Yale University Press.
- Dahl, Robert A. (1994). "A democratic dilemma: System effectiveness versus citizen participation", *Political Science Quarterly* 109(1): 23-34.
- Dahrendorf, Ralf (2003). "Acht Anmerkungen zum Populismus", *Transit* 25: 156-163. Disponible sur : <https://www.eurozine.com/acht-anmerkungen-zum-populismus/> [consulté en novembre 2017].
- Dalton, Russell J. (1984). "Cognitive mobilization and partisan dealignment in advanced industrial democracies", *Journal of Politics* 46(1): 264-284.
- Dalton, Russell J. (2002). *Citizen Politics: Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies (3rd ed.)*. New York: Chatham House.
- Dalton, Russell J. (2013). *The Apartisan American. Dealignment and Changing Electoral Politics*. Thousand Oaks: CQ Press.
- Dalton, Russell J. (2014). *Citizen Politics: Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies (6th ed.)*. Thousand Oaks: CQ Press.
- Danaci, Deniz (2012). "The minaret ban in Switzerland: An exception to the rule?", in Wilfried Marxer (ed.), *Direct Democracy and Minorities*. Wiesbaden: Springer: 155-164.
- Dassonneville, Ruth (2012). "Electoral volatility, political sophistication, trust and efficacy: A study on changes in voter preferences during the Belgian regional elections of 2009", *Acta Politica* 47(1): 18-41.
- Dassonneville, Ruth, André Blais & Yves Dejaeghere (2015). "Staying with the party, switching or exiting? A comparative analysis of determinants of party switching and abstaining", *Journal of Elections, Public Opinion and Parties* 25(3): 387-405.
- Davies, Peter (1999). *The National Front in France. Ideology, Discourse and Power*. London: Routledge.
- Davies, Peter (2010). "The Front National and catholicism: From *intégrisme* to Joan of Arc and Clovis", *Religion Compass* 4(9): 576-587.
- de Koster, Willem, Peter Achterberg & Jeroen van der Waal (2013). "The new right and the welfare state: The electoral relevance of welfare chauvinism and welfare populism in the Netherlands", *International Political Science Review* 34(1): 3-20.

- de la Torre, Carlos (2000). *Populist Seduction in Latin America. The Ecuadorian Experience*. Ohio University Center for International Studies.
- de la Torre, Carlos (2016). "Populism and the politics of the extraordinary in Latin America", *Journal of Political Ideologies* 21(2): 121-139.
- de la Torre, Carlos (2017a). "Populism in Latin America", in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo & Pierre Ostiguy (eds.), *The Oxford Handbook of Populism*. Oxford: Oxford University Press: 195-213.
- de la Torre, Carlos (2017b). "Populism and Nationalism in Latin America", *Javnost - The Public* 24(4): 375-390.
- de Lange, Sarah L. & Tjitske Akkerman (2012). "Populist parties in Belgium: A case of hegemonic liberal democracy?", in Cas Mudde & Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.), *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?* Cambridge: Cambridge University Press: 27-45.
- De Tocqueville, Alexis (1986[1835]). *De la Démocratie en Amérique I*. Paris : Gallimard.
- De Vries, Catherine E. & Erica E. Edwards (2009). "Taking Europe to its extremes. Extremist Parties and Public Euroscepticism", *Party Politics* 15(1): 5-28.
- De Vries, Catherine & Isabell Hoffmann (2016). "Fear not values. Public opinion and the populist vote in Europe", *Eupinions, Bertelsmann Stiftung* 2016/3. Disponible sur : <https://www.bertelsmann-stiftung.de/en/publications/publication/did/fear-not-values/> [consulté en octobre 2017].
- Deacon, David & Dominic Wring (2016). "The UK Independence Party, populism and the British news media: Competition, collaboration or containment?", *European Journal of Communication* 31(2): 169-184.
- Decker, Frank (2000). *Parteien unter Druck. Der neue Rechtspopulismus in den westlichen Demokratien*. Wiesbaden: Springer.
- Decker, Frank (2006). "Die populistische Herausforderung. Theoretische und ländervergleichende Perspektiven", in Frank Decker (ed.), *Populismus. Gefahr für die Demokratie oder nützliches Korrektiv?* Wiesbaden: VS Verlag: 9-32.
- Deegan-Krause, Kevin (2012). "Populism, democracy, and nationalism in Slovakia", in Mudde, Cas & Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.), *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?* Cambridge: Cambridge University Press: 182-204.
- Delhey, Jan & Kenneth Newton (2003). "Who trusts? The origins of social trust in seven societies", *European Societies* 5: 93-137.
- Delwit, Pascal (2016). *Les Gauches Radicales en Europe. XIX^e-XXI^e Siècles*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Dematteo, Lynda (2001). "La Lega Nord : Entre volonté de subversion et désir de légitimité", *Ethnologie française* 31(1) : 143-152.
- Deseriis, Marco (2017). "Technopopulism: The emergence of a discursive formation", *tripleC* 15(2): 441-458. Disponible sur : <https://www.triple-c.at/index.php/tripleC/article/view/770> [consulté en mars 2018].
- Dézé, Alexandre (2015a). "La 'dédiabolisation' : Une nouvelle stratégie ?", in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé & Nonna Mayer (eds.), *Les Faux-Semblants du Front National. Sociologie d'un Parti Politique*. Paris : Presses de Sciences Po : 27-50.
- Dézé, Alexandre (2015b). "La construction médiatique de la 'nouveau' FN", in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé & Nonna Mayer (eds.), *Les Faux-Semblants du Front National. Sociologie d'un Parti Politique*. Paris : Presses de Sciences Po : 455-504.
- Dézé, Alexandre (2017). "Que sait-on du Front National ?", in Olivier Fillieule, Florence Haegel, Camille Hamidi et Vincent Tiberj (eds.), *Sociologie Plurielle des Comportements Politiques. Je Vote, Tu Contestes, Elle Cherche...* Paris : Presses de SciencesPo : 241-270.
- Diamond, Larry (2008). *The Spirit of Democracy: How to Make Democracies Work*. Center for International Private Enterprise.

- Diamond, Larry (2015). "Facing up to the democratic recession", in Larry Diamond & Marc F. Plattner (eds.), *Democracy in Decline?* Baltimore: Johns Hopkins University Press: 98-118.
- Donovan, Todd & Shaun Bowler (1998). "An Overview of Direct Democracy in the American States", in Shaun Bowler, Todd Donovan & Caroline J. Tolbert (eds.), *Citizens as Legislators. Direct Democracy in the United States*. Columbus: Ohio State University Press: 1-21.
- Donsbach, Wolfgang & Thomas E. Patterson (2004). "Political news journalists: Partisanship, professionalism, and political roles in five countries", in Frank Esser & Barbara Pfetsch (eds.), *Comparing Political Communication. Theories, Cases, and Challenges*. Cambridge: Cambridge University Press: 251-270.
- Doorenspleet, Renske (2000). "Reassessing the three waves of democratization", *World Politics* 52: 384-406.
- Downs, Anthony (1957). *An Economic Theory of Democracy*. New York: Harper and Row.
- Doyle, Gillian (2002). *Understanding Media Economics*. London, etc.: Sage.
- Drepper, Daniel (2017). "Warum wir weiter über die AfD berichten müssen, auch wenn ihr das zusätzliche Stimmen bringt", *BuzzFeed.News*, 28.09.2017. Disponible sur : <https://www.buzzfeed.com/de/danieldrepper/warum-wir-weiter-uber-die-afd-berichten-mussen-auch-wenn> [consulté en juin 2018].
- Duch, Raymond M. & Randolph T. Stevenson (2008). *The Economic Vote: How Political and Economic Institutions Condition Election Results*. New York: Cambridge University Press.
- Durand, Claire, André Blais & Mylène Larochelle (2004). "The polls in the 2002 French presidential election: An autopsy", *Public Opinion Quarterly* 68(4): 602-622.
- Durpaire, François & Farid Boudjellal (2015). *La Présidente*. Paris : Éditions des Arènes [bande dessinée].
- Eatwell, Roger (2004). "The extreme right in Britain: The long road to 'modernization'", in Roger Eatwell & Cas Mudde (eds.), *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*. London: Routledge: 62-79.
- Eco, Umberto (2012). *Inventing the Enemy and Other Occasional Writings*. Boston and New York: Houghton Mifflin Harcourt.
- Ecuillon, Pierre (2015). *Le Phénomène Le Pen : Analyse Relationnelle, Historique et Esthétique d'une Singularité Politique*. Thèse de doctorat, Université de Montpellier III – Paul Valéry. Disponible sur : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01206010> [consulté en mars 2018].
- Edelman, Murray (1971). *Politics as Symbolic Action. Mass Arousal and Quiescence*. New York: Academic Press.
- Edelman, Murray (1988). *Constructing the Political Spectacle*. Chicago: University of Chicago Press.
- Eichenberg, Richard C. & Russell J. Dalton (1993). "Europeans and the European Community: The dynamics of public support for European integration", *International Organization* 47(4): 507-534.
- Eilders, Christiane (1997). *Nachrichtenfaktoren und Rezeption. Eine empirische Analyse zur Auswahl und Verarbeitung politischer Information*. Opladen: Westdeutscher Verlag.
- Eklundh, Emmy (2018). "Populism, hegemony, and the phantasmatic sovereign: The ties between nationalism and left-wing populism", in Óscar García Agustín & Marco Briziarelli (eds.), *Podemos and the New Political Cycle. Left-Wing Populism and Anti-Establishment Politics*. Basingstoke: Palgrave Macmillan: 123-146.
- Ellinas, Antonis A. (2010). *The Media and the Far Right in Western Europe. Playing the Nationalist Card*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Ellinas, Antonis A. (2013). "The rise of Golden Dawn: The new face of the far right in

- Greece", *South European Society and Politics* 18(4): 543-565.
- Ellinas, Antonis A. (2015). "Neo-Nazism in an established democracy: The persistence of Golden Dawn in Greece", *South European Society and Politics* 20(1): 1-20.
- Engert, Marcus (2017). "Diese Zahlen zeigen, dass Journalisten Schuld am Erfolg der AfD sind — aber nicht nur sie", BuzzFeed.News, 28.09.2017. Disponible sur : <https://www.buzzfeed.com/de/marcusengert/diese-zahlen-zeigen-dass-journalisten-schuld-am-erfolg-der> [consulté en juin 2018].
- Engesser, Sven, Nicole Ernst, Frank Esser & Florin Büchel (2017). "Populism and social media: How politicians spread a fragmented ideology", *Information, Communication & Society* 20(8): 1109-1126.
- Ernst, Nicole, Sven Engesser, Florin Büchel, Sina Blassnig & Frank Esser (2017). "Extreme parties and populism: an analysis of Facebook and Twitter across six countries", *Information, Communication & Society* 20(9): 1347-1364.
- Espagno, Delphine & Stéphane François (2015). "Le Front National et les services publics: Un nouveau programme?", in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé & Nonna Mayer (eds.), *Les Faux-Semblants du Front National. Sociologie d'un Parti Politique*. Paris : Presses de Sciences Po : 207-223.
- ESS [European Social Survey] (2012). "ESS6 – 2012 Documentation Report. The ESS Data Archive [Edition 2.3]". Disponible sur : http://www.europeansocialsurvey.org/docs/round6/survey/ESS6_data_documentation_report_e02_3.pdf [consulté en avril 2018].
- ESS [European Social Survey] (2014). "ESS7 – 2014 Documentation Report. The ESS Data Archive [Edition 3.1]". Disponible sur : http://www.europeansocialsurvey.org/docs/round7/survey/ESS7_data_documentation_report_e03_1.pdf [consulté en avril 2018].
- ESS [European Social Survey] (2014b). "Weighting European Social Survey Data". Disponible sur : http://www.europeansocialsurvey.org/docs/methodology/ESS_weighting_data_1.pdf [consulté en avril 2018].
- ESS [European Social Survey] (2016). "ESS8 – 2016 Documentation Report. The ESS Data Archive [Edition 2.0]". Disponible sur : http://www.europeansocialsurvey.org/docs/round8/survey/ESS8_data_documentation_report_e02_0.pdf [consulté en avril 2018].
- Esser, Frank (2008). "Dimensions of political news cultures: Sound bite and image bite news in France, Germany, Great Britain, and the United States", *Harvard International Journal of Press/Politics* 13(4): 401-428.
- Esser, Frank, Agnieszka Stępińska & David Nicolas Hopmann (2017). "Populism and the media: Cross-national findings and perspectives", in Toril Aalberg, Frank Esser, Carsten Reinemann, Jesper Strömbäck & Claes H. de Vreese (eds.), *Populist Political Communication in Europe*. New York: Routledge: 365-380.
- Evans, Jocelyn A.J. (2004). *Voters and Voting: An Introduction*. London: SAGE.
- Fallend, Franz (2012). "Populism in government: The case of Austria (2000–2007)", in Mudde, Cas & Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.), *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?* Cambridge: Cambridge University Press: 113-135.
- Falquet, Jules (2014). "K. Jasbir Puar : *Homonationalisme. Politiques queers après le 11 septembre*", *Nouvelles Questions Féministes* 33(2): 112-116.
- Feldman, Stanley & Marco R. Steenbergen (2001). "The humanitarian foundation of public support for social welfare", *American Journal of Political Science* 45(3): 658-677.
- Fieschi, Catherine & Paul Heywood (2004). "Trust, cynicism and populist anti-politics", *Journal of Political Ideologies* 9(3): 289-309.
- Fiorina, Morris P. (1981). *Retrospective Voting in American National Elections*. New Haven: Yale University Press.
- Follesdal, Andreas & Simon Hix (2006). "Why there is a democratic deficit in the EU: A response to Majone and Moravcsik", *Journal of Common Market Studies* 44(3): 533-562.
- Ford, Robert & Matthew J. Goodwin (2010). "Angry white men: Individual and contextual

- predictors of support for the British National Party", *Political Studies* 58(1): 1-25.
- Ford, Robert, Matthew J. Goodwin & David Cutts (2012). "Strategic Eurosceptics and polite xenophobes: Support for the United Kingdom Independence Party (UKIP) in the 2009 European Parliament elections", *European Journal of Political Research* 51: 204-234.
- Fournier, Patrick, André Blais, Richard Nadeau, Elisabeth Gidengil & Neil Nevitte (2003). "Issue importance and performance voting", *Political Behavior* 25(1): 51-67.
- Fourquet, Jérôme (2008). "L'érosion électorale du lepénisme", in Pascal Perrineau (ed.), *Le Vote de Rupture. Les Élections Présidentielle et Législatives d'Avril-Juin 2007*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques : 213-234.
- Foy, Henry (2016). "Poland's new majoritarians", *The American Interest* 12(1), 07.06.2016. Disponible sur : <https://www.the-american-interest.com/2016/06/07/polands-new-majoritarians/> [consulté en juin 2018].
- Franzosi, Paolo, Francesco Marone & Eugenio Salvati (2015). "Populism and euroscepticism in the Italian Five Star Movement", *The International Spectator* 50(2): 109-124.
- Freden, Michael (1998). "Is nationalism a distinct ideology?", *Political Studies* 46(4): 748-765.
- Gamson, William A. & Andre Modigliani (1966). "Knowledge and foreign policy opinions: Some models for consideration", *Public Opinion Quarterly* 30(2): 187-199.
- Gaston, Sophie & Peter Harrison-Evans (2018). *Mediating Populism*. London: Demos.
- Gel'man, Vladimir (2015). "Political opposition in Russia: A troubled transformation", *Europe-Asia Studies* 67(2): 177-191.
- Gelman, Andrew & Hal Stern (2006). "The difference between 'significant' and 'not significant' is not itself statistically significant", *American Statistician* 60(4): 328-331.
- Gerbaudo, Paolo & Francesco Screti (2017). "Reclaiming popular sovereignty: The vision of the state in the discourse of Podemos and the Movimento 5 Stelle", *Javnost – The Public* 24(4): 320-335.
- Gerbaudo, Paolo (2015). "Populism 2.0: Social media activism, the generic Internet user and interactive direct democracy", in Daniel Trotter & Christian Fuchs (eds.), *Social Media, Politics and the State. Protests, Revolutions, Riots, Crime and Policing in the Age of Facebook, Twitter and YouTube*. New York: Routledge: 67-87.
- Giordano, Benito (2000). "Italian regionalism or 'Padanian' nationalism — the political project of the Lega Nord in Italian politics", *Political Geography* 19: 445-471.
- Goldberg, Andreas C. (2017). *The Impact of Cleavages on Swiss Voting Behaviour. A Modern Research Approach*. Cham: Springer.
- Gomez, Brad T. & J. Matthew Wilson (2001). "Political sophistication and economic voting in the American electorate: A theory of heterogeneous Attribution", *American Journal of Political Science* 45(4): 899-914.
- Gomez, Brad T. & J. Matthew Wilson (2003). "Causal attribution and economic voting in American congressional elections", *Political Research Quarterly* 56(3): 271-282.
- Gougou, Florent (2015). "Les ouvriers et le vote Front National : les logiques d'un réalignement électoral", in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé & Nonna Mayer (eds.), *Les Faux-Semblants du Front National. Sociologie d'un Parti Politique*. Paris : Presses de Sciences Po : 323-343.
- Green, Jane (2007). "When voters and parties agree: Valence issues and party competition", *Political Studies* 55(3): 629-655.
- Green, Jane & Sara B. Hobolt (2008). "Owning the issue agenda: Party strategies and vote choices in British elections", *Electoral Studies* 27(3): 460-476.
- Green, Jane & Will Jennings (2012). "Valence as macro-competence: An analysis of mood in party competence evaluations in Great Britain", *British Journal of Political Science* 42(2): 311-343.

- Green, Jane & Will Jennings (2017). *The Politics of Competence. Parties, Public Opinion and Voters*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Grofman, Bernard (1990; ed.). *Political Gerrymandering and the Courts*. New York: Agathon Press.
- Grossman, Evelyne (2008). "Vous avez dit 'populisme' ?", *Rue Descartes* 62(4) : 111-116.
- Gschwend, Thomas (2007). "Ticket-splitting and strategic voting under mixed electoral rules: Evidence from Germany", *European Journal of Political Research* 46(1): 1-23.
- Gunther, Richard & Kuan Hsin-chi (2007). "Value cleavages and partisan conflict", in Richard Gunther, José Ramón & Hans-Jürgen Puhle (eds.), *Democracy, Intermediation and Voting on Four Continents*. Oxford: Oxford University Press: 255-320.
- Habermas, Jürgen (1988[1973]). *Legitimation Crisis*. Cambridge: Polity Press.
- Habermas, Jürgen (1989[1962]). *The Structural Transformation of the Public Sphere: An Inquiry into a Category of Bourgeois Society*. Cambridge (MA): MIT.
- Haider-Markel, Donald P., Alana Querze & Kara Lindaman (2007). "Lose, win, or draw? A reexamination of direct democracy and minority rights", *Political Research Quarterly* 60(2): 304-314.
- Hajnal, Zoltan L., Elisabeth R. Gerber & Hugh Louch (2002). "Minorities and direct legislation: Evidence from California ballot proposition elections", *Journal of Politics* 64(1): 154-177.
- Hakhverdian, Armèn & Christel Koop (2007). "Consensus democracy and support for populist parties in Western Europe", *Acta Politica* 42: 401-420.
- Hall, Peter A. (1999). "Social capital in Britain", *British Journal of Political Science* 29(3): 417-461.
- Hallin, Daniel C. (1992). "Sound bite news: Television coverage of elections, 1968-1988", *Journal of Communication* 4(2): 5-24.
- Hallin, Daniel C. & Paolo Mancini (2004). *Comparing Media Systems. Three Models of Media and Politics*. New York: Cambridge University Press.
- Hameleers, Michael, Linda Bos & Claes H. de Vreese (2017). "'They did it': The effects of emotionalized blame attribution in populist communication", *Communication Research* 44(6): 870-900.
- Han, Kyung Joon (2015). "The impact of radical right-wing parties on the positions of mainstream parties regarding multiculturalism", *West European Politics* 38(3): 557-576.
- Hanitzsch, Thomas (2011). "Populist disseminators, detached watchdogs, critical change agents and opportunist facilitators: Professional milieus, the journalistic field and autonomy in 18 countries", *International Communication Gazette* 73(6): 477-494.
- Hanley, Seán (2012). "The Czech Republicans 1990-1998: A populist outsider in a consolidating democracy", in Mudde, Cas & Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.), *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?* Cambridge: Cambridge University Press: 68-87.
- Haskell, John (2001). *Direct Democracy or Representative Government? Dispelling the Populist Myth*. Boulder: Westview Press.
- Havlík, Vlastimil (2015). "The economic crisis in the shadow of political crisis: The rise of party populism in the Czech Republic", in Hanspeter Kriesi & Takis S. Pappas (eds.), *European Populism in the Shadow of the Great Recession*. Colchester: ECPR Press: 199-216.
- Hawkins, Kirk A. (2009). "Is Chávez populist? Measuring populist discourse in comparative perspective", *Comparative Political Studies* 42(8): 1040-1067.
- Hawkins, Kirk A. (2010). *Venezuela's Chavismo and Populism in Comparative Perspective*. New York: Cambridge University Press.

- Hawkins, Kirk A., Madeleine Read & Teun Pauwels (2017). "Populism and its causes", in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo & Pierre Ostiguy (eds.), *The Oxford Handbook of Populism*. Oxford: Oxford University Press: 267-286.
- Hawkins, Kirk A., Scott Riding & Cas Mudde (2012). "Measuring populist attitudes", *Committee on Concepts and Methods Working Paper Series* 55. Disponible sur : https://works.bepress.com/cas_mudde/72/ [consulté en octobre 2017].
- Hayek, Friedrich A. (2011[1960]). *The Constitution of Liberty (The Definitive Edition). The Collected Works of F.A. Hayek, Volume XVII* (edited by Ronald Hamowy). Chicago: University of Chicago Press.
- Healy, Andrew & Neil Malhotra (2013). "Retrospective voting reconsidered", *Annual Review of Political Science* 16: 285-306.
- Hegelich, Simon (2017). "Zwischen AfD Erfolg und Medienberichten gibt es einen kausalen Effekt — und der lässt sich berechnen". Disponible sur : <http://politicaldatascience.blogspot.com/2017/09/zwischen-afderfolg-und-medienberichten.html> [consulté en juillet 2018].
- Held, David (2006). *Models of Democracy (3rd ed.)*. Cambridge: Polity Press.
- Held, David, Anthony McGrew, David Goldblatt & Jonathan Perraton (1999). *Global Transformations : Politics, Economics and Culture*. Stanford: Stanford University Press.
- Hellinger, Daniel (2005). "When 'no' means 'yes to revolution': Electoral politics in Bolivarian Venezuela", *Latin American Perspectives* 32(3): 8-32.
- Hellwig, Timothy (2011). "Context, political information, and performance voting", in Russell J. Dalton & Christopher J. Anderson (eds.), *Citizens, Context, and Choice: How Context Shapes Citizens' Electoral Choices*. New York: Oxford University Press: 149-175.
- Helly, Denise (2009). "La légitimité en panne? Immigration, sécurité, cohésion sociale, nativisme", *Cultures & Conflits* [en ligne] 74: 11-62. Disponible sur: <http://conflits.revues.org/17270> [consulté en avril 2017].
- Hennecke, Hans Jörg (2003). "Das Salz in den Wunden der Konkordanz: Christoph Blocher und die Schweizer Politik", in Nikolaus Werz (ed.), *Populismus: Populisten in Übersee und Europa*. Wiesbaden: Springer: 145-162.
- Herkman, Juha (2016). "Construction of populism: Meanings given to populism in the Nordic press", *Nordicom Review* 37(special issue): 147-161.
- Herman, Lise (2012). "Is populism in Western Europe and Central Eastern Europe the same thing?", *Nouvelle Europe* [en ligne], 09.01.2012. Disponible sur : <http://www.nouvelle-europe.eu/node/1394> [consulté en septembre 2017].
- Hermet, Guy (2012). "Permanences et mutations du populisme", *Critique* 776-777: 62-74.
- Hibbing, John R. & Elizabeth Theiss-Morse (2002). *Stealth Democracy. Americans' Beliefs about How Government Should Work*. New York: Cambridge University Press.
- Hipkins, Danielle (2011). "'Whore-ocracy': Show girls, the beauty trade-off, and mainstream oppositional discourse in contemporary Italy", *Italian Studies* 66(3): 413-430.
- Hjerm, Mikael (2007). "Do numbers really count? Group threat theory revisited", *Journal of Ethnic and Migration Studies* 33(8): 1253-1275.
- Hobolt, Sara, James Tilley & Susan Banducci (2013). "Clarity of responsibility: How government cohesion conditions performance voting", *European Journal of Political Research* 52: 164-187.
- Hogg, Michael A. & Scott A. Reid (2006). "Social identity, self-categorization, and the communication of group norms", *Communication Theory* 16: 7-30.
- Hollander, Barry A. (2010). "Persistence in the perception of Barack Obama as a Muslim in the 2008 presidential campaign", *Journal of Media and Religion* 9: 55-66.
- Hooghe, Liesbet & Gary Marks (2008). "A postfunctionalist theory of European integration: From permissive consensus to constraining dissensus", *British Journal of Political*

Science 39(1): 1-23.

Hooghe, Liesbet & Gary Marks (2018). "Cleavage theory meets Europe's crises: Lipset, Rokkan, and the transnational cleavage", *Journal of European Public Policy* 25(1): 109-135.

Hooghe, Liesbet, Gary Marks & Carole J. Wilson (2002). "Does left/right structure party positions on European integration?", *Comparative Political Studies* 35(8): 965-989.

Hooghe, Marc & Tim Reeskens (2007). "Are cross-national surveys the best way to study the extreme-right vote in Europe?", *Patterns of Prejudice* 41(2): 177-196.

Huber, John D. & G. Bingham Powell, Jr. (1994). "Congruence between citizens and policymakers in two visions of liberal democracy", *World Politics* 46(3): 291-326.

Huddy, Leonie (2001). "From social to political identity: A critical examination of social identity theory", *Political Psychology* 22(1): 127-156.

Hurrelmann, Achim (2007). "European democracy, the 'permissive consensus' and the collapse of the EU Constitution", *European Law Journal* 13(3): 343-359.

Ignazi, Piero (1992). "The Silent Counter-Revolution: Hypotheses on the emergence of extreme right-wing parties in Europe", *European Journal of Political Research* 22(1): 3-34.

Ignazi, Piero (2003). *Extreme Right Parties in Western Europe*. Oxford: Oxford University Press.

Inglehart, Ronald F. (1971). "The Silent Revolution in Europe: Intergenerational change in post-industrial societies", *American Political Science Review* 65(4): 991-1017.

Inglehart, Ronald F. (1977). *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Publics*. Princeton: Princeton University Press.

Inglehart, Ronald F. & Pippa Norris (2016). "Trump, Brexit, and the rise of populism: Economic have-nots and cultural backlash", *Harvard Kennedy School Faculty Research Working Paper Series* RWP16-026 (August 2016). Disponible sur : <https://www.hks.harvard.edu/publications/trump-brexit-and-rise-populism-economic-have-nots-and-cultural-backlash> [consulté en juillet 2018].

Ivaldi, Gilles (2013). "Vers un nouveau chauvinisme du welfare ? La transformation du programme économique du Front national (1984-2012)", présentation au 12^e Congrès de l'Association Française de Science Politique, Paris, juillet 2013. Disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01387050/document> [consulté en août 2018].

Ivaldi, Gilles (2014). "Euroscpticisme, populisme, droites radicales : état des forces et enjeux européens", *L'Europe en Formation* 373 : 7-28.

Ivaldi, Gilles (2015). "Du néolibéralisme au social-populisme ? La transformation du programme économique du Front National (1986-2012)", in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé & Nonna Mayer (eds.), *Les Faux-Semblants du Front National. Sociologie d'un Parti Politique*. Paris : Presses de Sciences Po : 163-183.

Ivaldi, Gilles & Andrej Zaslove (2015). "L'Europe des populisme : confluences et diversité", *Revue Européenne des Sciences Sociales* 53(1): 121-155.

Ivarsflaten, Elisabeth (2005). "The vulnerable populist right parties: No economic realignment fuelling their electoral success", *European Journal of Political Research* 44: 465-492.

Ivarsflaten, Elisabeth (2008). "What unites right-wing populists in Western Europe? Re-examining grievance mobilization models in seven successful cases", *Comparative Political Studies* 41(1): 3-23.

Jacoby, William (2006). "Value choices and American public opinion", *American Journal of Political Science* 50(3): 706-723.

Jäger, Anton (2016). "The semantic drift: Images of populism in post-war American historiography and their relevance for (European) political science", *POPULISMUS Working Papers* No. 3, Populismus Observatory, Aristotle University of Thessaloniki.

Disponible sur : <http://www.populismus.gr/wp-content/uploads/2016/07/WP3-jaeger-final-upload.pdf> [consulté en juin 2018].

Jagers, Jan & Stefaan Walgrave (2007). "Populism as political communication style: An empirical study of political parties' discourse in Belgium", *European Journal of Political Research* 46: 319-345.

Jamin, Jérôme (2009). *L'Imaginaire du Complot. Discours d'Extrême Droite en France et aux Etats-Unis*. Amsterdam: Amsterdam University Press.

Jansen, Robert S. (2011). "Populist mobilization: A new theoretical approach to populism", *Sociological Theory* 29(2): 75-96.

Jaunait, Alexandre, Amélie Le Renard & Élisabeth Marteu (2013). "Nationalismes sexuels ? Reconfigurations contemporaines des sexualités et des nationalismes", *Raisons politiques* 49: 5-23.

Jerzak, Connor T. (2014). "The EU's democratic deficit and repeated referendums in Ireland", *International Journal of Politics, Culture, and Society* 27(3): 367-388.

Joa, Youngnyo (2017). *A Hyperlink and Sentiment Analysis of the 2016 Presidential Election: Intermedia Issue Agenda and Attribute Agenda Setting in Online Contexts*. PhD thesis, Bowling Green State University. Disponible sur : https://etd.ohiolink.edu/!etd.send_file?accession=bgsu1499449179204819&disposition=inline [consulté en août 2018].

John, Peter, Helen Margetts, David Rowland & Stuart Weir (2006). *The BNP: The Roots of Its Appeal*. Colchester: Democratic Audit, Human Rights Centre at the University of Essex.

Johnston, Richard (2006). "Party identification: Unmoved mover or sum of preferences?", *Annual Review of Political Science* 9: 329-351.

Johnston, Ron (2002). "Manipulating maps and winning elections: measuring the impact of malapportionment and gerrymandering", *Political Geography* 21: 1-31.

Jost, John T., Jack Glaser, Arie W. Kruglanski & Frank J. Sulloway (2003). "Political conservatism as motivated social cognition", *Psychological Bulletin* 129(3): 339-375.

Jupskås, Anders R. (2015). "Institutionalised right-wing populism in times of economic crisis: A comparative study of the Norwegian Progress Party and the Danish People's Party", in Hanspeter Kriesi & Takis S. Pappas (eds.), *European Populism in the Shadow of the Great Recession*. Colchester: ECPR Press: 23-40.

Karakioulafis, Christina (2015). "Les plans d'austérité imposés à la Grèce : impact sur les droits sociaux et syndicaux et réactions syndicales", *Interventions économiques* [en ligne] 52. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2426> [consulté en août 2018].

Kazin, Michael (1995). *The Populist Persuasion. An American History (revised ed.)*. Ithaca: Cornell University Press.

Kedar, Orit (2009). *Voting for Policy, Not Parties: How Voters Compensate for Power Sharing*. New York: Cambridge University Press.

Kemmers, Roy, Stef Aupers, Dick Houtman & Jeroen van der Waal (2015). "State of disgrace: Popular political discontents about the Dutch state in the 2000s", *Parliamentary Affairs* 68(3): 476-493.

Key, Valdimer O. (1964 [1961]). *Public Opinion and American Democracy*. New York: Alfred Knopf.

Key, Valdimer O. (1966). *The Responsible Electorate. Rationality in Presidential Voting*. Cambridge (MA): Harvard University Press.

Kincaid, Harold (1986). "Reduction, explanation, and individualism", *Philosophy of Science* 53(4): 492-513.

Kincaid, Harold (2004). "Methodological individualism and economics", in John B. Davis, Alain Marciano & Jochen Runde (eds.), *The Elgar Companion to Economics and Philosophy*. Cheltenham: Edward Elgar: 299-314.

- Kingston, Margo (1999). *Off the Rails. The Pauline Hanson Trip*. Crows Nest: Allen & Unwin.
- Kitschelt, Herbert (1994). *The Transformation of European Social Democracy*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kitschelt, Herbert & Anthony McGann (1995). *The Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Kitschelt, Herbert & Anthony McGann (2003). "Die Dynamik der schweizerischen Neuen Rechten in komparativer Perspektive", in Pascal Sciarini, Sybille Hardmeier & Adrian Vatter (eds.), *Schweizer Wahlen 1999/Elections fédérales 1999*. Bern: Haupt: 186-216.
- Klein, Michael (2017). "Die Medien sind am Erfolg der AfD schuld... Unsinn per Regression und Granger-Analyse", *ScienceFiles*, 29.09.2017. Disponible sur : <https://sciencefiles.org/2017/09/29/die-medien-sind-am-erfolg-der-afd-schuld-unsinn-per-regression-und-granger-analyse/> [consulté en juin 2018].
- Klein, Ulrike (1998). "Tabloidised political coverage in Bild-Zeitung", *Javnost - The Public* 5(3): 79-93.
- Knight, Alan (1998). "Populism and neo-populism in Latin America, especially Mexico", *Journal of Latin American Studies* 30(2): 223-248.
- Kobi, Silvia (1995). "Entre pédagogie politique et démagogie populiste", *Mots* 43: 33-50.
- Kobi, Silvia (2000). *Des citoyens suisses contre l'élite politique. Le cas des votations fédérales, 1979-1995*. Paris : L'Harmattan.
- Kobi, Silvia & Yannis Papadopoulos (1997). "L'ambiguïté du populisme : négation ou prolongement de la démocratie ?", in René Galissot (ed.), *Populismes du Tiers-Monde*. Paris : L'Harmattan : 13-44.
- Koev, Dan (2015). "Interactive party effects on electoral performance: How ethnic minority parties aid the populist right in Central and Eastern Europe", *Party Politics* 21(4): 649-659.
- Krämer, Benjamin (2014). "Media populism: A conceptual clarification and some theses on its effects", *Communication Theory* 24: 42-60.
- Krekó, Péter & Gregor Mayer (2015). "Transforming Hungary — together? An analysis of the Fidesz–Jobbik relationship", in Michael Minkenberg (ed.), *Transforming the Transformation? The East European Radical Right in the Political Process*. London: Routledge: 183-205.
- Kriesi, Hanspeter (2005). "Regards croisés sur l'extrême droite en Europe. Introduction", *Revue Internationale de Politique Comparée* 12(4) : 407-413.
- Kriesi, Hanspeter (2014). "The populist challenge", *West European Politics* 37(2): 361-378.
- Kriesi, Hanspeter & Romain Lachat (2004). "Globalisation and the transformation of the national political space: Switzerland and France compared", *CIS Working Paper n° 1*, Center for Comparative and International Studies, ETH Zurich and University of Zurich. Disponible sur : <http://www.romain-lachat.ch/papers/cis2004.pdf> [consulté en août 2018].
- Kriesi, Hanspeter, Romain Lachat, Peter Selb, Simon Bornschieer & Marc Helbling (2005; eds.). *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*. Zürich: Verlag Neue Zürcher Zeitung.
- Kriesi, Hanspeter, Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Simon Bornschieer & Timotheos Frey (2006). "Globalization and the transformation of the national political space: Six European countries compared", *European Journal of Political Research* 45(6): 921-956.
- Kriesi, Hanspeter, Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Simon Bornschieer & Timotheos Frey (2008). *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kriesi, Hanspeter & Takis S. Pappas (2015). "Populism in Europe during crisis: An

- Introduction", in Hanspeter Kriesi & Takis S. Pappas (eds.), *European Populism in the Shadow of the Great Recession*. Colchester: ECPR Press: 1-19.
- Krosnick, Jon A. (1988). "The role of attitude importance in social evaluation: A study of policy preferences, presidential candidate evaluations, and voting behavior", *Journal of Personality and Social Psychology* 55(2): 196-210.
- Kuhn, Ursina (2009). "Stability and change in party preference", *Swiss Political Science Review* 15(3): 463-494.
- Kurz, Constanze & Alexander Beyer (2017). "Die AfD in den Medien: Aufgeblasen am rechten Rand?", *Netzpolitik*, 29.09.2017. Disponible sur : <https://netzpolitik.org/2017/die-afd-in-den-medien-aufgeblasen-am-rechten-rand/> [consulté en juin 2018].
- Labbé, Émilie, Jean Jacques Moulin, René Guéguen, Catherine Sass, Carine Chatain & Laurent Gerbaud (2007). "Un indicateur de mesure de la précarité et de la 'santé sociale': le score EPICES", *Revue de l'IRES* 53 : 3-49.
- Laclau, Ernesto (1996). *Emancipation(s)*. London, New York: Verso.
- Laclau, Ernesto (2005a). *On Populist Reason*. London, New York: Verso.
- Laclau, Ernesto (2005b). "Populism: What's in a name?", in Francisco Panizza (ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*. London: Verso: 32-49.
- Lazarsfeld, Paul F., Bernard Berelson & Hazel Gaudet (1948). *The People's Choice. How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*. New York: Columbia University Press.
- Le Bohec, Jacques (2004a). *L'Implication des Journalistes dans le Phénomène Le Pen (vol. 1)*. Paris : L'Harmattan.
- Le Bohec, Jacques (2004b). *Les Interactions entre les Journalistes et J.-M. Le Pen (vol. 2)*. Paris : L'Harmattan.
- Le Bohec, Jacques (2005). *Sociologie du Phénomène Le Pen*. Paris : La Découverte.
- Le Gallou, Jean-Yves et le Club de l'Horloge (1985). *La Préférence Nationale : Réponse à l'Immigration*. Paris : Albin Michel.
- Le Goff, Jean-Pierre (2011). "Le syndrome du Front national. Genèse d'une ascension", *Le Débat* 166 : 53-62.
- Ledroit, Orianne (2007). *Les usages du terme "populisme" dans la campagne présidentielle de 2007. Du succès des utilisations stratégiques d'un mot équivoque*. Mémoire, Université de Lyon 2 Lumière.
- Lehingue, Patrick (2011). *Le Vote. Approches Sociologiques de l'Institution et des Comportements Électoraux*. Paris : La Découverte.
- Lehne, Stefan (2017). "Populism: the risks and impact on European states" [interview], *International Affairs Forum* 2(1): 18-21.
- Leimgruber, Philipp (2011). "Values and votes: The indirect effect of personal values on voting behavior", *Swiss Political Science Review* 17(2): 107-127.
- Leonardi, Robert (1995). "Regional development in Italy: Social capital and the Mezzogiorno", *Oxford Review of Economic Policy* 11(2): 165-179.
- Levi, Margaret & Laura Stoker (2000). "Political trust and trustworthiness", *Annual Review of Political Science* 3: 475-507.
- Levitt, Eugene E. (1953). "Studies in intolerance of ambiguity: I. The decision-location test with grade school children", *Child Development* 24(3/4): 263-268.
- Lewis, Daniel C. (2011). "Direct democracy and minority rights: Same-sex marriage bans in the U.S. states", *Social Science Quarterly* 92(2): 364-383.
- Lewis-Beck, Michael S. & Richard Nadeau (2009). "Obama and the economy in 2008", *PS: Political Science and Politics* 42(3): 479-483.
- Lewis-Beck, Michael S., William G. Jacoby, Helmut Norpoth & Herbert F. Weisberg (2008). *The American Voter Revisited*. Ann Arbor: University of Michigan Press.

- Lickel, Brian, David L. Hamilton, Grazyna Wieczorkowska, Amy Lewis, Steven J. Sherman & A. Neville Uhles (2000). "Varieties of groups and the perception of group entitativity", *Journal of Personality and Social Psychology* 78(2): 223-246.
- Lijphart, Arend (1999). *Patterns of Democracy. Government Forms and Performance in Thirty-Six Countries*. New Haven: Yale University Press.
- Lijphart, Arend (2008). "Majority rule in theory and practice: The tenacity of a flawed paradigm" [originally published in 1991], in Arend Lijphart, *Thinking about Democracy. Power Sharing and Majority Rule in Theory and Practice*. London: Routledge: 111-124.
- Lijphart, Arend (2012). *Patterns of Democracy. Government Forms and Performance in Thirty-Six Countries (2nd ed.)*. New Haven: Yale University Press.
- Linz, Juan J. (2000). *Totalitarian and Authoritarian Regimes. With a Major New Introduction*. Boulder (CO) & London: Lynne Rienner Publishers.
- Linz, Juan J. & Alfred Stepan (1996). *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*. Baltimore & London: Johns Hopkins University Press.
- Lippmann, Walter (1955). *Essays in the Public Philosophy*. Boston: Little, Brown and Company.
- Lipset, Seymour Martin (1959). "Democracy and working-class authoritarianism", *American Sociological Review* 24(4): 482-501.
- Lipset, Seymour Martin & Stein Rokkan (1967). "Cleavage structures, party systems, and voter alignments: An introduction", in Seymour M. Lipset & Stein Rokkan (eds.), *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*. New York: Free Press: 1-64.
- Lockerbie, Brad (1992). "Prospective voting in presidential elections, 1956-1988", *American Politics Quarterly* 20(3): 308-325.
- Lohmann, Susanne, David W. Brady & Douglas Rivers (1997). "Moderating elections in a federal system: West Germany, 1961-1989", *Comparative Political Studies* 30(4): 420-449.
- López Maya, Margarita & Alexandra Panzarelli (2013). "Populism, rentierism, and socialism in the twenty-first century: The case of Venezuela", in Carlos de la Torre & Cynthia J. Arnson (eds.), *Latin American Populism in the Twenty-First Century*. Baltimore & Washington (D.C.): Johns Hopkins University Press & Woodrow Wilson Center Press: 239-268.
- Lucardie, Paul (2009). "Populism: Some conceptual problems", *Political Studies Review* 7(3): 319-321.
- Lucardie, Paul, Tjitske Akkerman & Teun Pauwels (2016). "It is still a long way from Madou Square to Law Street: The evolution of the Flemish Bloc", in Tjitske Akkerman, Sarah L. de Lange & Matthijs Rooduijn (eds.), *Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe. Into the Mainstream?* London: Routledge: 208-224.
- Lupia, Arthur (1994). "Shortcuts versus encyclopedias: Information and voting behavior in California insurance reform elections", *American Political Science Review* 88(1): 63-76.
- Lüthy, Herbert (1964). "Vom Geist und Ungeist des Föderalismus", *Schweizer Monatshefte* 44(9): 773-794.
- Lutz, Georg (2012). *Élections Fédérales 2011. Participation et Choix Électoral*. Lausanne : Selects/FORS.
- Lutz, Georg (2016). *Élections Fédérales 2015. Participation et Choix Électoral*. Lausanne : Selects/FORS.
- Magyar, Bálint (2016). *Post-Communist Mafia State. The Case of Hungary*. Budapest: Central European University Press.
- Mair, Peter (2013). *Ruling the Void. The Hollowing of Western Democracy*. London: Verso.
- Mammone, Andrea, Emmanuel Godin & Brian Jenkins (2013; eds.). *Varieties of Right-Wing Extremism in Europe*. London: Routledge.

- Manin, Bernard (1985). "Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique", *Le Débat* 33: 72-94.
- Manin, Bernard (1996). *Principes du Gouvernement Représentatif*. Paris : Flammarion.
- Manucci, Luca (2017). "Populism and the media", in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo & Pierre Ostiguy (eds.), *The Oxford Handbook of Populism*. Oxford: Oxford University Press: 467-488.
- March, Luke (2007). "From vanguard of the proletariat to vox populi: Left-populism as a 'shadow' of contemporary socialism", *SAIS Review of International Affairs* 27(1): 63-77.
- March, Luke (2011). *Radical Left Parties in Europe*. London: Routledge.
- Marcuse, Herbert (1968). "Der Kampf gegen den Liberalismus in der totalitären Staatsauffassung" [originally published in 1934], in Herbert Marcuse, *Kultur und Gesellschaft 1*. Frankfurt am Main: Suhrkamp: 21-74.
- Margulies, Ben (2018). "Nativists are populists, not liberals", *Journal of Democracy* 29(1): 141-147.
- Marquis, Lionel (2006). *La Formation de l'Opinion Publique en Démocratie Directe. Les Référendums sur la Politique Extérieure Suisse 1981-1995*. Zürich: Seismo.
- Marquis, Lionel (2016). "Introduction : Le comportement électoral en temps de crise", in Maxime Filliau et al. (2016), *Immigration, sécurité et comportement électoral, Cahiers de l'IEPHI* 66, Université de Lausanne : 7-33.
- Martín, José (2004). "2004. Los españoles castigan al PP", *El Mundo*. Disponible sur : <http://www.elmundo.es/especiales/2004/03/espana/14m/historia/2004.html> [consulté en septembre 2017].
- Martinez, Alexis (2013). '*Populisme' et 'populiste' dans le discours post-électoral de la presse quotidienne francophone européenne. Les cas des élections européennes 1994 - 1999 - 2004 - 2009*. Mémoire de Master, Université de Lyon 2 Lumière.
- Mastropaolo, Alfio (2001). "Populisme du peuple ou populisme des élites ?", *Critique internationale* 13(4) : 61-67.
- Mau, Steffen (2005). "Europe from the bottom : Assessing personal gains and losses and its effects on EU support", *Journal of Public Policy* 25(3): 289-311.
- Mavor, Kenneth I., Winnifred R. Louis & Chris G. Sibley (2010). "A bias-corrected exploratory and confirmatory factor analysis of right-wing authoritarianism: Support for a three-factor structure", *Personality and Individual Differences* 48(1): 28-33.
- Mayer, Nonna (2002). "Les dimensions de la confiance", in Gérard Grunberg, Nonna Mayer & Paul M. Sniderman (eds.), *La Démocratie à l'Épreuve*. Paris : Presses de Sciences Po : 87-107.
- Mayer, Nonna (2012). "Le populisme est-il fatal ?", *Critique* 776-777 : 141-149.
- Mayer, Nonna (2014). *Sociologie des Comportements Politiques*. Paris : Armand Colin.
- Mayorga, René Antonio (2006). "Outsiders and neopopulism: The road to plebiscitary democracy", in Scott Mainwaring, Ana María Bejarano & Eduardo Pizarro Leongómez (eds.), *The Crisis of Democratic Representation in the Andes*. Stanford: Stanford University Press: 132-167.
- Mazzoleni, Gianpietro (1995). "Towards a 'videocracy'? Italian political communication at a turning point", *European Journal of Communication* 10(3): 291-319.
- Mazzoleni, Gianpietro (2003). "The media and the growth of neo-populism in contemporary democracies", in Gianpietro Mazzoleni, Julianne Stewart & Bruce Horsfield (eds.), *The Media and Neo-Populism. A Contemporary Comparative Analysis*. Westport: Praeger: 1-20.
- Mazzoleni, Gianpietro (2008). "Populism and the media", in Daniele Albertazzi & Duncan McDonnell (eds.), *Twenty-First Century Populism: The Spectre of Western European Democracy*. New York: Palgrave Macmillan: 49-64.

- Mazzoleni, Gianpietro (2014). "Mediatization and political populism", in Frank Esser & Jesper Strömbäck (eds.), *Mediatization of Politics. Understanding the Transformation of Western Democracies*. Basingstoke: Palgrave Macmillan: 42-56.
- Mazzoleni, Oscar (2003). "Unité et diversité des 'national-populismes' suisses : L'Union Démocratique du Centre et la Lega dei Ticinesi", in Olivier Ihl, Janine Chêne, Éric Vial & Ghislain Waterlot (eds.), *La Tentation Populiste au Cœur de l'Europe*. Paris : La Découverte : 184-197.
- Mazzoleni, Oscar (2008). *Nationalisme et Populisme en Suisse. La Radicalisation de la « Nouvelle » UDC*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Mazzoleni, Oscar & Carolina Rossini (2016). "The Swiss People's Party: Converting and enhancing organization by a new leadership", in Reinhard Heinisch & Oscar Mazzoleni (eds.), *Understanding Populist Party Organisation. The Radical Right in Western Europe*. London: Palgrave Macmillan: 79-104.
- McCormick, John P. (1997). *Carl Schmitt's Critique of Liberalism. Against Politics as Technology*. Cambridge: Cambridge University Press.
- McGann, Anthony J. & Herbert Kitschelt (2005). "The radical right in the Alps: Evolution of support for the Swiss SVP and Austrian FPÖ", *Party Politics* 11(2): 147-171.
- Meijers, Maurits J. (2017). "Radical right and radical left euroscepticism: A dynamic phenomenon", *Jacques Delors Institut Berlin Policy Paper* 191.
- Meisner, Matthias (2009). "Linke beklagt diffamierende Berichterstattung", *Zeit Online*, 03.08.2009. Disponible sur : <https://www.zeit.de/online/2009/32/linke-wahlkampf-medien> [consulté en mars 2018].
- Mény, Yves & Yves Surel (2000). *Par le Peuple, pour le Peuple. Le Populisme et les Démocraties*. Paris : Fayard.
- Mény, Yves & Yves Surel (2002). "The constitutive ambiguity of populism", in Yves Mény & Yves Surel (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*. Basingstoke: Palgrave Macmillan: 1-21.
- Meraz, Sharon (2011). "Is there an elite hold? Traditional media to social media agenda setting influence in blog networks", *Journal of Computer-Mediated Communication* 14: 682-707.
- Mercier, Arnaud (2003). "Les médias en campagne", in Pascal Perrineau & Colette Ysmal (eds.), *Le Vote de Tous les Refus. Les Élections Présidentielle et Législatives de 2002*. Paris : Presses de Sciences Po : 53-87.
- Meret, Susi (2010). *The Danish People's Party, the Italian Northern League and the Austrian Freedom Party in a Comparative Perspective: Party Ideology and Electoral Support*. PhD thesis, University Aalborg [SPIRIT PhD Series Thesis no. 25]. Disponible sur : https://vbn.aau.dk/files/20049801/spirit_phd_series_25.pdf [consulté en mars 2018].
- Merkel, Wolfgang (2014). "Is there a crisis of democracy?", *Democratic Theory* 1(2): 11-25.
- Merrill, Samuel III & Bernard Grofman (1999). *A Unified Theory of Voting. Directional and Proximity Spatial Models*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Meyen, Michael, Markus Thieroff & Steffi Strenger (2014). "Mass media logic and the mediatization of politics", *Journalism Studies* 15(3): 271-288.
- Meyer, Thomas (2006). "Populismus und Medien", in Frank Decker (ed.), *Populismus. Gefahr für die Demokratie oder nützliches Korrektiv?* Wiesbaden: VS Verlag: 81-96.
- Miller, Arthur H. (1974). "Political issues and trust in government: 1964-1970", *American Political Science Review* 68(3): 951-972.
- Miller, Warren E. & J. Merrill Shanks (1996). *The New American Voter*. Cambridge (MA): Harvard University Press.
- Minkenberg, Michael (2015). "Profiles, patterns, process: Studying the East European radical right in its political environment", in Michael Minkenberg (ed.), *Transforming the*

- Transformation? The East European Radical Right in the Political Process*. London: Routledge: 27-56.
- Moffitt, Benjamin (2015). "How to perform crisis: A model for understanding the key role of crisis in contemporary populism", *Government and Opposition* 50(2): 189-217.
- Moffitt, Benjamin (2016). *The Global Rise of Populism. Performance, Political Style, and Representation*. Stanford: Stanford University Press.
- Moffitt, Benjamin (2017). "Populism in Australia and New Zealand", in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo & Pierre Ostiguy (eds.), *The Oxford Handbook of Populism*. Oxford: Oxford University Press: 121-139.
- Moffitt, Benjam & Simon Tormey (2014). "Rethinking populism: Politics, mediatisation and political style", *Political Studies* 62: 381-397.
- Moore, Aaron A., R. Michael McGregor & Laura B. Stephenson (2017). "Paying attention and the incumbency effect: Voting behavior in the 2014 Toronto municipal election", *International Political Science Review* 38(1): 85-98.
- Morellato, Marion (2013). "Les revirements du mouvement léguiste vis-à-vis de l'Union européenne (1979-2010)", *Parlement[s], Revue d'Histoire Politique* 19: 153-168.
- Morgenthau, Hans J. (1956). *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace*. New York: Alfred Knopf.
- Morin, Dominique (2005). "Genèse des totalitarismes ou les dérives de l'État moderne: La question wébérienne de la domination politique revisitée par Hannah Arendt", *Aspects Sociologiques* 12(1): 59-93.
- Mosca, Lorenzo (2014). "The Five Star Movement: Exception or vanguard in Europe?", *The International Spectator* 49(1): 36-52.
- Moscatelli, Silvia & Monica Rubini (2013). "The impact of group entitativity on negative outcome allocations", *Journal of Social Psychology* 153(2): 149-160.
- Mouffe, Chantal (1993). *The Return of the Political*. London: Verso.
- Mouffe, Chantal (2005). "The 'end of politics' and the challenge of right-wing populism", in Francisco Panizza (ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*. London: Verso: 50-71.
- Mudde, Cas (1996). "The paradox of the anti-party party: Insights from the extreme right", *Party Politics* 2(2): 265-276.
- Mudde, Cas (2000). *The Ideology of the Extreme Right*. Manchester: Manchester University Press.
- Mudde, Cas (2004). "The populist Zeitgeist", *Government and Opposition* 39(4): 541-563.
- Mudde, Cas (2007). *Populist Radical Right Parties in Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mudde, Cas (2010). "The populist radical right: A pathological normalcy", *West European Politics* 33(6): 1167-1186.
- Mudde, Cas (2014). "Fighting the system? Populist radical right parties and party system change", *Party Politics* 20(2): 217-226.
- Mudde, Cas (2015a). "Populism in Europe: A primer", *opendemocracy.net*, 12.05.2015. Disponible sur : <https://www.opendemocracy.net/can-europe-make-it/cas-mudde/populism-in-europe-primer> [consulté en mars 2018].
- Mudde, Cas (2015b). "The problem with populism", *The Guardian*, 17.02.2015. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2015/feb/17/problem-populism-syriza-podemos-dark-side-europe> [consulté en mars 2018].
- Mudde, Cas (2017). "Introduction to the populist radical right", in Cas Mudde (ed.), *The Populist Radical Right. A Reader*. Abingdon & New York: Routledge: 1-10.
- Mudde, Cas & Cristóbal Rovira Kaltwasser (2012a). "Populism and (liberal) democracy: A framework for analysis", in Mudde, Cas & Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.), *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?* Cambridge: Cambridge

University Press: 1-26.

Mudde, Cas & Cristóbal Rovira Kaltwasser (2012b). "Populism: Corrective and threat to democracy", in Mudde, Cas & Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.), *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?* Cambridge: Cambridge University Press: 205-222.

Mudde, Cas & Cristóbal Rovira Kaltwasser (2013). "Exclusionary vs. inclusionary populism: Comparing contemporary Europe and Latin America", *Government and Opposition* 48(2): 147-174.

Mudde, Cas & Cristóbal Rovira Kaltwasser (2017). *Populism: A Very Short Introduction*. Oxford: Oxford University Press.

Mughan, Anthony & Pamela Paxton (2006). "Anti-immigrant sentiment, policy preferences and populist party voting in Australia", *British Journal of Political Science* 36(2): 341-358.

Müller, Jan-Werner (2014). "The people must be extracted from within the people': Reflections on populism", *Constellations* 21(4): 483-493.

Müller, Jan-Werner (2015). "Parsing populism: Who is and who is not a populist these days?", *Juncture* 22(2): 80-89.

Müller, Jan-Werner (2016). *What Is Populism?* Philadelphia: University of Pennsylvania Press.

Müller-Rommel, Ferdinand (1985). "The Greens in Western Europe: Similar but different", *International Political Science Review* 6(4): 483-499.

Musso, Pierre (2005). "Le phénomène Berlusconi : ni populisme ni vidéocratie, mais néopolitique", *Hermès* 42 : 172-180.

Musso, Pierre (2008). "Existe-t-il un sarkoberluconisme ?", *Le Temps des Médias* 10 : 129-141.

Mutz, Diana C. & Paul S. Martin (2001). "Facilitating Communication across Lines of Political Difference: The Role of Mass Media", *American Political Science Review* 95(1): 97-114.

Muxel, Anne (2007). "L'abstention : déficit démocratique ou vitalité politique ?", *Pouvoirs* 120 : 43-55.

Narkowicz, Kasia & Konrad Pędzwiatr (2016). "From unproblematic to contentious: Mosques in Poland", *Journal of Ethnic and Migration Studies* 43(3): 441-457.

Neuerer, Dietmar (2016). "Forsa-Chef nennt Oettinger-Attacke auf Petry harmlos", *Handelsblatt*, 16.02.2016. Disponible sur : <https://www.handelsblatt.com/politik/deutschland/afd-chefin-unter-beschuss-forsa-chef-nennt-oettinger-attacke-auf-petry-harmlos/12970576.html?ticket=ST-12319245-VXGTYpANLTI41qv4Wc2C-ap2> [consulté en août 2018].

Neumann, Franz (2001). "Notes sur la théorie de la dictature" [publié initialement en 1954], in Enzo Traverso (ed.), *Le Totalitarisme. Le XX^e Siècle en Débat*. Paris : Seuil : 533-548.

Newell, James L. (2014). "A fight to the death: The challenge of the Five Star Movement and the Democratic Party's reactions", *Italian Politics* 29: 86-102.

Newheiser, Anna-Kaisa, Takuya Sawaoka & John F. Dovidio (2012). "Why do we punish groups? High entitativity promotes moral suspicion", *Journal of Experimental Social Psychology* 48(4): 931-936.

Nie, Norman H., Sidney Verba & John R. Petrocik (1976). *The Changing American Voter*. Cambridge (MA): Harvard University Press.

Niggemeier, Stefan (2016a). "Der Kampf gegen die AfD", *Übermedien*, 06.05.2016. Disponible sur : <https://uebermedien.de/4543/der-kampf-gegen-die-afd/> [consulté en juin 2018].

Niggemeier, Stefan (2016b). "Der Meinungsforscher als Meinungsmacher", *Übermedien*, 19.02.2016. Disponible sur : <https://uebermedien.de/2141/der-meinungsforscher-als->

meinungsmacher/ [consulté en juin 2018].

Niggermeier, Joris & Maria Skóra (2018). "The German media's response to populism", in Sophie Gaston & Peter Harrison-Evans, *Mediating Populism*. London: Demos: 48-72.

Noam, Eli M. (2016; ed.). *Who Owns the World's Media? Media Concentration and Ownership around the World*. New York: Oxford University Press.

Norpoth, Helmut (1996). "Presidents and the prospective voter", *Journal of Politics* 58(3): 776-792.

Nunn, Clyde Z., Harry J. Crockett Jr. & J. Allen Williams Jr. (1978). *Tolerance for Nonconformity. A National Survey of Americans' Changing Commitment to Civil Liberties*. San Francisco: Jossey-Bass.

Nyhan, Brendan & Jason Reifler (2010). "When corrections fail: The persistence of political misperceptions", *Political Behavior* 32: 303-330.

O'Connor, Brendon (2016). "Six types of ugly American, and Donald Trump is all of them", *The Conversation*, 02.11.2016. Disponible sur : <http://theconversation.com/six-types-of-ugly-american-and-donald-trump-is-all-of-them-67910> [consulté en mars 2018].

Oesch, Daniel (2006). "Coming to grips with a changing class structure: An analysis of employment stratification in Britain, Germany, Sweden and Switzerland", *International Sociology* 21(2): 263-288.

Oesch, Daniel (2008). "Explaining Workers' Support for Right-Wing Populist Parties in Western Europe: Evidence from Austria, Belgium, France, Norway, and Switzerland", *International Political Science Review* 29(3): 349-373.

Oesch, Daniel (2013). "The class basis of the cleavage between the New Left and the radical right: An analysis for Austria, Denmark, Norway and Switzerland", in Jens Rydgren (ed.), *Class Politics and the Radical Right*. London: Routledge: 31-51.

Ogien, Ruwen (2013). "La philosophie morale expérimentale peut-elle nous dire ce qu'il faut faire et comment vivre ?", *Klesis* 27 : 107-117.

Ostiguy, Pierre (2017). "Populism: A socio-cultural approach", in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo & Pierre Ostiguy (eds.), *The Oxford Handbook of Populism*. Oxford: Oxford University Press: 73-100.

Overdorf, Jason (2014). "How to steal a constitution", *Public Radio International*, 01.04.2014. Disponible sur : <https://www.pri.org/stories/2014-04-01/how-steal-constitution> [consulté en avril 2018].

Panizza, Francisco (2000). "Neopopulism and its limits in Collor's Brazil", *Bulletin of Latin American Research* 19: 177-192.

Panizza, Francisco (2013). "What do we mean when we talk about populism?", in Carlos de la Torre & Cynthia J. Arnson (eds.), *Latin American Populism in the Twenty-First Century*. Baltimore & Washington (D.C.): Johns Hopkins University Press & Woodrow Wilson Center Press: 85-115.

Panizza, Francisco (2016). "Populism, social democracy and the tale of the 'two lefts' in Latin America", in Anthony Petros Spanakos & Francisco Panizza (eds.), *Conceptualising Comparative Politics*. New York: Routledge: 192-214.

Panizza, Francisco (2017). "Populism and identification", in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo & Pierre Ostiguy (eds.), *The Oxford Handbook of Populism*. Oxford: Oxford University Press: 406-425.

Papadopoulos, Yannis (2005). "Populism as the other side of consociational multi-level democracies", in Daniele Caramani & Yves Mény (eds.), *Challenges to Consensual Politics. Democracy, Identity, and Populist Protest in the Alpine Region*. Brussels: P.I.E.-Peter Lang: 71-81.

Papadopoulos, Yannis (2009). "Démocratie suisse et idéologie populiste: Quand on récolte ce qu'on a semé", in Adrian Vatter, Frédéric Varone & Fritz Sager (eds.), *Demokratie als Leidenschaft. Planung, Entscheidung und Vollzug in der schweizerischen Demokratie*. Bern: Haupt: 107-117.

- Papathanassopoulos, Stylianos (2011; ed.). *Media Perspectives for the 21st Century*. London: Routledge.
- Pappas, Takis S. (2014). "Populist democracies: Post-authoritarian Greece and post-communist Hungary", *Government and Opposition* 49(1): 1-23.
- Papuchon, Adrien (2017). "Rôles sociaux des femmes et des hommes : L'idée persistante d'une vocation maternelle des femmes malgré le déclin de l'adhésion aux stéréotypes de genre", *Insee Références, édition 2017* [Dossier : Rôles sociaux des femmes et des hommes]. Disponible sur : https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3063861 [consulté en novembre 2017].
- Parmelee, John H. (2014). "The agenda-building function of political tweets", *New Media & Society* 16(3): 434-450.
- Patten, Chris (2017). "Populism versus the media", *Project Syndicate*, 22.02.2017. Disponible sur : <https://www.project-syndicate.org/commentary/populists-versus-media-us-and-uk-by-chris-patten-2017-02> [consulté en juin 2018].
- Patterson, Thomas E. (2008). "Political roles of the journalist", in Doris A. Graber, Denis McQuail & Pippa Norris (eds.), *The Politics of News. The News of Politics* (2nd ed.). Washington (D.C.): CQ Press: 23-39.
- Pauwels, Teun (2011). "Explaining the strange decline of the populist radical right Vlaams Belang in Belgium: The impact of permanent opposition", *Acta Politica* 46(1): 60-82.
- Pelinka, Anton (2012). "Hungary: Democracy through twilight", *openDemocracy*, 08.02.2012. Disponible sur : <https://www.opendemocracy.net/anton-pelinka/hungary-democracy-through-twilight> [consulté en août 2018].
- Perrineau, Pascal (1997). *Le Symptôme Le Pen. Radiographie des Électeurs du Front National*. Paris : Fayard.
- Perrineau, Pascal (2013 ; ed.). *Le Vote Normal. Les Élections Présidentielle et Législatives d'Avril-Mai-Juin 2012*. Paris : Presses de Science Po.
- Perussuomalaiset (2015). *The Finnish Parliament Elections of 2015. The Main Concerns*. Disponible sur : https://www.perussuomalaiset.fi/wp-content/uploads/2013/12/ps_2015_concerns_final.pdf [consulté en mai 2017].
- Petrocik, John R. (1996). "Issue ownership in presidential elections, with a 1980 case study", *American Journal of Political Science* 40(3): 825-850.
- Picard, Robert G. (2016). "Are journalists reporting — or publicising — populism?", *European Journalism Observatory*, 28.10.2016. Disponible sur : <https://en.ejo.ch/media-politics/are-journalists-reporting-or-publicising-populism> [consulté en juin 2018].
- Pilotti, Andrea (2017). *Entre Démocratisation et Professionalisation : Le Parlement Suisse et ses Membres de 1910 à 2016*. Zürich : Seismo.
- Pirro, Andrea L.P. (2015a). *The Populist Radical Right in Central and Eastern Europe. Ideology, Impact and Electoral Performance*. New York: Routledge.
- Pirro, Andrea L.P. (2015b). "The populist radical right in the political process: Assessing party impact in Central and Eastern Europe", in Michael Minkenberg (ed.), *Transforming the Transformation? The East European Radical Right in the Political Process*. London: Routledge: 80-104.
- Plasser, Fritz (1993). "Die populistische Arena: Massenmedien als Verstärker", in Wolfgang R. Langenbucher (ed.), *Politische Kommunikation. Grundlagen, Strukturen, Prozesse*. Wien: Wilhelm Braumüller: 186-207.
- Plasser, Fritz & Peter A. Ulram (2003). "Striking a responsive chord: Mass media and right-wing populism in Austria", in Gianpietro Mazzoleni, Julianne Stewart & Bruce Horsfield (eds.), *The Media and Neo-Populism. A Contemporary Comparative Analysis*. Westport: Praeger: 21-44.
- Plattner, Marc F. (2010). "Populism, pluralism, and liberal democracy", *Journal of Democracy* 21(1): 81-92.

- Pottier, Jean-Marie (2016). "Le 'pays réel', une expression de la droite nationaliste qui plante un climat", *slate.fr*, 24.11.2016. Disponible sur : <http://www.slate.fr/story/129386/pays-reel> [consulté en décembre 2017].
- Powell, G. Bingham, Jr. (2000). *Elections as Instruments of Democracy*. New Haven: Yale University Press.
- Pratt, John (2007). *Penal Populism*. London: Routledge.
- Priester, Karin (2012). "Wesensmerkmale des Populismus", *Aus Politik und Zeitgeschichte* 62(5-6): 3-9.
- Priester, Karin (2013). "Das Phänomen des Berlusconismus", *Rundbrief [BAG Antifaschismus der Partei Die Linke]* 3/4: 30-35. Disponible sur : http://www.bag-antifaschismus.de/fileadmin/lcmsbagaf/Rundbrief_34-2013.pdf [consulté en novembre 2017].
- Puar, Jasbir K. (2007). *Terrorist Assemblages. Homonationalism in Queer Times*. Durham: Duke University Press.
- Puar, Jasbir K. (2013). "Rethinking homonationalism", *International Journal of Middle East Studies* 45(2): 336-339.
- Puhle, Hans-Jürgen (2003). "Zwischen Protest und Politikstil: Populismus, Neo-Populismus und Demokratie", in Nikolaus Werz (ed.), *Populismus: Populisten in Übersee und Europa*. Wiesbaden: Springer: 15-43.
- Putnam, Robert D. (1993). *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton: Princeton University Press.
- Putnam, Robert D. (1995). "Tuning in, tuning out: The strange disappearance of social capital in America", *PS: Political Science and Politics* 28(4): 664-683.
- Putnam, Robert D. (2000). *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*. New York: Simon and Shuster.
- Pytlas, Bartek (2013). "Radical-right narratives in Slovakia and Hungary: Historical legacies, mythic overlaying and contemporary politics", *Patterns of Prejudice* 47(2): 162-183.
- Pytlas, Bartek (2016). *Radical Right Parties in Central and Eastern Europe. Mainstream Party Competition and Electoral Fortune*. London: Routledge.
- Pytlas, Bartek & Oliver Kossack (2015). "Lighting the fuse: The impact of radical right parties on party competition in Central and Eastern Europe", in Michael Minkenberg (ed.), *Transforming the Transformation? The East European Radical Right in the Political Process*. London: Routledge: 105-136.
- Raban, Jonathan (2010). "Sipping with the Tea Party", *The Guardian*, 16.10.2010. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2010/oct/16/tea-party-movement-jonathan-raban> [consulté en octobre 2017].
- Rabinowitz, George & Stuart Elaine Macdonald (1989). "A directional theory of issue voting", *American Political Science Review* 83(1): 93-121.
- Ragas, Matthew W. & Spiro Kioussis (2010). "Intermedia agenda-setting and political activism: MoveOn.org and the 2008 presidential election", *Mass Communication and Society* 13(5): 560-583.
- Rapp, Caroline (2017). "Shaping tolerant attitudes towards immigrants: The role of welfare state expenditures", *Journal of European Social Policy* 27(1): 40-56.
- Rawls, John (1971). *A Theory of Justice* [original edition]. Cambridge (MA): Harvard University Press.
- Rechel, Bernd (2009; ed.). *Minority Rights in Central and Eastern Europe*. London: Routledge.
- Reinbold, Fabian (2014). "Linkspartei und die Medien: Die Legende von Markus und Saha", *Spiegel Online*, 24.01.2014. Disponible sur : <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/lanz-und-wagenknecht-die-linke-und-ihr-medienbild-a-945217.html> [consulté en juin 2018].

- Reinemann, Carsten, Toril Aalberg, Frank Esser, Jesper Strömbäck & Claes H. de Vreese (2017). "Populist political communication: Toward a model of its causes, forms, and effects", in Toril Aalberg, Frank Esser, Carsten Reinemann, Jesper Strömbäck & Claes H. de Vreese (eds.), *Populist Political Communication in Europe*. New York: Routledge: 12-25.
- Ressa, Maria A. (2015). "Duterte, his 6 contradictions and planned dictatorship", *Rappler*, 26.10.2015. Disponible sur : <https://www.rappler.com/nation/politics/elections/2016/110679-duterte-contradictions-dictatorship> [consulté en novembre 2017].
- Rigaudiat, Jacques (2005). "Pauvreté, précarités, emploi : bilan et perspectives", *L'Économie Politique* 26(2) : 30-45.
- Riker, William H (1982). *Liberalism against Populism. A Confrontation between the Theory of Democracy and the Theory of Social Choice*. Long Grove (IL): Waveland.
- Roberts, Julian V., Loretta J. Stalans, David Indermaur & Mike Hough (2003). *Penal Populism and Public Opinion. Lessons from Five Countries*. New York: Oxford University Press.
- Roberts, Kenneth M. (1995). "Neoliberalism and the transformation of populism in Latin America: The Peruvian case", *World Politics* 48(1): 82-116.
- Roberts, Kenneth M. (2012). "Populism and democracy in Venezuela under Hugo Chávez", in Mudde, Cas & Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.), *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?* Cambridge: Cambridge University Press: 136-159.
- Roberts, Kenneth M. (2017). "Populism and political parties", in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo & Pierre Ostiguy (eds.), *The Oxford Handbook of Populism*. Oxford: Oxford University Press: 287-304.
- Robinson, Andrew & Simon Tormey (2008). "Is 'another world' possible? Laclau, Mouffe and social movements", in Adrian Little & Moya Lloyd (eds.), *The Politics of Radical Democracy*. Edinburgh: Edinburgh University Press: 133-157.
- Roccas, Sonia, Lilach Sagiv & Mayan Navon (2017). "Methodological issues in studying personal values", in Sonia Roccas & Lilach Sagiv (eds.), *Values and Behavior. Taking a Cross Cultural Perspective*. Cham: Springer: 15-50.
- Rooduijn, Matthijs (2014). "The mesmerising message: The diffusion of populism in public debates in Western European media", *Political Studies* 62: 726-744.
- Rooduijn, Matthijs, Sarah L. de Lange & Wouter van der Brug (2014). "A populist Zeitgeist? Programmatic contagion by populist parties in Western Europe", *Party Politics* 20(4): 563-575.
- Rosanvallon, Pierre (2008). *Counter-Democracy. Politics in an Age of Distrust*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Roubini, Nouriel (2016). "La revanche des perdants de la mondialisation", *Les Échos*, 06.07.2016. Disponible sur : https://www.lesechos.fr/06/07/2016/lesechos.fr/0211103901378_la-revanche-des-perdants-de-la-mondialisation.htm [consulté en février 2017].
- Rovira Kaltwasser, Cristóbal (2012). "The ambivalence of populism: Threat and corrective for democracy", *Democratization* 19(2): 184-208.
- Rovira Kaltwasser, Cristóbal (2015). "Explaining the emergence of populism in Europe and the Americas", in Carlos de la Torre (ed.), *The Promise and Perils of Populism: Global Perspectives*. Lexington: University Press of Kentucky: 189-227.
- Rovira Kaltwasser, Cristóbal (2017). "Populism and the question of how to respond to it", in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo & Pierre Ostiguy (eds.), *The Oxford Handbook of Populism*. Oxford: Oxford University Press: 489-508.
- Rubini, Monica, Silvia Moscatelli & Augusto Palmonari (2007). "Increasing group entitativity: Linguistic intergroup discrimination in the minimal group paradigm", *Group Processes & Intergroup Relations* 10(2): 280-296.

- Rudolph, Thomas (2003). "Institutional context and the assignment of political responsibility", *Journal of Politics* 65(1): 190-215.
- Rydgren, Jens (2005). "Is extreme right-wing populism contagious? Explaining the emergence of a new party family", *European Journal of Political Research* 44(3): 413-437.
- Rydgren, Jens (2006). "Vom Wohlfahrtschauvinismus zur ideologisch begründeten Fremdenfeindlichkeit. Rechtspopulismus in Schweden und Dänemark", in Frank Decker (ed.), *Populismus. Gefahr für die Demokratie oder nützliches Korrektiv?* Wiesbaden: VS Verlag: 165-190.
- Rydgren, Jens (2009). "Social isolation? Social capital and radical right-wing voting in Western Europe", *Journal of Civil Society* 5(2): 129-150.
- Saint Clair, Frédéric (2017). "'Société civile' au Parlement : Quand la République de Macron rate une marche", *Le Figaro*, 28.07.2017. Disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/07/28/31001-20170728ARTFIG00133-societe-civile-au-parlement-quand-la-republique-de-macron-rate-une-marche.php> [consulté en octobre 2017].
- Sartori, Giovanni (1965[1958]). *Democratic Theory*. New York: Praeger.
- Savage, Ritchie (2014). "A comparison of 'new institutionalized' populism in Venezuela and the USA", *Constellations* 21(4): 518-534.
- Sayre, Ben, Leticia Bode, Dhavan Shah, Dave Wilcox & Chirag Shah (2010). "Agenda setting in a digital age: Tracking attention to California Proposition 8 in social media, online news, and conventional news", *Policy & Internet* 2(2): 7-32.
- Scharpf, Fritz W. (1999). *Regieren in Europa. Effektiv und demokratisch?* Frankfurt/Main: Campus.
- Schattschneider, Elmer Eric (1960). *The Semisovereign People. A Realist's View of Democracy in America*. New York, Chicago, etc.: Holt, Rinehart & Winston.
- Schedler, Andreas (1996). "Anti-political-establishment parties", *Party Politics* 2(3): 291-312.
- Schilling, Dave (2016). "Apocalypse now: Sarah Palin's bizarre Trump endorsement analyzed", *The Guardian*, 20.01.2016. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/us-news/2016/jan/20/sarah-palin-donald-trump-endorsement-speech-quotes> [consulté en octobre 2017].
- Schmitt, Carl (1988 [1926]). *The Crisis of Parliamentary Democracy*. Cambridge (MA): MIT Press.
- Schoor, Carola (2017). "In the theater of political style: Touches of populism, pluralism and elitism in speeches of politicians", *Discourse & Society* 28(6): 657-676.
- Schulz, Anne, Philipp Müller, Christian Schemer, Dominique Stefanie Wirz, Martin Wettstein & Werner Wirth (2018). "Measuring populist attitudes on three dimensions", *International Journal of Public Opinion Research* 30(2): 316-326.
- Schulz, Winfried & Reimar Zeh (2005). "The changing election coverage of German television. A content analysis: 1990-2002", *Communications* 30: 385-407.
- Schulze, Reinhard (2012). "Islamofascism: Four avenues to the use of an epithet", *Die Welt des Islams* 52: 290-330.
- Schumpeter, Joseph A. (2003 [1942]). *Capitalism, Socialism and Democracy*. New York: Routledge.
- Schwartz, Shalom H. (1992). "Universals in the content and structure of values: Theoretical advances and empirical tests in 20 countries", in Mark P. Zanna (ed.), *Advances in Experimental Social Psychology* vol. 25. San Diego: Academic Press: 1-65.
- Schwartz, Shalom H. (2006). "Les valeurs de base de la personne : Théorie, mesures et applications", *Revue Française de Sociologie* 47(4): 929-968.
- Schwartz, Shalom H. (2017). "The refined theory of basic values", in Sonia Roccas & Lilach Sagiv (eds.), *Values and Behavior. Taking a Cross Cultural Perspective*. Cham: Springer: 51-72.

- Schwartz, Shalom H., Gian Vittorio Caprara & Michele Vecchione (2010). "Basic personal values, core political values, and voting: A longitudinal analysis", *Political Psychology* 31(3): 421-452.
- Schwartz, Shalom H., Gian Vittorio Caprara, Michele Vecchione, Paul Bain, Gabriel Bianchi et al. (2014). "Basic personal values underlie and give coherence to political values: A cross national study in 15 countries", *Political Behavior* 36: 899-930.
- Sciarini, Pascal & Andreas Goldberg (2016). "Turnout bias in postelection surveys: Political involvement, survey participation, and vote overreporting", *Journal of Survey Statistics and Methodology* 4(1): 110-137.
- Sears, David O. (1993). "Symbolic politics: A socio-psychological theory", in Shanto Iyengar & William J. McGuire (eds.), *Explorations in Political Psychology*. Durham: Duke University Press: 113-149.
- Sears, David O., Richard R. Lau, Tom R. Tyler & Harris M. Allen, Jr. (1980). "Self-interest vs. symbolic politics in policy attitudes and presidential voting", *American Political Science Review* 74(3): 670-684.
- Serdült, Uwe (2014). "Referendums in Switzerland", in Matt Qvortrup (ed.), *Referendums Around the World: The Continued Growth of Direct Democracy*. New York: Palgrave Macmillan: 65-121.
- Sheets, Penelope, Linda Bos & Hajo G. Boomgaarden (2016). "Media cues and citizen support for right-wing populist parties", *International Journal of Public Opinion Research* 28(3): 307-330.
- Shehata, Adam & Jesper Strömbäck (2014). "Mediation of political realities: Media as crucial sources of information", in Frank Esser & Jesper Strömbäck (eds.), *Mediatization of Politics. Understanding the Transformation of Western Democracies*. Basingstoke: Palgrave Macmillan: 93-113.
- Skenderovic, Damir (2017). "Union démocratique du centre", *Dictionnaire Historique de la Suisse* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17389.php> [consulté en août 2018].
- Smith, Jason Matthew (2010). "Does crime pay? Issue ownership, political opportunity, and the populist right in Western Europe", *Comparative Political Studies* 43(11): 1471-1498.
- Smits, Jeroen (2003). *Estimating the Heckman two-step procedure to control for selection bias with SPSS*. Disponible sur : <http://home.planet.nl/~smits.jeroen> [consulté en mars 2017].
- Söderlund, Peter (2008). "Retrospective voting and electoral volatility: A nordic perspective", *Scandinavian Political Studies* 31(2): 217-240.
- Spierings, Niels & Andrej Zaslove (2015). "Gendering the vote for populist radical-right parties", *Patterns of Prejudice* 49(1-2): 135-162.
- Spruyt, Bram, Gil Keppens & Filip Van Droogenbroeck (2016). "Who supports populism and what attracts people to it?", *Political Research Quarterly* 69(2): 335-346.
- Standing, Guy (2009). *Work after Globalization. Building Occupational Citizenship*. Cheltenham: Edward Elgar.
- Standing, Guy (2011). *The Precariat. The New Dangerous Class*. London: Bloomsbury.
- Stanley, Ben (2008). "The thin ideology of populism", *Journal of Political Ideologies* 13(1): 95-110.
- Stanley, Ben (2017). "Populism in Central and Eastern Europe", in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo & Pierre Ostiguy (eds.), *The Oxford Handbook of Populism*. Oxford: Oxford University Press: 140-160.
- Startin, Nicholas (2015). "Have we reached a tipping point? The mainstreaming of euroscepticism in the UK", *International Political Science Review* 36(3): 311-323.
- Startin, Nick & André Krouwel (2013). "Euroscepticism re-galvanized: The consequences

- of the 2005 French and Dutch rejections of the EU Constitution”, *Journal of Common Market Studies* 51(1): 65-84.
- Statham, Paul (1996). “Berlusconi, the media, and the new right in Italy”, *International Journal of Press/Politics* 1(1): 87-105.
- Statistics Poland (2018). Demography knowledge database. Disponible sur : <http://swaid.stat.gov.pl/en/SitePagesDBW/Demografia.aspx> [consulté en avril 2018].
- Steenvoorden, Eefje & Eelco Harteveld (2018). “The appeal of nostalgia: The influence of societal pessimism on support for populist radical right parties”, *West European Politics* 41(1): 28-52.
- Stefanova, Boyka (2006). “The ‘no’ vote in the French and Dutch referenda on the EU Constitution: A spillover of consequences for the wider Europe”, *PS: Political Science & Politics* 39(2): 251-255.
- Steffens, Niklas K., S. Alexander Haslam & Stephen D. Reicher (2014). “Up close and personal: Evidence that shared social identity is a basis for the ‘special’ relationship that binds followers to leaders”, *The Leadership Quarterly* 25(2): 296-313.
- Stenner, Karen (2005). *The Authoritarian Dynamic*. New York: Cambridge University Press.
- Stiegler, Bernard (2006). *La Télécratie contre la Démocratie. Lettre Ouverte aux Représentants Politiques*. Paris : Flammarion.
- Stoica, Gheorghe Lencan (2013). “Populism in Romania”, in Hedwig Giusto, David Kitching & Stefano Rizzo (eds.), *The Changing Faces of Populism: Systemic Challengers in Europe and the U.S.* Bruxelles & Roma: FEPS/CRS/Fondazione Italianeuropei: 191-205. Disponible sur : <http://www.renaissance-europe.eu/assets/615e9f20-fa48-46b8-8524-aa231375bed9/book-the-changing-faces-of-populism.pdf> [consulté en juin 2018].
- Stokes, Donald E. (1992). “Valence Politics”, in Dennis Kavanagh (ed.), *Electoral Politics*. Oxford: Clarendon University Press: 141-164.
- Stonecash, Jeffrey M. (2008). *Reassessing the Incumbency Effect*. New York: Cambridge University Press.
- Straus, Murray A. (2004). “Prevalence of violence against dating partners by male and female university students worldwide”, *Violence Against Women* 10(7): 790-811.
- Streeck, Wolfgang (2012). “Citizens as customers: Considerations on the new politics of consumption”, *New Left Review* 76(4): 27-47.
- Streeck, Wolfgang (2017). *Buying Time. The Delayed Crisis of Democratic Capitalism (2nd ed.)*. London: Verso.
- Strömbäck, Jesper & Frank Esser (2014). “Mediatization of politics: Towards a theoretical framework”, in Frank Esser & Jesper Strömbäck (eds.), *Mediatization of Politics. Understanding the Transformation of Western Democracies*. Basingstoke: Palgrave Macmillan: 3-28.
- Sülflow, Michael & Frank Esser (2014). “Visuelle Kandidatendarstellung in Wahlkampfbeiträgen deutscher und amerikanischer Fernsehsender: Image Bites, Rollenbilder und nonverbales Verhalten”, *Publizistik* 59(3): 285-306.
- Sulitzeanu-Kenan, Raanan & Eran Halperin (2013). “Making a difference: Political efficacy and policy preference construction”, *British Journal of Political Science* 43(2): 295-322.
- Sullivan, John L., James Piereson & George E. Marcus (1982). *Political Tolerance and American Democracy*. Chicago: Chicago University Press.
- Swank, Duane & Hans-Georg Betz (2003). “Globalization, the welfare state and right-wing populism in Western Europe”, *Socio-Economic Review* 1: 215-245.
- Sweetser, Kaye D., Guy J. Golan & Wayne Wanta (2008). “Intermedia agenda setting in television, advertising, and blogs during the 2004 election”, *Mass Communication and Society* 11(2): 197-216.
- Swyngedouw, Marc & Astrid Depickere (2007). “Expliquer les succès électoraux de

- l'extrême droite", *Revue Française de Science Politique* 57(2) : 187-208.
- Szczerbiak, Aleks & Paul Taggart (2008; eds.). *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism (Vol. 1, Case Studies and Country Surveys)*. Oxford: Oxford University Press.
- Tadzaït, Tarik & Rabia Nessah (2013). *Le Paradoxe du Vote*. Paris : Editions de l'EHESS.
- Taggart, Paul (2000). *Populism*. Buckingham & Philadelphia: Open University Press.
- Taggart, Paul (2002). "Populism and the pathology of representative politics", in Yves Mény & Yves Surel (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*. Basingstoke: Palgrave Macmillan: 62-80.
- Taggart, Paul (2004). "Populism and representative politics in contemporary Europe", *Journal of Political Ideologies* 9(3): 269-288.
- Taggart, Paul (2017). "Populism in Western Europe", in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo & Pierre Ostiguy (eds.), *The Oxford Handbook of Populism*. Oxford: Oxford University Press: 248-264.
- Taggart, Paul & Cristóbal Rovira Kaltwasser (2015). "Dealing with populists in government: Some comparative conclusions", *Democratization* 23(2): 345-365.
- Taguieff, Pierre-André (1986). "L'identité nationale saisie par les logiques de racisation: Aspects, figures et problèmes du racisme différentialiste", *Mots* 12 : 91-128.
- Taguieff, Pierre-André (1997). "Le populisme et la science politique : Du mirage conceptuel aux vrais problèmes", *Vingtième Siècle* 56 : 4-33.
- Taguieff, Pierre-André (1998). "Populismes et antipopulismes : Le choc des argumentations", *Mots* 55 : 5-26.
- Taguieff, Pierre-André (2007). *L'Illusion Populiste. Essai sur les Démagogies de l'Âge Démocratique (2e éd.)*. Paris : Flammarion.
- Taguieff, Pierre-André (2012). *Le Nouveau National-Populisme*. Paris : CNRS Éditions.
- Taguieff, Pierre-André (2015). *La Revanche du Nationalisme. Néopopulistes et Xénophobes à l'Assaut de l'Europe*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Tajfel, Henri (1978; ed.). *Differentiation between Social Groups: Studies in the Social Psychology of Intergroup Relations*. Oxford: Academic Press.
- Tamas, Gaspar Miklos (2017). "The mystery of 'populism' finally unveiled", *OpenDemocracy*, 24.02.2017. Disponible sur : <https://www.opendemocracy.net/wfd/can-europe-make-it/g-m-tam-s/mystery-of-populism-finally-unveiled> [consulté en janvier 2018].
- Taylor, Charles (1985). *Philosophy and the Human Sciences. Philosophical Papers 2*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Teney, Céline, Onawa P. Lacewell & Pieter De Wilde (2014). "Winners and losers of globalization in Europe: Attitudes and ideologies", *European Political Science Review* 6(4): 575-595.
- Terris, Ben (2016). "Is Ben Carson the worst or the best surrogate of all time? Yes", *Washington Post*, 15.05.2016. Disponible sur : https://www.washingtonpost.com/lifestyle/style/is-ben-carson-the-worst-or-the-best-surrogate-of-all-time-yes/2016/05/13/0afc3c52-17ac-11e6-aa55-670cabef46e0_story.html?utm_term=.3ef5cb8e7785 [consulté en octobre 2017].
- Tetlock, Philip E. (1983). "Cognitive style and political ideology", *Journal of Personality and Social Psychology* 45(1): 118-126.
- Thorleifsson, Cathrine (2017). "Sliding towards autocracy", *OpenDemocracy*, 06.04.2017. Disponible sur : <https://www.opendemocracy.net/can-europe-make-it/cathrine-thorleifsson/sliding-towards-autocracy> [consulté en janvier 2018].
- Tillman, Erik R. (2008). "Economic judgments, party choice, and voter abstention in cross-national perspective", *Comparative Political Studies* 41(9): 1290-1309.

- Tormey, Simon (2015). *The End of Representative Politics*. Cambridge: Polity Press.
- Touraine, Alain (1997). "Le brun, le rouge et le Français [Le populisme? Neuf réponses]", *Vingtième Siècle* 56 : 224-242.
- Traverso, Enzo (2001). "Le totalitarisme : Jalons pour l'histoire d'un débat", in Enzo Traverso (ed.), *Le Totalitarisme. Le XX^e Siècle en Débat*. Paris : Seuil : 9-110.
- Tretbar, Christian & Antje Sirleschtov (2014). "Diskussion über Sarrazin hat Integrationsdebatte ehrlicher gemacht": Interview mit Bundesinnenminister de Maizière", *Der Tagesspiegel*, 09.02.2014. Disponible sur : <https://www.tagesspiegel.de/politik/interview-mit-bundesinnenminister-de-maiziere-diskussion-ueber-sarrazin-hat-integrationsdebatte-ehrlicher-gemacht/9452790.html> [consulté en janvier 2018].
- Trincia, Francesco Saverio (2012). "Berlusconi, la Ligue du Nord, l'Église et la souveraineté Populaire", *Cités* 49 : 149-159.
- Twarowska, Katarzyna (2015). "The impact of exchange rate on Poland's trade flows", *International Journal of Management, Knowledge and Learning* 4(1): 41-57.
- Učeň, Peter (2004). "Centrist populism as a new competitive and mobilization strategy in Slovak politics", in Oľga Gyárfášová & Grigorij Mesežnikov (eds.), *Party Government in Slovakia: Experience and Perspectives*. Bratislava: Institute for Public Affairs: 45-73.
- Udris, Linards (2012). "Is the populist radical right (still) shaping the news? Media attention, issue ownership and party strategies in Switzerland", *NCCR Democracy Working Paper* n° 53. Disponible sur : <http://www.nccr-democracy.uzh.ch/publications/workingpaper/wp53> [consulté en octobre 2017].
- Uitermark, Justus, Paul Mepschen & Jan Willem Duyvendak (2013). "Populism, sexual politics, and the exclusion of Muslims in the Netherlands", in John R. Bowen, Christophe Bertossi, Jan Willem Duyvendak & Mona Lena Krook (eds.), *European States and their Muslim Citizens: The Impact of Institutions on Perceptions and Boundaries*. Cambridge: Cambridge University Press: 235-255.
- Urbinati, Nadia (2013). "Mobilisations en réseaux, activisme numérique : Les nouvelles attentes participatives", *Esprit* 8 : 87-97.
- Urbinati, Nadia (2014). *Democracy Disfigured. Opinion, Truth, and the People*. Cambridge (MA): Harvard University Press.
- van Aelst, Peter, Gunnar Thesen, Stefaan Walgrave & Rens Vliegenthart (2014). "Mediatization and political agenda-setting: Changing issue priorities?" in Frank Esser & Jesper Strömbäck (eds.), *Mediatization of Politics. Understanding the Transformation of Western Democracies*. Basingstoke: Palgrave Macmillan: 200-220.
- van Dalen, Arjen, Claes H. de Vreese & Erik Albæk (2012). "Different roles, different content? A four-country comparison of the role conceptions and reporting style of political journalists", *Journalism* 13(7): 903-922.
- van der Brug, Wouter (2017). "Issue ownership: An ambiguous concept", in Kai Arzheimer, Jocelyn Evans & Michael S. Lewis-Beck (eds.), *The SAGE Handbook of Electoral Behaviour*. London: SAGE: 521-537.
- Van der Meer, Tom W., Erika van Elsas, Rozemarijn Lubbe & Wouter van der Brug (2013). "Are volatile voters erratic, whimsical or seriously picky? A panel study of 58 waves into the nature of electoral volatility (the Netherlands 2006–2010)", *Party Politics* 21(1): 100-114.
- van Haute, Emilie & Teun Pauwels (2016). "The Vlaams Belang: Party organization and party dynamics", in Reinhard Heinisch & Oscar Mazzoleni (eds.), *Understanding Populist Party Organisation. The Radical Right in Western Europe*. London: Palgrave Macmillan: 49-77.
- van Kessel, Stijn (2014). "The populist cat-dog: Applying the concept of populism to contemporary European party systems", *Journal of Political Ideologies* 19(1): 99-118.
- van Kessel, Stijn (2015). *Populist Parties in Europe. Agents of Discontent?* Basingstoke: Palgrave Macmillan.

- van Spanje, Joost (2010). "Contagious parties: Anti-immigration parties and their impact on other parties' immigration stances in contemporary Western Europe", *Party Politics* 16(5): 563-586.
- van Spanje, Joost & Wouter van der Brug (2009). "Being intolerant of the intolerant: The exclusion of Western European anti-immigration parties and its consequences for party choice", *Acta Politica* 44(4): 353-384.
- Vartanova, Elena (2015). "Media pluralism in Russia: In need of policy making", in Peggy Valcke, Miklós Sükösd & Robert G. Picard (eds.), *Media Pluralism and Diversity. Concepts, Risks and Global Trends*. Basingstoke: Palgrave Macmillan: 193-210.
- Vatter, Adrian (2009). "Lijphart expanded: Three dimensions of democracy in advanced OECD countries?", *European Political Science Review* 1(1): 125-154.
- Vatter, Adrian (2011; ed.). *Vom Schächt- zum Minarettverbot. Religiöse Minderheiten in der direkten Demokratie*. Zürich: Verlag Neue Zürcher Zeitung.
- Vatter, Adrian & Deniz Danaci (2010). "Mehrheitstyannei durch Volksentscheide? Zum Spannungsverhältnis zwischen direkter Demokratie und Minderheitenschutz", *Politische Vierteljahresschrift* 51: 205-222.
- Vehrkamp, Robert & Christopher Wratil (2017). *A Populist Moment? Populist Attitudes of Voters and Non-Voters before the German Federal Election 2017*. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung.
- Vittori, Davide (2017). "Re-conceptualizing populism: Bringing a multifaceted concept within stricter borders", *Revista Española de Ciencia Política* 44: 43-65.
- Viviani, Lorenzo (2017). "A political sociology of populism and leadership", *Società Mutamento Politica* 8(15): 279-303.
- Vliegthart, Rens & Stefaan Walgrave (2008). "The contingency of intermedia agenda setting: A longitudinal study in Belgium", *Journalism & Mass Communication Quarterly* 85(4): 860-877.
- Vullo, Léa (2011). *La Représentation des Femmes à la Télévision Italienne*. Mémoire, Université de Lyon 2 Lumière. Disponible sur : http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2011/vullo_l/pdf/vullo_l.pdf [consulté en décembre 2017].
- Wagner, Ulrich & Andreas Zick (1995). "The relation of formal education to ethnic prejudice: Its reliability, validity and explanation", *European Journal of Social Psychology* 25: 41-56.
- Walgrave, Stefaan, Anke Tresch & Jonas Lefevere (2015). "The conceptualisation and measurement of issue ownership", *West European Politics* 38(4): 778-796.
- Weaver, Kent (1986). "The Politics of Blame Avoidance", *Journal of Public Policy* 6(4): 371-398.
- Weber, Max (1978 [1922]). *Economy and Society: An Outline of Interpretive Sociology*. Berkeley, etc.: University of California Press.
- Webster, Donna M. & Arie W. Kruglanski (1994). "Individual differences in need for cognitive closure", *Journal of Personality and Social Psychology* 67(6): 1049-1062.
- Weldon, Steven A. (2006). "The institutional context of tolerance for ethnic minorities: A comparative, multilevel analysis of Western Europe", *American Journal of Political Science* 50(2): 331-349.
- Weyland, Kurt (1996). "Neopopulism and neoliberalism in Latin America: Unexpected Affinities", *Studies in Comparative International Development* 31(3): 3-31.
- Weyland, Kurt (2003). "Neopopulism and neoliberalism in Latin America: How much affinity?", *Third World Quarterly* 24(6): 1095-1115.
- Weyland, Kurt (2013). "The threat from the populist left", *Journal of Democracy* 24(3): 18-32.
- White, Melissa Autumn (2013). "Ambivalent homonationalisms: Transnational queer

- intimacies and territorialized belongings”, *Interventions: International Journal of Postcolonial Studies* 15(1): 37-54.
- White, Stephen, Sarah Birch, Valentina Feklyunina et al. (2012). *Russia’s Authoritarian Elections*. London: Routledge.
- Williams, Zoe (2016). “Nigel Farage’s victory speech was a triumph of poor taste and ugliness”, *The Guardian*, 24.06.2016. Disponible sur : https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/jun/24/nigel-farage-ugliness-bullet-fired?CMP=fb_gu [consulté en avril 2018].
- Wilson, Jason (2016). “Why are we surprised by every populist politician? Voting for them can be a rational choice”, *The Guardian*, 13.05.2016. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/may/13/why-are-we-surprised-by-every-populist-politician-voting-for-them-can-be-a-rational-choice> [consulté en juin 2018].
- Wirth, Werner, Frank Esser, Martin Wettstein, Sven Engesser, Dominique Wirz et al. (2016). “The appeal of populist ideas, strategies and styles: A theoretical model and research design for analyzing populist political communication”, *NCCR Democracy Working Paper* n° 88. Disponible sur : <http://www.nccr-democracy.uzh.ch/publications/workingpaper/wp88> [consulté en octobre 2017].
- Wresinski, Joseph (1987). *Grande pauvreté et précarité économique et sociale. Rapport présenté au nom du Conseil économique et social*. Disponible sur : <http://www.joseph-wresinski.org/fr/grande-pauvrete-et-precarite/> [consulté en septembre 2017].
- Young, Iris Marion (2000). *Inclusion and Democracy*. Oxford: Oxford University Press.
- Yzerbit, Vincent, Charles M. Judd & Olivier Corneille (2004; eds.). *The Psychology of Group Perception. Perceived Variability, Entitativity, and Essentialism*. New York: Psychology Press.
- Zakaria, Fareed (1997). “The rise of illiberal democracy”, *Foreign Affairs* 76(6): 22-43.
- Zakrisson, Ingrid (2005). “Construction of a short version of the Right-Wing Authoritarianism (RWA) scale”, *Personality and Individual Differences* 39(5): 863-872.
- Zanghellini, Aleardo (2012). “Are gay rights islamophobic? A critique of some uses of the concept of homonationalism in activism and academia”, *Social & Legal Studies* 21(3): 357-374.
- Zick, Andreas, Beate Küpper & Andreas Hövermann (2011). *Die Abwertung der Anderen. Eine europäische Zustandsbeschreibung zu Intoleranz, Vorurteilen und Diskriminierung*. Berlin: Friedrich-Ebert-Stiftung.
- Ziller, Conrad & Thomas Schübel (2015). “‘The pure people’ versus ‘the corrupt elite’? Political corruption, political trust and the success of radical right parties in Europe”, *Journal of Elections, Public Opinion and Parties* 25(3): 368-386.
- Žižek, Slavoj (2006). “Against the populist temptation”, *Critical Inquiry* 32(3): 551-574.
- Žižek, Slavoj (2014). “Only a radicalised left can save Europe”, *NewStatesman*, 25.06.2014. Disponible sur : <https://www.newstatesman.com/politics/2014/06/slavoj-izek-only-radicalised-left-can-save-europe> [consulté en juin 2018].
- Zmerli, Sonja & Ken Newton (2008). “Social trust and attitudes toward democracy”, *Public Opinion Quarterly* 72(4): 706-724.
- Zúquete, José Pedro (2008). “The missionary politics of Hugo Chávez”, *Latin American Politics and Society* 50(1): 91-121.
- Zwirn, Gregor (2007). “Methodological individualism or methodological atomism: The case of Friedrich Hayek”, *History of Political Economy* 39(1): 47-80.

Dans la collection « Cahiers de l'IEPHI » / « Travaux de Science Politique »

Disponibles sur www.unil.ch/iephi

70. **Andrea Pilotti, Madeleine Braulin, Oscar Mazzoleni et Yves Di Cristino** (2018). Chi ci rappresenta ? Candidati, eletti e campagna elettorale alle elezioni del Gran Consiglio ticinese del 2015.
69. **Lionel Marquis** (2017). Conformism in opinions about the welfare state in Switzerland. Results from a List Experiment.
68. **Dimitri Courant** (2017). Thinking Sortition. Modes of selection, deliberative frameworks and democratic principles.
67. **Oscar Mazzoleni, Carolina Rossi, Andrea Pilotti et Virginie Debons** (2017). Le elezioni cantonali ticinesi del 2015. Partecipazione, orientamento, temi e personalizzazione del voto.
66. **Maxime Filliau, Aziz Haltiti, Anna Herczeg, Loeva La Ragione, Régis Marchon, Baudouin Noez, Milinda Wannakula Aratchilage, Yuzhou Wu, Jan-Erik Refle et Lionel Marquis** (2016). Immigration, sécurité et comportement électoral. Les Européens face aux crises économique, migratoire et sécuritaire.
65. **Nicholas Pohl** (2016). Quand les hiérarchies reviennent par la fenêtre... La démocratie au sein d'un syndicat anarcho-syndicaliste.
64. **Philippe Gottraux et Cécile Péchu** (2016). Sous le populisme, la pluralité. Anti-élitisme et rapports au leader chez les militants de l'Union Démocratique du Centre en Suisse.
63. **Michele Bee** (2015). Opening One's Self Up The Historical Result of Bettering One's Condition According to Adam Smith.
62. **Conor Cradden et Jean-Christophe Graz** (2015). Transnational private authority, regulatory space and workers' collective competences: Bringing local contexts and worker agency back in.
61. **Andrea Pilotti et Oscar Mazzoleni** (2014). Il voto ticinese sull'iniziativa 'contro l'immigrazione di massa' del 9 febbraio 2014.
60. **Michele Bee** (2014). The Love of One's Self. The *Adam Smith Problem* Explained to Myself.
59. **Marion Beetschen** (2014). Les experts académiques dans les commissions extraparlémentaires helvétiques au XXe siècle.
58. **Rahel Kunz** (2013). Partnership in International Migration Governance.
57. **Gilles Descloux** (2013). Déviance et stratégies de conservation de l'estime de soi chez les jeunes de catégorie populaire en quête d'insertion professionnelle.
56. **Pierre Eichenberger, Sébastien Guex, Cédric Humair et André Mach** (2013). Les organisations patronales suisses : Bilan historiographique et perspectives de recherche.
55. **Andrea Plata, Mattia Pacella et Oscar Mazzoleni** (2012). Verso il parlamento. Candidati, partiti e campagna elettorale nelle elezioni cantonali ticinesi del 2011.
54. **Jean-Christophe Graz et Patrick Csikos** (2012). Satellizing Galileo? Non-state authority and interoperability standards in the European Global Navigation Satellite System.
53. **Claire Dupuy et Julie Pollard** (2012). Retour sur une source écrite centrale pour l'analyse des politiques publiques.
52. **Jean-Marie Chenou** (2012). Élitisme dans la politique mondiale. Le rôle des acteurs transnationaux dans les nouvelles formes de gouvernance.
51. **Oscar Mazzoleni, Mattia Pacella et Andrea Plata** (2011). Le elezioni cantonali ticinesi del 2011. Partecipazione e orientamento di voto fra lealtà, defezione, protesta.
50. **Olivier Fillieule** (2011). Disengagement process from radical organizations. What is so different when it comes to exclusive groups?
49. **Olivier Fillieule et Philippe Blanchard** (2011). Fighting Together. Assessing Continuity and Change in Social Movement Organizations Through the Study of Constituencies' Heterogeneity.
48. **Jean-Christophe Graz et Eva Hartmann** (2010). Global regulation of the knowledge-based economy: The rise of standards in educational services.

47. **Jean-Christophe Graz et Nafy Niang** (2010). Standards and services offshoring in India: Moving beyond industry and institutional specificities.
46. **Maude Gex** (2010). Le divin profané par Da Vine ? La Contestation du brevet sur l'ayahuasca et les débats autour de la biopiraterie.
45. **Mattia Pacella** (2010). Qui gouverne le Tessin ? Les Elites politiques cantonales tessinoises : l'évolution du profil sociologique des Conseillers d'Etat de 1905 à nos jours.
44. **Aline Mugny** (2010). Analyse du processus de rétatification du secteur des eaux urbaines dans l'aire métropolitaine du Buenos Aires (1993-2009).
43. **Nicolas Rieder** (2009). La diffusion scientifique dans les Expositions universelles. Les sciences anthropologiques à l'Exposition universelle de Paris en 1889 et à la World's Columbian Exposition de Chicago en 1893.
42. **Philip Balsiger, Yassin Boughaba et Gwendoline Véniat** (2009). Conflit du travail et investissements militants. Les grèves des employés.es de Swissmetal à Reconvilier (2004-2006).
41. **Dietmar Braun** (2009). Federalism in South Africa – Can it work?
40. **Romain Bertrand** (2009). Habermas au Bengale, ou comment "provincialiser l'Europe" avec Dipesh Chakrabarty.
39. **Oscar Mazzoleni et Hervé Rayner** (2008). Une coalition gouvernementale durable. Emergence, institutionnalisation et crise de la «formule magique» en Suisse (1959-2003).
38. **Andrin Hauri** (2008). Les conséquences de la barrière de séparation entre Israël et la Cisjordanie à court et à long terme. Les perspectives pour la fondation d'un État palestinien.
37. **André Mach et Andrea Pilotti** (2008). Professionnalisation et changements de profils des parlementaires suisses au cours de la période récente (1980-2000)
36. **Olivier Fillieule** (2008). Travail militant, action collective et rapports de genre.
35. **Olivier Fillieule et Philippe Blanchard** (2008). INDividual SURvey in RAllies (INSURA). A New Tool for Exploring Transnational Activism.
34. **Johann Dupuis** (2008). Analyse politique des conditions de succès et d'échec des marchés de droits d'émissions.
33. **Dietmar Braun et Björn Uhlmann** (2007). Ideas and Power in Swiss Health Care Party Politics.
32. **Fabrizio Gilardi, Katharina Füglistler et Stéphane Luyet** (2007). Learning from Others: The Diffusion of Hospital Financing Reforms in OECD Countries.
31. **Natalia Gerodetti** (2007). Enduring Legacies – Intersecting Discourses in the Context of Eugenics.
30. **Véronique Mottier** (2007). Meaning, Identity, Power : Metaphors and Discourse Analysis.
29. **Olivier Fillieule** (2007). On n'y voit rien ! Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires.
28. **Kathrin Daepf** (2006). La re-régulation sélective de la finance internationale : l'initiative sur les pays ou territoires non-coopératifs du GAFI.
27. **Martino Maggetti** (2006). Assessing the De Facto Independence of Regulatory Agencies. The Case of the Swiss Federal Banking Commission in the 1990?
26. **Dietmar Braun** (2006). Modernising Federalism. Towards Convergence in the Organisation of Intergovernmental Relations?
25. **Fabrizio Gilardi** (2006). The Same, but Different. Central Banks, Regulatory Agencies, and the Politics of Delegation to Independent Authorities.
24. **Cécile Péchu** (2006). Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action.
23. **Sarah Gotheil** (2005) ACCOBAMS. Les pays de mer noire, méditerranée et zone atlantique adjacente s'unissent pour la protection des cétacés.
22. **Gerhard Schnyder, Martin Lüpold, André Mach et Thomas David** (2005) The Rise and Decline of the Swiss Company Network during the 20th Century.
21. **Aurélien Buffat** (2005) La mise en oeuvre de la réforme de l'armée suisse « Armée XXI » : les changements vécus à l'interne. Etude de cas des militaires professionnels des écoles, hôpital de la place d'armes de Moudon.
20. **Léonard Rey** (2005) La construction du marché intérieur suisse à la lumière de l'expérience européenne : centralité et intervention contrastée des Hautes Cours dans les processus d'intégration économique.

19. **Patrick Csikos** (2005) Emergence d'une nouvelle gouvernance internationale privée/publique : les cas des agences de notation financière et des normes comptables.
18. **Michael Voegtli** (2004) Entre paternalisme et Etat social. Le cas de la fabrique de chocolat Suchard (1870-1940).
17. **Luca Chinotti** (2004) Les effets de l'Accord sur l'Agriculture de l'Uruguay Round sur les pays en développement. Une entrave ou une opportunité pour le développement?.
16. **Alexandre Afonso** (2004) Internationalisation, économie et politique migratoire dans la Suisse des années 1990.
15. **Nicolas Freymond** (2003) La question des institutions dans la science politique contemporaine: l'exemple du néo-institutionnalisme.
14. **Yves Steiner** (2003) Le coût réel de l'indépendance de la banque centrale: économie politique comparée de la Deutsche Bundesbank et de la Banque du Japon dans les années soixante-dix.
13. **Dietmar Braun** (1999) Toward a heuristic framework of the Territorial division of Power in comparative public Policy research.
12. **Dietmar Braun** (1998) Bringing State structures back in: The Significance of Political Arena's in Political Decision-making.
11. **Daniel Kübler** (1996) Neighbourhood conflicts and dialogues.
10. **André Mach** (1995) Représentation des intérêts et capacité d'adaptation de l'économie suisse.
9. **Yves Sancey** (1995) Le Gentlemen's agreement de 1927. Lutte autour de la (non-)politisation de l'exportation du capital.
8. **Daniel Kübler** (1993) L'Etat face à la toxicomanie, action publique et contrat social.
7. **Jean-Philippe Leresche** (1993) Les transformations du pouvoir local en Suisse.
6. **Bernard Voutat** (1993) Les minorités territoriales, quelques considérations théoriques.
5. **Bernard Voutat** (1992) Les origines sociales de la "question jurassienne".
4. **Daniel-Louis Seiler** (1991) Le cas des partis politiques dans les nouvelles démocraties de l'Est européen.
3. **Silvia Kobi** (1991) Les "Neinsager" dans le processus référendaire suisse: des variations sur un thème mythique.
2. **Ioannis Papadopoulos** (1991) La Suisse: un "Sonderfall" pour la théorie politique?
Nadia Spang (1991) Scholarly View of Japan throughout the XXth Century.
Shahrokh Vaziri (1990) Eléments de réflexion sur les partis politiques et références idéologiques dans le Tiers Monde.